



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mars 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mars 2013

CAUSERIE

Pour renvoyer le questionnaire que je vous ai demandé de remplir, vous avez aussi besoin du mot de passe :
adresse : joachimrodriguez2013@yahoo.fr ; mot de passe : 4ghdr89s1z5.

- Le formulaire à renvoyer au site avant fin mars : Pour ou contre la continuité de ce portail ? (modifié le 28.02)

Vous devez donc vous connecter sur Yahoo.

Quand on vous demandera si vous avez déjà un compte vous répondrez oui et ensuite vous taperez l'adresse et le mot de passe. A l'étape suivante, vous cliquerez sur écrire, dans sujet vous écrivez questionnaire, vous joignez le fichier sous word rempli et vous cliquez sur envoyer à mon adresse : milarepa13@yahoo.fr. Ce sera joachimrodriguez2013@yahoo.fr qui aura envoyé ce fichier, donc votre anonymat sera préservé.

Vous pouvez utiliser votre propre adresse ou une autre anonyme pour me renvoyer ce formulaire.

Dans l'immédiat, à partir du 1er mars le site ne fonctionnera plus que comme une banque de données, la causerie et les infos en bref ne seront plus actualisées en attendant de voir si vraiment le site sert à quelque chose, le 15 mars et non le 31 mars je prendrai la décision de continuer ou de fermer le site.

Les articles de février seront classés dans les différentes rubriques d'ici quelques jours, rien ne presse...

Le site a reçu un peu plus de 4.000 visites en février, vous avez été 13 à télécharger ce formulaire, en janvier j'ai eu la preuve qu'il y avait eu environ 1.000 internautes différents qui s'étaient connectés au site, j'attends donc entre 300 et 500 réponses pour voir si cela vaut la peine ou non de continuer.

Je sais que ce que je vous demande là consiste en un exercice extrêmement dangereux pour vous, votre famille, vos propres et même votre chien si vous en avez un, et qu'il réclame de votre part de fournir un effort vraiment titanesque, incommensurable, que voulez-vous dans la vie il faut savoir ce que l'on veut à un moment donné !

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mars 2013

CAUSERIE

Le site sera à nouveau actualisé mais pas avant la fin de la journée. Je vous tiendrai au courant de la suite. Si vous n'avez pas réussi à me renvoyer le questionnaire, c'était peut-être à cause d'une erreur dans l'adresse, yahoo et non yahho, j'ai corrigé. J'attends votre soutien, je ne parle pas financier.

Bon week-end à tous.

Quelques camarades m'ont renvoyé le formulaire que j'ai mis en ligne il y a quelques jours, ils militent ou ont milité au PT ou au POI (CCI). Tous sont d'avis de continuer l'ensemble des rubriques. Un extrait de ce qu'ils m'ont écrit, ma réponse ensuite.

1- Bon courage et bonne continuation. J'attends la fin de la grève.

2- Merci de bien vouloir continuer.

3- Continue stp camarade, ton site est une étoile dans nos jours sombres pour ceux qui cherchent à comprendre et ce positionner politiquement sur le terrain de la lutte de classes. Tu es celui qui nous montre le chemin à suivre. Je contribuerai dès que mon crédit voiture sera terminé en juin à la hauteur de 5 euros par mois.

4- C'est clair que tu fais beaucoup de travail et que tu devrais un peu lever le pied. Mais je pense que c'est un travail très utile. Je me connecte sur ton site tous les jours.

Je pense qu'il serait vraiment dommage d'arrêter en ce moment, où la révolution frappe à la porte, pour la première fois en Europe peut-être depuis un siècle. Les choses peuvent aller très rapidement et s'il est un moment où les révolutionnaires ne devraient pas baisser les bras, c'est justement aujourd'hui.

Ton travail est très utile, en plus de la revue de presse quotidienne que je n'ai pas le temps de faire moi-même et qui n'a pas d'équivalent quotidien, il y a des liens qu'il m'arrive de faire suivre à des camarades à l'autre bout de la France, ou encore des éléments que je peux utiliser dans des réunions ou des articles.

Bref, je ne connais pas actuellement de site pouvant remplacer le tien, et je ne sais pas si une organisation pourrait le faire comme cela. C'est plutôt un travail de « publiciste », comme si Marat était là, au 21^{ème} siècle.

Nb : tu as toujours la possibilité d'ouvrir un compte paypal si tu veux recevoir de l'argent plus simplement.

Pourquoi Marat ? Pourrais-tu préciser ? Comment lever le pied quand on a une activité par définition quotidienne, c'est mon problème.

Mon problème n'est pas une question d'argent, je n'y ai pas pensé, mais de soutien. Je trouve étrange que la plupart ne le comprennent pas. Maintenant je comprends qu'ils sont face à une situation inédite qui pose de nombreuses questions. Hier encore Internet n'existait pas, donc quels rapports doit-on entretenir avec des gens qu'on ne connaît pas et qui animent des portails qui nous intéressent mais dont on ne partage pas toutes les idées ? Apparemment j'ai cru comprendre que vous ne partagiez pas vraiment non plus les idées de votre propre parti ou syndicat, les camarades sont tous syndiqués aussi.

Et puis, je crois que vous me connaissez bien, beaucoup mieux que vos propres dirigeants d'ailleurs, à moins que vous pensiez que je vous raconte des blagues. Entre nous, à ma connaissance quand je vous parle de moi il arrive souvent que ce ne soit pas vraiment à mon avantage, oui je pousse la sincérité jusque là, de la même manière que je ne vous épargne rien, je ne vous flatte pas, je vous respecte et j'estime que c'est suffisant, ce qui n'est pas toujours bien compris. La vie est dure, non, alors on a parfois des rapports un peu rugueux, un peu secs, mais l'intention n'est jamais mauvaise. Il peut m'arriver d'être maladroit je le reconnais, mais, et cela va vous faire marrer, c'est volontaire en général, c'est pour obtenir une réaction sans que je sache si l'effet escompté sera atteint puisque vous ne m'écrivez pas ou jamais, donc en fait vous ne me facilitez pas la tâche, alors que ma situation ne l'est pas, mon isolement en Inde présente des avantages mais aussi des inconvénients.

Comment voulez-vous que je sente le terrain si personne ne me dit : voilà ce qui se passe en ce moment selon moi, à moi ensuite de comparer ce que chacun me dit, de procéder par recoupement, etc. pour avoir une idée la plus précise possible de la situation. Je comprends que vous ayez du mal à vous mettre à ma place, j'ai quitté la France en 1996 et à part quelques semaines passées à visiter ma famille, la dernière fois en 2002, je ne suis pas censé être au courant de l'évolution de la société, je n'ai qu'Internet pour m'en faire une idée, autrement dit un piège ou plus à chaque page. Parfois je me demande si je ne suis pas à côté de la

plaque, de quel droit je peux parler de la situation, non mais c'est un véritable cas de conscience, oui, je suis bourré de principes et j'ai conscience de mes responsabilités en animant ce portail, c'est quelque chose que j'ai en permanence à l'esprit, pour être tout à fait sincère avec vous, je n'y pense même plus tellement c'est profondément ancré en moi. Comme quoi j'aurais fait un piètre dirigeant, c'est que je ne sais pas mentir ou manoeuvrer ou si mal que je donne à mon interlocuteur les moyens de s'en apercevoir aussitôt, et si je dois commettre une erreur je saute à deux pieds joints dedans, je corrige par la suite et cela ne me pose pas de problèmes. J'ai parfaitement conscience que vos dirigeants n'agissent pas de la sorte et c'est bien dommage car peut-être qu'on aurait pu arriver à se comprendre à défaut de tomber d'accord. Mon modèle, c'est Marx (Engels) et Lénine, ils s'étaient tracés une voie et ils n'en ont jamais varié, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas évolué au fil du temps. C'est difficile de tout prendre en compte et de mettre chaque chose à sa place, d'une personne à l'autre cela varie forcément, il faut donc se concentrer sur l'essentiel qui demeure stable, ne jamais perdre le fil...

Dans mes cours de sciences du langage, j'avais lu que la plupart des échanges entre les hommes provenaient du fait que la communication entre eux était imparfaite ou qu'ils n'interprétaient pas de la même manière un discours, dans la cas contraire ils n'auraient pas grand chose à se dire si chaque fois qu'ils ouvraient la bouche s'était pour produire une vérité définitive...

Je poursuivrais ces précisions demain ou lundi. Pour se marrer, j'ai joué un bien vilain tour à ceux qui avaient cru que j'allais la fermer, le type qui me harcèle depuis des années et que je ne nomme plus s'est d'ailleurs empressé de m'envoyer un courriel que je n'ai pas ouvert et qui a été directement dans la poubelle.

Au fait, j'ai oublié de vous dire quelque chose d'important, je me dois de le dire ici. Hier soir quand j'ai dit à mon épouse que j'allais continuer ce boulot, elle m'a engueulé, à ce moment-là je n'avais reçu que le courriel de Ph., elle m'a dit de lui demander si je devais sacrifier ma vie et la sienne pour une seule personne, je lui ai répondu que les autres devaient penser comme lui mais n'osait pas m'écrire ou se faire connaître

Ouvrir le parti ou prôner un parti des travailleurs, c'est exactement prendre les problèmes à l'envers.

Au contraire, les travailleurs et les militants ont besoin d'un axe de combat, de focaliser leur attention et leur combat sur un objectif précis... Le pire, c'est encore de faire preuve d'indécision, de manque de précision, de s'aligner sur les autres partis sous prétexte de briser son isolement, c'est aux démocrates, aux républicains, aux intellectuels, aux syndicalistes de rejoindre le programme de la révolution socialiste et non l'inverse qui conduit à le diluer au point d'en perdre sa substance, de se transformer en son contraire, finalement de ne plus combattre pour l'objectif qu'on s'était fixé. Tous les partis qui ont procédé de la sorte au fil du temps sont complètement décomposés ou ont disparu ou ils ont renié le socialisme, le POI en fait déjà la démonstration, tout comme le NPA, dans une autre mesure le PCF et avant lui le PS, il y a fort longtemps, jadis ! (A suivre)

Je mettrai en ligne une trentaine de nouveaux articles que j'avais téléchargés dans mon disque dur.

[Allez on passe à l'attaque, à cheval !](#)

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sur cette question, pourquoi tout ce battage sur l'histoire du cheval mélangé à du boeuf, aucune religion, philosophie ou culture ou je ne sais quoi encore ne s'oppose à la consommation du cheval chez les carnivores que nous sommes, non ?

Où est le problème ? Vous avez une idée ? Créer un état de psychose général ? Ne faites plus confiance aux étiquettes, à qui que ce soit ? On pourrait commencer par celles des partis politiques, le PS et le PRG en tête, ensuite le PCF, le Front de gauche !

[Comment pourrait-il en être autrement aujourd'hui... comme demain !](#)

Les Français sont de plus en plus mécontents des mesures économiques du gouvernement Ayrault. Près de trois quart des Français (73%) se déclarent "*mécontents*" de la politique économique et sociale du gouvernement, selon un sondage Tilder-LCI-OpinionWay publié ce jeudi. L'Expansion.com 28.02

A quoi sert le battage idéologique sur l'écologie ? Réponse.

Interrogés sur la proposition de la ministre de l'Ecologie, Delphine Batho, qui souhaite progressivement aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence, 43% des sondés estiment que "*c'est une bonne chose*" tandis que 56% pensent que "*c'est une mauvaise chose*". L'Expansion.com 28.02

L'écologie a été développée en opposition au socialisme puisqu'elle ne remet pas en cause les rapports sociaux qui existe en régime capitaliste. De ce point de vue-là, c'est une idéologie réactionnaire.

Quant aux ONG, elles ont pour modèle la CFDT et le PSU, la cogestion ou l'autogestion en régime capitaliste, leur nature est corporatiste. Elles ont été conçues pour mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme, les éloigner le plus possible du

socialisme. Elles sont complices du capitalisme, en cela contrairement à ce que certains intellectuels prétendent, elles ne remplissent pas un rôle progressiste, au contraire, elles accompagnent la régression sociale sans fin dont sont victimes les travailleurs et les peuples. Elles les soulagent de certaines souffrances créées par ceux qui les financent et souvent les administrent ou les ont créées, tandis que les gouvernants peuvent tranquillement continuer d'appliquer leur politique antisociale. Il est bon parfois de remettre les choses à leurs places.

S'agissant des intellectuels, ceux qui ne sont pas en contact avec la classe ouvrière (journalistes, écrivains, historiens, anthropologues, etc.), c'est la place qu'ils occupent au sein des rapports de production qui déterminent leurs liens ou leur subordination au capitalisme, pour qu'ils basculent du côté de la classe ouvrière il faut qu'ils parviennent à concevoir ou comprendre que c'est la seule classe qui produit les richesses ou qui remplit un rôle progressiste au sein de ces rapports et de la lutte des classes, bref, un exercice de modestie auquel ils ne sont pas vraiment préparés. Si certains nous lisent et se disent prêts à franchir ce pas sans y parvenir malgré leurs efforts, ils peuvent toujours consulter un psychanalyste freudien qui leur expliquera la démarche à suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

[La véritable nature du PS et du gouvernement. A la solde du cartel des banquiers de la Fed.](#)

- Les économistes Michel Aglietta et Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques - L'Expansion.com

Michel Aglietta, professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au CEPII, a été nommé par le président du Sénat, Jean-Pierre Bel. Jean Pisani-Ferry, directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine, a été nommé par le président de l'Assemblée, Claude Bartolone.

Le président de l'Assemblée nationale Claude Bartolone (PS) a nommé Jean Pisani-Ferry au Haut Conseil des finances publiques et celui du Sénat, Jean-Pierre Bel (PS), Michel Aglietta, ont-ils annoncé dans des communiqués jeudi 28 février.

Le Haut conseil des finances publiques, présidé par le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud, et dont le principe a été voté en novembre par une loi organique, doit veiller au respect de "*la règle d'or*" d'équilibre des finances publiques: un déficit budgétaire "*structure*" (hors aléas de la conjoncture) limité à 0,5% du PIB le plus rapidement possible.

Michel Aglietta est professeur d'économie à l'université Paris-ouest et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). Jean Pisani-Ferry est un économiste français, directeur du think tank Bruegel et professeur associé à l'Université Paris-Dauphine. L'Expansion.com 01.03

Qu'est-ce Bruegel (think tank) ?

Bruegel est un centre de réflexion indépendant (think tank) créé en 2004 et dont l'activité a commencé en 2005 à Bruxelles. Il est actuellement présidé par Jean-Claude Trichet et dirigé par Jean Pisani-Ferry. Mario Monti président de 2005 à 2008, et Leszek Balcerowicz président de 2008 à 2012 en sont présidents honoraires.

Les travaux de Bruegel couvrent l'ensemble du champ des politiques économiques, notamment politique monétaire, politique commerciale, politiques industrielles, politiques de développement, politiques budgétaires, régulation financière, ainsi que les aspects économiques des politiques énergétiques ou environnementales.

Bruegel est dirigé et financé sur la base d'un système de gouvernance original associant des États membres de l'Union européenne et des multinationales. (wikipedia.org)

On trouve dans son CV : - Expert pour la Commission européenne et le FMI. (wikipedia.org)

Quant à Michel Aglietta il revendique un budget fédéral pour l'UE calqué sur celui des Etats-Unis. (wikipedia.org)

Rappelons au passage que Jean-Claude Trichet a participé à plusieurs reprises aux réunions du groupe Bilderberg, on ne le présente plus, tout comme Monti l'homme de Goldman Sachs

Quant à Leszek Balcerowicz, son palmarès n'est pas mal non plus, en Pologne, il "*fut l'auteur et le responsable de la mise en œuvre d'un processus de transition de l'économie planifiée vers l'économie de marché intitulé « thérapie de choc », aussi appelé Plan Balcerowicz.* (source : wikipedia.org) un farouche antisocialiste tout comme Jean-Pierre Bel et Claude Bartolone.

Dis-moi qui te dirige et qui te finance, je te dirai qui tu es.

Cela se passe de commentaires. Il y en a qui vont découvrir jour après jour à quel point le PS est pourri, lié organiquement au capital. Attention, cela fait près d'un siècle ! Mais alors, la politique de nos dirigeants en direction de ce parti réactionnaire, le front unique, etc. c'était quoi au juste, quelle en était la véritable nature ? La même.

Mais on ne comprend pas et ces dirigeants qui ont mené ou mènent encore cette politique en direction du PS, ses élus, qui nous ont appelé à voter Mitterrand, PS pendant des décennies, etc. quelle est leur véritable nature, leurs véritables intentions, devinez ? C'est clair, non, il faudrait vous faire un dessin en plus ? Mais c'est impossible, on ne veut pas le croire ? Croire ou ne pas croire n'est pas la question, les faits, rien que les faits camarades, vous les avez sous les yeux, cela ne vous suffit pas, vous voulez quoi de plus, hein, dites-nous ? Il vous faut quoi comme preuves pour comprendre ?

L'UE est illégitime et doit disparaître. Mélenchon aussi ?

Le coprésident du Parti de gauche et eurodéputé Jean-Luc Mélenchon a déclaré jeudi sur BFMTV-RMC qu'il souhaitait être candidat aux européennes de 2014. AFP 28.02

Mélenchon va ravalier sa salive, la véritable nature du Front de gauche ou sa fin.

Sa fin, cela m'étonnerait, les représentants du capitalisme ont compris depuis le départ quel profit ils pourraient en tirer, voyez en Allemagne ou en Grèce...

- La proposition de loi du Front de gauche visant à amnistier les faits commis lors de mouvements sociaux et revendicatifs a été adoptée mercredi au Sénat. Elle a provoqué une violente passe d'armes au sein du Front de gauche entre le Parti communiste et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, ce dernier ayant menacé, vendredi dernier, de *«tordre le bras de François Hollande en espérant que ça lui fasse assez mal»*. Histoire de le convaincre de l'importance de cette amnistie. Des propos dont le PCF s'est très vite désolidarisé par le voix de son porte-parole Olivier Dartigolles. Au Sénat, la sénatrice communiste Éliane Assassi, présidente de son groupe, s'était aussi agacée des propos de l'ex-candidat à la présidentielle.

(Au PS, on les appelle les bras-cassés quand ils prétendent représenter les travailleurs. - Ndlr)

Sénateur socialiste et responsable des relations avec les partis de gauche au sein du PS, Luc Carvounas considère que le vote de ce texte, *«dont les amendements ont été portés par la sénatrice PS Virginie Kles»*, est *«extrêmement important»* et *«représentatif de la bataille quotidienne menée par François Rebsamen - président du groupe PS au Sénat - pour construire des liens avec le Front de gauche»*. Une façon de renouer des liens, dit-il, *«avec nos amis communistes qui ne sont pas dans le bon chemin au Sénat en associant leurs voix avec celles de la droite alors que l'exécutif se trouve dans une période extrêmement difficile»*.

(Il s'agit d'alimenter l'illusion que le PS serait au côté des travailleurs, alors qu'il les combat quotidiennement. Ils ménagent les staliniens dont ils savent la base à cran, bref, ils se ménagent mutuellement. -Ndlr)

Mais le vrai coupable de cette dérive du Front de gauche, pour Luc Carvounas, proche de Manuel Valls et de Harlem Desir, c'est Jean-Luc Mélenchon, *«petit Robespierre de mauvaise facture»* qui *«éructe»* des propos *«violents et outranciers contre le président de la République»*. *«Il devrait savoir plus qu'un autre qu'il n'y a pas d'autre gauche possible, soutient Carvounas, sinon une autre droite qui s'installera au pouvoir»*.

(S'il se permet ce rappel à l'ordre à Mélenchon, c'est parce qu'il connaît ses véritables intentions qui ne vont pas au-delà de ceux de Die Linke ou Syriza. Syriza en venant de faire allégeance au FMI a démontré que finalement il appartenait au même panier de crabes que le PASOK, dit de gauche, la même gauche qui est à droite en réalité puisqu'incapable de rompre avec le capital et ses institutions politiques, dont l'UE et l'ONU. - Ndlr)

Luc Carvounas déjeune vendredi avec le nouveau responsable aux élections du PCF, Pascal Salvoldelli, vice-président du Conseil général du Val-de-Marne, avec qui, dit-il, il entretient de *«très bonnes relations»*. *«Pas une feuille de papier à cigarette ne peut être glissé entre nous»*.

(S'il le dit, on le croira sur parole, en famille on peut tout se dire ! - Ndlr)

La direction du PCF en revanche ne semble pas plus goûter les propos de Luc Carvounas que ceux jugés outranciers de Jean-Luc Mélenchon, particulièrement sur ce dossier de l'amnistie. Porte-parole du PCF, Olivier Dartigolles a dénoncé les propos de Jean-Luc Mélenchon. *«Mélenchon pense qu'il a plus à gagner à un chaos, à une dégradation du climat économique et social pour en récolter les fruits, glisse-t-on à la direction du PCF qui se dit soucieuse du rassemblement de toute la gauche, mais le problème en Europe ces temps-ci, c'est que le mouvement du balancier ne se fait pas dans le bon sens.»* lefigaro.fr 28.02

(La mangeoire camarades, la mangeoire, on comprend, il faut bien qu'ils tirent profit des services qu'ils rendent au régime, c'est aussi leur seule manière d'exister. Mélenchon se ferait bien gauchiste s'il pouvait en espérer personnellement quelque chose. Il ne faut pas oublier que ce type-là a toujours adapté ses idées en fonction de sa carrière de sous-fifre de la Ve République après avoir accepté d'être le ministre de Chirac et Jospin, dans un gouvernement champion des privatisations, encore un bourré de principes et de scrupules, à croire qu'on ne partage pas grand chose avec lui, surtout pas la morale. - Ndlr)

Vivre pour travailler à en crever !

'A l'horizon 2040, il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' du départ à la retraite, explique Laurence Parisot, le 1er mars dans un entretien au Monde. Pour la présidente du Medef, *'la désindexation des pensions n'est pas souhaitable sur les moyen et long termes, même si l'on pourrait être amené à l'utiliser dans l'urgence pour les retraites complémentaires'*. Elle envisage également une durée de cotisation qui *'pourrait passer en 2020 à 43 annuités'*.

Mme Parisot préconise, par ailleurs, pour *'restaurer la compétitivité de la France'*, *'une profonde réforme du financement de la protection sociale'*. Dans ce cadre, *'il faudrait que nous nous accordions sur un plancher de prestations sociales sous lequel on ne descendrait pas, car ce ne serait pas conforme à notre modèle social ; et qu'à l'inverse, nous ayons un plafond, un maximum de cotisations, à ne jamais franchir pour que nos entreprises restent compétitives'*. lemonde.fr 01.03

PS. Le violence d'Etat ou patronal, de l'exploitation : "**potable**". La lutte des classes... des capitalistes seulement.

Le patronat et l'opposition sont vent debout contre l'amnistie sociale pour les syndicalistes votée mercredi au Sénat dans laquelle ils voient un chèque en blanc à la violence, tandis que les socialistes s'efforcent de recadrer le texte.

Le texte prévoit d'annuler les condamnations pénales et les sanctions disciplinaires pour les atteintes aux biens commises entre le 1er janvier 2007 et le 1er février 2013 et passibles de cinq ans de prison au maximum.

Mais les faucheurs anti-OGM ne peuvent pas prétendre en bénéficier et les menaces contre les personnes dépositaires de l'autorité publique en ont été exclues.

"Le gouvernement sur ce sujet a toujours dit qu'il fallait respecter un équilibre entre la légalité républicaine - évidemment toutes ces actions doivent s'inscrire dans le respect de la loi - et en même temps le droit syndical", a expliqué vendredi Najat Vallaud-Belkacem, porte-parole du gouvernement, sur France 2.

Les députés socialistes ont fait savoir pour leur part qu'ils seraient vigilants. *"Il y a eu un bon travail des sénateurs socialistes pour rendre le texte 'potable'. Il est possible que nous devions le compléter"*, a dit Philippe Martin, vice-président du groupe PS, au Figaro.fr.

Le texte sera examiné à l'Assemblée nationale le 16 mai, dans le cadre de la prochaine niche du groupe communiste et Front de gauche.

Mais Jean-Luc Mélenchon a exprimé sa colère, estimant qu'il a été vidé de son contenu.

"Ce que j'ai vu au Sénat m'a consterné. J'ai vu des socialistes et des radicaux - c'est eux les plus épouvantables - à vouloir mégoter, retirer de la loi ceci ou cela", a-t-il dit jeudi sur BFM TV.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, avait d'emblée dénoncé mercredi la proposition de loi, y voyant *"un appel à encourager la destruction et le cassage"* et un obstacle au dialogue social.

Elle est revenue à la charge vendredi sur Europe 1, jugeant *"stupéfiant d'imaginer qu'il puisse y avoir une amnistie pour un petit nombre de personnes qui ont commis des délits, qui ont été constatés par la police."*

Elle a été suivie par la CGPME, dénonçant un texte scandaleux et demandant que, s'il devait être maintenu, il soit étendu aux dirigeants d'entreprises condamnés pour délit d'entrave.

A l'UMP, l'indignation est également manifeste. *"C'est un texte absolument clientéliste, un texte d'injustice et de lutte des classes"*, a dit Hervé Mariton, député de la Drôme.

Vendredi, l'ancien ministre UMP du Budget Eric Woerth a estimé que *"le Sénat avait pris une décision ahurissante avec la garde des Sceaux"* Christiane Taubira.

"C'est un chèque en blanc à la violence alors que souffle dans le pays un vent de colère absolument considérable et c'est une gifle au dialogue social", a dit le député de l'Oise sur Europe 1. Reuters 01.03

Vous appelez cela encore un syndicat ouvrier ? Moi j'appelle cela un syndicat patronal.

Les syndicats du constructeur automobile Opel accepteront la fermeture de l'usine de Bochum -que réclame sa société mère General Motors- en 2016, a annoncé jeudi Wolfgang Schäfer-Klug, président du comité d'entreprise, à l'agence dpa.

Steve Girsky, vice-président de GM, avait donné jusqu'à la fin du mois de février aux syndicats pour accepter un plan de restructuration d'Opel.

IG Metall, le principal syndicat du secteur, avait déjà prévenu qu'il accepterait la fermeture de l'usine et s'appliquerait ensuite à négocier la manière dont la décision serait appliquée. Reuters 28.02

Un puissant facteur de subordination au capital. Leur modèle : la multinationale Coca Cola.

Sur les dix dernières années, la sensibilité de l'opinion publique à la responsabilité sociale et environnementale (RSE) s'est confirmée de façon continue. Dans l'esprit des individus, l'engagement environnemental et sociétal fait désormais partie intégrante de l'identité de l'entreprise. Mais une bonne politique de RSE doit savoir tirer parti des exigences de proximité et de création de richesse.

Le public est-il réceptif aux engagements sociaux et environnementaux pris par les entreprises? Tout indique aujourd'hui que c'est le cas, si bien que la RSE apparaît de moins en moins comme une lubie de chefs d'entreprise un peu fantasques.

En 2008, le cabinet de conseil Towers Watson publiait l'une des premières études mondiales sur le sujet. Dans ce document intitulé Global Workforce, on pouvait lire que l'engagement sociétal et environnemental des entreprises s'élevait déjà au troisième rang parmi les facteurs d'engagements des employés. Le pouvoir d'attraction de la RSE sur le marché de l'emploi se dévoilait alors.

L'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur

En 2011, c'est le cabinet d'audit et de conseil Deloitte qui fournissait des informations complémentaires à ce sujet. Dans son étude Millennial Survey 2011, Deloitte confirmait ainsi les découvertes de Towers Watson, mettant en avant que 70% des jeunes de 18 à 26 s'étaient déclarés influencés par la qualité de l'engagement d'une entreprise au moment de décider d'y travailler ou non. Depuis, toutefois, l'intérêt de la RSE a largement dépassé le seul cadre de la marque employeur.

D'autres recherches ont en effet permis de confirmer et de préciser l'intérêt de l'opinion publique pour l'engagement sociétal et environnemental des entreprises. En octobre 2012, Capitalcom publiait son Observatoire de la Performance Intégrée. Cette étude réalisée sur un échantillon de la population française révélait notamment que seulement 5% de la population interrogée n'accordait aucune importance à la RSE pour juger d'une entreprise. Un tiers des sondés considéraient cette donnée comme étant d'une importance "limitée". En revanche, 43% et 13% des sondés ont respectivement déclaré que l'engagement sociétal et environnemental était un facteur de "grande" et "très grande" importance dans leur perception des entreprises.

La RSE s'est donc imposée dans l'opinion publique française comme un standard entrepreneurial. C'est d'ailleurs sans surprises que les Français attendent de la part des entreprises, une information en conséquence sur ce sujet: 84% d'entre eux "souhaitent que les entreprises communiquent davantage sur leurs réalisations", explique Capitalcom.

Il apparaît que l'intérêt du public pour les démarches de RSE traduit avant tout une aspiration à voir les entreprises faire évoluer leur mode de production. Sept Français sur dix, selon cette même étude de Capitalcom, considèrent la RSE comme "parfaitement compatible avec la performance économique". Aussi, certaines entreprises ont-elles très tôt compris comment l'engagement sociétal et environnemental pouvait être une source de qualité et de création de richesse nouvelle.

La RSE s'inscrit directement dans la définition du business model de cette entreprise.

Mais il n'y a pas que sur la création de valeur que les entreprises sont attendues au tournant: les actions de proximité suscitent l'intérêt de l'opinion publique qui témoigne d'un intérêt particulier pour des politiques portant sur "la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail" ou encore "l'emploi et l'insertion professionnelle". En ces termes, "proximité" ne veut pas dire "sans envergure".

Et qui mieux qu'une entreprise mondiale telle que Coca-Cola Bottling pour l'illustrer. Le succès international du programme 5x20 de cette entreprise s'inscrit en effet dans cette dynamique. Avec ce programme, le géant américain envisage de recruter cinq

millions de jeunes femmes d'ici 2020, dans ses implantations situées dans le monde en développement. Le programme 5X20 peut être considéré comme une utilisation originale et pertinente de la politique de recrutement en faveur de la RSE. L'originalité de cette démarche a d'ailleurs permis à Coca-Cola d'obtenir le soutien de la fondation Bill & Melinda Gates, mais aussi des Nations Unies à travers le programme UN Women.

Ainsi, si la société civile donne la faveur aux démarches de RSE déployée dans l'environnement immédiat de l'entreprise, cela ne les empêche pas de contribuer à un chantier plus vaste. C'est ce qu'illustre Coca-Cola avec le développement humain et la promotion de la parité.

Proximité, création de richesse, et lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace

Proximité, création de richesse, et bien sûr lisibilité semblent être les maîtres mots d'une politique de RSE efficace. Il semblerait que l'opinion publique ait atteint un stade de réelle maturité quant à sa façon d'appréhender la RSE. Celle-ci n'est plus une vue de l'esprit, et les consommateurs y portent désormais un intérêt particulier. Sans pour autant parler de "recettes", il existe indéniablement des principes qui conditionnent la réussite d'une politique de responsabilité de l'entreprise. Ce sont là autant d'éléments à méditer pour les entreprises soucieuses d'évoluer avec succès vers les standards sociaux contemporains. lexpansion.fr 02.03

Sans rire, avec les politiques d'austérité que mettent en oeuvre tous les gouvernements et le saccage de la législation du travail encore favorable aux travailleurs on a une idée assez précise de ce que signifie pour les patrons " *les standards sociaux contemporains*".

L'objectif du RSE au-delà de la participation des représentants du personnels au comité d'entreprise qui sont amenés à se prononcer sur la gestion des entreprises, à proposer des mesures pour augmenter l'exploitation, il s'agit d'associer les travailleurs à la marche du capitalisme en dehors de l'entreprise, de leur rôle de producteur ignorant des rapports réels de production, comme consommateur, bref, de les enchaîner un peu plus solidement au capitalisme.

[Facebook : le culte de l'individualisme accompli ou l'antiparti par excellence.](#)

26 millions. C'est le nombre d'utilisateurs "actifs" -ce qui ne veut pas dire qu'ils sont tous bien réels...- du réseau en France, selon les chiffres de l'été dernier rapportés par Gizmodo.fr.

5 heures par mois. Tout seul, le nombre de membres du site n'a pas beaucoup de sens. Plus surprenant, il y a le temps qu'ils y passent chaque mois: 5 heures et 18 minutes en France selon les chiffres de juillet 2012 de Nielsen mis en images par Zdnet.fr. C'est déjà presque autant que le temps mensuel consacré au sport (environ 8 heures selon l'Insee)!

52%. Soit la proportion d'utilisateurs qui se connectent "au moins une fois par jour" sur le bébé de Mark Zuckerberg selon une étude BVA-Le Parisien de septembre dernier. Si parmi eux certains se diront peut-être prêts à débrancher une journée ou deux dans l'année, cela reste une (très) légère concession sur leur addiction.

150. C'est le nombre "d'amis" moyen que compte un membre de Facebook. Et dans la vie réelle? Ce serait plutôt quatre, selon Gizmodo.fr. Reconnaissons-le: le réseau reste un bon moyen de donner des nouvelles, d'envoyer des photos et des commentaires, voire de "stalk" (espionner) tous ces gens qui gravitent autour de nos vies sans les inviter à boire un verre.

Vous doutez encore de l'addiction des Français envers le réseau social? Un dernier élément statistique pour la route: près d'un inscrit sur deux (44%) a envisagé un jour de quitter le site ou de fermer son compte. Problème: ceux qui passent à l'acte restent marginaux. Et ce malgré les couacs et les doutes sur la protection des données privées... et toutes les "journées sans Facebook" du monde. lexpress.fr 28.02

A relatiser, je ne suis jamais parvenu à annuler mon inscription à Facebook malgré tous mes efforts, si un camarade sait comment faire, je lui envoie mon mot de passe et il s'en charge. Je ne suis inscrit nulle part ailleurs, sauf YouTube, car je comptais ajouter des commentaires après certaines vidéos en incluant l'adresse du site, mais je n'ai jamais trouvé le temps de le faire. Si quelqu'un voulait s'en charger, un camarade qui a un peu de temps, un retraité ou un chômeur par exemple.

[Voilà à quoi conduit leur politique ultra libérale.](#)

- Etats-Unis: Detroit, au bord de la faillite, menacée d'une mise sous tutelle AFP

Le gouverneur de l'Etat du Michigan Rick Snyder devrait nommer un tuteur dans les jours qui viennent afin d'empêcher une faillite du berceau de l'industrie automobile américaine, surnommée "Motor City".

Cette décision d'un gouverneur républicain et blanc de prendre le contrôle d'une ville essentiellement noire et démocrate a généré d'intenses critiques.

"*L'Etat du Michigan est-il devenu le nouveau Mississippi?*", a indiqué le révérend Wendell Anthony, responsable local de l'Association pour l'avancement des gens de couleur (NAACP), invoquant l'histoire des attaques sur le droit de vote des noirs dans le sud du pays.

Detroit a besoin d'un partenaire "*et non d'un superviseur*", a-t-il ajouté mardi lors d'une conférence de presse.

Une mise sous tutelle par l'Etat serait fondamentalement anti-américaine, a estimé John Philo, directeur de l'association de défense des droits des travailleurs Sugar Law Center for Economic and Social Justice, qui a intenté des poursuites pour bloquer les mesures d'urgence.

Les tuteurs ont le pouvoir de décider unilatéralement de fermer des départements entiers de la municipalité, de modifier les contrats de travail, de vendre des actifs de la ville et de réécrire des législations.

Alors que de tels superviseurs contrôlent actuellement quatre villes du Michigan plus petites que Detroit ainsi que trois circonscriptions scolaires, leur taux de réussite est loin de faire l'unanimité.

Les partisans des mesures d'urgence affirment toutefois que c'est la seule solution.

Pour Sandy Baruah, directrice de la Chambre de commerce régionale, "*le rythme des changements doit être beaucoup plus rapide que la structure politique actuelle ne le permet et un gestionnaire d'urgence pourra changer cette dynamique*".

La ville, jadis la quatrième aux Etats-Unis, a vu sa population passer de 1,8 million de personnes en 1950 à 713.000 personnes actuellement.

Les tensions raciales nées avec le mouvement des droits civiques, notamment des émeutes dévastatrices en 1967, ont généré un exode de la classe moyenne blanche vers la banlieue. Les entreprises ont suivi, privant la ville de l'essentiel de ses revenus.

S'en est suivie une détérioration des services municipaux, incitant toujours plus de gens à partir, avant le coup de grâce: la crise de l'automobile, qui a débouché sur une douloureuse restructuration du secteur ces dernières années, accompagnée de dizaines de milliers de licenciements.

Detroit, entre-temps, est devenue un repaire de gratte-ciels art déco en ruine, d'usines désaffectées et de maisons abandonnées. La criminalité est endémique. L'argent est devenu si rare que les pompiers avaient commencé à acheter leur propre papier toilette... Jusqu'à ce que le Detroit Free Press le dévoile et que des montagnes de rouleaux leurs soient donnés.

La municipalité, surendettée, est à court de liquidités. Elle devrait finir son exercice fiscal avec un déficit budgétaire de 100 millions de dollars et un passif de plus de 14 milliards de dollars. AFP 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne lâcheront rien.

- La création d'un CDI dans l'intérim en questions - L'Expansion.com

Si les grandes entreprises du secteur ont proposé de créer un contrat à durée indéterminée pour l'intérim, c'est d'abord pour échapper au renchérissement des cotisations chômage sur les contrats courts, acté par l'accord sur l'emploi. L'Expansion.com

Encore une de leurs farces !

- Le rapport Sirugue sur les lobbies à l'Assemblée nationale - lexpansion.com

S'il pouvait dire vrai !

- Loi sur l'amnistie sociale : "*Un chèque en blanc à la violence*" - Le Nouvel Observateur

Un grand moment de sincérité.

- Ne réduisons pas le budget de la défense - LeMonde.fr
- Parisot : 'Il faudra sans doute relever à 67 ans l'âge légal' de départ à la retraite - LeMonde.fr

Mais l'âge voyons ! Ou plutôt le capitalisme !

- Et revoilà les retraites : mais quels verrous faire sauter pour enfin les sauver ? - Atlantico.fr

Jusqu'où l'ignorance va-t-elle se fourrer !

- Un quart des Français ont renoncé aux plats cuisinés au boeuf - Reuters

Ils vont faire des économies et passeront moins de temps sur Fesse bouc, c'est toujours du mouton ou de la chèvre, les Indiens ne font pas la différence !

Le zèle récompensé.

- Natalie Nougayrède à la tête du quotidien "Le Monde" - LePoint.fr

Qui est-elle ?

Pour Madame Nougayrède la culpabilité de l'Iran ne fait aucun doute, et les travaux de l'AIEA, tout comme le rapport du NIE sont nuls et non avendus. Le 22 Janvier 2008, elle écrivait :

« *La diplomatie piétine aussi parce que, ces dernières semaines, l'administration Bush, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, se sont consacrés à réparer les dégâts causés par le rapport des agences de renseignement américaines, publié le 3 décembre 2007.* » (nous soulignons)

Le 10 février, elle s'inquiétait à nouveau du rapport qu'allait remettre le directeur de l'Agence. « *Le rapport de M. El Baradei est important car il pourrait entraver le processus de sanctions contre l'Iran au Conseil de sécurité de l'ONU.* »

Mme Nougayrède a donc choisi depuis longtemps déjà de privilégier l'option des sanctions voire de la menace militaire, et de déplorer les progrès enregistrés par l'AIEA. C'est son droit absolu, comme c'est aussi le nôtre que d'être partisan des solutions diplomatiques et de l'ouverture d'un dialogue entre l'Iran et les USA comme le préconisait le rapport de l'Irak Study Group en 2007.

Mais lorsque ce parti pris conduit à ignorer la réalité des faits, les lecteurs du Monde – et les autres – sont en droit de s'interroger. (<http://news2.reopen911.info/2008/03/03>)

La bulle ou endettez-vous sans relâche !

- Chute de 3,6% des revenus des ménages américains en janvier - Reuters
- Ventes d'automobiles en hausse de près de 4% sur un an aux USA - Reuters

Les ventes automobiles ont totalisé un volume annuel de 15,38 millions de véhicules en février aux Etats-Unis, soit une hausse de près de 4%, suivant les données publiées vendredi par Autodata. Reuters

Non, elle est encore trop payée !

- Une secrétaire mérite-t-elle d'être moins payée qu'un technicien? - L'Express.fr

Pour nous, un balayeur mérite le même salaire qu'un médecin ou un astronaute. De quel droit, qu'est-ce qui peut légitimer qu'ils n'auraient pas les mêmes droits, les mêmes besoins, les mêmes aspirations ? Absolument rien.

Ces gens-là ont une conception étriquée, plus que limitée de la démocratie. Nous, la nôtre consiste à la pousser au point où le

concept de démocratie lui-même disparaît ou n'a plus lieu d'être.

Confirmation.

- Etats-Unis: profusion d'appels à la Cour suprême pour légaliser le mariage gay - AFP

Ne cherchez plus d'où est partie cette offensive en Europe, vous avez la réponse. Je vous l'annonçais il y a quelques mois, vous vous en souvenez ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Les policiers coupables d'avoir traîné derrière leur véhicule un Mozambicain décédé ensuite au commissariat ont été arrêtés vendredi en Afrique du Sud, où la police est sous le feu des critiques pour sa violence et son manque de respect des droits fondamentaux.

"Les huit policiers ont été arrêtés dans les locaux du commissariat de Benoni", dans la banlieue est de Johannesburg, a indiqué dans l'après-midi à l'AFP un porte-parole de la police des polices, Moses Dlamini (IPID). Il seront présentés lundi à un juge.

Le chef du commissariat a, pour sa part, été relevé de ses fonctions et muté pour ne pas compromettre l'enquête.

L'affaire, survenue dans une township proche de Johannesburg, aurait-elle eu cette résonance si les médias locaux n'avaient pas diffusé la vidéo amateur montrant l'incident? Difficile à dire. Mais le scandale provoqué par ces images de policiers menottant le chauffeur de taxi mozambicain mal garé, puis le traînant au sol derrière leur véhicule devant une foule médusée, a obligé les autorités à réagir vite.

Le chauffeur de taxi Mido Macia, 27 ans, a été retrouvé mort dans sa cellule deux heures environ après l'incident. L'autopsie a révélé qu'il avait succombé à un traumatisme crânien et une hémorragie interne. Le jeune homme, qui avait émigré en Afrique du Sud à l'âge de dix ans, "n'avait jamais posé de problème dans la population et était toujours prêt à rendre service", a témoigné une voisine sur un média local.

En 2010-11, près de 800 personnes sont mortes en garde à vue ou du fait de la police, selon l'autorité de contrôle de l'institution, et en 2011, la mort en direct d'un manifestant torse nu et non armé, Andries Tatane, frappé à mort, avait déjà mis le pays en émoi.

"Le coeur de notre action, c'est la lutte contre le crime. Que ce soit dans les rangs de la police ou à l'extérieur, nous devons nous y attaquer", a martelé vendredi la patronne de la police, qui n'avait pas brillé par sa compassion pour les victimes lors du dernier scandale impliquant ses services, lorsque les policiers avaient abattu 34 mineurs grévistes à Marikana en août 2012.

Interrogée par l'AFP en marge de la conférence de presse, Mme Phiyega a cependant semblé trouver normal que la police, un corps de 200.000 hommes, soit contaminée par la violence de la société sud-africaine: "La police est une énorme institution, alors ce type d'incidents (...) ça arrivera toujours. Et parce que ça arrivera toujours, la grande question est: comment y remédier?".

"Que la police ait fait cela en public, alors que des gens filmaient avec leur portable, ça donne la mesure de l'impunité", a commenté vendredi pour l'AFP Frans Cronje, chercheur à l'Institut pour les Relations entre les Races.

Les criminologues expliquent les comportements violents des policiers par leur niveau de stress, dans un pays où des agents en service sont régulièrement abattus par des malfaiteurs. "Lorsque vous voyez un criminel pointer une arme vers vous, ne souriez pas. Le canon n'est pas une caméra. Tirez les premiers pour protéger votre vie", avait préconisé en 2011 un ancien chef de la police lors de funérailles de policiers.

"Depuis des années, explique M. Cronje, les policiers ont appris qu'ils peuvent avoir les comportements les plus brutaux. Quand ça arrive aux oreilles des médias, la seule chose qu'ils risquent, c'est une tape sur les doigts, ou alors on étouffe l'affaire discrètement (...) je crois que ce à quoi nous assistons là est une conséquence à long terme" de cette culture de violence impunie, ajoute le sociologue. AFP 01.03

2- Syrie

Le représentant du secrétaire général de l'ONU a mis en garde contre toute aide militaire aux opposants syriens.

"*Cet acte pourrait conduire à l'exacerbation des tensions et à l'aggravation de la situation, en Syrie*", a ajouté Eduardo Del Buei, le représentant officiel de Ban Ki-moon, en ce qui concerne les aides militaires aux opposants au gouvernement syrien, a indiqué aujourd'hui, la Voix de la Russie. Il a, également, mis l'accent sur la nécessité d'une solution diplomatique, pour mettre fin à la crise, en Syrie. Ces déclarations sont intervenues, quelques heures après la décision de l'UE de livrer des blindés non-armés et d'autres équipements aux opposants syriens.

Hier, jeudi, lors d'une conférence de presse conjointe, à Rome, avec le Président de la Coalition des opposants syrien, Moaz al-Khatib, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a fait part de la multiplication par 2 des aides américaines aux opposants au gouvernement syrien. "*En plus des précédentes aides aux opposants syriens, Washington octroiera une autre aide de 67 millions de dollars*", a affirmé John Kerry. "*La coalition des opposants au gouvernement syrien ne peut pas, à lui seul, assumer la responsabilité du transfert du pouvoir, dans ce pays, et a besoin des aides étrangères*", a-t-il souligné. french.irib.ir 01.03

3- Chine

La Chine a accusé jeudi les Etats-Unis d'avoir procédé l'an dernier à une majorité des 144.000 attaques informatiques dont ont été victimes chaque mois les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée.

Dans un rapport publié la semaine dernière, la société de sécurité informatique américaine Mandiant a indiqué qu'une unité secrète de l'armée chinoise, basée à Shanghai, était à l'origine de multiples opérations de piratage informatique qui ont notamment visé les Etats-Unis.

La Chine a formellement démenti, en estimant au contraire être la première victime des piratages. Et elle a fourni pour la première fois jeudi des éléments sur ce qu'elle considère être une attaque informatique généralisée de la part des Américains.

"*Les sites internet du ministère de la Défense et de l'armée sont confrontés depuis leur création à une menace sérieuse d'attaques de hackers. Le nombre de ces attaques a régulièrement augmenté ces dernières années*", a déclaré le porte-parole du ministère, Geng Yansheng.

"*Selon les adresses IP, les sites ont été attaqués de l'étranger en 2012 en moyenne 144.000 fois par mois, les Etats-Unis comptant pour 62,9% dans ces attaques*", a-t-il ajouté. "*Nous espérons que la partie américaine pourra expliquer et clarifier cela*", a dit encore le porte-parole.

Il a fait ces déclarations lors de sa conférence de presse mensuelle, interdite à la presse étrangère, mais dont le compte rendu a été publié sur le site internet du ministère. Reuters 28.02

SOCIAL

1- France

1.1- Quand les distributeurs se goinfrent

Michel-Edouard Leclerc n'a pas la cote auprès des agriculteurs. La FNSEA, les Jeunes Agriculteurs et la Fédération Nationale Bovine (FNB) accusent le patron du groupe de grande distribution d'être le "*Saigneur des filières agricoles*".

Dans un communiqué commun publié jeudi 28 février en marge du Salon de l'Agriculture, les trois organisations "*dénoncent cette dictature des prix les plus bas imposée aux abatteurs, transformateurs, au mépris des réalités économiques des entreprises qui peut conduire à des comportements délictueux injustifiables dont le consommateur est la première victime*".

"*Nous dénonçons cette compétitivité fondée sur le seul prix qui ne répond pas aux attentes diverses du consommateur, saigne les filières jusqu'aux éleveurs et compromet leur avenir*", insistent-elles. Les trois organismes réagissaient des propose tenus par M. Leclerc, attaquant "*les terribles magouilles*" sévissant selon lui dans la chaîne agroalimentaire.

Pour les agriculteurs, "*Monsieur Michel-Edouard Leclerc a entonné la +complainte de l'innocent-vertueux face aux forces du mal + entend sûrement faire oublier ses propres responsabilités dans la situation actuelle*".

Les éleveurs sont confrontés à la flambée des céréales et du soja qui a augmenté le prix de l'alimentation animale. L'Expansion. com 01.03

1.2- Scop n'est pas un scoop !

1.2.1- Le projet de Scop (coopérative) annoncé mardi par la CGT de Goodyear à Amiens-Nord pour sauvegarder l'usine menacée de fermeture est une "farce", un "projet illusoire" qui "trompe les salariés", estime jeudi le syndicat CFE-CGC.

"Pourquoi la +Scop+ Amiens est-elle une farce qui va illusionner les salariés?", questionne la CFE-CGC (minoritaire), en préambule d'un communiqué, deux jours après l'annonce surprise par la CGT (majoritaire) d'un projet de création de Scop après le retrait du groupe américain Titan international.

"Tout d'abord, il faut un vendeur de la marque, des outils, des brevets, des capacités de recherche et de développement, des réseaux commerciaux, notamment", or "Goodyear, à ce jour, n'est pas vendeur", rappelle le syndicat.

"Ce projet illusoire de Scop trompe les salariés", poursuit la CFE-CGC, lui opposant le projet du groupe Titan, "techniquement fiable, financièrement solide et contractuellement lié socialement".

"Si la notion de Scop apparaît à ce moment du dossier, ceci signifie que la position de la CGT Amiens-Nord s'affaiblit et que les issues possibles se réduisent les unes après les autres", considère la CFE-CGC, assimilant cette annonce à "une fuite en avant organisée par la CGT", proche "de l'impasse finale". AFP 28.02

La CFE-CGC oublie de dire que sur les 1.173 salariés menacés de licenciement, Titan ne s'était engagé qu'à en reprendre que 500.

Ensuite, non pas dans le cadre d'une Scop qui est évidemment une farce, mais dans celui d'une expropriation, Goodyear n'aurait rien "à vendre", on ne lui demanderait pas son avis, on lui prendrait tout !

1.2.2- La Cour d'appel d'Aix-en-Provence a annulé jeudi la troisième mouture du Plan de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) proposée par la direction de l'entreprise Fralib, spécialisée dans le conditionnement des thés Lipton et des infusions Eléphant.

La Française d'Alimentation et de Boisson (Fralib) est une filiale d'Unilever installée à Gémenos (Bouches-du-Rhône) dont la direction a annoncé la fermeture en septembre 2010, une fermeture refusée par les salariés.

"C'est une nouvelle victoire, la loi s'applique", a déclaré à Reuters Olivier Leberquier, délégué CGT du site.

Dans un communiqué, Unilever a dit "prendre acte" de cette décision, et en "examiner le contenu".

"Tout au long de ces deux ans et demi, notre seul credo a été le reclassement et la recréation d'emplois pour les salariés du site. Il est regrettable que la Cour d'appel stoppe brutalement le processus d'accompagnement, alors qu'à date 76% des 167 salariés qui avaient déjà quitté Fralib ont retrouvé une solution d'emploi et sont déjà tournés vers l'avenir", a commenté Frédéric Faure, DRH d'Unilever France et président de Fralib.

"Je rappelle que des projets et des emplois locaux avaient été validés dans le cadre de la convention de revitalisation signée avec l'Etat", a-t-il ajouté.

La production de thé Lipton et d'infusions Eléphant a été arrêtée sur le site durant l'été 2011 pour être transférée en Belgique et en Pologne. Il reste actuellement 72 salariés sur le site, sur 182.

Le Tribunal de Grande Instance de Marseille avait validé cette troisième version du PSE de Fralib en avril 2012, mais les syndicats CGT et CFE-CGC avaient fait appel.

"La justice a annulé cette troisième version. C'est énorme, cette décision est à la hauteur du dossier", a déclaré à Reuters Me Dany Cohen, avocat des salariés de Fralib.

Les salariés proposent un projet de reprise de l'activité infusion sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production, la Scop TI. La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a d'ailleurs racheté le terrain de l'usine en août dernier et Unilever a cédé les machines pour un euro symbolique.

Dans ce cadre de ce projet de Scop, les salariés demandent à Unilever la cession de la marque Eléphant et des volumes de commande les premières années, ce qu'Unilever a toujours refusé. Reuters 28.02

1.3- General Electric va supprimer 200 postes.

General Electric a annoncé jeudi son intention de supprimer 200 postes d'ingénieurs et de cadres dans son activité de turbines à gaz en France, a-t-on appris de source syndicale.

Quatre-vingt-cinq des salariés concernés sont employés en sous-traitance.

La direction a révélé lors d'un comité d'entreprise extraordinaire à Belfort un plan de départs volontaires assorti d'un plan de sauvegarde de l'emploi qui touchera les sites de Belfort et Bourogne, dans le Territoire de Belfort, ainsi que celui de Chonas dans l'Isère.

L'entreprise américaine justifie son projet par la baisse de son chiffre d'affaires, lié au ralentissement de l'activité économique mondiale, a précisé à Reuters un élu de CFE-CGC.

L'activité Turbine à gaz de General Electric emploie près de 2.000 personnes en France. Reuters 28.02

2- Italie

Le taux de chômage ajusté des variations saisonnières en Italie a atteint son plus haut niveau en 21 ans, à 11,7% pour le mois janvier, selon des données officielles publiées vendredi.

Le taux de chômage chez les jeunes s'inscrit également en hausse à 38,7%, un nouveau record, contre 37,1%.

En janvier, 97.000 postes ont été supprimés par rapport à décembre et 310.000 comparé à l'année précédente. Reuters 01.03

3- Belgique

Le groupe américain Caterpillar, numéro un mondial des engins de chantier, prévoit de supprimer 1.400 emplois sur son site belge de Gosselies, près de Charleroi, en raison du niveau élevé des coûts et de la faiblesse de l'activité en Europe, a annoncé jeudi sa filiale locale.

Le site, l'un des plus importants du groupe en Europe avec 3.700 salariés, produit des excavateurs hydrauliques, des véhicules de chargement et des pièces détachées.

"Même si elles sont douloureuses, ces mesures sont indispensables pour nous permettre d'être compétitifs et de donner une chance de survie à notre usine", a déclaré Nicolas Polutnik, le directeur général de Caterpillar Belgique.

Le syndicat FGTB a quant à lui parlé de *"catastrophe"*.

Ce plan social intervient après l'annonce le mois dernier par le sidérurgiste ArcelorMittal de son intention de fermer plusieurs lignes de production sur son site de Liège, ce qui pourrait le conduire à supprimer quelque 1.300 postes.

En octobre, le constructeur automobile Ford Motor avait annoncé un plan de fermeture de son usine de Genk, dont dépendent 4.000 emplois.

Le taux de chômage avoisine 20% dans la région de Charleroi, soit le double de la moyenne nationale.

Pour justifier sa décision, Caterpillar explique que les coûts sont si élevés qu'il serait plus avantageux d'importer les machines concernées que de les produire en Belgique.

Caterpillar employait au total plus de 125.000 personnes dans le monde fin 2012. Reuters 28.02

1- UE - Banques

Les dirigeants des banques européennes pourraient voir leurs primes strictement encadrées dès l'année prochaine après l'accord conclu jeudi à Bruxelles entre responsables européens, soucieux de répondre au vif mécontentement du public à l'égard du secteur financier.

L'accord provisoire, annoncé dans la nuit par des responsables politiques et par des négociateurs, prévoit que les primes versées aux banquiers ne puissent dépasser le montant de leur salaire.

Ce seuil pourra être relevé, dans la limite du double, si une majorité d'actionnaires s'y dit favorable.

L'accord doit s'appliquer à toute banque présente en Europe, quelle que soit sa nationalité, ainsi qu'à toute filiale d'une banque européenne à l'étranger.

"*Il n'y aura pas d'exception*", a dit Othmar Karas, élu autrichien au Parlement européen qui a participé aux négociations. "*Cela vaut pour toutes les banques, dans et en dehors de l'Union européenne et pour toutes les banques étrangères dans l'Union européenne.*"

"Pour la première fois de l'histoire de la régulation des marchés financiers de l'Union européenne, nous allons limiter les bonus des banquiers", a-t-il ajouté.

Cet accord représente un échec pour le gouvernement britannique qui s'est longtemps prononcé contre l'instauration d'un tel plafonnement pour ne pas froisser la City, qui fait travailler près de 700.000 personnes.

"*Le Royaume-Uni l'a mauvaise*", a dit un parlementaire, en privé.

Après avoir atteint un pic en 2008 à 11,5 milliards de livres (13,27 milliards d'euros), le montant total des primes distribuées à Londres a fondu de plus de moitié à 4,4 milliards, selon des chiffres du Centre for Economics and Business Research. Il devrait avoisiner en 2013 1,5 milliard de livres et encore diminuer dans les années à venir.

Il est également prévu d'encadrer les gratifications versées autrement qu'en numéraire et étalées sur le long terme afin d'éviter que le système soit contourné.

Pour l'Irlande, qui occupe la présidence tournante de l'Union européenne, l'accord annoncé jeudi est une "*avancée majeure*". Il faudra encore qu'une majorité d'Etats se prononcent en faveur de ce texte pour que l'accord soit finalisé, ce qui implique aussi que Londres ne pourra pas le bloquer seule.

Il n'est par ailleurs pas exclu que certains éléments du texte soient amendés en raison des réserves émises par les représentants d'un certain nombre d'Etats, selon un parlementaire européen.

L'encadrement des primes des banquiers est sans doute l'élément le plus visible de la refonte de la législation européenne sur les banques et le plus emblématique.

Il pourrait toutefois n'avoir qu'un impact limité sur la fiche de paie des intervenants financiers, à Londres notamment, où les salaires annuels approchent parfois 5 millions de livres.

"*Si le plafond est instauré, cela pourrait se traduire par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques soucieuses de rester concurrentielles à l'échelle mondiale*", a déclaré à Reuters Alex Beidas, spécialisé dans ces questions au sein du cabinet juridique Linklaters.

Ce n'est pas la première fois que l'Union européenne cherche à encadrer ainsi le système des primes. Dans la foulée de la crise financière, les banques ont été contraintes d'étaler sur cinq ans le versement des primes, ce qui les a incitées à relever les salaires de base.

Prévue pour les banques, la législation ne s'appliquera ni aux fonds spéculatifs ni aux firmes de capital-investissement, qui pourraient toutefois faire l'objet d'une autre série de mesures dans le courant de l'année.

Cet encadrement des primes proprement européen ne sera sans doute pas imité aux Etats-Unis. "Certains aux USA penseront que ce serait une bonne idée de faire pareil", dit Nicolas Veron, du Peterson Institute for International Economics, à Washington. "*Mais la plupart diront ici que légiférer sur les salaires sera contourné par les banques et en définitive portera préjudice à l'économie.*" Reuters 28.02

Ce qui est pratique avec eux, c'est qu'on n'a pas besoin de se casser la tête pour comprendre qu'ils se foutent de nous, il suffit de les lire attentivement pour connaître leurs véritables intentions, là en l'occurrence il est dit que "*les primes versées aux banquiers ne (pourront) dépasser le montant de leur salaire*" (des banquiers), pas de problème, il leur suffira d'augmenter leur salaire fixe comme ils l'ont déjà fait auparavant, soit cela se traduira "*par la mise en place de structures salariales plus complexes de la part de banques*" et le tour est joué ! C'est le casino et guignol quoi !

Et puis, il ne s'agit que de la partie visible, disons destinée aux masses pour leur rendre les banquiers plus présentables et justifier leurs sacrifices, ceux des travailleurs bien entendu, équité oblige, car si les banques et les multinationales font transiter des dizaines de milliers de milliards de dollars par les paradis fiscaux, qu'est-ce qui les empêchent de rémunérer discrètement leurs dirigeants de la même manière, sur des comptes anonymes, sans taxes ni impôts ? Rien, et puis c'est légal, les paradis fiscaux sont légaux, le système capitaliste devenu mafieux est tout à fait légal, alors pourquoi devraient-ils se priver de cette opportunité franchement ?

2- Espagne

2.1- Bankia

La banque espagnole Bankia, issue de la fusion en 2010 de sept caisses d'épargne très largement exposées à l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, a rapporté jeudi une perte nette de 19,2 milliards d'euros au titre de 2012.

Bankia -qui dit par ailleurs avoir constitué 26,8 milliards d'euros de provisions l'an dernier- et sa société mère BFA ont demandé l'an dernier 18 milliards d'euros d'aide européenne pour reconstituer leurs capitaux.

L'ensemble du groupe Bankia-BFA a enregistré une perte après impôt de 21,2 milliards d'euros en 2012. Le groupe a précisé que la perte baisserait à 19,4 milliards si un bénéfice de trading lié à un échange en cours de titres hybrides étaient pris en compte. Reuters 28.02

2.2- Fuite des capitaux

L'Espagne a fait peur aux investisseurs. Le volume des capitaux retirés d'Espagne a beaucoup plus que doublé en 2012, avec 179,2 milliards d'euros contre 73,4 milliards en 2011.

En décembre, l'Espagne a ainsi enregistré une entrée nette de capitaux pour le quatrième mois consécutif depuis septembre, avec 18,68 milliards d'euros face aux 32,454 milliards d'euros sortis en décembre 2011. L'Expansion.com 28.02

3- Allemagne

L'Office allemand des Cartels enquête sur une entente présumée sur les prix pour la fourniture d'acier à l'industrie automobile en Allemagne, a annoncé ThyssenKrupp jeudi. Reuters 28.02

En 1933 quand Hitler était au pouvoir et que les usines d'armement allaient tourner à plein régime ? Ah, non en 2013...

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 42 nouveaux documents issus de sources diverses.

J'ai également cessé d'informer des portails quand certains de leurs documents présentaient des problèmes de formatage ou des erreurs d'écriture, je ne mets pas en ligne ces documents ou je les reformate en passant par word avant de les transformer en documents pdf.

Leurs auteurs non plus ne supportent pas la critique, apparemment ces intellectuels sont des démocrates qui ne supportent que les idées qui sont conformes aux leurs, autrement dit ils se comportent comme les détenteurs de la vérité ou de la parole divine tout en s'en défendant évidemment, on a l'habitude de ce genre de situation avec nos dirigeants.

De mon côté, en mettant leurs documents en ligne je démontre qu'on peut avoir une conception de la démocratie plus étendue sans que cela ne remette en cause nos principes et convictions, il n'y a que ceux qui sont incapables de les défendre ou qui n'y tiennent pas vraiment ou encore tiennent à camoufler leurs véritables intentions, qui se réfugient dans une conception de la démocratie étriquée ou bornée correspondant finalement à leur étroitesse d'esprit ou leur capacité intellectuelle limitée.

Leur conception de la démocratie ne vaut guère mieux que celle qu'ils dénoncent par ailleurs chez les autres sans qu'ils en aient conscience, parce que leur activité intellectuelle est axée sur eux-mêmes en réalité, ils sont le centre, l'axe autour duquel le monde gravite. Ils sont animés par la même force centripète qui conduit le capitalisme et la société à la putréfaction, qui les a conduits à deux reprises au XXe siècle à la barbarie et à l'autodestruction à une échelle inégalée dans le passé, qui les y préparent une troisième fois sous nos yeux, après avoir continué de semer la désolation derrière lui sur tous les continents au cours des 67 ans qui viennent de s'écouler.

Nous, nous serions plutôt animés par une force centrifuge qui nous conduit à entrevoir la société et le monde au-delà du capitalisme. Nous, nous avons une conception ouverte de la démocratie, capable d'une évolution ou porteuse d'une évolution, tandis que la leur est fermée, elle pue le renfermer, d'ailleurs si vous lisez ces documents vous pourrez constater qu'ils en arrivent tous à une impasse, ils tournent sur eux-mêmes, ils n'ont pour seule perspective que les institutions du capital, pour les uns c'est l'UE, pour d'autres ou tous plutôt, c'est l'ONU.

On a dit que c'était des gens à l'esprit étroit et borné, on peut le vérifier si nécessaire à travers un exemple.

Vous pouvez constater que ceux qui s'en remettent à l'ONU sont les mêmes qui pour la plupart rejettent l'idée que le cartel des banquiers internationaux auraient planifié d'instaurer un Nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial, alors qu'eux-mêmes au fil du temps ne s'en cachent plus vraiment, dans une certaine limite seulement, évidemment, du fait que certains intellectuels américains ou canadiens n'ont cessé de les harceler pendant des décennies jusqu'à les débusquer dans leur tanière et rendre public leur existence, Internet a aussi permis à des voix anonymes de s'exprimer et de fournir des informations tenues secrètes jusque là, le recoupement des deux permettant de mettre chaque pièce du puzzle à sa place et de compléter le tableau qui présente une cohérente remarquable, claire, et bien ces intellectuels, remarquez bien tout comme les porte-parole des néo conservateurs qui sont les représentants politiques ou médiatiques de l'oligarchie financière, estiment que tout cela serait une pure invention qui aurait germé dans l'esprit détraqué d'autres intellectuels en mal de reconnaissance qui aurait développé une théorie du complot avec laquelle ils tiennent à garder leur distance, mieux qu'ils dénoncent rendant service à la pire réaction qui soit.

C'est ainsi qu'à défaut de pouvoir concevoir la société débarrassée du capitalisme, ils s'en remettent à l'ONU, ce gouvernement mondial conçu et présidé justement par l'oligarchie financière, autant dire se jeter dans la gueule du loup. L'ONU qui a couvert ou justifié toutes les guerres depuis 60 ans ! Ils s'en remettent à notre bourreau, au bourreau de tous les peuples, extraordinaire, non ? C'est énorme, grotesque au possible, quand on les lit on n'en croit pas ses yeux, comment faire preuve d'une telle crasse ignorance est possible en 2013, on se demandera spontanément ce que ces intellectuels ont dans la tête, s'ils ont vraiment toute leur tête, comme dirait Marx, en réalité ils marchent dessus.

Ce sont les faits, rien que les faits. Qu'il s'agisse de la dette, des guerres, des maux qui accablent les peuples, si les analyses commises par ces intellectuels présentent un certain intérêt, leurs conclusions sont à rejeter en bloc, catégoriquement, en aucune manière nous ne les soutenons, nous les dénonçons et nous les combattons puisqu'elles consistent à subordonner les masses au capitalisme et à ses institutions politiques, nous, nous combattons pour les renverser, pour le socialisme.

Le jour où ces intellectuels auront compris que seule la classe ouvrière est progressiste et peut changer la société dès lors qu'elle est organisée et dispose d'un parti révolutionnaire pour vaincre, et non de bonnes intentions, des idées, un bulletin de vote, etc. ils feront enfin oeuvre utile, pour le moment l'impasse à laquelle conduisent leurs analyses ne fait que conforter l'idée qu'il n'existerait aucune issue à la crise du capitalisme, ils servent davantage les intérêts du régime en place que notre cause. Qu'ils se mettent au matérialisme dialectique et peut-être pourront-ils enfin progresser.

Autre chose.

J'ai reçu deux nouvelles réponses au formulaire, d'un camarade syndiqué qui a quitté le POI et un enseignant inorganisé.

Le premier camarade a écrit, extrait : - *"Il reste que certaines analyses m'ont certainement influencé, ou m'ont aidé à réfléchir. Par exemple : sur la quasi-absence, dans les batailles politiques conduites par le POI, de la référence au socialisme ; et aussi, sur le jeu de pouvoir mené par le courant trotskiste au sein des appareils, et sur sa manière d'utiliser ses militants comme masse de manoeuvre dans ce contexte. Ceci dit, j'ai quitté, il y a 4 ans, précisément sur une question relevant de la démocratie dans le parti."*

Le socialisme est tabou, il est réservé à Hollande, Ayrault, Fabius, Sapin, Valls, Rocard...

La réaction et les médias à ses ordres réalisent un amalgame entre stalinisme et communisme, avec le socialisme c'est plus délicat, car ils ont besoin des partis de l'Internationale social-libéral-impérialiste. On peut donc sans problème utiliser le terme socialisme, je veux dire sans être immédiatement diabolisé, mieux encore puisque le socialisme est une science sociale, socialisme scientifique.

Le capitalisme ne peut pas revendiquer cette valeur scientifique puisqu'il est l'aboutissement d'un processus inconscient, les tripataillages désespérés de l'aristocratie financière pour tenter de surmonter les contradictions du capitalisme en sont le meilleur témoin sous nos yeux, les hommes ayant fait l'histoire inconsciemment jusqu'à nos jours. Alors que le socialisme repose sur la prise de conscience et la maîtrise, le dépassement des deux forces motrices à l'origine du développement de la civilisation humaine, les forces productives et la lutte des classes, les rapports qui en sont issus, pour s'émanciper du règne de la nécessité et entrer dans celui de la liberté.

Autre chose.

Hier on a vu qu'un camarade disait que la révolution frappe à la porte, enfin, et qu'il ne faudrait pas louper cette occasion, en effet, cela pourrait nous être fatal ! Mais qui dit révolution ou plutôt situation révolutionnaire ne dit pas forcément révolution, encore moins révolution victorieuse. Il n'a pas lu ou il a déjà oublié ce que j'ai écrit ces derniers jours à ce sujet. Sommes-nous à affronter cette situation ? Dans quel pays les masses sont-elles prêtes ? Aucun en vérité, la situation est pire que dans les années 10 ou 30 ou même 40 ou 50 au siècle dernier.

Effectivement la situation peut évoluer très rapidement, mais on ne peut pas construire le parti et l'Internationale d'un coup de baguette magique ! Ils n'existent pas, et au POI tout au plus il y aurait 3.000 militants pour former la base d'un parti révolutionnaire, et encore, une grande partie d'entre eux sont des vieux ou des vieillards, et tout démontre que les dirigeants du POI-CCF ne seraient pas en mesure de constituer les cadres d'un tel parti, soit qu'ils n'en auraient pas la volonté, soit qu'ils n'en auraient pas la capacité ou les deux à la fois, cela ne s'improvise pas du jour au lendemain.

Je ne sais pas ce qu'ils vous racontent, j'ai l'impression qu'ils refont le monde entre quatre murs loin de la réalité qu'ils n'ont jamais comprise. Ils se gargarisent ou se retranchent derrière des formules, des principes, mais quand on examine la réalité, on s'aperçoit immédiatement que cela ne correspond à rien, ce n'est que pure dogmatisme, pure fiction ou fantasme, ils vivent dans un monde théorique, virtuel.

Vous n'avez pas encore compris qu'ils n'avaient jamais été capables de renouer avec le fil du marxisme, que prétendre le contraire était une supercherie, pendant 30 ans P. Lambert a soutenu que la situation allait déboucher sur une situation révolutionnaire au point qu'on l'attendait tous les quatre matins, alors qu'en réalité elle a débouché sur une nouvelle période de 30 ans de réaction sur toute la ligne, du milieu des années 80 à 2013, franchement, un peu de sérieux, il était difficile d'imaginer pire dirigeant pour incarner la continuité du marxisme, cela vaut pour la LCR et LO évidemment, là on tombait dans la caricature ou le pire sectarisme.

Evidemment, un jour ou l'autre le capitalisme finirait bien par s'effondrer et la révolution pointerait son nez, sans être marxiste il suffisait de consulter l'histoire du capitalisme depuis ses débuts pour en arriver à cette conclusion. C'est ce genre de tautologie ou de lieu commun qui a servi à faire illusion à Lambert et sa clique de théoriciens ou historiens à cent balles.

La question était à partir de la réalité et non d'une projection dans un futur indéterminé, des conditions objectives, des rapports entre les classes, de déterminer quelle politique mettre en oeuvre pour accompagner le mûrissement des conditions subjectives, à la fois construire le parti, organiser les masses et leur permettre d'élever leur niveau de compréhension de la société, le tout en participant à la lutte des classes. On pourrait ajouter que les masses auraient malgré tout progressé, qu'en absence d'une orientation consciente à leur combat et à leur mouvement, elles ne pourraient pas vaincre.

Ce qui s'est passé, c'est qu'au lieu de subordonner la tactique à la stratégie, ils ont procédé exactement à l'inverse. Observez où ils en sont et vous pourrez le vérifier par vous-mêmes. Ils se comportent comme des trade-unionistes pour lesquels seul le mouvement spontané des masses compte à leurs yeux, les seules tâches qu'ils sont capables de se fixer se réduisent à des objectifs immédiats sans lendemain, impossible à atteindre évidemment, ils passent de l'un à l'autre sans lien, ils sont totalement incapables de se fixer des objectifs politiques, de développer les idées du socialisme, cela en devient grotesque, ils veulent virer la troïka alors que ce n'est pas elle qui applique la politique réactionnaire que nous subissons mais le gouvernement, les députés du PS associés à ceux de l'UMP et de l'UDI, ils ne sont même plus capables de désigner à leurs militants l'ennemi à combattre, en passant, la SFIO avait déjà atteint le même degré de décomposition avant le 4 août 1914 et s'employa à le prouver.

Bon, on ne va pas perdre son temps davantage. Je ne sais pas si vous lisez *Informations ouvrières*, il n'y a rien de plus creux, c'est tout au plus une feuille syndicale réformiste. Cela dit je n'appelle pas les militants à quitter leur parti mais à résister à l'intérieur en attendant des jours meilleurs.

Hier soir j'avais rédigé le passage suivant.

Qu'est-ce qu'un "*congrès ouvert*" ? En fonction de la taille du parti, une huître ou une baleine qui ingurgite tout ce qui passe à sa portée, recrache ce qu'elle n'a pas pu digérer quand cela ne lui a pas été fatal !

"*Congrès ouvert du POI*", ils veulent faire par là la preuve que leur parti serait plus démocratique que les autres, alors qu'en réalité il n'en est rien, l'éclectisme servant ici davantage à couvrir leur incurie politique légendaire qu'à prouver qu'ils ne sont pas sectaires, épreuve à laquelle ils ne risquent pas de se frotter puisqu'ils sont également incapables de confronter leurs idées aux nôtres par exemple.

Quelle est la nature du mouvement ouvrier, du prolétariat aujourd'hui, quelle est son orientation politique ? Pas de réponse, d'ailleurs ils ne posent pas la question, ils ne se la sont jamais posées : « *La situation politique mûrit dans ce pays* ». Cela nous fait une belle jambe ! Elle mûrissait en 1918, en 1923, au début des années 30 en Allemagne ou ailleurs, et vous avez vu le résultat ? J'ai pris l'Allemagne comme exemple parce que les conditions objectives étaient mûres.

Ils ne sont même plus en mesure d'analyser les conditions objectives et subjectives avec précision, d'en fournir une évaluation, encore moins leur orientation. Ils se contentent de commenter au jour le jour la situation avec les sempiternels mots d'ordre sans lendemain et sans perspective alimentant des illusions qui mènent droit dans une impasse politique : « *Comment bloquer la politique du gouvernement et de l'Union européenne ?* », ils traduisent ainsi qu'ils sont également toujours incapables de subordonner leur politique à la construction du parti qui est le seul objectif dont aujourd'hui (comme hier) un parti devrait être comptable, accessible, sauf à s'aligner sur les appareils et à reprendre à leur compte leurs objectifs. Cela leur évite aussi de dire : A bas le gouvernement et le Parlement des capitalistes ! C'est le mot d'ordre que je vous propose d'associer à celui du rejet de l'accord patronal du 11 janvier lors de la grève et des manifestations du 5 mars.

Ils nous ont fait le coup sur les licenciements, les retraites, la Sécu, le TSCG, etc. et ils remettent cela, reproduire à l'infini la même erreur, être incapable d'en tirer des leçons politiques, à ce niveau-là c'est incurable. Comment peut-on prendre au sérieux de tels dirigeants ? Ils sont totalement sclérosés et ne cessent d'en fournir la preuve.

Involontairement pour l'avoir employé à plusieurs reprises, c'est bien l'incapacité de ces dirigeants à assumer leur responsabilité qui les caractérise le mieux et qui est à l'origine de la crise de la direction du mouvement ouvrier, qui s'exprime ici.

On a besoin d'autres dirigeants et d'un autre parti. (A suivre)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de traiter plusieurs sujets, ce sera pour demain.

J'attends toujours que vous me renvoyez le questionnaire en ligne ou un simple courriel. A ce jour je n'ai reçu que 6 réponses, c'est très insuffisant.

- Obama ordonne le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics. (Attendre la réaction du département de la Défense...)
- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique. (à mettre en rapport avec l'éjection de Panzer le XVIe...)
- L'Asie championne du monde des milliardaires. (Et du nombre de pauvres qui se comptent en milliards...)

Je voudrais ajouter un mot à la suite de mon intention de fermer le site.

C'était quelque part conforme aux conclusions auxquelles j'étais arrivé, à savoir qu'on était plus barré que jamais, pour être totalement sincère que je ne voyais pas comment nous pourrions vaincre, dit autrement que la quasi totalité des conditions requises faisaient défaut, et que le refus que j'avais rencontré de la quasi totalité des lecteurs du site d'y collaborer malgré les qualités que de nombreux militants lui reconnaissent, démontrait que j'avais raison de le penser ou confortait mon analyse. Pour apprécier ma décision il fallait prendre en compte ma position, le fait que je vis à 10.000 kms de la France et que par conséquent je ne pouvais rien attendre de plus de mon activité politique, là non plus je ne me suis jamais fait d'illusions.

Si en développant un outil permettant au plus grand nombre de progresser ou de mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons, je ne rencontrais pas l'adhésion de militants pour y participer, c'est que cela ne valait pas la peine de continuer à se casser la tête à passer mes journées entières devant un écran et à y laisser ma santé. De plus par les commentaires que

m'ont envoyés une poignée de militants, j'ai pu constater une nouvelle fois que, soit ils ne partageaient pas mes analyses et mes conclusions, soit ils ne les comprenaient pas, alors à quoi cela sert-il que je continue ? Pour qu'ils fassent autre chose ou l'opposé de ce que je prône ? Sérieusement, cela signifie qu'on en est toujours au même point et que mon travail ne sert strictement à rien, car si je ne demande pas que les militants adhèrent à mes idées ou me fassent aveuglément confiance, convaincu sincèrement des idées que je défends le but de ma contribution politique était quand même que le plus grand nombre parviennent à les partager, si ce n'est pas le cas autant arrêter tout de suite.

De mon côté, à travers les centaines de questions que j'ai abordées et les réponses que j'y ai apportées après avoir étudié et épuisé autant d'hypothèses, en y revenant parfois des dizaines de fois en 8 ans sous des angles différents, en les étayant avec une multitude de faits ou arguments, si c'est à l'arrivée pour aboutir au constat que les militants n'y ont rien compris ou pas grand chose, alors que j'ai employé un langage simple et dépouillé, évitant les citations ou les références historiques, les sous-entendus, bref, tout ce qui pouvait constituer des obstacles à la compréhension de mon discours, je me dis que c'est à désespérer, qu'il existe peut-être entre nous un obstacle que je ne suis pas en mesure de discerner et de faire sauter, je suis donc en droit de considérer cette expérience comme un échec, donc il est inutile de le reproduire indéfiniment.

J'avoue ne plus savoir quel langage et quelle méthode utiliser. Il est certain qu'un échange de vive voix aurait sans doute permis d'apporter des éclaircissements autres que ceux qui me viennent à l'esprit, puisque j'ai dû faire sans cesse les questions et les réponses à défaut de savoir ce que les militants avaient vraiment dans la tête, à quels problèmes ils étaient réellement confrontés. Je me suis vraiment torturé la tête pour essayer de vous aider, j'ai même peut-être été jusqu'à inventer des problèmes que vous n'aviez pas, j'ai perdu un temps considérable à me poser toutes ces questions, jusqu'à l'épuisement physique, plus que moral car même si je considérais notre combat comme perdu d'avance, rien ne pouvait justifier de le mener jusqu'au bout effectivement, mais dans mon cas d'une autre manière qu'en me collant devant un écran 14 heures par jour 7j/7, par exemple en consacrant mon temps à la rédaction de brochures ou de livres que j'aurais pu éditer moi-même en Inde à mes frais.

On continuera plus tard cette explication.

Tenez, en cassant la croute à midi très rapidement, je me suis fait la réflexion suivante en rapport avec l'actualité, comme quoi pas une minute je ne cesse de penser à notre cause.

On a vu lors d'une précédente causerie que les principaux membres du gouvernement étaient franc-maçons, certains diront qu'on s'en fout, pas moi et je vous explique pourquoi. Car il se trouve qu'ils sont aussi sionistes, et quand on repense au fait que les franc-maçons et les sionistes ont la même vision sur la religion, rappelons au passage que les sionistes sont les pire antisémites et que le judaïsme ne sert qu'à couvrir à la fois leurs crimes et leurs véritables intentions politiques, en réalité les uns et les autres développent la même idéologie et poursuivent le même objectif à l'échelle mondiale qu'incarne l'instauration d'un gouvernement mondial auquel travaille le cartel des banquiers sionistes de la Fed notamment, flanqués de monarchies et d'autres banquiers internationaux, le modèle de société auquel ils aspirent ressemblant étrangement à celui de l'Ancien Régime, la place de l'Eglise en moins pour cause de concurrence au niveau mondial avec d'autres religions dont l'islam qu'il leur faut également éradiquer.

Dans nos rangs aussi et ce n'est pas nouveau il y en a qui ont troqué la faucille et le marteau pour l'équerre et le compas. Ceci expliquerait-il cela, là où nous en sommes ?

A propos de la Grèce, je me suis dit en réfléchissant encore à la situation, qu'ils recourront à la dictature une fois que Syriza aura été porté au pouvoir sans pouvoir faire refluer la mobilisation des masses, pour cette fois l'écraser dans un bain de sang.

Le blog économique Liesi a fermé ses portes, il était animé par des traders genre Pierre Hillard, monarchiste catholique. Inutile de vous dire que nous n'avons aucun rapport avec eux. Il semblerait qu'ils n'aient pas digéré la fin du "CDD" (P. Hillard) de Panzer le XVIe, à croire comme disait Prévert qu'ils ne savent pas compter au-delà, dans l'au-delà c'est autre chose !

L'évolution de la situation mondiale ou la marche en avant à la barbarie en déroute plus d'un et en rend malade un grand nombre, nous en faisons partie évidemment.

Le marxisme n'a rien avoir avec un optimisme béat ou stupide à l'image de nos dirigeants qui chaque matin se rendent à leurs bureaux pour vaquer à leurs petites occupations comme si finalement tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous, au contraire, on a en permanence à l'esprit le cauchemar que vivent au quotidien des centaines de millions de travailleurs et leurs familles à travers le monde et qui tend inexorablement à s'étendre à des couches de plus en plus nombreuses de la population, on est encore loin du compte. C'est la première pensée qui nous vient à l'esprit en ouvrant les yeux, tandis que le soleil projette ses premiers rayons jusque sur mon lit après avoir traversé une végétation luxuriante et majestueuse, réveillé par le chant des oiseaux... C'est ainsi que je commence la journée tous les matins, idyllique, n'est-ce pas ?

Je pourrais me dire : voilà une magnifique journée en perspective, la vie est belle, pourquoi ne pas en profiter, alors que je n'en verrai pas grand chose en la passant devant mon écran... Vous comprendrez que je me pose la question : pour quoi en deux

mots, pourquoi en un mot je devrais me sacrifier quand ceux à qui je m'adresse ou qui profitent de mon travail ne sont même pas foutus de m'envoyer un petit mot de soutien, même le minimum ils n'en sont pas capables, sachant qu'à ma place la plupart d'entre eux auraient une toute autre attitude que la mienne, je ne me fais aucune illusion sur la nature humaine et ses faiblesses. Ma famille, mes proches, tout le monde me prend pour un fou de ne pas profiter de la chance que j'ai et qu'eux n'ont pas. Est-ce que vous pouvez comprendre cela ? Apparemment non. C'est très préoccupant, effrayant même, car qui pourraient le comprendre alors ? Après s'être élevée à un certain niveau de développement, la civilisation humaine serait-elle donc condamnée à périr et disparaître ? Serait-elle condamnée au chaos à défaut de s'être donnée les moyens de conquérir la liberté ? Après tout, il n'était écrit nulle part qu'elle devrait forcément connaître un dénouement heureux, ni le contraire... Je n'ai pas le temps ici de développer, mais il est certain que le développement exponentiel de la démographie mondiale au cours de la seconde moitié du XXe siècle n'a pas vraiment constitué un facteur favorable à son émancipation du règne de la nécessité sous lequel elle ploie de plus en plus et dans laquelle elle est en train de crever sous nos yeux. Cela n'a fait que multiplier les obstacles à sa libération tout en donnant un répit à ses fossoyeurs...

En réalité de très nombreux militants ont déjà baissés les bras, tandis que les autres sont bourrés d'illusions, ils en reviendront bientôt, très bientôt maintenant. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et ne s'en faire aucune. Le pire dans la vie, ce n'est pas ce qu'on subit mais d'ignorer pourquoi on le subit, vos dirigeants s'emploient minutieusement à vous empêcher d'en prendre conscience, donc si vous avez quelqu'un à juger commencez par eux, car eux ont le pouvoir de changer les choses, moi je n'ai pas ce privilège, ce qui change totalement la manière dont vous devez apprécier notre démarche et activité respective, si je dois continuer ou non d'actualiser ce portail.

Autre chose.

Éric Toussaint, professeur en sciences politiques à l'Université de Liège, est président du CADTM, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde, et membre du conseil scientifique d'ATTAC France.

- "La Grèce doit suspendre unilatéralement le remboursement de sa dette" - 28 février - mondialisation.ca

Il a écrit : *"Je suis d'accord avec vous qu'en Grèce les classes dirigeantes et les gouvernements détruisent la démocratie à plusieurs niveaux. Ils ne respectent pas le vote du peuple, ils ont imposé des protocoles d'accord et traités sans consultation démocratique, ils dégradent le pouvoir législatif, et cherchent à détruire la capacité de la classe ouvrière à négocier collectivement. Ainsi, vous êtes face à un défi majeur et la capacité de Syriza à donner une réponse vraiment radicale à cette attaque est en effet cruciale. Si Syriza adopte des politiques et des propositions plus modérées, les conséquences qui en découleront peuvent être énormes."*

La première partie de son analyse est juste, ensuite cela se dégrade et tourne au constat du spectateur impotent face à un drame qui se noue sous ses yeux, pour finalement s'avouer impuissant à proposer la moindre issue politique pour y mettre un terme puisque Syriza vient de faire allégeance au FMI et à l'impérialisme américain, ce que Éric Toussaint n'est évidemment pas sans savoir, mais qu'il occulte volontairement.

Syriza a indiqué qu'il ne romprait pas avec l'UE et l'euro, encore moins avec le capitalisme et les institutions grecques, ainsi Syriza ne sera jamais en mesure de dresser la majorité des masses grecques contre l'Etat, dès lors leurs ennemis conserveront le pouvoir de le renverser quand il sera au pouvoir ouvrant la voie à une dictature militaire ou civil s'appuyant sur l'armée, comme en Tunisie ou en Egypte par exemple. Retenez bien ce diagnostic et on en reparlera dans quelques mois, ok ?

[Quelques infos en vrac \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Quand l'Etat finance sa propagande.

- Notre lecteur Axel Roffi a vu ceci : *"Vous pointez souvent la servitude des médias envers le pouvoir politique. Pour comprendre pourquoi ils sont tellement à plat ventre, je vous envoie le rapport de la cour des comptes sur la presse écrite. Pas obligé de le lire en entier, je vous fais le résumé en sortant les phrases les plus probantes"*:

"Sur la période 2009-2011, le plan d'aide s'est donc traduit par plus de 450 M de dépenses budgétaires supplémentaires. En prenant en compte le coût de l'avantage du taux de TVA à 2,1 % par rapport au taux normal de TVA à 19,6 %, le total cumulé des aides directes et indirectes accordées au secteur de la presse écrite sur cette même période peut être estimé à 5 Md"...

Pour un secteur avec 80.000 employés et la moitié de journalistes... Si on compte par journaliste... 5mds sur 3 ans, donc 1,6 mds, si on divise encore par le nombre de journalistes, soit 40.000, on arrive presque à des aides de 40.000 euros par an par journaliste, si on compte l'ensemble du secteur. Avec les 80.000 employés, on est dans un secteur subventionné à hauteur de 20.000 euros par an par employé...

Le Monde aidé à hauteur de 18,5 millions par an... Le Figaro 17, 3 millions par an et Libé 7,9 millions euros ... Je comprends

mieux leur révérence... Chaque journaliste touche directement et indirectement 40.000 euros d'argent public par an, quand on est payé par l'Etat, on est un fonctionnaire. Bien sûr le lendemain de la publication du rapport, les journalistes ont pointé les aides aux buralistes et ont bien sûr passé sous silence les aides à la presse écrite". du 18 au 22 février 2013

Appauvrissement de la classe moyenne aux Etats-Unis.

- Bloomberg et Zero Hedge rapportent que la méga chaîne de magasins américains Wal-Mart "a enregistré le pire mois de ventes jamais vu depuis 2006... *Wal-Mart shares are plunging as the firm reports a 'total disaster' in its February sales ... The worst start to a month I have seen in my 7 years with the company*". Point 1: les clients des Wal Mart sont les Américains moyens. Point 2: En 2013, l'Américain moyen n'a plus un dollar en poche. Point 3: la crise a commencé en 2007 et nous sommes en 2013... Point 4: il y a moins de gens qui ont un emploi en 2013 qu'en... 2006. Du coup cela ne vous étonnera pas d'apprendre qu'un nouveau record a été battu avec le nombre d'Américains au "food tickets". Bientôt ils vont dépasser les 50 millions... pour une population de 320 millions!!! du 18 au 22 février 2013

Un paradis fiscal au coeur de l'UE qui se porte bien.

- "Record pour les fonds luxembourgeois: 2383 milliards d'euros, c'est le niveau atteint en 2012 par les fonds domiciliés au Grand-Duché, soit une hausse de 13,7% sur un an. L'Association luxembourgeoise des fonds d'investissement (ALFI) a annoncé ce mercredi des chiffres records pour les fonds luxembourgeois qui ont atteint 2383 milliards d'euros en 2012. Un chiffre historique qui représente 30% des actifs européens" du 18 au 22 février 2013

L'UE mise devant le fait accompli.

- ... le jeudi 7 février 2013, l'Irlande a été en défaut de paiement et que la perte sèche pour la BCE a été de 20 milliards d'euros. "Le pays a bénéficié d'une aide de 85 milliards d'euros pour le sauvetage de ses banques en 2009. Mais en décembre dernier, le gouverneur de la banque centrale d'Irlande avait clairement fait comprendre que les échéances ne seraient pas tenues: "le délai de remboursement devrait être considérablement allongé " expliquait-il sur le ton du "c'est ça ou rien ". Coincée, la BCE a accepté (le 7 février) un rallongement des échéances moyennes (qui passent de 7 à 34 ans) et une baisse des taux d'intérêt. Ce faisant, la BCE renonce à 20 milliards d'euros d'intérêt sur 10 ans. Un sacré cadeau quand on sait que pour la Grèce elle avait fait une croix sur 8 milliards d'euros d'intérêts. Le premier remboursement du principal aura lieu en 2038 et le dernier en 2053, ce qui laisse le temps à d'autres "discussions". Bien joué Dublin !" du 18 au 22 février 2013

Offensive idéologique du gouvernement mondial. Après Drahi et Monti, au tour du pape.

- Le lendemain de la démission du pape, Visa et Mastercard ont aussitôt reconnecté les 50 terminaux de paiement carte de crédit dans les diverses boutiques du Vatican au réseau interbancaire... B-16 n'avait pas voulu être le pape qui porterait la responsabilité de sa faillite financière. Tous ceux qui suivent cette page savent que la JP Morgan avait fait un communiqué de presse "mondial" pour annoncer qu'elle fermait le compte du Vatican dans sa filiale italienne. du 14 au 16 février 2013

[Les charrettes du 18 au 28 février \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- le groupe de presse Roularta va sabrer 70 salariés

- Pixmania ferme toutes ses 11 boutiques physiques en France.

- Phonehouse est au bord du gouffre

- La Banque Nationale de Grèce va virer 2.000 employés

- Siemens Allemagne prépare son personnel à 7000 nouveaux postes supprimés

- Caixabank prépare 4000 licenciements

- Le méga casino d'Atlantic City qui a fermé ses portes moins d'un an après son ouverture, ne pouvant rembourser ses mensualités de son prêt de 1,5 milliard de dollars - Volvo licencie 1000 ouvriers et cadres

- United Technologies, énergie, vire tout de suite 3000 salariés

- Commerzbank va supprimer 1800 banquiers de plus

- Les emballages Amcor virent 300 personnes en... Australie !!!
- Le papetier NewPage se sépare de 300 salariés,
- Les pages jaunes et blanches d'Australie virent 700 salariés
- Je vous l'avais annoncé ici, mais cette fois c'est sûr Danone vire 900 cadres dont 236 en France
- Coop Alsace va supprimer 120 postes
- Rona, le Jardiland canadien, va sabrer 200 postes
- Le distributeur de matériel électrique toulousain TOUTELEC risque de perdre 100 postes
- Le promoteur immobilier espagnol Reyal Urbis a déposé le bilan
- Miss Espagne dépose le bilan. Il n'y aura pas de Miss Espagne dans les mois prochains parce que le promoteur était son financier
- L'usine Farcor risque de fermer à Lumbin et 22 salariés sont dans le viseur
- La coopérative maritime à Douarnenez a été placée en liquidation
- Le verrier Libbey sabre 200 salariés et délocalise une partie au Mexique
- Telecom New Zeland va licencier au moins 200 personnes
- Abbott (catheters et outils médicaux) vire 200 salariés en Irlande et 450 aux US Times
- La chaîne de grands magasins JC Penney vire 300 personnes dans son QG
- Les aciers canadiens Timet virent 77 ouvriers
- Transports Bruaux en faillite, 29 personnes licenciées
- Les 70 salariés de Daniel de Gryse, BTP, en colère. "*Ce jeudi 21 février, une cinquantaine de ces salariés en colère ont manifesté à Vervins afin de réclamer le versement de leur salaire du mois de janvier.*", lire ici le journal local La Thiérache où on apprend aussi que mr Ballade les a reçus à la préfecture...
- Confirmation: les meubles Pierson licencient 27 salariés
- Le Washington Post vire 40 journalistes et administratifs le jour de la St Valentin
- Le groupe media italien RCS ("*Corriere della Sera and of Spain's El Mundo, is also planning to sell two of its Milan offices*") vire 800 personnes
- La compagnie Air Bahrein (!!!!) immobilisée pour dettes et face au dépôt de bilan
- Woodbine, le PMU canadien, licencie 109 personnes
- Chicago, la ville d'Obama, veut fermer 129 écoles communales, plus de 1.000 enseignants se retrouveront au chômage
- L'aéroport de Bâle vire 30 personnes
- L'aéroport de Spa ... 40 personnes ?
- La grève des employés de sécurité en Allemagne s'est poursuivie vendredi, pour le 2e jour consécutif à l'aéroport de Hambourg tandis que Cologne Bonn a "*remplacé*" Düsseldorf. Près de 179 annulations de vols à Hambourg, soit environ la moitié du programme de vol.

- L'assureur polonais PZU sabre 630 Polonais
- Iberia licencie 3800 personnes
- Thomson Reuters (département Finances) vire 2500 personnes
- Westinghouse se débarasse de 665 salariés
- Après Doux, c'est Gad, l'un des principaux abatteurs de porc breton, qui se place en redressement judiciaire. Cette filiale de la Cecab (D'Aucy) emploie 1.700 salariés dans deux abattoirs, dont au moins un devrait fermer ses portes.
- Hop, hop, hop, dehors, ING vire 2400 personnes
- Barclays Bank ajoute 1200 (aux 2500 déjà annoncés) total 3700 personnes
- JP Morgan, oui la banque, vire 200 personnes en Angleterre
- La Société Générale va fermer une dizaine d'agences
- La filiale luxembourgeoise de BNP, Bgl Paribas
- La compagnie de tankers Maersk fait partir 58 naviguants
- Orange Suisse vire 140 Suisses
- Orange Pologne va virer 1700 Polonais
- Le géant de l'auto-radio Pioneer sabre 800 personnes
- Kraft Food Suisse licencie 57 personnes
- Valve informatique, 25 postes
- La chaîne de jeux video GameStop ferme 250 boutiques, 800 personnes sur le départ
- La chaîne de boutiques culture Harmonia Mudi ferme 15 boutiques en France, 40 personnes seront licenciées ("*Le chiffre d'affaires (39,7 millions d'euros) a baissé de 9% au cours des 2 dernières années.*")
- Oxbow, vêtements de surf, vire 35 personnes à Mérignac
- Carat Duchatel supprime 34 emplois en Belgique
- L'imprimerie du Basler Zeitung ferme et 72 Suisses seront mis au chômage
- Scooter Store (scooters et fauteuils handicapés) vire 100 personnes de plus après les 200 virées en septembre 2012, soit 300)
- Hudson City Savings sabre 384 personnes
- Homeward Residential Credits vire 325 salariés
- Imation (les cassettes Memorex entre autres) vire 200 personnes
- Northrop Grumann aéronautique sabre 60 personnes de plus
- Le célèbre Forrester Research sabre 30 chercheurs
- Le boulanger industriel Awrey ssabre 200 boulangers

- Symbole: La Hollande ferme son Centre Culturel à Paris, le gouvernement n'ayant plus d'argent. " *Tous les employés ont eu la surprise d'un licenciement général, malgré une volonté de leur part de faire des concessions pour que l'institut ne soit pas fermé.*"
- Huntsman Chimie supprime 63 postes sur 330
- Sovigel, découpe de viande, en Bretagne a perdu 30 personnes
- En France, l'emploi intérimaire a baissé de 8,7% en 2012,
- Zalco (anciennement Pechiney) a mis la clé à la porte (480 salariés + 130 intérim) l'été dernier

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le PS ou les aristocrates du régime passent à l'offensive au côté du gouvernement du Medef- CFDT contre la classe ouvrière.

Le palme de la duplicité, de l'hypocrisie sans fond revient logiquement au parti qui sous l'étiquette du socialisme n'a eu de cesse de le combattre depuis un siècle en se faisant le chantre de l'accord scélérat du 11 janvier 2013 qui consacre la liquidation du contrat de travail.

Le PS n'a aucune légitimité pour s'exprimer au nom de la démocratie sociale qu'il n'a eu de cesse de piétiner depuis qu'il est revenu au pouvoir.

Avec 45% d'abstention (votes blancs et nuls) PS n'a recueilli que 25% des voix des inscrits en juin 2012, il est donc ultra minoritaire dans le pays. Les syndicats CFDT-CFTC et CGC qui ont signé l'accord du 11 janvier 2013 avec le Medef sont minoritaires également au sein du mouvement ouvrier.

- Plus de 68% des Français déçus par Hollande - Le Nouvel Observateur 02.03

Cet accord antisocial concocté par et pour le patronat pour bénéficier d'une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci avec la complicité des dirigeants syndicaux, constituerait la pire régression sociale enregistrée par le prolétariat depuis plus d'un demi-siècle s'il était retranscrit dans la loi par le législateur représentant les intérêts des capitalistes.

Hollande et le PS ont maintenu en place l'ensemble des institutions dans le cadre desquelles leurs prédécesseurs n'ont eu de cesse de mener des politiques antisociales, anti-ouvrières, liberticides, réactionnaires. Etait-ce un hasard ? On s'aperçoit que non. Pourquoi, sinon parce qu'ils s'apprêtaient à poursuivre leur politique dictée par les besoins de l'oligarchie financière et les capitalistes, l'amplifier sur le modèle de celle appliquée par tous les gouvernements de l'UE.

Question : Avions-nous eu tort de caractériser le PS comme un parti capitaliste et réactionnaire et de lui refuser tout soutien ou d'avoir des rapports avec ce parti, ses dirigeants, ses cadres, ses candidats, ses élus ? Avions-nous eu tort de dénoncer et de refuser tout front unique avec ce parti profondément réactionnaire, anti-ouvrier, antisocialiste ? Les faits nous donnent raison, hélas bien tard, peut-être trop tard.

Nous avons refusé d'appeler à voter pour Hollande, nous avons refusé d'appeler à voter pour les candidats du PS en juin 2012, et nous avons mis en garde travailleurs et militants sur les illusions qu'auraient forcément accompagné un tel soutien, ainsi que ce qui les attendait, à savoir que Hollande et son gouvernement, les parlementaires du PS s'appliqueraient fort du soutien des appareils syndicaux traîtres ou jaunes qui les soutenaient à aller encore plus loin dans les attaques contre les acquis sociaux de la classe ouvrière.

C'est exactement ce qui s'est produit depuis le mois de juin 2012 avec l'adoption du TSCG, de la "règle d'or", du budget 2013 d'austérité, le blocage des salaires des fonctionnaires, le projet de loi Peillon, et maintenant cet accord patronal infâme conduisant à la liquidation du contrat de travail, avant de s'attaquer une nouvelle fois à nos retraites et à la Sécu.

Ce qu'ils appellent une «nouvelle démocratie sociale» consiste en réalité à prendre en charge les besoins des capitalistes qui représentent une minorité de parasites improductifs dans la société, et à piétiner ceux des travailleurs qui constituent la majorité de la population et produisent les richesses. Le PS partage ainsi la conception de la démocratie qu'en ont tous les dictatures qu'elles soient parlementaires ou militaires.

Il s'agit d'une escroquerie, d'une supercherie, d'une imposture qui a pour objet de renforcer la dictature du capital.

Elle intervient à l'heure où le capitalisme subit la plus gigantesque crise de son histoire qu'il est dans l'impossibilité de résoudre autrement que par la destruction de tous les acquis sociaux et politiques des masses exploitées pour finalement les réduire en esclavage ou renvoyer la civilisation humaine plusieurs siècles en arrière, à l'époque de l'Ancien régime quand la plèbe soumise ne disposait d'aucun droit politique, d'aucun moyen pour s'opposer à la dictature féodale que recourir à la violence, à une révolution sociale et politique pour conquérir son émancipation.

C'est celle-ci qui est à l'ordre du jour pour renverser le règne de la dictature du capital qui conduit l'humanité à la guerre et au chaos, à la barbarie.

Face à un Etat, ses institutions et ses partis PS-UMP-UDI-UC à la solde des banquiers et des rentiers qui nous promettent un avenir toujours pire, les travailleurs n'ont pas d'autre alternative que se rassembler dans la perspective de le renverser, former leur propre gouvernement, leur propre Etat, une République sociale où le capitalisme et ses représentants n'auront pas leur place, auront été matés, leur capacité de nuisance réduite à néant, leurs prétentions à l'impuissance.

Aujourd'hui, l'immense majorité de la population est constituée des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, du secteur public et privé, l'Etat et ses représentants leur interdisent de décider librement leur destin, ce droit légitime est bafoué, le peuple travailleur est en droit de le revendiquer, de s'en saisir, de se lever, de prendre le pouvoir pour l'imposer, il n'a pas d'autre voie que celle du socialisme pour renouer avec la paix, le progrès social et conquérir sa liberté.

Le PS a choisi le camp de la réaction, celui des ennemis mortels de la classe ouvrière, ce n'est pas nouveau, aujourd'hui il le revendique ouvertement, gare à ceux qui maintiendraient la moindre illusion sur ses intentions. Le PS s'est la voix du corporatisme qui a ouvert la voie à la guerre et au fascisme en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. au XXe siècle. Contrairement à ce qu'on a pu vous enseigner ici ou là, il n'a jamais été porteur de progrès social ou alors ce fut toujours au détriment de couches entières du prolétariat en France ou ailleurs dans le monde, parce que ces réformes étaient compatibles avec l'existence du capitalisme. Aujourd'hui, celle-ci est gravement compromise comme jamais, au point qu'il a déjà hypothéqué et consommé les richesses que les générations futures produiront, pour en s'attaquant à notre niveau de vie préparer les conditions d'exploitation et d'oppression terribles auxquelles il entend nous soumettre ainsi que les générations à venir qui devraient être réduites en esclavage, ce sont les conditions de sa survie auxquelles le PS s'est soumis volontiers parce que ce parti est organiquement lié au capital, à l'oligarchie financière, il en est aujourd'hui le porte-parole, le porte-drapeau, jusqu'en Syrie ou au Mali.

On en veut pour preuve qu'une partie de ses dirigeants ou ministres (Kouchner, Fabius, Guigou participe à la Commission Trilatérale, etc.) ont déjà participé à des réunions du groupe Bilderberg qui est l'ordonnateur de la politique du capitalisme mondial et pilote l'ensemble de ses institutions internationales, ONU, FMI, OTAN, Banque mondiale, OMC, OCDE, UE, BCE, etc. Leurs dirigeants ont parfois été nommés à la direction de ces institutions (DSK, Lamy, etc.), tandis que d'autres participent à des think-tank ultra réactionnaires ou encore sont banquiers (Attali, notamment) ou viennent de grandes banques faisant partie de la Fed... Au côté du PS figuraient dans l'Internationale social-libérale des partis de dictateurs ou tyrans africains ou d'Amérique latine. Bref, si on ajoute la colonisation et les guerres soutenues par le PS (ou la SFIO), on a là un terrible tableau de chasse dans lequel les pires réactionnaires pourraient s'y reconnaître tout à fait. Voilà le parti qu'on vous a présenté comme étant un parti ouvrier ou ayant un lien avec la classe ouvrière ce qui revient au même.

Inutile de dire que nous considérons tout rapport avec ce parti impossible. Le PS est la copie conforme du parti de l'ordre, en pire dans la mesure où il couvre ses crimes du masque du socialisme dont il est l'ennemi.

On jugera au passage le degré de décomposition ou d'opportunisme atteint par les partis ou les dirigeants syndicaux qui avaient placé leurs espoirs dans les élus du PS pour rejeter l'accord patronal du 11 janvier, en réalité tous les partis ou mouvements qui se réclament de la classe ouvrière ou du socialisme. S'adresser au PS, c'était s'adresser à notre bourreau disions-nous, avons-nous eu tort de l'affirmer ?

- Appel de 100 de parlementaires socialistes à «une nouvelle démocratie sociale» - 20minutes.fr 03.03

Une centaine de parlementaires socialistes appellent dans une tribune à favoriser l'avènement d'une «nouvelle démocratie sociale» en transcrivant notamment dans la loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord sur l'emploi conclu entre les partenaires sociaux...

(Ils parlent d'"équilibre", alors qu'il est totalement en faveur du patronat. Celui-ci est un partenaire antisocial. - Ndlr)

Après les négociations marathons entre organisations syndicales et patronales, la «sécurisation de l'emploi» arrive au coeur de la bataille parlementaire.

(La distinction entre ces organisations n'a pas lieu d'être à ce niveau-là, puisque accepter d'y participer c'était ouvrir la voie à

cet accord patronal. -Ndlr)

Donner *«une chance à la démocratie sociale dans notre pays»* (Une "chance", en réalité un cauchemar pour les travailleurs ! - Ndlr)

«L'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier entre les partenaires sociaux marque une nouvelle ère pour le dialogue social en France. Grâce à cette méthode, la démocratie s'enrichit de la participation des acteurs sociaux à notre objectif commun de lutte contre le chômage», écrivent les élus dans cette tribune à paraître dimanche dans le JDD.

(Le patronat qui a à son actif 1.000 chômeurs de plus par jour depuis 2008 aurait pour "objectif commun de lutte(r) contre le chômage", ce ne peut être que des représentants du patronat pour tenir un tel discours. -Ndlr)

«Parlementaires de la majorité, nous soutenons cette méthode parce qu'elle donne enfin une chance à la démocratie sociale dans notre pays», ajoutent les signataires parmi lesquels figurent les députés Patricia Adam, Patrick Bloche, François Brottes, Elisabeth Guigou, Christian Eckert, Catherine Lemorton ou Jean-Jacques Urvoas.

(Elisabeth Guigou est membre de la Commission Trilatérale. Non, vous n'êtes pas la majorité, 75% des électeurs n'ont pas voté pour vous ou n'ont pas voté du tout. - Ndlr)

«Cette méthode repose sur le dialogue, la concertation et la responsabilité. Nous sommes convaincus que c'est ainsi que peut être mise en mouvement la société toute entière», font-il valoir.

(Ils assument leur responsabilité, alors il faut les chasser du pouvoir ! - Ndlr)

«Aucune réforme économique ne peut s'inscrire dans la durée sans un dialogue social permanent» et *«la qualité de ce dialogue est un élément essentiel de la compétitivité du pays»*, soulignent-ils également.

(C'est le discours du Medef, du FMI ou de la BCE. -Ndlr)

«La méthode revendiquée de la négociation pose, certes, sans arrêt les questions sur le rythme des réformes et sur les concessions accordées ou les arbitrages rendus, mais elle permet de mobiliser toutes les forces et les énergies du pays pour ancrer le changement dans la durée. La culture du dialogue favorise l'accord, elle permet à chaque représentant, syndical ou patronal, de prendre ses responsabilités et de trouver des compromis», ajoutent ces parlementaires.

(A bas le dialogue social, à bas le corporatisme, on ne dialogue pas avec l'ennemi, on le combat, on le terrasse, on l'élimine ! - Ndlr)

«Rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale».

(C'est bien connu que le patronat serait légitime pour représenter et prendre en compte la "justice sociale". A bas le Medef et les capitalistes, il faut les exproprier ! - Ndlr)

Ces élus socialistes, qui disent avoir *«fait le choix de la démocratie sociale»*, expliquent ne pas avoir pour autant renoncé à leur pouvoir de parlementaires.

(Normal, leur conception de la démocratie politique va de paire avec celle qu'ils ont de la démocratie sociale qui consiste à nier ou spolier les droits politiques des travailleurs. -Ndlr)

Mais, disent-ils, *«notre pouvoir, c'est d'abord celui de respecter la voie choisie par les partenaires sociaux en transcrivant dans la Loi, sans en modifier l'équilibre, l'accord qu'ils ont conclu»*.

(La CFDT-CFTC et CGC sont minoritaire, cet accord est illégitime, il doit être abrogé. -Ndlr)

«Notre pouvoir de parlementaires, ajoutent-ils, ce sera aussi, dans les semaines qui viennent, d'encadrer les négociations à venir en application de l'accord pour peser dans le rapport de forces et rappeler au patronat les légitimes exigences de justice sociale».

(Autant dire qu'ils sont prêts à continuer leur sale boulot jusqu'au bout. Une seule réponse : Dehors, dégagez, à nous de prendre le pouvoir et vive le socialisme ! - Ndlr)

Selon eux, l'accord sur l'emploi conclu entre partenaires sociaux *«marque la naissance d'un nouveau modèle social»*. 20minutes. fr avec AFP 03.03

Complément

Je n'ai pas eu le temps de traiter l'article suivant :

- La loi sur l'emploi «*permettra de sauver immédiatement des emplois*», selon Sapin - 20minutes.fr

Ils généraliseront le travail à temps partiel qui soulagera la trésorerie des entreprises, la différence sera payée par l'Etat, via la dette, via les intérêts réglés aux marchés, la dette augmentant qui servira à faire pression sur le gouvernement pour qu'il taille davantage à la hache dans les budgets sociaux, un bon prétexte pour alimenter cette spirale sans fin.

Puis « *il portera tous ses fruits lors de la reprise de la croissance* » pour devenir « *un accélérateur à la création d'emploi* », assure le ministre, traduisez : "les fruits" ou le profit seront pour les actionnaires ou les patrons, quant à "la croissance" elle coïncidera avec la mise en oeuvre des nouvelles conditions de travail imposées aux travailleurs incluses dans cet accord infâme, la croissance de l'exploitation et de la précarité quoi.

Et les mains sales d'ajouter que : quand il songe à un plan social « *l'employeur ne pourra plus décider seul* », explique le ministre, le gouvernement et les syndicats y mettront la main à la pâte.

ACTUALITE EN TITRES

Pas suffisamment endetté

- BNP veut doper l'activité banque d'investissement en Afrique - Reuters

UE, sa vrai nature, ses contradictions, sa finalité aussi :

- Europe: un trait d'union politique entre les peuples et les marchés - Slate.fr

Décrits alors à tort comme ennemis, marchés et peuples auraient en réalité partie liée pour faire progresser conjointement l'intégration européenne.

Le début de gouvernement économique qui a été arraché devrait permettre d'éviter qu'un pays ne coule (le Mécanisme européen de stabilité) ou qu'une grande banque fasse une faillite «*systémique*» (l'union bancaire), mais il n'a résolu en rien le déficit de croissance et d'emploi. (Entre nous, le système capitaliste a dépassé depuis longtemps le stade de la faillite, endetté comme jamais... -Ndlr)

La solution qu'on peut appeler «*américaine*» et qui est soutenue par le FMI trouve de plus en plus d'adeptes. Slate.fr 03.03

C'est effectivement ce sur quoi la réaction se rassemble, ce qui lui assure une certaine cohésion. Ils ont du bol. Nous de notre côté c'est l'inverse, c'est la collaboration avec l'ennemi, la décomposition, la débâcle, la lâcheté, l'incurie politique de l'ensemble de nos dirigeants qui ont renoncé à combattre pour le socialisme.

Quel cauchemar ! Cela s'appelle aussi le marché unique transatlantique...

Le plus zélé remporte la mise, normal non.

- Comment l'Allemagne a transformé l'Europe en un désert économique - Atlantico.fr -

- Comment l'Allemagne d'Angela Merkel a tiré profit de la crise qui ravage ses voisins - Atlantico.fr -

Propagande. La réaction parle aux Français...

- Lagarde, Le Pen et NKM, les trois femmes qui comptent pour les Français - Liberation.fr

C'est Ifop qui a réalisé ce sondage pour le Journal du dimanche. Dommage, il manque Parisot !

Expropriations les banquiers, les patrons !

- Le juge Duchaine: "*Il faut frapper les criminels au portefeuille*" - L'Express.fr

[La révolution attendra encore un peu en France...](#)

- Embouteillages sur la route des vacances - LePoint.fr

[Ils se partagent les rôles](#)

- BCE: contrairement à Montebourg, Moscovici loue son "*rôle positif*" - AFP

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

[Le Figaro s'inquiète](#)

- Nétanyahou ne parvient pas à former un gouvernement - LeFigaro.fr

[Propagande. L'agresseur déguisé en victime.](#)

- Israël, victime collatérale de la guerre en Syrie - LePoint.fr

[Bof, ce n'était que des enfants !](#)

- Deux enfants tués lors d'une bavure de l'Otan en Afghanistan - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie Saoudite

La police saoudienne a arrêté vendredi 176 personnes, dont 15 femmes, qui manifestaient pour demander la libération de prisonniers islamistes à Bouraïda, dans le centre du royaume, a rapporté l'agence officielle SPA. "*Cent soixante et un hommes, accompagnés de quinze femmes, ont été arrêtés après avoir refusé de mettre fin à leur rassemblement devant le siège des services des investigations et du procureur de Bouraïda*", a indiqué tard vendredi l'agence, en citant un porte-parole de la police.

Le porte-parole a rappelé l'interdiction de manifester en Arabie saoudite et assuré que les forces de sécurité veilleraient à prévenir tout rassemblement.

Selon l'Association saoudienne pour les droits civiques et politiques (Acpra), 30 000 personnes seraient actuellement détenues dans le royaume pour appartenance à des groupes islamistes radicaux. Le Point.fr 02.03

SOCIAL

1- Portugal

Une marée humaine a déferlé samedi sur le Portugal, Lisbonne en particulier, à l'appel d'un mouvement citoyen apolitique qui a réalisé ainsi une mobilisation exceptionnelle contre les mesures d'austérité, exigées par les créanciers du pays, sous assistance financière.

"*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants.

"*Qui s'endort dans la démocratie, se réveille dans la dictature*", "*Bandits, rendez-nous notre argent*" clamait de petites

affiches. *"Aujourd'hui je suis dans la rue, demain ce sera toi"*, lisait-on sur une autre à côté d'un portrait du Premier ministre de centre-droit, Pedro Passos Coelho.

Selon le mouvement apolitique *"Que la Troïka aille se faire voir"*, organisateur des rassemblements à Lisbonne et dans une trentaine de ville du pays, quelque 500.000 personnes ont défilé dans la capitale où le cortège avait démarré au son de la chanson *"Grândola Vila Morena"*, reprise en coeur par les manifestants, la voix tendue d'émotion.

Cette chanson, fréquemment entonnée par des contestataires au passage de membres du gouvernement, est devenue le symbole de la contestation au Portugal après avoir été l'hymne de la Révolution des Oeillets de 1974 qui a permis l'instauration de la démocratie.

A la fin des manifestations elle a retenti au même moment du nord au sud du pays dans toutes les villes où des rassemblements ont eu lieu : de Porto, la grande ville du nord, où selon les organisateurs 400.000 personnes ont manifesté, à Faro la station balnéaire du sud.

En fin de soirée les autorités n'avaient communiqué aucune estimation du nombre de manifestants.

"C'est le peuple qui est souverain", une phrase correspondant à un des vers du chanteur engagé José Afonso, créateur de la chanson *"Grândola Vila Morena"*, était le principal mot d'ordre des rassemblements.

La cible principale a été l'inspirateur des mesures d'austérité du gouvernement, c'est-à-dire la *"troïka"* (UE-FMI-BCE) représentant les créanciers du Portugal, actuellement à Lisbonne pour un nouvel examen des comptes du pays.

Très actif sur les réseaux communautaires, *"Que la Troïka aille se faire voir"* a réussi samedi à rééditer son succès du 15 septembre 2012 quand il avait mobilisé à travers le pays des centaines de milliers de personnes à travers tout le pays.

"Ce genre de comptabilité n'est pas important", a toutefois estimé un des responsables du mouvement, Nuno Ramos de Almeida. *"Ce qui l'est, a-t-il dit à l'AFP, c'est que les gens s'opposent à cette politique"*, en ajoutant : *"Le gouvernement ne peut gouverner contre le peuple et je crois qu'il va tomber"*.

"Cette manifestation est un signal clair que 'la troïka' et le gouvernement sont de trop dans ce pays", a estimé de son côté le chef du Bloc de gauche (extrême-gauche) Joao Semedo.

La manifestation de samedi a ainsi donné une nouvelle dimension au mécontentement populaire contre les mesures d'austérité mises en oeuvre par le gouvernement de centre-droit, en contrepartie du plan de sauvetage international de 78 milliards d'euros accordé au Portugal en mai 2011.

A Lisbonne, le défilé a été d'autant plus important que de nombreux militants du principal syndicat portugais, la CGTP, y ont participé.

Le cortège principal a également été rejoint par plusieurs *"marées"*, c'est-à-dire autant de manifestations organisées par des enseignants, des professionnels de la santé, ou des retraités, parmi les plus touchés par les coupes budgétaires.

Même des militaires se sont joints au défilé qui s'est terminé vers 18H30 GMT face au Tage, sur la majestueuse et monumentale Place du Commerce, noire de monde. AFP 03.03

Chasser la troïka et le gouvernement, et après ? En quoi cela constitue-t-il une issue politique ? En aucune manière. Ce sont les institutions, l'Etat qu'il faut balayer pour en construire un sur ces ruines, social...

Est-ce qu'un *"mouvement citoyen apolitique"* pourrait se donner cet objectif ? Non, puisqu'il est politique. Sans une orientation politique correcte et consciente, aucun changement politique ne peut intervenir. C'est ce dont doivent se doter immédiatement les masses, un parti révolutionnaire qui les rassemble et incarne cet objectif politique : la prise du pouvoir politique, condition préalable à l'abolition des fondements du capitalisme, une fois ses institutions politiques détruites, parlement, justice, police, armée...

2- Grèce

Plus d'un millier d'enseignants du secondaire ont manifesté samedi à Athènes contre les coupes dans l'éducation et la rigueur, imposées pour la quatrième année consécutive par les créanciers de la Grèce, l'Union Européenne (UE) et le Fonds Monétaire International (FMI).

"La pauvreté est la plus grande violence", proclamait une banderole déployée devant le Parlement sur la place Syntagma, théâtre

des manifestations massives ces dernières années, a constaté l'AFP.

"*Deux étudiants morts, on nous tue*", lisait-on sur une banderole qui faisait allusion à la mort des deux étudiants jeudi à Larissa (centre) tués par des émanations d'un chauffage de fortune dans leur domicile.

En raison de la hausse des taxes sur le fioul, plusieurs ménages grecques ont dû cet hiver recourir à des solutions moins onéreuses pour se chauffer.

"*Chassons la troïka (UE-BCE-FMI), les mémorandums (mesures de rigueur) et les néonazis*", scandaient les manifestants, qui ont organisé un concert à Syntagma escortés par d'importantes forces anti-émeutes.

Le syndicat des enseignants du secondaire (Olme) a dénoncé "*la propagande*" dans les écoles des néonazis de l'Aube dorée. Ce parti a fait son apparition pour la première au parlement lors des élections en juin avec 7% des voix.

L'Olme a aussi protesté contre le projet de loi sur la fusion des établissements universitaires, le manque de chauffage dans les écoles et "*les tests d'évaluation*" des professeurs, qui seront appliqués pour la première fois cette année.

Selon l'Olme, "*ces tests ne visent qu'à supprimer des postes dans les écoles où le manque de professeurs est déjà patent*".

Cette manifestation intervient un jour avant l'arrivée dimanche à Athènes des hauts responsables de la troïka pour effectuer le contrôle régulier des comptes grecs en vue de la poursuite des versements des prêts UE-FMI à la Grèce. AFP 03.03

Certes on assiste à un mûrissement politique des masses, on serait tenté de dire que la situation est favorable à la construction du parti à condition qu'il axe son combat contre l'Etat qu'il faudra renverser...

ECONOMIE

Chypre

Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, a mis en garde contre la sortie de Chypre de la zone euro, estimant que tous les pays membres de l'Union économique et monétaire (UEM) avaient la même importance systémique.

"*Même si l'on appartient à un grand pays de l'Union européenne, il faut avoir conscience de l'importance systémique de chaque membre de la zone euro*", déclare-t-il, cité dimanche par le journal Der Spiegel.

Il adresse ainsi une critique à peine voilée à Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand, qui s'est interrogé sur l'importance systémique de Chypre, l'une des plus petites économies de la zone euro.

Wolfgang Schäuble a déclaré que la précipitation ne sera pas de mise lors de la réunion des ministres des Finances de l'Eurogroupe lundi à Bruxelles pour se pencher sur la question d'une aide financière de 17 milliards d'euros demandée par Chypre.

L'île méditerranéenne a besoin de huit à dix milliards d'euros pour recapitaliser ses banques, très exposées à la crise de la dette grecque, et sept milliards supplémentaires pour rembourser des prêts et financer des dépenses publiques.

"*Si Chypre devient insolvable de manière désordonnée, ceci entraînera vraisemblablement une sortie de la zone euro*", estime Olli Rehn.

Les dirigeants européens sont divisés sur la manière de venir en aide à Chypre, avec d'un côté un groupe emmené par l'Allemagne préconisant de faire participer ceux qui détiennent des dépôts dans les banques chypriotes au financement d'un plan de sauvetage.

D'autres Etats européens estiment qu'une telle disposition risque de conduire à un mouvement panique de retraits d'argent, ce qui ne fera qu'aggraver le problème.

L'Eurogroupe entretient une étroite concertation avec la Russie qui est intéressée au problème chypriote dans la mesure où les banques du pays détiennent de nombreux avoirs d'investisseurs russes.

Moscou envisage de prolonger un prêt à cinq ans de 2,5 milliards d'euros et l'Allemagne doute de la détermination de Nicosie à

lutter contre le blanchiment d'argent en particulier de fonds russes.

Olli Rehn a répété que la Commission européenne était opposée à un échange de dette ainsi qu'à l'imposition de pertes sur les banques chypriotes et leurs épargnants.

"Nous ne voulons pas impliquer les épargnants. Je suis persuadé que nous allons trouver une solution permettant de prendre en compte les doutes de tous les pays de la zone euro", poursuit-il.

Wolfgang Schäuble a affirmé être confiant dans la possibilité de trouver "une solution appropriée" qui, selon lui, ne sera ni facile ni sans douleur pour Chypre.

De manière générale, Olli Rehn a appelé les pays européens à poursuivre la mise en place de mesures d'austérité, au vu d'un endettement *"qui dépasse en moyenne les 90% du produit intérieur brut (PIB) dans l'Union européenne"*.

Il a notamment estimé que la France devait réfléchir aux moyens de limiter des dépenses publiques jugées excessives, estimant que la deuxième puissance économique de la zone euro avait à ce stade trop mis l'accent sur la hausse de la fiscalité au détriment de coupes dans les dépenses. Reuters 03.03

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir j'ajouterai 17 nouveaux articles.

Les pages d'accueil des différentes rubriques du site avec les articles de février ont été actualisées, j'y ai passé 3 heures et je n'ai pas terminé. Il reste les infos sociales et les vidéos à actualiser. Il faut aussi que j'ajoute les adresses des vidéos qui figuraient dans les causeries de février, ce serait dommage de les égarer.

Les articles sur le 11 septembre 2001 et la Fondation Bertelsmann du dossier consacré aux infos internationales ont été transférés dans le dossier Nouvel ordre mondial, question de cohérence.

[Un scandale qui vient à point ? A qui profite le crime, suivez le guide.](#)

Eurofins a annoncé lundi avoir atteint avec un an d'avance ses objectifs de chiffre d'affaires en signant en 2012 des revenus supérieurs à un milliard d'euros. Le spécialiste de la bioanalyse indique précise dans un communiqué qu'il entend désormais doubler son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. *"Notre prochain objectif est de doubler notre chiffre d'affaires pour atteindre deux milliards d'euros d'ici 2017, tout en atteignant et maintenant une marge d'Ebitda ajusté supérieure à 20%",* déclare Gilles Martin, le PDG du groupe, cité dans le communiqué.

"Eurofins prévoit aujourd'hui d'investir environ 500 millions d'euros en investissements d'équipement au cours des cinq prochaines années en vue de se doter des laboratoires, des technologies d'analyse et des systèmes d'information les plus modernes", souligne le groupe. A la Bourse de Paris, l'action Eurofins a clôturé vendredi à 153,90 euros. Depuis le début de l'année, le titre a gagné plus de 25% après avoir bondi de 117% en 2012. Reuters 04.03

C'est une piste ou une explication, il y en a peut-être une autre plus pertinente je n'en sais rien.

Ils voulaient peut-être aussi tester le degré de dépendance de la politique à leur propagande, cette opération serait du type manipulation psychologique des masses, peut-être en prévision d'une autre annonce plus catastrophique, une pandémie à grande échelle qu'ils auraient orchestrée de déclencher le moment venu en combinaison avec d'autres facteurs, genre effondrement de l'économie et guerre civile par exemple, ou guerre tout court, qui sait avec ces cinglés dont la détermination n'égale que leur cynisme illimité.

[Nouvelles des nantis.](#)

Selon Bercy, la fameuse taxe sur les transactions financières adoptée en août rapportera entre 600 et 800 millions d'euros en 2013, au lieu de 1,6 milliard prévu. Atlantico.fr 04.03

À propos de la crise, les bénéficiaires des entreprises du CAC40 ont reculé de 27% en 2012 par rapport à 2011 pour atteindre, en cumulé, 53 milliards d'euros. Atlantico.fr 04.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Mobilisation classe contre classe pour ou contre casser le contrat de travail.

1- Mobilisation générale contre l'accord patronal du 11 janvier

La CGT et Force ouvrière appellent à des manifestations et rassemblements partout en France mardi pour dénoncer l'accord national sur la sécurisation de l'emploi, que les deux syndicats jugent destructeur du droit du travail.

Les deux centrales ont mis de côté leur réticence historique à défilier ensemble pour entrer en résistance, avec le soutien de la FSU et de Solidaires, contre ce texte, qui sera présenté mercredi en Conseil des ministres.

Des manifestations et rassemblements sont annoncés dans 200 villes pour faire pression sur les députés et des arrêts de travail sont prévus, mais les perturbations seront a priori limitées.

Le Front de gauche compte lui participer en force à la mobilisation contre le projet signé le 11 janvier par trois centrales - CFDT, CFTC, CFE-CGC - et le patronat. Il promet une bataille à coups de centaines d'amendements. Reuters 04.03

2- Ce qu'il faut en attendre. Ils ont déjà acquis une certaine expérience en la matière en Espagne, dont les effets sont conformes à leurs objectifs.

Laissons la parole au journaliste de l'AFP qui dresse un constat et constitue un aveu :

- L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

3- L'oligarchie financière par la voix de l'agence de notation Standard and Poor's adopte l'accord du 11 janvier 2013.

Selon le Medef, la réforme saluée par l'agence financière Standard and Poor's va à la fois "*flexibiliser et sécuriser le marché du travail*". AFP 04.03

Cet accord est donc celui du Medef, donc du patronat, des agences de notation, donc de l'oligarchie financière, du PS, de l'UMP et de l'UDI qui devraient le voter, donc des partis de la réaction, auxquels il faut ajouter les syndicats jaunes ou patronaux CFDT, CFTD et CGC.

4- Le gouvernement patronal est pressé.

Le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, qui doit être présenté mercredi en conseil des ministres, sera applicable début mai, a déclaré lundi Michel Sapin.

"*Point par point, chacune des dispositions est bonne*", a déclaré lundi le ministre du Travail sur BFM TV et RMC. Reuters 04.03

Le 2 mars, comme de nombreux internautes j'imagine, j'ai reçu une lettre du Premier ministre :

Bonjour à tous,

Je m'adresse à vous aujourd'hui pour vous parler d'un sujet essentiel au redressement économique de notre pays : notre compétitivité. La compétitivité, c'est l'emploi.

Nos entreprises ont perdu en compétitivité depuis une dizaine d'années, ce qui explique l'augmentation du chômage et notre important déficit commercial.

Pour y remédier, le gouvernement a adopté les 35 mesures du Pacte de compétitivité, à la suite du rapport que m'a remis Louis Gallois.

(suivait une vidéo que je n'ai pas visionnée, dans laquelle il nous en présentait deux)

Il n'y a pas de fatalité. La France a de grands atouts, à commencer par le dynamisme de nos salariés et de nos chefs d'entreprises, grandes, moyennes ou petites.

Ensemble, nous sortirons de la crise et nous retrouverons notre place dans la compétition mondiale. Vous pouvez compter sur moi. Je compte sur vous. Fin.

Nous lui répondons que si pour être compétitif il faudrait accepter les mêmes conditions de travail, de rémunération et d'existence que dans les pays où la législation du travail est quasi inexistante, où les droits syndicaux et politique des travailleurs sont inexistantes, ce sera sans nous.

Nous estimons que dans ces conditions, c'est aux travailleurs de prendre le pouvoir politique et économique, de décider eux-mêmes leur propre destin, nous dénonçons ce droit aux capitalistes et à ses représentants politiques dont vous faites partie. La seule issue politique à la crise du capitalisme : c'est la fondation d'une République social sur les cendres de celle que vous représentez, le socialisme auquel vous êtes totalement étranger pour en être un ennemi.

Tous les partis ont reçu cette lettre. Croyez-vous qu'ils auront le courage et l'intention d'y répondre dans les mêmes termes que ceux que je viens d'employer ? Nulle illusion à avoir en la matière, ils en sont totalement incapables. Pourquoi ? Devinez ?

5- Le PS en gardien des intérêts des capitalistes.

Les parlementaires socialistes se doivent de transcrire "le plus fidèlement possible" dans la loi l'accord du 11 janvier sur l'emploi et dont un projet de loi sera présenté mercredi en Conseil des ministres, a déclaré aujourd'hui Frédérique Espagnac, porte-parole du PS. AFP 04.03

6- Les dirigeants de la CGT et de FO auront tout fait pour minimiser la mobilisation contre cet accord patronal.

Le préavis de grève déposé par la CGT et FO ne devrait pas chambouler la circulation des métros, trains, RER, tramways et autres bus en région parisienne lefigaro.fr 04.03

Les fonctionnaires ne sont pas concernés, quand ils se mobilisent c'est uniquement pour leur bout de gras, les syndicats les ont formatés ainsi, il ne faut pas en vouloir aux fonctionnaires qui ne savent même pas qu'ils ont le même employeur que leurs petits camarades du secteur privé.

7- Réactions syndicales.

- CGT. *"Dans cette négociation, très vite, le Medef a pris la main et l'a gardée"*, dénonce Thierry Lepaon, une nouvelle fois lundi dans Libération. (Quel aveu ! - Ndlr)

"D'un gouvernement de gauche, on peut tout de même attendre autre chose que ça", disait Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, la semaine dernière devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS).

"Ce serait quand même un comble qu'on soit amené à traduire le gouvernement, l'Etat français, devant des juridictions internationales au motif qu'il adopterait des textes en infraction avec les normes du droit international", ajoutait-il.

Le dirigeant cégétiste, qui avait appelé à voter François Hollande, souligne le paradoxe de devoir, moins d'un an après, *"en appeler à la mobilisation parce que les projets du gouvernement sont considérés comme néfastes"*. Reuters 04.03

- FO. *"Cet accord entérine beaucoup de mesures de flexibilité que le patronat demandait depuis longtemps. On pourra licencier beaucoup plus simplement demain"*, a regretté Jean-Claude Mailly, le dirigeant de FO, sur RMC. Reuters 04.03

- CFDT. Le patronat et la CFDT exigent que le texte soit voté en l'état et le gouvernement a prévenu qu'il n'était pas question

de toucher à l'équilibre du texte, ce que le gouvernement dit avoir fait en écrivant le projet de loi. Reuters 04.03 Parole de jaune, quoi.

8- Des réactions politiques.

- PS. "*Nous voulons respecter un accord qui est issu du dialogue social*", a dit Harlem Désir sur France Info.

Les représentants du courant "*Maintenant la gauche*" iront ainsi saluer mardi les leaders syndicaux en tête du cortège, sans toutefois défiler eux-mêmes.

- PG. "*C'est une addition de reculs sans précédent pour le monde ouvrier*", estime le président du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon, pour qui François Hollande n'imposera le texte "*qu'en violant l'opinion et les corps intermédiaires*".

- EELV. Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé dit de son côté attendre "*la présentation de la transcription de ce texte en projet de loi*".

"*Nous présenter un accord (...) minoritaire chez les salariés et le transcrire mot pour mot, je pense que ça n'a pas de réalité*", a-t-il dit sur Radio Classique et Public Sénat.

- UMP-UDI. Le gouvernement peut compter sur l'appui des groupes de l'opposition, les centristes notamment.

Le sénateur UMP Jean-Pierre Raffarin a annoncé qu'il voterait le texte et le sénateur UDI (centriste) Jean Arthuis a dit lundi sur LCI qu'il ferait "*vraisemblablement*" de même. (source : Reuters 04.03)

Quand on dit qu'ils ne défendent que leur petite boutique.

Le syndicat allemand IG Metall a demandé lundi des revalorisations salariales allant jusqu'à 5,5% dans les secteurs de la métallurgie et de la construction électrique, un chiffre inférieur à ses demandes de l'an dernier mais toujours supérieur à l'inflation.

IG Metall, qui donne traditionnellement le ton des négociations salariales en Allemagne, représente quelque 3,7 millions de travailleurs.

L'approche des élections législatives en septembre enhardit les syndicats allemands, qui espèrent des gestes politiques à l'endroit de leurs adhérents.

La semaine dernière, IG Metall avait revendiqué une revalorisation de 5,5% des salaires dans le Bade-Wurtemberg, Land pilote dans les négociations. Sa revendication se trouve maintenant étendue à tout le pays, mais le syndicat souligne que l'accord salarial ne devrait avoir qu'une durée de 12 mois en raison des incertitudes économiques. Reuters 04.03

Ouf ! Ensuite ils négocieront en sens inverse la baisse des salaires de 5,5% ou plus si affinité avec les marchés qui le réclament.

Un paradis fiscal montré en exemple.

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a estimé lundi que l'initiative suisse limitant les rémunérations abusives des patrons des sociétés cotées constituait une "*excellente expérience démocratique*" et qu'il fallait "*s'en inspirer*".

C'est "*une excellente expérience démocratique où les Suisses montrent la voie et, personnellement, je pense qu'il faut s'en inspirer*", a déclaré M. Ayrault, à la sortie d'un séminaire sur l'emploi à l'Élysée. AFP 04.03

Qu'en est-il au juste ?

- Le Parlement, qui n'avait pas donné de consigne de vote, a mis au point un contre-projet, moins réformateur et permettant d'opter pour des dérogations dans le cas des indemnités de départ.

Si le texte de M. Minder est adopté, il faudra encore attendre plus d'un an avant sa mise en oeuvre. Le gouvernement devra d'abord rédiger un projet de loi respectant les principales dispositions de l'initiative, puis la faire approuver par le Parlement. Faute de majorité, c'est le contre-projet qui entrerait directement en vigueur.

Les experts s'attendent à de longs débats, en raison de la technicité du sujet et des différents politiques, puisque seuls le Parti socialiste et les Verts ont soutenu l'initiative. AFP 03.03

C'est encore prendre les masses pour des abruties, car cette loi ne concernera que les grandes entreprises, or elles ont toutes des comptes off shore dans des paradis fiscaux et il leur sera toujours possible sous couvert de l'anonymat de distribuer autant d'argent qu'elles le voudront à leurs zélés administrateurs.

Elle ne servira en réalité qu'à justifier la stagnation ou la baisse des salaires des travailleurs, au nom de l'équité ou de l'intérêt général.

Je ne croyais pas si bien dire en apportant cette précision rédigée hier soir :

AFP 14.03 - Rupert Hoogewerf, le président et directeur de recherches de Hurun Report, estime toutefois que le nombre réel des milliardaires à travers le monde pourrait être trois fois plus élevé, alors que beaucoup d'entre eux dissimulent leur richesse. "*Certaines personnes font délibérément de leur richesse un secret car... elle est accumulée par des moyens illégaux*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse à Pékin, ajoutant que "*d'autres préfèrent simplement garder un profil bas*". (l'article est en entier dans cette page)

Propagande de l'oligarchie internationale. Au tour de la religion.

- Les Français massivement favorables à l'évolution de l'Eglise catholique - Lexpress.fr 02.03

Qui a réalisé ce sondage ?

L'Ifop de Parisot a tendance néo conservatrice, dont l'idéologie a été fondée par les sionistes, ce sont eux-mêmes qui le revendiquent, qui ont pour objectifs la destruction de tous les rapports qui existaient jusqu'à présent dans la société, sa base culturelle, d'où l'inexistence d'un ministère de la Culture aux Etats-Unis par exemple, dont la famille et les religions (en plus des syndicats et des partis ouvriers), sous couvert d'un judaïsme ou d'un catholicisme de façade exacerbé.

Qui a été appelé à s'exprimer dans ce sondage, qui ont-ils interrogés ?

L'Ifop s'est livré à une manipulation fraudeuse pour parvenir à ce résultat qu'il dévoile lui-même, cela en dit long sur leur état d'esprit qui consiste à penser qu'ils sont d'ores et déjà devenus les maîtres du monde et que plus rien ne peut leur résister, exactement comme dans tous les autres domaines si vous observez attentivement leur comportement, ils agissent ouvertement en dictateur délivré de tout complexe ou scrupule, autant dire que ce qu'ils nous font subir aujourd'hui n'est rien à côté de ce qu'ils nous ont réservé.

Je pense qu'il fallait apporter cette précision pour comprendre dans quel contexte intervient ce sondage, dans le prolongement de la liquidation d'un pape jugé par eux encore trop progressiste ou tout simplement, parce qu'ils ont décidé de passer à une nouvelle étape de leur offensive sur le plan idéologique et qu'il n'avait été élu sur cette base ou formaté dans une telle perspective.

Un paradoxe. L'église conservatrice incarne le vieux monde tel qu'on l'a connu jusqu'à nos jours. Le vieux monde où s'exprime des oppositions entre les classes, société dans laquelle des rapports quasi figés depuis des millénaires entre exploités et exploités malgré le développement des forces productives qui ont donné lieu à différents modes de production, dans le sens où les dominants ont conscience d'appartenir à une classe autant que les intérêts qui vont avec, tandis que les dominés demeurent une masse inconsciente d'elle-même, de ses droits et du destin que lui a réservé ce développement historique...

Société où l'homme incapable de saisir consciemment sa propre nature, ses rapports à son environnement, au monde, à son évolution, les a interprétés de façon déformée ou fantasmagorique ce qui a donné lieu à la naissance des différentes religions, qui au fil du temps ont inscrit parmi leurs principes un certain nombre de valeurs morales, d'obligations que devaient respecter, accomplir ou remplir leurs fidèles... Ces principes ou valeurs étaient en harmonie ou correspondaient à la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, ils constituaient un ensemble de devoirs que les uns étaient censés accomplir envers les autres, et de droits que tous devaient respecter qu'ils soient pauvres ou riches, pour faire bref.

Ainsi était codifié un ensemble de rapports quasi institutionnalisés auxquels chacun devait se soumettre, disons théoriquement, mais auxquels chacun pouvait faire référence pour rappeler à l'ordre ceux qui les enfreignaient, de telle manière qu'on pouvait avoir l'impression qu'il régnait sur terre (comme au paradis !) une sorte d'équité ou tout du monde que la société tendait vers cet idéal, de respect des uns envers les autres qui devaient empêcher toute dérive autoritaire ou barbare, bien que l'histoire jusqu'à nos jours se résume à des guerres incessantes ponctuées de périodes de paix (armées).

Aujourd'hui, il semblerait que rappeler à l'ordre les puissants qui piétinent plus que jamais ces principes et ces valeurs qu'incarnent les extraordinaires inégalités auxquelles nous assistons, soit incompatible avec l'évolution future, à court terme maintenant du capitalisme mondiale qui ne peut nous promettre comme avenir que la pire barbarie qui soit. Aussi ces principes et valeurs dont certaines sont universelles et soutenables, tandis que d'autres sont discutables ou totalement insupportables forment un tout, dont les maîtres du monde ont décidé de se débarrasser, car ils constituent à la fois un point de ralliement à la résistance de certaines couches d'exploités et l'espoir d'un monde meilleur, plus équitable sur terre et non dans les cieux qu'il faut leur oter

de l'esprit.

Le dominé doit se faire à l'idée désormais ou s'attendre demain à connaître des jours toujours pires que la veille sans aucun espoir d'amélioration et s'en contenter, s'en estimer heureux même, ce qui est incompatible avec toute forme de générosité ou de compassion telle que les religions peuvent les enseigner à leurs ouailles. Le marché, la loi du marché doit être la seule religion, la seule philosophie, la seule idée, le seul concept, le seul idéal devant laquelle nous devons nous prosterner pour assurer nos survivie misérable d'esclave. Toute autre interprétation, référence, repère, le passé, l'histoire, tout cela doit être déclaré obsolète, dépassé, inutile, toutes nos pensées doivent en être imprégnées profondément, tous nos gestes ou actes doivent y être subordonnés et ceux qui ne l'accepteraient pas seraient tout bonnement éliminés.

Pour la masse des esclaves de demain toute connaissance ou progression intellectuelle, toute élévation spirituelle, est à bannir, donc tout doit être fait pour leur interdire, toute institution qui aurait pour fonction un tel objectif doit disparaître, il en va ainsi de l'école publique, des religions, y compris l'apprentissage de l'écriture cursive (déjà aux Etats-Unis, un article de l'Associated Press, et du Washington Post relayé par *Le Figaro* du 28 novembre 2012. Tout doit être sous leur contrôle, les hommes et leurs pensées, et ne doit servir que le dessein qu'ils ont défini. Ce n'est qu'une perspective, une tendance, une orientation à laquelle ils oeuvrent quotidiennement, comme la construction de l'UE, le marché unique transatlantique, le gouvernement mondial, certes, mais personne ne niera qu'ils ont réalisé d'immense progrès dans cette voie puisqu'il n'existe plus à ce jour de partis révolutionnaires ou d'Internationale ouvrière pour s'y opposer efficacement.

On en est loin pensez-vous, pas si sûr, 45 États américains ont décidé de remplacer le stylo par le clavier et les conséquences ne se sont pas faites attendre, certains enfants ne sont même plus capables d'écrire !

- Eldra Avery doit réapprendre à ses élèves de terminale l'attaché, pour qu'ils réussissent mieux leurs examens de fin d'année. *«Ils doivent écrire trois rédactions en deux heures. Ils ont besoin d'aller vite. La plupart ont appris l'écriture cursive en CE1 et l'ont oubliée. Leur calligraphie est déplorable».*

Les dégâts sont là. Sur 32 élèves de CM1, seuls trois écrivent en attaché, note Dustin Ellis, enseignant à l'école élémentaire Big Springs, à Simi Valley en Californie. Si cela ne tenait qu'à lui, il limiterait le programme à l'apprentissage de la lecture des lettres attachées, pas à leur écriture. *«Les élèves peuvent réussir aussi bien avec les lettres d'imprimerie»*, affirme Dustin Ellis. lefigaro 28.11.12

L'homme devient ainsi esclave de la machine au point de perdre son identité, sa personnalité qui sera standardisée, il ne doit plus en avoir, le système en place remplira cette fonction et tous en seront totalement dépendant, ce qui signifie qu'au lieu d'avancer vers le règne de la liberté on va s'enfoncer un peu plus chaque jour dans celui de la nécessité au point de ne plus jamais être capable d'en sortir ni même pouvoir concevoir que cela pourrait se réaliser un jour.

Après cette longue digression revenons à notre sujet du jour.

En quoi a consisté la manipulation de l'Ifop ?

Lexpress.fr - Mais, note l'Ifop, ces résultats masquent cependant la tension entre, d'un côté, des pratiquants plus crispés sur ces sujets qu'il y a quatre ans, et de l'autre, des non-pratiquants plus nombreux à souhaiter ce changement.

Autrement dit, ils sont parvenus à ce résultat en questionnant principalement des croyants non-pratiquants pour lesquels l'évolution de l'église catholique dans le sens où le souhaitent les tenants de l'idéologie néo conservatrice les laisse indifférents de même que sa décomposition.

Attention, nous ne prenons pas la défense de l'église catholique, nous expliquons comment ils s'y prennent pour la dénaturer, la détruire en somme et pourquoi, dans quel objectif, contrairement aux catholiques genre Pierre Hillard qui en sont littéralement malades.

On pourrait donner quelques réponses contenues dans ce sondage.

- 79% des catholiques se prononcent aujourd'hui en faveur d'une évolution de la position de l'Église sur l'avortement. Quelque part c'est une bonne chose. Ils ne sont que 45% chez les catholiques pratiquants, ce qui confirme ce qui a été dit plus haut.

- 62% des catholiques qui demandent une inflexion de l'Église sur l'homosexualité. C'est une bonne chose aussi. 44% seulement chez les catholiques pratiquants.

91% soutiennent la contraception et 82%le remariage des divorcés. Une bonne chose aussi.

Bref, l'Eglise catholique est condamnée à évoluer et à disparaître si plus rien ne la distingue d'autres institutions spirituelles ou sectes

ACTUALITE EN TITRES

[Les statistiques du chômage vont commencer à baisser dans 2 mois...](#)

- Hollande: un chômeur sur 2 devra se voir proposer une formation dans les 2 mois - AFP

... et la précarité aussi

- Le cap des 10.000 emplois d'avenir est franchi - L'Expansion.com

[Le PS : le parti de l'ordre.](#)

- Les ministres rappelés à l'ordre par le Parti socialiste - LeFigaro.fr

- Aggravation des peines pour atteinte aux forces de l'ordre : une demande récurrente de la Place Beauvau LeMonde.fr -

- Atteintes aux policiers : Valls fait-il du Sarkozy ? - Le Nouvel Observateur

- Le parachutiste blessé par Merah décoré - LePoint.fr

Comment on ne vous avait pas dit que voter Hollande et PS, c'était voter Sarkozy et UMP ? Non, sans blague ?

[Populisme. Plus elles sont exploitées surtout](#)

- Plus les femmes sont instruites, moins leurs enfants ont faim, selon l'ONU - AFP

[Quand il reste 1700 milliards d'euros à éponger](#)

- Michel Barnier : les contribuables qui payent pour les banquiers, ça suffit ! - LePoint.fr

A l'entendre on croirait que c'est terminé !

[L'esclavage généralisé.](#)

- Contre la crise, une zone de libre-échange - Liberation.fr

[Quel sera le plus antisocial ? Renchérissement.](#)

- Le Guen préconise "*le passage à la retraite à 62 ans dès 2015*" - LePoint.fr

[Ils détiennent au moins des records](#)

- Liliane Bettencourt, femme la plus riche du monde - Le Nouvel Observateur

- De plus en plus de très très riches - LePoint.fr

- Le monde compte un nombre record de milliardaires, Carlos Slim toujours 1er - AFP

- 2013, année faste pour les milliardaires - Liberation.fr

- Espagne: nouveau record du nombre de chômeurs en février, à plus de 5 millions - AFP

- Près de 2,7 millions de chômeurs indemnisés en janvier, en hausse de 1,2% - L'Expansion.com

Apartheid

- Israël met en place des bus réservés aux Palestiniens - Reuters

Un fléau

- ONU: Les Etats-Unis s'attaquent au problème des... diplomates ivres - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Barack Obama a ordonné vendredi soir le gel de 85 milliards de dollars de fonds publics après l'échec d'une ultime réunion avec les chefs de file des groupes parlementaires pour tenter de dénouer la crise budgétaire.

Cette mesure automatique a été adoptée en 2011 pour pousser le Congrès à trouver un compromis sur la réduction du déficit budgétaire, mais démocrates et républicains ne sont pas parvenus à s'entendre, ce que la Maison blanche a jugé "*profondément destructeur*" pour l'économie et la sécurité nationales.

La moitié de ces coupes, qui s'appliqueront entre samedi et le 1er octobre, concerne le budget de la Défense et Chuck Hagel, nouveau numéro un du Pentagone, a estimé qu'elles allaient mettre en péril toutes les missions de l'armée américaine.

Un accord entre la Maison blanche et le Congrès peut encore permettre le déblocage des crédits gelés, mais les deux camps ne semblent pas en prendre le chemin.

De nombreuses confrontations sur les questions budgétaires ont été résolues à la dernière minute, ces dernières années, souvent sous la pression des marchés financiers. Cette fois, Wall Street n'a pas même réagi à ce nouvel épisode du psychodrame qui agite Washington depuis des mois.

L'impact immédiat devrait être très limité, mais la Maison blanche a expliqué ces derniers jours que l'ensemble des administrations seraient touchées, du contrôle aérien aux gardes-côtes en passant par l'éducation, la santé et l'immigration.

Pour sortir de l'impasse, Barack Obama exige le démantèlement de niches fiscales qui profitent essentiellement aux plus hauts revenus ainsi que l'abrogation d'exonérations accordées aux compagnies pétrolières et des avantages fiscaux des fonds de pension.

Après avoir accepté à contre coeur un alourdissement de la fiscalité dans le cadre de l'accord de décembre sur le "*mur budgétaire*", les républicains excluent quant à eux toute concession.

Comparée au budget total des Etats-Unis, qui atteint 3.700 milliards de dollars, les coupes prévues dans le cadre de cette mesure appelé "*séquestre*" représentent peu de choses. Puisque les dispositifs essentiels tels que l'assurance maladie sont à l'abri, ce sont les fonctionnaires et qui paieront le plus lourd tribut.

Avec 2,7 millions de salariés, la fonction publique est le premier employeur des Etats-Unis. Si les coupes s'appliquent pleinement, 800.000 d'entre eux verront leur heures de travail et leurs salaires diminuer entre mars et septembre.

Des notes d'information sur d'éventuelle mises en disponibilité ont d'ores et déjà été adressées au personnel de certaines agences gouvernementales et à leurs syndicats.

Près de 115.000 fonctionnaires du ministère de la Justice ont ainsi été les premiers à les recevoir. Les envois se sont multipliés vendredi lorsque la perspective d'un accord de dernière minute s'est dissipée.

Pour le Congressional Budget Office, un organe indépendant, 750.000 emplois pourraient être supprimés en 2013 dans une fonction publique qui s'apprête à se serrer la ceinture.

"Les gosses n'iront pas chez le dentiste, il se peut qu'ils n'aillent pas chez le médecin. On ne dépensera pas d'argent dans les restaurants ou les cinémas du coin", averti Paul O'Connor, président du Metal Trade Council, qui représente 2.500 salariés des chantiers navals de Kittery, dans le Maine. Reuters 02.03

On aura compris la finalité de cette mascarade : réduire le nombre et le salaire des fonctionnaires. Certes ils sont en proie à des contradictions, mais sur l'essentiel ils sont tombés d'accord.

1.2- Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a promis lundi à Ryad de continuer à renforcer l'opposition syrienne sans l'armer, tout en donnant implicitement son aval aux livraisons d'armes aux rebelles "modérés" effectuées par des pays du Golfe.

Le nouveau patron de la diplomatie américaine a aussi profité de son passage en Arabie saoudite pour réaffirmer que le temps de la diplomatie avec l'Iran pour son programme nucléaire n'était pas "infini" et pour déjeuner avec le président palestinien Mahmoud Abbas.

A Ryad, M. Kerry a rencontré séparément les ministres des Affaires étrangères de plusieurs pays du Golfe, qui avaient exprimé dimanche soir leur soutien à un règlement négocié en Syrie, mais réclamé une résolution contraignante du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Les Etats-Unis s'engagent à continuer d'oeuvrer (...) à renforcer l'opposition syrienne", a dit M. Kerry lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue saoudien, le prince Saoud Al-Fayçal.

Mais le secrétaire d'Etat, dont l'administration refuse d'armer les rebelles syriens, a répété qu'il n'y avait *"pas de garanties qu'une arme ou une autre ne puisse pas tomber pas dans de mauvaises mains"*.

Toutefois, prenant acte du fait que des armes sont envoyées aux rebelles par l'Arabie saoudite ou le Qatar, M. Kerry a expliqué que l'opposition syrienne avait *"maintenant la capacité de s'assurer que ce qui va à l'opposition modérée et légitime lui parvient effectivement"*.

Son hôte saoudien a pour sa part souligné *"le droit du peuple syrien à se défendre"* et réclamé un *"embargo sur les armes à destination du régime syrien (...) et de sa machine à tuer"*.

Les six pays arabes du Conseil de coopération du Golfe (CCG), alliés des Etats-Unis, reprochent à Washington son refus d'armer l'opposition syrienne et estiment que son attitude à l'égard de l'Iran n'est pas assez ferme.

"Pas de laps de temps infini"

Sur ce programme nucléaire iranien controversé, *"nous préférons tous les deux (les Etats-Unis et l'Arabie saoudite) le choix de la diplomatie, mais la fenêtre pour une solution diplomatique ne peut simplement pas, par définition, rester ouverte indéfiniment"*, a réaffirmé M. Kerry.

"Il n'y a pas un laps de temps infini", a-t-il martelé.

Le prince Saoud, dont le pays redoute les ambitions du voisin iranien, a dit espérer que les négociations entre l'Iran et les grandes puissances aboutiraient *"à une solution radicale"*.

M. Kerry a également déjeuné avec le président palestinien Mahmoud Abbas, arrivé la veille à Ryad. Il a précisé que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait été mis *"au courant"* de cette rencontre.

M. Kerry, qui a également rencontré le prince héritier saoudien, Salman ben Abdel Aziz, mais n'a pas été reçu par le roi Abdallah, devait poursuivre sa route lundi soir vers Abou Dhabi. AFP 03.03

1.3- Au cours de sa prochaine visite, en Israël le président américain demandera à Netanyahu de fixer un calendrier bien précis pour le retrait des sionistes des territoires occupés en Cisjordanie. C'est World Tribun qui fait état de l'intention d'Obama d'exiger aux Israéliens de préparer leur retrait de la Cisjordanie.

Selon le journal, le président Obama projette de créer un Etat palestinien dès 2014 en Cisjordanie. Obama a très clairement fait comprendre à Netanyahu que sa visite ne vise pas à organiser des spectacles devant le personnel de la presse mais qu'il veut parler de l'Iran et de l'Etat palestinien. Ceci veut dire que si Netanyahu ne met pas sur la table un plan viable pour la Palestine, c'est Obama lui-même qui va entrer en action. french.irib.ir 04.03

2- Egypte

Cinq personnes, dont deux policiers, ont été tuées dans des violences nocturnes entre des habitants et les forces de l'ordre à Port-Saïd, signe des tensions persistantes dans cette ville du nord-est de l'Egypte, qui s'ajoutent à un climat politique difficile dans le pays.

Dimanche, les manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov contre un poste de police de Port-Saïd, où une grève générale est entrée dans sa troisième semaine. La police a répondu par des tirs de gaz lacrymogène, selon un responsable de la sécurité. Le trafic des navires sur le canal de Suez n'était pas affecté par ces troubles, a précisé l'organisme chargé de gérer cet axe qui relie la Méditerranée et la mer Rouge, stratégique pour le commerce mondial.

Des heurts nocturnes se sont aussi produits au Caire, près de la place Tahrir, entre policiers et manifestants. La police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule qui s'approchait d'un hôtel de luxe sur la corniche du Nil, qui a été vandalisé en marge de heurts en février, selon un responsable de la sécurité.

Le calme était revenu sur place dans la matinée, selon des responsables.

L'Egypte a régulièrement été agitée par des violences parfois meurtrières ces derniers mois, souvent en marge de manifestations contre le président islamiste Mohamed Morsi, élu en juin, accusé d'avoir "*trahi la révolution*" et de ne pas parvenir à faire face aux problèmes économiques.

En visite dimanche en Egypte, le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est entretenu avec M. Morsi et a demandé au pays de redoubler ses efforts pour rétablir la stabilité politique et de remédier à sa profonde crise économique.

Au nord du Caire, la région du delta du Nil a aussi été le théâtre de violences avec une campagne pour la désobéissance civile dans la province de Daqahliya.

Une personne a été tuée et des dizaines d'autres blessées dans des heurts pendant le week-end entre policiers et manifestants à Mansoura, la capitale de cette province. AFP 04.03

3- Syrie

3.1- The Independant reconnaît la mort d'un premier britannique en Syrie où il combattait aux côtés des terroristes salafo wahhabites.

Le journal affirme qu'il s'agit d'un jeune de 21 ans, déjà parti en Libye, et qui s'appelle Ebrahim al Mezwaqi. "*Mezwaqi fait partie de ces 80 ressortissants britanniques qui se sont militairement engagés aux côtés des rebelles en Syrie. il a terminé en 2012 ses études à Hertfordshire et parti faire le jihad en Syrie!!*" Daily Telegraph avait déjà confirmé la présence des terroristes britanniques en Syrie mais c'est la première fois qu'un journal en précise le nombre. La Grande-Bretagne tente par tous les moyens d'obtenir une levée d'embargo sur la livraison d'armes aux terroristes en Syrie. french.irib.ir 04.03

3.2- Le membre de ma commission de l'agriculture du parlement irakien, Karim Alivi a annoncé l'intention de Bagdad de porter plainte contre la Turquie auprès de l'ONU pour avoir détourné l'eau de l'Euphrate, "*ce qui a littéralement provoqué une catastrophe agricole pour les cultivateurs des provinces irakiennes.*" la Turquie a fait ériger des barrages le long de l'Euphrate et empêche l'eau de fleuve de couler. "*Il s'agit d'un réel acte de chantage et Erdogan veut en user pour faire pression sur l'Irak*" s'est indigné le député. Le gouvernement turc fait donc chanter l'Irak comme il le fait aussi avec la Syrie! french.irib.ir 04.03

3.3- Après la Jordanie, la Turquie d'Erdogan se salit par un nouvel acte atroce : la vente aux enchères des femmes réfugiées syriennes !

C'est le numéro deux du principal parti d'opposition "*république populaire*" qui le confirme et le dénonce. "*les droits de l'homme sont bafoués dans les camps des réfugiés en Turquie où se rendent les cheikhs arabes et achètent pour une somme modique les êtres humains*" le numéro deux du parti républicain a également dénoncé le fait que le gouvernement turc autorise les "*enfants de ces camps d'être entraînés aux armes et de combattre*" selon le HCR 75% des réfugiés syriens en Turquie sont des femmes et des enfants. french.irib.ir 27.02

SOCIAL

1- Espagne

Le nombre de chômeurs en Espagne a dépassé les cinq millions de personnes en février, un record qui pourrait à nouveau être battu au cours des prochains mois, alors que le pays est plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent.

Selon les chiffres publiés lundi par le ministère espagnol de l'Emploi, la quatrième économie de la zone euro a enregistré en février 59.444 chômeurs de plus que le mois précédent (+1,19%), atteignant le chiffre historique de 5,04 millions de demandeurs d'emploi. Sur un an, les statistiques du ministère ont enregistré 328.124 chômeurs de plus, soit une progression de 6,96%.

Le nombre de personnes à la recherche d'un emploi en Espagne frôle même les 6 millions de personnes si l'on se réfère aux chiffres de l'Institut national de la statistique (INE), qui utilise une méthode de calcul distincte. Selon l'INE, qui publie des chiffres trimestriels, le pays comptait 5,97 millions de chômeurs à fin décembre, soit 26,02% de la population active, le taux le plus haut de la zone euro après la Grèce.

L'Espagne a adopté il y a un an une réforme du marché du travail qui modifie les conditions du dialogue social au sein des entreprises et rend les licenciements moins coûteux pour les employeurs, mais encourage également des alternatives aux suppressions d'emploi, telles que les accords de réduction des salaires.

Si cette réforme a contribué ces derniers mois à gonfler le nombre de chômeurs, le gouvernement estime qu'à plus long terme, ses effets seront positifs grâce aux gains de compétitivité qu'elle permettra. AFP 04.03

2- Chine

La Chine, où les nouveaux riches aiment s'afficher au volant d'une Audi ou d'une Porsche, pourrait dès 2016 dépasser les États-Unis sur le marché des voitures de luxe, selon une étude du cabinet de conseil McKinsey publiée lundi. "*Les Chinois veulent monter en gamme et désirent acheter des voitures figurant dans le haut du secteur*", a expliqué à l'AFP Sha Sha, la principale rédactrice du rapport.

L'an dernier il s'est vendu en Chine 1,25 million de voitures haut de gamme (contre 1,7 million aux USA), d'une valeur unitaire comprise entre 200.000 et 1,2 million de yuans (25.000 à 150.000 euros). Ce nombre devrait atteindre 2,25 millions de voitures en 2016 et 3 millions d'ici 2020 (contre 2,3 millions aux USA), selon l'étude de McKinsey qui ne s'intéresse pas aux véhicules "*super luxe*", encore plus chers.

Avec plus de 400.000 voitures vendues en 2012, la Chine est ainsi devenue le premier client du constructeur allemand haut de gamme Audi, filiale du groupe Volkswagen. Daimler, avec sa marque Mercedes-Benz, a de son côté annoncé en décembre dernier la création d'un nouveau poste au sein de son directoire uniquement consacré au marché chinois.

Quant à Porsche, il a enregistré en 2012 une nouvelle année record en termes de ventes, notamment grâce au dynamisme du marché chinois, où il a écoulé plus de 30.000 unités. La Chine avait déjà dépassé en 2009 les États-Unis pour devenir le premier marché automobile mondial, quelque 240 millions de véhicules étant en circulation sur les routes chinoises fin 2012. Plus largement la Chine représentera d'ici 2015 un tiers du marché mondial des produits de luxe, estimé à 175 milliards de dollars, avait déjà prédit fin 2012 McKinsey. AFP 04.03

Vive le maoïsme ! On plaint de tout coeur les maoïsmes, la réalité est décidément bien cruelle !

L'autre jour j'ai cru reconnaître le bruit du moteur d'une Porsche, autrefois adolescent j'étais mécanicien et fan de bagnoles, je n'en croyais pas mes oreilles, en une fraction de seconde je me suis retourné et j'en ai eu confirmation, en Inde... Et j'ai continué ma promenade avec mon chien sur le chemin en terre qui longe cette route à quatre voies en compagnie... de vaches errantes !

3- Colombie

Plusieurs axes routiers ont été bloqués lundi en Colombie à la suite de mouvements sociaux lancés par les producteurs de café et les chauffeurs de camions pour protester contre la baisse de leurs revenus.

Des centaines de camionneurs, appelés à manifester leur mécontentement, ont stationné leurs poids-lourds en travers des routes, afin de réclamer notamment une baisse du prix du carburant ainsi que du tarif des péages.

"*C'est une grève, un rassemblement pacifique, qui est dû à la passivité du gouvernement vis-à-vis des prix du carburant. Nous exigeons une baisse. Le prix que nous payons, c'est vraiment un plafond*", a affirmé à l'AFP Andres Villegas, responsable dans la région de Cali (sud-ouest) de l'Association colombienne des Camionneurs, qui regroupe environ 19.000 conducteurs.

"*Beaucoup de collègues arrivent seulement aujourd'hui de leur lieu d'origine et la mobilisation va s'intensifier*", a ajouté M.

Villegas, assurant que l'objectif n'était pas de "paralyser les voies". Des réunions étaient prévues lundi avec le ministère colombien des Transports.

Quelque 350.000 poids-lourds circulent en moyenne par jour en Colombie, selon la fédération nationale des transporteurs.

Déclenché par l'annonce de la hausse des prix du carburants la semaine passée, ce mouvement, suivi partiellement par la profession, survient une semaine après celui des producteurs de café qui paralysent également certains axes routiers.

Ces producteurs réclament une revalorisation de leurs revenus pour faire face à la chute des cours mondiaux du café (-35% en 2012), combinée au renchérissement du peso par rapport au dollar (+10% en 2012). La production du café, troisième poste dans les exportations, est aussi en baisse (-1% en 2012 et 12% en 2011), en raison de plusieurs saisons de pluies intenses.

Quelque 95% des 560.000 familles de cultivateurs et de récoltants de café sont de petits producteurs. Le gouvernement colombien a annoncé le week-end dernier une augmentation des subventions, jugées insuffisantes par une partie du secteur. AFP 04.03

ECONOMIE

1- Banque

Le « système bancaire de l'ombre »

Par Pascal Roussel - Une différence majeure entre le monde des entreprises et l'univers financier est le degré d'interdépendance qui lie les différents acteurs. Pour l'illustrer, imaginons un scénario purement hypothétique et supposons que le même jour, en Allemagne, la compagnie aérienne Lufthansa (120 000 employés, € 28 milliards d'actifs), le constructeur automobile BMW (100 300 employés, € 88 milliards d'actifs) et le groupe industriel ThyssenKrupp (177 350 employés, € 41 milliards d'actifs) fassent faillite. Cela signifie que le même jour, 400 000 personnes perdraient leur emploi et € 157 milliards d'actifs partiraient en fumée. Une catastrophe économique et sociale sans précédent en Allemagne avec probablement un fort impact dans les autres pays Européens et un impact nettement plus modéré dans le reste du monde.

En comparaison, si une banque systémique allemande (101 000 employés, € 2164 milliards d'actifs) devait faire faillite, le système financier dans chaque pays du monde serait entièrement paralysé.

Comment, dans un pays, la faillite d'une banque systémique peut-elle avoir de telles conséquences ? A cause de ce qu'on appelle le « système bancaire de l'ombre » (shadow banking system), dont une des composantes sont les dérivés.

Commençons par expliquer de la manière la plus simple qui soit, ce qu'est un "dérivé". Un dérivé est un pari entre deux entités. Dans la vie de tous les jours, nous faisons des paris pour spéculer sur l'avenir : « je parie avec toi, 10 euros que telle équipe de foot va gagner le prochain match ». Mais il existe également une autre forme de pari : l'assurance. Ainsi par exemple, d'une certaine manière celui qui assure sa voiture fait un pari avec sa compagnie d'assurance. La compagnie d'assurance parie que le conducteur n'aura pas d'accident et le conducteur parie le contraire. L'assureur gagne le pari et empêche la prime du conducteur, aussi longtemps que le conducteur n'a pas d'accident.

Dans le monde la finance, un dérivé est un pari entre deux entités, soit dans un but spéculatif, soit comme couverture (assurance). Observons que dans un pari, il y a toujours un gagnant qui doit payer et un perdant qui reçoit l'argent.

Imaginons une banque A qui parie avec une banque B (ou un fonds) que le dollar va se renforcer dans 3 semaines face à l'euro. Les deux banques conviennent que le gagnant empochera une somme de 1 million d'euro. Mais dans l'univers des dérivés, le montant du pari est habituellement exprimé comme un pourcentage d'un montant notionnel. Ainsi les banques A et B diront, par exemple, qu'elles parient 1% du montant notionnel de € 100,000,000 (soit € 1,000,000).

Dans cette situation, ces deux banques sont exposées à une perte de 1 million d'euro. Pour limiter ce risque, une banque peut choisir de faire le pari inverse avec une autre banque. Ainsi, par exemple, la banque A va parier 900 000 euros avec la banque C que le dollar va s'affaiblir dans 3 semaines face à l'euro. Ainsi le risque (et le gain) net de la banque A ne sera plus que de 100 000 euros.

Supposons maintenant que 3 semaines plus tard, le dollar soit plus faible face à l'euro. La banque A perd son pari avec la banque B mais le gagne avec la banque C. Elle utilisera les 900 000 euros qu'elle va recevoir de la banque C pour les donner à la banque B et rajoutera 100 000 euros qu'elle puisera dans sa trésorerie.

Naturellement il s'agit d'un exemple assez simple mais il illustre deux choses très importantes, dans le monde des dérivés :

- Il faut faire la différence entre l'exposition brute (€ 1,000,000) et nette (€ 100,000).
- L'interdépendance est considérable. Le réseau bancaire mondial forme une véritable toile d'araignée, les dérivés agissant comme une colle qui lie les banques entre elles.

Que se passe-t-il si « *l'impensable* » se produit et que la banque C ne paye pas les € 900,000 à la banque A ? Celle-ci va devoir puiser dans sa trésorerie non pas € 100,000 mais dix fois plus. Comme elle ne l'a pas anticipé, elle n'a pas mis d'argent de côté et devra donc vendre des actifs en catastrophe pour éviter, elle aussi, le redoutable défaut de paiements. Or le défaut de la banque C va inquiéter le marché et la banque A va se retrouver face à un marché fortement vendeur, ce qui rendra très difficile la vente de ses actifs à bon compte. Ce simple exemple illustre le risque majeur du monde des dérivés : le risque de défaut d'une contrepartie. Dans ce cas, l'exposition brute devient l'exposition nette !

Comment une banque se protège-t-elle contre le risque de défaut d'une autre banque ? La plupart du temps en achetant un produit dérivé « *assurance défaut de paiements* » (CDS) émis par une autre banque. C'est le serpent qui se mord la queue.

Une autre méthode de protection consiste à demander un gage à la contrepartie. Reprenons l'exemple simple ci-dessus et imaginons qu'une semaine après le début du pari, le dollar commence à s'affaiblir et donc que la banque A est bien partie pour perdre son pari. La banque B peut lui demander de « *mettre sur la table* » un gage que la banque B pourra saisir, si le jour venu la banque A fait défaut et ne peut pas payer le montant du pari. Ce gage (souvent appelé collatéral) se présente sous la forme de cash ou de titres financiers (actions, obligations). Le montant gagé est bien souvent nettement inférieur à l'enjeu du pari.

Quels sont les véritables montants en jeu (juin 2012) ?

- L'ensemble des montants notionnels est de 639,000 milliards d'USD. Cela donne une idée du marché mais ne représente pas les montants en jeu (cela correspond aux 100 millions de l'exemple ci-dessus).
- l'exposition brute est de 25,000 milliards d'USD (cela correspond au 1 million de l'exemple ci-dessus).
- l'exposition nette est de 3700 milliards d'USD (cela correspond au 100,000 de l'exemple ci-dessus) ; Le collatéral en place pour « *couvrir* » cette exposition nette est de seulement 600 milliards d'USD.

Face à ces montants et sachant que le monde des dérivés gravite autour d'une dizaine de méga-banques dans le monde, j'invite le lecteur plein de bon sens à se poser deux questions en cas de faillite d'une banque systémique :

- 1) Doit-il craindre des conséquences douloureuses pour sa propre banque et son épargne ?
- 2) Quel Etat ou quelle institution pourrait faire quoique ce soit ?

Source : http://www.bis.org/publ/otc_hy1211.pdf et <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2012/sdn1212.pdf>

Pascal Roussel, auteur de « *Divina Insidia, le Piège Divin* », chef d'unité au sein du Département des Risques Financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), le 25 février 2013. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de la BEI ou de son management. Liesi 26.02 (C'était le dernier article disponible sur ce portail -ndlr)

2- Chine

La Chine a annoncé une importante progression en 2013 de son budget militaire, qui va très probablement renforcer les inquiétudes chez ses voisins, au vu notamment des graves tensions territoriales avec Tokyo. M. Wen Jiabao doit être remplacé par Li Keqiang à la fin des travaux de l'Assemblée nationale populaire (ANP, parlement) le 17 mars.

Ce budget de la défense chinoise -deuxième plus élevé du monde mais nettement derrière celui des Etats-Unis- augmente cette année de 10,7%, à 720,2 milliards de yuans (88,8 milliards d'euros). Le Pentagone et des experts occidentaux assurent toutefois que les dépenses militaires réelles de Pékin dépassent largement ce montant. Pékin a également annoncé mardi un objectif de croissance de 7,5% de son PIB en 2013.

Interrogé mardi par l'AFP, Rick Fisher, de l'International Assessment and Strategy Center, estime ainsi que la Chine mobilise désormais plus de 300 milliards de dollars (230 milliards d'euros) pour son Armée populaire de libération (APL), la plus grande du monde avec 2,3 millions de soldats. Ceci notamment en raison du programme spatial contrôlé par les militaires et de l'entretien de son arsenal nucléaire. "*Une telle hausse à deux chiffres n'est pas surprenante*", commente de son côté Arthur

Ding, un expert de l'armée chinoise basé à Taïwan. "*La croissance économique de la Chine lui permet de soutenir une hausse à deux chiffres de son budget de défense*". lefigaro.fr 05.03

Haut de page ↗

Le 6 mars 2013

CAUSERIE

Une bonne nouvelle ici, il pleut enfin ! Oui on attendait cela depuis octobre et on n'a pas eu de mousson, c'est très grave, il y a quelques 200 millions d'habitants dans le sud de l'Inde et une moisson a sauté, le prix du riz va s'envoler. Je sais, c'est très loin de vos préoccupations.

Evidemment plus d'électricité et quand il se met à flotter, on ne sait jamais quand cela va s'arrêter, quel jour quoi.

Je n'ai pas eu le temps de mettre de nouveaux articles en ligne, ce soir si l'électricité revient. Demain si possible je mettrai en ligne le contenu du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier. J'ai réussi à le copier entièrement en réalisant 72 captures d'écran avec Corel, il me reste à raccorder les bouts, plusieurs heures de boulot ! Il n'est pas disponible sur le Net, j'ai regardé ce matin.

Quelques sujets de réflexion à creuser.

1- La notion d'effort pour progresser et comprendre, un truc avec lequel les militants et pas seulement sont fâchés, sauf qu'on n'a rien sans rien... Il faut se faire violence, c'est ingrat, chiant tout ce qu'on veut, un peu de discipline quoi, ensuite je vous garantis qu'on ne le regrette pas. C'est aussi une question d'habitude d'étudier tout au long de sa vie, c'est un plaisir aussi, non ?

2- L'économie : pas intéressant... Sauf que lorsqu'on ne comprend pas l'économie, on ne peut rien comprendre ou presque, surtout sur le plan politique, dès lors comment militer, sur quelle base, des sables mouvants, au petit bonheur la chance, les bonnes intentions sont insuffisantes hélas...

3- L'engagement politique, non merci... Sauf que l'issue à la crise du capitalisme ne peut être que politique, donc si on met de côté l'engagement politique on rame forcément dans le vide ou on brasse du vent, vous me direz qu'on a toujours l'impression de faire quelque chose ou d'être utile, cela reste à voir, on est en droit d'en douter fortement. Voyez en Italie.

4- La quantité des infos tuerait-elle la qualité du raisonnement ? C'est à croire, autrefois on parvenait à avoir une idée juste de la situation en possédant mille fois moins d'infos, à croire qu'on se creusait davantage le cerveau pour saisir le tendance ou l'orientation qui se dessinait à travers les infos qu'on possédaient... Au début du XXe siècle les analyses de Lénine était plus juste que celles de nos dirigeants, à croire qu'ils ne fonctionnent pas vraiment de la même manière ou qu'ils n'ont pas vraiment les mêmes qualités, un euphémisme !

J'ai l'impression que du fait qu'on est submergé d'infos et d'analyses, on en arrive à être saturé et ne plus se poser de questions, un peu comme si elles avaient toutes été posées.

Il y a quand un problème dans tout cela que T. Meyssan avait pointé très justement en 2002, lors de son passage à l'émission d'Ardisson, dans un registre similaire à celui que j'ai abordé : l'information, elle existe, mais elle est éparpillée, et pour comprendre la situation il faut rassembler toutes les pièces du puzzle, P. Hillard dit la même chose dans une vidéo, quelle horreur des monarchistes catholiques, qui ne disent pas que des conneries ou des saloperies, mais pour rassembler ces pièces, il faut les chercher, il faut se demander où les trouver, il faut s'être posé au préalable un tas de questions, c'est un peu comme en mathématiques, où l'on dit que la solution figure dans l'énoncé faut-il encore être capable de le lire correctement....

5- Euthanasie..... encourager ou faciliter le suicide, pourquoi pas... société tellement pourrie, qui n'y a pas pensé un jour...

6- Rendre les gosses aveugles dès la primaire en les foutant devant un écran d'ordinateur.....projet eugéniste...

- Chute de 30% des ventes de surgelés à la viande- Le Nouvel Observateur 05.03

- Boeuf peut-être que la population avait tendance à dépenser moins en achetant des produits congelés, non pas que les produits frais seraient plus chers..... des produits congelés dont les profits allaient à des traders au lieu d'atterrir dans les caisses de l'Etat sous forme de taxes par exemple..... Pourquoi faire dépendre la consommation de produits alimentaires de la population de produits frais ? Pour mieux l'affamer par la suite car ils seront limités en quantité, donc leurs prix augmenteront ?

Vous allez pensez : il est fou ce mec de se poser toutes ces questions, c'est mon côté borné, je veux savoir, comprendre ce qu'ils trament. Pour tout je me pose un tas de questions, pas vous ? Entraînez-vous, vous verrez qu'ensuite tout vous semblera d'une clareté déconcertante.

Je me suis posé toutes ces questions entre 20h hier soir et 9h ce matin, à croire que même en dormant la machine tourne à plein régime, pas celle du capitalisme, j'y ai échappé, pas entièrement, disons que je ne lui réserve pas le meilleur de moi-même et j'échappe à l'humiliation quotidienne d'un patron ou d'un petit chef qui se prend pour un dictateur. Allez, on attaque.

Au fait, ne me dites pas que Pierre Jovanovic est un réac, je suis au courant merci, un adepte de la révolution nationale si vous ne le saviez pas, je ne vous fais pas un dessin, dans son blog il a écrit récemment que les sarrazins étaient aux portes de Paris, les musulmans au Moyen-Age, bref, il en tient une sacrée couche... On s'en tape, ce qui nous intéresse ici ce sont les infos, le reste je l'éjecte.

Vous trouverez plus loin la dernière liste des charrettes qu'il a publiée. En passant, pourquoi aucun syndicat ou parti n'est capable de faire ce boulot ? Vous croyez que cela ne me fait pas chier de devoir me connecter à des blogs réacs pour obtenir des infos, et encore, j'en connais d'autres sur lesquels je n'ai pas le temps d'aller mais où je sais que figurent des infos disponibles nulle part ailleurs, oui c'est un comble, une honte pas pour nous, pour ceux dans notre camp qui ne font pas leur boulot, qu'est-ce qu'ils foutent tous ces retraités (je ne parle pas pour toi P.) des différents partis, voilà un boulot qui ne demande ni un effort physique ni un effort intellectuel ?

[Quelques infos en vrac \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

Comment, la Fed et le cartel des banquiers ce serait la même famille, non ?

REGARDEZ BIEN COMMENT LA FED ESCROQUE LE PEUPLE (ET C'EST DANS LE NEW YORK TIMES) du 4 au 8 mars 2013 : Gretchen Morgenson a levé un beau lièvre dans le New York Times où elle montre comment la Bank of America a payé la Fed (si,si) pour que celle-ci vienne témoigner en sa faveur au tribunal où elle était accusée de fraude!!!! Mais oui, chers lecteurs, nous se sommes que bien peu de choses. Quand les politiques couchent avec les banquiers... Ne vous étonnez pas qu'aucun banquier n'ait été mis en prison. Cela revient à ce que la BNP ait payé Bercy pour que celui-ci vienne témoigner en sa faveur dans une affaire de CDS pourris vendus comme l'affaire du siècle...

LES BANQUES VOLENT BIEN LA DEMOCRATIE AVEC L'AIDE DE L'ETAT. "The agreement spells out the terms of a deal in which the New York Fed received \$43 million from Bank of America's Countrywide unit. The money changed hands to settle a narrow dispute involving cash flows on several mortgage securities held by an investment vehicle, known as Maiden Lane II. That vehicle was created by the New York Fed as part of the rescue of A.I.G., which had held the Countrywide securities. The previously confidential agreement released Bank of America from all litigation claims on the securities held by Maiden Lane II. But in exchange for that \$43 million, the New York Fed did something else for Bank of America. It agreed to testify on behalf of the bank in its legal battle against A.I.G. over fraud claims.". Bravo Ben Bernake... Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, les gouvernements français et belge continueraient de renflouer les banques, non ?

LE FOUTAGE DE TETE CONTINUE: DEXIA NE PERD "QUE" 3 MILLIARDS !!!!! du 4 au 8 mars 2013 : Les Merdias, quand ils en parlent, en rajoutent une couche pour faire passer la pilule auprès du public. Nouvelle "*Perte nette de 2,9 milliards d'euros pour Dexia, une "amélioration"...* La situation s'améliore néanmoins fortement, si l'on compare à la perte de 11,6 milliards d'euros subie à l'exercice 2011". C'est autant de milliards de pris sur les impôts et non disponibles pour le bien commun social... Seuls les banquiers peuvent voler le peuple en plein jour sans avoir la police aux trousses... Avec la bénédiction des politiques.

Presque trois milliards d'euros, ce sont 362.500 Twingo neuves à 8.000 euros qui auraient pu être commandées à Renault !!!!! 362.500 voitures !!! Vous imaginez??? Et savez vous où vont ces milliards? En partie dans les comptes de la JP Morgan grâce aux swaps mortels!!! (voir plus bas) Le peuple européen est traîné dans la boue en plus d'être volé. Merci aux européistes et à Bruxelles.

PS: Belfius verse 4 millions d'euros par an au syndicat pour qu'il la boucle, merci à Mr Hardy. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Comment, le PS serait le champion des impôts et taxes, comme Obama par exemple, non ?

LES NOUVEAUX IMPOTS DU PS: SUR LE LIVRET A du 4 au 8 mars 2013 : Ah les enfoirés... Après l'idée de taxer les prestations familiales, voici que le PS veut taxer l'argent que vous avez mis sur votre Livret A... "*Le gouvernement envisage de taxer le livret A. Pour renforcer les futures recettes fiscales, le gouvernement étudie à nouveau la piste de l'épargne réglementée. Et pourrait décider de soumettre le livret A aux prélèvements sociaux. Mais pas pour tout le monde...*" Ajoutez à cela la taxe sur vos indemnités kilométriques, et bientôt une taxe de plus sur le Diesel parce qu'il est trop polluant... Rien de tel pour que la

colère s'amplifie encore plus. Ajoutez y la hausse de la TVA à 20,5% ! La TVA va passer à 20,5% juste pour payer la dette de la France créée de toutes pièces par la loi du 3 janvier 1973. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

En Espagne les militaires commencent à perdre patience.

LES GENERAUX ESPAGNOLS MENACENT LES POLITIQUES D'UN COUP D'ETAT du 4 au 8 mars 2013 : J'ai déjà rapporté ici la nervosité des militaires espagnols, bien plus préoccupés par la déliquescence de leur pays que les militaires français. "*Le pays est-il plus important que la démocratie ?*". L'un de nos lecteurs en Espagne m'a envoyé ce lien sur El Pais du 27 février. Dans une Espagne détruite par la crise et écrasée par des mesures d'austerité appliquées par un gouvernement totalement corrompu, un militaire a donné un sérieux avertissement, expliquant que l'intégrité du pays est plus importante que la démocratie, autrement dit, aucune région ne fera sécession sous prétexte de vote démocratique.

Le message est clair. Voici ce qu'il a dit et qui a été salué par un tonnerre d'applaudissements: ""Si los mecanismos de defensa del orden constitucional no funcionan, por acción u omisión, entonces...", concluyó. La única autoridad que pareció resistir su revisión constitucional fue la del Rey, convertido, como en el 23-F, en mando efectivo de las Fuerzas Armadas" ce qui vous donne, pardon pour les fautes, ""*Si les mécanismes de maintien de l'ordre constitutionnels ne fonctionnent pas, par acte ou omission, alors...*" a-t-il dit. La seule autorité qui semble résister à un examen constitutionnel est le roi, devenu, comme dans le 23-F, le commandant effectif des Forces Armées. Si Chicharro voulut être ambigu, le public lui ne l'a pas interprété de cette façon: son discours a été accueilli par une ovation debout, ponctuée par des "Bravo! Bravo!"".

TRADUISEZ: le peuple espagnol n'y verra aucun mal si l'Armée prenait le pouvoir dans le pays pour maintenir l'Espagne intègre. Le roi ne pourra qu'y souscrire et aller tuer quelques pauvres éléphants. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

Qui seront les premières victimes du consensus entre les démocrates et les républicains, devinez ?

LES US VONT SABRER 600.000 PERSONNES DU PROGRAMME FOOD TICKETS du 4 au 8 mars 2013 : L'austérité américaine va frapper. A partir de maintenant, ce seront "*600.000 food stamp recipients who will be cut from the program*". Mr Stauffer nous dit: "*Les choses sérieuses commencent aux USA: fin des allocations repas pour des centaines de milliers de personnes, diminution de l'indemnité chômage, fermeture de 100 tours de contrôle dans les aéroports, ça va valser...*". On se demande comment ces 600.000 personnes vont se nourrir... Le crime va exploser. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

[Les charrettes du 4 au 8 mars 2013 \(http://www.jovanovic.com/blog.htm\)](http://www.jovanovic.com/blog.htm)

- La fin des boulangers: 33 boulangeries en redressement ou en liquidation dans les Côtes d'Armor !!!
- Une célèbre marque de nougat de Montélimar en liquidation judiciaire, 50 emplois en attente d'un repreneur
- Biscuiterie Lor, agroalimentaire, 70 salariés
- Les stylos Waterman vivent 70 personnes... merci aux lecteurs et à Mr Videira qui nous dit: "*Suite à un propos de l'un de vos lecteurs sur le blog sur la perte de ce qui nous lie à la civilisation humaine...*"
- Magro, le groupe de distribution valaisan, qui exploite 11 supermarchés en Suisse romande (Hyper Casino, Super Casino et Distrigros), a déposé une demande de sursis concordataire auprès du Tribunal de Monthey,
- Et maintenant les éleveurs de dindes, Le Clezio et TDI, 250 personnes,
- Le Crédit Agricole va supprimer 1400 emplois... La banque prévient et prépare le personnel en utilisant le... conditionnel lire ici Reuters. Un lecteur nous dit: "*ça c'est juste pour les 4 milliards perdus et il y en a encore une quinzaine dans les tiroirs donc mais au moment où j'écris ces lignes la radio annonce que la banque plonge de 5%! Donc fermeture d'agences et licenciements supplémentaires en prévision Et cette banque fait de la pub pour nous dire que elle est locale et investit dans nos régions! On dépasse l'indécence.*"
- La Poste française n'a pas renouvelé 4.800 postes en 2012, autant de suppression de postes indirectes
- La banque JP Morgan supprime 15.500 postes dans sa branche de banque de détail et 4.500 dans la banque de Blythe
- La Rabobank va aussi licencier en masse, 6.000 postes, lire ici les Echos, merci à Damien. "*Après un recul de 20 % de son résultat 2012, la banque néerlandaise va supprimer d'ici 2016 plus de 6.000 postes*".
- La banque Goldman Sachs vire 5% de son personnel, soit 900 personnes,

- La banque Caixa va licencier 3000 personnes
- En France, 63.000 pme vont déposer le bilan en 2013
- Le secteur associé à l'automobile risque de licencier 75.000 personnes,
- Le géant australien de l'assurance QBE vire 700 salariés - Horrible POLAROID d'une région de la Belgique vu par notre lecteur sur le journal L'Avenir, liste du tribunal de commerce de Tournai.
- À Péruwelz, le propriétaire du débit de boissons "*Le Ryadh*" en la rue de Blaton a fait faillite sur avenue.
- À Tournai, les établissements Pottiez proposant de l'outillage en l'avenue de Maire ont fait avenue de faillite.
- Idem pour le conseiller en assurances Xavier Legrand au boulevard des Combattants et Erik Paillez proposant de la consultance d'entreprise dont le siège se trouvait à la rue Sainte-Catherine.
- À Bléharies, c'est l'épicerie "*L'univers alimentaire*" en la rue des Combattants qui a fait avenue de faillite.
- À Anvaing, l'agence de pub "*Graphix Media*" a aussi fait faillite sur avenue.
- Du côté de Ploegsteert, une faillite sur avenue a été prononcée à l'égard de la station-service Total.
- À Lessines, c'est le vidéoclub de la rue de l'Hôtellerie qui a mis la clé sous la porte.
- À Herseaux, c'est le café "*Le Bienvenu*" situé en la rue du Crétinier qui a fait avenue de faillite.
- Enfin, à Quevaucamps, c'est Immobilière de Quevaucamps qui a fait faillite par citation à comparaître.
- Caterpillar, BTP, annonce 1400 licenciements en Belgique
- Le surfwear Kana Beach a été liquidé à Bordeaux
- Bruckheimer games ferme
- Pim Industries, 83 salariés, industrie électronique métallique et plastique
- Devilca, 75 salariés, réservoirs pour Caterpillar.
- Renault Pugnac, 32 salariés, automobile
- La fonderie DMI, 168 salariés
- Confirmation: SFR va fermer 150 de ses boutiques
- Confirmation: le PDG de SFR a reçu presque 4 millions de parachute doré, - La banque Monte dei Paschi "*encourage*" 600 salariés à partir plus tôt que prévu et les syndicats donnent leur accord "*Banca Monte dei Paschi signs deals with unions on jobs, 660 employees to leave the Co. voluntarily*".
- Logitech vire encore, cette fois 140 personnes
- En Belgique 923 entreprises ont fait faillite en février 2013, un nouveau record
- Walor à Legé 26 suppressions de poste et délocalisation (pardon, "*colocalisation*" qu'il faut dire Maintenant) de quelques machines en Roumanie
- Delphi délocalise vers la Pologne, ce qui va entraîner près de 160 suppressions de postes en France, merci à Mr Antoine qui nous dit "*En 5 mois "officiellement" 16.000 pertes d'emploi qui vont se rajouter à tous les autres exclus.... d'autre parle de 17.000*"

"l'année 2012"

- Un sans emploi sur trois a des soucis dans sa tête
- Rythme and Hues est en faillite, minimum 200 personnes seront virées. Mr Prévot nous dit: *"Créée en 1987 elle a reçue entre autre un Oscar cette année pour Life of Pi... un collègue me rapporte que de nombreux graphistes ayant travaillé dans cette boîte entre 2011 et 2012 n'ont toujours pas été payés, alors que le réalisateur de "Life of Pi" qui n'est autre que Ang Lee a quand a lui été grassement arrosé de dollars, sans oublier que le film a engranger 470 millions de Dollars au Box Office! Il s'agit "seulement" de 200 postes dans un premier temps, mais la société compte 1400 personnes potentiellement sur un siège éjectable..."*
- J'en ai déjà parlé, mais c'est confirmé 350 graphistes virés chez Dreamworks
- Le laboratoire de Genève Addex Addex vire 37 personnes
- La province catholique de Chicago vire 75 personnes et ferme 5 écoles catholiques
- General Electric France va supprimer 200 postes
- Marvejols, l'un des mes coins favoris en France, voit la fermeture d'une pme locale, Lupus Electro
- Le magasin d'électroménager, hi-fi et multimédia Le Centre Electronique de Charleroi va être mis en liquidation, 30 salariés sur le carreau
- Confirmation de Kraft Food qui supprime des postes en Belgique
- Grand licenciement collectif chez VBH (quicaillerie) en Belgique
- Les syndicats d'Opel acceptent que Bochum ferme en 2016
- Le fabricant de glaces Belgian icecream vire 128 personnes sur 335
- La société Carolo annoncera la suppression de 850 emplois. Un nouveau coup dur pour l'industrie wallonne.
- Les pme qui fabriquent des ethylotests risquent de virer 1500 personnes
- Swissmetal: l'usine de Dornach pourrait entrer au rayon souvenirs
- Verbinnen Poultry Group vire 450 personnes
- La chaîne US Best Buy vire 450 personnes dans son QG du Minesotta
- Oubli: Cemex France (filiale du cimentier mexicain) située à Rungis sera aussi victime en partie des 1500 à 2000 suppressions de postes au niveau mondial via des externalisations des services comptables, DRH et informatique qui seront donnés à IBM
- La ville de Detroit en faillite, gestion confiée à l'Etat
- Martin Lockheed, avions militaires, vire à nouveau, cette fois 70 personnes au Texas
- Diamond Aircraft vire 150 ingénieurs
- Boeing va licencier 300 ingénieurs et ouvriers de plus à cause des soucis du 787
- Saputo annonce la fermeture de son usine en Allemagne et propose la fermeture de son usine au Royaume-Uni, environ 140 employés seront affectés
- BuzzMedia, une société qui fabrique du "buzz" pour une centaine de marques vire 50 personnes
- Vitalité health va virer 400 personnes au Canada. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITÉ DU JOUR

Un accord patronal soutenu par un gouvernement patronal, des députés patronaux, des syndicats patronaux.

Bon, compte tenu que la CGT, FO, la FSU, Solidaires, le Front de gauche, le POI, le NPA, LO et une multitude d'organisations ou groupes appelaient à la journée de mobilisation du 5 mars contre cet accord, l'ensemble représentant plus de 2,5 millions d'adhérents ou militants, alors que le nombre de manifestants éparpillés dans tout le pays a été inférieur au douzième de leurs effectifs ou moins encore puisque des travailleurs non syndiqués ou inorganisés ont participé à ces manifestations, je ne m'attarderai pas à en donner un aperçu.

Je m'attendais évidemment à ce résultat pour ne pas avoir évoqué cette journée d'action sans lendemain lors de mes dernières causeries. Il y en a marre de marcher dans leurs combines de merde, ils prennent vraiment les militants pour des abrutis, je ne fais même plus semblant, je ne peux plus, j'ai plus que ma dose, je laisse cela à ceux dont c'est apparemment la vocation, vous devinez de qui je veux parler.

Cela vous avait-il échappé que Thibault et Mailly ne demandaient pas le retrait ou le rejet de cet accord ?

Vous aurez noté au passage la discrétion de nos dirigeants sur ce point précis, leur complicité avec les appareils est totale.

- La CGT et FO, "*ne demandent pas le retrait du texte*", mais "*demandent la possibilité de pouvoir l'amender, de pouvoir le rééquilibrer éventuellement*", temporise M. Guedj, parlementaire de l'aile gauche du PS. AFP 05.03

Mais, c'est ce qu'ils font avec application !

- "*C'est aux parlementaires de faire la loi, pas au Medef*", tonne Jean-Luc Mélenchon.

Et qu'est-ce que vous croyez, ils font la loi... du Medef pour le patronat. Comment cela Mélenchon a oublié de le préciser, non, pas possible...

J'ai réalisé une sorte de revue de presse. Je n'ai pas eu le temps d'intégrer certaines déclarations

Point de vue patronal

1- UMP

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr

L'opposition apporte un soutien critique sur le projet de loi mais se fait très discrète sur la question, soucieuse de ne pas donner un satisfecit à l'exécutif - LeMonde.fr 05.03

- L'ancien ministre UMP Benoist Apparu, aujourd'hui dans l'opposition, a dit sur Radio Classique qu'il voterait "*très probablement*" le projet de loi, même s'il le juge "*trop faible*" et "*trop timide*" pour résoudre la crise du chômage. "*Une bonne partie des parlementaires du groupe UMP va voter ce texte*", a-t-il ajouté. (Reuters 05.03)

2- Patrons des PME

Un sondage TNS-Sofres pour le Conseil supérieur de l'Ordre des experts-comptables relève que 55% des patrons de PME estiment que l'accord sur l'emploi conclu le 11 janvier est plutôt une bonne chose pour les entreprises. La Tribune.fr 05.03

3- Les Echos

La négociation sur la sécurisation de l'emploi s'est achevée sur un succès inespéré. (...) l'accord constitue un évènement majeur aussi bien au regard de son contenu que sur le plan politique.

Le texte ouvre des possibilités de flexibilité pour l'emploi et d'anticipation des restructurations pour les grands groupes. L'accord majoritaire en entreprise devient le socle de référence du dialogue social. lesechos.fr 05.03

Retour en arrière, autres précisions.

(...) le gouvernement veut aller plus loin et appelle formellement à reprendre les discussions sur les accords dits de « *compétitivité* » engagés début 2012 sous l'impulsion du gouvernement Fillon. Les mots sont différents, le terme de *compétitivité* hérissant FO et la CGT, mais le principe reste le même : il s'agit de moduler le temps de travail et de faire baisser les salaires sans passer par une modification du contrat de travail, et donc sans avoir à demander l'accord individuel du salarié. lesechos.fr

4- Le contrat de travail c'est terminé ! Confirmation

- L'adaptation des salaires et du temps de travail via les accords de maintien dans l'emploi, la modification par accord majoritaire des obligations liées au PSE, la sécurisation du dispositif de mobilité interne ou la fixation de l'ordre des licenciements selon le critère de la compétence professionnelle sont incontestablement des avancées qui apportent plus de flexibilité aux entreprises. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Le pendant de la flexibilité accordée aux négriers serait plus de "*sécurité*" pour les travailleurs, il s'agirait d'un accord "*gagnant-gagnant*" (Marie-Ségolène Royal), qu'en est-il en vérité ? Admirez le cynisme :

- "*Le Medef a eu tort de clamer je ne sais quelle victoire dans cet accord*", a-t-elle déclaré sur France 2. "*Ce qui est aujourd'hui sur la table, c'est un accord gagnant-gagnant.*" (Reuters 05.03)

Quand on gagne sur toute la ligne, on ne le crie pas sur tous les toits enfin ! Quelle ordure !

- Le pendant de la flexibilité, c'est la sécurisation des parcours professionnels dont l'objectif sous-jacent est bien de maximiser les chances de ceux qui perdent leur emploi pour qu'ils en retrouvent un nouveau. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Vous avez bien lu, cet accord n'a pas pour objet de "*maximiser les chances*" des travailleurs de conserver leurs emplois, mais de retrouver un boulot une fois qu'ils ont été jetés à la rue alors qu'il y a entre 5 et 7 millions de chômeurs dans le pays.

Le dernier paragraphe est savoureux si je puis dire, dans le sens où il confirme l'ampleur de l'attaque qui est portée contre le contrat de travail. Vous avez en mémoire que je n'ai cessé de dire que cet accord scélérat scellait la fin du contrat de travail, j'ai eu un moment d'hésitation avant d'employer cette formule radicale, je me suis demandé si ce n'était pas exagéré, oui l'air de rien c'est le genre de questions que je me pose avant d'écrire, je n'écris pas n'importe quoi, et bien vous en avez ici la confirmation, la parole est à un représentant du patronat.

Nul ne se refusera à saluer un accord qui est une avancée incontestable et constitue une bonne nouvelle pour le dialogue social et l'emploi. (...) Certes, la refonte des contrats de travail ne permettra pas à elle seule d'inverser la courbe du chômage. (lecercle.lesechos.fr 05.03)

Effectivement, comme en Grèce, en Espagne et au Portugal, il va falloir que le gouvernement, celui-ci ou le prochain s'emploie à baisser le niveau de vie des masses, s'attaque violemment à celui de la classe moyenne, car c'est uniquement une fois que leur niveau de vie aura diminué de 25 à 50% qu'ils pourront imposer de nouvelles conditions de travail et de rémunération intégrant le contenu de cet accord ou sur la base de cet accord.

5- La Tribune

La Tribune - Que pensez-vous de l'accord national interprofessionnel (ANI) sur la réforme du marché du travail, conclu le 11 janvier?

Guillaume Sarkozy (délégué général de Malakoff Médéric) - Je n'en pense que du bien. latribune.fr 05.03

5- Un rappel

La presse étrangère salue l'accord [14/01/2013]

Sécurisation de l'emploi : l'OCDE salue un accord «*d'envergure*» [15/01/2013]

Comment ils subordonnent la lutte de classe des travailleurs et leur destin aux institutions de la Ve République.

S'adressez aux parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI qui sont les représentants des intérêts des capitalistes et qui n'ont

cessé d'en faire la démonstration depuis juin 2012, témoigne de la part de ceux qui entreprennent cette démarche leur propre subordination au capitalisme, démarche que nous dénonçons et combattons.

Au-delà, s'adresser à des parlementaires pour qu'ils résolvent à leur place les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, c'est les dessaisir de leur propre combat, de leur propre responsabilité, c'est leur interdire de prendre conscience qu'ils ne doivent compter que sur leur propre mobilisation, que leur destin en dépend. C'est aussi les diviser sur les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir pour le compte du patronat.

Mailly (FO Hebdo) daté du 5 mars - *"Comme je l'indiquais la semaine dernière, nous poursuivons complémentirement nos interventions auprès des groupes parlementaires."*

Finalement, elle consiste à demander aux bourreaux d'épargner leurs victimes qui n'en ont que faire. Au nom des intérêts des travailleurs cela consiste à se faire les complices de leurs bourreaux, de la part de Thibault et Mailly on ne pouvait pas s'attendre à mieux.

Dans son dernier éditorial (FO Hebdo) Mailly en rajoute une couche avec un cynisme qui égale celui de Ayrault ou Sapin, car il nous refait le coup de celui qui ignore le contenu du projet de loi qui sera présenté en Conseil des ministres dès aujourd'hui et transmis au Parlement en avril, alors que Sapin a déclaré lundi sur BFM TV et RMC que *"point par point, chacune des dispositions est bonne"* et figureraient dans ce projet de loi, Hollande et Ayrault s'y sont engagés auprès du Medef et n'ont cessé de le martelé.

Maily - *"Dès la connaissance du contenu de ce projet, nous l'analyserons et ferons connaître nos positions. "*

Alors qu'est-ce que cela signifie ? Que le 5 mars devait être sans lendemain, une journée d'action bidon comme les milliers d'autres que nous avons connues au cours des décennies précédentes. C'est pour cette raison que nous avons refusé de nous focaliser sur cette perspective contrairement à la confrérie des opportunistes réunis, POI en tête. Allons plus loin.

Cela signifie que malgré tout Mailly tout comme l'ensemble des dirigeants syndicaux vendus, il ne compte pas rompre ses relations avec le Medef et le gouvernement, qui fort de ce succès vont pouvoir tranquillement reprendre la même méthode sur la formation professionnelle, les retraites et le financement de la protection sociale ou la Sécu.

Tout le monde connaît parfaitement le contenu scélérat, antisocial, réactionnaire de ce texte, il s'agit donc pour ces lieutenants de la bourgeoisie de laisser pourrir la situation jusqu'au mois d'avril afin d'accompagner en douceur l'adoption de cette loi.

Les dernières infos.

Reuters 05.03 - Le gouvernement dit avoir fidèlement retranscrit l'accord du 11 janvier (...) et dernière provocation qui montre bien qu'au gouvernement ils connaissent parfaitement aussi les intentions des Thibault et Mailly : Il sera en vigueur le 1er mai, a assuré lundi le ministre du Travail Michel Sapin.

AFP 05.03 - Le projet de loi sur "la sécurisation de l'emploi", transcription fidèle par le gouvernement d'un accord paraphé le 11 janvier par le patronat et trois syndicats dont la CFDT, sera présenté au Conseil des ministres mercredi.

Je vous fais grâce du reste de son éditorial, dans lequel il démontrait qu'il était parfaitement au courant de la situation économique et sociale et qu'il agissait par conséquent ainsi délibérément, conformément à l'idée qu'il se fait de son mandat de représentant des capitalistes, c'est sa manière d'incarner son indépendance... vis-à-vis de la classe ouvrière. Les dirigeants du POI voteront une énième la prochaine résolution du bureau confédéral rédigé par Mailly qui entérine cette politique.

Bon, j'espère que vous ne vous attendiez pas à autre chose.

[A propos de la situation politique en Italie.](#)

1- Fabio Liberti, directeur de recherche à l'Iris chargé du suivi de divers aspects du fonctionnement et du développement de l'Union européenne, interviewé par 20 Minutes le 5 mars. Extrait.

- Une précision: le président de la République nomme le chef du gouvernement après des tractations entre les partis, l'Italie étant une république parlementaire, et non une république présidentielle comme en France. Tant que ces tractations politiques ne sont pas terminées, on ne peut tirer aucune conclusion sur ce que deviendra le gouvernement italien. Aujourd'hui, nous sommes au tout début de ces négociations politiques, et il n'y aura pas de décision avant la mi-mai. Et s'il y a un nouveau vote des Italiens, dans le cas où il y aurait une dissolution parlementaire, la formation du gouvernement n'interviendra pas avant fin juin-début juillet. En attendant, le gouvernement s'occupe des affaires courantes.

Il y a deux options. Ce pourrait être tout d'abord un gouvernement de coalition, dirigé par une figure institutionnelle, comme Anna Maria Cancellieri, ministre de l'Intérieur du gouvernement Monti, ou encore le gouverneur de la Banque italienne. Mais dans ce cas, alors que les électeurs viennent de voter pour des candidats contre le système, il est difficile de penser qu'il accepterait la figure d'un banquier. L'autre possibilité, c'est un retour au vote pour les Italiens. 20 Minutes.fr 05.03

Scénario peu probable qui aboutirait au même résultat.

2- M5S, les inconnus de Beppe Grillo - Slate.fr 03.03

Margherita Nasi, journaliste à Slate.fr. Extrait.

- Edoardo Greblo, auteur de La Filosofia di Beppe Grillo. Il Movimento 5 Stelle, évoque ces inconnus:

«Les élus M5S ne sont pas des politiques de profession et ne souhaitent pas le devenir, du moins si on croit leurs déclarations. Ils ont des professions normales – employés, techniciens, ingénieurs, professeurs, souvent précaires. Ce sont des inconnus parce qu'ils n'ont pas voulu, ou pu, participer aux talkshows politiques.»

Alberto di Majo, qui a écrit Grillo for President, parle lui aussi de *«personnes normales: ceux qu'on rencontre dans le bus ou au supermarché, des femmes au foyer, des enseignants, des employés, des petits entrepreneurs»*.

Une autre caractéristique des élus du M56 est le tropisme informatique: *«Il y a un pourcentage significatif d'ingénieurs ou consultants informatiques, voire de personnes passionnées par le Net»*, dit Alberto di Majo.

Son groupe parlementaire peut se vanter d'avoir la moyenne d'âge la plus basse: 37 ans (33 ans à la chambre des députés et 46 ans au Sénat).

Quant aux orientations politiques de ces élus M56, elles sont variées. Alberto di Majo évoque *«une grande partie de personnes proches de la gauche, de partis comme le PD, Italie des Valeurs, Gauche Ecologie Liberté ou Refondation Communiste; mais aussi des gens proches de Berlusconi tout comme de la Ligue du Nord»*. Roberto Castiglioni, maire M5S de Sarego (province de Vicence) par exemple est un ancien militant de la Ligue du Nord. Alors même que le M5S exploite de nombreuses idées traditionnellement de gauche... Slate.fr 03.03

Cet article se poursuivait en expliquant qu'en devant s'intégrer aux rouages des institutions, à défaut de les liquider, c'est moi qui le précise, ces élus risquent de s'y adapter pour finalement ressembler à ceux qu'ils ont critiqués et qu'ils ont remplacés.

Bref, il y a une grande part d'aventurisme et encore plus d'inconscience dans cette expérience qui risque de leur coûter très cher à l'arrivée, face aux rouages de l'Etat auxquels est liée la classe dominante ils vont se faire récupérer ou broyer à un moment ou un autre. Il n'y a pas de place en politique pour le sentimentalisme, le romantisme ou les bonnes intentions déconnectés de la réalité, ils vont rapidement l'apprendre à leurs dépens, c'est une certitude.

Selon les dernières infos, le masque serait déjà en train de tomber, sur son blog Beppe Grillo envisage la formation d'un cabinet *«technique»*. Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. (lefigaro.fr 05.03)

3- Le président Giorgio Napolitano pourrait désigner un nouveau gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique dans laquelle se trouve l'Italie depuis les élections qui n'ont pas permis de dégager une majorité parlementaire stable.

Alors que Beppe Grillo, leader du mouvement anti-système et populiste 5 Etoiles (M5S), se montre intraitable dans son refus de collaborer avec les partis traditionnels, Napolitano préfère donner du temps au temps.

Le chef de l'Etat a indiqué mardi ne pas vouloir précipiter le processus de consultation et a indiqué ne pas pouvoir avancer la date d'ouverture de la session du Parlement fixée au 15 mars.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens. Reuters 05.03

4- En attendant, Monti est toujours aux commandes, bien qu'illégitime et sorti laminé de ces élections, il pourrait passer le témoin à un de ses semblables, le dénouement au point n°5.

Dans la configuration actuelle, c'est le M5S, grand vainqueur d'élections marquées par une poussée de fièvre contestataire, qui détient la clé d'une solution.

Bersani a bien lancé des appels à la raison mais Grillo, dont le mouvement dispose de 163 élus, tous nouveaux venus en politique, refuse de passer une quelconque alliance.

L'ancien comique a consulté ses parlementaires et a écarté l'option d'un gouvernement de techniciens pour succéder à celui de Mario Monti, l'ex-commissaire européen nommée en novembre 2011 pour engager l'Italie dans une politique d'austérité.

A moins de s'allier dans un cabinet d'union nationale, gauche et droite ont besoin de l'appoint du mouvement populiste 5 Etoiles pour contrôler la chambre haute.

Le Parti démocrate a écarté l'idée d'une alliance avec Berlusconi et a prévu de se réunir mercredi pour discuter d'un programme de réformes envisageables et examiner les prochaines étapes avant l'ouverture de la session parlementaire.

Vito Crimi, désigné lundi président du groupe M5S au Sénat, a confirmé qu'il n'était pas question de voter la confiance à une formation politique traditionnelle, ni de soutenir un gouvernement technocratique.

L'ambition du M5S est de diriger lui-même le gouvernement, a-t-il expliqué, mardi.

Pour l'instant, Mario Monti qui a été désavoué par les électeurs, assure la gestion des affaires courantes à la tête du gouvernement sortant mais la situation est observée avec attention par les Européens.

Lundi, les ministres des Finances de l'Eurogroupe réunis à Bruxelles se sont dit optimistes et confiants de voir le prochain gouvernement italien assumer ses responsabilités en matière de rigueur budgétaire au sein de la zone euro. Reuters 05.03

En réalité, le gouvernement de "*techniciens*" présidé par Mario Monti était déjà un gouvernement de crise, non ? N'ont-ils pas réussi à s'en sortir après le départ de Berlusconi ?

En lisant les commentaires ici ou là, on a l'impression que l'analyse politique se réduit à l'interprétation du jeu ou des manœuvres institutionnelles, témoignant ainsi que leurs auteurs se prosternent devant les institutions, la légalité, pour finalement être incapables de proposer une issue politique en rupture avec ces institutions qu'ils refusent par ailleurs de placer au centre de leur combat politique, ceci expliquant cela.

5- Une semaine après son succès lors des élections générales italiennes, l'humoriste Beppe Grillo commence à se dévoiler.

Sur son blog, il vient de se déclarer «opposé à tout gouvernement comprenant des partis politiques» et envisage la formation d'un cabinet «*technique*». Pour le diriger, il a même avancé le nom de Corrado Passera, qui fut au cours des derniers mois ministre du Développement économique au sein du gouvernement Monti. lefigaro.fr 05.03

ACTUALITE EN TITRES

[Ah ben alors, mon grand dadais, encore une crise politique !](#)

- Belgique: démission du ministre des Finances - AFP

A ceux qui passent le temps en s'en gargariser, pour qui le capitalisme, les institutions vont s'écrouler demain matin, ou pour qui la révolution frappait à la porte au début des années 80 depuis quelques décennies. Pas bol, toutes leurs analyses étaient foireuses !

Au fait, ils ont déjà trouvé un remplaçant...

[Le piège de la bulle](#)

- Les taux d'intérêt immobiliers touchent un nouveau plus bas historique - L'Expansion.com

[Ils ont de quoi se réjouir.](#)

- A Wall Street, le Dow Jones bat son record historique - L'Expansion.com

- Les principales Bourses européennes clôturent en forte hausse - Reuters

- L'UE donne son feu vert au contrôle des budgets nationaux - LePoint.fr

- L'UE se donne du temps pour plafonner les bonus bancaires - Liberation.fr

[Ils y sont intégrés, ils y sont chez eux !](#)

- "*Ne chassons pas les lobbies de l'Assemblée nationale, intégrons-les aux débats dans la transparence*" - L'Express.fr

[Demandez la suite du programme !](#)

- Retraites : comment le gouvernement prépare un nouveau tour de vis - LePoint.fr

La France doit trouver de l'argent. Accélération de la réforme de 2010, désindexation des pensions : les propositions fleurissent, même au PS. - LePoint.fr

- L'exécutif prépare une nouvelle cure d'austérité pour 2014 - LeMonde.fr

Vous n'avez pas remarqué qu'en Grèce, en Espagne et Portugal les travailleurs descendent dans la rue par centaines de milliers mais pas en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne. A croire qu'ils sont mieux lotis. Cela confirme qu'il faudra que la majorité des masses exploitées soient prises à la gorge pour se soulever, sinon pas de révolution, comme quoi rien n'a changé sur ce plan-là depuis un siècle ou davantage.

Donc nous ne larmerons pas sur les malheurs qui nous accablent comme le font nos dirigeants qui finalement s'accommodent très bien du capitalisme ou n'ont rien compris au processus dialectique de la lutte des classes. Nous aurons nos martyrs, nos sacrifiés sur l'autel du combat pour notre émancipation et le socialisme, c'est aussi l'une des conditions pour vaincre notre ennemi.

Comme disait Marx, plus ils taperont sur la classe plus elle sera poussée à se mobiliser pour chercher une issue, allez-y frapper, frapper plus fort disait-il en s'adressant à Bismarck, force est de constater que là aussi Marx avait raison. Lui (et Engels), il connaissait la nature humaine, ses faiblesses et ses qualités, nos dirigeants non. Si besoin était, nous dirions qu'on a là la preuve que le fil du marxisme a été rompu le 20 août 1940 et que depuis on n'a jamais réussi à renouer avec lui.

[Trois confirmations \(en référence à nos précédentes causeries et affirmations\).](#)

1- Un milliardaire à la fortune sous-évaluée éreinte Forbes - Le Nouvel Observateur

Le prince Alwaleed bin Talal est crédité d'une fortune de 20 milliards de dollars alors qu'il estime sa fortune personnelle à 29,6 milliards de dollars. lesechos.fr 05.03

2- La prospection offshore en Birmanie ouverte aux sociétés 100% étrangères - AFP

3- Victimes collatérales : en visant les grosses banques, la nouvelle réglementation américaine tue surtout les petites - Atlantico.fr

[Après l'Etat corrompu, mafieux, guerrier, terroriste, assassin, et maintenant l'Etat maquereau.](#)

- Quand le Pôle emploi allemand propose de devenir escort-girl - Le Nouvel Observateur

Question : Le Pôle emploi allemand ira-t-il jusqu'à radier les femmes qui refuseront de répondre à cette proposition d'un goût plus que douteux, comment dire, ordurier ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

Le président vénézuélien Hugo Chavez est décédé mardi à Caracas à 58 ans des suites d'un cancer diagnostiqué en juin 2011, mettant un point final à 14 années de pouvoir sans partage et laissant le pays aux mains de son vice-président Nicolas Maduro en vue d'élections anticipées prévues d'ici 30 jours.

Le ministre des Affaires étrangères Elias Jaua a confirmé dans la soirée que M. Maduro serait président pendant l'intérim et qu'un scrutin présidentiel serait organisé dans les 30 jours, conformément aux instructions du président. Sur la transition, les interprétations de la Constitution divergent entre le gouvernement et certains opposants qui réclament un intérim du président de l'Assemblée nationale Diosdado Cabello et non du vice-président.

Peu après l'annonce du décès de Hugo Chavez, la capitale a plongé dans un silence pesant. De nombreux commerces et l'ensemble des transports publics ont immédiatement cessé de fonctionner alors que des centaines de partisans du "comandante", visiblement incrédules, sont spontanément sortis dans la rue.

Devant l'hôpital militaire de Caracas où il était soigné, plusieurs centaines de personnes ont improvisé une manifestation, brandissant des portraits du président et chantant des slogans à sa gloire. "*Chavez au panthéon!*", "*Nous sommes tous Chavez!*", scandaient certains.

Après avoir annoncé le décès du président, M. Maduro a lancé plusieurs appels au calme et annoncé que l'armée et la police avaient été déployées dans le pays "*pour accompagner et protéger notre peuple et garantir la paix*". Peu après, le ministre de la Défense Diego Molero, accompagné de plusieurs hauts-gradés, a assuré que les forces armées restaient "*unies pour respecter et faire respecter la Constitution*".

Un haut responsable militaire, le général Wilmer Barrientos, a assuré une heure plus tard que la "*pleine normalité*" régnait dans le pays aux plus importantes réserves mondiales de brut.

Vainqueur de toutes les élections auxquelles il était candidat depuis son arrivée au pouvoir en 1999, Hugo Chavez est mort alors qu'il avait été réélu pour un nouveau mandat de six ans, le 7 octobre 2012. AFP 05.03

SOCIAL

1- Grèce

Quelques milliers d'agriculteurs ont manifesté mardi dans le centre d'Athènes à l'appel du parti communiste KKE contre un tour de vis fiscal et l'augmentation de leurs coûts de production, a constaté l'AFP.

Le rassemblement, devant le ministère de l'Agriculture, intervient après plus d'un mois de mobilisation paysanne dans le centre agricole du pays, qui n'a pas fait reculer le gouvernement, tandis que la police anti-émeutes est intervenue à plusieurs reprises pour empêcher des barrages routiers.

"*Le gouvernement ne nous a rien donné, n'a rien cédé pour nous aider à être compétitifs*", a lancé à la foule Pantélis Moschos, président de l'association des maraîchers de Grèce.

Les protestataires, qui devaient défiler jusqu'au parlement, contestent notamment les hausses des prix de l'électricité et des taxes frappant le fioul, et de récentes mesures durcissant leur régime fiscal et de retraites.

"*Nous ne demandons pas la charité, mais que nos retraites soient protégées, pour ne pas être réduits à la mendicité*", a affirmé à l'AFP un producteur crétois, Iannis Psarakis, 56 ans. AFP 05.03

2- Bulgarie

Les mineurs, les cheminots et les ouvriers des centrales électriques ont défilé mardi à Sofia pour protester contre des

coupes salariales envisagées dans leurs secteurs, qui viennent s'ajouter aux manifestations de rues qui ont renversé le gouvernement en février.

Aucun parti ne semble en mesure de remporter une majorité claire lors du prochain scrutin. Le Premier ministre ayant souhaité ne pas vouloir participer au prochain gouvernement, une nouvelle coalition sera difficile à mettre sur pied et de nouvelles élections pourraient être organisées pour sortir de l'impasse politique.

Le chef de l'Etat, le président Rosen Plevneliev, a annoncé la création d'un comité consultatif de 35 membres chargé de conseiller le futur gouvernement intérimaire et de représenter les intérêts de la population. Reuters 05.03

ECONOMIE

Roumanie

Après Florange en France, Liège en Belgique, la sidérurgie européenne souffre d'une nouvelle plaie ouverte: en Roumanie, la vente expéditive par le géant russe de l'acier Mechel de cinq unités pour 52 euros à une société quasi inconnue menace des milliers d'emplois.

Mechel, détenu par l'homme d'affaires russe Igor Ziouzine, a vendu cinq usines réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 850 millions d'euros à Invest Nikarom, société déficitaire spécialisée dans le commerce d'équipements qui compte à peine trois salariés et un chiffre d'affaires de 340.000 euros.

Les quelque 4.000 salariés ont appris la vente par la presse.

La production sidérurgique roumaine a chuté de cinq à trois millions de tonnes entre 2008 et 2012. 10.000 emplois ont disparu.

Même si les usines Mechel en Roumanie, dont la production est suspendue depuis décembre, accumulaient des pertes de dizaines de millions d'euros, *"la transaction soulève des questions car la société Nikarom n'a pas la puissance financière pour faire repartir ces combinats"*, souligne le quotidien économique Ziarul Financiar.

Les annonces du ministre de l'Economie roumain, Varujan Vosganian, indiquant que Nikarom compte faire repartir l'activité le 10 mars à Targoviste et Buzau n'ont pas réussi à rassurer.

D'autant que le flou demeure sur le sort de Campia Turzii et Braila, déjà rongées par des vagues de licenciements.

"Nous craignons qu'Invest Nikarom soit un paravent qui permette à Mechel de licencier à la pelle puis de démembrer les usines pour vendre de la ferraille comme ils ont commencé à le faire sans assumer aucune responsabilité sociale", indique à l'AFP Constantin Iarca, chef de file du syndicat Metal 94 au laminoir de Braila.

Invest Nikarom est contrôlé par Viktor et Svetalana Chumakov, les parents de la représentante de Mechel en Roumanie.

A Braila, un laminoir qui a livré dans le monde entier des produits métallurgiques de pointe pour les chantiers navals depuis 1920, ne compte plus que 380 employés contre 600 en 2011.

"Comment je me sens? Comme un homme qui craint de perdre l'emploi qu'il a depuis 33 ans et qui ne sait pas de quoi sera fait demain. A 55 ans qui voudra m'engager?", confie à l'AFP Gheorghe Serbanescu, un ouvrier qui s'inquiète de ne plus pouvoir payer les études de sa fille.

Son collègue Victor Mazilu, 56 ans, entré lui aussi au laminoir en 1980, partage la même angoisse.

"On ne touche pas nos salaires à temps alors que les échéances des prêts, les factures de chauffage ne peuvent pas attendre", souligne-t-il.

L'entretien se fait dans un café, la direction refusant l'accès aux locaux syndicaux.

De Braila à Campia Turzii, syndicats et salariés dénoncent une volonté de Mechel de *"couler"* les usines.

"Nous pouvions être rentables mais Mechel a fait porter les pertes sur le laminoir: les matières premières étaient achetées à une filiale, Mechel Services, à un prix plus élevé que sur le marché puis ce que nous produisions était acheté par une autre filiale de Mechel, Mechel Trading, à un prix sous évalué avant d'être revendu", dénonce M. Iarca.

"La préfecture, le maire, les responsables politiques répondent que c'est une affaire privée", regrette M. Serbanescu.

Une réponse également donnée par le Premier ministre social-démocrate, Victor Ponta.

Pour M. Iarca, les autorités devraient toutefois vérifier le respect des contrats de privatisation, signés avec des promesses mirifiques dans les années 2000 mais aussi sanctionner les violations des obligations sociales comme le droit à l'information des salariés.

Malgré le chômage technique, M. Serbanescu se rend tous les jours au laminoir: "c'est plus fort que moi, il faut que j'y aille. J'espère qu'un investisseur sérieux viendra car nous sommes prêts à travailler". AFP 05.03

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mars 2013

CAUSERIE

Hier soir pour préparer la mise en forme du projet de loi retranscrivant l'accord patronal du 11 janvier, sans parler des 30 minutes que j'ai mis à charger chaque page, parfois par morceaux de page, c'était un truc complètement tordu, j'y ai passé 3h30, donc 4 heures au total, au point de m'en fatiguer les yeux et en sortir exténué sur les coups de minuit.

Ensuite, je n'ai pas pu dormir de la nuit et je me suis résolu à me lever à 5 heures, entre 11 heures et midi j'ai fait un somme, donc j'ai actualisé au minimum le site. Ce soir j'irai me coucher après manger pour récupérer. Bon, ce n'est pas une vie.

J'ai quand même pris le temps d'ajouter une vingtaine de nouveaux documents, sans les lire, pas le temps.

Quand on nous parle du capitalisme on nous vante volontiers ses bienfaits et on passe sous silence ou on sous-estime ses méfaits, on les oublie, l'homme a souvent le vilain défaut d'avoir une mémoire particulièrement sélective. Il en va ainsi de tous les chefs d'Etat, toute ressemblance avec l'un d'entre eux en particulier ne serait que pure coïncidence.

Bon, à 58 ans je suis claqué, à demain... peut-être !

[Comment ils maquillent la réalité pour justifier leur politique.](#)

Informations ouvrières n°241, hebdomadaire du POI.

Avant de lire cet article vous pouvez lire ceux de l'Actualité du jour ou le relire ensuite.

- "Le 5 mars, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester dans tout le pays contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDT du 11 janvier sur la flexibilité."

Faux, ils appelaient à manifester contre la transposition dans la loi de l'accord Medef-CFDT du 11 janvier telle qu'il figure dans le projet de loi, mais non contre l'accord lui-même qu'ils n'ont appelé au rejet ou au retrait, mieux, ils espèrent toujours que les parlementaires vont l'améliorer.

Donc en réalité, les confédérations FO et CGT appelaient à manifester le 5 mars pour que les parlementaires du PS, de l'UMP et de l'UDI, puisque ces trois formations ont déjà fait savoir qu'elles voteraient cette loi, veuillent bien se placer au côté des travailleurs pour revoir cet accord, autant demander à la main du bourreau qui a signé l'arrêt de mort du contrat de travail de bien vouloir revoir sa copie ou l'épargner.

On baigne décidément en plein surréalisme.

- Yan Legoff : "Le gouvernement, affaibli mais tenaillé par les exigences du capital financier, va droit au choc. Pour le conjurer, ils misaient sur un « compromis historique ». Mais pour l'instant, il n'y en a pas."

Vraiment ? Vérifions-le en reprenant le scénario à zéro.

- Pendant trois mois les 5 syndicats se livrent à de pseudo négociations avec le patronat sachant pertinemment quelle en sera l'issue. Durant toute cette période, ils feignent de n'en rien savoir et refusent de mobiliser contre un accord qui s'annonce dévastateur pour le droit du travail, évidemment ils refusent de rompre leurs relations avec le Medef. Ils vont prétendre qu'il faut attendre de voir ce qu'il en sortira pour passer à l'action si nécessaire.

- Le couperet tombe le 11 janvier 2013, et conformément au scénario habituel les uns signent cet accord et les autres non, l'essentiel étant qu'il existe et que dès lors il se trouve suffisamment de syndicats pour le signer, c'est chose faite.

- Pendant près de deux mois, les deux syndicats non signataires ne vont pas davantage mobiliser contre cet accord, ils attendront la dernière ligne droite, une dizaine de jours avant que cet accord soit transmis au Conseil des ministres pour appeler à une journée d'action, le 5 mars, sans appeler à une journée de grève nationale ni même à une manifestation centrale à Paris.

Ils se seront donc employés à faire en sorte que la colère des travailleurs et des militants qui étaient palpables dès le 11 janvier au soir retombe au cours de ces deux mois, tandis que les uns et les autres multiplieront les manoeuvres, petites phrases, le double langage ambigu habituel qui a le don de décourager et de diviser, bref ils ont fait en sorte de laisser pourrir la situation pour que la mobilisation du 5 mars soit la plus faible possible, pari réussi.

- Dès le 5 mars, donc sans perdre de temps, Mailly de son côté annonce qu'il va falloir prendre le temps d'examiner le projet de loi du gouvernement, il n'en connaîtrait pas la teneur voyez-vous, pas de bol, dès le lendemain je le trouverai sur le portail des Echos et je le mettrai en ligne dans la soirée.

- Le gouvernement semble pressé mais pas tant que cela puisque ce projet de loi ne sera présenté au Parlement que dans un mois environ, en avril, ce qui veut dire qu'il va encore s'écouler un mois, le temps nécessaire pour que la mobilisation même faible qui s'est exprimée le 5 mars tombe un peu plus bas, du coup on peut prédire que Thibault et Mailly vont attendre d'être fixés sur la date où le projet de loi sera présenté au Parlement pour appeler à une nouvelle journée de mobilisation la veille.

Avec un peu de chance, cela tombera la veille ou en pleines vacances scolaires, ainsi ils pourront justifier la faible mobilisation, eux n'y seront évidemment pour rien, ainsi la boucle sera bouclée.

Vous voyez, j'aurais pu faire carrière à la CGT ou à FO... comme mes petits camarades, fastoche, non ?

Bien entendu, on ne peut être que satisfait que l'unité se réalise entre syndicats et partis ouvriers luttant contre le patronat et le gouvernement, mais ce n'est pas une raison pour nous raconter des histoires à l'eau de rose monsieur Gluckstein, ce n'est pas l'unité syndicale qui permettra d'en finir avec le régime en place, rassurez-nous monsieur Gluckstein c'est bien l'objectif du combat du POI, n'est-ce pas ? Malheureusement en vous lisant on aurait plutôt tendance à en douter fortement :

- *"Car la voie de l'action, dans l'unité des organisations ouvrières indépendantes, est la seule possible, sauf à être condamnés à l'avenir de misère, de désolation et de destruction que veulent imposer l'Union européenne et les gouvernements de toutes couleurs politiques qui appliquent ses plans et directives."*

Il ne peut pas s'empêcher de passer la brosse à reluire aux appareils, on ne se refait pas. Si la CGT et FO ont adopté cette position, c'est après avoir participé à de pseudo négociations qui ont permis qu'un accord puisse exister, ce que le POI passera toujours sous silence car il remet en cause la soi-disant indépendance de ces syndicats liés au capital, et puis c'est uniquement par la base de ces syndicats ne pouvait que rejeter massivement un tel accord qu'ils ne l'ont pas signé, nous ne sommes pas dupes.

Dans son éditorial Gluckstein va s'employer à lier les masses et les militants aux appareils des syndicats, leur mobilisation et leur sort, allant jusqu'à sortir le grand jeu en rappelant la *"nature (des) deux confédérations, issues du même mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, comme si depuis la CGT n'avait pas définitivement tourné le dos au *"mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, FO étant une création de la bourgeoisie pour diviser et briser le mouvement ouvrier, le subordonner au capitalisme sous prétexte de l'émanciper du stalinisme, passons sur son anticommunisme viscéral et sans cesse remis au goût du jour, FO étant également le chantre du dialogue social qui constitue sa marque de fabrique appelé hier politique contractuelle consistant à négocier avec le patronat et le gouvernement au lieu de mobiliser les travailleurs, oui, c'est le point de départ du corporatisme. Si ces syndicats sont indépendants, c'est bien du *"mouvement historique qui a vu se constituer le syndicalisme ouvrier dans notre pays"*, du syndicalisme révolutionnaire du début du XXe siècle avec lequel ces syndicats n'ont rien à voir, ce qui n'est évidemment pas forcément le cas de leurs militants.

Donc à travers l'unité de façade des appareils de la CGT et de FO, ce serait *"toute la question de l'indépendance du mouvement ouvrier, refusant de se soumettre aux diktats de l'Union européenne et à ses exigences de flexibilité relayées par*

le gouvernement Hollande-Ayrault, qui est ici posée", parce que ces syndicats ne seraient pas soumis au capitalisme, mais si par hasard ils l'étaient, cela en serait fini de *"la question de l'indépendance du mouvement ouvrier"*, cela expliquerait peut-être pourquoi il est si gangrené, décomposé, non ? Non, la réponse est ailleurs, mais où ? Mystère !

La question de l'indépendance du mouvement ouvrier ne dépendrait-elle pas plutôt de l'organisation des masses dans des comités ouvriers ou de résistance contre la régression sociale, appelez-les comme vous voudrez, intégrant travailleurs syndiqués et non-syndiqués dans les entreprises, au niveau des localités intégrant travailleurs des secteurs privés et publics qui contrôleraient leur mouvement, qui prépareraient ensemble les prochaines mobilisations, qui interdiraient aux dirigeants syndicaux de négocier quoi que ce soit dans leur dos, qui exigeraient qu'ils rompent avec le patronat et le gouvernement...

Oui, mais là c'est une autre conception de la lutte de classe qui intègre l'ensemble de la classe et ses organisations et partis, c'est l'unité de la classe réalisée et qui prend conscience de sa force invincible quand elle est rassemblée, prête à livrer le combat jusqu'au bout contre l'ennemi de classe. Surtout pas, tout mais pas cela s'écrient nos dirigeants !

Qui d'autre que la classe peut garantir l'indépendance des syndicats, qui d'autre que la classe peut garantir que l'orientation politique des syndicats est conforme à leurs intérêts, qui d'autre que la classe permet de garantir qu'ils ne s'écarteront pas de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc du capitalisme ?

Décidément Gluckstein n'a pas de bol, il ne peut pas faire une citation sans la tronquer là où cela l'arrange, il écrit : "« *Dehors la troïka et ses plans !* », ont crié ce week-end plus d'un million de manifestants au Portugal.", tandis que l'AFP précisait le 3 mars (voir la causerie du lendemain) : - "*La troïka et le gouvernement dehors*", "*le Portugal aux urnes*", "*élections maintenant*", "*démocratie participative*", pouvait-on lire sur les banderoles portées par les manifestants. AFP 03.03. Gluckstein a fait sauter "le gouvernement dehors", apparemment ce n'est pas à l'ordre du jour en France et pour le POI. Ceci explique cela.

L'intégralité de son éditorial a été consacré à nous vendre les appareils pourris de la CGT et de FO qui se seraient refaits soudainement une vertu. On n'en veut pas de votre camelote avariée, les étiquettes et le contenu n'ont rien à voir avec la réalité : "*L'indépendance des organisations ouvrières, refusant toute allégeance aux plans dictés par l'Union européenne et par les différents gouvernements : cette question sera au centre de la conférence ouvrière européenne qui s'ouvrira à Tarragone le 15 mars prochain.*", inutile d'en attendre quelque chose sur une telle orientation politique. Désolé.

ACTUALITÉ DU JOUR

Accord sclérérat du 11 janvier 2013. Il faut aller à l'affrontement.

S'exprimant dans la cour de l'Élysée à l'issue du Conseil, Jean-Marc Ayrault, a fait valoir que ce texte était la traduction du "*premier accord de cette importance depuis 30 ans*".

"*Aujourd'hui, c'est le succès d'une méthode, celle du dialogue social, celle de la négociation, celle de la recherche du compromis*", a affirmé le Premier ministre, souhaitant que le projet de loi soit adopté "*très vite*" au Parlement.

Ce texte sera présenté en procédure accélérée (une lecture par assemblée) le 2 avril à l'Assemblée nationale et le 17 avril au Sénat.

Le chef de l'État a vanté un texte qui instaure une "*double-sécurité*" pour les salariés et employeurs, a-t-elle précisé.

"*On ne peut pas réformer le pays uniquement par conflit, par affrontement. On peut le faire aussi (par) des accords, des négociations. (...) Cela sera la même chose pour les retraites, pour la formation professionnelle*", a fait valoir M. Ayrault. AFP 06.03

Voilà, c'est déjà plié ! Cela n'empêchera pas vos dirigeants de reprendre le même refrain...

Pour nous, le salut est dans le conflit, l'affrontement direct, mais nous n'avons pas la même conception de la lutte de classe, la nôtre est héritée des marxistes et des enseignements de la lutte des classes, pas celle de vos dirigeants faillis ou corrompus.

Ce que ne vous disent pas vos dirigeants, c'est que cette méthode de collaboration de classes ne date pas d'hier, en réalité elle existe depuis l'après-guerre, avant même, vérifiez-le, il existe une multitude de documents, d'accords, de faits qui le prouvent, dans un autre contexte économique ils s'en accommodaient puisque cela se soldait par des concessions de la part du patronat, ce que Bergeron appelait du "*grain à moudre*", c'est de la sorte qu'ils ont pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat par la même occasion qui pouvaient s'imaginer qu'il en irait toujours ainsi, du même coup personne apparemment ne s'est interrogé sur cette politique et ses conséquences désastreuses à l'arrivée.

Aujourd'hui, 40 ans environ après être entré dans une nouvelle crise mondiale, le capitalisme pour retarder son effondrement a hypothéqué les richesses produites par les générations actuelles et à venir en mettant au point des instruments financiers sophistiqués leur permettant de les accaparer avant même qu'elles soient produites et de les dilapider, de telle sorte qu'il leur faut pour trouver à court terme de quoi faire face à la monstrueuse montagne de dettes qu'ils ont créée et qui risque à tout moment d'engloutir tout leur édifice, tout en continuant de se gaver toujours plus évidemment, il leur faut trouver de nouvelles sources de profits, rogner sur les budgets des Etats qu'ils détournent ainsi à leur profit via le service de la dette, s'attaquer à tous les acquis sociaux des travailleurs, récupérer la part de plus-value qu'ils avaient dû leur céder au cours des décennies précédentes, dès lors il n'y a plus rien à gratter, sauf en faveur de l'aristocratie ouvrière et certaines couches d'exploitées qu'ils tiennent à favoriser encore histoire de ne pas trop déstabiliser le régime politique en place, et encore, mais petit à petit ils vont s'y attaquer aussi ainsi qu'à la classe moyenne, comme en Grèce et dans d'autres pays de l'UE...

Evidemment dans ce contexte cette politique apparaît au grand jour comme particulièrement criminelle, le voile de l'illusion selon lequel par la négociation il était possible d'améliorer son niveau de vie s'est définitivement envolé, seule demeure la désillusion des travailleurs et des militants qui n'y comprennent rien, qui se demandent comment on a pu en arriver là, et bien demandez des comptes à vos dirigeants, leur responsabilité est engagée, je peux même vous assurer qu'ils savaient parfaitement ce qu'ils faisaient, vous pouvez en déduire ce que vous voulez y compris le pire, parfois il est salutaire de regarder la réalité en face...

Pour se marrer car on a besoin de se détendre, on étouffe dans ce climat de trahison nauséabond, cyniquement, je n'ai rien d'autre qui me vient à l'esprit désolé, la "double-sécurité" dont parle Hollande me fait penser à un cardiaque déjà très âgé à qui on aurait affirmé qu'en disposant d'un parachute à déclenchement automatique il ne risquait rien. Sauf une crise cardiaque fatale, mais bon, on n'était pas non plus obligé de lui dire !

Renault. Capitulation sur toute la ligne des syndicats vendus.

La CFE-CGC et FO Renault ont donné leur aval au projet d'accord visant plus de compétitivité et de flexibilité dans les sites français du constructeur, premier accord du genre au niveau d'un groupe, qui pourrait devenir une référence en la matière. "C'est un accord hors du commun (...) Il vaut mieux qu'une régression programmée. Il vaut mieux prendre le risque d'un avenir que de ne pas avoir d'avenir du tout", a expliqué Laurent Smolnik, délégué central FO. Le texte permet "d'avoir désormais une vision de l'activité sur nos sites jusqu'à 2016, voire 2020 pour Douai", dit-il.

Salaires, mobilité et temps de travail figurent parmi les principaux points de l'accord pour plus de compétitivité prévu pour le groupe Renault et dont les principales mesures sont à durée indéterminée.

Emploi: Les effectifs vont diminuer de plus de 15% d'ici fin 2016 pour atteindre 37.142 à en 2016 avec à la clé une économie sur les frais fixes de l'ordre de 400 millions d'euros. Renault va s'appuyer sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC, signée en 2011), et qu'elle prolonge jusqu'en 2016. Outre les 5.700 départs naturels non renouvelés prévus entre 2013 et 2016, la direction envisage 1.800 départs supplémentaires en prolongeant et élargissant la dispense d'activité des carrières spécifiques (DACS) --qui accompagne certains salariés en fin de carrière -- à quasiment tous les collaborateurs sans critère de pénibilité. Pendant ces trois ans avant la date légale de départ à la retraite, les salariés restent dans les effectifs et touchent 75% de leur salaire.

Mutualisation dans les sites industriels: Renault va regrouper ses sites de fabrication et logistiques en deux pôles régionaux pour permettre "une plus grande fluidité des mouvements de personnel": le pôle Nord-Est (dont Douai et Sovab), le pôle Vallée de la Seine (dont Andouville, Cléon et Le Mans) et "mutualiser" les métiers non liés à la production.

Mobilité: L'accord veut renforcer la mobilité pour un "équilibre entre les sites", entre ceux en sous-activité et ceux en forte activité. Le prêt de main d'oeuvre entre sites existait déjà entre les sites, mais faute de volontaires suffisants, la direction voulait le rendre obligatoire. Sous la pression de syndicats, elle a fait marche arrière. Les compensations financières sont fixées à un demi-mois de salaire pour 6 mois de prêt, un mois au-delà de 6 mois.

Temps de travail: Tous les sites de production vont s'aligner sur les 35 heures hebdomadaires, pour atteindre un temps de travail effectif de 1.603 heures annuelles, les temps de pause sont de 20 minutes par jour. Certains sites perdront aussi des jours de RTT. Enjeu: 65 millions d'euros d'économie. Le projet d'accord prévoit une réforme des comptes épargne temps et épargne formation pour une économie recherchée de 75 millions d'euros: le compte épargne temps sera ainsi plafonné à 10 jours. En cas de charge de travail exceptionnelle, la durée maximale de travail peut être portée à 12 heures, sur la base du volontariat, hors activités de fabrication. L'accord permet aussi de réduire exceptionnellement à 9 heures la durée consécutive de repos entre deux séances de travail pour faire face à une hausse d'activité.

Salaires: Contrairement à ce que voulait la direction, les salaires ne seront gelés qu'en 2013, et leur augmentation éventuelle sera discutée lors des négociations annuelles obligatoires en 2014 et 2015. L'accord met l'accent sur un renforcement de l'intéressement et de l'actionnariat salarial. L'Expansion.com avec AFP 06.03

Bon, on a compris que c'était un accord patronal sur le modèle de celui du 11 janvier 2013, à rapporter aux déclarations de Mailly du 5 mars. Bref, tout ce que nous avons affirmé depuis des mois se réalise. Si vous êtes militants du POI, demandez donc à vos dirigeants comment se fait-il qu'ils votent comme un seul homme les résolutions du bureau confédéral de FO, pourquoi ils ne rompent pas leurs relations avec ces bureaucrates pourris.

Dans cet accord il est dit que Nissan produira en France, or c'est un faux, la preuve.

Il y a 6 semaines :

Renault produira pour Nissan en France si accord de compétitivité ...
fr.news.yahoo.com/renault-produira-pour-nissan-en-france-si-accord... - 18 janv. 2013.

Il pourrait être intéressant pour Nissan de produire en France chez ...
lexpansion.lexpress.fr/.../renault-pourrait-il-vraiment-fabriquer-des-n... - 18 janv. 2013.

Il y a 1 mois

Nissan ne produira pas en France mais en - Autojournal.fr - Auto ...
news.autojournal.fr/.../Arnaud-Montebourg-Barcelone-Production-Ni... - 5 févr. 2013.

Il y a 2 jours :

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant
www.jta.eu/.../nissan-n-a-pas-le-projet-de-produire-en-france-pour... - Il y a 2 jours.

Nissan n'a pas le projet de produire en France pour l'instant (dirigeant)
www.journalauto.com/lja/depeche/-/id/12037 - Il y a 2 jours.

Vous avez les adresses, vérifiez-le vous-même.

[Retraites complémentaires : ce que les dirigeants syndicaux corrompus acceptent.](#)

Le cadre.

- Syndicats et patronat doivent se retrouver jeudi matin pour sauver les régimes des retraites complémentaires de la banqueroute. Évolution des pensions inférieure à l'inflation et hausse des taux de cotisation sont au menu.

Leur rôle.

- Compliquées, les négociations le sont d'abord à cause du contexte. Le gouvernement, qui prépare sa réforme du régime général des retraites, aimerait bien les laisser déminer le sujet des complémentaires et prendre les premiers des décisions douloureuses. Pour, ensuite, leur emboîter le pas en imitant leur exemple sur le régime général.

Qui fixe le cap ? Le patronat comme toujours.

- Pour ne rien arranger, les syndicats sont divisés face aux propositions du patronat pour redresser les comptes.

Consensus patronat syndicats contre les travailleurs.

- Côté dépenses, ils se résignent tous à l'idée, mise sur la table par le représentant des employeurs, Jean-François Pilliard, de sous-indexer temporairement les pensions des retraités, autrement dit de les faire progresser moins vite que l'inflation. Mais, côté recettes, la hausse des cotisations concédée pour l'instant par le patronat ne fait pas l'unanimité. En effet, il propose, sous condition, une hausse du taux d'appel à partir de 2015, mesure qui revient à faire cotiser plus employeurs et salariés, mais sans créer davantage de droits à la retraite.

Ils proposent une hausse des cotisations versées par les travailleurs.

- Le patronat suggère de limiter les dépenses en gelant partiellement les pensions des 11 millions de retraités concernés (hors fonctionnaires, commerçants, artisans, agriculteurs, etc.) Les syndicats eux, réclament une hausse des cotisations, acquittées à la fois par les employeurs et les salariés. (20minutes.fr 06.03)

Inutile de dire qu'ils ont déjà capitulé.

- (...) quelques-uns préparaient ces derniers jours le terrain à des concessions. «*Si on se revoit, c'est que des évolutions sont possibles*», déclarait d'ailleurs dès l'issue de la dernière séance, mi-février, Jean-François Pilliard. Pour sa part, Philippe Pilhet, de FO, ne se dit «*pas opposé à un mélange entre hausse du taux contractuel d'abord, pour combler les déficits, et hausse du taux d'appel ensuite, pour maintenir les réserves à un niveau suffisant*». La CFDT voudrait bien de son côté reconsidérer une hausse du taux contractuel. Pour que les négociations aboutissent, il faut que trois syndicats signent sur les cinq présents autour de la table. lefigaro.fr 06.03

ACTUALITE EN TITRES

Un aveu !

- La zone euro s'est enfoncée dans la récession au 4e trimestre 2012 - AFP

- A Varsovie, Paris et Berlin font de la crise le moteur de l'Europe de la défense - AFP

Parti mafieux.

- L'ambiance à l'UMP? "*Entre Borsalino et le Parrain*", selon Baroin - L'Express.fr

Dehors le gouvernement du chômage !

- Le chômage s'envole à 10,2% en métropole, comme en 1999 - AFP

- Menace et tentative de suicide dans deux agences de Pôle emploi - L'Express.fr

Poser la question c'est y répondre.

- L'accord sur l'emploi est-il identique à ce que proposait Sarkozy ? - LeMonde.fr -

- Projet de loi sur l'emploi: régression ou avancée sociale? - L'Expansion.com

... et pour cause :

- Accord sur l'emploi : le silence gêné de l'UMP - LeMonde.fr

- Parisot appelle majorité et opposition à voter l'accord sur l'emploi - AFP

Il ne devrait pas.

- Le gouvernement s'agace des critiques de Sarkozy - Liberation.fr

- Sapin: l'accord compétitivité à Renault est "*un bon accord*" - AFP

- Allonger la durée de cotisation retraite, «*c'est une des pistes*» selon Sapin - Liberation.fr

Liquidé !

- Italie : enquête sur la mort du chargé de communication de BMPS - LeMonde.fr

A bas le sionisme !

- Israël: un rapport accablant de l'Unicef sur le sort des enfants palestiniens détenus - L'Express.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Des heurts entre manifestants et policiers se sont produits mercredi pour la quatrième journée consécutive dans la ville égyptienne de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez sur la Méditerranée, et des affrontements ont également eu lieu au Caire, la capitale.

Depuis dimanche, les affrontements ont fait six morts, dont trois policiers, et plus de 400 blessés.

Des soldats en armes ont tenté mercredi de s'interposer entre les policiers et les centaines de manifestants. Un soldat a été évacué en ambulance après avoir inhalé des gaz lacrymogènes, a rapporté un témoin.

"*Le peuple veut renverser le régime*", scandaient les manifestants qui demandaient la libération de leurs camarades arrêtés mardi. Ces slogans étaient les mêmes que ceux utilisés lors du renversement du président Hosni Moubarak il y a deux ans.

Au Caire, des manifestants ont lancé des pierres et des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre près de la place Tahrir, symbole de la révolution de 2011.

Le long du Nil, près de l'ambassade des Etats-Unis et d'un hôtel de luxe, des groupes de jeunes ont affronté les policiers.

Dans le faubourg de Gizeh, dans le sud de la capitale, un véhicule de la police a été incendié par des manifestants qui réclamaient des compensations pour les familles des victimes de la bousculade du stade de Port-Saïd l'an dernier, rapporte l'agence de presse Mena. Reuters 06.03

SOCIAL

1- Portugal

Le trafic ferroviaire portugais était fortement perturbé mercredi en raison d'un débrayage des salariés des Chemins de fer portugais (CP) dont la mobilisation s'inscrit dans un mouvement de grève tournante du secteur des transports sur l'ensemble du pays durant toute la semaine.

L'adhésion des travailleurs à la grève est "*quasiment totale*", a affirmé José Manuel Oliveira, coordinateur de la Fédération des syndicats de transports et communications (FECTRANS), à l'agence Lusa, dressant un premier bilan de la mobilisation.

L'ensemble des billetteries sont fermées et "*seulement une demi douzaine de trains circulent dans le cadre du service minimum*" aux voyageurs, a-t-il poursuivi.

En revanche, le trafic des trains de marchandises est "*totalemment paralysé*" depuis minuit, a-t-il précisé.

Le mouvement des chemins de fer portugais est le point d'orgue d'une série de grèves initiées lundi par la FECTRANS dans l'ensemble du secteur des transports qui se terminera samedi.

"*C'est une semaine pour la défense de la négociation collective, pour l'augmentation des salaires, le respect des accords d'entreprises (...), contre la réduction du paiement des heures supplémentaires et contre les atteintes aux droits*" des employés, énumère l'organisation syndicale dans un communiqué.

Depuis le début de la semaine, les actions se succèdent à travers le Portugal. Lundi, des salariés de la TAP ont livré un billet d'avion aller simple pour le Canada au ministre des Transports, Alvaro Santos Pereira, où il était auparavant professeur, en signe de protestation contre le licenciement de manutentionnaires qualifiés.

Au nord du pays, la circulation dans la ville de Porto a été fortement affectée mardi en raison d'un arrêt des transports en commun de 8h à 16h.

La capitale portugaise devrait connaître de nouvelles perturbations les prochains jours. Les sociétés d'autobus de Lisbonne et sa couronne, la Carris et les Transports du sud du Tage, prévoient des actions syndicales et manifestations, respectivement jeudi et vendredi. AFP 06.03

2- Allemagne

Le gouvernement allemand accusé de cacher la gravité de la pauvreté

Tout juste publié, le rapport sur la pauvreté en Allemagne réalisé par le gouvernement est critiqué par l'opposition de gauche et les médias, l'accusant d'avoir enjolivé la situation sociale dans le pays.

Ce "*rapport sur la pauvreté et la richesse en Allemagne*" pour la période 2007 à 2012, le quatrième de ce type depuis 2001, fait état d'une évolution positive des revenus disponibles des ménages, conséquence directe de la bonne santé du marché du travail dans la première économie européenne.

Toujours sur la foi de chiffres du DIW, le texte affirme que "*l'inégalité de répartition des revenus est à l'heure actuelle en recul*". Selon la presse allemande la version initiale du rapport, élaborée à l'automne 2012, arrivait au constat exactement inverse. "*Les revenus privés sont répartis de manière très inégale en Allemagne*", constatait notamment le rapport dans sa première mouture, selon le quotidien conservateur *Die Welt*.

Dès novembre, la presse avait fait état de réserves notamment du ministre libéral (FDP) de l'Economie, Philipp Rösler, à l'égard de certaines formulations du rapport, et de ses tentatives pour y substituer un message plus positif.

Le ministre a apparemment eu gain de cause, et s'en vantait mercredi matin sur les ondes d'une radio régionale. "*Je trouve que l'on doit mettre en avant le fait que chez nous tout va bien*", a-t-il dit, qualifiant de "*manoeuvre électorale*" les critiques de l'opposition. Celle-ci, relayée par les syndicats mais aussi des associations caritatives, reproche au gouvernement d'avoir manipulé le rapport en l'édulcorant.

Le texte approuvé mercredi en Conseil des ministres constate tout de même que l'exposition à la pauvreté, mesurée par le taux de risque de paupérisation, n'a pas reculé. Depuis 2007, ce taux est "*relativement constant entre 14% et 16%*" de la population. Un constat à mettre en parallèle avec le fait que "*près d'un quart des actifs salariés perçoivent un salaire horaire brut relativement faible, inférieur à deux-tiers du salaire horaire moyen*". L'Expansion.com avec AFP 06.03

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas oublié les infos en bref, rien d'intéressant à se mettre sous la dent voilà tout.

Deux nouvelles vidéos.

1- 6 millions de morts de la 3ème guerre mondiale - YouTube (4'59")
http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=6udCZF9FaBw

Le témoin : John Stockwell, ancien chef de commando de la CIA ayant participé à trois guerres secrètes de contre-intelligences (et non contre-espionnages il n'y a pas d'erreur) et a occupé un poste au Conseil national de sécurité des Etats-Unis. Il explique ici pourquoi il y a une troisième guerre mondiale depuis 40 ans dont le nombre de victimes peut-être évalué à 6 millions de morts. En réalité depuis 1947.

Il explique aussi très brièvement que la CIA et les généraux ont confisqué la démocratie aux Etats-Unis, ont pris le contrôle de la société.

2- Les Principes du pouvoir : l'Empire - Le Film - YouTube(1.35.43)
<http://www.youtube.com/watch?v=t159G1kNIJc>

A montrer à ses enfants et petits-enfants après avoir jeté tous les manuels scolaires d'histoire selon les internautes qui l'ont

visualisée, je suis seulement en train d'essayer de la télécharger. Que faut-il penser des professeurs d'histoire, des historiens en général ? En anglais avec sous-titres en français. Comme toujours analyses à recadrer sur l'ex-URSS et la référence au communisme, les auteurs de cette vidéo ne comprenant rien et faisant l'amalgame entre stalinisme et communisme.

Pour revenir rapidement sur une réflexion que je me suis faite ces derniers jours.

C'est vrai qu'autrefois il suffisait de lire le journal, plus tard d'écouter la radio et de lire des bouquins trouvés chez de bons libraires ou dans les bibliothèques municipales pour se faire une idée de la situation et imaginer dans quelle direction elle pouvait évoluer. J'ai dit imaginer volontairement à partir des faits et non en partant d'extrapolations ou de rêveries.

De nos jours on dispose en plus de centaines de chaînes de télévision, Internet, des milliers de portails et blogs et on n'est pas foutu de comprendre davantage dans quel monde on vit, encore moins de définir la tendance principale qui s'en dégage.

Qu'est-ce que cela signifie ? On est bien obligé de se poser cette question, apparemment tout le monde ou presque semble paumé, les intellectuels en premier lieu qui nous sortent des lieux communs à longueur de temps ou qui s'apitoient sur les horreurs du vieux monde.

Je propose comme explication, que partant du fait qu'on est submergé d'informations et d'analyses en tous genres, toutes les questions qu'on pouvait se poser l'ont été, et qu'il n'est plus nécessaire de réfléchir, de s'en poser d'autres, cela ne nous viendra pas à l'esprit, pourquoi fournir un tel effort, on fait avec ce qu'on a en piochant ici ou là des idées qui semblent conformes à notre attente sans pour autant résoudre notre problème, il est là le problème justement.

Peut-être que toutes les questions qu'on devait se poser n'ont pas été posées ou qu'elles nous sont demeurées inaccessibles, car même sur le Net il faut les dégouter, 90% des blogs ou des portails sont parfaitement inutiles ou sans aucun intérêt, ils ne font que se copier les uns les autres, médiocrement le plus souvent.

En réalité, seuls quelques facteurs sont déterminants, donc posséder des infos sur ces facteurs et leur évolution devrait nous suffire. C'est ce que j'ai essayé de mettre en place avec ce portail, très modestement car il aurait fallu toute une équipe pour faire le boulot à fond, vous ne voulez pas m'aider, soit, mais ne me reprocher rien ni à d'autres qui font un boulot comparable.

C'est comme avec les connaissances en général ou notre formation politique, on a le choix entre lire des milliers de livres écrits par des maîtres dans leur domaine respectif ou par leurs disciples, par leurs élèves dont la qualité des travaux présentent des lacunes ou de graves erreurs, bref, une fois de plus être incapable de faire la part des choses et se noyer sous une masse de données qui au bout du compte sera inexploitable, vous savez c'est comme les têtes trop pleines des intellectuels qui ne sont pas foutus de changer une roue ou de réparer une prise de courant.

Personnellement, dans tous les domaines je recherche l'excellence, les maîtres incontestables, ce qui existe de meilleur, les plus forts, talentueux, les génies, le reste ne m'intéresse pas, pas de temps à perdre avec eux, désolé. En musique, par exemple je suis fan de Beethoven, Coltrane ou Hendrix, je ne vais pas écouter un mec qui pianote dans son coin ou gratte une guitare en regardant où il met ses doigts après 20 ans d'expérience, genre J-L Aubert et Cie, ces mecs-là n'ont jamais rien apporté à la musique, ce sont des pures produits du système, des pauvres types qui savent à peine se servir d'une guitare, j'ai téléchargé une vidéo de Steve Ray Vaughan, un concert qu'il avait donné au festival de jazz de Montreux il y a 10 ans, du blues principalement, ce gars-là est génial, il peut jouer à la vitesse de la lumière la guitare dans le dos sans produire la moindre fausse note et en plus c'est harmonieux, pareil pour Michael Angelo Batio... Ils jouent et composent, leur musique est originale et ce sont des musiciens d'exception, qu'est-ce qu'on peut demander de mieux quand on aime le rock, le hard rock, le heavy metal, le blues ?

C'est la même chose en politique, anthropologie, psychanalyse, économie, littérature, théâtre, cinéma, photo, sculpture, architecture, dans toutes les sciences et tous les arts, s'agissant des arts c'est plus facile, il suffit d'ouvrir ses yeux ou ses oreilles, tandis que lorsqu'on aborde un sujet qui se rattache à une science on ne peut pas accéder à ce qui se fait de mieux parce qu'on ne possède pas les connaissances de base, on se contentera très souvent d'ouvrages de vulgarisation destinés au grand public comme l'on dit, il en existe qui sont formidables, certains maîtres, chercheurs ou scientifiques en ont rédigé eux-mêmes et ils sont abordables par le plus grand nombre, il y a juste à connaître dans chaque discipline lesquels sont les meilleurs.

Notre temps libre est limité, il faut donc aller à l'essentiel pour s'instruire ou prendre du plaisir, car la vie c'est cela aussi et non pas seulement réfléchir, je parle pour moi qui y consacre trop de temps contrairement à nos contemporains.

Bon, on s'est quelque peu écarté de notre sujet comme très souvent.

Se poser des questions nous permet de gagner du temps, surtout quand on obtient des réponses satisfaisantes. Cela ne vient pas forcément spontanément, il faut en vouloir, il faut avoir une disposition d'esprit particulière, le type qui se croit très intelligent ou plus malin que les autres, prétentieux, hautain, méprisant, sclérosé, borné, bref le crétin, lui il en sera incapable, de même que le sectaire ou le dogmatique, le mec qui vous dit qu'il a l'esprit ouvert et qui en réalité autour duquel le monde gravite, au-delà

duquel rien ni personne n'existe, il en impose il est grand dans la médiocrité et ne s'en rend même pas compte, ce sont eux qui nous donnent des leçons en général...

Et il ne faut pas croire que se poser plusieurs fois la même question serait une perte de temps, bien au contraire, plus on se la posera et plus on prendra conscience de notre propre ignorance, je vous garantis que cela force le respect et nous encourage à être plus modeste par la suite si on ne l'était pas précédemment, c'est un excellent exercice à consommer sans modération car chaque fois on découvre quelque chose de nouveau qu'on ignorait et pour le coup on peut se dire qu'on est un peu moins con, c'est aussi une source de plaisir qui n'a rien de malsain puisque nous partageons nos connaissances avec nos semblables.

Tout se tient, on en revient à notre idéal humaniste, le plus élevé qui soit et qui est synonyme de liberté.

[Le voile tombe. Cruelle désillusion. Une trahison permente à remplacer la révolution permanente.](#)

- Flexisécurité : FO fait le grand écart - LeParisien.fr 07.03

FO manifeste le 5 mars contre l'accord du 11 janvier 2013 et signe un accord similaire chez Renault le lendemain, bravo on n'en attendait pas davantage de ces lieutenants de la bourgeoisie !

Il y a peu, répondant à une question d'un journaliste L. Berger (CFDT) avait précisé avoir de bonnes relations avec tous les syndicats "réformistes", y compris avec FO avec lequel il continuait de discuter... J'avais gardé cela sous le coude en attendant la première occasion pour le ressortir. Effectivement, c'est la même boutique. Au moins maintenant plus aucun militant ne pourra dire qu'il ne savait pas quel contenu il fallait donner à la soi-disant "indépendance" de FO, et les militants peuvent aussi sérieusement s'interroger sur les véritables intentions des dirigeants de partis ouvriers qui se font les relais de cette escroquerie politique, qui la couvrent, dont ceux du POI, désolé pour nos petits camarades de ce parti qui nous lisent.

Pourquoi FO devrait-il rompre avec le patronat et le gouvernement, avec sa tradition de syndicat soutenant le régime en place et le capitalisme, puisque finalement aucun parti engagé dans ce syndicat n'entend rompre avec lui, dont le POI ? Pour les dirigeants traitres ou jaunes des syndicats, selon les syndicats, le soutien au régime l'emportera toujours sur toutes autres considérations car cette attitude est conforme à leur véritable nature d'agents du capital au sein du mouvement ouvrier. Il en va de même des dirigeants du PS (pour ceux qui le considèrent comme un parti ouvrier) et du Front de gauche.

En procédant de la sorte, ils témoignent si besoin était qu'ils sont étrangers à la classe ouvrière et que leur réel commanditaire était leur ennemi de classe, celle des capitalistes, le régime auquel leur existence était liée. Les origines, les apparences, les illusions, le double langage, les discours radicaux, les bonnes intentions, les effets d'annonce, etc. il arrive toujours un moment où tout cela s'effondre, éclate, s'envole, la réalité enfin reprend ses droits et nous donne raison en l'occurrence, la vérité est certes révolutionnaire mais il faut généralement un certain temps avant qu'elle s'impose, nous y travaillons sans relâche.

On ne peut pas vaincre un ennemi en refusant de le combattre, en étant lié à lui, en refusant d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour l'abattre, c'est aussi simple que cela. Oui, il est bon de rappeler que nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour partager le pouvoir avec lui ou lui concéder quoi que ce soit. C'est un combat à mort dans lequel nous sommes engagés, et si vous n'en êtes pas convaincus, allez demander aux peuples afghan, irakien, palestinien, syrien, etc. ce qu'ils en pensent, eux ils en ont forcément conscience.

Certes, il faut faire la part des choses, faire preuve de mesure, on sait parfaitement cela et on en tient compte quotidiennement contrairement peut-être aux apparences qui sont très souvent trompeuses ici comme ailleurs, mais entre rester strictement sur notre terrain de classe et faire des incursions sur celui de notre ennemi il y a une limite infranchissable et non négociable que tous les partis ont franchi depuis très longtemps, ce qui explique en partie pourquoi nous en sommes là.

Quand on a mélangé de l'eau à du vin, il est ensuite impossible de retrouver l'aspect et l'arôme du vin originel. Quand un vin a tourné au vinaigre, il est devenu inbuvable, dès lors on a le choix entre le boire jusqu'à la lie ou en changer. Nos dirigeants ont décidé que nous devrions crever d'un ulcère à l'estomac, à vous de voir si vous acceptez ou non. Un vin éventé produit le même effet, le prochain congrès du POI sera ouvert à tous les vents, à nos petits camarades de ce parti de savoir s'ils vont accepter ce triste sort auquel les convient leurs dirigeants. Moi je ne bois plus de vin, trop cher et je peux m'en passer, je suis abonné au château la pompe, la cuvée du jour qui n'a pas le temps de s'éventer !

Un dernier mot.

Vous n'avez pas été nombreux à télécharger la retranscription de l'accord du 11 janvier qui figure dans le projet de loi que j'ai mis en ligne avant-hier, or il contient les centaines de modifications qui seront apportées à la législation du travail dès qu'il aura été adopté, il est si élaboré qu'il figurera sans doute à très peu d'exception près tel quel dans la loi.

Mailly a dit ne pas encore être en possession de ce texte avant-hier, à mes camarades du POI, ne faites pas comme Mailly,

n'attendez pas et rejeter le rapport d'activité qui vous sera présenté par vos dirigeants dans le cadre de votre congrès, car il y figurera cet accord scélérat, notamment. Si vous ne voulez pas vous faire éjecter ou qu'ils vous poussent à démissionner, vous n'êtes pas obligés de motiver votre vote. Vous pouvez aussi dissocier vos critiques de votre vote.

Ce parti est si peu démocratique, là encore contrairement aux apparences, vous pourriez proposer une boîte aux lettres dans laquelle les délégués déposeraient leurs propositions ou contributions réduites à quelques lignes ou questions de façon anonyme, demandant à la direction sortante et au congrès de les examiner et d'y répondre, ainsi ils ne pourraient pas étouffer certaines questions que les militants du POI se posent, ils ne pourraient pas dire qu'ils ignoraient qu'elles existaient, votre congrès s'enrichirait de discussions auxquelles certains de vos dirigeants ne tenaient pas vraiment, cela les forcerait à sortir du bois, vous y gagnerez en clareté théorique et politique... et en démocratie. Et puis ce serait autre chose qu'un congrès syndical ou de maires de petites communes, il y a les congrès des syndicats et celui des maires de France pour cela, n'est-ce pas ?

[Interview pour l'Expansion de Laurent Smolnik, secrétaire fédéral de FO Renault](#)

- Pourquoi FO a signé l'accord compétitivité chez Renault - l'Expansion.com

Au nom de la "**nécessité**", des concessions à hauteur de 500 millions d'euros. Merci patron !

"La CGT reproche le gel des salaires et le plan de départ de 8 200 personnes au total mais il était nécessaire de faire des concessions."

Un précédent.

"Notre position n'était pas très confortable puisque, contrairement à la CGT, nous étions signataires de l'ensemble des accords locaux sur l'aménagement du temps de travail et notamment les 35 heures qui seront maintenant imposées à tous les sites de production. Il fallait donc prendre une décision en respectant nos engagements précédents."

Il le sait et s'en tape :

Question de L'Expansion : En terme d'emploi justement, le texte ne semble pas palier à la baisse des effectifs. N'est-ce pas dangereux pour l'avenir des salariés Renault ?

- *"Outre les 5700 départs naturels qui ne seront pas remplacés, il y a en effet environ 2000 départs de prévus."*

"On sait que dans le secteur de l'ingénierie, l'objectif de la direction est une restructuration faisant passer de 10 500 à 8 500 le nombre de salariés."

Mieux encore, il a signé un texte en s'engageant sur un volet dont la direction dévoilera le contenu... fin avril !

- *"Pour le moment nous n'avons pas d'autre information à ce sujet mais rien n'est figé dans l'accord d'aujourd'hui. Les mesures concernant les baisses d'effectifs dans l'ingénierie ou la mutualisation des ressources ne seront débattues que lors du comité central d'entreprise (CCE) de fin avril."*

Et la suite est du vent car personne ne peut dire que la consommation (croissance, sic !) permettra de maintenir un tel rythme de production dans les années à venir. En réalité, cet accord est un premier (ou second) pas dans un engrenage conduisant à des concessions sans fin au patronat, il le sait et s'en fout, c'est un vendu !

"Et puis en s'engageant sur l'augmentation de la production pour les prochaines années, Renault sera forcé de conserver et peut-être même d'augmenter le nombre de ses employés à l'avenir."

Le jaune joue ensuite sur les mots, il n'y aura pas baisse mais stagnation des salaires, mais avec la hausse du coût de la vie cela revient à accepter une baisse de niveau de vie des travailleurs pour que les actionnaires réalisent 500 millions d'euros d'économie qu'ils se partageront par la suite.

Au fait, mais où avais-je la tête, il a bien employé le mot "*concession*" pour réaliser ces 500 millions d'euros d'économie afin d'être plus "*compétitif*", alors pourquoi n'a-t-il pas exigé que les actionnaires qui avaient reçu des milliards d'euros au cours de la dernière décennie casquent à la place des ouvriers ? Ah parce que ce ne sont pas des ouvriers, merde, on n'y avait pas pensé !

Question de L'Expansion : Alors que FO rejette l'accord sur l'emploi au niveau national, vous acceptez cet accord de compétitivité chez Renault, n'est-ce pas contradictoire ?

- "Un amalgame a été fait entre les deux accords. Le seul dispositif qui avait été repris de l'accord national interprofessionnel (ANI) dans le projet d'accord Renault était ce principe de "mobilité obligatoire". Il a fallu plus de 15 réunions de concertations et de négociations pour faire sauter ce dispositif. Il est évident que FO n'aurait pas signé l'accord dans sa présentation initiale. Il n'y a donc plus d'amalgame à faire avec l'accord sur l'emploi à l'échelle nationale. De plus l'ANI parle de baisse de salaire alors que notre accord avec Renault se limite à un gel des salaires en 2013 et pas au-delà."

Ce n'est pas une ordure à part cela, il a repris la même méthode, le même argument employé par les syndicats CFDT-CFTC-CGC pour signer l'accord du 11 janvier : sans une concession sur la taxation des contrats de travail courts nous n'aurions pas signé, laissant passer l'essentiel qui profite aux patrons.

Plus loin vous trouverez un article de presse sur le même sujet.

[Austérité. Le gouvernement des capitalistes.](#)

Les lettres de cadrage du projet de budget 2014 que s'apprête à envoyer Bercy à tous les ministères intégreront un effort d'économies supplémentaires "légèrement" supérieur à quatre milliards d'euros, a déclaré jeudi le ministre délégué en charge du Budget, Jérôme Cahuzac.

Le gouvernement a déjà prévu des économies annuelles de 10 milliards d'euros sur les dépenses publiques jusqu'à la fin du quinquennat. L'effort supplémentaire prévu doit servir notamment à financer une partie du crédit d'impôt compétitivité emploi. Reuters 07.03

Ah ben alors, si c'est pour faire cadeau aux patrons, on s'incline, leurs besoins sont prioritaires !

En 1981, l'OCI (ex-POI-CCI) avait soutenu le mot d'ordre gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes, Lambert avait oublié de nous dire que les ministres PS étaient des capitalistes ?

Question : Quelle était la véritable nature politique de Lambert et de son "héritier", Daniel Gluckstein, de leur parti ? Vous avez là la réponse. Et le trotskisme alors ? C'est comme le socialisme au PS, le communisme au PCF, l'indépendance à FO ou à la CGT... Facile à comprendre, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

[Renault : front unique avec le patronat !](#)

Trois syndicats, représentant plus de 64% des salariés, signeront l'accord de compétitivité proposé par Renault en échange de l'attribution à ses usines françaises de volumes de production supplémentaires.

La CFDT, troisième syndicat du constructeur automobile, s'est prononcée à son tour jeudi en faveur du projet.

"Après consultation de nos équipes et vérification juridique de l'accord, nous allons donner un avis favorable", a déclaré au téléphone à Reuters Fred Dijoux, représentant de la CFDT.

"Il sera utile à l'entreprise et permettra à l'outil industriel français de concurrencer des usines comme en Espagne ou en Grande-Bretagne", a-t-il ajouté.

Avant la CFDT, qui représente 19,1% des voix, la CFE-CGC, principal syndicat de Renault avec 29,7% des voix, et Force Ouvrière (15,6% des voix), ont déjà annoncé leur intention de signer l'accord de compétitivité.

La CGT, deuxième syndicat de Renault avec 25,2% des voix, a pour sa part toujours dit jusqu'à présent qu'elle ne signerait pas, notamment parce qu'à ses yeux la réduction d'effectifs envisagée risquerait de fragiliser Renault au sein de l'alliance avec le constructeur japonais Nissan.

L'accord de compétitivité, sur lequel direction et syndicats planchent depuis l'automne dernier, prévoit notamment un allongement du temps de travail, un gel des salaires cette année et 8.200 suppressions d'emplois sur la durée de l'accord, qui court jusqu'en 2016, via les départs à la retraite et les démissions.

En échange, Renault s'est engagé à maintenir tous ses sites français sur la durée de l'accord et à leur attribuer des volumes de production supplémentaires pour le compte de partenaires, notamment Nissan. Au total, la production annuelle du groupe en France pourrait s'en trouver accrue de 180.000 véhicules pour atteindre 710.000 véhicules environ en 2016. Reuters 07.03

Reuter a utilisé le conditionnel à bon escient, "*la production annuelle du groupe en France pourrait*" augmenter... ou diminuer encore en fonction de la conjoncture économique, les signataires ont oublié de préciser que c'était une des clause de ce contrat de dupes. (voir la causerie d'hier sur les intentions réelles de Nissan.)

ACTUALITE EN TITRES

[Envers les banquiers... Leur plan se passe comme prévu.](#)

- La BCE va poursuivre sa politique monétaire accommodante - L'Expansion.com
- La BCE revoit à la baisse ses prévisions de croissance en zone euro LePoint.fr -

Accommodant prend deux "m", oui, je fais des fautes d'inattention mais je passe aussi mon temps à corriger celles des médias et des internautes.

[Le capitalisme ne serait pas à vomir, on va vous aider à y venir :](#)

- Il trouve une souris dans sa boîte de haricots verts - 20minutes.fr
- Carrefour France aurait ouvert une enquête, selon «*Le Parisien*»...
- Viande de Cheval: un anti-inflammatoire interdit dans des produits vendus au Portugal par Auchan - L'Express.fr

Un anti-inflammatoire dont l'utilisation est interdite sur des animaux destinés à l'alimentation humaine a été détecté dans de la viande de cheval retrouvée dans des hamburgers et des boulettes de viandes vendus au Portugal par l'enseigne française. L'Express.fr

Chez Ikéa ils auraient trouvé des excréments (de je ne sais pas quoi) dans certaines préparations, des pizzas je crois. Le recyclage commence par là, il n'y a pas de petits profits...

[Enfin un objet identifié.](#)

- Hollande veut rassembler la gauche avec la journée de la Femme - Reuters
- Hollande: "*La France est au Mali parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie*" - L'Express.fr -
- 78% des Français sont favorables à la journée de la femme - L'Express.fr

Nous, nous sommes farouchement contre toute opération consistant à mettre en lumière une couche de la population, les vieux, les enfants, les handicapés, les orphelins, etc. en réalité à les dresser les uns contre les autres en tentant de culpabiliser le reste de la population qui serait finalement responsable de leur situation, alors que les gouvernants piétinent leurs droits, les ignorent, les affament, les exploitent.

[Raison de plus pour s'attaquer résolument aux rapports sociaux de production.](#)

- Les pathologies psychiques de l'individu naissent de tensions sociales - LeMonde.fr

Qu'est-ce qui en est à l'origine, qu'est-ce qui est pathologique ? Le capitalisme, le système économique d'exploitation et d'oppression qu'il nous faut liquider.

[Message de nos geôliers](#)

- Les adieux de l'Etat à Stéphane Hessel, un «*homme libre*» - 20minutes.fr

- Hommage à Hessel : Hollande salue "*un homme libre de sa vie*" - Le Nouvel Observateur

La pompe à fric

- L'assurance-automobile coûte encore plus cher en 2013 - LeFigaro.fr

- Stationnement gênant: les PV vont-ils passer de 17 à 35 euros? - L'Express.fr

L'immobilier et l'automobile s'écroulent et le capitalisme s'effondre...

Que craint-il à part le socialisme ?

- Thierry Lepaon de la CGT craint une dérive à l'italienne - Reuters

Bonnes nouvelles de l'Empire.

- Etats-Unis: plus forte poussée du déficit commercial depuis deux ans - AFP

- La productivité trimestrielle américaine à un plus bas de 4 ans - Reuters

Voilà à quoi servent les ONG complices et porte-parole des chefs de guerre de l'OTAN.

- MSF lance un appel pour sortir du «*chaos*» humanitaire en Syrie - Liberation.fr

Confirmation.

- Le porte-parole de la banque Monte Paschi retrouvé mort - Reuters

- Italie : enquête sur une mort suspecte en marge d'un scandale bancaire - LeMonde.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mars 2013

CAUSERIE

Les voiles tombent et ce n'est qu'un début.

Le PS est monté en première ligne pour incarner les intérêts de l'oligarchie financière, rien de plus normal. Il n'a pas encore montré de quoi il était capable. Il figure dans le camp de la réaction et remplit parfaitement le rôle du parti de l'ordre, Valls s'emploie à le rappeler.

La CFDT, la CFTC et la CGC ont confirmé qu'ils méritaient amplement leur caractérisation de syndicats jaunes ou patronaux.

FO qui ne vaut guère mieux, mais qui pour être issu de la CGT avait conservé le masque d'un parti ouvrier n'a cessé d'employer un double langage couvert par les trotskistes corrompus par le capital vient à son tour de rejoindre le camp des syndicats jaunes en signant l'accord de compétitivité chez Renault.

La CGT et le Front de gauche en profitent pour se présenter comme les véritables et seuls représentants de la classe ouvrière sans pour autant constituer un danger pour le régime, puisque ni l'un ni l'autre n'axe sa politique sur la rupture avec le capital, les institutions de la Ve République et l'Union européenne, cette perspective ne fait pas partie de leurs programmes.

Leur rôle à travers un discours radical consiste à récupérer les couches de la classe ouvrière qui veulent en découdre pour les mener dans une impasse, les neutraliser, les démoraliser afin de briser leur résistance pour le compte du régime.

Tous les autres partis (POI, NPA, LO) refusant de rompre avec ces partis et les appareils vendus des syndicats, avec le gouvernement, les institutions, l'Etat et le capitalisme, remplissent le même rôle à des degrés divers sans être capable de proposer la moindre issue politique aux masses exploitées.

Pour briser ce cycle infernal, il faudrait rompre avec cette conception de la lutte de classe dont la principale caractéristique réside dans le fait qu'elle ne se situe pas strictement sur le terrain de classe du prolétariat, et qui pour cette raison a abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est de renverser le capitalisme et de passer au socialisme.

Il est clair que sans théorie et programme révolutionnaire une révolution prolétarienne ne peut pas vaincre.

Les masses peuvent se mobiliser par millions comme en Espagne, au Portugal, en Grèce, demain en Italie, en Belgique, en France ou dans d'autres pays de l'UE, elles peuvent se soulever, mais sans une claire conscience des tâches politiques qu'elles doivent accomplir et des objectifs qu'elles doivent se fixer, sans une claire conscience des moyens qu'elles doivent développer pour venir à bout des obstacles qui se dresseront sur leur chemin, elles seront défaites, d'où le rôle déterminant du parti révolutionnaire incarnant au plus haut degré cette conscience de la situation et des rapports entre les classes, et la direction dans laquelle ils doivent s'orienter peut les éclairer ou les guider pour finalement avancer vers leurs objectifs et vaincre, prendre le pouvoir politique.

La dictature implacable du capital qu'incarne le gouvernement et les partis PS-UMP-UDI au Parlement, le Medef et les syndicats qui se sont placés délibérément dans le camp du patronat, la mise en oeuvre de leur politique réactionnaire qui consiste à s'attaquer systématiquement à tous les acquis ou droits sociaux de toutes les couches d'exploités est incompatible avec l'exercice même élémentaire de la démocratie qu'ils piétinent quotidiennement en employant à longueur de temps un discours démagogique pour couvrir la formidable régression sociale et politique à laquelle nous assistons. Dans ces conditions, en attendre quelque chose de positif pour les travailleurs serait entretenir les pires illusions qui soient et les trahir, se faire les complices de leurs bourreaux.

Du coup, il est raisonnablement impossible d'envisager une amélioration fondamentale et collective du sort des travailleurs ou d'espérer un retournement de la situation sans poser non seulement la question de la rupture des relations avec le capitalisme et ses représentants, avec l'Etat et les partis qui participent aux institutions, les appareils des syndicats qui en sont les lieutenants au sein du mouvement ouvrier, sans mettre à l'ordre du jour la question du pouvoir que les travailleurs doivent conquérir, donc le renversement de l'ordre établi et les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir, ce qui pose comme devoir et responsabilité à chaque militant la tâche urgente de construire un parti ouvrier révolutionnaire qui incarne les droits ainsi que les besoins et les aspirations légitimes des travailleurs.

Quand on se retrouve face à un mur en apparence infranchissable, on a le choix entre s'asseoir à ses pieds en attendant qu'il veuille bien tomber de lui-même, or le capitalisme peut une nouvelle fois s'effondrer jamais il ne disparaîtra de lui-même, l'expérience des multiples crises qu'il a connues depuis deux siècles le prouve amplement, soit on le fait sauter au moyen d'une révolution organisée, disciplinée et consciente qu'elle n'est qu'une première étape, indispensable, vers notre émancipation finale qui ne se réalisera qu'à l'échelle mondiale.

Croire qu'il suffirait de bonnes intentions ou d'être anti-impérialiste à la manière de certains intellectuels pour accomplir cette gigantesque tâche et entraîner la majorité des masses au combat relève de l'ignorance ou de la charlatanerie. La plus grande rigueur et discipline sont indispensables pour à la fois vaincre le scepticisme des indécis ou le doute qui s'est emparé des masses, à juste titre d'ailleurs puisqu'elles ont été sans cesse induites en erreur ou nos dirigeants ont manqué singulièrement de détermination à défendre le socialisme.

C'est vers toutes les couches d'exploités qu'il faut se tourner, du professeur d'université à l'ouvrier travaillant à la chaîne, nous devons leur proposer cette perspective et ce programme politique en rupture avec la soumission intolérable à la dictature du capital, leur salut, celui de leur classe, de la société toute entière en dépend.

Toute autre voie consisterait à s'accommoder du régime en place, à accompagner sa décomposition, sa décadence, à se rendre impuissant à le combattre en attendant qu'il nous broie à notre tour, conformément au processus qu'il a enclenché depuis maintenant plus de 40 ans et qui au lieu de se solder sur le plan politique par davantage de démocratie s'est traduit par sa destruction avec la construction de l'UE, l'emprise de l'oligarchie financière sur l'ensemble des institutions politiques aux Etats-Unis et ailleurs. En guise de bien-être, c'est le chômage de masse et l'exploitation effrénée des masses qui a eu lieu. En guise de paix et d'harmonie entre les peuples, il a semé la haine, la mort et la destruction, la désolation sur une grande partie du monde à travers d'innombrables guerres.

Ce processus n'a cessé de s'amplifier avec la crise du capitalisme mondial qui a pris une tournure permanente depuis le début des années 70. Il a ainsi signifié que ce système économique ne pouvait plus être que synonyme de guerre et de destructions, de souffrances sans nombre pour tous les peuples. Il doit donc disparaître le plus tôt possible, nous devons le renverser, le vaincre, cela doit être notre seul et unique objectif.

Nous devons nous rassembler sur la base de cet objectif et adopter impérativement le principe qu'on ne pourrait accepter de passer le moindre compromis avec lui, de faire preuve de la moindre collusion d'intérêt avec lui, de lui accorder le moindre répit ou d'émettre des réserves sur ses réelles intentions, de manifester la moindre illusion à son encontre, de lui accorder des circonstances atténuantes, refuser de participer à ses institutions, refuser d'être financé par lui, refuser même sa clémence, etc. nous devons rejeter catégoriquement tous liens ou rapports avec le capitalisme, ses représentants, ses institutions. Et si nous sommes présents dans des syndicats ou d'autres organisations, c'est uniquement pour pouvoir y mener ce combat, sur la base de cet objectif et aucun autre qui serait forcément de nature corporatiste.

Quand on combat un cancer, on s'emploie à suivre un traitement qui consiste à tuer les cellules cancéreuses pour empêcher qu'elles ne prolifèrent et s'attaquent à des organes vitaux ce qui serait nous fatal. C'est la même chose avec le combat que nous livrons au capitalisme, un combat à mort. Si maintenant on s'emploie à détruire les cellules cancéreuses et qu'à côté on facilite la prolifération de nouvelles cellules cancéreuses, notre combat est perdu d'avance. A chacun ses responsabilités.

Chavez. Parole d'internaute.

- *"Dictateur? Les médias occidentaux sont d'une d'impartialité sans égal.
Honte à la gauche européenne pour sa lâcheté (aucun haut représentant).
Lâché par les partis de gauche européen il s'est trouvé des alliés peu fréquentables.
Ses adversaires politiques vénézuéliens on un passé des moins recommandable.
Les droites sud américaine ont été des régimes les plus impitoyables du siècle dernier."*

Il arrive un moment où la quantité se transforme en qualité et où la gauche n'a plus rien à envier à la droite ou devient le bras armé de la droite, éventuellement se substitue au pouvoir au parti de l'ordre pour faire le même sale boulot au nom du socialisme. Le jour où vous l'aurez compris, vous aurez fait un grand pas en avant... pour l'humanité.

Nous vous signalons au passage que ce sont les partis de l'Internationale socialiste et les partis staliniens en Amérique latine qui ont ouvert la voie aux dictatures militaires, Chili, Argentine... Comme précédemment en France, Espagne, Allemagne, Italie, Grèce...

Apparemment certains l'ont partiellement compris, parmi les masses et non parmi les partis dits ouvriers, leurs dirigeants.

- *"Même dans cette situation notre cher président aura été minable et pitoyable!
Pour quelqu'un qui se dit représenter la gauche bravo!!!!!!
Un vague ministre pour représenter la France!
Honte à notre président! président de droite!!!!!"*

Ils ne savent même pas ce que c'est que c'est au PS tellement ils sont pourris !

- *"quand je pense que le président français ne va même pas aux funérailles; c'est quand même un peu la honte."*

Non, Hollande et le PS sont pareils à eux-mêmes, ils haïssent tout ce qui n'est pas conforme aux intérêts de l'impérialisme américain et sioniste.

- *"Je serais curieux de connaître le nombre de personnes qui suivront le cercueil de mimolette, alias Hollande, repose en paix Raphael Hugo Chavez Fria, les crapules qui te dénigrent crèveront seuls, comme des chiens."*

S'il vous plaît, pas d'amalgame, du respect pour les chiens !

- *"Chapeau Chavez, les médias français aux bottes de l'ordre ont essayé de te salir, ton peuple a honoré ta mémoire."*

- *"Chavez el fenomeno. Au moins on ne dira pas qu'il a mis l'arme sur la tempe de 2 millions de venezueliens pour le pleurer. C'est sûr on ne pouvait pas faire ce qu'il a fait et plaire au bourgeois qui aurait monopolisé la richesse pétrolière comme cela se voit en Afrique où 2 % de de la population essentiellement la classe politique possède 98% des richesses du pays. Il aurait échoué s'il n'avait pas redistribué les richesses et investi pour la population. Il n'aurait pas réussi ce qu'il a fait sans le pétrole, mais nombreux sont ceux qui ont les richesses minières et le pétrole qui n'ont pas fait 2% de ce qu'il a fait. Alors ne le détestons pas."*

ACTUALITE EN TITRES

[Le pire est à venir...](#)

- Incertitude politique et récession: l'Italie sanctionnée par l'agence Fitch - AFP

- Pour 42% des Autrichiens, les choses n'étaient pas si mauvaises sous Adolf Hitler -

Le programme économique et social du régime nazi financé par le cartel des banquiers de la Fed, la BoE et les banquiers français

[Qui contrôle la BCE, l'UE ? Le FMI, l'oligarchie financière.](#)

- La BCE doit baisser ses taux, estime Christine Lagarde - Reuters

"L'amélioration du sentiment économique ne provoque pas automatiquement une hausse de l'emploi ou des salaires", a-t-elle jugé. "Elle aide peut-être les marchés, mais elle n'aide pas encore les gens." Reuters 08.03

Ouf, nous voilà soulagé !

[Propagande et manipulation des masses.](#)

- Les Français approuvent la réforme du marché du travail - L'Expansion.com

- Moscovici promet un effort "*juste et équilibré*" pour le budget 2014 - AFP

[Parole de réacs.](#)

- Et si l'on s'inspirait du système américain de coupes automatiques dans les dépenses publiques pour réduire les déficits ? - Atlantico.fr

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

1- Egypte

Des milliers d'Egyptiens sont descendus de nouveau vendredi dans les rues de Port-Saïd, au débouché du canal de Suez, pour protester contre la mort d'habitants lors d'affrontements avec la police et contre le verdict rendu par la justice en janvier dans l'affaire de la bousculade meurtrière au stade de la ville.

Au Caire, des échauffourées ont eu lieu entre des dizaines de manifestants et les forces de police sur un pont sur le Nil près de la place Tahrir, épicentre de la contestation en 2011.

La confirmation des sentences rendues par la justice est attendue samedi au Caire et risque de provoquer de nouveaux troubles à Port-Saïd mais aussi dans la capitale.

Les autorités ont d'ailleurs renforcé la sécurité à Port-Saïd et au Caire en prévision de cet arrêt de justice, et elles déploieront 2.000 policiers aux abords de l'école militaire du Caire, où aura lieu l'audience, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena, qui cite une source au ministère de l'Intérieur.

Vendredi, un manifestant blessé par balle cette semaine dans des heurts avec la police est mort à Port-Saïd, a-t-on appris de source médicale. Un autre manifestant est mort durant la nuit, à la suite des violences survenues jeudi.

Les manifestants agitant des drapeaux ont scandé "*Nous te sauverons par notre sang, Port-Saïd!*" et "*Le peuple veut la chute du régime!*". Ils ont également repris des slogans hostiles au président Mohamed Morsi et réclamé le retrait des cordons de police.

Huit personnes au moins, dont trois policiers, ont été tuées au cours des violences à Port-Saïd cette semaine. Reuters 08.03

2- Tunisie

L'islamiste Ali Larayedh a annoncé vendredi la composition du nouveau gouvernement de Tunisie, un cabinet reconduisant une alliance sortante élargie à des indépendants qui aura la lourde tâche de sortir le pays, avant la fin de l'année, d'une crise politique et sécuritaire.

Après deux semaines de négociations "*marathon*", le ministre de l'Intérieur sortant a présenté son équipe, qui reconduit l'alliance entre le parti islamiste Ennahda au pouvoir et ses deux alliés laïcs, le Congrès pour la république du président Moncef Marzouki et Ettakatol, faute d'avoir réussi à l'élargir à d'autres forces politiques.

Il a refusé de s'avancer sur le calendrier électoral, assurant qu'il s'agissait d'une prérogative de l'Assemblée nationale constituante (ANC), tout en évoquant les mois "d'octobre-novembre" prochains.

Sur son compte Twitter, Ennahda a souligné que ses membres ne représentaient plus que 28% du nouveau cabinet (40% dans le précédent), alors que les indépendants détiennent désormais 48% des portefeuilles.

Sans surprise, les ministères régaliens ont été confiés à des personnalités indépendantes, le parti islamiste ayant cédé fin février à cette revendication de longue date de ses partenaires et de l'opposition.

Le ministère de l'Intérieur est confié à un procureur, Lotfi Ben Jeddou, celui des Affaires étrangères à un vétéran de la diplomatie tunisienne, Othmane Jarandi, la Défense et la Justice revenant à Rachid Sabbagh et Nadhir Ben Ammou. Ces quatre hommes ne sont pas connus du grand public.

Le cabinet doit désormais obtenir la confiance des députés dans les trois prochains jours afin de mettre un terme à la crise gouvernementale qui s'est ouverte le 6 février avec l'assassinat de l'opposant Chokri Belaïd.

Le Premier ministre Hamadi Jebali avait alors tenté de former un cabinet apolitique, mais face à l'opposition de son propre parti Ennahda, il avait démissionné.

Si la coalition devrait trouver sans mal la majorité requise de 109 députés à l'ANC pour gouverner, ce soutien est largement insuffisant pour pouvoir définitivement régler la crise qui mine le pays depuis des mois.

L'assassinat de Chokri Belaïd n'a fait qu'exacerber les problèmes existants. Ainsi, la vie politique est paralysée depuis des mois faute de consensus sur la nouvelle Constitution, sans laquelle aucune élection ne peut être organisée.

Une majorité des deux-tiers de l'ANC est requise pour adopter la loi fondamentale, mais Ennahda n'a même pas trouvé de compromis avec ses alliés sortants sur la nature du futur régime.

Le maintien de la troïka sortante a d'ailleurs été vivement critiqué avant et après son annonce.

"Ce nouveau gouvernement ne va pas être meilleur que le précédent et va avoir le même destin par ce qu'il a été formé avec la même mentalité partisane", a déclaré à l'AFP l'opposant de gauche Hamma Hammami, chef du Front Populaire et proche de Chokri Belaïd.

"*Le chef de ce gouvernement et ses anciens membres maintenus malgré leurs échecs sont de retour*", a-t-il ajouté.

Et le pays reste déstabilisé par des conflits sociaux à répétition, dans la mesure où aucun remède n'a encore été trouvé au chômage et à la misère, causes majeures de la révolution de 2011. AFP 08.03

3- Syrie

Découverte en Syrie de matériel israélien d'espionnage.

Une unité électronique d'observation et de transmission, dissimulée dans de faux rochers, a été découverte sur le littoral syrien. Il s'agit d'un matériel israélien qui permettait à Tel-Aviv de renseigner des jihadistes sur les mouvements de troupes de l'armée arabe syrienne. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

France

1- Goodyear : expropriation !

La violence, c'est le chômage, la précarité, la pauvreté, l'exclusion, la discrimination, c'est l'Etat, le patronat et son gouverneùent.

- Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a condamné jeudi soir la *"violence"* ainsi que les *"nombreuses provocations"* et *"agressions"* contre les policiers après la manifestation qui a fait plusieurs blessés parmi les salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-nord et les policiers à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Cette violente manifestation a eu lieu devant le siège du fabricant de pneus à Rueil-Malmaison, à l'occasion d'un nouveau comité central d'entreprise (CCE) sur le projet de fermeture du site.

Le ministre a déclaré qu'il *"tient à rendre un hommage appuyé aux forces de l'ordre"*. Les forces de l'ordre, ajoute-t-il, qui "ont fait preuve, une nouvelle fois, d'un grand professionnalisme et d'un sang froid constant face aux très nombreuses provocations et agressions dont elles ont été l'objet durant plusieurs heures". *"Pleinement conscient du désarroi et de la détresse de nombreux salariés"*, poursuit-il, *"le ministre de l'Intérieur rappelle cependant que rien ne saurait justifier que les forces de l'ordre soient les cibles de violences"*. *"La violence n'est pas la voie du dialogue"*, conclut le ministre en déplacement en Guyane où il est arrivé ce jeudi.

Le Nouveau parti anticapitaliste a accusé Manuel Valls d'être un *"bon petit soldat du capital"*. *"Pour quelques oeufs, bombes à peinture lancés, et des pneus brûlés, Manuel Valls, chef des flics d'un gouvernement qui se porte garant des intérêts du patronat, vitupère contre les salariés de Goodyear, dénonce les agressions contre les forces de l'ordre et promet même des sanctions"*, s'indigne le parti trotskiste dans un communiqué. *"Face aux quelques centaines de salariés qui avaient fait le déplacement depuis Amiens, le déploiement des forces de l'ordre était démesuré"*, selon la formation d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou, qui juge *"légitime"* la révolte des salariés de Goodyear. Lexpress.fr 08.03

2- Enseignant : en grève le 28 mars

Quatre fédérations d'enseignants, minoritaires, ont appelé vendredi, dans un communiqué, à une nouvelle grève nationale, le 28 mars, pour exiger l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires et l'ouverture de négociations sur les salaires et les conditions de travail.

La Ferc-CGT, la Fnec-FP FO, Sud Education et la CNT Education (anarcho-syndicaliste) réclament l'abrogation du décret sur la réforme des rythmes scolaires, instituant le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013 (ou 2014 par dérogation). La réforme n'apporte *"aucune amélioration significative pour les élèves et dégrade un peu plus les conditions de travail des personnels"*, selon les organisations.

Elles demandent *"un autre projet qui réponde aux besoins des élèves"*, et l'ouverture de *"réelles négociations sur les revendications des personnels"*, notamment en matière de salaires. Les organisations syndicales s'opposent également au projet de loi pour la refondation de l'école, soumis à l'Assemblée nationale à partir de lundi.

Le texte *"va dans le sens d'une territorialisation de l'école et d'un éclatement du cadre de référence nationale avec le pilotage des cartes de formation professionnelle et la prise en charge des services d'orientation par les régions"*, ainsi que *"le transfert aux collectivités locales de missions dans le premier et le second degré"*, ajoute le communiqué.

A Paris, les syndicats particulièrement remontés contre le projet prévu par le maire (PS) Bertrand Delanoë, présentent un front uni pour exiger un report de la réforme à 2014. L'intersyndicale SNUipp-FSU, FO, SE-UNSA, Sud, CGT et CNT appellent les enseignants à une nouvelle grève le 25 mars, jour où le Conseil de Paris devrait se réunir sur le sujet. liberation.fr 08.03

3- Quick : *"patron gangster"*.

Le gérant d'un restaurant Quick de Villeneuve-sur-Lot, dont la fermeture prochaine avait été annoncée, a fait changer les serrures de l'établissement dans la nuit de mercredi à jeudi, en plein conflit social autour des conditions de licenciement de salariés, a-t-on appris de sources concordantes.

"Mon manager a découvert ce matin à 8h00 qu'il ne pouvait plus ouvrir les portes. Les serrures avaient été changées et un écriteau affiché sur la porte indiquait +restaurant fermé+", a déclaré à un correspondant de l'AFP le directeur du Quick, Sylvain Milhouet, précisant qu'aucune explication n'avait été donnée par le gérant.

Il a dénoncé une méthode de *"patron gangster"*. Les 16 salariés du restaurant ouvert en septembre 2009 avaient reçu courant février un courrier les convoquant pour des entretiens préalables de licenciement, prévus les 20 et 21 février et finalement reportés. Depuis, les employés, opposés à la fermeture du site, ont procédé à trois débrayages pour obtenir des négociations. L'Expansion.com avec AFP 08.03

4- Les salariés de JPM d'Avermes se mobilisent.

Les salariés de l'entreprise de serrurerie JPM d'Avermes, près de Moulins, se sont lancés dans un difficile bras de fer contre le propriétaire de leur entreprise, le géant suédois Assa Abloy, qui entend regrouper ses usines françaises à plus de 300 kilomètres de là.

Le site de JPM Avermes (Allier), 162 salariés, 33,5M d'euros de chiffres d'affaires, a commencé mercredi une grève illimitée pour lutter contre sa fermeture annoncée par sa maison-mère, le leader mondial des systèmes d'ouverture de portes, le suédois Assa Abloy, 42.000 salariés 5,23 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

En 1997 le groupe suédois est devenu leader mondial de ce secteur en rachetant des entreprises dans tous les continents, y compris en France, dont JPM, Vachette et ses trois filiales Laperche, Bezault, et Litto en Belgique.

"Aujourd'hui le groupe Assa Abloy est le leader mondial au niveau serrurerie et détient des marques de prestige en France et dans le monde entier, nous ne comprenons pas sa démarche car la santé de l'entreprise est saine et très, très profitable", a souligné vendredi Eddy Lamartine, délégué syndical CGT du site.

Il manifestait vendredi devant le site avec environ 250 personnes dont de nombreux élus et salariés mobilisés contre ce projet de fermeture prévu à l'été 2013. Les salariés dénoncent aussi des licenciements boursiers.

La direction de JPM avait annoncé le 21 juin le transfert de l'intégralité de ses activités à Sainte-Savine (Aube), près de Troyes, ce regroupement devant permettre selon elle de sauvegarder la compétitivité. Cette "*délocalisation*" concernerait à la fois les équipements, mais également une partie du personnel.

Le groupe suédois a aussi motivé la fermeture de l'usine d'Avermes par la perte par JPM de près de 23% de son chiffre d'affaires et d'environ 25% de ses volumes de ventes depuis 2008.

Sur les 160 salariés de l'usine, 58 emplois seraient transférés à Sainte-Savine et une soixantaine seraient redéployés dans d'autres entreprises du groupe, notamment dans l'Aube.

"Aujourd'hui le groupe met 20 millions d'euros sur la table pour supprimer 160 emplois et là nous pensons qu'en mettant un quart de cette somme, non seulement on peut pérenniser le site mais aussi maintenir l'emploi, pour l'industrie locale, c'est quelque chose de primordial", a fait valoir Eddy Lamartine.

Les salariés ont présenté un projet alternatif de sauvegarde, comme repositionner l'offre dans le haut de gamme, mais selon le délégué CGT "*la direction a posé un ultimatum, celui d'accepter avant ce vendredi un plan d'indemnité de départ de 75.000 euros par personne ainsi qu'un congé de reclassement de 9 mois*".

Face à la grogne, la direction a sursis à son ultimatum et une rencontre est prévue mardi 12 mars à 14H00 avec les représentants du personnel. AFP 08.03

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mars 2013

[CAUSERIE](#)

On rajoutera quelques nouveaux articles ce soir ou demain, en fait je n'ai pas envie de bosser.

[Horsegate. Une piste ?](#)

Les Européens devraient diminuer leur consommation, notamment de viande, afin de réduire leur empreinte "*terres*", soit le nombre d'hectares nécessaires pour satisfaire leurs besoins, selon un rapport de l'ONG Les Amis de la Terre Europe.

"Réduire l'empreinte terres de l'Europe implique une baisse radicale de l'ensemble de nos consommations, à commencer par celle de la viande", écrit l'ONG dans un rapport intitulé "Terres volées", qui souligne l'utilisation grandissante des terres mondiales pour l'agriculture et l'élevage, parfois au détriment des cultures locales. AFP 09.03

Toujours aussi réactionnaires ou rétrogrades ces ONG ! Est-ce qu'ils sont au courant qu'il y a en France et en Europe des millions

de travailleurs qui n'ont pas de quoi s'acheter de la viande ou du poisson ou tout simplement de manger à leur faim ? Il nous rendrait vulgaire et violent ces parasites, quelle saloperie ! Commencez donc par vous attaquer au capitalisme ! Les tiers-mondistes nous emmerdent !

[A l'heure où l'on peut lire ici ou là des articles sur la bataille de Stalingrad.](#)

Qui l'a remportée, quel fut le véritable vainqueur de la Seconde Guerre mondiale ? Staline ? Pas vraiment ! L'armée Rouge ? C'est mieux déjà, les valeureux combattants d'Octobre 1917. Mais qui créa et organisa l'armée Rouge ? Léon Trotsky. N'aurait-il pas été assassiné sur ordre de Staline le 20 août 1940 pour qu'il ne vienne pas ternir sa "victoire", notamment ?

Autre question. Pourquoi l'impérialisme a-t-il décidé de débarquer en Europe ? Pas spécialement pour vaincre le régime nazisme qu'il avait financé.

Pour endiguer la crise et le chômage persistant aux Etats-Unis, c'est une partie de l'explication, rien de telle que l'économie de guerre pour relancer le capitalisme, Hitler en avait fait la démonstration peu de temps auparavant.

Pour se soumettre l'économie et les institutions européennes (à venir, et mondiales), c'est une autre partie de l'explication, apparaît comme une puissance incontournable y compris sur le plan politique.

Il reste une autre explication, pour empêcher que l'armée Rouge avance jusqu'à Calais et qu'elle réalise la liaison avec la résistance du peuple en arme en France et que s'instaure une nouvelle Commune de Paris, c'est aussi la raison pour laquelle après la reddition des Allemands ils ont bombardé Berlin et Dresde notamment, toute idée de révolution socialiste qui pouvait germer dans la tête du prolétariat français, allemand ou italien devait être anéantie dans l'oeuf, les masses désarmées, l'ordre capitaliste (l'Etat) rétabli au plus vite.

C'est le genre d'arguments ou de faits qu'on aura du mal à trouver dans la plupart des articles publiés sur ce sujet ou les vidéos qui circulent sur le Net, ou alors de manière disparate et sans lien entre eux, l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde étant le fil conducteur.

[Leur justice. Putréfaction de leur société. Patron de droit divin, empoisonneur : libre !](#)

Brochettes de poisson pané, crustacés, poissons entiers... avariés, périmés depuis 2007 pour certains produits. C'est cette marchandise douteuse qu'un grossiste de Gennevilliers stockait dans ses entrepôts.

La quantité de crevettes et autres filets de colin impropres à la consommation est hallucinante. Elle représente au moins 200 kg. Pour la Direction départementale de protection des populations, ex-service de la répression des fraudes, l'affaire a démarré grâce à une indiscretion.

Crevettes, langoustines et surimi congelés détruits

Un connaisseur de l'entreprise, située non loin du port de Gennevilliers, s'est ému du non-respect des conditions d'hygiène chez ce grossiste, qui approvisionnait quelques marchés locaux, notamment Asnières et Bois-Colombes, et des entreprises de restauration collective. Le comité départemental de lutte contre les fraudes (Codaf), coprésidé par le préfet et le procureur de la République, a piloté le contrôle organisé en début de semaine. Sur place, policiers et enquêteurs spécialistes de la fraude ont découvert trois conteneurs de 1200 litres chacun, pleins de produits de la mer invendables. Ainsi qu'une quinzaine de palettes sur lesquelles s'entassaient crevettes, langoustines, surimi congelés. Tout aussi impropres à la consommation. Le tout a été détruit par les services vétérinaires à la suite du contrôle, opéré entre lundi et mercredi.

La marchandise avariée découverte dans cette entreprise familiale, créée depuis plusieurs décennies et dirigée par un homme de 48 ans, représente quelque 25000 €. Les investigations se poursuivent, avec notamment la vérification d'autres stocks.

Le grossiste a été interrogé mais pas placé en garde à vue. Il pourrait s'en tirer avec une grosse amende. LeParisien.fr 09.03

Commentaire d'un internaute.

- "Une grosse amende qu'il ne payera pas c'est tout!!!! en liberté il est comme Servier, il peut tout brouiller, tout détruire et hop blanchi, au fait il sponsorise quel parti politique? Car depuis 2007 et avant avec de tels produits livrés dans les cantines (scolaires?) il mérite simplement d'être obligé de manger sa merde jusqu'à ce que mort s'ensuive."

Vous vous trompez, il la paiera et il s'en fout, elle n'équivaudra jamais le fric qu'il s'est fait en vendant des produits avariés. J'ai travaillé dans une quarantaine de boîtes à une autre époque et je peux vous garantir que les patrons étaient déjà des ordures.

Un gouvernement ouvrier l'aurait exproprié, aurait saisi tous ses biens et l'aurait envoyé en prison en attendant son jugement. Nous proposerions que ses droits civiques lui soient retirés pendant une période probatoire de 10 ans, qu'il lui soit interdit à vie de diriger une entreprise ou de devenir cadre dans une entreprise, nous lui imposerions un emploi d'ouvrier dans une entreprise contrôlée par l'Etat en délivrant aux syndicats et aux représentants du personnel une copie des délibérés de son jugement.

Les patrons resquillent sur tout ce qui peut l'être, sur la nature des produits qu'ils commercialisent, sur la manière dont ils sont entreposés, leur conservation, leur provenance, la qualité d'un service qu'ils vendent, ce que le client est tenu d'en attendre, sans oublier la législation du travail qu'ils violent à tour de bras...

Et avec la division du travail à l'échelle mondiale qui concerne tous les secteurs d'activité pratiquement aucun contrôle n'est possible. Je donne deux exemples.

J'ai acheté chez Leclerc une râpe à fromage en acier inoxydable il y a plus de 18 ans, elle a commencé à rouiller un peu mais on peut encore l'utiliser. Mon épouse en a acheté une l'année dernière dans une boutique où on trouve de tout à 1 ou 2 euros, elle est tellement rouillée qu'il n'y a plus aucune trace de chrome dessus. La différence, le pourcentage de nickel mélangé à l'acier.

En Inde, si vous achetez un gobelet ou une assiette plate en acier inoxydable vous pourrez la garder pendant 20, 30 ans ou plus, ils ne présenteront aucune trace de rouille. Par contre si vous achetez une moto ou une voiture vous pourrez constater qu'elles comportent déjà des points de rouille. Le conseil d'administration de la SNCF. La collation de classes à un prix. Salaire : 7.000 euros par mois. (récemment). Y figurent trois représentants de la CGT (majoritaire), dont Véronique Martin, et trois, respectivement de l'Unsa, de la CFDT et de Sud, complètent le conseil au titre des administrateurs élus des salariés. La principale fédération des usagers de transports (Fnaut) reste représentée par son responsable juridique, Marc Debrincat. Deux parlementaires font leur entrée. Il s'agit du sénateur-maire PS de Strasbourg, Roland Ries, et du député socialiste de l'Indre, Jean-Paul Chanteguët, qui préside la commission du développement durable de l'Assemblée nationale. AFP 08.03 Pas mauvaise la soupe à ce tarif-là !

Un scoop !

- François Hollande est-il en train d'inventer le social-libéralisme ? - Atlantico.fr

De tergiversations en hésitations, François Hollande a modifié sa stratégie et va donc carrément changer son fusil d'épaule. Beaucoup l'attendait sur le terrain de la social-démocratie, on va le retrouver sur celui du social-libéralisme.

La social-démocratie est morte le 4 août 1914 souvenons-nous. Depuis, ceux qui s'en réclamaient n'ont cessé de s'adapter au social-libéralisme jusqu'à l'adopter selon les critères qu'on retient, avant ou juste après mai 1981.

La financiarisation croissante de l'économie ne consistant pas à résoudre la crise du capitalisme s'amplifiant par ailleurs, le PS (et ses semblables dans le monde) s'est transformé en porte-parole des besoins de l'oligarchie financière jusqu'à en épouser tous les plans ou le programme, la dépense de la Banque de France vis-à-vis des marchés financiers (1973) que Mitterrand ne remettra pas en cause, l'UE dans sa dernière mouture supranationale avec Maastricht (1992), la BCE et l'euro, sa participation au groupe Bilderberg dirigé par le cartel des banquiers de la Fed (et BoE), à la Commission Trilatérale dirigée par Rockefeller, sa participation à la direction d'institutions du capital contrôlées par les mêmes banquiers internationaux, le FMI, l'OMC, notamment, l'adoption de tous les traités de l'UE jusqu'au TSCG en passant par le MES, etc.

La même soumission constante et sans faille à l'impérialisme américain, britannique et allemand s'est manifestée sur le plan politique, avec de plus en plus de zèle comme on a pu l'observer ces derniers temps avec le cas de la Syrie ou du Mali, et voilà que Hollande le sioniste menace directement l'Iran d'une guerre, ce qui devrait satisfaire les généraux du Pentagone et la CIA qui en rêvent quotidiennement depuis des années.

Tout cela à part la guerre contre le Mali était connu depuis des lustres et n'a cessé d'être confirmé année après année. Ce qui est marrant, c'est qu'un portail ultra réactionnaire feint de le découvrir tout comme nos dirigeants qui se demandaient encore hier ce que ferait Hollande et son gouvernement, mais le sale boulot qui correspond à l'idéologie qu'ils ont épousé et qu'ils incarnent, pourquoi, aurait-il fallu en attendre autre chose ?

J'ai encore reçu un courriel du sale type qui me harcèle depuis des années, que j'ai effacé sans même l'ouvrir, cela a le don de me rendre encore plus vindicatif.

Mais dites-nous, vous passez votre temps à vous foutre littéralement de nous et de vos militants. Qu'est-ce que cela signifie ? Hier vous faisiez passer Mitterrand décoré par Pétain de la fançisque pour un homme de gauche (POI - Stentor dans IO), vous appeliez à voter Mitterrand en 1981 sur la base de bonnes intentions sans lendemain évidemment, vous louiez la IVe République (POI- Sandri) en réalité un gouvernement d'union nationale, vous appeliez au front unique avec le PS en

refusant finalement de le caractériser conformément à sa nature de parti bourgeois, de parti de l'ordre, vous n'avez eu de cesse de vous adresser aux dirigeants et élus du PS qui une fois au pouvoir ont voté tous les textes ou traités réactionnaires préparés par leurs prédécesseurs (RPR-UDF-UMP) sans jamais abolir les lois anti-ouvrières adoptées depuis 1958, vous avez refusé de prendre en compte ou vous avez passé sous silence le rôle criminel du PS avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, son engagement dans la colonisation et son soutien aux guerres du Vietnam et d'Algérie, vous vous êtes employés à taire l'existence d'institutions parallèles ou occultes tel le groupe Bilderberg (1954) qui a largement influencé le cours de la politique mondiale pendant plus d'un demi-siècle, qui a présidé à la création de la quasi-totalité des institutions économiques et politiques internationales du capital à l'échelle européenne et internationale, excusez du peu, etc. le tout en faisant un parti épouvantable réactionnaire, infréquentable, notre bourreau, notre ennemi à abattre.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir ses réalisations politiques ou sociales positives, on pourrait se livrer à la même démonstration avec l'UDR-RPR-UMP, et si finalement il est si facile au PS et à l'UMP de se livrer à cette mascarade, c'est bien parce qu'ils remplissent un rôle complémentaire et que rien ne permet de les distinguer fondamentalement. Vous disiez avant-hier que les institutions de la Ve République avaient été fondées pour un seul parti, le parti de l'ordre qu'incarnait de Gaulle, et bien comme elles vont comme un gant au PS et que les bonapartes sont interchangeable sans que s'ouvre une crise des institutions, cela signifie que la véritable nature du PS c'est d'être un parti de l'ordre similaire à l'UMP, l'autre face de la même pièce, seul le masque change.

Notre combat politique contre le PS doit consister à faire tomber un masque, démonter une apparence, faire envoler une illusion. Et la plus grande imposture politique qui a eu lieu dans les rangs du trotskisme depuis 1940, dans les rangs du mouvement ouvrier depuis le stalinisme, a consisté à systématiquement maquiller ou occulter la véritable nature non pas de ce masque mais de ce qui se tenait derrière. Ils ont fait en sorte que les militants se focalisent sur ce masque sans s'attaquer à la question essentielle qui était la véritable nature de ce parti. Que vous a-t-on dit, qu'il fallait combattre les illusions sur le terrain des illusions, n'est-ce pas, mais sans finalement aller au-delà d'un simple constat une fois le masque tombé, ce qui ne servait strictement à rien. Ils disent qu'ils sont socialistes, on fait tomber le masque et on s'aperçoit qu'ils ne le sont pas, oui, et après, ils sont quoi alors, dites-nous, ils sont quoi alors, répondez, allez-y répondez, ils sont quoi, tout ce que j'ai décrit plus haut et qui ne figure absolument jamais depuis plus de 70 ans dans l'argumentation portée à la connaissance des masses par ces trotskistes de salon.

Comment montrer le vrai visage hideux d'un Mitterrand et ses véritables intentions et ensuite appeler à voter pour lui poser la question c'est y répondre. Il est vrai qu'on disait aux travailleurs qu'ils ne devaient pas se faire d'illusions sur lui, mais sans plus, il y avait une grande part d'inconsistance et d'hypocrisie dans notre comportement, car comme toujours on ajoutait que l'essentiel c'était en premier lieu de chasser le locataire du Palais et on s'occuperait la suite plus tard, tu parles, la suite, une honte sans fin, une capitulation sur toute la ligne qui s'est terminée par la liquidation du PCI.

Quelque part ce fut encore pire envers le stalinisme qui n'était pas le communisme, mais alors qui était quoi, qui venait d'où, qui était rattaché à quelle idéologie, combien de militants parmi nous pouvaient répondre à ces questions, un sur mille, comme nous n'étions que quelques milliers au total, en somme uniquement nos dirigeants, les militants en étaient totalement incapables et le sont toujours aujourd'hui pour la plupart d'entre eux.

Si vous prenez en compte tous ces éléments, la défaillance dans l'argumentation pour combattre le PS et le PCF et la liquidation du PCI qui a abouti aujourd'hui au POI, les appels en direction de leurs dirigeants et élus, à voter pour leurs candidats, le front unique, etc. vous vous apercevez que tout est lié par la volonté de ne pas construire un véritable parti révolutionnaire, le même constat peut être fait avec le NPA et LO.

En conclusion, il est démontré que refuser de rompre avec les partis institutionnels qui se sont succédés au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle, avec l'Etat, les appareils vendus de syndicats, le capital et ses représentants, ses institutions internationales (y compris l'OIT ou l'UNESCO qui sont des agences de l'ONU), c'est finalement s'interdire de se donner les moyens de construire un nouveau parti socialiste révolutionnaire ou communiste.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande le sioniste va-t-en-guerre, un danger pour la paix entre les peuples. Il menace l'Iran.

Le président français s'est entretenu, vendredi, avec le président de l'Entité sioniste, et fait montre d'un zèle, sans précédent, pour dénoncer le danger d'un Iran nucléaire :

"Un Iran nucléaire n'est pas, seulement, un danger, pour Israël, mais pour les pays du golfe (Persique), de l'Europe et du monde entier" (...) "Ce n'est pas à Israël, mais à la communauté internationale, d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme atomique.... Les Iraniens jouent un jeu dangereux, et il est possible qu'ils perdent la dernière occasion que leur a accordé la communauté internationale" ! Le Président socialiste Hollande rivalise de zèle avec son prédécesseur, quand il s'agit d'attaquer

l'Iran! french.irib 09.03

A bas le gouvernement social-libéral-impérialiste et sioniste !

Opération destinée à faire pression sur le gouvernement.

- Les Français refusent la rigueur pour les retraites, selon Ifop - Reuters
- Encore un effort pour réformer les retraites? Les Français disent non - L'Expansion.com
- Retraites : fini, les efforts ! - LePoint.fr
- Retraites: les Français contre un effort supplémentaire - Liberation.fr

Les Français se montrent majoritairement hostiles à tout nouvel effort supplémentaire concernant la réforme des retraites, le refus le plus net (60%) concernant un nouveau recul de l'âge de départ au-delà de 62 ans, selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche.

L'opposition est forte également sur l'allongement de la durée de cotisation au-delà des 42 annuités, avec 57% de "pas favorables". L'opinion est un peu plus partagée pour ce qui est de l'augmentation des cotisations retraites payées par les employeurs et les salariés, 48% de "favorables", 52% d'"opposés". AFP 09.03

C'est une façon de mettre Hollande au pied du mur : soit vous obtenez aux ordres du marché et nous ne passerons pas à l'offensive contre votre gouvernement, soit vous êtes à l'écoute des masses et nous allons déclencher un déluge de feu qui va vous forcer à plier et à vous soumettre à notre ordre.

Hollande et le PS vont sortir laminer, briser de ce quinquennat, s'ils parviennent jusqu'au bout... L'UMP se prépare déjà à prendre la relève, ils ne cessent de parler du retour possible de la Talonnette...

Inutile de vous dire qu'ils peuvent attaquer le gouvernement à aucun moment nous ne prendrons sa défense, entre la peste et le choléra nous avons décidé de combattre pour une République sociale...

Cela n'a jamais fait un socialiste.

- Lurel (PS) s'enflamme pour Chavez : «C'est De Gaulle plus Léon Blum» - LeParisien.fr

Qu'a-t-il dit au juste de si insupportable pour la confrérie réunie des réactionnaires ?

- *"Toute chose égale par ailleurs, Chávez, c'est de Gaulle plus Léon Blum. De Gaulle parce qu'il a changé fondamentalement les institutions et puis Léon Blum, c'est-à-dire le Front populaire, parce qu'il lutte contre les injustices."*

Les médias faussaires ont tout simplement tronqué sa citation en omettant la réserve qu'il avait formulée au début de sa déclaration.

Il a poursuivi ainsi : *"Moi, je dis, et ça pourra m'être reproché (...), que le monde gagnerait à avoir beaucoup de dictateurs comme Hugo Chávez, puisqu'on prétend que c'est un dictateur. Il a pendant ces 14 ans respecté les droits de l'homme."*, disons qu'il a été élu et réélu démocratiquement, et la réaction ne supporte pas qu'il ait nationalisé en partie l'industrie pétrolière et d'autres secteurs économiques à l'heure où l'ultra libéralisme ou le néoconservatisme ultra réactionnaire devrait être la seule politique en vigueur sur toute la planète. (source : Lepoint.fr 09.03)

Commentaire d'un internaute.

- *"Une dictature ? Je l'ai parfois entendu dire, mais jamais vérifié par moi même. Si le Venezuela est une dictature, alors je me demande ce qu'est la France."*

Une dictature, cela vous avait-il échappé ?

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben alors si rien n'y fait !

Pourquoi laisser les actionnaires décider des niveaux de rémunération de dirigeants ne les fera pas baisser, au contraire - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Afghanistan

Une querelle s'est transformée en un affrontement armé entre les soldats de l'armée américaine et les forces de sécurité afghanes, sur une base militaire américaine, dans l'Est du pays, a déclaré, ce vendredi, le site Internet Khaama Press. Deux personnes, une de chaque côté, ont été tuées.

Il s'agit d'une deuxième attaque contre les forces de sécurité de l'Afghanistan contre les soldats de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF). 73 soldats des troupes étrangères ont péri, en Afghanistan, dans de tels incidents. french.irib 09.03

SOCIAL

1- Grèce

Environ 15.000 personnes ont manifesté samedi à Thessalonique (nord de la Grèce) contre un projet canadien de mine d'or, qui, selon ses opposants, causerait des dégâts irréversibles à l'environnement.

Les manifestants (9.000 selon la police) ont parcouru le centre de la deuxième ville du pays en scandant des slogans hostiles au gouvernement dirigé par le conservateur Antonis Samaras.

Soutenus par le parti de gauche Syriza, deuxième au Parlement, les opposants dénoncent le projet mené par Hellenic Gold, filiale du groupe canadien Eldorado Gold, pour l'exploitation d'une mine dans la péninsule d'Halkidiki.

M. Samaras a déclaré au journal économique Axia de samedi qu'il n'était pas question de revenir sur le feu vert du gouvernement donné en 2011.

En revanche, il a indiqué que le gouvernement n'avait pas encore statué sur la demande d'Eldorado Gold pour une deuxième concession dans la province voisine de Thrace, qui se heurte également à une forte opposition.

Le maire de Thessalonique et les autorités locales soutiennent le projet d'Hellenic Gold en faisant valoir qu'il permettra de créer des centaines d'emplois alors que la Grèce est en proie à la crise économique et à un taux de chômage record de 26%.

Les opposants assurent de leur côté que l'exploitation de la mine contaminera les nappes d'eau et l'atmosphère avec du plomb, du cadmium, de l'arsenic et du mercure.

La péninsule boisée d'Halkidiki est un haut-lieu touristique qui attire notamment des visiteurs russes et des pays des Balkans voisins.

Un autre groupe canadien, TVX, avait commencé à exploiter l'or à Halkidiki il y a une vingtaine d'années, avant de se retirer en 2003. AFP 09.03

2- Allemagne

Les quelque 800.000 employés des services publics de 15 Etats régionaux allemands ont obtenu une hausse de salaire de 5,6% en deux étapes, a annoncé samedi 9 mars le syndicat des services Verdi, soit le premier grand accord salarial conclu cette année dans le pays.

Une première hausse des salaires de 2,65% sera effective rétroactivement au 1er janvier 2013, et une seconde augmentation

de 2,95% aura lieu le 1er janvier 2014, a détaillé le syndicat dans un communiqué.

Verdi avait réclamé au départ une hausse de salaire de 6,5% sur 12 mois et les négociations avaient été émaillées de plusieurs grèves d'avertissement dans toute l'Allemagne ces dernières semaines, perturbant le fonctionnement de l'administration, des écoles ou encore des transports publics.

L'accord salarial concerne tous les Länder allemands, à l'exception de la Hesse (ouest), qui n'est pas membre de la convention collective.

Un accord de branche n'a pas été trouvé pour le personnel enseignant des Länder. Les salaires de ces 200.000 employés, fixés unilatéralement par les employeurs, sont très variables selon les régions et leur harmonisation est un sujet de discorde depuis des années.

Dans le secteur privé, le syndicat allemand de la métallurgie IG Metall veut obtenir pour sa part des hausses de salaires allant jusqu'à 5,5% pour les 3,7 millions d'employés du secteur métallurgique, qui comprend notamment le puissant secteur automobile.

Cette semaine, environ 75.000 employés dans la sidérurgie du nord-ouest de l'Allemagne ont obtenu seulement une hausse de 3% sur 15 mois. Le Nouvel Observateur avec AFP 09.03

3- Suède Le premier journal suédois, Dagens Nyheter, va supprimer 80 emplois, soit un cinquième de ses effectifs, pour tenter d'équilibrer ses comptes en 2013. "Un cinquième des salariés de Dagens Nyheter vont partir. La réduction des effectifs concerne environ 80 postes", a indiqué le quotidien sur son site internet. DN a invoqué "la mauvaise conjoncture et les problèmes structurels de la presse.

DN, considéré comme le journal de référence en Suède, a été diffusé à 292.100 exemplaires par jour en 2012, et revendique 810.000 lecteurs quotidiens, soit 8,5% de la population suédoise. Il appartient à un groupe familial suédois qui contrôle de nombreux médias, Bonnier. AFP 07.03

ECONOMIE

1- Téléphonie

Le nombre de téléphones multifonctions (smartphones) dans le monde va tripler d'ici à 2018, pour atteindre 3,3 milliards, a estimé vendredi le numéro un mondial des équipements en téléphonie mobile, Ericsson. "Le nombre d'abonnements avec un smartphone était de 1,1 milliard fin 2012 et nous estimons qu'il atteindra 3,3 milliards d'ici à la fin 2018", a indiqué le groupe suédois dans son rapport annuel.

D'après Ericsson, les smartphones ne représentent aujourd'hui que "15 à 20%" des téléphones portables en usage dans le monde. Mais ils vont être de plus en plus répandus et être de plus en plus gourmands, pris individuellement. "Le trafic mobile de données augmente de manière exponentielle": il "a doublé" en 2012, et "devrait selon les estimations être multiplié par 12 entre 2012 et 2018", poursuit Ericsson.

"Le plus grand contributeur à la hausse du trafic de données est la vidéo", qui "représente aujourd'hui en moyenne 25 à 40% du trafic sur les réseaux mobiles", d'après le groupe suédois. Si 50% de la population mondiale est actuellement couverte par un réseau 3G, cette proportion devrait grimper à "85% d'ici à la fin 2017". Et à cette date, 50% de la population devrait profiter d'un réseau 4G, plus performant. "De plus en plus, la qualité du service devient une manière de se différencier pour les opérateurs" en téléphonie mobile, explique Ericsson. AFP 08.03

La machine capitaliste ne doit cesser de consommer, de produire de nouveaux besoins inutiles, nuisibles parfois, la course à l'abîme est lancée.

J'habite à vol d'oiseau à moins de 5 kilomètres des faubourgs de Pondichéry et je ne suis pas en mesure de regarder une vidéo sur mon ordinateur, je n'ai toujours pas de téléphone portable et je n'en veux pas. Pour télécharger une vidéo de 100Mo, il faut plus d'une heure, donc je crois qu'ils nous racontent des blagues ici.

Ce matin un de mes beaux-frères est passé à la maison, il était venu chercher mon épouse en moto. Je lui ai fait remarqué que le pneu avant était usé jusqu'à la corde, que la selle était déchirée, que le feu arrière était cassé... Mon épouse m'a répondu : "il n'a pas d'argent", c'est sûr, ils sont quatre et ils possèdent deux portables plus un smartphone qu'il a payé 2.500 roupies. Bon, ce n'est pas mon problème, c'était juste un constat.

2- Hongrie

L'économie hongroise s'est contractée de 2,7% sur un an au quatrième trimestre 2012, selon des chiffres définitifs publiés par le Bureau central des statistiques. Reuters 08.02

3- Espagne

La production industrielle espagnole a poursuivi son repli en janvier, en baisse de 5% sur un an, à un rythme toutefois légèrement moins rapide qu'en décembre, plombée par la chute de la production de biens de consommation, selon les chiffres officiels publiés vendredi. AFP 08.03

4- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu une forte croissance pour le sixième mois d'affilée en janvier, où sa hausse s'est accélérée, selon des chiffres publiés par la banque centrale américaine (Fed).

L'encours des crédits à la consommation dans le pays a augmenté de 7,0% en rythme annualisé et en données corrigées des variations saisonnières, après avoir bondi de 6,6% en décembre (chiffre révisé en hausse de 0,3 point), indique la Réserve fédérale sur son site Internet. AFP 07.03

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mars 2013

CAUSERIE

Entre nous, je suis de moins en moins motivé pour continuer ce boulot, surtout avec la chaleur qu'il fait ici. Je n'ai reçu à ce jour que 6 réponses à mon questionnaire... Du coup depuis plus d'un mois je n'ai pas formaté mes propres causeries, je n'en ai pas le courage.

Il y a des gens qui font un travail plus intéressant que le mien, plus important quelque part aussi même s'il ne mène à rien, car ce n'est pas les idées qui mènent le monde et permettront de le changer mais l'action, vérité élémentaire qui échappe aux professionnels de la masturbation intellectuelle dont le mode de vie agit comme un obstacle pour se poser ce genre de questions.

On y reviendra demain avec les conclusions auxquelles est parvenu l'auteur d'un long article, qui à elles-seules, en 9 ou dix points, résumant l'impasse à laquelle aboutit toute analyse qui ne se situe pas dans la perspective du socialisme ou sur le terrain de classe du prolétariat, qui rejette les conclusions du marxisme. Tout y figure, ensuite on pourra considérer avoir fait le tour de cette question et se concentrer sur des questions politiques et économiques.

J'ai dégoté par hasard un nouveau portail dédié à l'Union européenne, j'ai chargé au format pdf une cinquantaine de ses articles que je mettrai demain en ligne dans un dossier spécial consacré à l'UE.

[Pour commencer la semaine dans la bonne humeur deux vidéos :](#)

1- Vivre sans électricité, une réalité quotidienne en Grèce

http://www.dailymotion.com/video/xxl6ix_vivre-sans-electricite-une-realite-quotidienne-en-grece_news#.UT1vCTccBac

2- Bruxelles Business - Mais qui contrôle vraiment l'Europe ? (Documentaire Arte)

http://www.youtube.com/watch?v=3_8h3poYfoA

Connaissiez-vous La Table ronde des Industriels européens?

La Table ronde des Industriels européens (European Round Table, ERT) est un groupe de lobbying créé en 1983 par Étienne Davignon auprès de la Commission européenne, le Conseil des ministres ou encore le Parlement européen. Il rassemble les 45 plus grandes entreprises européennes, situées dans 18 pays de l'UE.

L'ERT s'est donnée pour objectif de « stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne », notamment en prônant la baisse du salaire minimum, la réduction des dépenses de sécurité sociale et la privatisation de services publics.

L'ERT a nettement influé sur le texte de l'Acte unique européen de 1986 et sur le texte du Traité de Maastricht de 1992, traité fondateur de l'Union européenne. Ces faits illustrent de façon flagrante que, par rapport à la masse des citoyens, les lobbies industriels (dont les moyens financiers sont incomparablement plus élevés que ceux des ONG supposées représenter les citoyens) bénéficient d'une relation privilégiée auprès des pouvoirs législatif et exécutif de l'UE. (enigmes-tv.com)

Tiens donc, comme c'est bizarre, Étienne Davignon, monsieur le vicomte s'il vous plaît, qui est également le Président honorifique du groupe Bilderberg. Mais alors qu'est-ce que cela signifie que la Table ronde des Industriels européens que l'on nous présente comme un lobbying, un think-tanks, un puissant groupe de pression ayant des rapports quasi incestueux avec la Commission européenne serait en réalité l'agence européenne des multinationales liées au cartel des banquiers de la Fed et de la BoE (Banque d'Angleterre) ?

C'est au regard du programme et des objectifs qu'ils se sont donnés et qui sont exposés ici qu'il faut analyser la politique et les discours du gouvernements pour en comprendre les tenants et les aboutissants, tout le reste est du vent destiné à détourner l'attention des masses de l'essentiel, selon le principe, on s'occupe de tout dormez tranquille braves gens.

Au fait, si l'ERT a pignon sur rue et rend public une partie de ses travaux ou documents, ses projets et ses objectifs, il n'en demeure pas moins que ses relations avec les membres de la Commission européenne et les ministres des différents Etats de l'UE ainsi que les moyens pour y parvenir demeurent occultes, ce qui permet de caractériser ou d'assimiler cette pratique à un complot sciemment ourdi contre tous les peuples de l'UE.

On reviendra sur ce sujet dans les jours à venir.

Faites tomber les masques, suite.

Un masque tombe ou vous faites tomber un masque et un autre vient assurer la relève et ainsi de suite. Masque socialiste, masque anti-fascisme, masque anti-colonial, masque anti-raciste, masque féministe, masque écologiste, masque républicain, masque démocrate, masque de l'égalité des droits, masque de l'équité et de la justice sociale, etc. la liste n'est pas exhaustive, c'est ce qui me vient spontanément à l'esprit à vous de la compléter.

Chaque fois il s'agissait d'éviter d'aller à la racine de cette tromperie, de caractériser la véritable nature de classe du PS (et du PCF ou du Front de gauche qui depuis lui a emboîté le pas) pour justifier de ne pas rompre avec ce parti du capital lié aux institutions de la Ve République, les appareils des syndicats dans lesquels il est également présent ou sur lesquels il exerce une influence.

Un masque en remplace un autre tout comme la mauvaise herbe repousse quand on ne s'est pas attaqué à sa racine, on est incapable de comprendre sa véritable nature, donc ses rapports avec le régime et le régime lui-même. Aller au bout de notre analyse conduit à rompre avec ce parti et le régime en place, sinon c'est impossible ou c'est se livrer à une escroquerie qu'on s'emploiera à camoufler à notre tour en recourant à un masque, celui du marxisme, du trotskisme par exemple.

Comment expliquer autrement que des militants trotskistes en dehors des aristocrates du régime tel Jospin se retrouve un jour au PS, y restent ou le quittent plus tard peu importe, comment une telle dérive politique peut s'expliquer autrement que ces militants n'ont jamais véritablement compris la nature contre-révolutionnaire, profondément réactionnaire du PS. Nous avons de l'estime pour ces militants comme pour tous les militants en général car nous savons parfaitement qu'ils n'ont jamais acquis les moyens théoriques disons à un degré suffisant, leur permettant de faire consciemment la part des choses.

On avait réservé un autre traitement au PCF qui devait contribuer à en détourner définitivement les militants, ce fut en partie une réussite pendant toute une période, ce constat doit depuis être révisé également au regard des relations plus ou moins avouables que les différents partis ont entretenu avec son appareil, on traitera cette question une autre fois.

Le PS valait-il mieux que le PCF, méritait-il un traitement privilégié quand on observe au quotidien ce qu'il est réellement, Cahuzac vient de déclarer que les nouvelles coupes budgétaires prévues en 2014 seraient "douloureuses" mais étaient "nécessaires" imposée par les marchés auxquelles ils obéissent au doigt et à l'oeil parce que le PS y est intimement lié depuis des lustes, officiellement depuis 1983, en réalité depuis un siècle, la vérité c'est que le PS est un parti du capital et rien d'autres, tout le reste nous ramène à un vulgaire jeu de rôle où il enfile un masque usé jusqu'à la corde pour avoir tellement servi au point d'en laisser paraître son véritable visage réactionnaire.

Qui sera dupe, qui se laissera berné par une politique destinée à l'épargner, à épargner le gouvernement, les institutions, le régime car tout est lié ? La démagogie et le cynisme des dirigeants et des ministres du PS sont sans limite, de plus en plus grotesques, insupportables au même titre que l'était Sarkozy et l'UMP, Hollande vient de déclarer devant le président de l'Etat sionisme qu'il était inutile de continuer à discuter du volet nucléaire avec les autorités iraniennes et qu'il allait falloir passer à autre chose, à la phase supérieure, c'est-à-dire militaire, alors que même Obama hésite à avancer sur ce terrain, ce qui fait de Hollande le porte-parole des ultra réactionnaires néoconservateurs américains et du Pentagone.

Dans ces conditions, comment peut-on organiser des délégations en direction de Hollande et ses ministres pour qu'ils veuillent bien prendre en compte les besoins des travailleurs, on croit rêver, on se demande dans quel monde vivent ceux qui avancent de telles initiatives, de quoi ils sont faits vraiment, quelles sont leurs véritables intentions, oui il est légitime que les militants que nous sommes se posent ces questions et nous n'inventons rien malheureusement. A un moment donné il faut dire les choses telles qu'elles sont sans se soucier des conséquences, ceux qui refusent cette discussion sont des capitulards ou des renégats, des lieutenants du régime en place qu'ils en aient conscience ou non n'y changeant rien, peut-être n'y comprennent-ils rien, c'est parfaitement possible aussi, on ne veut pas les accabler, on leur demande simplement d'ouvrir les yeux et de ne surtout pas les refermer.

On arrêtera là pour aujourd'hui. Si vous en trouvez le temps, reprenez le fil de l'histoire depuis le congrès de Tour de 1920, voyez ce que disaient Lénine et Trotsky de la SFIO et du PCF, de leurs dirigeants et leurs politiques, quels rôles ils ont joué avant, pendant et après le Front populaire de 36 ouvrant la voie à Pétain, puis pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale comment ils se sont comportés en commis zélés de l'Etat, le rôle de la SFIO dans la scission de la CGT, plus tard comment ils ont préparé le terrain à de Gaulle et l'avènement de la Ve République, véritable dictature de par les pouvoirs exorbitants qu'il s'est octroyé à en rendre jaloux les dictateurs africains, les institutions les plus antidémocratiques d'Europe, le rôle du PS dans les syndicats étudiants et enseignants, comment le PS se fondit en 1981 dans le moule de la Ve République bonapartiste comme si elle avait été conçue spécialement pour lui tellement les similitudes avec le parti officiel de l'ordre sont grandes, l'apothéose ayant été atteinte lors de la première cohabitation (1986) entre les deux partis RPR et PS, puis dans l'autre sens en 1997, signifiant qu'en réalité les deux partis étaient en tous points interchangeables et remplissaient exactement les mêmes fonctions, la mimique était parfaite, qui oserait affirmer le contraire ou le nier ?

C'est encore un chef d'Etat issu du parti de l'ordre, Chirac, qui s'opposa à la participation de la France à la guerre contre l'Irak, comme ce fut un chef d'Etat du parti de l'ordre, de Gaulle, qui mit un terme à la guerre d'Algérie et octroya l'indépendance à cette ancienne colonie, ni entre 1936 et 1938, ni entre 1946 et 1958, ni entre 1981 et 1995 un président (de la République ou président du Conseil) issu du PS (ou SFIO) n'a osé s'opposer au lobby militariste et boursier, et si je ne me trompe pas c'est encore de Gaulle qui fut le premier à reconnaître la République démocratique chinoise, la IVe République en ayant été incapable tout en poursuivant la guerre d'Indochine. Il ne s'agit pas là de vanter les mérites du parti de l'ordre ou de de Gaulle, mais de montrer que jamais finalement le PS (et le PCF) n'a véritablement oeuvré pour le socialisme, ni en France ni nulle part dans le monde bien au contraire il en fut en permanence le fossoyeur et l'ennemi.

Pour ceux qui s'en souviennent encore, on nous avait bien dit que le jeu qui consistait à faire tomber les masques devait nous conduire à démasquer l'ennemi qui se cachait en dessous, et bien c'est l'exercice auquel nous venons de nous livrer, nous n'avons fait qu'accomplir notre devoir en demeurant fidèle à notre cause, le socialisme.

Que cela nous vaille insultes ou calomnies on s'en moque éperdument autant le dire tout de suite aux amateurs ou plutôt aux professionnels en la matière.

ACTUALITE EN TITRES

[La palme de la désinformation et de la démagogie.](#)

- Démocratie et croissance économique sont-elles antinomiques ? - Atlantico.fr
- Contre les idées reçues : et non, l'Europe n'est pas responsable de l'austérité ! - Atlantico.fr
- Les records à Wall Street reflètent-ils vraiment l'état de l'économie américaine ? - Atlantico.fr

[La question qui a tué 19.000 Japonais innocents.](#)

- Les scientifiques auraient-ils pu prévoir Fukushima? - Slate.fr

[La justice sélective](#)

Ils sont dans l'impossibilité d'intervenir quand des locataires porte plainte car ils se font rackettés par des voyous qui bloquent le hall d'entrée de leur immeuble.

- L'efficacité des pouvoirs publics est limitée - LeParisien.fr

Par contre quand le ministère de l'Intérieur organise sciemment une provocation contre les travailleurs qui défendent leurs emplois,

là ils réagissent au quart de tour.

- Goodyear: la justice sera saisie suite aux violences - AFP

Le PS est à droite, c'est la droite et il fraie la voie à l'extrême droite.

- Guéant sur Valls: "Son succès repose sur un discours qui n'est pas de gauche" - AFP

Un discours et des méthodes de droite. S'il le dit et s'en félicite, il sait de quoi il parle, c'est son registre...

... la preuve...

- Retraites: "des efforts" seront demandés aux Français, prévient Touraine - AFP

Le même discours et la même politique que Sarkozy, que la droite.

... ou encore...

- Dray avertit Mélenchon: "Jamais une gauche n'a triomphé contre une autre" - AFP

C'est pour cette raison que le Front populaire contre la gauche, la vraie, les travailleurs, a remis le pouvoir à Daladier, la IVe République à de Gaulle, Mitterrand et Jospin à Chirac, etc.

... et qui a une mémoire sélective...

- Pour Dray, Mélenchon "table sur la défaite" de la gauche - LePoint.fr -

- Dray accuse Mélenchon de creuser le sillon de l'extrême droite - L'Express.fr

Alors qu'il s'est employé minutieusement à la faire monter avec SOS racisme !

... des réactionnaires qu'ils affectionnent....

Après les propos de Lurel sur Chavez : Anne Hidalgo, dimanche matin, interrogée dans le Grand rendez-vous Europe 1/i-télé/«Le Parisien» - «Aujourd'hui en France», candidate PS à la mairie de Paris, a jugé le propos du ministre «un peu rapide, abusif, excessif». (...) « Et puis il y a des aspects de sa personnalité que je condamne totalement, notamment ses amitiés avec le chef de l'Etat iranien ou ses positions sur Israël», ajoute-t-elle. LeParisien.fr 10.03

Mais quand Hollande reçoit notamment les chefs des djihadistes sanguinaires, l'émir du Qatar et le plutocrate dégénéré d'Arabie Saoudite, ils rencontrent des "amis" de la France, de grands démocrates. On peut d'ores et déjà vous garantir que vous n'aurez plus aucune voix à aucun scrutin. Personnellement, à part en 1976 sous influence de l'OCI j'ai voté au municipal pour un candidat du PS, depuis je n'ai jamais voté pour un de leur candidat, idem pour le PCF évidemment.

Ils ne seraient pas sionistes en plus d'être réactionnaires (c'est un lapsus) ?

Pour les sionistes, critiquer Israël est un acte répréhensible, antisémite, ce qu'était forcément Chavez, nous aussi du même coup. On reconnaît au premier coup d'oeil l'influence des néoconservateurs ultra réactionnaires américains dont justement l'idéologie a été constituée... par les sionistes, tout se recoupe encore une fois.

... et qui sont encouragés à passer à l'offensive.

Dès lors, la dame de fer du Medef peut tranquillement en rajouter une couche puisque son discours recevra un bon accueil au gouvernement, son gouvernement.

- La présidente du Medef, Laurence Parisot, a, à son tour, dénoncé, sur France 3, une déclaration «choquante»: «Comment peut-on dire d'un homme qui était un dictateur, un démagogue, qui incarne le populisme dans toute son horreur, puisse avoir les qualités que prétend notre ministre?» liberation.fr 10.03

On lui rend bien la haine qu'elle porte à la classe ouvrière.

La vraie...

- Tension entre Karzaï et les USA en pleine visite de Hagel - Reuters

... et la fausse info.

- Une conférence de presse américano-afghane annulée pour "*raisons de sécurité*" - LePoint.fr

L'édifice de la Ve République en tremble déjà !

- Budget : le Front de gauche menace de voter non - LeParisien.fr

Traduire : Il avait seulement été manipulé par les services de renseignement.

- Manuel Valls: Mohamed Merah n'avait pas été recruté par la direction du renseignement intérieur - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

De la sueur, du sang et des larmes.

1- Retraites

La ministre de la Santé et des Affaires Sociale Marisol Touraine a prévenu dimanche que des "*efforts*" seront demandés à "*tous les Français*" pour la prochaine réforme des retraites et déclaré que la question de la durée de cotisation devait "*être examinée*".

"Il nous faudra trouver des mesures de financement à court terme, ces mesures supposeront des efforts de la part de tous les Français, il faut qu'ils soient justement répartis", a déclaré la ministre sur le plateau du Grand jury RTL-LCI-Le Figaro.

"A partir du temps où nous vivons plus longtemps, la durée de cotisation doit être examinée", a-t-elle ajouté, jugeant que le "*débat était trop centré sur l'âge légal*".

Alors que la commission sur l'avenir des retraites est chargée de proposer des pistes de réforme d'ici fin mai, Marisol Touraine a jugé qu'il était "*prématuré et biaisé de mettre en avant une mesure ou une autre*". Et d'enchaîner: "*Je serais bien étonnée qu'on aboutisse à une seule mesure, le simplisme n'a pas lieu d'être dans ce dossier*".

Interrogée sur l'hypothèse, pour le régime général, d'une désindexation sur l'inflation, au coeur de la négociation sur les retraites complémentaires dont l'ultime rendez-vous est prévu mercredi, elle a qualifié cette option de "*pas incontournable*". AFP 10.03

Marisol Touraine a forcément une inspiration de gauche avec un tel passé :

- En 2009, elle appartenait au Club Avenir de la santé, un groupe de pression financé par GlaxoSmithKline, le numéro 2 mondial du secteur.

Elle fut également présidente du club de réflexion socialiste À gauche, en Europe. Marisol Touraine s'est acquittée de l'Impôt sur la Fortune en 2011 au titre du patrimoine 2010.

Club Avenir de la santé.

Le conseil d'orientation du club comprend plusieurs personnalités européennes (extrait) :

Massimo D'Alema (ancien Président du Conseil des Ministres et ancien ministre des Affaires étrangères d'Italie) ;

Joaquín Almunia, aujourd'hui vice-président de la Commission européenne et commissaire à la Concurrence.

Josep Borrell-Fontelles (ancien Président du Parlement européen)

Kemal Dervis, administrateur du "PNUD" est le troisième plus important fonctionnaire de l'ONU après le Secrétaire général Ban Ki-Moon et le vice-secrétaire général des Nations unies Asha-Rose Migiro. De 1977 jusqu'en 2001, il travaillera à la Banque mondiale . (wikipedia.org)

2- Austérité généralisée

Le redressement des comptes publics est douloureux mais nécessaire pour que la France conserve la maîtrise de ses finances publiques, déclare le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, dans un entretien au Journal du Dimanche.

Le gouvernement, qui vient d'abandonner son objectif de réduire les déficits à 3% du PIB cette année, vise 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2014 sur le seul périmètre de l'Etat et cherchera 6 milliards de recettes nouvelles pour maintenir le niveau des prélèvements globaux.

Pour trouver 5 milliards l'an prochain, *"tous les crédits sont potentiellement visés"*, ajoute-t-il. *"Il n'y a pas de ministère intouchable. Mais l'Education nationale, la police et la gendarmerie sont exemptées d'effort sur leurs effectifs."*

"Cela peut être douloureux mais c'est nécessaire. Nous pouvons agir avec discernement", poursuit Jérôme Cahuzac. *"Sans cet effort, notre pays perdrait le contrôle de ses finances. Il n'aurait plus les moyens d'investir pour sortir de la crise."*

Quant aux 6 milliards d'euros de prélèvements nouveaux en 2014, *"aucune décision n'est prise sur le détail"*, dit-il.

"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes dans un contexte économique très difficile. Le plus simple est d'assumer cette difficulté, de dire la vérité aux Français", ajoute le ministre du Budget, *"car plus les efforts sont rudes, plus la pédagogie est nécessaire"*.

Le gouvernement doit présenter dans les prochaines semaines la nouvelle trajectoire prévisionnelle des finances publiques, qui doit selon lui atteindre l'équilibre structurel fin 2017. Reuters 10.03

Quand il dit *"Nous sommes chargés de relever le défi de l'ajustement de nos comptes..."*, il signifie par là qu'il en a reçu l'ordre et qu'il s'exécute, il fait l'aveu qu'ils ne sont que des pions qui gèrent la société conformément aux ordres qui leur sont donnés par l'oligararchie financière dont la troïka est le porte-parole.

Appelez à voter PS, c'était placer notre destin entre leurs mains ou se dessaisir des moyens de lutter pour le prendre en charge nous-même.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

La police égyptienne, secouée par un mouvement de contestation sans précédent, a décidé de ne plus obéir aux ordres, ayant le sentiment d'être instrumentalisée par le pouvoir en place.

Accusés d'usage excessif de la force par l'opposition et les jeunes manifestants hostiles au président islamiste Mohamed Morsi et aux Frères musulmans, les policiers se sentent détestés par leurs concitoyens alors qu'ils assurent respecter simplement les consignes.

"Nous suspendons notre travail sine die car nous refusons d'assumer la responsabilité des erreurs du gouvernement qui veut nous impliquer dans le conflit politique", affirme à l'AFP Hassan Mostafa, un colonel de police à Port-Saïd.

"Toute la société est contre nous, elle considère les manifestants (tués dans les heurts) comme des martyrs, alors que nous n'avons même pas le droit de nous défendre", ajoute-t-il.

Dans le journal al-Chorouk, le général Hefni Abdel Tawab, du QG de la police à Alexandrie, explique que les policiers *"font les frais de conflits politiques, alors qu'ils risquent des poursuites judiciaires (si des manifestants meurent) ou d'être tués"* dans les heurts.

Les policiers veulent une loi établissant clairement leurs pouvoirs et leurs devoirs, et réclament des armes pour faire face aux manifestations violentes qui se multiplient depuis novembre.

Le mouvement a débuté il y a plusieurs semaines par des manifestations isolées, mais depuis jeudi, des milliers de policiers se sont mis en grève à travers le pays.

Pour essayer d'apaiser les tensions, le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim a limogé vendredi le commandant de la police anti-émeutes et a nommé un nouveau chef.

"*Nous poursuivrons notre grève jusqu'à ce que le gouvernement accepte nos revendications, à savoir éloigner la police de la politique (...) et limoger le ministre de l'Intérieur*", a répliqué le colonel Mohamed Fawzi, du QG de la police au Caire, dans le journal al-Chorouk.

Ces derniers jours, la contestation s'est étendue aux Forces de la sécurité centrale (FSC, forces anti-émeutes).

A Ismaïliya, sur le canal de Suez, les FSC ont refusé de se rendre dans la ville voisine de Port-Saïd, où les heurts entre policiers et manifestants ont fait une cinquantaine de morts, dont trois policiers, depuis fin janvier. M. Morsi a dû faire appel à l'armée pour assurer la sécurité à Port-Saïd.

Il s'agit du premier mouvement de contestation de cette ampleur au sein des FSC depuis 1986.

La police est mal vue depuis des décennies par une bonne partie de la population. Et malgré la chute début 2011 de Hosni Moubarak, qui s'appuyait sur un appareil policier brutal et tentaculaire, elle est toujours considérée comme un instrument de répression.

Selon les organisations locales de défense des droits de l'Homme, plus de 70 manifestants ont été tués depuis novembre 2012.

Dimanche, le ministre de l'Intérieur a estimé que les grévistes étaient une minorité au sein de la police. Il a aussi défendu les policiers, affirmant que ces derniers n'avaient pas "*effectué un seul tir*" sur des manifestants depuis le début du soulèvement populaire de 2011.

Pour certains commentateurs, cette grève est une réelle menace, alors que le président Morsi est fortement contesté par une partie de la population.

"*Le ministère de l'Intérieur est sur le point de s'effondrer (..) et je ne vois d'autre solution qu'une élection présidentielle anticipée*", a affirmé Abdel Rahmane Youssef, un éditorialiste islamiste modéré, dans al-Chorouq. AFP 10.03

2- Hongrie

«*La Constitution n'est pas un jeu !*» pouvait-on lire sur de nombreuses affiches ce week-end à Budapest. Plusieurs milliers de Hongrois ont protesté dans la capitale contre de nouveaux changements dans leur Constitution. Jeudi, ils avaient assiégé le bâtiment du Fidesz, le parti conservateur au pouvoir. Des amendements, qu'ils jugent contraires aux libertés individuelles, devraient être adoptés lundi par le Parlement, où ce parti détient une majorité des deux-tiers. Au grand dam aussi des institutions européennes qui ne cessent de batailler avec le Premier ministre Viktor Orban, le chef de proue de cette dérive, qualifiée d'autoritaire, par ses détracteurs.

Une nouvelle Constitution très controversée est déjà appliquée depuis le 1er janvier 2012. «*Si le quatrième amendement est adopté (lundi, ndlr), cela vaudra dire la fin de l'autonomie des universités, l'ancrage des contrats-étudiants (obligeant les jeunes diplômés détenteurs d'une bourse d'Etat à travailler en Hongrie après la fin de leurs études, ndlr), la persécution des SDF, l'exclusion de la définition de la famille des couples vivant en concubinage, sans enfants ou du même sexe*», ont estimé les organisateurs de la manifestation, à savoir une douzaine d'ONG, dont Amnesty International ou encore TASZ (Association pour les droits de l'homme).

Les Hongrois protestaient aussi contre un texte limitant les pouvoirs de la Cour constitutionnelle, qui ne sera plus autorisée à se référer à sa jurisprudence et devra désormais statuer sur la forme et non plus sur le fond. Même le médiateur de la République a exhorté le président Janos Ader à ne pas signer l'amendement au cas où le Parlement l'adopterait. «*Cette situation pourrait mettre en péril l'équilibre du fonctionnement démocratique des institutions d'Etat* », explique-t-il, selon hu-lala.org, un site en français consacré à la Hongrie. AFP 10.03

3- Malte

Le Parti travailliste maltais, dans l'opposition depuis 15 ans, a remporté une nette victoire sur le Parti nationaliste (PN) du Premier ministre sortant Lawrence Gonzi, lors des législatives de samedi 9 mars.

Joseph Muscat, 39 ans, ancien journaliste et ancien député européen, a affirmé dans sa première et brève réaction qu'il ne s'attendait pas à une victoire aussi "écrasante" et a appelé ses partisans à garder le calme. "*Je ne m'attendais pas à une victoire aussi écrasante pour le Labour. Nous devons tous rester calmes, demain est un autre jour*", a dit M. Muscat dans sa première réaction.

Selon les premiers résultats provisoires, son parti est crédité de 55%, contre 43% au PN et 2% à un petit parti des Verts. Le jeune leader de l'opposition, dont le modèle est le président américain Barack Obama, avait fondé une grande partie de sa campagne électorale sur la promesse de réduire de 25% les tarifs de l'électricité et il prévoit la construction d'une centrale électrique à gaz avec une participation de capitaux privés à hauteur de 425 millions d'euros. Il a promis de parvenir à ces résultats en deux ans, faute de quoi il présenterait sa démission.

Le taux de chômage est de seulement 6%, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) en 2012 a été estimée à 1,5% en 2012, selon les dernières statistiques disponibles, et le déficit public n'est que de 2,3% du PIB. Lexpress.fr 10.03

Avec un tel modèle, Obama, son parti mérite le nom de Labour (travailleur) !

4- Chine

Les Etats-Unis sont à l'origine de plus de la moitié des cyberattaques ayant visé la Chine au cours des deux premiers mois de 2013, écrit dimanche l'agence de presse Chine nouvelle, sur fond d'escalade de la tension entre Pékin et Washington à propos de l'utilisation d'internet.

Pékin et Washington se disputent depuis des mois sur la question des cyberattaques, chacun accusant l'autre de s'en prendre à des sites internet gouvernementaux "sensibles".

Sur les deux premiers mois de l'année, 2.196 serveurs de contrôle américains ont "contrôlé" 1,29 million d'ordinateurs hôtes en Chine, ce qui fait des Etats-Unis le premier pays à s'attaquer à des serveurs et à des ordinateurs hôtes en Chine, affirme l'agence de presse officielle.

En février, le ministère chinois de la Défense a déclaré que deux grands sites internet militaires chinois, dont celui du ministère de la Défense, avaient été la cible de 144.000 cyberattaques par mois l'année dernière, dont près des deux tiers provenaient des Etats-Unis. Reuters 10.03

Autant dire qu'avec nos ordinateurs d'amateurs, quand on nous demande si on accepte une nouvelle protection, c'est davantage pour mieux nous contrôler qu'autres choses, là encore ils nous prennent pour des demeurer. Vous aussi avez-vous remarqué qu'ils passaient une bonne partie à cela ?

5- Etats-Unis

La Commission sénatoriale permanente du Renseignement a terminé la rédaction d'un rapport monumental de 6 000 pages, incluant 35 000 notes de bas de page référant plus de 6 000 000 de documents, relatif au programme de torture de la CIA.

L'enquête a permis d'établir que le programme était d'une ampleur gigantesque, sans commune mesure avec ce qui a été évoqué publiquement jusqu'ici. La torture était utilisée soit pour conditionner des individus, soit pour leur extorquer des renseignements. Dans ce cas, les informations obtenues, loin d'aider l'Agence dans son travail, l'ont aiguillée dans de mauvaises directions.

Nombre de ces faits ont été traités par le Réseau Voltaire au cours de la dernière décennie, mais déniés jusqu'ici par les institutions et ignorés par les médias dominants.

De l'avis de personnalités ayant eu accès au rapport, sa publication serait de nature à provoquer une onde de choc comparable aux scandales en chaînes qui suivirent les publications des rapports Church (1975) et Pike (1977). Il ne fait aucun doute que les Etats-Unis ont été au cours de la dernière décennie l'État avec le pire bilan en matière de droits de l'homme. Cependant, la Commission hésite à déclassifier le rapport.

La Commission, qui a déjà auditionné le candidat à la direction de la CIA, John Brennan, voudrait interrompre le processus de confirmation pour lui demander des explications. M. Brennan était en effet le numéro 3 de l'Agence durant la période sombre de George W. Bush Jr. D'ores et déjà, les proches de M. Brennan ont fait savoir qu'il nierait toute implication dans ces crimes. Il devrait plaider qu'il avait été tenu à l'écart de ce programme et qu'il avait été désinformé à ce sujet par ses collègues et

supérieurs. Réseau Voltaire 08.03

SOCIAL

Espagne

Des milliers de manifestants ont défilé dimanche en Espagne, notamment à Madrid et Barcelone, pour protester contre le chômage et l'austérité, et réclamer des réformes politiques, à l'appel des grands syndicats du pays.

Aux cris de "*Gouvernement, démission*", le défilé madrilène a parcouru le centre de la capitale, rassemblant quelques milliers de fonctionnaires, employés du transport, médecins et infirmières qui manifestent depuis des mois pour la défense de la santé publique. (Je ne suis pas sûr que ce cri parvienne jusqu'aux oreilles de D. Gluckstein ! - Ndlr)

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et Comisiones Obreras (CCOO), appuyés par des collectifs de citoyens, avaient convoqué des rassemblements dans 60 villes, notamment à Barcelone, "*contre le chômage et pour le renouveau de la démocratie*".

"*Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus que par des changements politiques*", affirmait une infirmière de 52 ans, Pilar Gomez, qui manifestait à Madrid enveloppée dans un drapeau républicain rouge, jaune et violet.

"*Ils frappent violemment les citoyens avec ces coupes budgétaires dans l'éducation, la santé, les services sociaux*", ajoutait cette manifestante. "*C'est un motif suffisant pour manifester tous les jours, mais nous devons être plus nombreux*".

"*Du pain et un toit à un juste prix*", réclamaient de petites pancartes dans la foule.

A l'appel des syndicats ou des mouvements de citoyens, ces manifestations, diversement suivies, se multiplient en Espagne contre la politique d'austérité menée depuis plus d'un an par le gouvernement de droite de Mariano Rajoy.

L'objectif des ces manifestations "*est de provoquer un changement radical et urgent dans l'orientation de la politique économique tant en Europe qu'en Espagne*", a affirmé le syndicat UGT dans un communiqué. AFP 10.03

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de finaliser le dossier sur l'UE, ce sera pour demain et d'autres nouveaux articles.

Ce qui suit à titre d'info, je n'ai pas eu le temps non plus de présenter cela autrement, j'ai des problèmes de coupures électriques et ce matin j'ai changé la bâche qui couvre la pièce principale de la maison en prévision des prochaines pluies, l'ancienne était percée, donc c'était une affaire urgente à régler. Aujourd'hui il y avait une nouvelle journée de grève générale. Pas le temps de causer.

[Revue de Presse par Pierre Jovanovic à partir du 11 mars](#)

AU VIOL DES PEUPLES S'AJOUTENT LES CRACHATS DES TRADERS (ou: LE DOW JONES BAT DES RECORDS) du 11 au 15 mars 2013 : Du jamais vu dans l'histoire humaine... Ben Bernanke a balancé aux banquiers et financiers pour 2.000 milliards de dollars de planches à billets depuis 2008. Deux mille milliards vous imaginez, ce qui a permis au Dow Jones de soi disant battre ses records historiques selon les crétins, pardon, journalistes économiques que voyez causer dans le poste. Des records qui vont en effet de pair, parfaitement synchronisés même, aux licenciements massifs que l'on voit depuis début 2008 et qui se poursuivent sans cesse depuis mai 2012.

Mais la presse vendue vous dit que tout va bien dans l'économie puisque le Dow Jones a battu son record... Elle a juste oublié ce qui s'est passé 6 mois après ce fameux record. Wall Street a tout simplement explosé!! Il n'y a que les "*experts*" pour ne pas voir l'évidence... Il se trouve que Zero Hedge et le FT ont eu la même réaction outrée que votre serviteur. ZH a même comparé les principaux indicateurs de 2007 vs 2013 et là, on voit bien LA GRANDE ESCROQUERIE DES AMERICAINS et aussi celle des journalistes économiques (et bien sûr des députés et ministres complices) qui laissent faire sans rien dire.

- GDP Growth: Then +2.5% - Now +1.6%
- Regular Gas Price: Then \$2.75 - Now \$3.73
- Americans Unemployed (in Labor Force) - Then 6.7 million - Now 13.2 million
- Americans On Food Stamps: Then 26.9 million - Now 47.69 million
- Size of Fed's Balance Sheet: Then \$0.89 trillion - Now \$3.01 trillion
- US Debt as a Percentage of GDP: Then 38% - Now 74.2%
- US Deficit (LTM): Then \$97 billion - Now \$975.6 billion
- Total US Debt Outstanding: Then \$9.008 trillion - Now \$16.43 trillion

Au fait Monsieur Toutou, Bozo, Langlais, etc., comment expliquez-vous que, comme le Dow Jones, le CAC40 n'ait pas battu son record, environ 6200 points, de 2007? Hmmm? Pourquoi il se traîne à 3700 points? Comment expliquez vous que le chômage ait explosé des deux côtés de l'Atlantique, malgré la (pseudo) bonne santé outrageuse du monde financier? Comment expliquez vous qu'au moins 30 HEDGE-FUNDS américains n'aient pas explosé après que le cours d'Apple se soit effondré de presque 40%?

La réponse est simple: parce que sur ces 2000 milliards, la Fed n'a balancé aux Européens que quelques milliards de dollars, juste pour mieux les endetter et leur garder la tête hors de l'eau, en réalité juste de quoi respirer... Tout le reste a sauvé les établissements US. Au passage, le peuple européen paye une partie du rétablissement de Wall Street avec du vrai argent, puisqu'il n'y a pas de vraie planche à billets européenne.

PS: Vous avez remarqué que la presse éco française se garde bien d'utiliser le terme "*planche à billets*"... ça ferait désordre. Les caniches utilisent "*assouplissement*", si, si, genre Soupline, voyez?, que Madame verse dans sa machine à laver (c'est aussi une manière inconsciente de nous dire qu'ils nous servent bien de la soupe et pas de l'info)

PS2: le Telegraph non plus n'est pas tombé dans le panneau. "*Central bank money printing and the mystery of soaring shares. Why did nobody see it coming?*", the Queen asked four years ago on a visit to the London School of Economics, a brilliantly faux naïve question that cruelly exposed the failings of modern economics"... ha ha ha: "1) One reason is zero interest rates, allowing companies which, in a conventional recession, would have gone bust, to stay in business. At the same time, banks have been bailed out, so that bad debts have in effect been nationalised. Taxpayers rather than investors are being made to pay the price for past excesses. The insolvency problem has been transferred from the private to the public sector ... It's labour rather than capital which has been most damaged by the downturn ... 2) The other related explanation is central bank money printing".

PS3: Lisez cet article de ZH "*Fed Injects Record \$100 Billion Cash Into Foreign Banks Operating In The US In Past Week*"... pour que certaines banques bien de chez nous ne fassent pas faillite... ça ferait désordre au Dow Jones. Vous avez vu d'ailleurs que le cours du Crédit Agricole est monté? Faut-il y voir l'intervention de la FED??? ha ha ha... Le monde est entré dans un Weimar planétaire, et tout va sauter à un moment donné ou à un autre.

PS4: Lisez surtout ce papier de Caldwell dans le Financial Times ici "*What looks like a rally may just be the effect of elites passing money among themselves. The Dow Jones rallied beyond 14,300 points this week, passing the highs it reached in 2007 just as the world economy was starting to wobble*"... qui vous explique que tout ceci n'est qu'une cavalerie géante menée par nos politiques, sur le dos du peuple, c'est à dire vous et moi. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

L'EMIR DU QATAR ACHETE 6 ILES GRECQUES ET CONVOITE CELLE D'ULYSSE du 11 au 15 mars 2013 : Alors là, le monde est vraiment en train de changer de mains. L'un de nos lecteurs a vu comme moi que les propriétaires historiques grecs, sous le poids des nouveaux impôts, ont été obligés de vendre leurs îles. Mais il y a quelque chose de mieux, et c'est notre lecteur Christophe Certain qui parle: "*Le bateau de l'émir mouille près de l'île d'Ithaque, et il a annoncé vouloir racheter en fait tout l'archipel, y compris donc Ithaque, celle d'Ulysse! L'émir du Qatar se positionne donc symboliquement comme "prétendant" à la main de Pénélope et à la souveraineté sur l'île. On n'ose imaginer que les Grecs vendent cette île! Imagine-t-on la France vendre le Mont-St-Michel ou les arènes de Nîmes aux Chinois? En tout cas, dans la légende, se positionner comme prétendant au trône d'Ulysse n'a pas été une bonne stratégie quand celui-ci à fini par rentrer chez lui! A la place de l'émir du Qatar, je me méfiera donc du réveil des Grecs !*"... Oui, en effet. Ils se vendent sans scrupules par la force de l'Union Européenne et des Américains. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

LETTRE D'UN POLICIER + SUICIDES DANS LES COMMISSARIATS du 11 au 15 mars 2013 : "Souvent , lors de vos interventions à la radio ou lors de vos interviews (cf la dernière du 08 mars par exemple), vous stipulez que les policiers ne font pas de Maintien de l'Ordre et ne sont pas formés pour cela....). Il faut que vous sachiez que les CRS sont un corps issu de la Police Nationale et spécialisé dans le Maintien de l'Ordre ... Les gendarmes aussi disposent de Gendarmes Mobiles spécialisés dans le Maintien de l'Ordre....C'est ainsi que vous pouvez voir des "Robocop" Policiers ou Gendarmes lors de manifestations... Aucune différence entre la manière d'agir de ces deux groupes...

Je ne sais pas combien de temps les collègues (CRS) tiendront d'un point de vue "psychologique" (cf Goodyear récemment) car parmi ces gens qui manifestent leur désarroi, il y a des membres de la famille de ces mêmes policiers et gendarmes.

Une chose est sûre , lorsque nous avons manifesté notre mécontentement et envahi (nous Policiers) Saint-Michel en mai dernier

suite au mécontentement des collègues concernant la mise en examen pour homicide volontaire d'un collègue par les magistrats de Bobigny, ce sont les gendarmes qui nous ont empêché d'accéder à La Préfecture de Police...

Cet "antagonisme" Police/Gendarmerie" sert le gouvernement pour le moment car quand les uns manifestent leur mécontentement, les autres s'interposent et vis et versa... Jusqu'à quand? Une chose est sûre, pour avoir moi-même fait du "Maintien de l'ordre", je peux vous dire que les collègues ne tiendront pas longtemps lors de futures manifestations sociales virulentes, car les policiers dans leur ensemble n'en peuvent tout simplement plus (sous-effectifs, pression hiérarchique, mauvaise ambiance généralisée, population hostile à notre égard, et très peu de possibilité de mutations offertes aux collègues afin de rejoindre leur famille le plus souvent restée en Province...)

Les suicides sont en constante augmentation, (jusqu'à 2 par semaine parfois, voire 4 en 8 jours en décembre dernier par exemple) et les actes de violence le plus souvent perpétrés par une "même partie" de la population envers les forces de l'ordre ne cessent d'augmenter en France... Sans que les collègues ne puissent agir (ordres répétés de ne pas intervenir notamment dans les cités).

Moi-même comme des centaines de collègues, je ne compte pas rester au sein de cette administration et il faut que vous sachiez que le nombre de demandes de "mises en disponibilité" explosent et se transforment parfois en démission pure et simple... J'étais rentré dans l'institution par conviction, j'en ressortirai dégoûté et triste pour mon Pays..." Revue de Presse par Pierre Jovanovic

[Licenciements de la semaine du 11 au 15 mars 2013 : tous les records battus !](#)

La Barclays Bank a décidé de se transformer en banque d'automates et va virer 40.000 personnes DE PLUS, et cela afin que les bénéficiaires soient encore plus grands pour les seuls actionnaires. La banque veut arriver à 100.000 salariés seulement dans le monde. Les banques transforment le monde en une société inhumaine dans laquelle seuls les profits corporate comptent, à l'américaine. La Bête Argent détruit tous les tissus de la société... Ajoutez là dessus 50.000 postes au sein de l'Armée Française qui vont disparaître l'année prochaine pour répondre à l'exigence de l'axe Washington-Bruxelles appelée Union Européenne et vous avez 90.000 emplois qui disparaissent sur 2013-2014 juste avec... deux entités. Imaginez le reste...

- Ericsson, sous-traitant d'Orange Suisse, vire 29 personnes. Mais le mieux, c'est qu'ils leur demandent de former leurs remplaçants roumains en... Roumanie!!!! Aucun scrupule les mecs d'Ericsson...

- le seul bon signe de la semaine: le parc d'attraction Mini-Europe ferme, youpi, (hélas Océade aussi) 120 emplois qui disparaissent, les deux fermeront définitivement le 31 août 2013. Ceci annonce l'explosion de l'UE...

- Prémaman supprime 80 postes en Belgique

- Barclays Bank va virer 40.000 personnes de plus, pour devenir une banque d'automates: "*Barclays chief executive Antony Jenkins has suggested that up to 40,000 jobs could be cut at the bank as customers switch to automated banking, according to reports.*"

- Armée Française risque de perdre entre 30.000 et 50.000 personnes. Youpi... Le Point écrit: "*Dans sa quête d'économies, Bercy prévoirait une baisse de 11% du budget de la Défense soit près de 50.000 emplois menacés*"

- La Fédération hospitalière de France annonce 20.000 emplois supprimés en 2013 si les choses ne changent pas lire ici L'Humanité , merci aux lecteurs

- Thomas Cook licencie encore, cette fois ce seront 2.500 voyageurs lire ici , merci à Sacha

- L'assureur Grass Savoye 1er courtier en assurances de personnes en France et 10e courtier mondial, supprime 300 postes. Zut, déjà qu'ils ne répondaient jamais au téléphone...

- Bridgestone Italie ferme une usine de pneus, 950 salariés virés

- Le suédois Vattenfall supprime 2500 emplois

- Le constructeur de wagons de marchandises FreightCar America vire 250 personnes

- IBM délocalise au Mexique encore des licenciements à venir

- La chaîne JC Penney vire 1500 personnes de plus...

- Fermeture du serrurier JPM à Avermes,
- Belgique: 2.800 emplois perdus dans la construction en 2012, stat de mars
- Boxal Suisse ferme son usine à Belfaux
- Google-Motorola vire 1200 personnes de plus
- Inside Secure, informatique, se trouve en difficulté et annonce un plan de réorganisation de ses activités avec 20% des salariés licenciés.
- L'Eglise protestante suisse veut réduire ses effectifs de 30%!!! "Un plan de redressement drastique sera présenté les 14 et 15 mars prochains au Consistoire"
- "La nouvelle direction du magazine gay et lesbien Têtu prévoit le licenciement des 16 personnes et la sous-traitance du site web, Têtu.com"
- Macopharma va virer 67 personnes sur ses sites de Tourcoing, Mouvaux et Neuville-en-Ferrain. La Voix du Nord ,
- Eon France, *"qui emploie plus de 800 personnes en France, veut fermer plusieurs centrales dont celle de Lucy. Cela entraînera la suppression de 215 postes sur la base d'un plan de départs volontaires (dont 67 emplois en Saône-et-Loire)."*
- Bretagne Céramique Industrie vire 12 personnes
- Globe, le grand magasin de Mulhouse en redressement

Merci à Mr Iborra qui nous donne un Polaroid de ce qui se passe, aussi, en Espagne:

- Ibercaja négocie le licenciement de 592 employés et 187 dans les bureaux
- Licenciements massifs chez le tout operator Orizonia (2300 personnes concernées ??)
- Canal 9 vire 1.100 personnes
- Les grandes entreprises espagnoles ont annoncé plus de 20.000 licenciements en janvier et février Kaosenlared
- Gol et Tam virent en Espagne 350 personnes
- Un parti politique veut commencer le licenciement des fonctionnaires en 2013
- Race (l'assistance routière espagnole) veut tirer 168 personnes soit 20% des employés
- General Electric Spain vire 700 personnes
- Un journal semble avoir des soucis et supprime des sections
- Licenciements dans les studios Time Gate
- Roca notifié 476 licenciements à Alcalá de Henares Alcalá de Guadaira
- Serco Group vire 480 salariés dans le Maryland
- Hausse du chômage en Flandres de 6.6% en février 2013 soit 215.177 personnes (+ 13 257). merci à Mr Antoine
- GE Power and Water supprimerait de 150 à 200 emplois
- Bioware San Francisco, l'entreprise de jeux vidéo en Flash, filiale de Bioware et éditée par Electronic Arts, vient de fermer ses portes en licenciant par la même occasion 25 à 30 employés

- La Poste suisse et Nestlé suppriment 30 et 20 personnes
- GL Bijoux supprime 269 postes après son redressement
- "La communauté urbaine de Strasbourg annonce la suppression de plusieurs journées d'absence payées ... Les syndicats parlent de "confiscation pure et simple d'acquis sociaux" et de "recul social historique".
- J'en ai déjà parlé, mais voici les conséquences chez nous: "Chez Levi's France, sur 155 salariés, le plan social est en route pour 22 personnes, ils regroupent aussi les équipes de Docker's et Levi's (1+1 ne feront pas 2) le siège social Europe de Levi's en Hollande saute (270 personnes) alors que la société n'a jamais fait autant de marge, l'entité Europe est à 66% de marge brute, et la rentabilité est la meilleure de toutes les filiales de Levi's Monde...".
- "Etap Verlichting, pme de l'éclairage, supprime 26 postes en Belgique" Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Hollande aussi impopulaire que Sarkozy. Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.

Pas d'effervescence pour l'accueillir (lors de son déplacement à Dijon - Ndlr), beaucoup de doléances d'habitants en difficulté et même quelques cris de colère. M. Hollande a ainsi été pris à partie par trois personnes qui lui ont demandé sans aménité où en étaient "ses promesses" avant d'être écartées sans ménagement par le service d'ordre. "On aurait préféré que ce premier déplacement se passe plus calmement (...) les consignes seront plus explicites à l'avenir pour éviter ces excès de zèle", a-t-on concédé dans l'entourage du président.

"J'appelle l'ensemble de la gauche à faire pack autour du président et, comme lui, aller partout expliquer le sens de cette politique pour redresser notre pays", a pour sa part lancé le premier secrétaire du PS Harlem Désir lundi matin sur BFMTV et RMC.

Alors que Jean-Marc Ayrault tentera mardi de rassurer les élus locaux en leur proposant un "pacte de confiance et de responsabilité", le président devrait lui aussi faire de la câlinothérapie auprès des représentants des collectivités locales, fortement mises à contribution pour la réduction des déficits. Mardi, il rencontrera ainsi des élus ruraux de Côte d'Or.

M. Hollande a achevé la journée par "un dîner républicain" auquel étaient conviés les parlementaires du département (5 députés, 3 sénateurs) toutes couleurs politiques confondues. AFP 11.03

Là il avait endossé le masque du républicain, en famille s'il vous plaît.

Retraites. Populisme et tautologie.

Henri Emmanuelli, lors d'un entretien sur France Info le 26 février dernier : "La biologie fait qu'il faut quand même se poser la question de la durée de cotisation", lançait alors le député des Landes, que l'on a aussi pu entendre expliquer : "Je vois des gens qui auront passé plus de temps en retraite que dans la vie active. C'est une situation qui ne peut pas perdurer".

Henri Emmanuelli considère que la question urgente ne porte pas sur les retraites : "La vraie solution est en amont. Le problème numéro 1, c'est l'emploi." nouvelobs.com 11.03

Répondant à la polémique qui s'en est suivie avec Mélenchon, il a précisé qu'il avait parlé d'un instituteur qui prend sa retraite à 55 ans. Qu'est-ce que cela change, pourquoi un prof devrait-il travailler jusqu'à 70 ans ou plus ? Certes, ils ont des avantages que n'ont pas les ouvriers, mais ils ont un travail usant, harassant et de plus ingrat exerçant leur métier dans des conditions de plus en plus déplorables, rien à voir avec celle d'un élu rentier du régime.

La vraie question serait plutôt de se demander pourquoi depuis toujours les ouvriers et les employés, les travailleurs du secteur privé toutes catégories confondues y compris les cadres ne partent pas à la retraite à 55 ans. Parce que c'est un deal que les syndicats corrompus ont passé avec le régime. C'est certain, et au-delà aujourd'hui plus aucun n'ose aller sur ce terrain parce qu'ils se sont tous convertis à l'économie ultra libérale qu'incarne la politique du gouvernement que par ailleurs ils soutiennent, ne tiennent pas à mettre en difficulté.

Quant à la question de l'emploi, le chômage de masse a démarré sous Mitterrand, le modèle d'Emmanuelli et de Mélenchon,

pour devenir permanent puis ne plus cesser de progresser, l'un et l'autre l'ont oublié évidemment, nous non.

Pour résoudre la question du chômage il faut renverser ce gouvernement et les institutions de la Ve République, les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique et instaurer une République sociale qui mette hors la loi le capitalisme. Il n'existe pas d'autre voie. En France comme dans tous les autres pays, c'est sur cette base et dans cette perspective qu'il faut construire le parti et l'Internationale socialiste révolutionnaire.

En famille.

Le Haut conseil de la famille estime qu'il faudra réduire de 2,2 milliards d'euros les prestations familiales d'ici 2016 pour redresser les comptes de la branche famille de la sécurité sociale, écrit lundi le journal Les Echos sur son site internet.

Selon le quotidien économique, le rapport qui sera présenté jeudi au Haut conseil de la famille - chargé de proposer des économies au gouvernement - ne donne pour l'instant pas de piste précise mais souligne que les classes moyennes et supérieures bénéficient largement de la politique familiale.

Le déficit de la branche famille devrait atteindre 1,7 milliard d'euros en 2016, auxquels il faut ajouter les hausses de prestations annoncées en décembre pour lutter contre la pauvreté et qui coûteraient 400 à 500 millions d'euros à cette date, poursuivent *Les Echos*.

Le Haut conseil de la famille dévoilera ses propositions d'économies fin mars. Reuters 11.03

Cet organisme est illégitime et doit être dissout !

Question : qui en fait partie, qui y collabore ? Répondre à cette question va nous aider à comprendre pourquoi le gouvernement joue sur du velours, comme sur les retraites, la Sécu, etc. (<http://www.hcf-famille.fr/spip.php?article11>)

Le Haut Conseil de la Famille réunit 60 membres, représentant l'ensemble des acteurs de la politique familiale.

- Président M. Bertrand FRAGONARD, Président de Chambre honoraire à la Cour des comptes

- Seize représentants des assurés sociaux et des employeurs 2 CGT 2 CFTD 2 CGT-FO 1 CFE-CGC 1 CFTC 1 FSU 1 UNSA
2 MEDEF 1 CGPME 1 UPA 1 FNSEA 1 UNAPL

S'ajoute à cela

- Quatorze représentants du mouvement familial
- Deux députés
- Deux sénateurs
- Trois représentants des collectivités territoriales
- Trois représentants des organismes de sécurité sociale
- Huit représentants de l'Etat
- Dix personnalités qualifiées
- Deux représentants d'organismes intervenant dans le champ de la petite enfance

Nous sommes donc en présence d'un organisme de collaboration de classes auquel participent les syndicats et les partis dits frauduleusement ouvriers présents au Parlement. J'imagine qu'ils sont grassement rémunérés pour remplir cette fonction.

Tout comme au COR (retraites) ou à l'OIT (ONU), leur présence (minoritaire) ne sert qu'à légitimer l'existence de ces organismes, ainsi que les rapports qu'ils produisent sur la base de l'état de la société qui est le produit de la crise du capitalisme, donc à la prendre en charge, à prendre en charge tous les rapports qui en découlent, et en conclusion les décisions antisociales qu'ils sont amenés à prendre conformément aux besoins du capitalisme puisqu'il s'agit pour eux d'assurer la pérennité de la société telle qu'elle existe, autrement dit le capitalisme auquel nos propres besoins doivent être subordonnés, ainsi la boucle de la collaboration de classes est bouclée.

Vous pouvez en reprendre une à une toutes les étapes et vérifiez qu'il n'en manque pas, c'est le même schéma ou la même méthode qui est mise en oeuvre systématiquement dans tous les organismes appelés à remplir la même fonction : associer les soi-disant représentants des travailleurs au bon fonctionnement de la société capitaliste. Voilà ce que les dirigeants d'absolument tous les partis ont accepté.

Pour notre part, si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, jamais nous n'aurions accepté de participer à de tels organismes ou d'avoir des rapports avec les appareils des syndicats ou des partis qui y participaient. Il faut choisir son camp quand

on prétend combattre un ennemi pour le vaincre et non pour s'en accommoder.

ACTUALITE EN TITRES

Son de cloches.

- La confiance dans le nucléaire se rétablit d'après Areva - L'Expansion.com
- Batho : la France «*aura durablement besoin d'une part de nucléaire*» - LeParisien.fr

Tiens donc !

- La crise de l'euro n'est pas terminée... et donne même d'inquiétants signes de rechute - Atlantico.fr

La question inutile par excellence.

- Les riches sont-ils rentables pour la société ? - Atlantico.fr

Le système économique capitaliste est miné à la base.

Cause...

- Pourquoi le nombre de «*super-riches*» augmente-t-il ? - Liberation.fr

... conséquence...

- L'austérité aggrave la récession en Europe du Sud - L'Expansion.com -
- Le PIB du Portugal recule de 1,8% au 4e trimestre - Reuters
- Contraction du PIB italien de 0,9% au 4e trimestre - Reuters -
- La production industrielle française a reculé de 1,2% en janvier - L'Expansion.com

Antisocial tout azimuth

- 2,2 milliards d'économies prônées sur les prestations familiales - Reuters
- "*D'accord pour participer à l'effort sur les retraites si on supprime 30% des fonctionnaires*" - L'Expansion.com

La meilleure formule face aux classes surchargées.

- Peillon veut diminuer le nombre de redoublements - LeFigaro.fr

Quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry, j'avais appris que les élèves ne pouvaient pas redoubler au-delà de la 6e, donc même s'ils avaient des résultats en dessous de la moyenne ou qu'ils étaient franchement nuls en 5e, 4e, 3e, etc. ils devaient automatiquement passer dans la classe supérieure, ce qui voulait dire qu'un élève qui avait commencé à décrocher en 5e devait quand même passer en 4e quitte à ce qu'il décroche totalement et finisse l'année avec une moyenne de 4 ou 5 sur 20, puis passe en 3e où là il serait totalement largué, etc.

Bref, tout était fait pour qu'il soit tellement dégoûté des études pour qu'il quitte l'école.

Le gouvernement sioniste agite de nouveau la menace du musulman

L'AFP ou l'agence de presse officielle du régime donne le la...

- Le groupe de Marignane était capable de commettre un attentat, ses membres déferés - AFP

... ensuite les médias aux ordres prennent le relais et amplifient le message. La menace est permanente...

- Terrorisme : le groupe de Marignane était prêt à agir - Le Nouvel Observateur

- Terrorisme: le groupe de Marignane projetait un attentat imminent - L'Express.fr

- Marignane: les islamistes préparaient un attentat - LeFigaro.fr

- Les interpellés de Marignane auraient pu commettre un attentat bientôt - Liberation.fr

- Le groupe de Marignane comptait passer à l'action «*dans les jours à venir*» - 20minutes.fr

... une nouvelle preuve si besoin était...

- Explosion à la prison de Réau: le parquet antiterroriste se saisit de l'affaire - L'Express.fr

... et pour y remédier, renforcer le contrôle de la population.

- Le logiciel de surveillance qui manque aux enquêteurs antiterroristes - LeMonde.fr

[Etrange question, non ? En êtes-vous bien sûr ?](#)

- Affaire Merah: "*Ce n'est pas la DCRI qui a ouvert le feu sur les victimes du tueur*" - L'Express.fr

... oui, cela aurait pu être n'importe quel musulman finalement...

- Islamisme: Pas de «*profil type*» de djihadistes en France - 20minutes.fr

[Quand les Frères musulmans mis en place par Doha et choyés par Paris font dans la dentelle.](#)

- Tunisie: un député d'Ennahda qualifie l'excision de chirurgie "*esthétique*" - L'Express.fr

[OTAN en emporte... la guerre](#)

- Un rapporteur de l'ONU accuse la Corée du Nord de crimes contre l'humanité - LePoint.fr

- Le dirigeant de Corée du Nord désigne une première cible sud-coréenne - LeMonde.fr

- La Corée du Nord de Kim sur le sentier de la guerre - LeFigaro.fr

- Les Etats-Unis vont tenter d'assécher les rentrées de devises de Pyongyang - AFP

- Chine-Japon, guerre froide en Asie - LeMonde.fr

[Cocus, loosers, la risée.](#)

- Syrie : Fabius évoque une levée de l'embargo sur les armes - LePoint.fr

- Paris et Berlin s'opposent sur les armes aux insurgés syriens - Reuters

- Assad se sert de milices pour commettre des massacres, dit l'Onu - Reuters -

Il existe apparemment un axe Washington-Londres-Berlin et accessoirement Moscou et Téhéran, contre un autre axe Paris-Riad-Doha pour régler la question syrienne. Devinez quel est le ticket gagnant, si on peut dire ? L'axe Washington-Londres-Berlin, on y reviendra depuis le XIXe siècle...

L'UMP plus sûrement.

- "Les échecs de la gauche augmentent la probabilité de voir le FN au pouvoir" - L'Express.fr

Déjà parler de la gauche s'agissant du gouvernement, c'est se livrer à une falsification puisqu'il poursuit et amplifie la politique réactionnaire du gouvernement précédent. Si la droite se trouvait dans l'impossibilité de revenir au pouvoir pour poursuivre ou imposer cette politique, dans ce cas ce serait à l'extrême droite de s'en charger, pendant que la droite l'aiderait en sous-main quitte par la suite à la poignarder dans le dos pour camoufler son alliance avec l'extrême droite.

Ce qu'on constate, c'est que dans les trois cas de figure, c'est la même politique qui est appliquée pour le compte de la même classe, celle des capitalistes.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

1.1- Plus de 1000 Athéniens se sont rassemblés hier soir devant le Parlement grec, sur la place Syntagma avec le slogan "Ça suffit !", pour protester contre les politiques budgétaires du gouvernement et les mémorandums imposés par la troïka, l'UE et du Fond Monétaire International. Avec 2 arrestations très musclées et des gaz lacrymogènes, il semble que le gouvernement grec ne souhaite pas voir le mouvement des indignés reprendre en Grèce.

Environ 200 policiers de la MAT (brigade antiémeute) ont été déployés pour vider la place Syntagma avec des gaz lacrymogènes et les habituelles violences des policiers. okeanews.fr 11.03

1.2- Une bombe artisanale a explosé hier soir vers 23h devant un bureau de poste de la compagnie Swift Mail, dans le quartier de Pangrati, à Athènes, brisant des vitres et faisant quelques dégâts matériels mineurs. Il n'y a aucun blessé, selon la police.

Les fonctionnaires de police ont indiqué que la bombe se composait d'au moins cinq bonbonnes de gaz (probablement de type camping gaz) et d'un système d'explosion. L'entreprise était fermée à l'heure de l'explosion.

La société Swift mail, dans des forums sur internet, est accusée de coopérer avec la police dans ses enquêtes. okeanews.fr 11.03

1.3- Une femme menace de sauter d'une sculpture en acier située sur la place Omonia.

Un évènement semblable s'était produit en Novembre, quand une femme avait été encouragée à descendre de la structure par les pompiers.

Une ambulance, la police et les pompiers sont à Omonia et essayent d'encourager la femme à ne pas sauter. Ils ont placé un tapis de réception pour sa sécurité. okeanews.fr 11.03

2- Tunisie

Le parti de Chokri Belaïd a annoncé lundi qu'il allait demander au Conseil des droits de l'homme des Nations unies d'enquêter sur l'assassinat de cet opposant laïque aux islamistes au pouvoir en Tunisie.

Le Parti des patriotes démocrates dit ne pas avoir confiance dans le système judiciaire tunisien.

"Nous sommes convenus (...) d'aller devant le Conseil des droits de l'homme à Genève pour demander une enquête sur le meurtre de Belaïd car nous avons des doutes au sujet de l'appareil judiciaire tunisien", a dit l'un des responsables de cette formation, Zied Lakhdar, à Reuters.

"Nous pensons que l'enquête n'a pas été menée de manière sérieuse et qu'il y a beaucoup de doutes et d'ambiguïtés", a-t-il ajouté. Reuters 11.03

Autant s'adresser à son bourreau ! Avec d'autres partis laïques vous devriez exiger qu'une commission indépendante enquête sur l'assassinat de Chokri Belaïd dont les membres seraient nommés parmi les partis laïques et le syndicat de la magistrature indépendamment des partis présents au gouvernement. Ou alors vous pourriez vous en charger vous-même en assurant la protection armée des enquêteurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mars 2013

CAUSERIE

Mardi soir.

Le convertisseur de courant qui permet d'avoir de l'électricité par le biais des batteries a encore brûlé, du coup je ne peux plus travailler quand le courant est coupé. Il va falloir sans doute quelques jours avant qu'il soit réparé, aussi le site ne sera que partiellement actualisé pendant cette période. Avec la remontée de la température, ils recourent le courant de 6h à 10h tous les matins, parfois en début d'après-midi, tous les soirs entre 18 et 19h et à nouveau de 21h à 22h, ensuite de minuit à 1h du matin, bref, quand ils ne coupent pas toute la journée de 6h à 18h.

Je vais voir pour acquérir un second convertisseur de courant, c'est un investissement, mais franchement cela me fait chier de me retrouver plongé dans le noir le soir comme il y a 20 ans quand je m'éclairais avec une lampe à huile. Et puis sans ventilateur je ne peux pas dormir.

Hier après l'un des ventilateurs de l'ordinateur qui avait lâché, c'est le lecteur de CD qui était bloqué, bref, c'est bien simple je ne remets plus les vis du carter qui permet d'accéder à l'intérieur de l'unité centrale car régulièrement je dois enlever et remettre les connecteurs pour qu'il fonctionne normalement, et l'été je l'enlève carrément pour qu'il refroidisse en installant un ventilateur dans sa direction, ma hantise c'est qu'il claque avant que j'ai sauvé mes fichiers.

Ici on peut dire que tout est fait pour pourrir littéralement la vie de la population au quotidien. On peut comprendre que les Indiens prennent les choses avec un brin d'insouciance qui peut paraître étrange à première vue à un étranger, ils y sont contraints par la force des choses car sinon il y a vraiment de quoi péter un plomb, c'est nécessaire pour supporter ce qu'ils doivent endurer. Dans ce sens on peut dire que leur bonne humeur est forcée, ils n'ont pas le choix sinon ils passeraient leur temps à se cogner la tête contre les murs, il faut bien se donner les moyens de continuer à vivre malgré tout. On a du mal à s'imaginer une vie aussi épouvantable du premier au dernier jour, cela nous semble inconcevable et pourtant c'est bien le cas et je vous garantis que je n'exagère pas, ce n'est pas le genre de sujet que j'ai envie de traiter à la légère. En réalité le tableau est beaucoup plus noir que ce que je décris mais je ne veux pas vous démoraliser.

Ce qui m'attriste le plus et me préoccupe, c'est d'observer que la société en France et en Europe est en train de s'effondrer pour ressembler de plus en plus à ce que je vis en Inde, alors que le salut de l'humanité ne peut venir que des pays les plus avancés en terme de lutte des classes. Chaque fois que des Indiens m'interrogent sur ce qui se passe en France, ils sont suspendus à mes lèvres en espérant que je leur raconte de belles histoires ou que je leur donne de bonnes nouvelles, une sorte de fenêtre laissant entrevoir qu'un avenir meilleur est possible puisqu'un monde meilleur existe ailleurs, et quand je leur raconte ce qui se passe réellement ils sont abattus, ils n'en croient pas leurs oreilles, ils me demandent comment une telle régression est possible et je peine à leur expliquer parce qu'ils n'ont aucune expérience de la lutte des classes que je ne peux pas leur résumer en deux minutes, je suis obligé de leur dire de me croire sur parole ou je dresse un parallèle avec la situation en Inde.

Bon, je vais me coucher pour essayer de m'endormir avant qu'ils coupent le courant, à demain.

Mercredi.

Je n'ai pas fait le reste du boulot prévu, pas le courage pour ne pas en dire davantage...

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité, comme lors du vote du TSCG.

Faut-il en déduire qu'ils sont tous de droite, qu'ils représentent les mêmes intérêts, la même classe sociale, d'après vous, qui hésitera encore à répondre positivement à cette question, existerait-il l'ombre d'un doute ?

Pendant plus d'un demi-siècle on s'est employé à vous faire croire le contraire, c'est cruel pour ceux qui l'ont cru, on les invite à revoir au plus vite leur copie.

Sachant que ce projet de loi sera adoptée par la majorité PS-UMP-UDI, qu'est-ce que signifie alors s'adresser aux députés ? C'est faire allégeance, faire acte de soumission aux institutions de la Ve République ni plus ni moins. Mais alors peut-on encore parler de syndicats et de partis ouvriers, d'après vous ?

L'UDI a déclaré qu'elle ne voterait certainement pas la contre-réforme sur l'école bien qu'elle estime qu'elle aille dans le bon sens selon sa direction, parce qu'elle ne va pas assez loin dans le saccage de l'école publique. Il en va ainsi chaque fois que l'UMP ou l'UDI votent contre un texte présenté par le PS, non pas parce qu'il serait contraire à leurs convictions ou les intérêts qu'ils représentent mais parce qu'il n'est pas encore assez antisocial, hypocritement évidemment, car eux-mêmes n'oseraient pas aller plus loin généralement.

Donc, il ne faut pas être dupe, le PS et l'UMP se partagent les rôles selon qu'ils sont majoritaires ou minoritaires au sein de l'Assemblée nationale pour finalement appliquer ou soutenir la même politique depuis 1958, l'essentiel étant qu'ils gèrent la société pour le compte du capitalisme en assurant la stabilité et la pérennité du régime, toute le reste est secondaire.

On ne caractérise pas un parti à la marge mais sur le fond, or sur ce plan-là, ils sont foncièrement réactionnaires. Pour porter une autre appréciation sur le PS il faut avoir cessé de combattre pour le renversement du régime et le socialisme. Quand on prend en considération cet objectif ou qu'on l'a à l'esprit en analysant pas à pas la politique du PS depuis près d'un siècle, on ne peut que partager ce constat et il est impossible d'émettre une autre conclusion, sauf à avoir abandonné soi-même le combat pour le socialisme. L'intérêt de regarder la réalité en face en toutes circonstances permet d'éviter toute confusion en la matière ou de se fourvoyer lamentablement.

Dès lors faut-il s'étonner de la situation inextricable dans laquelle nous sommes ? Quand on pose les questions essentielles à chaque étape de la lutte de classe, quand on en a le courage ou la volonté même dans les moments les plus difficiles, on trouve toujours une réponse satisfaisante que l'on traduira en terme de tâches pratiques sans renier ses principes et son programme. Depuis l'après-guerre nos dirigeants en ont été incapables manifestement au regard de leur bilan catastrophique, les militants ne sont pas obligés de les imiter, jusqu'au jour où une nouvelle direction révolutionnaire du mouvement ouvrier émergera, le plus tôt serait le mieux.

ACTUALITE EN TITRES

L'étranglement.

- L'UE veut réduire les délais de paiement à 30 jours - L'Expansion.com

Les 27 pays européens devront d'ici le 16 mars avoir introduit une législation qui forcera les entreprises privées et publiques à payer leurs fournisseurs dans un délai maximal de 30 jours. L'Expansion.com

Déjà usagé.

- L'opération reconquête débute mal pour François Hollande Reuters

Un "gouffre" entre Hollande et les Français, selon Jacob (UMP) - AFP

53% des Français préfèrent Nicolas Sarkozy à François Hollande - Liberation.fr

Selon un sondage Ifop, seuls 44% des Français interrogés ont répondu préférer l'actuel président de la République, marquant un renversement de tendance. Liberation.fr 13.03

Ils préfèrent l'original à la copie !

De préférence limiter le droit à la santé uniquement aux nantis serait moins coûteux, ce sont les moins nombreux.

- Royaume-Uni: faut-il privilégier l'accès aux soins des personnes qui ont une vie saine? - L'Express.fr

A condition toutefois que les plus nombreux paient à leur place, qu'ils cotisent sans avoir accès au soin, comme la retraite quoi.

Une affaire qui marche à merveille...

- Google verse près de 15 millions de dollars de bonus à 4 de ses dirigeants - AFP

[L'exploitation de l'homme par l'homme est à la base de la violation de tous nos droits.](#)

- "La violence contre les femmes est la violation la plus courante des droits fondamentaux" - L'Express.fr

[A la neige !](#)

- Si je tombe dans une rue enneigée, à qui puis-je faire un procès? - Slate.fr

Il n'y a que des psychopathes pour poser ce genre de questions.

[Quand on vous dit qu'ils ont un sexe à la place du cerveau...](#)

- Le désir sexuel peut se lire dans le cerveau - LePoint.fr

[Faites tomber les masques.](#)

- Les hommes de Hollande veulent un PS plus offensif - LeFigaro.fr

Au côté du Medef s'entend.

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

Ils s'en foutent en fait.

[L'hécatombe ou lucifer rattrapé par le mauvais oeil !](#)

- Afghanistan : cinq soldats de l'OTAN tués dans un crash d'hélicoptère - LeMonde.fr

- Un hélicoptère de l'armée israélienne s'écrase, 2 pilotes tués - Reuters

- RDC: quatre Russes meurent dans un accident d'hélicoptère de l'ONU - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Le projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel \(ANI\) signé le 11 janvier est pour ainsi dire adopté, qui en doutait ?](#)

La fronde qui menaçait à la gauche du Parti socialiste semble s'être calmée. Mardi 12 mars, au premier jour de l'examen en commission des affaires sociales du projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 11 janvier entre des partenaires sociaux, le travail de déminage en amont du gouvernement sur ce texte délicat avait déjà payé.

Le ministre du travail, Michel Sapin, qui avait suivi pratiquement minute par minute les négociations pour aboutir à cet accord, a poursuivi son minutieux travail de service après vente auprès des députés socialistes qui l'ont reçu mardi matin, lors de leur réunion de groupe hebdomadaire à l'Assemblée. Une audition "très intéressante", selon le député Jérôme Guedj (Essonne), figure de l'aile gauche qui était pourtant allé saluer les cortèges de FO et de la CGT lors de la manifestation contre l'ANI, le 5 mars. (Quel engagement politique aller "saluer"... ses semblables ! - Ndlr)

"Michel Sapin a confirmé que le projet de loi était relativement différent de l'accord (...). Il avait lui-même corrigé des béances, clairement en faveur des salariés", a reconnu l'ancien assistant parlementaire de Jean-Luc Mélenchon au Sénat. Un "bon travail en amont qui a permis de désamorcer, de déminer", a également confirmé le rapporteur du budget, Christian Eckert (Meurthe-et-Moselle), selon qui "le groupe n'est pas aussi clivé qu'on pourrait le penser" car "beaucoup ont estimé que le projet de loi est amélioré par rapport à l'accord". (A la bonne heure -ndlr)

"Les députés avaient des demandes de précisions, des questions techniques", a relaté le président du groupe socialiste, Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), juste après l'audition du ministre, soulignant que "Michel Sapin prend le temps nécessaire pour répondre, pour démontrer en quoi chaque mesure sera favorable à l'emploi". (Parole, parole, parole... - ndlr)

L'exercice du ministre a relevé du numéro d'équilibriste pour rassurer les députés socialistes sans inquiéter les signataires du texte (le Medef, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC). "Nous ne sommes pas des greffiers, mais nous sommes des garants", a résumé dans une formule M. Sapin en commission des affaires sociales. (Pensez-vous ! - ndlr)

Par ailleurs, M. Le Roux a annoncé qu'un "groupe de travail de suivi au jour le jour de la réalisation concrète de cet accord dans les entreprises" sera mis en place à l'Assemblée, comme le souhaitait le rapporteur du texte, Jean-Marc Germain (Hauts-de-Seine). D'ailleurs, la nomination de ce proche de Martine Aubry comme rapporteur – au lieu du président de groupe lui-même, comme cela avait été d'abord évoqué – avait déjà permis de donner des gages à l'aile gauche du PS. (Aubry qui n'a cessé de marcher dans les pas de Delors, on aura tout entendu dans cet article. -ndlr)

Mais M. Guedj rappelle toutefois que tout n'est pas complètement clos et que M. Sapin "a confirmé la possibilité d'amender sans perturber l'équilibre général". Plus question pour lui de parler d'un texte "déséquilibré" mais le député de l'Essonne "continue à penser qu'il faut l'amender". "Le code du travail doit être fait pour 100 % des salariés", insiste-t-il, le livre en question sous le bras. (Il voulait dire "refait -ndlr")

Si le texte devrait donc ne pas poser trop de problème au sein du groupe socialiste, les députés du Front de gauche ne comptent pas tempérer leur opposition et les écologistes, qui sont divisés, ont décidé d'attendre la fin de leurs auditions des partenaires sociaux et le choix du parti lors de leur conseil fédéral des 23 et 24 mars pour arrêter leur position. (Rien à foutre du FdG, la coalition PS-UMP-UDI a la majorité absolue à l'Assemblée nationale. - ndlr)

Enfin, après l'Assemblée, où le texte sera débattu en séance entre le 2 et le 5 avril, le projet de loi devra encore passer l'épreuve du Sénat où la majorité est beaucoup plus fragile et où la sénatrice Marie-Noëlle Lienemann (PS, Paris), à la gauche du parti, pourrait elle aussi donner de la voix. (Rien à foutre du Sénat, c'est le vote à l'Assemblée nationale qui prime en dernier ressort. -ndlr)

Reste que l'examen du texte devrait se faire de manière assez apaisée, et ce d'autant plus que les députés UMP ne cachent pas leur soutien au projet de loi. "Cet accord est important et intéressant. Nous le voterons s'il est respecté", a ainsi assumé Gérard Cherpion, le porte-parole du groupe UMP. lemonde.fr 12.03 (Une confirmation. -ndlr)

A la bonne heure, vous avez raison, vous n'auriez pas fait mieux !

Mais alors cette soi-disant gauche du PS, c'est quoi ? Mais du vent, rien que du vent, une apparence, une illusion, vous ignoriez encore que c'était le fondement de la ligne politique de vos dirigeants ?

[Lepaon rassure le Medef en passant son oral aux Echos : on ne se refait pas, ouf !](#)

Thierry Lepaon, qui prendra la tête de la CGT lors de son Congrès la semaine prochaine, ne veut "pas d'une CGT qui se contente de dire non" et affirme que la centrale "n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche".

"La question n'est pas de choisir entre négociation et contestation, mais de rester pragmatique et efficace. Je ne veux pas d'une CGT qui se contente de dire non, et cette image est caricaturale", a dit M. Lepaon dans une interview aux Echos à paraître mercredi.

"La CGT n'est pas opposée au changement, elle le prouve au quotidien en signant des accords dans les entreprises. Mais, elle, elle ne signe que les bons accords, pas n'importe quoi... C'est la même chose au niveau interprofessionnel", a-t-il ajouté.

Le CGT se repolitise-t-elle? : "Absolument pas. La CGT n'est pas et ne sera pas le bras armé du Front de gauche", a répondu M. Lepaon.

Selon lui, la mobilisation du 5 mars de la CGT et de FO contre l'accord sur l'emploi "a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte". Mais, "il faut du temps pour bien faire comprendre les dangers réels du texte", selon lui

"Les députés commencent eux aussi à mesurer la portée réelle du texte, on le sent clairement quand nos militants vont à leur rencontre", a-t-il dit. AFP 13.03

La preuve :

- L'accord emploi arrive chez les députés PS dans un climat apaisé - LeMonde.fr

- L'UMP prête à voter l'accord emploi, sous conditions - L'Expansion.com

Les dirigeants de la CGT et du PCF sont tous bâtis sur le même modèle : un niveau intellectuel limité qui ne s'use que si on s'en sert et dans leur cas pour éviter l'épuisement vaut mieux y recourir le moins souvent possible, un brin crétin sur les bords tout en ignorant qu'ils le sont au point qu'ils le revendiquent comme une qualité qu'ils n'hésitent pas à mettre en avant jusqu'au ridicule, leur naïveté apparente qui sert à camoufler une grotesque manoeuvre leur tient lieu de qualité suprême qu'ils cultivent non sans en tirer profit, c'est la seule trace d'intelligence qu'on discernera chez eux, malsaine et cynique.

Une fois leur trahison passée et qu'ils contestaient encore hier, il leur faut s'en vanter, ils sont comme cela. Vous vous demanderez peut-être à quoi cela rime, c'est psychologique, prenons l'exemple que nous avons sous les yeux pour l'expliquer.

La mobilisation du 5 mars a été un baroud d'honneur, une simple balade pour prendre l'air quoi, c'était conçu comme tel dès le départ mais il y a de gros malins qui n'ont pas voulu en tenir compte et qui ont prétendu y voir ou en faire autre chose, peine perdue évidemment. Bref, l'espoir était encore là, certains y croyaient, maintenant que cette mauvaise farce est passée, il faudrait peut-être passer aux choses sérieuses et cesser d'y croire, encaisser une nouvelle défaite et désillusion, enfoncer le clou quoi histoire de finir d'achever le moral des militants. Rien de tel que de leur balancer qu'on s'est bien foutu d'eux en les laissant croire n'importe quoi alors qu'on savait dès le départ que cette journée bidon ne servirait à rien.

C'est à sa manière ce que leur explique Lepaon en disant que la journée du 5 mars "*a été très utile, car elle a permis de faire monter le débat face au discours trompeur des signataires du texte*" comme un soufflé qui monte en cours de cuisson et fait bon effet et qui retombe quand la température redescend, car finalement rien n'a changé du tout, après une période d'agitation médiatisée, la soi-disant aile gauche du PS a ravalé sa salive avant de serallier au gouvernement. C'est ainsi que les choses se passent chaque fois.

Le militant doit arriver à la conclusion qu'il n'y avait rien d'autres à faire et que ses dirigeants ont été parfaits, dès lors il a le choix entre les suivre aveuglément ou cesser de militer dans ce syndicat ou de militer tout court. Ce qui fait qu'il ne reste que des bénis oui-oui ou des ignares pour la majorité d'entre eux dans la CGT et plus généralement dans tous les syndicats, ce qui explique que depuis des lustres la même caste de bureaucrates corrompus les dirigent et les contrôlent.

Derrière la question du journal patronal, à savoir est-ce que la CGT se repolitise, en répondant négativement Lepaon donne un gage au patronat qu'il s'engage à ne rien faire qui remette en cause son pouvoir, et qu'à travers son discours en apparence radical il ne fallait pas y voir une remise en cause du capitalisme, cela fait partie de la manoeuvre pour embobiner les naïfs ou couvrir ses trahisons futures et rien d'autres.

Et quand il dit que la CGT ne signe que les "*bons accords*", je n'ai pas le temps de faire des recherches pour prouver le contraire, il n'en demeure pas moins qu'en participant au dialogue social la CGT fait en sorte de le légitimer ainsi que les accords qui le soldent selon un partage des rôles savamment orchestré avec les autres syndicats.

S'agissant de la transcription de l'accord patronal du 11 janvier, il sera voté par les députés de l'ordre, PS-UMP-UDI dans leur immense majorité.

Ajoutons que le "*pragmatisme*" commande aux vendus de participer à des centaines d'organismes (comités, hauts conseils, conseils d'administration, institutions diverses, etc) au côté du patronat et/ou des membres des différents partis politiques afin de collaborer à leur analyses et de légitimer leurs conclusions qui déboucheront sur des mesures pratiques, des accords, des lois. Participation rémunérée grassement cela va de soi.

Pour négocier, il faut à la base un accord minimum, si vous réclamer 1% d'augmentation de salaire vous avez une chance que votre patron accepte cette base de négociation, si maintenant vous exigez 5% qui est déjà très modeste, vous êtes sûr d'essuyer un refus et alors il n'existe aucune base de négociation, c'est facile à comprendre. Si maintenant vous êtes du genre à brader vos revendications vous pourrez trouver un terrain d'entente avec votre patron aux alentours de 1,5 ou 2% maximum moyennant à côté quelques concessions car ce sont des requins. Si vous vous en tenez à vos 5%, pas de négociation possible et vous allez directement à l'affrontement, la mobilisation, la grève, sinon à quoi bon être délégué syndical.

Moins vous ferez preuve de détermination et moins le personnel vous suivra ou sera tenté de se mobiliser et plus le patron sera porté à camper sur sa position de départ et à se montrer intransigeant.

[Boire l'ultra libéralisme commandée par l'oligarchie financière jusqu'à la lie.](#)

Etre "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises : à 100%, au côté des capitalistes.

Le sénateur-maire PS de Lyon, Gérard Collomb, a invité François Hollande à être "*clair*" vis-à-vis de l'économie et des entreprises, déplorant des "*messages parfois contradictoires*" dans ce domaine, et a prôné un "*socialisme de l'offre*", dans

une interview au Monde. *"Il est impératif d'avoir un langage clair et de fixer un cap"*, a déclaré le maire de Lyon, interrogé sur le contexte actuel de crise. *"Les messages sont parfois contradictoires. Il (François Hollande) veut réindustrialiser le pays, mais une partie de la gauche continue de signifier aux entreprises qu'elle ne les aime pas. Comment y arriver dans ces conditions?"*, a-t-il lancé.

Le *"socialisme de l'offre"*, c'est le social-libéralisme épousant le néoconservatisme.

"Je ne défends pas les patrons, je défends un socialisme de l'offre. Pas par une vision idéalisée de l'entreprise, mais parce que si on ne stimule pas le goût de l'innovation, on ne s'en sortira pas", a ajouté Gérard Collomb. *"A chaque fois que cela n'allait pas, a-t-il appuyé, on relançait par la dette, gauche et droite confondues. On est arrivé au bout du système"*. *"On aurait pu assumer plus tôt"*, a également estimé le sénateur-maire de Lyon, interrogé sur les mesures en faveur de la compétitivité adoptées depuis le début du quinquennat.

Il faut assumer la flexibilité et remettre l'Etat aux mains du marché.

"J'ai l'impression qu'on construit, à marche forcée, la réflexion qu'on n'a pas menée pendant les cinq années précédentes. François Hollande a dû partir de ce qu'était la vulgate socialiste pour atterrir en urgence, une fois confronté à la réalité", a-t-il poursuivi. *"C'était objectivement une difficulté dans un moment où il faut agir très vite, ce qui suppose d'être au clair sur ce que l'on pense"*, a relevé le sénateur-maire. *"Si le principal défi est l'adaptation de nos entreprises, je ne comprends pas pourquoi la flexibilité est toujours considérée comme un gros mot à gauche. Et si l'investissement est la clé, il faut assumer la coopération public-privé"*, a-t-il ajouté. *"Je le vois à Lyon où, quand je mets un euro d'argent public, nous générons 6 euros d'argent privé"*, a-t-il conclu. lefigaro.fr 12.03

J'ai lu dans un article financier que pour produire 1 dollar de PIB la Fed en était à dépenser 6 dollars et qu'à ce rythme-là le gouffre qui sépare l'économie productive ou réelle de l'économie financière ou spéculative ne cessait de se creuser de sorte qu'un point de non retour a été atteint en attendant l'effondrement final de tout l'édifice totalement vermoulu. Apparemment Collomb a tout compris à l'envers ou rien du tout ce qui ne serait pas étonnant. Son raisonnement est non seulement faux, il oublie de dire où va en réalité l'argent privé généré par l'injection d'argent public

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Trois explosions provoquées par des bonbonnes de gaz se sont produites mardi à Thessalonique où elles visaient les bureaux du ministre-adjoint de l'Environnement et ceux de deux députés du parti au pouvoir.

La police a précisé que les explosions qui se sont produites peu après 20h00 (18h00 GMT) n'avaient provoqué que de dégâts matériels sans faire de victime.

Six personnes ont été évacuées par les pompiers en raison des émanations de fumée dans les locaux.

"Le gouvernement ne se laissera pas décourager par des actes de terrorisme", a déclaré un porte-parole du gouvernement grec faisant référence à la multiplication des attaques commises récemment alors que le pays connaît sa sixième année de récession. Reuters 13.03

2- Israël

Premier président israélien à s'exprimer devant le Parlement européen en près de 30 ans, Shimon Peres a plaidé lundi en faveur de l'intervention d'une force de la Ligue arabe en Syrie "pour mettre fin au massacre", dans un discours appuyé contre le terrorisme et pour la paix.

(Sans rire. - ndlr) Au cours de son intervention qui a duré environ 45 minutes, Shimon Peres s'est livré à un plaidoyer pour la paix au Proche-Orient.

La paix passe toutefois par la lutte contre le terrorisme, a souligné le dirigeant israélien âgé de 89 ans, faisant notamment porter la responsabilité de l'instabilité dans la région sur le mouvement chiite libanais Hezbollah et son principal soutien, l'Iran.

"L'Iran soutient le terrorisme dans le monde entier. Son principal nœud, le Hezbollah, mène des attaques terroristes et menace la stabilité de la région", a-t-il déclaré.

"Le régime iranien constitue la plus grande menace contre la paix. (...) Personne ne menace l'Iran. L'Iran menace les autres. Il met en danger l'indépendance des pays arabes et l'existence même de l'Etat hébreu", a ajouté M. Peres.

Si les Iraniens demeurent insensibles aux sanctions "d'autres options sont sur la table", a averti le président israélien.

M. Peres, prix Nobel de la paix en 1994, a demandé aux Européens de placer le Hezbollah sur la liste noire des organisations terroristes, ce qui requerrait l'unanimité des 27 Etats de l'UE.

"Le Hezbollah est une organisation terroriste, pas un mouvement politique", a-t-il insisté. "Le Hezbollah est en train de détruire le Liban", a mis en garde le dirigeant israélien.

"Dans le monde, il y a eu récemment 20 tentatives d'attentats de la part du Hezbollah", a poursuivi M. Peres, rappelant notamment l'attentat commis le 18 juillet à l'aéroport de Bourgas, en Bulgarie, qui a fait six morts - cinq touristes israéliens et un chauffeur de car.

Les autorités bulgares ont indiqué le 5 février qu'elles avaient la preuve d'une implication du Hezbollah dans l'attentat de Bourgas, mais l'UE doit encore certifier l'enquête bulgare avant, éventuellement, de prendre une décision. AFP 12.03

Cela ne vous rappelle pas le discours de Hollande (ou plutôt l'inverse) ?

3- Liban.

L'irruption des Etats-Unis dans l'arène politique libanaise a coïncidé avec deux développements, régional et local. Sur le plan régional, les événements en Irak semblent prendre une tournure dangereuse entre le Premier ministre chiite et les forces sunnites, à un tel point que Nouri al-Maliki a mis en garde contre l'éclatement de guerres civiles en Irak et au Liban en cas de chute du régime syrien. Ces propos se sont accompagnés de pressions sunnites sur le gouvernement irakien et d'une attaque, la première en son genre, contre l'armée régulière dans une région sous influence de l'opposition sunnite. Sur le plan libanais, l'aggravation de la crise liée à la loi électorale augmente les dangers sécuritaires qui ont atteint le seuil critique, avec un risque de confrontation sunnite-chiite à partir de Saïda. Certes, les mesures adoptées ont réussi jusqu'à présent à contenir le phénomène du cheikh Ahmad al-Assir. Mais le danger ne réside pas seulement dans le mouvement de ce dignitaire.

Des éléments extrémistes terroristes s'infiltrent dans des régions libanaises sensibles et commencent à construire une infrastructure, selon des rapports diplomatiques occidentaux. Ces rapports ajoutent que les pressions exercées par l'Armée syrienne libre (ASL) contre le Front al-Nosra, à la demande des Américains, ont poussé des cadres de cette organisation à trouver refuge en Irak et au Liban. La présence de ces cellules terroristes ne tardera pas à transformer le Liban en champ d'opérations, comme c'est le cas en Irak. La multiplication ces derniers temps des attaques à mains armées contre les banques est un indice, car il est connu que ces organisations procèdent à ce types de méfaits pour se financer.

C'est dans ce contexte que la diplomatie américaine s'est activée pour exercer des pressions afin que les élections soient organisées à la date prévue. Le collège électoral a alors été convoqué et l'ouverture du délai de dépôt de candidatures a été jugée comme une pression supplémentaire sur les partis chiites et chrétiens hostiles à la loi de 1960. C'est pour cela que le président du Parlement, Nabih Berry, a mis en garde contre toute tentative de «coincer» le camp opposé à cette loi. En d'autres termes, le chef du Législatif avertit que si les pressions se poursuivent, il serait contraint de convoquer une séance plénière pour voter le projet orthodoxe. Des sources bien informées affirment que la priorité des Américains n'est pas d'organiser les élections en juin mais d'obtenir des garanties que le scrutin aura lieu avant mai 2014, c'est-à-dire avant l'élection présidentielle. french.irib.ir 12.03

4- Syrie

David Cameron a laissé entendre mardi que la Grande-Bretagne pourrait livrer des armes aux insurgés syriens en contournant l'embargo décrété par l'Union européenne.

"J'espère que nous réussirons à convaincre nos partenaires européens et que si de nouvelles modifications (à l'embargo en vigueur, ndlr) se révèlent nécessaires, ils seront d'accord avec nous", a déclaré le Premier ministre britannique devant une commission parlementaire.

"Mais s'ils ne le peuvent pas, alors il n'est pas totalement exclu que nous soyons obligés d'agir à notre façon. C'est possible", a-t-il dit.

Lors du Conseil des affaires étrangères de l'UE, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a estimé que la question d'une levée de l'embargo devrait "*être reposée très vite car on ne peut pas admettre qu'il y ait un tel déséquilibre qui aboutit au massacre de toute une population*".

Mais à l'issue de la réunion des Vingt-Sept, le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle, a déclaré que semblable mesure pouvait favoriser une prolifération d'armes dans la région et déclencher une guerre par procuration.

Seuls deux Etats dans le monde approvisionnent, croit-on savoir, les rebelles syriens: la riche Arabie saoudite et l'émirat gazier du Qatar. Reuters 12.03

SOCIAL

France

Médicaments : Requip, le nouveau scandale

Un pudique "*augmentation de la libido*" : voilà la ligne ajoutée en 2004 sur la notice du Requip, médicament prescrit contre les effets de la maladie de Parkinson. Le désir réactivé : mais qui s'en plaindrait ? Derrière la formule, la réalité est autrement plus scabreuse. Par une sorte d'effrayante répétition de l'histoire pharmaceutique des vingt dernières années, on a mis une fois de plus sur le marché un traitement en omettant d'informer médecins et patients sur la nature potentiellement gravissime des effets secondaires.

C'est à la persévérance d'un avocat du barreau d'Angers que l'on doit de savoir aujourd'hui que le Requip entraîne pour 15% des malades une addiction au jeu ou au sexe, quand ça n'est pas les deux. Il faut le voir, Antoine Béguin (1), filmé en train d'affronter devant la cour d'appel de Rennes quatre avocats imperturbables, dépêchés par Glaxo Smith Kline (GSK), fabricant du Requip.

Deux cernes profonds sur un visage ouvert, la force fébrile de l'avocat qui sait que son dossier est imparable et le cynisme d'en face à son apogée, Me Béguin a obtenu la condamnation de GSK et 207.000 euros pour Didier J. en prouvant que la multinationale a tenu secrètes les informations sur le risques d'effets secondaires.

(Un documentaire, diffusé ce soir sur France 5, revient sur le combat d'un avocat contre le labo GSK, qui a tu les effets secondaires d'un traitement contre la maladie de Parkinson.) nouvelobs.com 12.03

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mars 2013

CAUSERIE

Ce soir je mettrai en ligne une dizaine (ou plus) de nouveaux articles. Je n'ai pas récupéré mon convertisseur de courant donc je ne peux plus travailler entre 6h et 10h du matin et entre 21h et 22h en raison de coupures de courant.

En signant des accords entérinant la suppression de dizaines de milliers de postes de travail, les syndicats votent pour le maintien du chômage de masse. Accord chez PSA, chez Renault, accord du 11 janvier, accord sur les retraites complémentaires, etc. le patronat engrange les succès, le prochain en juillet sera sur les retraites et le financement de la Sécu, quelle aubaine franchement ce gouvernement !

On vous avait averti, après les élections les syndicats et tous les partis se coucheraient devant ou plutôt coucheraient avec le gouvernement qui lui même dormirait dans le même lit que le Medef et l'UMP, l'inceste est légal quoi, et ne dites pas que cela témoignerait de la décomposition de la société, non, c'est le témoignage que le progrès social est en marche.

Ne vous marrez pas, on nous a fait : attendons de voir de quoi il va retourner avec ce gouvernement, entendez par là qu'on aurait dû en attendre autre chose, Mélenchon à remis le couvert hier à propos du nouveau pape, à lire plus loin, c'est édifiant ou révélateur, pour nous cela confirme tout le bien qu'on en pensait.

Nous sommes les empêcheurs de tourner en rond, les emmerdeurs professionnels, on a envie d'être vulgaire car ces gens-là sont trop polis ou propres sur eux pour être honnêtes et franchement on ne le supporte plus. Nous sommes des gauchistes parce que

nous refusons de marcher dans la combine qui consiste finalement à s'adapter à leur société décadente et de plus en plus réactionnaire, à la pensée unique qui finalement se joue des frontières entre la droite et la gauche pour envahir tout l'espace politique et médiatique, les deux sont inséparables chez eux.

Hier soir, j'ai regardé ou plutôt écouté avec intérêt la dernière vidéo de Michel Collon, ils nous livrent quelques précisions sur lesquelles je reviendrai demain. Plus le temps de causer, j'ai une course urgente à faire et il est déjà 17h10.

UE et médias. Propagande et manipulation des masses.

- Le Parlement européen rejette l'accord des 27 sur le budget - Reuters

- Révolte du Parlement de Strasbourg contre le projet de budget européen - LeMonde.fr

Incroyable : le Parlement européen se rebiffe, une révolution... Quand on vous dit que c'est une institution démocratique qui défend l'intérêt général, des peuples évidemment...

Qu'en est-il au juste ? Les faits.

Question : Ils se rebiffent contre qui ?

Réponse : Contre le Conseil de l'Europe constitué des chefs d'Etat en place des 27 pays de l'UE.

Ces chefs d'Etat (et leurs gouvernements) doivent gérer au quotidien une contradiction entre satisfaire les besoins insatiables et de plus en plus pressants des marchés financiers, crise du capitalisme oblige, auprès desquelles ils ont fait acte de soumission, et la situation sociale explosive dans chacun de leur pays qui risque de s'embraser à tout moment. Dans cette partie de poker menteur, les positions qu'ils adoptent sont dictées par les marchés qui les attendent au tournant en pouvant exercer de puissants moyens de rétribution à leur encontre s'ils ne s'exécutaient pas jusqu'à entraîner leur chute, on l'a vu récemment avec Berlusconi par exemple.

Les parlementaires européens sont également tiraillés par une contradiction. Ils sont le relai de la Commission européenne sous l'influence des lobbyistes des multinationales, ils agissent pour leur compte, ce qui est d'autant plus évident pour les groupes parlementaires de droite qui sont ultra majoritaires au Parlement européen.

Donc en règle générale, quand une majorité de parlementaires européens s'opposent à la Commission européenne ou au Conseil de l'Europe, c'est parce qu'ils estiment que leur politique n'est pas suffisamment droitière ou manque de hardiesse... Bref, ils estiment qu'il faudrait aller plus loin et plus vite dans le saccage de tous nos droits politiques et sociaux puisque c'est de cela uniquement qu'il s'agit. Encore faut-il y mettre la manière, c'est sur cette question que porte leur désaccord

D'un autre côté, contrairement aux membres de la Commission européenne ou de la BCE qui ne sont pas élus, ils sont susceptibles de devoir rendre des comptes à leurs électeurs ou plutôt il leur faut vendre l'UE et ses décisions pour avoir une chance d'être réélus, ils sont en contact avec la population qui supporte de moins en moins la politique réactionnaire de l'UE. Chacun tente donc d'obtenir des concessions ou des miettes pour rendre supportable la situation aux couches qu'ils représentent. Cela dit cela ne change rien au fait qu'ils sont tous fondamentalement soumis à l'UE et ne remettront jamais en cause son fonctionnement ou pire son existence.

Ils sont tentés de défendre des positions favorisant le pays qu'ils représentent, alors que l'orientation de l'UE est de passer outre cette question purement nationale, niant même qu'ils puissent exister à terme des intérêts nationaux, l'UE et les régions se substituant aux Etats une fois totalement vidés de leurs prérogatives ou réduits à l'impuissance. C'est ce qu'a rappelé le laquais des multinationales Cohn-Bendit, co-président du groupe Verts/ALE, qui s'en est pris à ces élus issus de partis politiques nationaux qui *"ne doivent en aucun cas devenir les courroies de transmission des gouvernements nationaux. C'est l'intérêt général européen qui doit prévaloir"* (nouvelobs.com 13.03)

Question : Qui a rejeté quoi?

Réponse : Cinq groupes politiques, dont les conservateurs (PPE), les socialistes (S&D) et les libéraux (ALDE) ont estimé que le budget européen n'avait pas été *"conçu pour garantir le financement durable des grandes politiques européennes, le cadre pluriannuel empêche désormais tout financement de vraies politiques communes"*, selon le président de la commission des Budgets, le Français Alain Lamassoure (PPE). Ils ont rappelé que leur stratégie était de discuter d'abord sur les *"priorités politiques"*

Question : qui détient le pouvoir la Commission européenne et le Conseil de l'Europe ou le Parlement européen ?

Réponse : En vertu du traité de Lisbonne, le Parlement européen doit désormais approuver le budget, ce qui n'était pas le cas pour les exercices pluriannuels précédents. Les eurodéputés n'ont pas le droit de l'amender, juste de l'accepter ou de le rejeter. Le vote doit intervenir en juillet. (nouvelobs.com 13.03)

Demain ou à terme la même situation prévaudra dans chaque pays du fait qu'ils ont accepté que le pouvoir de la Commission européenne soit étendu à l'élaboration des budgets nationaux. Ainsi, aujourd'hui le Parlement européen est placé sous la dictature d'une institution non élue, la Commission européenne, tous les partis qui y participent ont accepté de se plier à cette règle, et demain cette règle sera étendue aux parlements nationaux, dont les représentants ne seront plus que des relais ou des pions de Bruxelles, de l'oligarchie financière et des multinationales.

En attendant, les parlements nationaux existent encore et il faut les renverser. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

[Vases communicants. Il faut bien qu'il y en ait qui s'en tirent mieux de d'autres.](#)

- Les marchés européens ont limité leur recul grâce aux stats US - Reuters
- Pas de rebond immédiat en vue dans la zone euro - Reuters
- France. La production industrielle baisse en janvier en zone euro - Reuters
- La grande déprime des Français menace les réformes - Reuters
- Impôts, retraites, politique familiale : comment les classes moyennes vont être contraintes de payer le prix fort - Atlantico.fr

[D'un monarque à un autre.](#)

- Hollande félicite le nouveau pape François 1er - AFP

[Quand les syndicats font le bonheur des actionnaires.](#)

- Efforts des salariés contre maintien des usines: un accord de compétitivité signé chez Renault - AFP
- Retraites complémentaires: le patronat fait un geste envers les syndicats - AFP
- Retraites complémentaires: un accord entérine une baisse de pouvoir d'achat - AFP

[Ne dites pas qu'il en est une ou le coup du boomerang.](#)

- Afghanistan: Karzaï ne veut pas être une "marionnette" des Etats-Unis - AFP

[Faire table rase du vieux monde, une nécessité impérieuse qui se précise...](#)

- Bulgarie: 4e immolation par le feu contre la pauvreté - AFP
- Tunis: le jeune vendeur qui s'est immolé par le feu est décédé - L'Express.fr -
- Un Palestinien tué par l'armée israélienne en Cisjordanie - Reuters

[Déclic de cerveaux lobotomisés](#)

- Le clic de la souris fait-il maigrir? - Slate.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Régimes de retraites complémentaires. Un nouvel accord patronal.

Les négociations patronat-syndicat pour redresser les comptes des régimes de retraites complémentaires du secteur privé ont débouché mercredi soir sur un protocole d'accord qui prévoit de limiter pendant trois ans l'augmentation des pensions en dessous du rythme de l'inflation.

Le texte publié au terme de sept séances de négociations prévoit en outre pour les 18 millions de salariés et les entreprises une hausse de 0,1 point des cotisations à l'Agirc et à l'Arrco en 2014 puis en 2015, une concession de la partie patronale qui permettra sans doute d'arracher l'accord d'une majorité de syndicats.

Selon le texte transmis à la presse en fin de séance, les retraites complémentaires des cadres du privé (Agirc) augmenteront de 0,5% à cette date et celles de tous les retraités du privé (Arrco) de 0,8%.

La CGT a motivé son refus par la fin de l'indexation des prestations sur l'inflation, indiquant qu'elle ne pouvait accepter un recul du pouvoir d'achat des retraités.

Pour Danièle Karniewicz (CFE-CGC), un effort est *"demandé à tous les retraités, de façon importante" en particulier "aux classes moyennes"*.

"L'effort n'est pas équilibré" et "pour moi ce n'est pas suffisant", a-t-elle jugé.

Elle a dénoncé de son côté un accord par trop déséquilibré en défaveur des retraités, qui contribueront pour 2,3 milliards d'euros à l'amélioration de la situation des caisses via la désindexation des pensions, et plus particulièrement les cadres.

Ces points *"étaient en dehors de mon mandat"* de négociation, a-t-elle dit.

Philippe Pihet (FO) a rappelé pour sa part que l'Agirc et l'Arcco s'étaient déjà sortis de situations difficiles au début des années 90 par des mesures impopulaires comme le gel du point de pension. *"A l'époque, cela avait permis de reconstituer les réserves et c'est ce qui va se passer maintenant s'il y a assez de signataires"*, a-t-il indiqué.

"Il y a des mesures d'une efficacité relative", et *"nous repoussons l'échéance de quelques années. C'est utile, je ne suis pas sûr que ce soit suffisant"*, a dit de son côté Jean-Louis Malys (CFDT).

"Il nous semblait essentiel de pouvoir dire à ceux qui ont une retraite déjà moindre qu'ils auront quand même une revalorisation", a souligné Pascale Coton (CFTC), se disant *"plutôt optimiste"*.

Au total, ces mesures permettront d'économiser environ 3 milliards d'euros à l'horizon 2017, faisant passer le déficit des régimes de 8,6 milliards à 5,5 milliards cette année-là, selon Jean-François Pilliard, le représentant du Medef.

"On repousse le danger qui nous guettait à l'horizon 2017 et 2020" avec l'épuisement des réserves annoncé des deux caisses, a fait valoir Jean-François Pilliard.

Pour le négociateur du Medef, la signature de l'accord montrerait que les partenaires sociaux ont su prendre leurs responsabilités *"dans un contexte particulièrement difficile"*.

"Cette prise de responsabilité est un appel au gouvernement pour que lui-même apporte sans tarder, à l'occasion de la réforme générale, des éléments de réformes structurelles", a-t-il dit.

Le protocole d'accord prévoit la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir un *"dispositif de pilotage sur le long terme"* des régimes de retraites complémentaires, qui sera notamment chargé d'étudier les conditions de la transposition de la réforme du régime général prévue cette année.

La CFTC donnera sa réponse lundi, tandis que la CFE-CGC attendra le 25 mars et FO le fera "dans les prochains jours. AFP et Reuters 13.03

Le partage des rôles habituels pour distraire la galerie.

En famille. La pauvreté demeure et les illusionnistes passent...

Jean-Luc Mélenchon : "*L'élection de Jorge Mario Berloglio comme nouveau pape n'est pas une bonne nouvelle pour les progressistes du monde chrétien ni pour la révolution citoyenne en Amérique du sud. Silencieux sous la dictature militaire puis à l'heure des jugements des militaires criminels, opposant connu aux gouvernements argentins de Nestor puis de Christina Kirschner, tendre pour l'Opus Dei, hostile aux prêtres progressistes, le nouveau chef de l'église catholique devra prouver qu'il n'a pas été élu pour déstabiliser les régimes progressistes de l'Amérique latine ni pour poursuivre les persécutions contre la théologie de la libération. Compte tenu de l'affichage favorable aux pauvres, il faut espérer qu'il soit plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique et dans le christianisme amérindien*", a-t-il tranché. lepoint.fr 13.03

Mélenchon a pour fonction de se faire le porte-parole de "*l'affichage favorable*" trompeur de l'ONU au Vatican.

Le voilà à formuler un espoir, à "*espérer*" quelque chose dans le nouveau pape. Le mouvement ouvrier va aller loin avec de tels représentants, c'est sûr !

Et voilà notre libre penseur pourfendeur de soutanes qui enfle le costard du croyant ou de l'obscurantiste enclin à placer son destin entre les mains d'un espoir béat ou sans objet, en fait céleste, divin ! Il s'excuserait presque de ne pas être croyant ou d'avoir critiqué François, on ne sait pas lequel puisque le Vatican a fait savoir que le nouveau pape s'appellerait François tout court !

Hollande n'a pas tenu un autre discours, à moins que ce soit Mélenchon qui s'en soit inspiré : - Le président français François Hollande a félicité mercredi le nouveau pape François Ier assurant que "*la France poursuivra*" un "*dialogue confiant*" avec le Saint-Siège. (AFP 13.03)

Comme quoi Mélenchon est déconnecté de la réalité ou il est complètement largué, si Panzer le XVIe a été poussé à démissionner par JP Morgan, c'est parce que l'heure n'est plus pour l'église catholique ou toutes les religions d'ailleurs d'incarner des valeurs universelles qui dans la pratique se traduisent par des devoirs pour les pauvres et des droits pour les riches, mais à la liquidation de ces valeurs au profit du marché qui devient la seule et unique religion universelle.

De la même manière que la lutte des classes est devenue un obstacle à la mise en oeuvre de la politique ultra réactionnaire de l'oligarchie financière, l'existence même de ce concept est à leurs yeux intolérable et doit être féroce combattue. Ce à quoi nous assistons quotidiennement dans les médias à travers leurs discours haineux envers tout ce qui incarnent de près ou de loin le progrès social, l'anti-impérialisme, etc. L'émission de C. Fourest ou le déchaînement de haine envers Chavez en témoignent par exemple, au-delà doit s'imposer la nécessité de liquider les droits politiques limités dont disposent les masses exploitées pour qu'elles ne soient plus en mesure de s'opposer à la dictature de la gouvernance mondiale qui est en train de se mettre en place... L'heure est à l'union à l'échelle mondiale de toute la société sans distinction de classes (de pays ou de continent) au service de la compétitivité des entreprises qui sont les garants de la croissance de l'économie, l'avenir de l'humanité, sans lesquelles le bien-être et la démocratie sont impossibles à réaliser ou menacer, l'intérêt général dicte d'accepter quelques sacrifices pour faire vivre ces valeurs, etc. tel est le message que tous les représentants du capital reprennent en boucle relayé par les médias, l'élite intellectuel au service de l'oligarchie financière.

Le rôle des religions ne doit plus être d'opposer les pauvres aux riches, pire, de fustiger ces derniers qui seraient responsables des pires injustices ou inégalités, mais de les rassembler dans un effort commun pour que la justice divine se réalise sur terre sans qu'on sache en quoi elle consiste sinon reproduire pour l'éternité ces injustices et ces inégalités. Et si effectivement elle s'avère injuste, il ne restera plus qu'à prier pour qu'elle ne le soit pas dans l'au-delà, puisque qu'il est vain dorénavant d'espérer qu'il pourrait en être autrement un jour sur terre, les hommes étant responsables de leur propre destin doivent le supporter humblement sans se rebeller et sans manifester la moindre haine envers leur prochain, soyez digne, souffrez en silence et réjouissez-vous de cette occasion exceptionnelle qui vous est donnée de racheter vos péchés, aimez-vous les uns les autres, amen.

Les partis politiques traditionnels issus du mouvement ouvrier et leurs satellites, les (intellectuels) opposants au capitalisme, les syndicats ouvriers, les ONG, les religieux, les membres des autres partis, des syndicats, des institutions, en dehors dans le monde d'une poignée de militants conscients et fidèles au socialisme personne ne réclame la fin du système économique capitaliste ou ne s'y oppose vraiment, il est donc normal que ne demeure sur terre qu'une seule et unique idéologie...

Les maîtres du monde.

- Google, Coca-Cola, General Motors : les vrais maîtres du monde - lenouvelobs.com 13.03

La mondialisation a créé de nouvelles superpuissances, les multinationales, qui imposent leur loi face à des gouvernements naïfs ou complices.

"*Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique*", affirmait en 1953 Charles Wilson, le PDG du constructeur

automobile. A cette époque et jusque dans les années 1970, "les multinationales étaient conçues comme un instrument de puissance des pays d'origine", rappelle l'économiste Frédérique Sachwald. Personne n'a, depuis, inventé un terme plus moderne pour désigner ces géants de la finance, de l'industrie et des services qui, dans les années 1980 et 1990, sont devenus les fers de lance de l'économie mondialisée.

Depuis, le paysage a radicalement changé. Loin de n'être que les bras armés des nations, ces firmes sont devenues de grandes puissances à part entière. Dès l'an 2000, sur les 100 premières puissances économiques mondiales, 55 étaient des entreprises, selon la Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (Cnuced). Aujourd'hui, la valeur en Bourse du numéro un, ExxonMobil, le classe entre les PIB de l'Autriche et de la Belgique !

Les géants mondiaux non financiers ont acquis un pouvoir démesuré sur nos vies quotidiennes. Ce sont eux qui dictent les mouvements et les valeurs respectives du capital et du travail. Eux qui influent sur ce que l'on mange et la manière dont on se soigne. Eux enfin qui, avec l'avènement du numérique, gèrent nos données personnelles et notre accès aux réseaux sociaux et aux oeuvres culturelles.

Par leur puissance de lobbying, les multinationales circonviennent le politique, neutralisent la critique, évitent la transparence, influencent normes et règlements... quand elles ne coécrivent pas carrément les lois... lenouvelobs.com 13.03

Je ne suis pas abonné au Nouvel Observateur donc nous ne pourrions pas lire la suite.

Il n'est pas dit ici que les multinationales sont contrôlées par un cartel de banquiers internationaux. Quand on évoque les grandes banques et les multinationales, en réalité il s'agit de la même oligarchie financière qui dirige et contrôle le monde, plus ou moins, de plus en plus, leur objectif étant de le contrôler totalement et définitivement via la gouvernance mondiale ou le Nouvel ordre mondial...

Le capitalisme est passé de la concurrence entre capitalistes aux monopoles, puis à la concurrence entre monopoles à la tentative actuelle de réduire cette concurrence pour aboutir à des monopoles planétaires, ce qui nécessite qu'ils concentrent également le pouvoir politique, c'est en bonne voie mais ils ne sont pas au bout de leur peine car ils n'ont pas pu réduire la lutte des classes, l'existence des Etats, leurs institutions et leurs législations, leur histoire, etc.

Pour qu'ils s'entendent, les obstacles à abattre ou les sources de conflits ne manquent pas, il leur faudrait admettre un juste partage du gâteau (marché mondial) en fonction de principes sur lesquels ils ne sont pas d'accord, leurs richesses, le rapport de forces établi entre eux ou leur puissance respective, leur apport ou leur contribution à ce projet, etc.

En tout cas, c'est l'orientation du capitalisme mondial. S'ils n'en font pas un secret, force est de constater qu'il continue d'exister des institutions au fonctionnement opaque qui y travaillent, alors que la population l'ignore totalement.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Finlande

Le gouvernement finlandais prévoit des mesures de rigueur budgétaire supplémentaires, a annoncé mercredi la ministre des finances Jutta Urpilainen, sans toutefois révéler de chiffres précis.

Les ajustements à venir pour réduire le déficit budgétaire pourraient "être supérieurs" aux 500 millions d'euros déjà annoncés deux semaines auparavant, a déclaré Mme Urpilainen lors d'un discours à Helsinki.

Le gouvernement de coalition, au pouvoir depuis 2011, doit décider la semaine prochaine de coupes dans les dépenses pour les deux années à venir. Elles s'ajouteront aux 5 milliards d'euros des plans d'économie déjà décidés en 2011 et 2012.

Ces mesures sont nécessaires face à l'affaiblissement de la conjoncture depuis le début de l'année, les mesures antérieures étant basées sur les prévisions économiques de décembre, ont précisé des sources au ministère à l'AFP. AFP 13.03

SOCIAL

Espagne

Les syndicats d'Iberia ont annulé leur appel à la grève pour la semaine prochaine, après avoir accepté les propositions d'un médiateur sur le plan social de la direction, a annoncé mercredi la compagnie aérienne espagnole.

"Iberia et les syndicats représentant 93% du personnel se sont mis d'accord pour accepter et mettre en route les propositions du médiateur Gregorio Tudela sur le plan de viabilité de la compagnie", a expliqué Iberia dans un communiqué.

La signature de cet accord *"entraîne l'annulation immédiate de la grève prévue pour la semaine prochaine, du 18 au 22 mars, ainsi que le retrait du plan social proposé par l'entreprise"*, a précisé la compagnie, détenue par le groupe britannique IAG.

Lundi, *"la majorité des syndicats"* s'était *"prononcée en faveur d'une signature"* du compromis, à l'issue d'une réunion avec le médiateur.

Le plan de Gregorio Tudela, nommé par le gouvernement espagnol pour tenter de trouver une issue au conflit social chez Iberia, implique de réduire de 3.800 à 3.100 le nombre d'emplois supprimés, d'améliorer l'indemnisation des personnes licenciées et de limiter la baisse des salaires des employés restant dans le groupe à 7% pour le personnel au sol et 14% pour le personnel navigant.

Affirmant avoir besoin de plus de temps pour examiner la proposition, le syndicat des pilotes Sepla n'a pas signé l'accord. Il ne prévoit toutefois pas de grève la semaine prochaine.

Le syndicat minoritaire du personnel navigant Stavla s'est pour sa part prononcé mardi contre l'accord, estimant qu'il ne résolvait pas le problème d'Iberia.

L'accord intervient après deux semaines de grève menées par les salariés d'Iberia du 18 au 22 février puis du 4 au 8 mars. AFP 13.03

[Haut de page ↗](#)

Le 15 mars 2013

CAUSERIE

Demain j'ajouterai encore une trentaine de nouveaux articles. J'en ai mis en ligne une dizaine aujourd'hui, plus ceux sur l'UE.

Je n'ai pas le temps de faire plus aujourd'hui. Je n'ai pas encore récupéré mon convertisseur de courant, donc service minimum forcé sans électricité une bonne partie de la journée.

Quelques vidéos

Inégalité des richesses aux Etats-Unis

http://www.youtube.com/watch?v=gLT1V7lfz1c&feature=player_embedded

En dehors du fait que l'intervenant ignore ce qu'est le communisme qu'il évoque en passant en affirmant que cela ne marche pas et conduit à faire une société de fainéants, malgré la description qu'il fait du capitalisme il doit préférer une société réduite en esclavage, hormis cette réserve cette vidéo très courte est intéressante.

La leçon de Chavez à l'Empire (2012)

http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=2Nm68LRZco8

Hugo Chavez : le FMI dirige l'Europe (14 novembre 2011)

<http://www.youtube.com/watch?v=WxXp8IXJY>

Hugo Chavez donne une leçon de démocratie à l'Empire Anglo-Saxon sur la BBC (Juillet 2010)

<http://www.youtube.com/watch?v=fQdDEpOd1wc>

ACTUALITE EN TITRES

Zélé serviteur de l'oligarchie financière.

- Pour Hollande, la France est le "*bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire - L'Express.fr

Vous savez ce qu'on dit dans ce cas-là généralement : peu mieux faire encore ! Ne vous tracassez pas, il va s'y atteler, il a été formaté pour cela comme tous les aristocrates du régime sortis des grandes écoles.

Le gouvernement vous promet de la sueur, du sang et des larmes

- Après les retraites complémentaires, vers des efforts pour le régime général - AFP

- Retraites: Fillon pour "*augmenter la durée d'activité*" jusqu'à 65 ans - AFP

Qui dit mieux, qui va renchérir, la Fondation Bertelsmann a déjà placé la barre à 69 ans en Allemagne...

Le sang, c'est pour le peuple syrien, libanais, iranien...

Racket de l'Etat

-Les premiers radars mobiles de nouvelle génération déployés - AFP

La voix du seigneur est impénétrable...

- Mélenchon demande l'abrogation du délit d'offense au chef de l'Etat - AFP

... miracle, l'oracle s'est réalisé !

- La CEDH condamne la France dans l'affaire de l'affichette "*Casse-toi pov'con*" - AFP

Diantre, en voilà une institution fort démocratique s'écriera le bouffon !

Pauvres : qu'ils le restent !

- '*Le pape François a une conception traditionnelle du pauvre*' - LeMonde.fr

- Le pape François, un conservateur proche des pauvres - L'Express.fr

Traduire : pour que la conception traditionnelle du pauvre soit conservée, rien de tel qu'un pape conservateur...

Au paradis fiscal des banquiers.

- 20 millions d'euros : le montant du "*golden hello*" qu'UBS va accorder à un de ses nouveaux dirigeants Atlantico.fr

- Le directeur général d'UBS a perçu 7,2 millions d'euros en 2012 - AFP

Colonisation. Le pillage continue.

- Immigration : le gouvernement veut attirer les talents étrangers - LeMonde.fr

Ils soufflent le chaud et le froid

- Obama : l'Iran aura l'arme nucléaire "*dans un peu plus d'un an*" - Le Nouvel Observateur

- Paris et Londres veulent armer les rebelles - AFP

- Syrie : Israël se prépare au pire - LePoint.fr

- Syrie : La France prête à livrer des armes aux rebelles et à agir seule si besoin - L'Express.fr

- Syrie: Paris et Londres livreront des armes aux rebelles même sans accord à l'UE - 20minutes.fr

Contrairement à Meyssan qui depuis s'interroge sur les apparentes hésitations ou contradictions de l'impérialisme américain, je pencherai davantage pour la poursuite coûte que coûte du programme établi par le Pentagone en 2001 visant la vassalisation, la balkanisation ou le dépeçage de la Syrie, puis du Liban avant de s'attaquer à l'Iran. En en faisant payer le prix à ses alliés occidentaux ainsi qu'au Qatar et à l'Arabie Saoudite, tandis qu'il s'occuperait de la Chine et de la Russie....

Je me base sur les derniers éléments fournis (et disponible dans le site) sur l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis, qui relèverait d'une vaste escroquerie car son coût serait faramineux pour un résultat médiocre ou aléatoire.

[La gouvernance mondiale sera féodale, totalitaire et barbare ou ne sera pas.](#)

- Le Qatar pourrait fortement investir en Grande-Bretagne - AFP

- «*Il ne faut pas avoir peur du Qatar*» - LeFigaro.fr

[Propagande des prédateurs.](#)

Côté cour

- La Grèce a été maltraitée par l'UE et le FMI, juge le gotha bancaire mondial - AFP

- A Bruxelles, un sommet européen sur fond de contestation de l'austérité - L'Expansion.com

Côté jardin

- Etats-Unis: feu vert de la Fed aux projets de dividendes de 16 grandes banques - AFP

- Réformes: la Grèce a fait des progrès mais des questions demeurent - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Le masque est tombé. Hollande "**le bon élève**" de l'Europe. Un gouvernement de droite, réactionnaire sur toute la ligne est aux commandes.](#)

- Le président François Hollande a estimé jeudi soir que la France était "*le bon élève*" de l'Europe sur le plan budgétaire, lors d'une conférence de presse à la fin de la première journée du sommet européen, sur les moyens de relancer la croissance dans l'UE. Reuters 14.03

1- La dictature du TSCG, sous contrôle d'un organisme illégitime.

Hollande et les candidats du PS s'étaient présentés aux électeurs en 2012 comme les défenseurs des intérêts de la population dont l'immense majorité est composée de travailleurs, depuis ils ont remis leur destin entre les mains des représentants de l'idéologie néoconservatrice ultra réactionnaire, les plus farouches ennemis de la classe ouvrière.

- La composition (paritaire) du Haut Conseil, dont les dix membres ne sont pas rémunérés, confirme qu'il devrait se montrer inflexible. Cinq d'entre eux ont été nommés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et de leur commission des Finances (deux UMP), ainsi que par le président du Conseil économique, social et environnemental. Il s'agit de l'économiste Mathilde Lemoine, qui dirige les études économiques de la banque HSBC France ; de Marguerite Bérard-Andrieu, ancienne inspectrice générale des finances, directrice générale adjoint de BPCE et ancienne directrice de cabinet de Xavier Bertrand au ministère du Travail ; de Jean Pisani-Ferry, strauss-kahnien et président du think tank européen Bruegel ; de Philippe Dessertine, professeur à Paris-X et farouche partisan d'une réduction des dépenses et des déficits publics, et de Michel Aglietta, professeur spécialiste de la finance et de la monnaie, le seul clairement marqué à gauche. Les autres, dont

le président, le socialiste Didier Migaud, sont des magistrats de la Cour des comptes.

Le Haut Conseil des finances publiques évaluera notamment le respect d'un indicateur primordial depuis l'adoption du traité budgétaire : le déficit structurel, c'est-à-dire le déficit récurrent d'année en année, une fois retirés les effets des variations de la conjoncture sur les finances publiques. Cet indicateur de bonne gestion ne pourra dépasser 0,5 % du PIB, d'ici quelques années, sauf en cas de "*circonstances exceptionnelles*".

Une tâche loin d'être neutre politiquement. Aucun organisme international ne s'accorde sur son calcul ! Pour l'estimer, il faut d'abord s'accorder sur ce que les spécialistes appellent "*le PIB potentiel*". En clair, la richesse que la France serait capable de produire du fait de son volume de capital (nombre d'usines...), de travail (nombre de travailleurs, leur qualification, productivité...) et du progrès technique. Cela permet ensuite de constater l'écart entre le PIB potentiel et le PIB attendu. Cet écart de production est assimilé aux effets de la conjoncture (environnement économique international). Plus l'écart entre le PIB potentiel par rapport au PIB observé est élevé et plus les éventuels déficits publics sont assimilés aux effets de la météo économique. Au contraire, plus il est réduit et plus le déficit est jugé structurel.

Selon certains, la composition du Haut Conseil des finances publiques pose donc problème. Ses membres pourraient être tentés de gonfler artificiellement la part structurelle du déficit.

"*La politique budgétaire sera contrôlée par un cénacle de onze personnes, dont neuf estiment que la France doit fortement réduire ses dépenses publiques et doit tout sacrifier pour respecter des engagements européens sans fondement économique et qui contribuent à enfoncer la zone euro dans la récession. Fallait-il qu'un gouvernement de gauche mette en place cette tutelle ?*" s'interroge ainsi Henri Sterdyniak sur son blog de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Quoi qu'on en pense, le budget 2014 s'annonce bien difficile à boucler. Cette fois, le gouvernement ne pourra plus différer l'ajustement des dépenses publiques. Il va devoir tailler dans le vif. Comme jamais auparavant. Le Point.fr 14.03

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas particulièrement les coups que les travailleurs vont prendre, mais qu'ils soient le fait d'un parti qu'on a présenté pendant des décennies et des décennies comme un parti ouvrier, comme un parti avec lequel il fallait réaliser un front unique, un parti dans lequel les travailleurs pourraient attendre quelque chose de bon dans certaines circonstances, alors qu'en réalité il était solidement ancré à droite depuis près d'un siècle et le demeurera quoi qu'il arrive.

Il existait des milliers d'éléments et de faits le prouvant au cours du XXe siècle. Alors comment se fait-il que l'on n'ait jamais pris en compte sa véritable nature de parti de l'ordre ? Comment se fait-il que ceux qui se réclament du trotskisme n'aient jamais rompu avec ce parti réactionnaire ? C'est question s'adresse à tous les partis qui se réclament du mouvement ouvrier qui sont dans le même cas sans aucune exception.

2- Destruction du droit à l'école pour tous, le PS en rajoute une couche.

Pour réaliser les économies que la troïka réclament et dont le gouvernement se fait le porte-parole, il faut liquider la totalité des acquis ou droits sociaux des travailleurs, dont le droit à l'instruction, à poursuivre des études. Pour réduire le nombre d'élèves scolarisés et par conséquent le nombre d'enseignants, de classes, d'écoles, il a décidé qu'il fallait interdire aux élèves connaissant des difficultés scolaires, ceux des couches les plus défavorisée en général, de redoubler, ce qui conduirait à rapidement mettre un terme à leur scolarité ou à forcer leurs parents à les inscrire dans des écoles privées ou encore à les obliger à se diriger vers l'apprentissage, pire, à traîner dans la rue et à sombrer dans le désespoir...

Le PS et ses élus, auquel certains partis ne cessent de s'adresser ignorant sa véritable nature anti-ouvrière, ont amplifié l'attaque contre le droit à l'école pour tous contenue dans le projet de loi du gouvernement.

- Éducation : le redoublement devra être exceptionnel - lepoint.fr 14.03

Le redoublement d'une année scolaire devra être exceptionnel, en vertu d'un amendement PS au projet de loi sur la refondation de l'école voté jeudi à l'Assemblée nationale, avec le soutien du gouvernement. Les députés ont ainsi décidé d'aller plus loin que le texte initial du rapport annexé au projet, qui recommandait de "*poursuivre la réduction progressive*" du nombre de redoublements, pratique coûteuse plus développée en France que dans les autres pays et à l'efficacité pédagogique peu probante.

La France a le taux de redoublement le plus élevé au monde mais cette pratique "*très coûteuse*" de plus de deux milliards d'euros par an a des effets "*loin d'être probants*" et engendre "*même pour certains élèves plus de difficultés*", rappellent ses signataires.

Cet amendement "*précise opportunément*" le texte, a estimé le rapporteur du projet de loi, Yves Durand (PS). Avis favorable également du ministre de l'Éducation Vincent Peillon. La coprésidente du groupe écologiste Barbara Pompili a aussi soutenu cette précision, jugeant notamment que "si le redoublement était rendu exceptionnel, cela entraînerait une évolution des pratiques pédagogiques". lepoint.fr 14.03

3- Le droit à la retraite repoussé signifie sa liquidation pure et simple.

Les travailleurs sont exploités, une part de leur force de travail est littéralement volée par les capitalistes, ils sont contraints de la vendre pour survivre au quotidien ainsi que leur famille, ainsi ils sont les seuls à produire les richesses et à assurer le développement et le fonctionnement de la société, en principe afin de satisfaire aux besoins ou aspirations de l'ensemble de la population, sauf que, non seulement ce principe a toujours été bafoué en régime capitaliste, en plus il faudrait qu'ils travaillent sans relâche jusqu'à leur dernier souffle pour permettre aux rentiers et parasites de pouvoir satisfaire les leurs.

Le mécanisme qui consiste à faire cotiser toujours plus les travailleurs pour une retraite qu'ils devraient prendre toujours plus tard réduisant du même coup à la fois leur durée de vie et la durée pendant laquelle ils pourront enfin profiter de leur retraite est criminelle, c'est une imposture qui consiste à vous obliger à cotiser pour un droit dont finalement vous ne profiterez jamais ou peu de temps seulement, c'est une escroquerie digne d'une dictature, de l'esclavage auquel ils veulent réduire les travailleurs.

- Même si le gouvernement s'en défend, les efforts demandés aux actifs comme aux retraités pour sauver les retraites complémentaires constituent inévitablement un signal pour la réforme du régime général, et pourraient ouvrir la voie à de nouveaux sacrifices.

Mercredi soir, les partenaires sociaux, qui gèrent les régimes de retraite complémentaire, sont parvenus à un protocole d'accord pour assainir la situation financière délicate de l'Agirc (cadres du privé) et de l'Arrco (tous les salariés du privé).

Le gouvernement s'est félicité de cet accord jeudi, Jean-Marc Ayrault saluant "*l'esprit de responsabilité*" des partenaires sociaux

Les efforts demandés aux retraités et aux actifs sur les complémentaires semblent faire écho aux déclarations de François Hollande en début de semaine, qui avait annoncé des "*choix courageux*" à venir.

La ministre de la Santé et des Affaires sociales Marisol Touraine avait elle-même affirmé peu avant que "*des efforts*" seraient demandés "*à tous les Français*".

Jeudi, la ministre a remis à Yannick Moreau, présidente de la Commission pour l'avenir des retraites, un cahier des charges pour élaborer des pistes de réformes d'ici juin.

Les trois leviers permettant de faire des économies y sont détaillés: durée d'activité, cotisations et pensions.

Le gouvernement pourrait être tenté de cibler cette fois les actifs, par exemple à travers un allongement de la durée de cotisation qui est "*évidemment sur la table*" selon M. Sapin et "*doit être examiné*", selon Mme Touraine.

De son côté, l'ancien Premier ministre François Fillon (UMP) a plaidé jeudi pour un recul de l'âge légal de départ à 65 ans. AFP 14.03

[A ceux qui considèrent le SPD comme un parti ouvrier et qui n'ont eu de cesse de le soutenir tout comme le PS \(le POI notamment\)](#)

Pendant des décennies on nous a répété que le PS, le PSOE, le PASOK, le SPD, etc. étaient des partis ouvriers et que bien que plus ou moins dégénérés et passés définitivement de l'autre côté de la barricade avec armes et bagages, comme par miracle il pourrait encore en sortir quelque chose de bon, en quelque sorte qu'il suffirait de remplacer quelques dirigeants à leur tête pour que l'affaire soit réglée. Sauf que les choses ne se sont jamais passées de la sorte, pas de bol pour nos furieux opportunistes. En fait ceux (dont l'auteur de ces lignes, ex-militant de l'OCI) qui ont milité dans les partis qui soutenaient une telle théorie ont milité le plus souvent sans le savoir uniquement pour porter le PS au pouvoir en France notamment, c'était l'objectif avoué du dénommé Lambert, son seul et unique objectif...

Le PS parvenu au pouvoir, faisant la même politique que l'UMP (l'UDR ou le RPR) et n'étant pas décidé à en changer, il ne restait plus qu'à adresser des suppliques stériles à ses dirigeants et élus en faisant croire aux militants et travailleurs que cela pourraient changer quelque chose, en réalité cela ne changea rien du tout, au contraire le PS devint encore plus droitier ! En Allemagne Schröder ayant quitté son poste de Chancelier et de président du SPD, vous alliez voir que les choses allaient changer, via l'éternelle soi-disant gauche de ce parti du capital. Pas de bol, le SPD resta fidèle à lui-même, tout comme le PS.

La suite, vous l'avez sous les yeux quotidiennement. C'est le résultat de cette politique, qui d'opportuniste, il faudrait peut-être caractériser un jour de traître, puisque apparemment en observant attentivement le déroulement des événements jusqu'à nos jours, semble correspondre finalement aux véritables intentions de ses dirigeants.

- Gerhard Schröder semble être redevenu la coqueluche d'un monde politique qui l'a longtemps ignoré après son départ du pouvoir

en 2005. A l'occasion du 10ème anniversaire de l'Agenda 2010, un train de réformes radicales qu'il avait annoncé au Bundestag le 14 mars 2003, tout le monde veut le citer, l'interviewer, le recevoir.

Tout particulièrement la direction de son propre parti, le SPD, qui orchestre le retour de l'enfant prodigue, pourtant initiateur de réformes jugées responsables de l'appauvrissement de millions d'Allemands et de la désaffection d'une bonne de l'électorat social-démocrate. Lundi, le président du SPD Sigmar Gabriel s'est en tout cas déclaré "*fier*" de "*cette performance historique*" à l'origine, selon lui, de la bonne santé de l'économie allemande et du fort recul du chômage.

"*Nous allons réduire les aides de l'Etat, exiger de chacun qu'il donne plus et se prenne plus en charge*", clamait Gerhard Schröder en 2003 à la tribune du Bundestag. "*Toutes les forces de la société devront participer: les entrepreneurs et les travailleurs, les indépendants et aussi les retraités. Nous allons devoir fournir un formidable effort collectif pour atteindre notre objectif*", ajoutait-il avant de détailler un agenda qui allait secouer l'Allemagne.

Celui-ci a conduit à l'explosion des emplois à bas salaires (1 salarié sur 4 aujourd'hui), à la fluidification du marché du travail et au renforcement de la modération salariale. En quelques années, le pays retrouvait sa compétitivité au prix d'une explosion de la précarité.

Cette potion peu égalitaire a profondément divisé le SPD. Mais elle a ravi la droite et les patrons. "*Je voudrais remercier personnellement le chancelier Schröder d'avoir, grâce à son Agenda 2010, ouvert la porte avec courage et détermination*", déclarait ainsi Angela Merkel lors sa première déclaration de politique générale, en 2005. En 2008, c'est le patronat allemand qui suppliait le gouvernement de ne surtout pas revenir sur "*les réformes importantes et justes*" de l'Agenda 2010.

Aujourd'hui que le taux de chômage a enregistré un recul historique et durable, et à l'approche des élections législatives, le SPD a lui aussi choisi de se réapproprié le "*grand oeuvre*", aussi pour montrer que le parti a plus que sa part dans les succès de l'économie nationale.

Pour autant, dix ans plus tard, le pays est toujours divisé sur les effets réels des réformes de Schröder. L'économiste Gustav Horn, président de l'Institut de recherches macroéconomiques et conjoncturelles, proche des syndicats, estime que "*la bonne progression de l'emploi est à mettre sur le compte d'une bonne conjoncture et la flexibilité du temps de travail*" négociée par les partenaires sociaux dans des milliers d'accords collectifs. Il évoque surtout le recours massif au chômage partiel et aux accords sur la sécurité de l'emploi signés par les mêmes en 2009/2010. "*L'Agenda 2010 ne suffit pas à lui seul à expliquer le miracle de l'emploi*", conclut-il.

Pour le champion Gerhard Schröder, qui aime à rappeler que ses réformes ne sont tout de même pas "les dix commandements" et qu'il n'est pas "*Moïse*", tous ces détails ne comptent plus. Aujourd'hui, il revient sur le devant de la scène le temps d'une campagne électorale en soutenant l'idée défendue par plusieurs économistes: le lancement d'un Agenda 2020! Celui-ci mettrait par exemple l'accent sur les investissements dans la recherche et l'éducation mais aussi, pourquoi pas, sur le passage de l'âge de la retraite à 69 ans. Enfin, pour rattraper les "*bêtises*" du passé, il propose, tout comme le SPD, la création d'un modeste salaire minimum de 8,50 euros de l'heure.

Les principales mesures de l'Agenda 2010

Economie et fiscalité : allègement de la part patronale sur les cotisations maladie, assouplissement de la protection contre le licenciement pour les petites PME, baisse des taux d'imposition plancher (16% à 15%) et plafond (45% à 42%)

Marché de l'emploi : création des mini-jobs (400 euros pour 15 heures/semaine), libéralisation de l'intérim, fusion de l'allocation chômage longue durée et de l'aide sociale (Hartz IV), réforme de l'Agence fédérale pour l'emploi, aide à la création de micro-entreprises.

Education : Développement de l'école primaire toute la journée (4 milliards d'euros)

Retraites et santé : introduction d'un facteur de "*développement durable*" pour freiner la progression des cotisations retraite, introduction et augmentation du ticket modérateur pour les visites médicales et séjour à l'hôpital. lexpansion.lexpress.fr 14.03

[Le PCF a deux saints François !](#)

Jeudi matin, le PCF publie un communiqué qualifiant l'élection de "*moment important pour les catholiques de toute la planète*" et se réjouissent de cette nomination "*sans préjuger de la suite*".

Les communistes ne commentent pas non plus le passé flou de Jorge Mario Berloglio sous la dictature argentine et préfèrent se concentrer sur son avenir en tant que pape. Un futur qu'ils veulent construire avec "*tous ceux et toutes celles qui veulent faire grandir la justice et la paix, qui sont épris de dignité humaine et d'égalité des droits pour toutes et tous*".

Selon le porte-parole du PCF, *"il est présenté comme voulant être exemplaire quant aux dérives de la curie romaine. Il semble vouloir changer les choses"*. Les communistes sont partagés sur la personnalité du pape François. *"Il peut suivre deux cheminements, soit réorienter l'Eglise soit poursuivre l'héritage de Benoît XVI"*, décrypte Olivier Dartigolles. Mais pour l'instant, l'idée est d'attendre la suite avant de le condamner.

Le seul point d'accord entre le PCF et le PG est l'engagement de Jorge Mario Berloglio contre la pauvreté. Jean-Luc Mélenchon espère que le nouveau pape sera *"plutôt enclin à aider ceux qui en sont actuellement les porte-parole en politique"*. Tandis que les communistes soulignent *"la priorité aux pauvres qui semble avoir marqué le parcours du nouveau pape soulève une espérance"*.

Mais l'idée d'une fracture entre le PCF et le PG sur cette élection agace les communistes. Pour Olivier Dartigolles, *"cette différence de discours"* n'est d'ailleurs pas du tout un handicap: elle *"fait la richesse du Front de gauche"*. lexpansion.lexpress.fr 14.03

Alors que des voix dans le monde s'élèvent pour dénoncer la collusion entre la dictature militaire argentine des années 70 et Jorge Mario Berloglio, le PCF estime qu'il pourrait oeuvrer à *"la justice et la paix"* dans le monde sans dire évidemment au profit et au détriment de qui, devinez ? On soutient les pire régimes même 40 ans plus tard, c'est cela le Front de gauche flanqué de la racaille stalinienne.

La *"richesse du Front de gauche"* repose sur l'ignorance, mieux la rupture de ses militants avec le socialisme, ses dirigeants sont des manipulateurs professionnels. Le double langage, la dichotomie entre la théorie et la pratique, entre la parole et l'action qui permet de tout dire et de faire exactement le contraire. Tromper délibérément travailleurs et militants, c'est la seule chose qu'est capable de faire avec persévérance le Front de gauche.

Avec l'amplification de la crise du capitalisme on assiste à la radicalisation des partis traditionnels de droite, à la droitisation de tous les partis dits à tort ou à raison de gauche. Ces derniers à défaut de se placer sur le terrain de la classe ouvrière se placent de plus en plus ouvertement sur celui de la réaction.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

La guerre en Irak a coûté 1.700 milliards de dollars (1.311 milliards d'euros) aux Etats-Unis, auxquels il faut ajouter 490 milliards de dollars de prestations à verser aux anciens combattants, selon une étude publiée jeudi.

Le Watson Institute for International Studies de l'Université Brown estime que ces dépenses pourraient atteindre au total 6.000 milliards de dollars (4.630 milliards d'euros) sur les quatre prochaines décennies avec les intérêts.

Ce rapport, qui est le résultat du travail d'une trentaine d'experts et d'universitaires, a été publié en vue du 10e anniversaire de l'invasion de l'Irak le 19 mars 2003.

Il s'agit également d'une actualisation d'un rapport de 2011 du Watson Institute rédigé en vue du 10e anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, évaluant le coût en dollars et en vies humaines des guerres en Afghanistan, au Pakistan et en Irak qui ont suivi.

Selon cette étude de 2011, le coût total de ces guerres s'élevait à 3.700 milliards de dollars au moins, sur la base des dépenses effectives du Trésor américain et des engagements de dépenses, telles les prestations médicales et pensions d'invalidité des vétérans américains.

Cette estimation a été portée à près de 4.000 milliards de dollars dans la nouvelle version actualisée.

Le coût total estimé ne prend pas en compte les milliers de milliards de dollars d'intérêts que les Etats-Unis devraient avoir à payer au cours des 40 prochaines années.

Les intérêts de la dette contractée pour faire face aux dépenses de la guerre en Irak pourraient atteindre 4.000 milliards de dollars sur cette période, estime le rapport. Reuters 14.03

2- Israël

2.1- Le nouveau cabinet est plus laïque que les précédents: pour la première fois depuis dix ans, les partis ultraorthodoxes juifs n'en font pas partie. Mais il n'est, en revanche, pas plus pacifiste: les colons et leurs partisans y tiennent les postes clefs et s'emparent même de certains ministères cruciaux.

Les deux hommes forts du nouveau cabinet sont Yair Lapid, la vedette de la télévision, dont le parti est arrivé deuxième aux législatives, et Naftali Bennett, le jeune colon millionnaire. Nétanyahou a tout tenté pour ne pas les intégrer dans son cabinet. Il a échoué face à l'alliance indéfectible des deux hommes, et a dû leur céder des portefeuilles importants.

La pilule est amère pour le premier ministre, et son gouvernement ressemble avant même son entrée en fonction à un attelage difficile à diriger. Nétanyahou est à la tête d'un cabinet qui sera à la merci de ses deux encombrants partenaires, plus jeunes que lui, et qui ne cachent pas leur intention de lui succéder un jour.

«La question est de savoir si cet enfant, né d'un viol, sera apte à exister», ironisait Nahum Barnea, l'éditorialiste du quotidien Yedioth Ahronoth. *«Bennett et Lapid vont occuper des hautes fonctions dans un gouvernement dirigé par un premier ministre qu'ils méprisent ouvertement. La paranoïa a tendance à se développer rapidement dans ce genre de cabinets. Il n'existe pratiquement pas de figure d'autorité vers laquelle se tourner. Ce qui est sans conséquence quand il s'agit de définir l'allocation aux écoles talmudiques, devient problématique quand le sujet est l'Iran ou le Hezbollah.»*

Les nouveaux partenaires de Nétanyahou ne vont toutefois pas le contraindre à faire des concessions aux Palestiniens. Même si Lapid a exigé que les négociations reprennent, et si Nétanyahou a fait entrer Tzipi Livni dans sa coalition en la chargeant expressément des pourparlers, le nouveau cabinet est aussi à droite que le précédent.

Les Affaires étrangères sont sous son contrôle, avant de repasser ou non sous celui de l'ultranationaliste Lieberman. Le nouveau ministre de la Défense, Moshe «Buggy» Ya'alon, ancien chef d'état-major, est un dur du Likoud. Le ministère du Logement revient à un colon, Uri Ariel, dont la nomination revient selon certains commentateurs à donner au chat la garde du pot de lait. Lapid lui-même, sous des dehors plus urbains et moins idéologiques, n'a jamais été très pacifiste et s'oppose à la division de Jérusalem. Quant à Bennett, il est à la tête du parti nationaliste religieux Foyer Juif, l'un des fers de lance de la politique de colonisation. lefigaro.fr 14.03

2.2- 24 heures après son appel aux pays arabes, pour qu'ils lancent une offensive militaire commune contre la Syrie, Israël a lancé un vaste chantier de construction de routes, sur les hauteurs du Golan.

Selon Al-Alam, des équipements lourds sont, sur place, dans des localités frontalières du Golan avec l'Est du Liban, et des bulldozers du régime sioniste continuent à construire une route, dans la localité de Al-Vazani. Un char surveille les opérations. La route est, vraisemblablement, destinée à envoyer davantage d'armes aux terroristes syriens. french.irib.ir 14.03

3- Tunisie

Plusieurs centaines de personnes ont participé aux funérailles jeudi du vendeur à la sauvette qui s'est immolé cette semaine à Tunis, une procession qui s'est transformée en manifestation contre le parti islamiste au pouvoir, Ennahda, selon une journaliste de l'AFP.

Les obsèques d'Adel Khazri, 27 ans, ont eu lieu dans la petite localité déshéritée de Souk Jemaa, dans le nord-ouest de la Tunisie, le jour où le nouveau gouvernement de l'islamiste Ali Larayedh doit prendre ses fonctions et s'atteler à résoudre une crise politique, sociale et institutionnelle.

Les proches et voisins de la famille du défunt hurlaient leur colère d'abord devant la petite maison de la mère d'Adel Khazri puis lors de la procession.

"Avec notre âme et notre sang nous nous sacrifions pour notre martyr", "Ennahda dégage" ont notamment scandé les habitants de ce village difficilement accessible et situé sur une colline au bout d'une piste boueuse.

Plusieurs dizaines de jeunes sont ensuite montés à bord de voitures dans le but d'aller manifester dans la capitale régionale, Jendouba, contre la misère et le chômage dans cette région très pauvre.

Adel Khazri, qui subvenait aux besoins de sa famille en vendant des cigarettes à la sauvette, s'est immolé par le feu mardi sur l'avenue Habib Bourguiba de Tunis, haut lieu de la révolution de janvier 2011, une révolte qui avait été déclenchée par l'immolation d'un autre marchand ambulancier excédé par la misère.

Deux ans plus tard la pauvreté et le chômage continuent de faire des ravages en Tunisie. Dans ce contexte, les grèves, les manifestations et les conflits sociaux se sont multipliés ces derniers mois. AFP 14.03

SOCIAL

1- Espagne

Des milliers d'étudiants espagnols ont manifesté jeudi à Madrid contre les coupes budgétaires qui frappent les écoles et les universités, défilant derrière une grande banderole où était écrit: *"Notre éducation ne paiera pas votre dette"*.

"Ils privatisent l'éducation, ils augmentent les frais universitaires, ils coupent dans les budgets de la recherche et il y a de plus en plus d'étudiants par classe", lançait Jorge Barrio, un étudiant ingénieur de 20 ans, dans le défilé qui a traversé le centre de Madrid jusque devant le ministère de l'Education.

"C'est une honte. La seule solution que je voie, c'est de partir étudier et travailler à l'étranger", ajoutait le manifestant, prêt à rejoindre les milliers de jeunes Espagnols qui partent chercher du travail à l'étranger, alors que le taux de chômage chez les 16-24 ans dépasse les 55%.

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy avait annoncé il y a un an son intention d'économiser trois milliards d'euros par an dans le secteur de l'éducation, dans le cadre de sa politique de rigueur visant à assainir les finances publiques.

Les régions, qui gèrent ce budget comme celui de la santé, ont ainsi été autorisées à augmenter les frais d'inscription à l'université de 50%, passés en moyenne de 1.000 à 1.500 euros, et à accroître de 20% le nombre d'étudiants par classe.

Mais selon le Syndicat des étudiants, qui appelait à manifester *"pour la défense de l'université publique"* et *"contre le chômage des jeunes"*, cinq milliards d'euros ont déjà été économisés sur le budget de l'éducation et 80.000 postes supprimés chez les enseignants. AFP 14.03

2- Cambodge

Le royaume a attiré les grands marques mondiales, au prix de salaires désespérément bas et de cadences infernales.

De plus en plus d'entreprises internationales délocalisent leur production de textile à la recherche, encore et toujours, de meilleurs coûts.

Mais des scènes d'évanouissements collectifs ont tiré la sonnette d'alarme. Et la colère monte, tandis que sous-traitants et grandes marques se renvoient la balle sur leurs responsabilités respectives.

Ou Nin, 25 ans, semble épuisée. Elle fabrique des vêtements pour une marque américaine pour à peine 4 euros par jour. *"Ils impriment des T-shirts. L'odeur y est très désagréable, c'est insupportable"*, confie-t-elle à l'AFP en attendant le camion qui la ramène chez elle.

Avec primes et heures supplémentaires, les ouvrières arrivent à gagner en moyenne 60 euros mensuels. Pour survivre, elles dépassent souvent la limite légale des soixante heures hebdomadaires, au risque de se mettre en danger.

"Il fait souvent chaud à l'intérieur de ces usines. Il arrive aussi qu'elles inhalent des substances toxiques", explique Moeun Tola, responsable du programme ouvrier du Community Legal Education Centre, qui leur apporte un soutien légal.

Surmenage, sous-alimentation et mauvaise ventilation expliquent *"les évanouissements de masse qui ont eu lieu dans les usines depuis 2010"*, estime-t-il.

L'an dernier, elles seraient 1.100 ouvrières à avoir perdu connaissance dans les usines de confection.

Soey Eao, qui travaille depuis 5 ans dans le textile, n'arrive pas à s'en sortir. Elle habite derrière l'usine dans une cité dortoir, où des centaines d'ouvriers cohabitent dans des logements en béton sans eau ni électricité. Elle partage 6 mètres carrés avec trois autres collègues, pour 15 euros par mois.

"On travaille douze heures par jour, parfois 7 jours sur 7 pour gagner plus", dit-elle. A 24 ans, elle reverse un tiers de son salaire à

sa famille. *"Je ne peux même pas bien manger car j'essaie de mettre de l'argent de côté, j'achète juste le minimum pour survivre"*.

Avec les évanouissements, les grèves et manifestations se sont multipliées. Certaines ont même dégénéré comme en février 2012, lorsque trois ouvrières ont été blessées par un homme qui a ouvert le feu.

Certains des 650.000 ouvriers du textile - dont 400.000 pour des sociétés exportatrices - se sont regroupés dans des syndicats pour exiger une hausse du salaire minimum - au moins 75 euros par mois.

Mais beaucoup n'ont pas franchi le pas. Soey Eao regrette ainsi que *"beaucoup d'ouvriers ne sachent même pas qu'ils ont des droits"*.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui inspecte régulièrement les usines du pays, appelle à un nouvel accord de branche entre gouvernement, patrons d'usine et syndicats.

"A part le Bangladesh, le Cambodge est l'un des endroits les moins chers au monde pour produire des vêtements", estime Jill Tucker, en charge d'un programme de l'OIT au Cambodge. *"Il est évident que si l'on paye mieux les ouvriers, il y aura moins d'évanouissements"*.

Mais usines et marques se renvoient la balle à l'infini.

"Ce sont les marques qui contrôlent combien nous gagnons (...). Nous n'avons aucun pouvoir de décision sur la marge que nous réalisons car nous sommes des sous-traitants", assure Ken Loo, secrétaire général du Gmac, association des patrons d'usines du textile.

"Si nos salaires étaient équivalents à ceux des usines vietnamiennes, les investisseurs viendraient-ils dans notre pays ?"

Les grandes marques, quant à elles, se défendent de tirer les salaires vers le bas. Le groupe suédois H&M, accusé l'an passé dans un documentaire de chercher à maintenir des salaires de misère dans le pays, affirme ne pouvoir agir directement dans les usines.

"Ils fabriquent des vêtements pour différents clients, mais les employés sont payés le même montant quelle que soit la marque", a indiqué Malin Bjerne, un porte-parole du groupe, dans un courriel à l'AFP.

Quant à l'Américain Levi Strauss and Co, il dit financer des initiatives locales pour prévenir les évanouissements. *"Tout le monde a droit à un salaire décent"*, a assuré un de ses représentants AFP 14.03

No comment, leur cynisme ne connaît pas de limite.

ECONOMIE

1- Armement.

Les dépenses militaires des pays d'Asie ont été pour la première fois en 2012 supérieures à celles des pays d'Europe en valeur, dit l'Institut international pour les études stratégiques (IISS).

D'après l'IISS, les dépenses de la Chine en matière de défense ont augmenté en volume de 8,3% en 2012. Pour l'ensemble de l'Asie, la hausse a été de 4,94%.

En revanche, les dépenses militaires des pays européens de l'Otan sont retombées en valeur à peu près à leur niveau de 2006. En volume, l'IISS constate même une baisse de 11% sur cette période sous l'effet des politiques d'austérité conduites dans ce domaine notamment en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie et en Espagne.

"La hausse des dépenses en Asie a été si rapide et l'austérité conduite par les pays européens en matière de défense si rigoureuse, que les dépenses en volume de l'Asie en 2012 (287,4 milliards de dollars) ont excédé les dépenses totales officielles de défense non seulement des membres européens de l'Otan mais aussi de l'ensemble de l'Europe, y compris en tenant compte des pays européens non membres de l'Otan", écrit l'IISS.

Les Etats-Unis conservent de loin le plus important budget militaire au monde, leurs dépenses représentant 45,3% du montant total mondial.

L'IISS juge que l'exacerbation des rivalités diplomatiques en Asie, continent en pleine expansion économique, contribue à une course aux armements entre les différents pays de la région.

L'Inde, qui dépend fortement de ses importations dans le domaine militaire, s'efforce ainsi de s'armer pour concurrencer le Pakistan et la Chine.

Le Japon et la Corée du Sud, pour leur part, tentent de renforcer leurs capacités en raison des programmes nucléaires et balistiques de la Corée du Nord. Reuters 14.03

2- Etats-Unis

La banque centrale des Etats-Unis (Fed) a annoncé jeudi avoir approuvé les plans d'utilisation du capital de seize des plus grandes banques américaines, mais n'avoir donné qu'un feu vert "*sous conditions*" à deux d'entre elles, Goldman Sachs et JPMorgan Chase.

Sur les dix-huit plus grandes banques qui avaient soumis à l'autorisation de la Fed leurs projets de versements de dividendes ou de rachats d'actions, deux ne sont pas parvenues à l'obtenir: Ally Financial et BB&T.

Il s'agit d'American Express, Bank of America, Bank of New York Mellon, Capital One, Citigroup, Fifth Third Bancorp, KeyCorp, Morgan Stanley, PNC Financial, Regions Financial, State Street, SunTrust, US Bancorp et Wells Fargo.

L'examen des plans de Goldman Sachs et JPMorgan, deux banques emblématiques des excès de Wall Street, a en revanche révélé "*des faiblesses dans leur processus de prévision de l'utilisation du capital*" en dépit du fait que ces deux établissements aient fait la preuve de leur capacité à maintenir les ratios de solidité financière réglementaires, indique la Fed dans un communiqué.

En conséquence, précise la banque centrale, ils peuvent commencer à mettre en oeuvre leurs projets, mais devront apporter des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par la Fed d'ici à la fin du troisième trimestre, sous peine de voir leurs projets bloqués.

Dans un communiqué, JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*". Laconique, Goldman Sachs a dit sa satisfaction de pouvoir "*continuer [...] à distribuer du capital [à ses] actionnaires*".

Ally, en revanche, a critiqué la méthode de la Fed, et lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*".

Parlant sous le couvert de l'anonymat, un responsable de la Fed a indiqué que, dans l'ensemble, les plus grandes banques américaines avaient redistribué 19% de leurs bénéfices en 2012 et qu'elles comptaient augmenter cette proportion dans les années à venir.

BB&T a indiqué que la Fed l'autorisait à reverser pour chacun des quatre trimestres à venir un dividende égal à celui qui sera versé pour les trois premiers mois de l'année et qui marquait une hausse de 15% par rapport à la moyenne pour 2012. AFP 14.03

Goldman Sachs est satisfait et JPMorgan s'est engagée "*à satisfaire tous les critères de la Fed*", en réalité ceux qu'ils ont définis eux-mêmes et imposés aux autres banques dont Ally qui ne comprend pas pourquoi la Fed lui a demandé de faire preuve de "*plus de transparence*" tandis que le cartel des banquiers de la Fed en est incapable, normal puisque ce sont eux qui fixent la règle du jeu !

En attendant ils vont pouvoir se goinfrer, puissent-ils en crever!

3- Chine

La découverte cette semaine de 6.000 carcasses de porcs dans le Huangpu, rivière qui alimente le circuit d'eau courante de Shanghai, a attiré l'attention sur les conditions de l'élevage en Chine et sur les risques sanitaires qu'elles représentent.

Un virus porcin a été décelé sur plusieurs de ces animaux, dont les éleveurs se sont probablement débarrassés en les jetant à l'eau, dit-on dans le milieu agricole.

Il n'y a pas de mécanisme permettant aux éleveurs de porcs d'obtenir des compensations de la part du gouvernement en cas d'épizootie, explique Feng Yonghui, directeur général de Soozhu.com, un centre de recherches sur le sujet.

Qui plus est, les assureurs refusent de couvrir ce risque, qu'ils jugent trop élevé, poursuit-il.

Le porc est la viande la plus consommée en Chine, dont le cheptel s'élevait à 475 millions de têtes fin 2012. Les marges des éleveurs sont réduites et les eaux du Huangpu sont une alternative tentante à l'incinération coûteuse.

"C'est manifestement le problème des autorités locales (...) Elles ne contrôlent pas bien l'activité porcine", estime Lin Rongquan, un expert vétérinaire de Shanghai.

Dimanche, le gouvernement central a présenté un projet de réforme qui prévoit notamment de placer plusieurs organes sous la tutelle d'une agence sanitaire dotée d'un statut ministériel.

Si cette mesure va dans le bon sens, estime Wang Xiaoyue, elle ne réglera pas du jour au lendemain les problèmes liés aux additifs alimentaires, aux antibiotiques et à la pollution.

Beaucoup s'en plaignent, mais certains n'hésitent pas à en rire. Lorsque l'envie de fumer le prend, un internaute pékinois explique qu'il lui suffit d'ouvrir la fenêtre. " *Quand on ouvre le robinet, on a de la soupe aux travers de porcs*", lui répond un habitant de Shanghai. Reuters 14.03

Un traitement délirant et cynique de Reuters, pour un peu ils se réjouiraient de cette situation épouvantable. Bref, vivre en Chine c'est l'horreur absolue, sauf pour les multinationales occidentales !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mars 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne les articles annoncés, ce sera pour demain, mon histoire de courant n'est pas encore réglé, je suis tombé sur des abrutis.

Deux courriels reçus

1- Ce site est très bien fait et renseigné. Compliments et merci pour ce travail de titan.

Entre nous, j'aurais préféré qu'un parti s'y colle avec les moyens dont ils disposent...

2- Je vous remercie pour votre site. Vous abordez des questions ou des sujets que des partis se prétendant représentatifs de la classe ouvrière n'osent aborder. C'est une des raisons de ma rupture avec ces partis. Continuez, vous n'êtes pas isolé.

Personnellement je préférerais que vous soyez organisé dans un parti, mais je vous comprends, mille fois hélas !

Je n'ai pas eu le temps d'écrire un mot sur Chavez parce que je n'ai pas suivi la situation au Venezuela et je n'ai pas le temps de m'y mettre aujourd'hui. Apparemment il avait les rapports avec les masses que je préconise depuis des années et il a prouvé que cela fonctionnait.

Lui il était aux commandes, c'était plus pratique. Un Mélenchon qui a voulu l'imiter, disposait d'une fenêtre médiatique à défaut de pouvoir, mais par sa démagogie malade il a démontré qu'il n'était pas à la hauteur et bon nombre de ses électeurs ou partisans lui ont tourné le dos rapidement, le gain qu'il pouvait attendre d'une telle expérience s'est transformée en son contraire jusqu'à devenir grotesque. Les charlatans ou les comiques finissent tous ainsi en politique. Celui qui sévit en Italie n'en a plus pour très longtemps, il se disait féroce anti-médias aux ordres jusqu'à leur refuser des interviews pour finalement en donner à de grands médias américains dont CNN !

La sincérité et l'honnêteté ne paient pas toujours, si l'on est à contre-courant on le reste quoi qu'on fasse, il ne faut pas se leurrer, mais quand des jours meilleurs pointent à l'horizon on peut engranger des succès qui en appellent d'autres et ainsi de suite, il faut juste que le mécanisme soit enclenché, la suite arrive tout naturellement car les travailleurs (et les militants) ne sont pas des demeurés même s'ils sont ignorants de beaucoup de choses.

Je remercie leurs auteurs, continuez à m'en envoyer cela m'encourage, j'en ai franchement besoin. En échange je vous ai rédigé un article la nuit dernière qui ne devrait pas vous laisser indifférents. Il y a des moments où on est plus inspiré que d'autres. Et pourtant en ce moment je croule sous les emmerdements ! N'hésitez pas à m'envoyer vos commentaires, vous pouvez utiliser l'adresse et le mot de passe que je vous ai donnés.

Je pense que c'est la meilleure réponse que l'on puisse apporter à ceux qui ne veulent voir qu'un aspect de la réalité ou que ce qui les arrange ou encore uniquement ce qu'ils ont compris jusqu'à présent, sans faire l'effort d'aller voir au-delà du capitalisme.

J'ai commencé à écrire cet article à 4h20 du matin ne parvenant pas à m'endormir et après avoir eu une étincelle comme l'on dit. Je l'ai terminé d'un trait à 8h45, moins une pause pour aller chercher des cigarettes à 5 minutes de chez moi et grignoter une tartine en buvant un café.

En fait il existe deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et en concurrence sur le plan politique. Jusqu'à présent je m'étais acharné à trouver un lien économique entre les deux et c'était en partie une erreur, car ils fonctionnent indépendamment l'un de l'autre, même s'il existe des interférences entre eux.

Le premier fonctionne selon le capitalisme classique et ses lois que Marx et Engels ont décrites, il est voué à connaître crise sur crise et à s'effondrer, ses moteurs demeurent les forces productives et la lutte des classes, il ne peut y échapper, c'est un système qui fonctionnent selon ses propres lois (et contradictions).

Le second fonctionne comme un parasite qui est venu se greffer sur le capitalisme pour en ponctionner tout le profit sans rien y apporter, contrairement au capitalisme classique qui réinvestit une partie de la plus-value produite dans la production. C'est un corps issu du capitalisme qui en est devenu étranger et qui le combat pour en soutirer l'essentiel du profit produit au risque de le déstabiliser, de l'assécher, de le détruire et par là même la société et la civilisation. C'est la définition de l'oligarchie financière à distinguer de l'industrie financière liée à l'industrie productive.

Tandis que le capitalisme classique repose sur l'extraction de la plus-value produite au cours du procès de production par les travailleurs, une partie ira aux travailleurs, une autre au capitaliste dont une partie sera réservée à la reproduction du cycle du capital et l'autre sera consacrée à satisfaire ses besoins personnels, le parasite ou vampire de la finance profite uniquement du privilège extraordinaire qui lui a été accordé de battre la monnaie et d'en contrôler la quantité en circulation autant que les destinataires qui en profiteront, ceux qui en sont les dépositaires au sein des banques centrales qui sont des banques privées commerciales. Ce qui signifie que les banquiers disposent de la planche à billets et peuvent en produire autant qu'ils le souhaitent et se les distribuer sans que personne ne puisse remettre en cause ce pouvoir exorbitant. Partant de là ils vont acquérir une richesse extraordinaire en grande partie créée à partir de rien, illimitée s'ils le souhaitent, sans rien produire (cette affirmation est à compléter).

Là où les choses vont se compliquer pour eux, c'est qu'ils ne sont pas les seuls sur la place, d'autres banquiers et institutions financières existent à travers le monde, d'autres capitalistes se sont forgés des fortunes, des millions d'entreprises existent qui fonctionnent selon les lois du capitalisme classique et qui ne peuvent pas s'en émanciper, ces capitalistes pour continuer d'exister doivent produire de la plus-value et réinvestir dans la production une partie des profits produits sinon ils disparaissent, or ils n'en ont pas l'intention, pour cela ils doivent trouver en permanence des financements pour leur trésorerie, leur recherche, leur modernisation, etc., les banques doivent leur accorder des crédits qui plus est à des taux d'intérêt acceptables, or les banques qui ne sont pas ou pas totalement dans le giron de l'oligarchie financière dominante, qui disposent encore d'un minimum d'autonomie (plus pour très longtemps avec l'union bancaire en perspective) ont tendance à être asphyxiées par cette dernière, elles doivent se soumettre à leur dictature pour avoir encore le droit d'exister. On assiste donc à une lutte à mort au sein même de l'oligarchie financière entre celle des parasites qui occupent une position dominante et a accès à la planche à billets, et l'autre dominée liée à l'économie capitaliste classique ou productive.

Lutte à mort non pas pour le contrôle total de l'économie, qui d'une certaine manière est déjà assuré autant que faire se peut, car il est impossible au cartel des banquiers dominants d'exercer un tel contrôle à l'échelle mondiale, ils contrôlent le cours des monnaies et des marchés, les taux d'intérêts, mais ils ne peuvent pas s'impliquer dans le détail dans le fonctionnement de toutes les banques et des grandes entreprises ou exercer une influence sur leurs décisions, ils seraient plutôt enclins à réduire leurs effectifs par dizaines de milliers, donc lutte à mort pour le pouvoir politique qui doit leur permettre d'influencer les politiques des gouvernements et des différentes institutions internationales en faveur des capitalistes qu'ils sont également à travers leurs multinationales, sans se soucier des dégâts qu'elles peuvent créer aux autres capitalistes conduits à la faillite par milliers et milliers, le désastre social qui les accompagne en étant le pendant et dont ils ont parfaitement conscience.

Ces deux systèmes économiques qui fonctionnent en parallèle et interfèrent l'un avec l'autre se livrent une lutte à mort sur le plan économique et politique. Ils sont également dans une relation de dépendance. Les vampires de la finance sont les plus cyniques, faut-il s'étonner que G. Soros ait trouvé des circonstances atténuantes aux djihadistes, lorsqu'ils jettent leur dévolu sur un secteur économique, ils conduiront les plus faibles ou ceux qui n'auront pas accepté leur diktat à l'agonie et si besoin ils se feront un plaisir d'achever leurs proies. Si un gouvernement leur résiste ils organiseront une croisade contre lui pour le faire chuter, s'il s'agit d'un dirigeant politique en particulier, ils utiliseront les médias qu'ils contrôlent pour organiser une cabale contre lui pour le salir, le briser, le contraindre à se soumettre ou à abdiquer, à se retirer. Cela en occident, sous d'autres cieux, ils les feront exécuter tout simplement. Nous sommes donc en présence de deux systèmes économiques qui sont en guerre. Alors où est la faille direz-vous, je vous sentais impatient d'y venir.

La faille, elle provient du fait qu'en affaiblissant encore davantage le système économique capitaliste classique déjà en

crise, paradoxalement ils sont en train d'en précipiter l'effondrement et prennent ainsi le risque de disparaître avec lui. On n'a pas encore expliqué pourquoi il existait ces deux systèmes économiques.

Celui qui est venu se greffer sur le premier est le produit de la crise du capitalisme classique, il s'est développé à partir des années 70, sa particularité, outre qu'il fonctionne en grande partie indépendamment de l'économie productive, c'est qu'il est fait pour durer, comment cela, normal direz-vous, pas tant que cela en réalité, jamais par le passé des banquiers n'avaient réussi à mettre longtemps la main sur la planche à billets, il fallut 6 ou 7 tentatives lors des 70 années qui ont précédé la création de la Fed en 1913 pour que la dernière soit la bonne, puis certains présidents ou congressistes ont été une nouvelle fois tentés de remettre en cause ce privilège extraordinaire accordé aux banquiers, JFK le paya de sa vie notamment, il fallu attendre 1992 pour que les banques centrales des pays candidats à l'adoption de l'euro perdent leur souveraineté au profit de la BCE contrôlée en réalité par des banquiers privés européens et américains, dans de nombreux pays comme la Chine, la Russie ou l'Inde c'est encore l'Etat qui bat la monnaie et non des banquiers privés, donc pour l'oligarchie financière dominante il est impératif de s'assurer que ce pouvoir exorbitant qu'elle possède de contrôler la monnaie ne sera jamais remis en cause dans le futur, ce qui doit constituer le gage de la pérennité de son pouvoir, l'argent étant le nerf de la guerre, pouvoir économique qu'elle doit garantir en s'emparant du pouvoir politique qui doit être pour cette raison absolue. On en arrive au dernier volet de notre petit exposé et on arrêtera là pour le moment. Il est 5h50 du matin. Oui, je suis un peu lent, on s'y est mis à 4h20.

Si le système capitaliste classique est voué à s'effondrer, celui qu'ils ont mis en place en parallèle pourrait s'effondrer aussi, disons plutôt qu'il disparaîtrait à la manière d'un mirage, que pourrait-il arriver d'autre au quelque 650.000 milliards de dollars (c'est une estimation qui monte au million de milliards) de produits dérivés, CDS, etc. ? Une précision avant d'arriver à cette dernière partie. On pourrait imaginer que, puisque ils fabriquent autant de dollars qu'ils veulent pourquoi n'en déverseraient-ils pas des masses colossales pour soulager l'économie productive en proie aux contradictions du capitalisme et en grave danger. Mais c'est ce qu'ils ne cessent de faire avec le résultat qu'on peut observer quotidiennement, la dislocation du marché mondial (à terme) ! Et puis il faut se représenter l'économie globalement, il est impossible d'agir à grande échelle sur l'un de ses facteurs sans que cela n'agisse sur d'autres ou les déstabilise à leur tour, ils ne peuvent pas faire n'importe quoi où ils veulent quand ils veulent, elle est là notamment la faille dans leur mécano.

Quand on dit que l'économie financière ou spéculative pompe toutes les richesses produites par l'économie réelle ou productive et l'assèche, c'est vrai et faux à la fois ou insuffisant, ce sont les capitalistes de l'économie réelle qui se goinfrent aussi sans modération. Imaginez que vous disposiez de la planche à billets dans votre garage ou votre appartement, vous avez besoin de monnaie, vous en fabriquez autant que nécessaire, vous n'allez pas aller braquer une banque ! Qu'il y ait un transfert de richesses de l'économie productive vers l'économie spéculative, c'est un fait, mais ce facteur est loin d'expliquer la situation actuelle et pourquoi ces deux systèmes existent.

En réalité le second est appelé à se substituer au premier sur le plan politique plus que sur le plan économique dès lors qu'il est garanti de continuer de contrôler la monnaie. Ils ont volé au secours de l'économie productive en crise pour lui éviter de s'effondrer, après avoir contribué à l'affaiblir de manière à ce que les Etats soient obligés de recourir à leurs services moyennant la mise en oeuvre de politiques d'austérité drastiques qu'ils hésitaient à mettre en oeuvre depuis des décennies, qui non seulement sont destinées à s'attaquer aux droits sociaux des travailleurs, mais aussi à affaiblir les Etats qui maîtrisent de moins en moins leur économie, leur budget devant même dorénavant recevoir l'aval de Bruxelles, en les coupant de plus en plus de leur population dont ils ignorent les besoins en contradiction avec les promesses électorales des partis parvenus au pouvoir, au profit de l'UE politique que contrôle l'oligarchie financière.

En résumé, les institutions politiques nationales sont censées refléter les rapports au sein du capitalisme tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne dans les entreprises, les administrations ou la société en général et oeuvrer au bien-être général (sic!), alors qu'en réalité elles sont devenues des rouages d'institutions supranationales aux mains ou aux ordres de l'oligarchie financière (dominante) et oeuvrant pour ses intérêts. Du coup les masses tendent à se détourner de l'Etat ou ses institutions réduites à l'impuissance, mais conservent toutefois tous leurs pouvoirs, car c'est seulement leur totale soumission au diktat de la troïka qui donne l'impression qu'elles seraient dépouillées de leurs pouvoirs, un parti ouvrier révolutionnaire parvenu au pouvoir pourrait décider unilatéralement de rompre avec la troïka et sa politique antisociale, d'où la nécessité d'orienter le combat du mouvement ouvrier contre l'Etat et les partis qui participent aux institutions, toute politique qui consiste à l'en détourner se fait en réalité le complice de la troïka.

L'affaiblissement politique progressif des Etats au profit d'institutions supranationales en Europe ou ailleurs dans le monde contrôlées par l'oligarchie financière correspond au projet d'établissement d'un gouvernement mondial une fois les masses dépossédées de tous droits politiques, étant donné qu'il leur est et leur sera impossible d'exercer un contrôle ou d'influer sur le cours de la politique mise en oeuvre par ces institutions supranationales, dont une grande partie des membres n'ont pas été élus, et qui fonctionnent donc en violation des principes les plus élémentaires de la démocratie.

La remise en cause du système capitaliste classique pourrait entraîner la remise en cause de ses institutions politiques dont dépend l'existence de l'oligarchie financière et les pouvoirs exorbitants qu'elle a acquis, donc s'assurer dans un premier temps leur neutralité, bienveillance ou complicité était indispensable mais insuffisant, les neutraliser était donc l'objectif politique que s'était fixée les maîtres de la finance et qui est en cours de réalisation avec la construction de ces institutions supranationales antidémocratiques et illégitimes sur tous les continents.

On aura compris qu'à terme ils visent la neutralisation de la lutte des classes. Ils sont engagés dans une course de vitesse effrénée pour y parvenir avant que le capitalisme classique ne s'effondre et les masses se soulèvent, d'où l'urgence, la priorité absolue à la construction de partis révolutionnaire et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire avant qu'ils ne soient parvenus à déposséder les masses de tout pouvoir politique, qui de manière déformée, c'est un euphémisme, s'exprime encore de nos jours par l'existence d'institutions politiques indépendantes dans chaque pays.

Observez attentivement de quelle manière ils ont procédé aux Etats-Unis. Ils ont littéralement détruit le mouvement ouvrier et corrompu ce qu'il en restait au point que dans un pays qui possède une population de plus de 310 millions d'habitants il n'existe même plus de parti ouvrier, deux partis aux ordres de la Fed et Wall Street se partagent les voix des électeurs et se succèdent au pouvoir, au congrès et à la chambre des représentants depuis un siècle déjà, sans que la classe ouvrière n'ait le moindre élu défendant ses intérêts, comme si ces centaines de millions de travailleurs n'existaient pas.

Si vous observez la composition de l'Assemblée nationale en France, vous remarquerez qu'on n'est plus très loin de cette situation, le PS et ses satellites figurant dans le camp de la réaction. L'accélération de l'Europe politique pourrait s'expliquer aussi par la crainte que de nouveaux partis viennent troubler leur jeu sur le plan national, ce qu'il leur sera impossible au sein de l'UE ou du Parlement européen. Ces partis le savent, mais s'en accommodent parce qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie dominante avec laquelle ils sont incapables de rompre, ainsi qu'avec ces institutions supranationales qu'ils voudraient "réformer" ou "réorienter" sans tenir compte de leur nature et de leur fonctionnement qui l'interdisent.

On aurait pu ajouter que l'effondrement du capitalisme classique était déjà en train de se réaliser sous nos yeux : baisse du PIB, baisse du niveau de vie de la population, chômage de masse, précarité généralisée, prolétarisation de pans entiers de la classe moyenne, pauvreté étendue à de nouvelles couches du prolétariat, perte de crédibilité des institutions, montée de l'extrême droite et de la violence aveugle, xénophobie, racisme, remise en cause de la législation du travail, gouvernement ultra minoritaire parmi la population, rejet de tous les partis institutionnels, bref, on retrouve là tous les facteurs caractérisant une profonde récession ou une crise du capitalisme et ses institutions qui a deux reprises au XXe siècle s'est soldée par une guerre mondiale.

Le coup de force de l'oligarchie financière dominante s'accompagne de la destruction de toutes les valeurs que la civilisation humaine avait acquises au fil du temps, valeurs parfois ou souvent teintées de l'étroitesse d'esprit qui habitait la classe dominante qui fut progressiste à une autre époque, dont la destruction est présentée comme une avancée démocratique, alors qu'en réalité la dictature de la finance est incompatible avec l'exercice de la démocratie, une contradiction à côté de laquelle ils passent parce que l'idéologie dominante à largement pénétrée dans leur tête jusqu'au sommet de leurs partis.

Il n'est pas étonnant que ceux qui sont tombés dans ce piège qui leur avait été tendu, soient les mêmes qui s'adressent à ses représentants au sein de l'UE ou de l'ONU pour qu'ils respectent la démocratie, confirmant qu'ils n'ont rien compris à la situation mondiale et à la nature de ces institutions qui émanent de l'oligarchie financière ou qui n'existent que par sa volonté.

Des pans entiers du capitalisme et des classes moyennes devraient être broyés par le rouleau compresseur de la dictature des oligarques. En Europe, les Etats devraient perdre leur souveraineté au profit de l'UE qui concentrerait tous les pouvoirs économiques et politiques au point qu'ils ne soient plus possibles de s'y opposer.

Face à cette terrible menace qui relèguerait le socialisme au rang d'utopie, pour reprendre une expression de Trotsky que nous n'avons pas voulu ou su écouter, on a le choix entre s'arc-bouter pour défendre des Etats complètement vermoulus et décomposés, voués à la disparition d'une manière ou d'une autre, des institutions qui sont inféodées à l'UE et dans lesquels il sera impossible de faire entendre notre voix ou de s'en servir comme tribune pour exposer notre politique aux travailleurs, ou axer résolument notre politique contre ces institutions pour les renverser pendant qu'il en est encore temps. Il y a urgence à en décider.

Epilogue.

Après avoir préparé l'actualisation du site j'ai repensé à cet article en cassant la croûte à midi.

J'ai trouvé une objection à ma démonstration, d'autres me viendront sans doute plus tard à l'esprit. Pourquoi l'oligarchie financière a-t-elle investi dans des multinationales alors qu'elle pouvait tranquillement engranger autant d'argent qu'elle voulait par ailleurs ? Tout d'abord nous avons dit qu'elle n'était pas uniforme, ce n'est que le sommet de la hiérarchie de l'oligarchie financière, une poignée de banquiers, qui dispose de la planche à billets.

ExxonMobil est entre les mains de Rockefeller, si ce n'était pas lui qui avait mis la main sur une grande partie du pétrole du Moyen et Proche Orient il serait tomber en d'autres mains, pire entre ceux d'Etats qui auraient pu imposer leurs conditions. Pour être sûr de conserver ses privilèges dont celui de contrôler la monnaie, le dollar, personne ne devait un jour être assez puissant pour le revendiquer, ainsi il lui faut maintenir à tout prix son hégémonie sur des pans entiers de l'économie mondiale.

Effectivement, il aurait pu se contenter de rouler en Rolls, de se payer un yacht à 100 millions de dollars, un jet privé ou même un boeing 747 pour lui tout seul transformer en palais volant, de se payer un château et de le garnir de toiles de maîtres, etc. Sauf qu'il vit dans un monde en constante transformation et non sur une planète qui lui appartiendrait et dont il serait le monarque absolue, c'est ce à quoi il tend avec ses semblables notez bien. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance et la concurrence fait rage, y compris avec ces Etats qui à une autre époque ont eu la curieuse idée de nationaliser le pétrole, le gaz, l'électricité, les mines, la sidérurgie, le secteur automobile, les transports en commun, la flotte marchande, les communications jusqu'aux moyens d'information et j'en passe, imaginez un peu que demain des Chavez ou Morales fassent tâche d'huile, pour un peu ils seraient tentés de lui retirer son jouet, la planche à billets, le contrôle des marchés financiers, du cour des matières premières, pour un peu notre milliardaire qui aspire à un pouvoir totalitaire se retrouverait à poil !

Donc en multipliant les sources d'enrichissement et en tissant sa toile sur le monde à partir de quelques dizaines de multinationales, il est assuré de conserver un pouvoir de nuisance suffisamment important pour renverser tout prétendant au trône suprême qu'il brille lui-même. C'est un parfait mégalomane qui a les traits d'un tyran à côté desquels les dictateurs africains sont des enfants de coeur, ils sont d'ailleurs les anges gardiens qui veillent sur son fabuleux trésor au détriment de leurs peuples qui croulent sous la misère.

ACTUALITE EN TITRES

Cela leur apprendra !

- Les associations de chômeurs en colère après leur rendez-vous avec Michel Sapin - AFP

ACI, MNCP, Apeis, CGT chômeurs et SNC sont ressorties vendredi en "colère" de leur rencontre avec le ministre du Travail Michel Sapin, déçues de n'avoir obtenu aucune des mesures d'urgence qu'elles réclament face à la "*détresse profonde*" des chômeurs, toujours plus nombreux. AFP 15.03

Ils espéraient quoi, des brioches ? Qu'ils leur offrent avec les subventions que leur verse l'Etat ou les régions...

Cahuzac aussi !

- 34 % : la part des Français qui se disent prêts à recourir à la chirurgie esthétique - Atlantico.fr

Les pompiers vêtus de jaune.

- La CGT dénonce le fait que des militants aient brûlé un drapeau CFDT - Liberation.fr

Aristocratie ouvrière oblige, on ne touche pas ou si on touche gros!

- 7630 euros de prime pour les ouvriers de BMW - L'Expansion.com

Les nantis en ont rêvé, la BCE l'a réalisé.

- Inflation faible et salaires donnent de la marge à la BCE - Reuters

... et bravo !

- Espagne: nouveau record de la dette publique à 84,1% du PIB fin 2012 - AFP

- Banco Popolare accroît ses pertes en 2012 - Reuters

- Pertes géantes chez JP Morgan: des dirigeants sur le grill au Congrès - AFP

La peste a encore frappé !

- Pas d'accord à Bruxelles sur les pesticides nocifs aux abeilles - Reuters

Après le redoublement jugé illégitime, ils veulent vous mettre à pied !

- Faut-il rendre les pneus neige obligatoires en hiver?- L'Express.fr

[A Paris ils n'ont pas manifesté contre ceux à qui ils veulent livrer des armes en Syrie ?](#)

- Des milices islamistes apparaissent en Égypte - LeFigaro.fr

- Egypte: manifestation au Caire pour un retour de l'armée au pouvoir- AFP

- Egypte : plaidoyer des Frères contre l'égalité des femmes- LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Touché, coulé !

L'enquête préliminaire aurait validé la bande sonore mettant en cause le ministre du Budget quant à un compte en Suisse non déclaré.

Trois témoins ont authentifié devant les enquêteurs de la Division nationale d'investigations fiscales et financières (Dniff) la validité de l'enregistrement, indiquent Mediapart et le Parisien. Le Point.fr 15.03

On se souvient que la lessiveuse européenne, le fisc suisse, avait blanchi Cahuzac. A sa demande, là vous êtes mauvaise langue, la Suisse n'est pas sujette à la corruption, bon, il y a bien eu quelques affaires pas claires avec USB, l'or des nazis, etc. mais bon, vous savez ce n'est pas facile d'être muet comme un coffre-fort et de ne pas commettre quelques erreurs, involontaires bien sûr.

Alors, il démissionne, non la chirurgie esthétique ne lui sera d'aucun secours pour camoufler les apparences, les faits semble-t-il qui sont contre lui

Les godillots.

L'Assemblée nationale a voté dans la nuit de jeudi à vendredi l'article 1er du projet de loi sur la refondation de l'Ecole définissant les grandes orientations du texte. AFP 15.03

Sa Saleté le pape.

Michael Lowy, sociologue et bon connaisseur de l'Amérique latine, analyse les relations du pape François à la théologie de la libération.

- A l'époque de la dictature militaire en Argentine, qui a fait de 1976 à 1983 des dizaines de milliers de morts et de disparus — dix fois plus que sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili—, Jorge Mario Bergoglio s'est distingué par une grande discrétion. Il n'a émis aucune condamnation ni même aucune critique de la dictature. Pire, Jorge Mario Bergoglio était le supérieur de l'ordre des jésuites et a, à ce titre, retiré, en mai 1978, la licence religieuse à deux jésuites qui avaient pris des positions très engagées sur les droits des pauvres. Peu après, ces deux jésuites, ayant perdu la protection de l'Eglise, ont été arrêtés et torturés dans la sinistre école militaire ESMA. On a accusé Bergoglio d'avoir dénoncé ses deux anciens collaborateurs aux militaires, mais il a toujours réfuté cette accusation. Le fait reste qu'en retirant le soutien de l'Eglise, il a permis aux militaires d'intervenir.

La position de Jorge Mario Bergoglio est celle, traditionnelle, de l'Eglise : les pauvres sont considérés comme un objet d'attention, de compassion et de charité. La conception catholique traditionnelle du pauvre se traduit en actes de charité, par l'assistance sociale et par des aides diverses aux plus démunis. Cela peut aller jusqu'à une critique des conditions économiques qui sont responsables de la pauvreté. On retrouve de telles critiques chez Jean Paul II et aussi chez le cardinal Bergoglio.

Non seulement les jésuites, mais tout le clergé, sont censés ne pas prendre de positions politiques. Bien entendu, cela n'a jamais empêché l'Eglise et les jésuites de prendre des positions conservatrices, et de soutenir des régimes monarchiques, des dictatures... La nouveauté a été l'apparition de la théologie de la libération, avec des religieux, des religieuses, des jésuites ou des prêtres – et parfois même des évêques – qui ont pris position en faveur de luttes sociales, de syndicats ouvriers ou paysans, ou même en faveur de mouvements révolutionnaires.

De même, l'appartenance à la Compagnie de Jésus n'a pas empêché de nombreux jésuites de s'engager pour l'émancipation

des pauvres, pour les droits de l'homme ou contre les dictatures. Ignacio Ellacuria, le grand théologien jésuite (1930-1989) a pris position pour la paix au Salvador dans les années 1980 et fut assassiné par le régime militaire de ce pays.

Jorge Mario Bergoglio lui-même n'a pas hésité à s'engager dans une bataille politique contre le gouvernement argentin de gauche de Cristina Kirchner, en opposition à une loi autorisant le mariage des homosexuels. Cette opposition frontale du cardinal Bergoglio au gouvernement de Cristina Kirchner sur des questions comme l'avortement ou le mariage gay est elle aussi politique. le monde. fr 15.03

Bon, il ne faut pas trop en demander à un sociologue désigné par Le Monde, comparer ou mettre dans le même sac le soutien à une des pires dictatures militaires et s'opposer au gouvernement de Cristina Kirchner, il fallait oser le faire...

Commentaire d'un internaute.

- " *Disons que ce jésuite ne s'est levé contre César que lorsqu'il était un président ou une présidente élus démocratiquement. Lorsque c'était une junte militaire arrivée au pouvoir par un coup d'état, il est resté plus discret. Tout le monde ne peut pas être héroïque.* "

Syrie. Offensive pro-impérialiste. La voix de la réaction.

Un millier de personnes, dont plusieurs personnalités, se sont rassemblées vendredi soir devant le Panthéon à Paris pour manifester leur solidarité avec le peuple syrien et dire "stop" aux massacres de civils au deuxième anniversaire du début du conflit, a constaté l'AFP.

Organisée pour la deuxième année consécutive, cette "vague blanche pour la Syrie" a également été suivie dans une soixantaine de villes en France et dans le monde, notamment à Genève, Dakar, Moscou, Londres, Bruxelles, Washington, ou New York, selon les organisateurs.

"Depuis deux ans que le peuple syrien s'est soulevé, le peuple de Paris est à ses côtés, car ce qui se passe dans ce pays est absolument barbare", a déclaré le maire de Paris Bertrand Delanoë. "+Stop+ c'est pour stopper la souffrance du peuple syrien qui est absolument insupportable", a-t-il ajouté. (Pour stopper " la souffrance du peuple syrien" arrêter de soutenir le Qatar et l'Arabie Saoudite, pourriture ! - ndlr)

La manifestation avait été précédée par la diffusion par des médias français et francophones d'une vingtaine de courts métrages réalisés à partir d'images tournées par des citoyens syriens. Ces films étaient présentés par les voix de personnalités.

Robert Badinter, Emmanuelle Béart, Jane Birkin, François Cluzet, Daniel Cohn-Bendit, Bertrand Delanoë, Mgr Jacques Gaillot, Stéphane Hessel - décédé fin février - Michel Piccoli y ont notamment participé. AFP 15.03

Où sont passés les partis ouvriers, pourquoi sont-ils incapables d'organiser une manifestation en soutien à l'intégrité et à la souveraineté de la Syrie face à cette agression impérialiste ? Seraient-ils tous en crise ou tellement décomposés qu'ils seraient devenus incapables de mobiliser leurs propres troupes ?

Commentaire d'internaute

1- *D'après la communauté Syrienne de France, le seul Syrien était le représentant de l'opposition syrienne désigné par la France. D'ailleurs, il est Anglais !*

2- *C'est à peine croyable, tous ces génocidaires bien-pensants. Ils nous ont fait le même coup en Bosnie, au Kosovo...*

3- Lu dans Le Figaro : "*Lors du dernier sommet des ministres des Affaires étrangères de l'UE, le ministre luxembourgeois avait interpellé son homologue français en ces termes: "Vous combattez les rebelles islamistes au Mali ; pourquoi donc cherchez-vous tant à les aider en Syrie?"*"

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

Une juge américaine a ordonné vendredi au FBI de cesser d'utiliser des lettres dites "*de sécurité nationale*", jugeant que cette méthode employée pour surveiller secrètement des utilisateurs sur internet, au nom de la lutte contre le terrorisme, était anticonstitutionnelle.

Le "*Patriot Act*", adopté après le 11 septembre, autorise le FBI à envoyer de telles lettres à des groupes privés pour obtenir d'eux les renseignements nécessaires pour surveiller des comptes internet, tout en leur interdisant de révéler que de telles demandes ont été faites.

Google a récemment indiqué qu'il avait reçu du gouvernement entre zéro et 999 demandes, de 2009 à 2012. Ces demandes concernaient chaque année entre 1.000 et 1.999 comptes, à l'exception de l'année 2010, au cours de laquelle les demandes visaient entre 2.000 et 2.999 comptes, selon Google, qui a précisé ne pas publier de chiffres précis à la demande des autorités. Dans son jugement rendu vendredi, la juge d'une cour de San Francisco, Susan Illston, note que des éléments suggèrent que des dizaines de milliers de ces demandes sont envoyées chaque année et que, dans 97% des cas, elles sont accompagnées d'une interdiction de mentionner leur existence.

"*L'utilisation généralisée de ces ordres de non-divulgateion (...) met en lumière un risque pour la liberté d'expression alors que ce n'est pas nécessaire*", écrit-elle dans sa décision. L'interdiction qu'elle a prononcée entrera en vigueur dans 90 jours pour laisser le temps aux législateurs américains de faire appel, "*étant donné l'importance des questions constitutionnelles et de sécurité en jeu*", ajoute-t-elle.

Ce jugement faisait suite à une plainte déposée en 2011 par un groupe de défense de la liberté d'internet, Electronic Frontier Foundation (EFF), au nom d'un groupe de télécoms qui est resté anonyme. "*Nous sommes très satisfaits que la cour ait reconnu les défauts de (ce système) par rapport à la Constitution*", a commenté Matt Zimmerman, d'EFF. lepoint.fr 16.03

ECONOMIE

Espagne

La dette publique de l'Espagne a fortement progressé au cours du dernier trimestre 2012, établissant un nouveau record à 84,1% du PIB, un niveau préoccupant du fait des taux d'intérêt élevés auxquels le pays emprunte sur les marchés.

La dette espagnole a augmenté de 14,8 points de pourcentage au cours de l'année 2012, dont 6,8 points sur le seul quatrième trimestre, une hausse attribuable tant à l'administration centrale qu'aux 17 régions autonomes, a annoncé vendredi la Banque d'Espagne.

En montant brut, l'endettement du pays atteignait 884,4 milliards d'euros à la fin de l'année dernière, également le niveau le plus élevé de la série statistique, contre 736,5 milliards un an plus tôt.

Les chiffres publiés ce vendredi, qui sont ceux pris en compte par l'UE dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, ne tiennent pas compte du prêt européen de 41,3 milliards d'euros au secteur bancaire espagnol.

Le gouvernement prévoit que la dette publique continue à augmenter en 2013, pour atteindre 90,5% du PIB. La Commission L'Expansion.com avec AFP 15.03

A la bonne heure !

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mars 2013

CAUSERIE

Très vite. Mon épouse Magueswary vient juste de repartir en France. Je viens de vivre un véritable cauchemar au cours des 4 derniers mois pendant sa présence en Inde. A plusieurs reprises je me suis posé des questions sur sa santé mentale, pour arriver à la conclusion qu'effectivement elle était gravement atteinte.

Elle devait partir à l'aéroport de Chennai en voiture avec son frère sur les coups de 14h, il faut plus de deux heures pour faire le trajet et son vol était à 19h. Hier soir elle a décidé d'aller au mariage d'une vague connaissance de la famille que je n'avais jamais vue, pour ne rentrer que ce matin sur les coups de 11h ce matin. Elle a pris une douche puis elle est repartie faire des courses à Pondichéry pour ne rentrer qu'à 14h.

Bien évidemment, elle n'avait pas préparé sa valise. Elle s'y est mise dans un désordre indescriptible, si elle avait pu elle aurait vidé la maison, elle a même emmené du sucre, de l'huile, etc. c'était complètement dingue ! A l'arrivée j'ai dû hurler et lui mettre une tape sur la tête en jetant plusieurs sacs, car alors qu'elle avait déjà atteint les 40 kilos de bagages autorisés, il ne lui restait plus qu'un sac à main de 10 kilos à remplir et tout ce qu'elle envisageait d'emporter en plus devait atteindre plus de 40 kilos, la moitié étant constitué de bouffe dont 15 kilos de riz, je l'ai pesé ! Elle avait bouclé le dernier sac de 10 kilos quand il restait encore plein de linge, ses médicaments et tous ses papiers, plus encore un tas de bricoles. Du coup, elle a rempli quatre autres sacs en jetant dedans tout ce qui lui tombait sous la main, des sacs en plastique et en tissus qu'on utilise ici pour aller au marché, c'est fou, puis au tout dernier moment elle a ramassé ses papiers qui étaient éparpillées à même le sol, la pièce était dans un état indescriptible, un bordel monstre, au point qu'elle a oublié ses lunettes et son livret de famille plus des papiers importants et deux sacs de médicaments, elle a jeté les clés de son appartement en France dans un sac plastique, puis elle s'est mise à chercher son passeport et son billet d'avion, les ayant trouvés, elle m'a embrassé rapidement puis elle est montée dans la voiture sans même se demander si elle n'avait rien oublié, sans se changer, sans manger ou boire un verre, vêtue d'un simple sarie et des tongues, comme prise de furie, son frère et sa mère regardant la scène sans rien dire.

Je pense qu'elle va au-devant de très graves problèmes et moi avec car elle est seule en France. Je soupçonne un médicament de la mettre dans cet état ou alors c'est en relation avec son hémorragie cérébrale. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen de la calmer que d'hurler dessus, alors que ce ne correspond pas du tout à mes principes. Elle me traite de tous les noms, puis elle se calme, ce qui ne l'empêche pas de faire une nouvelle connerie cinq minutes plus tard. Soit elle se laisse complètement aller, soit elle fait ce qu'elle veut comme si elle était seule au monde, surtout à la maison.

J'ai peut-être une autre explication mais elle me semble moins crédible. Cette femme est toujours aussi profondément arriérée, depuis qu'elle s'est débrouillée (dans mon dos) pour s'installer en France, elle a pris du poil de la bête et se croit plus intelligente que tout le monde, elle est devenue autoritaire et n'entend plus qu'on lui dicte quoi que ce soit ou tout simplement qu'on lui donne des conseils, qu'on lui évite de faire de grosses conneries, elle m'a fait le coup de la femme malade et fatiguée et ce qu'elle vient de supporter les derniers 24h prouve plutôt le contraire et elle s'apprête à faire un voyage d'une quinzaine d'heures épuisant, donc je me demande si elle ne joue pas la comédie, mais la dernière scène décrite plus haut ne colle pas avec cette hypothèse, je n'ai jamais vu quelqu'un voyager dans de telles conditions, cela tient du délire, de la perte de contrôle de soi, mais bon, après tout pourquoi pas.

Je ne sais quelle tournure vont prendre nos relations, cela va s'avérer très compliqué pour moi. Je bosse tellement pour le site que je n'ai pas encore eu le temps d'y réfléchir. Hier sa plus grosse connerie a été de vider le réservoir d'eau, ce matin en me levant je suis aperçu qu'il était vide, il contient 1500 litres d'eau. Quand elle revenue ce matin je lui ai dit, elle n'avait rien à me répondre, puis elle m'a dit qu'elle avait arrosé le jardin, elle a dû l'arroser en prévision que je ne le ferais pas pendant son absence !

Bon, comme dirait l'autre j'ai épousé la misère du monde pour le meilleur mais surtout pour le pire, c'était une connerie, je ne lui en veux pas, je suis très inquiet pour elle car on vit dans un monde de prédateurs, et je ne suis pas sûr que les gens feront preuve de la même patience ou compréhension à son égard.

Passons à la politique pour nous changer les idées. Bordel, comment avoir la tête à cela !

Evidemment je n'ai pas trouvé le temps de mettre en ligne la trentaine de documents annoncés et j'ai laissé de côté d'autres sujets, ce sera pour demain. J'ai encore un sérieux ménage à faire chez moi et pleins de tâches ménagères...

[Il n'existe pas d'autre alternative que le socialisme.](#)

L'ennemi serait la troïka pour les uns, accessoirement le gouvernement qui en est le porte-parole, car attention, uniquement à ce titre, pour les autres ce serait l'impérialisme américain mais pas toutes ses agences, pour d'autres encore ce serait la fatalité ou la faute à pas de chance, bref, on baigne en pleine confusion ou opportunisme.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain, mais qui refusent de rompre avec l'ONU dominée par l'impérialisme américain et en appellent à l'esprit de la Ve République.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'UE et l'OTAN, mais qui refusent de rompre avec l'ONU et en appellent à quelque chose qui pourrait ressembler à une République sociale sans toutefois mener le combat contre la Ve République et rompre avec celle-ci.

Il y a ceux qui veulent rompre avec l'OTAN mais qui refusent de rompre avec l'UE et l'ONU et en appellent à une VIe République, en réalité une contrefaçon de la Ve République relookée ou rendue plus présentable tout en conservant la majorité de ses institutions.

Il y a ceux qui face à la destruction programmée des Etats-nations veulent rompre avec l'UE, l'ONU et l'OTAN, mais défendent la République une et indivisible qui se confond avec la Ve République et ses institutions qu'ils se refusent à combattre pour cette raison, non avouée évidemment. Leur modèle serait en réalité la IVe République ou l'union nationale, à la tête de laquelle se trouveraient le PS et le PCF avec lesquels ils sont incapables de rompre.

Pour un peu avec un marteau qui a été conçu pour enfoncer des clous il serait possible de scier un morceau de bois ! Nous sommes en présence d'alchimistes d'un fort mauvais goût, d'escrocs, de charlatans, d'aventuriers, de traîtres, au choix.

Contrairement aux marxistes du XIXe à la mort de Trotsky en 1940 qui partageaient le niveau et le mode de vie médiocre des masses laborieuses, ces gens-là bénéficient de conditions de vie particulièrement avantageuses, le combat qu'ils mènent n'est pas vraiment inspiré par leurs conditions d'existence confortables et se trouvent totalement déconnecté de ce que vivent au quotidien les masses qu'ils ne peuvent que se représenter que théoriquement ou intellectuellement.

Du coup, leur combat est davantage le produit d'un concept ou d'une réflexion intellectuelle, de leur propre interprétation du monde, que ce qu'il est en réalité et la manière dont les masses le vivent au quotidien. Ils doivent mener un combat permanent pour saisir l'état d'esprit et le niveau de conscience des masses qui leur est totalement étranger, du fait que leurs rapports à la situation ou à la réalité ne sont pas franchement les mêmes. Ils doivent faire l'effort de se représenter comment les masses qui sont fort hétérogènes se représentent la société et de quelle manière cette représentation évolue, quel contenu elles lui donnent, dans quelle direction.

On aura compris que cela fait beaucoup de conditions à remplir pour se mettre au diapason des besoins des masses, et définir pas à pas de la lutte des classes une politique qui soit conforme aux tâches historiques qu'elles ont à accomplir, dont l'objectif politique coïncide finalement avec l'avenir de l'humanité toute entière.

Conditions qu'on leur prête par défaut, car la plupart s'en moquent éperdument, admettons que d'autres en aient plus ou moins conscience.

Il paraît évident que lorsqu'on partage la situation difficile que les masses vivent au quotidien, il sera plus facile d'avoir ou de conserver à l'esprit en permanence l'objectif du combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du capital, tandis qu'on aura tendance à s'en écarter ou à l'abandonner quand on vit confortablement, dans ce cas-là notre combat ne se situera pas dans la perspective du renversement du régime en place mais consistera à s'y adapter, à s'en accommoder, en profitant de ses contradictions ou faiblesses en certaines occasions pour en soutirer quelques avantages partiels ou limités qui ne changeront rien fondamentalement à la condition des exploités, avant que leur situation ne s'aggrave à nouveau ou bien pire encore.

Le refus de défendre et de diffuser les idées du socialisme, l'abandon du combat pour le socialisme n'est pas une fatalité, mais le produit de la faillite politique des dirigeants du mouvement ouvrier, et en premier lieu de ceux qui se prétendent être son avant-garde.

Ce qui suit n'est pas négociable, ne peut faire l'objet d'aucune concession, d'aucun arrangement, d'aucune entaille, y retrancher quoi que ce soit et la moindre faille suffirait à laisser pénétrer l'idéologie de notre ennemi et aboutirait à dénaturer notre combat, à notre propre faillite politique, le mouvement ouvrier en a fait suffisamment la démonstration au cours de la seconde moitié du XXe siècle pour qu'on ne reproduise pas cette erreur tragique.

On nous taxera sans doute de gauchiste, d'extrémiste ou je ne sais quoi encore, peut-être de dogmatique ou de sectaire, car défendre le socialisme est devenu archaïque, un réflexe d'illuminés ou de militants sclérosés restés figés dans le passé, alors que les uns et les autres cherchent en réalité à perpétuer l'ordre établi en panne d'une vision objective sérieuse et cohérente pour l'avenir de notre classe et de l'humanité, qui puise dans les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, rejetant l'idée et la perspective, la nécessité que nous revendiquons de faire table rase du passé qu'incarne la société à laquelle ils se raccrochent désespérément. Effectivement, sur ce plan-là tout nous sépare et il est normal que règne une profonde incompréhension entre nous, cela dit nous ne céderons sur aucun principe, nous revendiquons cette intransigeance et cette rigueur qui est inséparable de notre combat quotidien et de notre objectif politique : permettre aux masses exploitées de s'emparer du pouvoir politique.

Rompre avec les institutions de la Ve République, ses partis, autrement dit tous les partis institutionnels de droite et dits de gauche, les appareils de tous les syndicats vendus au capitalisme et qui sont des parasites, des corps étrangers venus se greffer sur la classe ouvrière, l'Union européenne et la totalité de ses institutions, sa monnaie, l'euro, l'ONU et l'OTAN, dans la perspective d'une République sociale, maillon de la fédération des Républiques sociales d'Europe, que seule pourra réaliser la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées avec à leur tête un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire, dont le programme sera bâti sur la base de la rupture avec le capitalisme, la totalité de ses représentants et de ses institutions nationales, européennes et internationales, se donnant ainsi les moyens de changer la société et de mettre un terme à toutes les difficultés et souffrances dont sont victimes les travailleurs et leurs familles, réorganisant la production et la distribution des richesses produites uniquement à partir des besoins et aspirations du peuple travailleur, eux seuls en décidant avec leurs organisations, leurs partis et les institutions politiques qu'il aura fondé afin d'en diriger et contrôler l'ensemble du processus

pour mener à bien ce programme social et politique une fois l'ennemi de classe renversé, vaincu.

En guise d'épilogue.

Il est normal de défendre tous nos acquis ou droits sociaux, il n'existe pas de revendications sociales illégitimes, seuls le capitalisme et ses institutions le sont. Le plus souvent nos combats se soldent par une défaite, ce qui est également dans l'ordre des choses, plus encore aujourd'hui qu'hier du fait de l'état permanent de crise dans lequel le capitalisme est entré et qui distingue notre époque.

Pour autant à partir de ce constat, de l'analyse que l'ont fait de la situation mondiale, il est clair que prétendre qu'il serait possible à un moment donné d'inverser le cours des choses au profit des travailleurs relève de la crasse ignorance ou constitue une supercherie politique, imaginez que le gouvernement pourrait satisfaire une revendication sociale collective, donc à valeur politique, c'est entretenir l'illusion que le régime aurait la capacité de le supporter, c'est finalement le soutenir.

Il en va ainsi du POI dont le IVe congrès qui aura lieu fin mai dont la politique tourne autour d'une seule et unique question : "*Quoi faire, comment faire, quels sont les obstacles à l'unité pour inverser le cours de choses*", complétons, dans le cadre du régime en place.

Or la réponse à la question qui ressort de la situation et qui est posée aux travailleurs en France comme partout en Europe, se situe au-delà du régime en place contre lequel il faut concentrer le combat pour l'abattre, ainsi nous avons la réponse à la question posée par le POI, quoi faire, comment faire, organiser les travailleurs dans la perspective du renversement du régime, c'est-à-dire construire le parti qui servira de guide à la révolution.

Quant à celle de l'unité elle n'a pas lieu d'être posée puisqu'elle renvoie aux appareils traitres ou étrangers à la classe ouvrière avec lesquels les dirigeants du POI ne veulent pas rompre, signifiant ainsi que la politique du POI se situe bien dans le cadre de l'ordre établi et qu'ils sont incapables de concevoir qu'il faut en sortir, et que c'est seulement une fois posée cette perspective politique qu'il est possible de concevoir de pouvoir inverser le cours des choses qu'incarne cet objectif politique, la prise du pouvoir politique.

Le POI souhaiterait pouvoir "*inverser le cours de choses*", autrement dit, qu'il soit possible de satisfaire nos revendications sociales dans le cadre du régime en place, c'est son seul objectif politique, inavoué, il démontre une fois de plus qu'il a abandonné le combat pour la révolution socialiste et qu'il est totalement subordonné au capitalisme qu'il verrait bien réaliser les objectifs du socialisme.

De nos jours, "*inverser le cours de choses*" ne peut signifier autre chose que se lancer à l'assaut de l'Etat et le renverser pour instituer une République sociale sur ces cendres. Où avez-vous lu cela dans Informations ouvrières ? Nulle part.

- En Grèce, les masses ont participé à 12 grèves générales et plus de 5.000 manifestations à l'appel de leurs organisations ou partis, à quel moment ont-elles été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ?

- En Espagne et au Portugal, les travailleurs sont descendus dans la rue par millions depuis 3 mois, à quel moment ont-ils été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ? Idem en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne...

- En France quelque 3 millions sont descendus dans la rue contre la remise en cause de leur retraite, à quel moment ont-ils été en mesure d'"*inverser le cours de choses*" ? Jamais ?

Qu'est-ce qui leur a manqué chaque fois, le soutien d'un parti du capital, le PS, PSOE, PSP, PASOK, le POI le suggère, avec lequel l'unité était possible ? Quel autre parti sinon ? Quelle politique appliquent-ils quand ils sont au pouvoir, quelle politique ils soutiennent quand ils n'y sont pas, les intérêts de quelle classe incarnent-ils, représentent-ils, défendent-ils ? Celle de notre ennemi. Voilà à qui et à quoi le POI livre le sort des travailleurs, aujourd'hui, comme hier et demain. Peut-on soutenir un tel parti et une telle politique ? Jamais, jamais, comme dirait Marx on y perdrait notre âme.

Qui a dit ?

«*Comme je voudrais une Église pauvre et pour les pauvres!*»... avec JP Morgan comme parrain !

La petite phrase de François, lequel ? au choix, ils sont faits pour s'entendre...

Pour mémoire, JP Morgan avait pour ainsi dire bloqué les comptes des prélats du Vatican, et il les a débloqués dans la foulée de l'annonce de la démission de Benoît XVI et la nomination d'un nouvel administrateur de la banque du Vatican, un aristocrate allemand !

ACTUALITE EN TITRES

[Chypre. Sauver les banques. Pillage !](#)

- Dix milliards d'euros pour sauver Chypre Liberation.fr -
- Les Chypriotes stupéfaits que leur épargne soit ponctionnée - Reuters
- Les habitants de Chypre sous le choc après l'accord financier Libération.fr - Liberation.fr
- Sauvetage de Chypre: pourquoi la population crie au vol - L'Expansion.com -
- Comptes bancaires taxés : les Chypriotes pris de panique - LePoint.fr
- Consternation à Chypre après l'accord avec l'UE sur le plan de sauvetage - L'Express.fr

[La France va les armer, la CIA les liquider !](#)

- Syrie - Alain Chouet : "*Ce n'est pas en armant des salafistes qu'on trouvera une solution*" - LePoint.fr

Alain Chouet, ancien chef de poste de la DGSE à Damas, puis cadre supérieur des services secrets ... LePoint.fr 16.03

- La CIA envisage d'utiliser des drones pour liquider les islamistes syriens - L'Express.fr

ACTUALITE EN TITRES

[Syrie. La voix de l'ONU : c'est la voie de l'impérialisme. Stop à la réaction !](#)

Une nouvelle manifestation a dénoncé le régime de Damas, ses "*massacres infinis*" et l'inaction des Nations unies, samedi à Paris lors du deuxième anniversaire du déclenchement de la guerre civile en Syrie.

"*Bachar, casse toi, la Syrie n'est pas à toi*", ont scandé les deux cents à trois cents manifestants -estimation AFP- en quittant la place de la République avec des drapeaux syriens.

"*Pourquoi le Conseil de sécurité des Nations unies et la conscience internationale se taisent-ils face aux massacres infinis du régime d'Al Assad?*", lisait-on sur une banderole sur un camion en tête du cortège.

Amnesty International, ainsi que des partis de la gauche française (Ecologiste, Nouveau parti anticapitaliste) ont pris part au cortège, 24 heures après une précédente manifestation à Paris où un millier de personnes avait dit "*stop*" aux massacres en Syrie. AFP 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*Une fois Bachar parti, iront-ils en Syrie manifester leur soutien aux islamistes?*"

Mais c'est déjà ce qu'ils font !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Des milliers de Tunisiens ont manifesté samedi à Tunis contre le gouvernement dirigé par les islamistes d'Ennahda, qu'ils jugent responsables de l'assassinat de l'opposant laïque Chokri Belaïd le 6 février.

Sur le modèle des slogans de la révolution de l'hiver 2010-2011, qui a abouti au renversement de Zine Ben Ali, les manifestants ont scandé "*Ennahda dégage*", "*Le peuple veut la chute du régime*" ou encore "*Le peuple veut une nouvelle révolution*".

Il s'agissait du plus grand rassemblement en Tunisie depuis les manifestations ayant suivi la mort de Chokri Belaïd.

"*Ils ont tué Chokri mais ils ne peuvent pas tuer les valeurs de liberté qu'il défendait*", a déclaré samedi la veuve de Chokri Belaïd, Basma Khalifaoui, devant la tombe de son époux. Reuters 16.03

La veille aussi il y a eu une telle manifestation marquant la fin des 40 jours de deuil. J'ai vu une photo et effectivement il y avait beaucoup de monde dans la rue. A bas le gouvernement semi-féodal islamo-capitaliste, place à la République social (et laïque) !

2- Syrie

La CIA recueille actuellement des renseignements sur des islamistes radicaux en Syrie en vue de les liquider ultérieurement par des frappes de drones, rapporte vendredi soir le Los Angeles Times. Citant d'actuels et d'anciens responsables américains, ayant gardé l'anonymat, le quotidien indique que le président Barack Obama n'a pas encore autorisé des attaques de drones en Syrie, mais que le service de contre-terrorisme de la CIA y a récemment affecté plusieurs agents à la surveillance de militants extrémistes.

Les agents "*chargés de les cibler*" ont formé une unité avec leurs collègues ayant suivi les opérations menées par al-Qaïda en Irak.

Les combattants islamistes jouent un rôle croissant dans la lutte contre les forces gouvernementales syriennes, indique le Los Angeles Times, ce qui a entraîné un regain d'intérêt à leur égard pour la CIA, ajoute le journal.

Le département d'Etat américain croit que l'une des plus puissantes milices syriennes de l'opposition, le Front Al Nusra Front, est une organisation terroriste qu'il est impossible de distinguer de l'organisation al-Qaïda en Irak, relève le Times. L'Express.fr 16.03

Commentaire d'un internaute

- "*On les forme, on les endoctrine, on les arme, on les utilise pour déstabiliser des pays, renverser des régimes gênants, et on les tue...*"

SOCIAL

1- France

1.1- Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Paris pour réclamer la baisse des loyers et l'arrêt des expulsions locatives tout au long de l'année, alors que le gouvernement a prolongé de quinze jours la trêve des expulsions en raison du froid.

"*C'est pas 15 jours de répit que l'on demande mais toute l'année*", a expliqué à l'AFP Jean-Baptiste Eyraud, le porte-parole de Droit au Logement (DAL), qui appelait à la manifestation avec une trentaine d'associations, syndicats et partis, réunis au sein de la "*Plateforme logement des mouvements sociaux*".

Des manifestations avaient lieu dans une vingtaine de villes. Selon une estimation du DAL et de la CNL "*entre 3.000 et 4.000 personnes ont défilé dans toute la France*". AFP 16.03

1.2- Environ 3.000 personnes selon les organisateurs, 2.000 selon les gendarmes, ont participé samedi à Landivisiau (Finistère) à une "*manifestation pour l'emploi*", dénonçant notamment le "*dumping social*" en Allemagne, après la mise en redressement judiciaire, fin février, des abattoirs Gad SAS, a constaté l'AFP.

Après une brève prise de parole devant l'abattoir de Lampaul-Guimiliau qui emploie environ 800 des 1700 salariés de la société, les manifestants ont défilé dans les rues de Landivisiau, scandant en particulier "*dumping social en Allemagne, mort de l'abattage*".

en Bretagne".

Des éleveurs, des élus locaux et parlementaires de gauche et de droite étaient présents aux côtés des salariés venus parfois en famille. Des représentants de la filière avicole, également en difficulté, ont apporté leurs soutiens aux salariés de l'agroalimentaire.

"On pense au bien-être animal, mais l'ouvrier est oublié dans cette histoire", a dit à l'AFP Pascal, salarié chez Gad depuis 11 ans, qui brandissait une pancarte disant "merci à l'Europe".

"Une délégation sera reçue le 27 mars par les ministres (Stéphane) Le Foll et Guillaume Garot", respectivement ministre de l'Agriculture et délégué à l'Agroalimentaire, a indiqué lors d'une prise de parole Olivier Le Bras, délégué FO de Gad, qui a dénoncé "des distorsions de concurrence" en Europe.

Des éleveurs présents dans le cortège ont dénoncé "un contexte concurrentiel très dur, avec des contraintes réglementaires et environnementales qui découragent des éleveurs". AFP 16.03

2- Hongrie

Les Hongrois vivant dans les campagnes subissent de plein fouet la récession et les mesures d'austérité concomitantes du gouvernement conservateur de Viktor Orbán, souvent, ils ne peuvent plus manger à leur faim, alors que toutefois les enfants sont protégés par l'obligation pour leurs écoles de fournir trois repas par jour.

"La proportion des enfants atteints de malnutrition en Hongrie est attristante: 14,1%", a estimé l'Institut national de la santé des enfants (OGYI) lors de la publication d'un rapport fin 2012.

Dans le nord-est du pays, une des régions les plus pauvres de l'Union européenne, la situation est alarmante: la région est la plus touchée par le chômage qui atteint 32% -- contre 11% pour la moyenne nationale -- et peut s'élever jusqu'à 80 ou 100% dans les plus petits villages.

Elle était un centre industriel et agricole, avec la société des chemin de fer MAV, une importante usine métallurgique à Ozd et les nombreuses coopératives agricoles.

Depuis la chute de la dictature communiste en 1989, toutes les usines de la région près du village de Gemzse ont fermé : "Il y a un peu de travail journalier, surtout l'été, avec les champs de tabac. Je peux ainsi gagner sept à huit euros par jour. Mais, l'hiver, il n'y a rien du tout ici", a expliqué à l'AFP Ferenc Balogh, un habitant rom du village. "Nous vivons de l'allocation familiale, mais ça ne suffit pas. Alors nous empruntons aussi de l'argent à des usuriers. Le problème c'est que quand ils nous prêtent 10.000 forints, on doit en rembourser 20.000. C'est malheureusement notre seule solution pour continuer à vivre", a précisé sa femme, Erzsébet.

Pour éviter que les bénéficiaires des aides distribuées par le gouvernement ne les dépensent dans les bars, elles sont distribuées en coupons. Or, une partie des magasins n'acceptent pas ces coupons et les plus démunis -- faute de voiture ou d'argent pour les transports en commun -- n'ont pas les moyens d'y accéder: les usuriers leur achètent leurs coupons à un tiers de leur valeur.

Aujourd'hui, 210.000 familles auraient du mal à se nourrir dans le pays, d'après la banque alimentaire hongroise Elemiszerbank.

Et, principale conséquence de la pauvreté: les enfants ne mangent pas tous à leur faim, ils n'ont accès à des repas chauds qu'à l'école.

Les enfants concernés ne mangent à leur faim que dans les écoles des villages. A Gemzse, l'école de la communauté des frères évangéliques de Hongrie, une branche de l'église méthodiste qui administre six écoles dans la région depuis plus d'un an, fournit ainsi trois repas par jour aux enfants scolarisés.

Depuis une loi votée en 2011, les enfants scolarisés qui vivent dans des familles où le revenu mensuel par personne n'atteint pas les 37.000 forints (130 euros) reçoivent les repas gratuitement.

"La malnutrition, on s'en rend vraiment compte après les vacances et surtout après les week-ends: on voit à quel point les enfants ont faim. Pendant la première leçon, ils sont incapables de se concentrer. Ils n'attendent que la récréation, quand on leur sert leur premier repas de la journée", a expliqué à l'AFP l'enseignant Istvan Molnar.

Cette situation précaire des campagnes conduit les pauvres à manifester: ainsi, des "marches contre la faim" ont été lancées à travers le pays pour protester contre la réduction des aides sociales décidée par le gouvernement conservateur.

"Si on est pauvre, on n'a plus le droit de vivre en Hongrie. L'Etat fait comme si tout allait bien. Et pourtant, certaines provinces de

"est ou du sud décrochent du reste du pays", a souligné à l'AFP Imre Toth, un des initiateurs fondateur des "marches contre la faim".

Mi-février, un millier de manifestants, souhaitant alerter le gouvernement sur les problèmes de pauvreté en Hongrie, sont arrivés à Budapest après une marche de près de 300 km en deux semaines.

Coupes dans les budgets sociaux, loi punissant les sans-logis... les mesures d'austérité frappent les plus pauvres. Avec une économie en récession (recul du Produit intérieur brut de 1,7% en 2012) et une dette publique qui se monte à plus de 80% du PIB, l'Etat hongrois cherche à faire des économies. Et les premiers touchés, comme dans d'autres pays, sont d'abord les plus vulnérables. AFP 16.03

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne des articles provenant notamment du Réseau Voltaire et d'Investig'Action, si je n'ai pas repris certains de leurs articles c'est notamment parce qu'ils présentaient un problème de formatage et je n'ai plus ni l'envie ni le courage de reformater ces articles ou de les contacter pour qu'ils corrigent ces erreurs, puis retourner voir sur leurs portails s'ils sont disponibles...

Si vous rencontrez des problèmes avec des polices (caractères) et que vous possédez Adobe Acrobat, au moment d'imprimer au format pdf, il faut ouvrir la fenêtre propriété, ensuite décocher la case : (rely on system fonts only ; do not use document fonts), utilisez que les polices de votre système et n'utilisez pas ceux du document, car il peut arriver que votre système ne supporte pas la version du logiciel utilisé par l'éditeur d'un article ou certaines polices, ce que j'ai du mal à m'expliquer dans mon cas car je travaille avec le version 8 d'Adobe Acrobat et la version 11 d'Acrobat Reader, mais bon, je ne suis pas informaticien et je n'ai pas le temps de me prendre la tête avec ces histoires de compatibilité, j'ai assez à faire avec mon épouse !

A propos de ma compagne dont je vous ai parlé hier. Après le viol d'une jeune femme à Delhi, il y a quelques mois, qui a défrayé la chronique internationale qui découvrait que l'Inde était un pays arriéré, un soir elle regardait les infos en tamoul et voilà qu'elle s'exclame : "surtout pas, ils sont fous, ce sera pire", je lui demande de quoi elle parle, elle me répond que le gouvernement envisage en guise de réponse aux mauvais traitements subis par les femmes de donner plus de pouvoir aux femmes et que c'est une folie parce qu'elles sont encore plus arriérées que les hommes.

Heureusement que c'est une femme indienne qui formule ce genre de propos et qui sait de quoi elle parle, car dans ma bouche cela aurait mal passé, il aurait fallu encore une fois que je me justifie et parte dans des explications interminables. Hier j'ai été un peu léger en parlant de mon épouse et je me suis dit que j'allais encore m'attirer les foudres des féministes, qui entre nous sont davantage féminisés qu'aptes à représenter la cause des femmes travailleuses, je voulais simplement dire qu'en présence d'une personne arriérée, qu'il s'agisse d'un homme ou d'une femme d'ailleurs, on est en droit de s'attendre au meilleur ou au pire, et que si on est convaincu d'être moins arriéré qu'elle il vaut mieux en général prendre les décisions importantes et ne pas lui laisser le soin de décider à votre place ou de vous embarquer dans des emmerdements à n'en plus finir. C'est comme la classe qui est capable du meilleur comme du pire, de pencher du côté de la révolution ou d'aller grossir les rangs du lumpenprolétariat, par exemple ces djihadistes.

A ce propos, à ma connaissance on n'a pas entendu cette caractérisation, alors qu'ils agissent comme des milices fascistes, ceux que soutient le gouvernement Hollande-Ayrault-Fabius en Syrie par exemple.

En Syrie, l'opposition à Assad à tout intérêt à soutenir momentanément le régime en place qui assure l'intégrité et la souveraineté de la Syrie contre ces bandes fascistes armées, car c'est dans ce cadre une fois cette guerre terminée que le mouvement ouvrier syrien pourra continuer le combat contre Assad pour faire valoir ses droits politiques et sociaux... Dans le cas contraire, si la Syrie perdait sa souveraineté et était balkanisée en passant sous la domination de l'impérialisme américaine, il lui faudrait commencer par combattre pour chasser l'impérialisme de la Syrie et donc s'allier avec ceux qui combattent également pour le rétablissement de son intégrité et de sa souveraineté, l'ennemi avec lequel il avait justement refusé la veille de s'associer contre l'impérialisme.

Et si le régime a tenu après deux ans d'harcèlement, de destructions et de massacres continus perpétrés par les mercenaires de l'OTAN, c'est uniquement parce que l'immense majorité des Syriens ont compris que le combat pour l'intégrité et la souveraineté du pays était prioritaire et qu'ils ne pourraient gagner cette guerre qu'en s'alliant avec le régime en place qu'ils ne portaient pas particulièrement dans leur coeur ou jugeaient durement par ailleurs, ils ont eu cette intelligence, ce réflexe extraordinaire, et ce courage aussi, car ils le paient très cher en sacrifices humains. Et dire qu'avant-hier le NPA a manifesté contre eux, avec l'impérialisme, quelle honte pour leurs dirigeants ! et nous plaignons sincèrement les camarades de ce parti qui se connectent sur notre portail. Vous avez là sous les yeux la véritable nature politique de ces dirigeants, de ce parti qui ne changera jamais.

On comprend les militants qui désertent ces partis. Cela nous pose un problème par ailleurs, car nous sommes dans l'impossibilité de leur proposer une autre structure où s'organiser. J'espérais que des cadres ou quelques dirigeants partageraient mes analyses et mes positions, en vain jusqu'à présent. Non pas que je me prendrais pour un dirigeant ou un militant incontournable, irremplaçable auquel il faudrait se rallier, je n'ai jamais eu cette prétention et ce serait prétendre posséder des qualités que je n'ai pas, disons qu'oeuvrant modestement à notre cause, je me disais qu'ils s'en trouveraient bien qui auraient au moins cette qualité pour me contacter et envisager ce qu'on pourrait faire ensemble, mais apparemment cela ne prend pas, nous ne partageons pas la même conception de la lutte de classe et mon discours les indispose ou les laisse indifférent, la confrontation des idées les effraie et ils préfèrent rester bien à l'abri dans leur petite chapelle, qu'y puis-je, rien, notez bien qu'encore une fois je ne fais que reprendre la méthode de Lénine qui ne mâchait pas ses mots.

Sa méthode a fait ses preuves, je m'y tiens, en réalité je n'y pense plus, je ne me pose pas de questions à ce sujet, c'est devenu naturel chez moi, j'adopte ce qui fonctionne et je rejette ce qui ne fonctionne pas, par économie, cela évite de perdre son temps à palabrer avec des gens qui sont convaincus de détenir la vérité et refusent de vous écouter, quitte à reproduire sans cesse les mêmes erreurs, à adopter ce qui ne fonctionne pas, ils en ont décidé ainsi une fois pour toute, alors je ne vais pas perdre mon temps à essayer de leur démontrer le contraire, c'est peine perdue d'avance.

Cela doit faire plus d'un mois que je ne suis pas aller sur les portails du NPA et LO notamment, et je n'ai pas l'impression d'être passé à côté de quelque chose. Je ne lis pas davantage Informations ouvrières ni même la plupart des articles que je mets en ligne, je me concentre sur l'actualité et les articles qui me servent à actualiser le site quotidiennement. Et je n'ai pas ouvert un bouquin depuis plus d'un mois aussi, je vis sur mes réserves. La solution à nos problèmes, elle est dans la situation, la réalité que nous avons sous les yeux et pas ailleurs. Il est vrai que lorsqu'on est plus jeune on a besoin de se former, donc on doit lire des tonnes de bouquins et s'intéresser à un tas de domaines, en vieillissant c'est moins nécessaire, c'est comme citer les marxistes à tour de bras, c'est un truc que je n'affectionne pas, peut-être parce que je ne suis pas un intellectuel, je suis un ouvrier, je suis plus pragmatique, quand j'appuie sur un bouton il faut qu'il se passe quelque chose et s'il ne se passe rien j'en cherche la raison jusqu'à ce que je comprenne pourquoi et je ne lâche pas le morceau, je ne vais pas chercher ailleurs la solution, elle est forcément sous mes yeux, c'est à moi de les ouvrir et si je n'en suis pas capable je n'accuse personne d'autre que moi, je suis peut-être dur parfois, je le suis encore plus envers moi.

Quand je bossais comme technicien et que j'étais chez un client, sa machine était en panne ou lui causait des misères, il fallait bien que je me démerde pour qu'elle fonctionne à nouveau correctement, il n'y avait personne à côté de moi pour me tenir la main ou me prêter ses yeux ou son cerveau, et bien j'applique la même méthode quotidiennement en politique, démerde-toi, c'est ton problème mon pote. Chavez avait compris ce truc-là et il a été réélu quatre fois, moi je me borne à tenir le cap puisque malheureusement c'est mon seul horizon.

Chacun à son niveau est utile à notre cause, il n'y a pas lieu de culpabiliser parce qu'on a des faiblesses, il faut faire avec tout en les combattant. Il faut tirer un enseignement de chaque expérience, même la plus infime qui soit, c'est cela l'essentiel dans la vie pour progresser. Personne ne peut le faire à notre place, et c'est parce qu'on en a conscience que nous répudions les procureurs qui sévissent dans nos rangs et ailleurs.

L'anachronisme de ma situation en Inde donne lieu à des quiproquos incessants à mon égard de la part des Indiens, je ne peux ni les contredire ni les conforter à mon sujet, aussi je dois me composer un personnage intermédiaire entre l'une et l'autre attitude tout en restant fidèle à moi-même sans les tromper. Un sacré équilibre à trouver, ensuite tout glisse ou se passe bien. Ils ont une représentation de moi qui est stéréotypée et fautive, mais je ne vais pas me lancer à leur expliquer le boulot que je fais quotidiennement ils n'y comprendraient rien, je l'ai vérifié bien entendu, je me contente de rectifier l'idée qu'ils se font de moi, mariée avec une femme indienne qui par définition est arriérée, c'est que le Français doit l'être aussi ou il n'a pas toute sa tête le malheureux ou encore il est comme tous les autres Blancs, moderne, plein de fric, plutôt mou, manipulable, etc. sauf que le Français en question il a une tête qui fonctionne autrement et quand je leur en fais la démonstration ce sont eux qui sont déstabilisés, et puis je la joue fort en gueule, du coup ils hésitent à la ramener ou à essayer de me rouler, bien entendu je joue un personnage, dans la vie je ne suis pas ainsi, je suis très calme, je parle plutôt à voix basse, bref, je suis discret, je déteste me mettre en valeur, je trouve cela ridicule, minable même. Si j'étais moi-même avec les Indiens, ils me piétineraient comme ils trouvent toujours quelqu'un d'une condition inférieure à la leur sur lequel passer leurs nerfs ou le mépriser.

Tout cela je l'observe en m'amusant, en prenant une certaine distance, je ne me prends jamais au sérieux, je laisse cela à nos censeurs et donneurs de leçons, nous, nous essayons de respecter chacun et de faire en sorte que chacun nous respecte, voilà tout. Cela ne nous garantit pas de meilleures relations, mais cela évite bien des problèmes, on en a déjà assez comme cela, ainsi on est un petit plus heureux que la moyenne, on en a conscience évidemment, ce n'est pas grand chose, j'ai appris à me satisfaire de peu, je n'ai pas les moyens d'être plus exigeant et je réclame rien de plus pour moi, cela suffit à mon bonheur, c'est ténu, très limité, mais je ne le dois qu'à moi-même, de quoi peut-on être satisfait dans la vie à part nos propres réalisations ? Je n'attends ou je n'espère rien de personne, c'est à chacun de se réaliser, de progresser dans la vie, de faire des efforts pour cela, de quel droit on devrait attendre quelque chose de quelqu'un, ce serait violer sa liberté ou empiéter dessus.

Entre nous, c'est la meilleure attitude à avoir pour ne jamais être déçu par les autres, on n'en a pas le droit. J'ai enduré pas mal d'épreuves douloureuses dans ma vie comme chacun d'entre nous, la séparation avec mon ex-compagne et ma fille que j'adorais fut de loin la pire de toutes, je ne l'ai jamais digérée mais je me refuse à la juger et je l'adore comme elle est, ma fille aussi,

je ne regrette absolument rien et si je devais refaire ma vie, ce serait encore avec elle que je voudrais partager mon existence, là aussi il faut aller au bout des choses sinon l'enseignement qu'on tire d'une expérience demeure inachevée et peut prêter à confusion ou à remise en cause pour finalement reproduire les mêmes erreurs. Nous n'avons pas commis d'erreurs, c'est la société qui nous a séparés ou nous étions voués à nous croiser et à nous séparer. J'ai vécu les dix plus belles années de ma vie avec elle et on a produit un joyau, dans leur saloperie de société on ne pouvait guère espérer davantage.

Bon, assez bavardé, cela me détend, j'en ai besoin, et vous me connaissez mieux ainsi. L'air de rien, je vous ai parlé d'un tas de trucs de la vie quotidienne. Lénine aurait peut-être condamné ce penchant qu'il aurait considéré comme une faiblesse, mais Vladimir on ne vit pas à la même époque. La nôtre n'est pas meilleure ou pire, seulement un peu plus complexe au point que plus personne ne s'y retrouve ou presque. Le nouveau pape entend s'adresser aux pauvres d'esprit pour mieux les embobiner, moi je m'adresse à tous les pauvres de la liberté que nous sommes pour la conquérir, tu vois, je ne lâche pas le fil, celui du pape est en soie brodé d'or, le nôtre en acier trempé, le sien lâchera avant le nôtre.

Le saviez-vous ?

Avez-vous entendu parler de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale qui s'est tenue à Berlin ce week-end ? Evidemment non ? Et pour cause la totalité des médias ont totalement occulté cette manifestation des puissants du vieux monde. Et pourtant la Chancelière Allemande Angela Merkel devrait intervenir le vendredi 15 mars lors de la soirée d'ouverture.

Un évènement sans intérêt, quelque 180 banquiers, députés ou ministres en fonction ou occupant depuis d'autres fonctions importantes, les dirigeants des multinationales européennes, américaines, asiatiques et même d'Amérique latine se réunissent pour évoquer l'économie et la politique mondiale et la totalité des médias répond aux abonnés absents, même les médias dits alternatifs, comme c'est étrange ?

Quel était l'ordre du jour de cette réunion ? Mystère. La veille certains avaient émis l'idée qu'elle devait se tenir à l'Hôtel Kempinski Bristol sur le Kurfürstendamm à Berlin sans toutefois obtenir de confirmation officielle, le lieu doit être gardé secret jusqu'à la dernière minute. Qui est intervenu, quel en a été le contenu ? Mystère. Il faut se contenter de la liste des participants (sans doute incomplète comme celle de Bilderberg) qui a été rendue publique, ainsi que quelques notes, cette réunion s'est tenu à huis clos comme toutes les autres sur le modèle de celles du groupe Bilderberg. (source : <http://vigiinfos.canalblog.com> ; sos-crise.over-blog.com ; blogs.mediapart.fr)

1- La Commission Trilatérale, réunie à Berlin : qui en parle ? - 17 mars 2013 - Par Scientia

Ce dimanche 17 mars 2013 se tient toujours à Berlin la réunion plénière annuelle de la Commission Trilatérale. Nous avons déjà consacré à cette réunion l'article de jeudi dernier « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* » sur notre blog *La Science au XXI Siècle*. Comme d'habitude, aucun média « sérieux » n'en parle. Quant aux prétendus « progressistes », les « gauches » participent directement à la Trilatérale (la « socialiste » française Elisabeth Guigou en est membre actuellement), et les « gauches de la gauche » ont besoin des « gauches » pour accéder à un certain nombre de « bonnes places ». Il en résulte un silence spectaculaire. Pourtant, au vu de son site, on ne peut pas reprocher à la Commission Trilatérale une réelle opacité. Bien au contraire, les informations et le matériel considérables qui y sont diffusés s'ajoutent aux rapports commercialisés par la Brookings Institution. (Vraiment ? Lire ma contribution plus loin. - Ndlr)

C'est bien au niveau des médias et du monde politique et syndical, que se fait la censure de l'information. Sans oublier ceux qui crient à la « *théorie du complot* ». Pourtant, il ne semble pas qu'il soit interdit, voire même difficile, de s'informer sur les réunions de la Commission Trilatérale, à en juger par les photos diffusées hier par le site VigilInfos sur l'accueil offert la veille par Angela Merkel à la réunion de Berlin (Question : qui connaissait ce portail ? Réponse pratiquement personne ! - Ndlr) . VigilInfos relève également que l'Agenda international de cette semaine affiché par l'Assemblée Nationale comportait explicitement la mention : « *Commission des affaires étrangères. Participation de Mme Elisabeth Guigou, présidente, à la Trilatérale* ». Il n'y a donc pas de secret, uniquement des silences. Lieu de réflexion commune des représentants du capitalisme mondial, la Trilatérale ne se cache ni ne se renie. « *En face* », on ne peut pas en dire autant... Et quel média français a fait savoir à ses lecteurs que l'ami personnel de longue date de François Hollande qu'est le PDG d'AXA Henri de Castries est en même temps le président des rencontres de Bilderberg ?

2- « La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end »

Notre article du jeudi 14 mars avec le titre explicite « *La Commission Trilatérale, à Berlin ce week-end* », <http://science21.blogs.courrierinternational.com/archive/2013/03/14/la-commission-trilaterale-a-berlin-ce-week-end.html>, présente un bref historique de la création de la Commission Trilatérale il y a quarante ans.

A l'époque, la défaite des Etats-Unis au Viêt Nam s'annonçait clairement et le capitalisme international se trouvait confronté à de nombreux pays se réclamant du socialisme ainsi qu'à un puissant mouvement anticolonial et anti-impérialiste. Au sein même des pays « riches », les mouvements revendicatifs étaient puissants et inquiétaient les détenteurs des capitaux.

C'est dans ce contexte, que les fondateurs de la Trilatérale ont appelé en 1973 à une réflexion stratégique commune des trois pôles du capitalisme de l'époque : Amérique du Nord, Europe occidentale, Asie (pour l'essentiel, le Japon). L'actuelle mondialisation du capitalisme a très largement émergé de cette initiative à laquelle ont participé, avec le principal fondateur David Rockefeller, des représentants des multinationales et de la grande finance ainsi que des futurs dirigeants politiques au plus haut niveau comme Zbigniew Brzezinski ou Raymond Barre.

L'Acte Unique Européen (Jacques Delors, 1986) ou la mise en place de l'Organisation Mondiale du Commerce (1994), instaurant la « *libre circulation des capitaux et des marchandises* », sont pour une bonne partie des résultats de cette « *pensée commune* » du capitalisme mondial, dans un contexte bien plus favorable à ses intérêts où l'URSS a cessé d'exister et la République Populaire de Chine a renforcé ses liens avec les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Qui s'est vraiment opposé à cette stratégie du capitalisme mondial ? C'est un ancien bras droit de Jacques Delors, le « *socialiste* » français Pascal Lamy, qui dirige actuellement l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

A présent, des représentants de la République Populaire de Chine, de l'Inde, de Singapour, de la Corée du Sud, de l'Indonésie, des Philippines... font partie de la Commission Trilatérale.

Dans ces conditions, et alors que l'on trouve aisément dans le « *marché mondial de la main d'oeuvre* » des salaires dix fois plus bas que le SMIC français, et qu'en Europe même les très bas salaires ne font pas défaut, à quoi peuvent servir les « *économies* » mises en place par François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Jérôme Cahuzac... ? La réalité que l'on évite d'exposer aux citoyens est que la véritable dégringolade ne fait que commencer dans des pays comme la France que les capitaux abandonnent à la recherche des plus bas salaires et standards sociaux.

Et c'est de toute évidence une « *excellente raison* » pour ne pas évoquer auprès du « *grand public* » les réunions de la Commission Trilatérale, même si la Trilatérale ne se prive pas de rendre de nombreuses informations parfaitement accessibles sur son site <http://www.trilateral.org> .

3- Ils camouflent leurs véritables intentions. Comment appellent-on cela ?

Le 17 mars également, Boursier.com se réjouit : « *Baisser les allocations familiales n'est plus un tabou !* », et ajoute encore « *L'idée de se serrer la ceinture n'est plus taboue !* ». Mais a-t-on vraiment expliqué aux Français jusqu'où devront-ils « *se serrer la ceinture* » ? La réalité est qu'on n'a rien vu encore.

Le site Atlantico tente de se montrer rassurant dans son article « *Frankenstein : l'Occident inventeur de la mondialisation est-il en train d'en perdre le contrôle ?* ». Mais force est de constater que la politique dite « *d'économies budgétaires* » se traduit d'ores et déjà par un effondrement progressif du niveau de vie des populations des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. Très clairement, ce n'est que le début d'une profonde dégringolade.

Pour les populations des pays jadis « *riches* », la véritable question n'est pas de savoir si les grandes multinationales et les milieux financiers parviendront à tirer leur épingle du jeu, mais ce que deviendront leurs acquis sociaux de l'après-guerre.

C'est précisément la perspective d'un anéantissement total de ces acquis historiques de travailleurs et citoyens, qui « *déconseille* » d'informer les populations sur les réunions d'entités comme la Commission Trilatérale ou le Cercle de Bilderberg. Et c'est ce qui rend particulièrement troublants de nombreux silences.

Pourtant, les membres de la Trilatérale ne passent pas sous silence leurs activités. Vendredi, son président européen Jean-Claude Trichet publiait dans le New York Times un article d'opinion intitulé « *The Euro Zone and the Global Crisis* ». A la fin de l'article, il est ainsi présenté : « *Jean-Claude Trichet, former president of the European Central Bank, is the European chairman of the Trilateral Commission* ». Trichet évoque explicitement « *the future of credible European governance* » comme l'un des sujets de la réunion en cours à Berlin.

Quel média français a mentionné cet article de Jean-Claude Trichet ? Quel courant politique a entrepris d'y réagir ?

4- Liste (officielle) des participants français à la Commission Trilatérale

Parmi les 180 membres de la Commission Trilatérale, mars 2013, j'ai relevé (dans leur portail) les noms des Français suivants (la liste complète est en ligne dans le site) :

Alexandre Adler, Scientific Director for Geopolitics, University of Paris-Dauphine; Journalist and Commentator, Paris

Jacques Andréani, Ambassadeur de France, Paris; former Ambassador to the United States

Jean-Louis Boulanges, Member, State Audit Court (Cour des Comptes), Paris; Associated Professor, Institute for Political Studies in Paris; former Member of the European Parliament, Brussels; former President of the European Movement in France, Paris

Jean-Louis Bruguière, Representative of the French Presidency of the Republic on the EU Equivalent TFTP Project; former EU High Representative to the United States on the Terrorism Finance Tracking Programme (TFTP/SWIFT); Judge, Paris

Patrick Buffet, Chairman and Chief Executive Officer, ERAMET, Paris

François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France; Chairman, FBE International Consultants, Paris; former Chairman, Citi France; former Ambassador to the United States

Patrick Combes, Chairman and Chief Executive Officer, Compagnie Financière Tradition and Viel & Cie., Paris

Michel David-Weill, former Chairman, Lazard LLC, worldwide; Chairman of the Supervisory Board, EURAZEO, Paris

Thierry Déau, Founding Partner, Chief Executive Officer, Meridiam Infrastructure, Paris

Jean-Luc Decornoy, Chairman and Chief Executive officer, KPMG France, Paris

Elisabeth Guigou, Member of the French National Assembly and Chair of the Foreign Affairs Committee; former Minister for European Affairs, Paris

Jean Lemierre, Advisor to the Chairman, BNP Paribas, Paris

Luc Oursel, Chairman and Chief Executive Officer, Areva, Paris

Jean-Claude Trichet, Chairman, Group of Thirty; Chairman, BRUEGEL Institute; Honorary Governor, Banque de France; former President of the European Central Bank; European Chairman, Trilateral Commission, Paris

Quant aux autres participants, les mêmes qu'aux réunions du groupe Bilderberg, les médias étant moins représentés apparemment, avec plus de représentants de multinationales notamment asiatiques. Le tout toujours patronné par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, ce qui ne vous étonnera pas. Ils y sont tous : Goldman Sachs, JP Morgan, Citigroup, Rockefeller, Rothschild, etc.

5- Epilogue

La Trilatérale est en quelque sorte l'internationale des l'oligarques flanquées de quelques larbins de l'élite intellectuelle dont madame Guigou du PS, ce qui ne vous étonnera pas non plus.

Certains intellectuels persistent à prétendre qu'il n'existerait pas de complot des puissants du vieux monde contre tous les peuples, et que leurs institutions fonctionneraient dans la transparence la plus totale, on vient d'avoir un aperçu du contraire et on a le droit de sourire en entendant ce genre de baliveres.

Il est parfaitement évident que les dirigeants du vieux monde vont révéler aux peuples leurs véritables intentions, leurs projets, les objectifs qu'ils poursuivent, les moyens qu'ils entendent mettre en oeuvre pour les atteindre, qui va y participer, les rapports qui existent entre eux et les différentes institutions dans le monde, c'est très vaste cela va des institutions officielles nationales ou supranationales ou internationales aux simples think-tanks ou groupes de pression, promis, juré, vous saurez tout, sauf que ce n'est pas du tout le cas.

Bien malin celui qui a pu se procurer le moindre document lors de la réunion de la Commission Trilatérale qui vient d'avoir lieu ce week-end, ce qu'on appelle le grand public, la population, le bas peuple, les gens n'en sauront absolument rien puisque les médias sont aussi muets que des carpes, et si vous allez sur le portail de la Commission Trilatérale, il vous faudra maîtriser l'anglais pour lire leurs publications, mieux, en réalité n'y figure qu'un nombre insignifiant de documents, par contre si vous voulez vous en procurez d'autres il faudra que vous casquiez auprès de la Brookings Institution Press, on imagine déjà Germaine la caissière, Gérard le livreur ou encore René le soudeur se précipiter sur sa carte bleue pour passer une commande chez ce libraire en ligne, on croit rêver, pour le coup le jour où les conditions seraient réunies pour qu'ils adoptent ce comportement signifierait qu'on a déjà pris le pouvoir et que la Commission Trilatérale serait en voie de rejoindre la poubelle de la préhistoire de l'humanité !

Il est vrai que lorsque l'on avance quelque chose il vaut mieux savoir de quoi on parle ou procéder à quelques vérifications d'usage pour ne pas tromper ses lecteurs. C'est ainsi que pour me marrer, car je m'y attendais, j'ai cliqué au hasard sur un lien renvoyant à une publication disponible à la Brookings Institution Press, The Global Economic Crisis, le prix 15 dollars, on s'en

fout, qui l'a rédigé, figurent cinq auteurs, j'en citerais deux dont les fonctions au sein de certaines institutions font d'eux de féroces adeptes de la transparence la plus complète qu'on puisse exiger :

- E. Gerald Corrigan is chairman of Goldman Sachs Bank USA. He ended a 25-year career with the Federal Reserve System when he stepped down from his position as president and chief executive officer of the Federal Reserve Bank of New York in 1993. Inutile de traduire vous avez compris, un homme de Goldman Sachs et de la Fed, pour rire, en fait les deux institutions n'en font qu'une !

- Paul A. Volcker served as chairman of the board of governors of the Federal Reserve System from 1979 to 1987... La Fed quoi, je vous fais grâce de la suite.

Et ces oligarques seraient aptes à nous livrer le fonctionnement opaque de l'économie mondiale ainsi que la collusion qui existe entre ses dirigeants et ceux des différentes institutions politiques, qui va croire cela ? Personne, ils vont vous donner la version qu'ils ont concoctée et que vous devez gober et pas davantage, en fait ce qu'on sait déjà par d'autres sources ou par recoupement quand on est un peu curieux.

Martelons que nous ne sommes pas des adeptes de la théorie du complot, cela ne nous intéresse pas, mais nous ne sommes pas naïfs au point de croire tout ce qu'on nous dit, contrairement à des intellectuels qui se disent indépendants et dont la liberté d'esprit, l'étroitesse d'esprit devrait-on dire plutôt, ne le permet pas de franchir le monde des apparences dans lequel on veut les enfermer, préférant s'y soumettre plutôt que de faire sauter le voile qui masque finalement la réalité que les maîtres du monde ne tiennent pas à montrer à la face du monde par crainte de perdre la leur qui se confond avec leur misérable ambition de dictateurs.

Pour rappel, un complot consiste tout simplement à agir en contradiction avec ses intentions affichées, pour la bonne raison que nos véritables intentions sont nuisibles à ceux auxquels nous nous adressons et donc par nature inavouables.

Vous me direz qu'en prenant textuellement cette définition, elle s'applique au comportement hypocrite que l'on croise tous les jours ou qui est communément répandu (en politique, en présence d'un patron, d'un boutiquier, etc.), c'est bien la raison pour laquelle nous ne prêtons pas d'attention à cette théorie, sauf quand ce comportement concerne notre classe ou l'humanité entière, là on a quand même le droit de se poser certaines questions n'en déplaisent à certains, disons que cela correspond à un instinct de survie que nous estimons légitime et même conseillé d'avoir parfois. Il me semble que la moindre des choses quand on remplit une fonction publique, même à un niveau insignifiant comme le mien, la moindre des choses c'est d'en avertir ses lecteurs auxquels on souhaite évidemment le meilleur du monde.

Sur ce, bonne semaine à tous.

Dernières minutes. Je viens de découvrir l'article suivant que je rajoute. Il est daté du 5 janvier 2013. Toujours rien sur le Net sur la réunion du week-end dernier.

6- La tiers-mondisation de l'Europe en marche sur le modèle africain.

Rédigé par 5 auteurs dont Peter Sutherland, PDG de Goldman Sachs International, et Elisabeth Guigou, ex ministre française, présidente de la commission des Affaires étrangères, le dernier rapport de la Commission Trilatérale plaide pour la création aussi rapide que possible d'une communauté euro-méditerranéenne, dans un premier temps, puis euro-africaine.

Pour Peter Sutherland, les printemps arabes ont créé les conditions pour l'établissement d'un grand marché unique EuroMed qui permettra de multiplier par 3,5 à 4 les échanges entre l'Europe et l'Afrique du Nord en conjuguant l'expérience et les moyens de l'Europe avec la jeunesse et le dynamisme d'une population africaine jeune.

Selon les auteurs, ce marché nécessitera une « *Europe ouverte* », ce qui implique quatre libertés fondamentales : libre circulation des biens, y compris agricoles et textiles, des services, du capital et surtout des personnes. C'est sans doute sur ce dernier point de la libre circulation que le projet aura le plus de peine à se réaliser pour des raisons politiques.

Cette libre circulation est pourtant inéluctable aux yeux des auteurs car l'Europe, vieillissante aura de toute façon besoin d'immigration.

D'ici 2050, la population européenne comptera 500 millions d'habitants, tout comme les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. Pour Elisabeth Guigou, avec la population de l'Afrique subsaharienne qui rassemblera 2 milliards d'habitants en 2050, un « *bloc euro-africain atteindrait alors 3 milliards d'êtres humains* », c'est-à-dire plus que la Chine et un tiers de la population mondiale. agenceecofin.com 05.01.13

Mais apparemment la situation ne semble pas vraiment évoluer dans la direction indiquée ici car les masses en Tunisie, en Egypte et en Libye se révoltent contre leurs conditions sociales et politiques inacceptables...

Plusieurs portails ont diffusé cet article daté du 5 janvier 2013, dont Faire vivre le PCF, sans en indiquer la date !

Leur monde ne peut pas être le nôtre.

- Les intempéries du début de la semaine ont entraîné une baisse de fréquentation d'environ 2,5 millions de visiteurs dans les centres commerciaux français et un manque à gagner estimé entre 80 et 85 millions d'euros, a annoncé aujourd'hui le Conseil national des centres commerciaux. AFP 15 03

Chaque minute de votre existence, chacun de vos gestes donne lieu à un calcul en terme de chiffre d'affaires ou de profit que vous pouvez leur rapporter, autrement dit c'est le seul facteur qui mérite dorénavant d'être retenu aux yeux de ceux qui entendent contrôler la société décider de votre avenir, en plus du vol de votre force de travail, en dehors du statut de vulgaire consommateur vous n'exitez pas. Voilà leur véritable nature, le vrai visage du monde tel qu'il le conçoit, alors il faut faire table rase et le reconstruire sur de nouvelles bases...

ACTUALITE EN TITRES

La monarchie, c'est l'avenir !

- Le Qatar préparerait une OPA sur Marks & Spencer - Reuters

Quand le populisme se fait modeste.

- La simplicité du Pape soulève les foules - LeFigaro.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Flexibilité et sécurisation de l'emploi. Mode d'emploi ou les vases communicants.

1- John Stumpf, le PDG de Wells Fargo & Co, a reçu l'an dernier une rémunération de 19,3 millions de dollars (14,8 millions d'euros) qui en fait un des patrons de banques les mieux payés du pays, selon un avis de la Bourse de New York.

Brian Moynihan, le directeur général de Bank of America, a gagné 12,1 millions de dollars en 2012, un chiffre en hausse de 73%, tandis que le nouveau patron de Citigroup, Mike Corbat, a reçu 12,4 millions de dollars. Le directeur général de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, s'est vu attribuer des actions d'une valeur de 13,3 millions de dollars dans le cadre de son bonus 2012, mais le reste de sa rémunération n'a pas été dévoilé. Reuters 15/03

2- Le conseil d'administration du géant aéronautique américain Boeing a décidé d'augmenter la rémunération pour 2012 du PDG James McNerney de 20% à 27,5 millions de dollars. AFP 16/03

3- Ford Motor a réduit de 29% la rémunération de son directeur général au titre de l'exercice 2012 à 21 millions de dollars. AFP 15/03

Il y a bien un fondement à la baisse des salaires et au saccage de tous nos droits sociaux, aux inégalités croissantes, l'explication est ici : dans les fondements du capitalisme où l'on trouve à un pôle une infime minorité qui bénéficient du privilège de s'emparer légalement des richesses produites, et à l'autre pôle une majorité d'exploités qui sont dépossédés légalement des richesses qu'ils ont produites et auxquels il reste à peine de quoi survivre.

Et contrairement à ce qu'on nous bassine, ce n'est pas la troïka (CE, BCE, FMI) qui justifie sur le plan juridique et politique, ce vol, cette injustice, mais les institutions politiques en place dans chaque pays couronnées par une constitution nationale antidémocratique.

La troïka ne fait qu'utiliser le canal par lequel le capitalisme peut imposer sa dictature, elle sert d'intermédiaire ou d'entremetteur entre d'un côté des gouvernements et des institutions acquis à la cause du capitalisme, et de l'autre les capitalistes. Sa fonction est à la fois de servir de porte-parole à la classe des capitalistes et d'épargner les gouvernements et institutions nationales, qui doivent apparaître comme les victimes innocentes de sa politique ou placés face à un processus qu'ils ne contrôlent pas, et qu'elle présente sous le signe de la fatalité de la crise car elle ne peut pas en montrer l'aspect arbitraire et la boucle est bouclée.

C'est comme si entre la cause et la conséquence ou l'effet ils avaient glissé un intermédiaire pour nous empêcher de réaliser le lien qui existe entre les deux, permettant aux opportunistes de tirer sur cet intermédiaire tandis que les deux faces de la même pièce vauquaient tranquillement à leurs occupations, l'une se consacrant à l'exploitation et à l'accumulation du capital, l'autre se consacrant à l'oppression et si nécessaire à la répression.

C'est dans cette sinistre mascarade ou comédie que marchent ceux qui axent leur politique contre la troïka et qui refusent obstinément de l'axer contre le gouvernement et les institutions, contre le capitalisme en dernier ressort.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Législative partielle dans l'Oise: duel UMP-FN au 2nd tour, le PS éliminé - L'Express.fr

Jean-François Mancel, député UMP sortant, arrivé largement en tête dimanche du premier tour de la législative partielle dans la 2e circonscription de l'Oise, affrontera au second tour la candidate du FN Florence Italiani, la candidate PS Sylvie Houssin ayant été éliminée.

M. Mancel, qui a recueilli 40,61% des suffrages, devance Mme Italiani (26,58%). Arrivée en troisième position, Mme Houssin (21,37%) a été éliminée, faute d'avoir obtenu 12,5% des inscrits.

Lors de ce scrutin, le taux d'abstention a atteint 67,21%. lexpress.fr 17.03

Donc votant 32,78 (votes blancs et nuls ?) : $31,78 \times 40,61 : 100 = 13,31\%$, c'est le score réalisé par le candidat de l'UMP arrivé en tête. A ce niveau-là, ils ont quelle légitimité les partis institutionnels ? Aucune, il faut donc liquider les institutions tel est le message des masses.

2- Palestine

Le "*Tribunal Russell sur la Palestine*", qui était parrainé par Stéphane Hessel, a réclamé dimanche que la Cour pénale internationale (CPI) enquête sur les "*crimes*" d'Israël dans les territoires palestiniens, lors d'une séance à Bruxelles concluant quatre années de travaux.

Ce "*tribunal d'opinion*", fondé en 2009 sur le modèle du célèbre Tribunal Russell sur le Vietnam, entend depuis lors attirer l'attention de l'opinion internationale sur le sort des Palestiniens vivant dans les territoires occupés par Israël, qui les soumet selon son "*jury*" à un régime comparable à celui de l'Apartheid autrefois en vigueur en Afrique du Sud.

Au cours de sessions organisées à Barcelone, Londres, Le Cap et New York, ainsi que lors de la rencontre finale de Bruxelles samedi et dimanche, les participants ont également critiqué les "*complices*" de la politique israélienne, dénonçant en premier lieu les Etats-Unis, principal soutien d'Israël, mais aussi les Nations unies et l'Union européenne.

Le Tribunal, qui était parrainé par le diplomate et ancien résistant français Stéphane Hessel, décédé à 95 ans le 27 février, a au cours de ses quatre années d'existence entendu plus de 150 experts et témoins, ont rappelé ses promoteurs lors d'une conférence de presse.

"*Ils peuvent écrire ce qu'ils veulent. Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Ce n'est qu'un organisme privé sans poids politique ni légal, et qui n'a d'autorité morale que parmi ses membres*", a réagi le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

"*Il s'agit d'un document idéologique de propagande que des gens ont écrit pour leurs amis qui pensent la même chose*", a déclaré M. Palmor à l'AFP.

L'ensemble des conclusions et des recommandations du Tribunal sont disponibles sur le site www.russelltribunalonpalestine.com
AFP 17.03

La Cour pénale internationale (CPI) : elle est une création de l'impérialisme lié à l'Etat sioniste...

3- Hongrie

Trois mille personnes environ ont manifesté dimanche dans Budapest contre les amendements à la constitution adoptés la semaine passé par le Parlement qu'elles interprètent comme un recul de la démocratie.

Les amendements adoptés lundi dernier limitent le droit de la Cour constitutionnelle à contester les lois en se fondant sur les seules questions de procédure, et non plus sur le fond, et abrogent toutes ses décisions rendues avant 2012. Reuters 16.03

4- Chypre. Hold-up des banquiers !

La zone euro et le FMI ont trouvé ce matin un accord sur un plan de sauvetage d'un maximum de 10 milliards d'euros pour Chypre, en échange d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires qui rapportera près de 6 milliards. Nicosie devient ainsi le cinquième pays de la zone euro à bénéficier d'un programme d'aide internationale.

Mais, chose nouvelle, pour réduire leur participation, les bailleurs de fonds ont demandé à Nicosie d'instaurer une taxe exceptionnelle de 6,75% sur les dépôts bancaires en-deçà de 100.000 euros et de 9,9% au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts.

A ces taxes, s'ajoutent des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les bailleurs de fonds de Chypre ont renoncé à un effacement de dette, qui aurait fait subir de lourdes pertes aux créanciers privés et qui était fermement rejetée par Nicosie, mais tous les épargnants seront touchés par ces nouvelles taxes, qu'ils soient chypriotes ou étrangers, en particulier russes. AFP 16/03

SOCIAL

1- France

1.1- Un accord patronal signé chez Air France.

Un nouvel accord collectif a été validé par les syndicats représentatifs des personnels navigants et commerciaux (PNC, hôtesse et stewards) d'Air France, texte dont l'enjeu est d'augmenter leur productivité, a-t-on appris samedi auprès des syndicats.

"Après plusieurs mois de négociations difficiles dans un climat extrêmement tendu, le SNPNC, syndicat national du personnel navigant de cabine, a signé (le) 15 mars 2013 avec la direction d'Air France un accord portant sur la mise en oeuvre du projet Transform 2015 pour les hôtesse et stewards de l'entreprise", a indiqué le SNPNC dans un communiqué.

"L'accord permet de préserver les fondamentaux de notre métier tout en tenant compte du contexte momentanément difficile pour l'entreprise et en évitant les départs contraints d'hôtesse et de stewards", explique le SNPNC. Les deux autres syndicats représentatifs, l'Unac et l'Unsa, ont indiqué sur leur site internet avoir également signé, ce qui permet à l'accord d'être validé. A eux trois, les syndicats représentent 70% des PNC.

L'accord porte sur 2013-2016. Il prévoit notamment le gel des augmentations générales en 2013 et 2014, le gel du changement d'échelon jusqu'en 2016, ainsi que des mesures sur le temps de travail et les congés. En échange de la signature, la direction de la compagnie s'était engagée à "gérer le sureffectif de cette catégorie de personnels sur la base du volontariat". AFP 16/03

1.2- General Electric : 115 postes supprimés.

La direction de General Electric à Belfort (Territoire de Belfort) a confirmé vendredi la suppression d'environ 115 postes dans les prochains mois sur ce site de turbines à gaz, en "priorité" par des départs volontaires. AFP 15/03

1.3- Transcom France : 407 licenciements.

L'entreprise Transcom France, qui compte trois centres d'appels en France et 407 salariés, s'achemine vers la liquidation judiciaire faute d'offres de reprise, selon les syndicats. AFP 15/03

2- Espagne

Plusieurs centaines de médecins, infirmiers et autres personnels de santé ont défilé dimanche à Madrid pour protester contre les coupes budgétaires en Espagne et les projets de privatisation partielle d'hôpitaux et établissements de soin publics.

Le système de santé public espagnol figurait en 2000 à la septième place du palmarès de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Ce palmarès des systèmes de santé publics dans le monde a été établi une seule fois.

Depuis le mois de novembre, les syndicats de la santé organisent régulièrement ces «*marées blanches*», pour protester contre les tentatives du gouvernement de réduire les coûts dans ce secteur. Liberation.fr 17.03

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mars 2013

CAUSERIE

Depuis le retour en France de mon épouse je n'ai pas de nouvelles.

Plus le temps de causer. Ce soir je rajouterai quelques articles que j'ai trouvés sur Bilderberg et Cie.

J'ai reçu un courriel d'une publication *Lutte des classes* et leur organisation *Workers International*. Ils disent combattre pour la reconstruction de la IVe Internationale, je leur répondrai quand j'en trouverai le temps.

"Nous t'envoyons un journal qui pourrait t'intéresser, tes réflexions éventuels sont les bienvenues. Nous te souhaitons une bonne lecture.

L'air de rîe, plein de petits groupes ou formations se connectent sur le site, des militants de tous les partis ouvriers en France et dans le monde, dans plus de 70 pays, et le site n'est pas connu, à moi tout seul je rivalise avec l'Entente des travailleurs, je plaisante.

Une réflexion à creuser qui ne viendra pas à l'esprit de nos dirigeants :

- L'Etat est affaibli, l'armée va être encore plus affaibli, les électeurs se réfugient de plus en plus dans l'abstention, ils désertent tous les partis institutionnels, ils tournent le dos aux institutions, en voilà des bonnes nouvelles, qu'on ne sera pas foutus d'exploiter évidemment, sinon c'est intéressant dans la perspective de l'assaut final contre le régime.

Chypre. Parole d'internaute.

- "*Frédéric Bastiat (1801-1850), économiste politique* "Quand le pillage devient un moyen d'existence pour un groupe d'hommes qui vit au sein des élites de la société, ce groupe finit par créer pour lui-même tout un système juridique qui autorise le pillage, et un code moral qui le glorifie. " "

J'ajouterai une précision : en règle générale ces régimes finissent par étouffés, quand ils ne sont pas renversés par une révolution, ou complètement sclérosés ils pourrissent sur place, parfois ils sont vaincus par des barbares moins évolués qu'eux qui renvoient la civilisation humaine des siècles en arrière et ils disparaissaient.

De brillantes civilisations qui étaient en avance sur d'autres ont connu ce tragique destin, demain ce sera le tour de l'humanité entière si on ne prend pas le pouvoir et on ne passe pas au socialisme...

Les charrettes en France et en Espagne du 18 au 25 mars. Revue de Presse par Pierre Jovanovic

- HSBC bank va rajouter 5.000 licenciements de plus à sa liste déjà très longue

- Les vêtements Calvin Klein et Tommy Hilfiger, groupe PVH, va licencier 1.000 salariés - Gategroup supprime 1200 emplois, "en conséquence de la crise du transport aérien en Europe. Ces coupes ne touchent pas la Suisse. Le prestataire zurichois de services de bord entend réduire ses coûts de 35 à 40 millions de francs d'ici à la fin de l'année".

- Continental Maritime vire 185 personnes

- En Allemagne tout va bien sauf que Daimler vire 1000 ouvriers
- Baxter Biotech licencie 400 salariés dans son usine de Puerto Rico
- La chaîne d'hôtels Marriott va virer une centaine de salariés de ses divers établissements aux US
- Union des Banques Suisses va virer 140 banquiers de plus
- Entertainment Book, fabriquant de livres avec des milliers de coupons de réduction pour les ménagères économes a fermé et a viré tous ses 210 salariés du jour au lendemain
- Le système judiciaire de la ville de Los Angeles va virer 511 personnes par manque de budgets
- L'Espagne bat son record de chômeurs: 5 millions
- Fran Finance Société Générale va fermer des agences
- La Lloyds Bank vire 550 personnes de plus en Angleterre
- En Grèce, 150.000 fonctionnaires vont être mis à la porte d'ici 2015
- Transcom France, trois centres d'appels et 407 salariés va vers la liquidation judiciaire, donc 407 chômeurs
- Notre lecteur Mr Colondon nous dit que *"2.400 emplois sont sur la sellette en Provence Côte d'Azur avec des fermetures, attentes d'un repreneur, réduction d'effectifs. Paca est une région qui résiste. Et avec elle, son industrie. Pour autant, les dossiers ne manquent pas. Voici les plus significatifs. 1200 postes de Lyondell Basell avec 370 postes immédiats. Kem One chlorochimie est en danger, Lfoundry a 720 personnes, Minoterie de Méditerranée va perdre 68 postes, Fralib va en perdre 72 et Texas Instruments veut virer 517 des 541 emplois de Villeneuve Loubet"*.
- La Papeterie Caillette est en RJ *"Fin février, les employés de la papeterie n'auraient pas touché leur salaire pour le deuxième mois consécutif"*
- La chocolaterie Jacques risque de virer 130 personnes
- L'usine Sony vendue, 200 postes sur la sellette
- Unilever France va licencier une nouvelle fournée, 152 personnes
- Correctif: Coop Alsace va licencier 210 personnes et pas 120, merci à Denys
- Juy SA a été liquidée par le tribunal de commerce de Compiègne et 117 salariés sont au chômage. Juy SA avait été rachetée il y a un an par Guido Dumarey, PDG de Punch Metals International
- En redressement depuis octobre 2012, Shelbox France, dont l'usine est située aux salles du Gardon, a été placée en liquidation judiciaire le 5 mars, 59 emplois supprimés
- Louisiane, 32 licenciements seront effectifs en mars 2013 dans les Côtes d'Armor
- Montauban, centre d'appels mis en liquidation, 32 licenciements
- Environ 60 emplois menacés à la fonderie des Ayvelles
- Les 1500 employés de l'Institut dermatologique Immaculée Conception, à Rome, s'impatientent. L'établissement, géré par la Congrégation des fils de l'immaculée conception, est au coeur d'un vaste scandale financier: plus de 500 millions d'euros (665 millions de dollars canadiens) auraient été détournés par des membres de la congrégation. Résultat : fournisseurs et employés n'ont pas été payés depuis le mois d'août. L'établissement menace de licencier 400 employés afin de redresser ses finances.

- Notre lecteur Olivier nous dit "*Suite à ces licenciements, 3 boîtes travaillant dans le même domaine que CARRIER, 50 emplois, mais de façon complémentaire vont licencier aussi: ALSER 50 licenciements, RASEC 19 et STAAL (pas encore de chiffres). Ces usines travaillent dans l'agencement de supermarchés! Il est à noter que les grandes surfaces de Romorantin marchent bien la première semaine du mois et après c'est désert... La crise est derrière nous dixit le directeur de la France*"

- Les travailleurs Roca commencé une grève de la faim
- Fermeture CosmoCaixa avec 50 mises à pied
- Zeta groupe de presse vire 47 personnes et salaires diminués de moitié
- Telepizza va licencier 145 personnes et fermer les 5 boutiques
- NH groupe hôtelier annonce des licenciements sur 38 hotels de 5.500 employés au total,
- Polytecthic va licencier 301 personnes,
- Seda comité annonce 73 licenciements
- Ercros Madrid veut licencier 198 personnes
- Ence (papier) y Cellulose des Asturias veut licencier 144 personnes
- Isofoton (panneaux solaires) veut licencier 380 personnes
- L'équipementier automobile Johnson Controls veut supprimer 98 postes de La Ferté-Bernard qui emploie 540 personnes. La direction évoque la crise du secteur automobile en Europe Lepage
- Clear Edge Power, batteries high tech, vire 40% de ses salariés, soit 170 personnes Revue de Presse par Pierre Jovanovic

ACTUALITE EN TITRES

[Le Vatican et ses courtisans.](#)

- Ayrault et Fabius représenteront la France à l'intronisation du pape - AFP

Question qui me vient à l'esprit à la dernière minute et à creuser : si vous consultez des ouvrages, lisez des articles ou visionnez des vidéos, écoutez des témoignages, vous pourrez lire ou entendre que les franc-maçons et la religion ne font pas bon ménage, ce serait même la marque de fabrique de cette obscure organisation. Mais dans la réalité il en est tout autrement. C'est comme les sionistes qui se disent les plus fervents adeptes du judaïsme, de pieux juifs qui défendent corps et âme cette religion et leur peuple "élu". Mais dans la réalité ils en piétinent allègrement les principes les plus élémentaires allant même jusqu'à financer, soutenir, armer le régime nazi de Hitler, c'est pour dire, martyriser les Palestiniens qui sont des sémites.

Comment comprendre ? De troublantes coïncidences, non ? Jusqu'à leurs symboles qui se recoupent. Cela va loin alors, leurs liens ne remontent pas à hier ? Plus que cela encore...

Les uns se disent athées et ils ne le sont pas, en réalité ils croient en ce qui les arrangent, c'est leur religion qui peut éventuellement s'accommoder de celles qui existent par ailleurs, ce qui va dans le sens de leurs intérêts matériels ; tiens c'est marrant, cela coïncide tout à fait avec le comportement de Hollande et ses ministres, vous l'avez remarqué aussi, bravo! Les autres se disent les plus fervents défenseurs des juifs et leur religion et en réalité ils sont athées, les pires antisémites qui soient et matérialisme dans le mauvais sens du terme, le pire aussi, ils cumulent la pourriture...

Ne serait-ce pas la meilleure façon de se faire passer pour le contraire de ce qu'on est en réalité ? Vous vous dites profondément athée, personne n'osera vous accuser d'entretenir des liens compromettant avec des religieux. Vous vous dites matérialiste jusqu'au bout des ongles, personne n'osera vous taxer d'idéaliste. Vous vous dites prêt à mourir pour défendre la cause juive, personne n'osera imaginer que vous êtes antisémites et liés aux exterminateurs des juifs.

C'est bien la raison pour laquelle nous rejettons toute étiquette, n'importe qui peut se déclarer ceci ou cela et agir en totale contradiction avec les convictions trompeuses qu'il affiche. Marx l'avait dit quelque part et j'ai aussi retenu cette leçon, une toute petite leçon qui tenait en quelques mots, pas besoin d'avoir fait l'ENA ou maths sup pour la comprendre et s'en souvenir. Quand on lit un tas d'ouvrages, on tombe régulièrement sur ce genre d'enseignements qui a valeur de principe, de repère utiles pour le restant de vos jours.

[Propagande. La désinformation théorisée, généralisée, idéologiquement correcte.](#)

- Al-Jazeera va lancer une chaîne en français - AFP

Quand on se souvient qu'ils ont été jusqu'à reproduire une place de Tripoli et embaucher un acteur qui devait jouer le rôle de Kadhafi, ça craint grave pour l'information comme disent les jeunes...

[Pratique monarchique](#)

- Amiante: Taubira décharge la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy du dossier de l'amiante - AFP

Christiane Taubira a décidé lundi de décharger la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy de ses fonctions au pôle santé du tribunal de grande instance (TGI) de Paris, où elle était devenue la magistrate emblématique du dossier de l'amiante.

[A droite toute !](#)

- Accord sur l'emploi: "*Un texte que la droite ne veut pas voir réduit à néant*" - L'Express.fr

- Londres garde le cap de l'austérité, accroît ses dépenses - Reuters

- Hongrie : Viktor Orban met l'extrême droite à l'honneur - LeFigaro.fr

- Le nouveau gouvernement israélien poursuivra la colonisation - Reuters

[Rue89 directement visé !](#)

- J'aimerais que Rue89 installe un détecteur à vieux cons - Rue89

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Faites tomber les masques \(suite\). Le lendemain de la réunion annuelle de la Commission Trilatérale à Berlin.](#)

- Angela Merkel et François Hollande rencontrent le patronat européen - L'Expansion.com

Relancer la croissance en Europe, tel était le thème du dîner qui a réuni lundi à Berlin François Hollande, Angela Merkel, José Manuel Barroso et des chefs d'entreprises invités à réfléchir sur la compétitivité dans l'Union européenne.

Quatre thèmes étaient au menu du dîner entre les dirigeants européens et une quinzaine de patrons de l'European round table (ERT, table ronde européenne d'industriels), club influent présidé par Leif Johansson, patron du groupe suédois Ericsson: politique de concurrence, politique énergétique, flexibilité du marché du travail et innovation.

Pour favoriser la croissance qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux depuis son arrivée au pouvoir en mai dernier, "*nous devons tout faire pour que la compétitivité de l'économie européenne soit la plus haute possible*", a dit François Hollande devant les journalistes.

Angela Merkel lui a fait écho en affirmant qu'une Europe compétitive était "*la clé du succès*".

Entre-temps, deux industriels, le Français Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain) et l'Allemand Gerhard Cromme (Thyssen-Krupp) doivent remettre fin avril un rapport sur la compétitivité sur lequel auront aussi travaillé des représentants du patronat des deux côtés du Rhin.

Selon son entourage, François Hollande a émis le souhait d'organiser à Paris une rencontre similaire à celle de lundi.

Paris espère que cette démarche franco-allemande débouchera sur "*des recommandations les plus concrètes possibles*" à l'image de celles du rapport de Louis Gallois sur lequel le gouvernement a fondé le Pacte de compétitivité présenté à l'automne dernier. Reuters 18.03

[Chypre. Braquage de la population par les oligarques. Annulation de la dette ! Pas un euro pour les banksters !](#)

Le Parlement chypriote a reporté à mardi son vote sur le plan de sauvetage européen sur l'île, où les banques ne rouvriront pas avant jeudi pour éviter une ruée aux guichets à cause de la très impopulaire taxe sur les dépôts, qui pourrait être abandonnée en-deçà de 100.000 euros.

Pour tenter de faire revenir le calme, la zone euro a en effet demandé dans la soirée à Nicosie de ne plus taxer les déposants en dessous de 100.000 euros.

"*La zone euro est en faveur de zéro taxe pour les petits déposants*", a indiqué une source à l'issue d'une réunion téléphonique des ministres des Finances de l'Union monétaire, mais à condition que la taxe continue à rapporter près de 6 milliards d'euros comme prévu.

Selon le communiqué officiel publié à l'issue de plus de deux heures de réunion de l'Eurogroupe, "*les autorités chypriotes vont introduire plus de progressivité en ce qui concerne la taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, à condition que (...) cela ne modifie pas le montant total de l'aide financière des Européens et du FMI*".

La Banque centrale européenne, l'un des trois bailleurs de fonds, s'est dite favorable à des amendements, tandis que Berlin affirmait que la répartition de la contribution de Chypre était "*l'affaire du gouvernement chypriote*".

Moscou a dénoncé comme "*injuste*" une taxe qui coûterait des milliards d'euros aux fortunes russes placées sur l'île, représentant au moins 20 milliards de dollars selon certains experts. Et Washington a appelé à une solution "*responsable et juste*".

Les comptes avec moins de 100.000 euros représentent 30 des 67 milliards d'euros déposés dans les banques chypriotes. Un éventuel abandon de leur taxation obligerait le gouvernement à augmenter fortement, jusqu'à 15%, celle des comptes dépassant 500.000 euros.

Compte tenu des discussions en cours, le Parlement a une nouvelle fois reporté son vote à mardi en fin d'après-midi.

Les débats risquent d'être houleux, le parti communiste Akel (19 députés), et les socialistes de l'Edek (5 sièges) ayant d'ores et déjà rejeté le plan de sauvetage, également critiqué au sein du Diko (centre-droit, 8 sièges), allié du Disy (droite, 20 sièges) du président. AFP 18.03

Commentaire d'un internaute

- "*Quel bel exemple de ce dont ils sont capable de faire! "ils"= la finance, les banques avec la complicité des gouvernements...*"

Vous avez raison. Aujourd'hui on assiste à une opération médiatique de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI qui consiste à faire porter la responsabilité de cette taxe sur les autorités chypriotes et qui pousse l'hypocrisie jusqu'à leur demander de revoir leur copie pour les petits épargnants. Que s'est-il passé en réalité ?

Face au diktat des représentants de l'oligarchie financière euro-transatlantique, littéralement étranglées pour refuser de rompre avec UE et l'euro, il se peut que ce soit les autorités chypriotes qui aient proposé cette mesure que leurs bailleurs de fond ont ensuite adoptée, donc en soutenant ce hold-up sur les économies ou même les comptes courants de la population chypriote, partant de là l'Eurogroupe, la BCE et le FMI s'en sont faits les complices, cela ne les pas gêné le moins du monde de réaliser ce braquage sur le peuple chypriote.

Et le lendemain, devant la mobilisation des Chypriotes qui refusent de se faire dépouiller par les gangsters de la finance, les voilà qui accusent les autorités chypriotes d'avoir opté pour une mesure injuste ou dangereuse, les Chypriotes s'étant rués vers les banques pour vider leurs comptes et échapper à cette taxe inique.

Qui est vraiment à l'origine de ce braque en plein jour de la population chypriote par les gangsters de l'Union européenne ?

1- Extrait d'un article lemonde.fr d'hier.

- (hier soir à la télévision d'Etat) Le président chypriote, Nicos Anastasiades, s'est adressée à un pays encore sous le choc pour expliquer que son gouvernement n'avait tout simplement pas eu le choix.

"L'accord que nous avons conclu n'est pas celui que nous souhaitions mais il est le moins douloureux compte tenu des circonstances", a-t-il dit, assurant avoir "bataillé jusqu'à la fin" au sommet de l'Eurogroupe qui a abouti à l'accord.

Les bailleurs de fonds de Chypre - UE et FMI - ont demandé l'instauration d'une taxe de 6,75 % sur tous les dépôts bancaires de moins de 100 000 euros et de 9,9 % au-delà de ce seuil, ainsi qu'une retenue à la source sur les intérêts de ces dépôts. Cette mesure est censée rapporter 5,8 milliards d'euros selon l'Eurogroupe. En contrepartie, Chypre recevra une aide de 10 milliards d'euros. lemonde.fr 18.03

Il est donc parfaitement clair que ce sont les ministres des Finances de l'Eurogroupe, plus Barroso, Draghi et Lagarde qui sont à l'initiative de ce casse.

2- L'AFP le confirme à sa manière.

- Jörg Asmussen, membre allemand du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a ouvert la porte lundi à des amendements au plan d'aide à Chypre décidé samedi à Bruxelles, tant que son financement était assuré.

"C'est le programme d'ajustement du gouvernement chypriote, pas celui de la Troïka ou d'un autre gouvernement", a déclaré M. Asmussen lors d'une conférence à Berlin. AFP 18.03

Ils ont mis littéralement le couteau sous la gorge du gouvernement chypriote en lui suggérant d'adopter cette mesure, le pays ayant été conduit à la faillite depuis son adhésion à l'UE et à l'euro, quelles autres mesures pouvait-il envisager de prendre ? Aucune ou alors abandonné l'euro et dévaluer sa monnaie, mais le gouvernement chypriote en est incapable, mieux encore refuser de payer cette dette à ses bailleurs de fond, l'annuler unilatéralement.

3- Epilogue.

- Le pays proposerait une taxe exceptionnelle de 3% sur les comptes jusqu'à 100.000 euros afin d'éviter de pénaliser les petits épargnants et de 12,5% pour les dépôts supérieurs à cette somme.

De même source, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat, on précisait que les discussions avaient la "bénédiction" de la troïka (UE, BCE et FMI). Reuters 18.03

Même 0,1% ce serait inacceptable, un vol, seule l'annulation de la dette est légitime. Et puis on ne change pas la règle du jeu en cours de partie, les gens ont déposé ou placé leur argent en banque à certaines conditions, elles doivent être respectées. S'ils veulent introduire une taxe, qu'elle concerne les nouveaux dépôts.

4- Hier soir aux infos de TV5Monde Asie j'ai entendu le journaliste questionner leur correspondant à Bruxelles.

Question : Est-ce que cette taxe a été évoquée lors de la réunion à laquelle participaient les ministres des Finances de l'Eurogroupe ?

Réponse : Tout à fait, elle a été votée à l'unanimité, tous les ministres des Finances l'ont votée, y compris Pierre Moscovici.

La seule réponse, c'est annulation de la dette et abandon de l'euro, sortir de l'UE, ce qui est valable pour Chypre l'est pour tous les pays de l'UE.

Moscovici est ainsi (également) le ministre de ce vol des petits épargnants, de la totalité de la population puisque même les comptes courants sont concernés. Pourquoi sont-ils aussi concernés ? Parce que cela doit être comme en Inde où j'habite, les comptes courants sont rémunérés, en Inde à 4% d'intérêt, à Chypre je n'en sais rien. Ici non plus on ne paie pas de taxe ou impôt sur les comptes de dépôts rémunérés actuellement à 8,50% l'an. J'ai connu une époque où ce taux atteignait 16%. Si vous avez un capital assez important, vous le déposez en banque et vous pouvez vivre sur les intérêts sans avoir besoin de travailler, vous êtes un rentier, un petit rentier mais rentier quand même, c'est mon statut en Inde.

Je l'ai adopté malgré moi, lorsqu'il m'était impossible de vivre avec le salaire misérable que me versait l'Alliance française, et mon impossibilité d'obtenir un emploi à plein temps au lycée français. Quant à devenir patron ou me lancer dans une exploitation agricole comme je l'avais envisagé au départ, la première solution ne correspondait pas à mes convictions, et la

seconde était irréalisable sans m'associer avec quelqu'un et j'ai renoncé à ce projet.

Je dépense actuellement moins du tiers de ce que verse la banque (d'Etat) en intérêt chaque mois, j'économise le reste que je dépose ensuite sur un nouveau compte de dépôt et ainsi de suite, du coup mon capital augmente tout le temps, cela sert à couvrir l'inflation qui est de l'ordre de 20% environ par an, officiellement 8%, les prix flambent, chaque augmentation est à deux chiffres de l'ordre de 15 à 25% chaque année, sauf l'alimentaire et l'habillement, tout le reste explose littéralement, par exemple le prix de ma moto à plus que doublé en 7 ans, elle va sur sa huitième année et du coup je ne la changerais pas.

Pour revenir à notre sujet.

Moscovici a adopté cette mesure scélérate contre le peuple chypriote, Hollande participe à une réunion avec Merkel et les oligarques des multinationales de la Table Ronde Européenne à peine deux jours après la réunion annuelle de la Commission Trilatérale fondée par Rockefeller, la Fed quoi, après s'être engagé à accélérer la concrétisation du marché unique transatlantique (Etats-Unis- UE), après s'être engagé à retranscrire dans la loi l'accord patronal du 11 janvier 2013 qui liquide le contrat de travail, après avoir réclamé l'armement des djihadistes qui tentent en vain jusqu'à présent de renverser le régime syrien pour le compte de l'impérialisme américain, après avoir mené une guerre contre le peuple malien, etc. tout cela en à peine quelques mois, tous ces faits signifient que Hollande et son gouvernement sont au moins aussi à droite ou même davantage encore que leurs prédécesseurs.

Question : Etait-ce prévisible ? Parfaitement, nous l'avions pronostiqué, vous pouvez le vérifier en lisant ou relisant les causeries qui ont précédé les élections de 2012. Certains en sont surpris. Pourquoi ? Parce qu'ils en sont restés à une définition du PS qui ne correspond plus à la réalité depuis le 3 août 1914, excusez du peu, il y 99 ans.

Ce qui s'est passé, c'est que selon la situation économique mondiale et plus particulièrement celle de la France, il a pu apparaître comme un parti progressiste quand le capitalisme français se portait mieux et disposait de réserves pour supporter le coût de certains droits sociaux ou encore, quand sa productivité augmentait ou bénéficiait d'un environnement mondial plus favorable (années 50-60), puis tous ces facteurs se sont dégradés ou sont passés au rouge, la crise du capitalisme mondial a violemment refait surface (années 70), à ce stade le PS est monté au créneau, il est même parvenu au pouvoir (années 80), il a lâché quelques miettes avant de faire brutalement machine arrière pour ne plus rien concéder ou presque, vint ensuite la mise en concurrence du capitalisme français avec la Chine et d'autres pays, ceux des ex-pays de l'Europe de l'Est après l'implosion de l'URSS dorénavant liés à l'Allemagne (années 90-2000), à ce stade rivaliser avec eux était devenu impossible sur le plan de la compétitivité, le PS entre temps adopta Maastricht, la BCE, l'euro, bref, effectua un nouveau tournant à droite, une fois retourné dans l'opposition parlementaire il s'est livré à un consensus sans faille avec l'UMP accentuant encore sa droitisation, à ce stade il était prêt à être le parfait supplétif du parti de l'ordre (années 2002-2012), de retour au pouvoir depuis 10 mois il n'a eu de cesse de le confirmer, avec zèle, au grand bonheur du Medef, des va-t-en guerre de Washington, Londres et Jérusalem, bref il est resté fidèle à sa véritable nature de parti bourgeois, de parti capitaliste, de parti de l'ordre, garant des institutions de la Ve République bonapartistes et antiémocratique, parti de la réaction mondiale, social-libéral ou plutôt néoconservateur, impérialiste et même accessoirement sioniste, conformément à l'appartenance des principaux ministres à la franc-maçonnerie, dont la raison d'être et les objectifs coïncident avec ceux des sionistes, du cartel des banquiers internationaux qui entendent instaurer un gouvernement mondial sur les cendres des Etats et de la démocratie, des droits politiques de la classe ouvrière, une dictature mondiale dénommée Nouvel ordre mondial, voilà la véritable nature, les véritables intentions, les véritables programme et objectifs politique du PS.

Oui, c'est pour ce président et ce parti que certains vous ont appelé à voter en 2012, iront-ils jusqu'à soutenir leurs candidats lors des prochaines élections, en toute connaissance de cause il faut avoir à l'esprit ? Par hasard, vous n'auriez pas comme l'impression que nos dirigeants nous auraient menés en bateau depuis près de 70 ans, ceux du POI (ex-OCI-POI-PT (CCI)), du NPA (ex-LCR), de LO, ou qu'ils auraient été d'une médiocrité politique sans fond ?

Mélenchon. Le bouffon de l'impérialisme

L'objectif du recrutement, de la formation, de l'armement, du financement de dizaines ou plutôt centaines de milliers de mercenaires salafistes, djihadistes, etc. par Washington, Londres, Paris, Jérusalem, Doha et Riad n'a pas d'autre objectif que renverser le régime en place favorable à Moscou, afin de faire main basse sur le gaz et de briser l'axe Téhéran-Islamabad-Pékin, et non d'établir un régime démocratique en Syrie.

Mélenchon a jugé dimanche sur France 5 qu'«*armer des gens auxquels on n'a posé aucune condition politique c'est leur donner les moyens d'une victoire dont nous ne savons rien du contenu*».

«*C'est logique que l'on s'oppose au gouvernement de Bachar al Assad et que l'on veuille la démocratie pour les Syriens mais pas au prix d'un coup de bélier avec des gens dont on ne sait rien politiquement*», a souligné le coprésident du Parti de gauche (PG). Liberation.fr 18.03

Il témoigne là à la fois sa crasse ignorance des intentions de l'impérialisme américain et de la situation en Syrie et dans la région

ou les pays similaires. En politique les charlatans et les aventuriers sont les plus dangereux, car ils procèdent sans cesse à des amalgames qui contribuent à empêcher les travailleurs d'y voir clair ou de comprendre la situation.

Mélenchon confirme qu'il est un pauvre type, un sale type même, car là il soutient une guerre impérialisme.

Je vais enfoncer le clou dans la tête des militants un peu mou du cerveau ou déjà en partie corrompu par l'idéologie dominante qui soutienne le Front de gauche, un mouvement contre-révolutionnaire. Ils trouveront sans doute que cette caractérisation de ce dangereux illusionniste est exagérée, insupportable même... De mon côté ce que je trouve vraiment insupportable, intolérable, inqualifiable, c'est qu'on soutienne une guerre impérialiste.

Maintenant, je vais leur dire un truc à ces militants, vous pourriez être confrontés demain à une situation comparable, plus tôt que vous pourriez l'imaginer : réfléchissez bien, essayez de vous mettre un instant dans la peau d'un Syrien, qui il y a à peine deux ans vivait en paix et n'aurait jamais imaginé que le pays où il vivait aurait pu être ainsi détruit, sa vie brisée ainsi que celle de ses enfants, réfléchissez bien, prenez votre temps et choisissez votre camp, celui du peuple syrien qui soutient Assad qui incarne l'intégrité et la souveraineté de la Syrie parce qu'il n'a pas d'autres alternatives possibles pour vaincre cette armée de mercenaires entraînés par la CIA, le MI6, le Mossad, la DGSE, ou celui de ceux qui ont entrepris de détruire la Syrie et de massacrer son peuple pour installer un régime fantoche à la botte de Washington et Jérusalem ; le choix se résume entre un pays dominé, un régime moderne et autoritaire, mais incarnant la souveraineté et l'intégrité d'un pays soutenu par l'immensité de son peuple, et un pays dominant, l'impérialisme américain, les Frères musulmans, salafistes, wahabistes, takritistes, djihadistes tous incarnant l'obscurantisme, un régime politique moyen-âgeux, archaïque, prônant la charia, des barbares sanguinaires, réfléchissez bien avant de prendre position.

Je sais, cela peut faire mal au bide de devoir soutenir un régime comme celui d'Assad, temporairement comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, le temps de cette guerre, je ne pense pas que Marx et Engels aient soutenu Bismarck de gaieté de coeur, pour ensuite reprendre le combat contre lui, la question est de savoir si on est capable ou non de faire la part des choses et de déterminer ce qui est essentiel et ce qui est secondaire dans une situation donnée, une situation et des rapports qui nous sont imposés.

Pourquoi martelons-nous qu'il faut impérativement regarder la réalité en face et partir de cette réalité ? C'est juste pour ne pas se fourvoyer ou se tromper de camp, certes inconsciemment, vous admettez que c'est quand même mieux de soutenir une position conforme aux intérêts des travailleurs, non ? Vous n'êtes pas d'accord, vous préférez céder aux sirènes médiatiques ou de l'OTAN, de Mélenchon ? Nous, nous ne céderons rien ! Regardez ce que sont devenus ceux qui ont cédé sur ceci ou cela, voyez où ils en sont rendus, notre salut serait dans l'UE pour les uns, dans l'ONU pour les autres, d'autres encore estiment qu'il faudrait en revenir à un gouvernement d'union nationale, la IVe République... qui a ouvert la voie à la Ve ! d'autres encore s'adressent aux élus, aux députés, aux ministres d'un parti, le PS, qui en réalité est notre bourreau et celui du peuple syrien, malien, libyens, etc., leur point commun, leurs compromis et reniements successifs, leur faillite politique les a conduits à renoncer au combat pour le socialisme, tout ce qu'ils sont capables de nous proposer, c'est finalement d'aller nous jeter dans les bras de notre ennemi, vous comprendrez pourquoi dans ces conditions-là on ne les suivra pas, mieux on continuera de dénoncer et combattre leur politique opportuniste. Entre nous pour se marrer, comme quoi j'ai quand même retenu quelque chose du *Programme de transition* de Trotsky.

[Accord patronal du 11 janvier. Quand les appareils de la CGT et de FO le soutiennent en s'en remettant aux institutions de la Ve République.](#)

Eh oui, pas de bol pour ceux qui soutiennent les appareils corrompus de la CGT et de FO et qui appellent les travailleurs à faire front derrière, la réalité est cruelle décidément ! Fallait-il s'attendre à autre chose ? Bien sûr que non et nous l'avions annoncé. D'autres, dont le rôle principal depuis des lustres est d'alimenter chez les travailleurs et militants des illusions dans le PS, le PCF et les appareils des syndicats, on voulu nous faire croire qu'il aurait pu en être autrement, comment ? dans le cas des miracles généralement la réponse tarde à venir, donc ne cherchez pas une réponse à cette question grotesque, il n'y en a pas.

Lepaon vient d'annoncer que la CGT organisera une " *journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*", il aurait très pu choisir les sièges du PS et de l'UMP que cela aurait été du pareil au même puisqu'ils voteront en chœur ce texte de loi.

Que fait-il en affirmant qu'"il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales" ? Ce que j'ai indiqué plus haut, il s'emploie à entretenir l'illusion que le gouvernement pourrait à la fois soutenir les banquiers et les travailleurs. Si demain il y avait une crise politique et qu'un gouvernement d'union nationale se mettait en place vous n'auriez pas besoin d'en chercher bien loin l'origine, elle est ici.

A l'opposé de cette politique de capitulards ou traitres, de jaunes, appelez cela comme vous voudrez, nous appelons les militants et travailleurs à se mobiliser et à s'organiser contre le gouvernement des capitalistes et le patronat pour leur imposer nos revendications ou dans la perspective de le renverser et de les exproprier s'ils s'y opposent.

L'unité des masses exploitées de tout le pays, des travailleurs des secteurs public et privé, ne peut se réaliser sur une orientation politique correcte, que si elle est axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République, contre l'Etat capitaliste qui est l'employeur des fonctionnaires, contre les institutions qui sont la représentation politique des intérêts de la classe des capitalistes que les travailleurs du secteur privé combattent, dans la perspective d'une République sociale qui satisfera l'ensemble des revendications sociales des travailleurs des secteurs public et privé. Il n'existe pas d'autre voie.

- Thierry Lepaon a proposé lundi à Toulouse, à l'ouverture du Congrès de la CGT, une nouvelle journée d'action contre l'accord sur l'emploi dans la semaine du 2 au 5 avril, alors que s'ouvrira le débat sur ce projet à l'Assemblée. «*Je propose que le Congrès décide d'une journée nationale d'action dans la semaine du 2 au 5 avril avec rassemblements à l'Assemblée nationale et dans les territoires*», a-t-il dit dans son discours d'ouverture au Congrès.

«*Il va falloir que le gouvernement soit à l'écoute des salariés et de leurs organisations syndicales . Il va falloir aussi que les salariés interviennent massivement et dans la durée*», a-t-il dit. Selon lui, la première journée d'action, le 5 mars, rassemblant la CGT, FO, Solidaires et la FSU, était «*un point d'appui pour la suite*».

«*Le 2 avril va s'ouvrir le débat parlementaire, il ne peut se tenir sans l'intervention des salariés*», a lancé Lepaon. Liberation.fr 18.03

C'est le meilleur moyen de subordonner les travailleurs et militants aux institutions politiques du capital.

INFOS EN BREF

SOCIAL

France

La majorité des élus du Comité central d'entreprise de PSA a donné lundi son feu vert aux plans sociaux prévus pour l'usine de Rennes et celle d'Aulnay, qui est vouée à la fermeture en 2014 et dont les salariés en grève ont une nouvelle fois manifesté pour contester les projets de la direction.

A grand renfort de pétards, fumigènes et pneus enflammés, environ 200 manifestants, essentiellement des salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën d'Aulnay-sous-Bois en grève depuis le 16 février et sous tension, ont donné le ton en début d'après-midi devant le siège parisien du constructeur automobile: ils restent farouchement opposés au plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévu pour le site de Seine-Saint-Denis et revendiquent toujours "*un CDI pour tous et une pré-retraite dès 55 ans*".

Les élus du CCE étaient consultés sur le projet d'accord concernant les mesures d'accompagnement pour les salariés d'Aulnay et pour les 1.400 suppressions de postes à Rennes. En décembre, les syndicats avaient donné un avis défavorable (CGT et CFDT s'étaient abstenus).

Lundi, les élus du CCE des syndicats FO, CFE-CGC, CFTC et SIA-GSEA ont voté en faveur du plan, soit 15 des 20 élus. Les deux élus CGT (1er syndicat avec 23%) ont voté contre. Pour la CFDT, deux ont voté contre, un s'est abstenu.

Par ailleurs, les syndicats du groupe FO, CFE-CGC, CFTC, SIA-GSEA et y compris la CFDT ont indiqué qu'ils signeraient le projet d'accord. Des dissensions au sein de la CFDT sont apparues : au niveau du groupe, la CFDT va donner son aval au plan, alors que la CFDT d'Aulnay conteste depuis des mois --aux côtés de la CGT et SUD -- les mesures prévues.

L'accord est "*très largement majoritaire*" avec la signature prévue de cinq organisations syndicales représentatives (sur six) qui représentent 76% des salariés, a dit à la presse Denis Martin, directeur industriel.

Ce qui n'empêchera pas les salariés d'Aulnay de "*se battre jusqu'au bout*", a lancé aux manifestants Jean-Pierre Mercier (CGT). "*Ce n'est pas aux délégués centraux de décider pour les salariés d'Aulnay et de donner à la direction l'autorisation de nous licencier*", a renchéri José Dequeiroz, délégué du personnel CFDT d'Aulnay.

Après d'ultimes consultations, la validation du plan social devrait intervenir dans la deuxième quinzaine d'avril.

Selon Philippe Julien, secrétaire CGT d'Aulnay, "*les 3.750 postes de reclassement évoqués par la direction, c'est du flan! S'ils ont vraiment des possibilités de postes, que la direction les mettent dans l'accord et que le gouvernement contresigne*". AFP 18.03

ECONOMIE

Chine

La Chine est devenue le cinquième exportateur d'armes mondial à la place du Royaume-Uni, a annoncé lundi un institut suédois spécialisé, ce qui représente son classement le plus élevé depuis la Guerre froide.

Le volume de l'armement exporté par la Chine entre 2008 et 2012 a augmenté de 162% par rapport à la période précédente de cinq ans, sa part du commerce mondial des armes passant de 2% à 5%, indique le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) dans son rapport.

Les places de numéro un et deux sont occupées par les Etats-Unis et la Russie, qui représentent 30% et 26% des exportations d'armes, précise le rapport. L'Allemagne et la France sont troisième et quatrième.

Le Pakistan représente 55% des exportations d'armes chinoises, la Birmanie 8%, le Bangladesh 7%. Reuters 18.03

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mars 2013

CAUSERIE

Une vingtaine de nouveaux articles seront mis en ligne en fin de journée ou demain matin, je n'ai plus le temps de les intégrer dans le site, ce qui nécessite plus de 30 minutes de travail.

[Un patron au-dessus de tout soupçon, comme Cahuzac quoi !](#)

Ils disent tous cela jusqu'au jour où ils sont pris la main dans le sac.

- 750 tonnes de cheval, c'est la quantité que Spanghero est soupçonné d'avoir écoulé.

- 57 tonnes de viande de mouton britannique interdite à la vente ont été découvertes chez Spanghero ;

Cité par RTL, le président de Spanghero, Barthélémy Aguerre, a estimé que sa société "*n'y était pour rien*" et avait été "*une nouvelle fois trompée par son fournisseur*". Reuters 19.03

Au regard de la quantité énorme sur laquelle portait cette fraude, soit les dirigeants de cette entreprise ne procédaient à aucune analyse des marchandises qui leur étaient livrées par souci d'économies, ils la commercialisaient les yeux fermés comme si aucun risque n'existait quant à leur nature et éventuellement quant à leur état et les conséquences qui pouvaient en découler sur la santé des consommateurs, ce qui était totalement irresponsable au point qu'on a du mal à retenir cette hypothèse, soit ils ont soupçonné qu'il y avait quelque chose d'anormal derrière les prix avantageux qui leur étaient concédés par certains de leurs fournisseurs mais par souci d'engranger plus de profits ils n'ont pas cherché à en savoir davantage ce qui nous renvoie à l'hypothèse précédente, à moins qu'ils étaient parfaitement informés, préférant plaider l'ignorance ou le manque de précaution, une simple faiblesse ou légèreté plutôt que la complicité d'escroquerie en cas de problème dans le futur et qui ferait l'objet d'un traitement judiciaire beaucoup plus dur et plus coûteux, bref, ils comptaient bien s'en sortir quoi qu'il arrive.

Au pire l'entreprise disparaîtrait, mais avec l'argent qu'il a empoché au cours des décennies précédentes, son patron ne devrait pas vraiment être dans le besoin dans l'avenir, ce qui ne sera pas le cas des 300 salariés qui risquent de finir à la case chômage.

ACTUALITE EN TITRES

[Escroc, menteur, leur morale, leur conception de la dignité.](#)

- Montebourg salue "*l'attitude digne*" de Cahuzac - [LePoint.fr](#)

Une odeur de fin de règne

- Mis en cause par la justice, Jérôme Cahuzac démissionne - LeFigaro.fr
- La fédération PS des Bouches-du-Rhône mise sous tutelle - LePoint.fr
- Après le cheval, 57 tonnes de mouton prohibé retrouvées chez Spanghero - AFP
- Mediator: L'agence du médicament mise en examen pour homicides et blessures involontaires - 20minutes.fr
- Un RER attaqué par une vingtaine de jeunes à Grigny - 20minutes.fr
- Nouvelle affaire en Espagne autour du roi Juan Carlos - Reuters

A bas l'école, vive l'exploitation !

- Royal tacle Peillon : pourquoi la France ne veut-elle pas admettre que la réussite sociale peut passer par autre chose que les études ? - Atlantico.fr
- Le travail rend les jeunes plus lucides - 20minutes.fr

Cela s'adresse aux jeunes des couches les plus défavorisées qui doivent se mettre du plomb dans la tête, ainsi lourdement lestés leur insouciance naturelle qui se confond avec leur aspiration légitime à la liberté et à un avenir meilleur que celui de leurs parents sera battue en brèche, brisée, espérant qu'ils deviendront de dociles esclaves rampant devant l'ordre établi.

La "réussite sociale" qui ne passe par les études vous conduira à la condition de prolétaire jusqu'à la fin de vos jours, vaut mieux vous y préparer le plus tôt possible. Que voulez-vous il faut bien des têtes et des jambes dans la société, les têtes vivant confortablement, les jambes étant vouées à la précarité généralisée pour tout juste survivre, normal, non ?

Le fin mot de l'histoire.

- François Kalfon : « *Le redressement productif doit dépasser la lutte des classes* » - Causeur.fr

Causeur.fr est un portail ultra réactionnaire animé notamment par la sioniste Elisabeth Lévy. Dans les pages infos de Yahoo figurent des centaines de titres en provenance d'une quinzaine de sources, c'est là que j'ai trouvé ce titre au relent corporatiste.

Dépasser ou liquider la lutte des classes, c'est la condition à remplir que ce sont fixés les promoteurs d'un gouvernement mondial pour parvenir à leur objectif, cela va donc beaucoup plus loin que la simple évocation du corporatisme, cela correspond à un programme politique destiné à instaurer une dictature mondiale au profit de l'oligarchie financière flanquée d'une élite intellectuelle dont certains médias sont les relais, ce portail en fait partie.

L'UE n'est pas une "**marâtre**", mais une mère maquerelle !

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters -
- Chypre: l'Europe risque d'être vue comme une "**marâtre**", dit le patronat italien - AFP

Sionisme et impérialisme ne font qu'un.

- Un an après Merah, Valls promet un combat sans merci contre l'antisémitisme - AFP
- Tableaux volés à des familles juives: restitution émouvante à Paris - AFP
- Des élus UMP refusent de célébrer la commémoration des victimes de la guerre d'Algérie - 20minutes.fr

Qu'il s'enfonce, s'effondre !

- L'inflation britannique à son plus haut niveau en neuf mois - Reuters

- Espagne: le taux de créances douteuses des banques remonte à 10,78% en janvier - AFP

- Les ventes de voitures en Europe ont chuté de 10,5% en février - L'Expansion.com

- Dexia: la recapitalisation pèsera sur le déficit 2012 en Belgique et en France - AFP

[La question indécente.](#)

- Ménages «*aisés*», acceptez-vous de voir vos allocations divisées par deux? - 20minutes.fr

Et puis quoi encore, vous faites quoi de l'égalité, de la République, hein ? Et la démocratie, vous en faites quoi ?

[Cela doit coïncider avec le nombre des membres des conseils d'administration des multinationales](#)

- "3600 groupes criminels actifs dans l'UE" - LePoint.fr

[Un aveu... tardif qui ne coûte rien.](#)

- Irak : vague d'attentats antichiiites à la veille des dix ans de l'invasion - LeMonde.fr

Tiens donc, il s'agissait d'une "*invasion*", franchement qui l'aurait cru, il aura fallu 10 ans au journal Le Monde pour s'en apercevoir ? Et en Syrie aujourd'hui, il s'agit de quoi ?

L'air de rien c'est de la sorte que les médias s'auto-blanchissent. Bush n'a-t-il pas avoué récemment qu'il avait été trompé, que le rapport qui lui avait été remis sur l'Irak comportait de graves lacunes ? C'est la même méthode destinée à redorer son blason terni par des années de mensonges à destination des esprits faibles.

Comment cela, vous osez nous accuser de collusion avec l'impérialisme américain ? Et la plupart des intellectuels ou les têtes pensantes de la classe moyenne, si, si, ils sont capables de penser, s'en accommodent. Cela doit être leur bonne conscience qui leur recommande modestement d'accepter quelques entailles à leurs principes à géométrie variable qu'ils qualifient volontiers de faiblesses, quand ils ne les mettent pas sur le compte de leur ignorance...

Fautes avouées à moitié pardonnées ou plutôt aussitôt enterrées, volatilisées, ce qui permet de les reproduire à l'infini ou de ne rien changer et ainsi de suite. Les apparences sont sauvées, c'est l'essentiel. Pour ces gens-là la bonne conscience, la morale, les principes, etc. n'est pas une exigence liée à leurs conditions de vie relativement confortables, c'est un divertissement intellectuel comme un autre, un sujet de conversation comme un autre avant de passer à autre chose, ils n'ont finalement rien à envier au café du commerce qu'ils méprisent.

Et puis, ils comptent sur l'amnésie des gens, le temps passant, qui se souvient encore des titres et des articles pro impérialistes du Monde des années 2003 et suivantes ? Personne ou presque. Qui en tiendra compte ? Encore moins de gens, au bout du compte tranquillement ils peuvent écrire tout et son contraire sans qu'on leur en tienne rigueur et la vie continue comme avant.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Quand le régime bat de l'aile de tous côtés.](#)

1- Cahuzac. Le 16 mars nous avons titré "***Touché, coulé !***"

Question : parmi les grands bourgeois du PS, combien sont-ils dans le même cas ? En cherchant du côté des banquiers, collectionneurs de montres, de tableaux, d'objets d'art, de propriétaires de villa ou appartement de luxe, d'associés dans des SCI, de modestes contributeurs à l'ISF, de participants à des think-tanks liés au lobbying européen ou transatlantique, d'ex-collaborateurs de grandes banques ou multinationales, etc. les juges ont de quoi faire et décapiter la direction du PS, au passage celle de l'UMP et de l'UDI, accessoirement du FN pour n'oublier personne.

Ce qui est intéressant dans cette histoire, c'est d'observer la solidarité exemplaire qui existe entre les députés de ce qu'ils appellent la droite et la gauche, à lire plus loin.

On a là la nature du régime, des institutions, des partis qui les composent et qui sont totalement étrangers à la classe ouvrière et à ses besoins, c'est un euphémisme de le préciser, mais il le faut bien puisque jusque dans nos rangs il y en a qui soutiennent encore le PS, cherchez l'erreur. Ce qui me fait marrer, c'est une façon de parler car ce n'est pas drôle du tout, c'est que ceux qui tiennent à se démarquer des différents partis POI, NPA ou LO reproduisent en réalité les mêmes erreurs et sombrent dans le même opportunisme.

Qu'ils nous permettent de ne pas être de la partie, car nous estimons qu'il ne peut y avoir de véritable indépendance politique sans rupture avec le PS et ses satellites, les institutions du capital, la totalité de ses représentants, prétendre le contraire est une escroquerie politique ou faire preuve d'ignorance. Trotsky disait qu'il ne fallait pas craindre d'apparaître comme une secte parce qu'on ne mangeait pas de ce pain-là, la suite des événements ne devrait pas tarder à trancher. Trotsky ajoutait qu'on devait se foutre de savoir qui avait raison ou tort à l'arrivée, que nous ne devons pas entrer dans ce genre de considérations qui relevait d'un état esprit méprisable et que seule l'adhésion du plus grand nombre à nos positions importaient, la victoire de notre cause. Trotsky avait assurément développé un niveau de conscience politique supérieur à celui de nos dirigeants. Nous les invitons à s'en inspirer au plus vite s'ils en sont encore capables.

- La démission de Jérôme Cahuzac après l'ouverture à son encontre d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale a asséné mardi un coup de massue au gouvernement français et à sa majorité socialiste, sur fond d'impopularité de l'exécutif.

La réaction ultra-rapide de François Hollande, qui s'est immédiatement séparé du ministre du Budget et l'a remplacé par un fidèle, Bernard Cazeneuve, pourrait cependant lui permettre de limiter les dégâts, estiment des analystes politiques.

Jérôme Cahuzac continue de nier catégoriquement avoir détenu un compte bancaire en Suisse, comme l'en accuse le site internet Mediapart. Mais le parquet de Paris a jugé nécessaire, au vu des investigations menées jusqu'ici, de passer à une nouvelle étape.

"L'Elysée avait à mon avis anticipé toutes les hypothèses possibles", estime Christian Eckert, rapporteur socialiste à la Commission des finances de l'Assemblée nationale. *"La rapidité de la démission montre qu'il y avait eu au moins une réflexion."*

L'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire est tombée en pleine séance des questions d'actualité à l'Assemblée, juste avant le vote solennel sur la loi Education.

"Quand on est sortis tout à l'heure de l'hémicycle, les députés, à gauche comme à droite, pensaient que ce n'était plus possible. Tout le monde disait, c'est terminé, il faut qu'il démissionne", raconte un parlementaire socialiste.

La démission de ce ministre clef d'un gouvernement contraint de serrer les boulons budgétaires à tous les étages, qui avait acquis une forte autorité et négociait pied à pied avec ses collègues de nouvelles économies, tombe a priori au plus mauvais moment pour le chef de l'Etat et son Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, au plus bas dans les sondages de popularité.

"C'est un très bon ministre dans un moment très important", estime un député PS, membre de la commission des finances. *"On va avoir le programme de stabilité budgétaire à remettre à la Commission européenne à la mi-avril, donc toute la trajectoire budgétaire à refaire en fonction des nouvelles données en matière de croissance et déficits."*

"En plus demain (mercredi), on a la motion de censure de l'UMP. Ça tombe vraiment très mal", renchérit un autre.

Pour l'analyste politique Jean-François Doridot, de l'institut Ipsos, tout n'est cependant pas totalement noir dans ce nouvel épisode d'une affaire déclenchée en décembre par des révélations du site internet d'information Mediapart.

"François Hollande a fait preuve d'autorité, il a montré qu'il ne transigeait pas avec un certain nombre de principes et qu'il pouvait trancher tout de suite", estime-t-il.

Un avis partagé par un haut responsable du PS, pour qui il fallait à tout prix empêcher que l'affaire Cahuzac devienne un élément perturbateur de plus pour le gouvernement.

"Actuellement, le gouvernement a des difficultés à faire émerger un message clair et tout élément qui viendrait perturber ce message serait un handicap", explique cet élu. *"Ce n'est pas tout à fait la même chose d'être au coeur d'une polémique lancée par un organe de presse et d'avoir la justice qui enquête sur votre cas."*

La démission rapide de Jérôme Cahuzac devrait permettre à François Hollande de préparer plus sereinement l'intervention télévisée qu'il doit faire dans les prochains jours. Reuters 19.03

2- Un parti corrompu jusqu'à l'os.

Les membres du Bureau national du PS réunis mardi 19 mars ont approuvé "à l'unanimité" la proposition du premier secrétaire du parti, Harlem Désir, de mettre sous tutelle jusqu'en mars 2014 la fédération des Bouches-du-Rhône, déchirée depuis des mois par des affaires et des rivalités internes, dans la perspective des élections municipales. [Lemonde.fr](http://lemonde.fr) 19.03

Le PS est un parti d'affairistes, ceux qui issus de différents partis l'ont rejoint et qui ont gravi les échelons au sein de son appareil pour y faire leur carrière, l'ont parfaitement compris. Leur participation aux différents échelons des institutions, du simple maire au président de la République, a fait d'eux des représentants et des serviteurs de l'ordre établi, ils ont pour devoir de faire respecter la Constitution à la population. Vous admettez que remplir une fonction aussi ingrate mérite compensation sonnante et trébuchante.

Qu'ensuite ils s'accrochent à cette fonction leur semble tout à fait naturel, puisqu'ils procèdent tous de la même manière, à l'exception toutefois des maires des petites communes qui finalement n'ont aucun pouvoir ou comptent pour du beurre. Il ne vous aura pas échappé non plus qu'ils ont une espérance de vie largement supérieure à la moyenne de la population, rarement en dessous de 85 ou 95 ans, on a envie de dire malheureusement.

3- Un cynique euphémisme. Tous complices.

L'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), anciennement Afssaps, a été mise en examen mardi en tant que personne morale pour homicides et blessures involontaires dans l'affaire du Mediator, apprend-on de source judiciaire.

Les juges chargés du dossier reprochent à l'ANSM des "*fautes de négligence commises entre 1995 et 2009*", dit l'agence dans un communiqué. Reuters 19.03

Peu importe la période retenue, il faut seulement avoir à l'esprit que l'UMP, l'UDI, l'UC, le PS et ses satellites, aujourd'hui comme hier ou avant-hier sont étroitement associés à la gestion de la société. Ils participent ensemble au fonctionnement des commissions parlementaires ou sénatoriales ou d'autres organismes qui couvrent la totalité des aspects de la vie économique et sociale du pays. Il en va de même au sein des institutions de l'UE.

Donc s'il y a eu négligence ou faute, ils en partagent la responsabilité, mieux, la complicité, car ils ne sont pas sans savoir que certaines institutions ou certains organismes ont un fonctionnement quasi opaque et couvrent des activités douteuses ou frauduleuses, illégales. En prenant leur fonction, ils en assument pleinement la responsabilité, en se disant sans doute que puisqu'elle est partagée avec tous les autres parlementaires, finalement quoi qu'il arrivera ils ne risqueront rien et c'est bien ce qui se passe chaque fois, qu'on se souvienne de l'histoire du sang contaminé, tous les ministres mis en cause à l'époque s'en sont très bien sortis, dont Fabius.

Les puissants trusts pharmaceutiques font la loi et le législateur s'y plie docilement en l'adoptant, voilà la réalité. Donc dans cette affaire criminelle, c'est autant Servier (Mediator) que les institutions et l'ensemble des partis qui y participent qu'il faut juger.

[Amalgame. Le ghetto du sionisme est la tombe des juifs, un acte antisémite .](#)

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a promis la tolérance zéro en matière d'antisémitisme au terme d'une journée de recueillement à Toulouse en mémoire des victimes juives tuées il y a un an par Mohamed Merah.

Le ministre de l'Intérieur a dénoncé "*un nouvel antisémitisme, né dans un certain nombre de nos quartiers, né de la haine du Juif, d'Israël, de la France et de nos valeurs*".

Plus de 500 personnes, la communauté juive, les élus et les corps constitués, ont assisté à mardi soir à la cérémonie, qui s'est achevée par une prière pour la République. AFP 19.03

L'antisémitisme naît de la haine de l'Etat sioniste, il fallait oser le dire, ainsi les choses sont parfaitement claires.

Critiquer la politique du gouvernement israélien serait faire preuve d'antisémitisme, il faudrait donc l'approuver même quand il massacre des populations innocentes, pas seulement dans les territoires palestiniens, au Soudan ou en Syrie par exemple.

Décidément sionisme et impérialisme sont bien liés, mieux complémentaire, l'un sert à justifier l'autre.

[La preuve que les masses rejettent les institutions et leurs partis.](#)

Sept Français sur dix ne font pas confiance aux responsables politiques. Dix mois après la présidentielle et les législatives, la

défiance des Français envers leurs représentants et les partis est générale selon un sondage exclusif Harris Interactive-Institut Montaigne-LCP-Tilder.

L'alternance entre la majorité de droite et la nouvelle majorité de gauche renforce vraisemblablement ce sentiment auprès des personnes interrogées qui ne se reconnaissent ni dans la politique menée par Nicolas Sarkozy, ni dans celle conduite par François Hollande. Alors que la crise économique perdure et que le chômage poursuit sa montée, 88 % des personnes interrogées qui se déclarent «sans préférence partisane» annoncent ne pas faire confiance aux responsables politiques.

Ce rejet n'est cependant pas propre aux sympathisants des partis contestataires puisque 83 % des électeurs de Nicolas Sarkozy en 2012 et des sympathisants de l'UDI de Jean-Louis Borloo affichent leur défiance envers leurs représentants. Les seuls Français qui se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique se trouvent parmi les sympathisants du PS (51 %) et d'Europe Écologie Les Verts (53 %). lefigaro.fr 19.03

Quels enseignements politiques vont en tirer nos dirigeants ? Aucun, ils en ont été incapables jusqu'à ce jour. Vous savez pourquoi ? Parce qu'au lieu de se tourner vers l'immense majorité de la classe ouvrière qui rejettent les institutions et leurs partis, ils se tournent vers les couches supérieures minoritaires qui "se déclarent majoritairement confiants envers la classe politique et qui se trouvent être parmi les sympathisants du PS. C'est leur fond de commerce sans lequel leurs partis seraient réduits à une poignée de militants, leur appareil disloqué... Ils sont le flanc gauche des appareils qui entretiennent des illusions dans le régime, qui leur accorde encore parfois quelques miettes en reconnaissance de leur soutien.

Il faut davantage "sécuriser" l'accord patronal du 11 janvier 2013.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a demandé mardi au gouvernement de "modifier" le projet de loi sur la sécurisation de l'emploi, jugeant que certains points n'étaient "pas conformes à l'esprit de l'accord" entériné par les partenaires sociaux le 11 janvier.

Pour la présidente du Medef, il y a des "éléments qui, selon nous, devraient encore être modifiés par le gouvernement avant d'entrer à l'Assemblée".

Mme Parisot a notamment pointé la question des modalités de la généralisation des complémentaires santé à tous les salariés, des ambiguïtés sur les délais préfix, qui encadrent les procédures judiciaires, et "les dispositifs liés à la mobilité interne ou aux accords de maintien dans l'emploi", qui ne lui "paraissent pas sécurisés juridiquement".

Et d'ajouter: "Tout n'est pas perdu (...). J'espère que tout le monde comprendra qu'il en va de l'esprit du dialogue social et du paritarisme, et de l'introduction du concept de flexisécurité dans notre pays". AFP 19.03

Elle a raison, plus le gouvernement recule et plus il est possible d'en obtenir quelque chose...

Tiens donc, le "paritarisme" serait-il à l'origine du dialogue social ? Quel aveu ! Merci madame Parisot de confirmer ce que nous n'avons de cesse de marteler et qui est à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

Nous sommes résolument contre le paritarisme, la gestion de quoi que ce soit par les syndicats au côté du patronat et du gouvernement, qu'il s'agisse des organismes sociaux ou de leur présence au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées (SNCF par exemple).

Sauver nos retraites ou sauver le régime, d'après vous de quel côté penche naturellement FO ?

FO reprend à son compte l'argumentation, le chantage exercé par le patronat, si vous n'acceptez pas de nouveaux sacrifices cela en sera fini des retraites, du système par répartition, il le revendique comme vous pourrez le lire plus loin.

Certes les sacrifices peuvent paraître minimes, mais l'essentiel est ailleurs, c'est qu'en mettant le doigt dans cet engrenage infernal, à la fin c'est la main et tout le reste qui y passera puisque vous aurez habitué les travailleurs à accepter la remise en cause de leurs droits.

C'était au gouvernement et au patronat de prendre seuls la responsabilité de ce recul social et non à un syndicat dit ouvrier de brader nos acquis sous prétexte que pèserait une plus grande menace encore sur les retraites, c'est une question de principe non négociable selon notre conception de la lutte de classe, que cela ne soit pas celle des dirigeants de FO dont ceux du POI ne nous étonne pas.

Ils bradent nos acquis dans l'espoir que les masses conserveront tout de même de quoi supporter la crise du régime pour ne pas en venir à se poser la question de sa remise en cause. Au passage, bien des couches n'en sont déjà plus capables depuis un

certain temps. Peine perdue, leurs conditions d'existence ne cesse de se dégrader et ce n'est qu'un début. Ils entretiendront jusqu'au bout l'illusion qu'ils pourront y échapper de telle sorte que lorsque cela leur tombera sur la tête, elles seront complètement sonnées, elles n'y comprendront rien, et pour ne pas y avoir été préparées elles seront incapables de trouver la voie pour affronter le régime, voilà le scénario complet auquel nous allons assisté, les dirigeants de FO le savent, ils feignent de l'ignorer, ce qui compte à leurs yeux c'est avant tout soulager le régime auquel ils sont liés.

Que l'on comprenne bien, si cet accord et bien d'autres n'avaient pas été signés, qu'est-ce qui se serait passé ? Le patronat aurait fait valoir ses revendications auprès du gouvernement, celui-ci se serait exécuté et la situation sociale serait encore pire que ce qu'elle est. Si les dirigeants syndicaux signent ce genre d'accords ce serait pour épargner aux masses davantage de souffrances, mais leurs véritables intentions sont tout autres comme on l'a relevé plus haut, il s'agit de procéder par étapes pour ne pas que la machine s'emballer et continuer de contrôler leurs troupes et la classe ouvrière.

La crise du capitalisme nous conduit tout droit à l'abîme, les Grecs, les Portugais et les Espagnols sont en train d'en faire l'amère expérience, les autres suivront infailliblement, c'est à l'ordre du jour de l'OCDE, de l'UE et du FMI. Maintenant ils tiennent à maîtriser ce processus de régression sociale (et politique) sans fin, il doit se réaliser selon un plan qu'ils ont arrêté, en y associant les différents acteurs dont les gouvernements, les parlementaires, les syndicats et les partis ouvriers, tout ce beau monde doit resté à sa place et remplir le rôle que leurs maîtres attendent d'eux, tout doit se dérouler avec le minimum de désordre, de mobilisation, tous doivent reprendre à leur compte l'argumentation qui a été mise au point et à leur disposition par les représentants de l'oligarchie financière, à chacun ensuite de se débrouiller pour le faire avaler à ses troupes, en entier ou par petites doses, l'essentiel étant d'avancer dans la direction qui a été fixée et de ne pas s'en écarter, force est de constater que FO n'est pas sorti des clous, tout comme les autres syndicats avec lesquels il se partage les rôles.

Ils veulent faire croire aux militants et aux travailleurs qu'en procédant de la sorte, sans leur livrer leurs véritables intentions évidemment, qu'ils échapperont au pire, que la formidable régression sociale qui a frappé le prolétariat de plusieurs pays, tous en réalité à des degrés divers, la misère s'étend en Hongrie par exemple, en Grande-Bretagne le droit à la santé ou aux études n'est plus qu'un souvenir, etc. ne les concernera pas, or c'est totalement faux, leur faire croire est criminel.

Soutenir le régime dans la perspective d'épargner le pire aux travailleurs, c'est cette politique de renoncement continu qui a pavé la voie à tous les régimes autoritaires ou les dictatures dans le passé après avoir désarmé politiquement les travailleurs, les avoir induits sciemment en erreur, pour finalement les abandonner à leur triste sort.

A l'opposé, on devrait refuser toute collusion ou compromis avec le régime en place quitte à ce qu'il durcisse sa politique anti-ouvrière, il en prendrait seul la responsabilité, alors qu'ici elle est partagée avec les syndicats et les partis qui en sont partie prenante, c'est donc leur indépendance qui est remise en cause ou qui n'existe que théoriquement en fait, refuser tout compromis ce serait à la fois garantir l'indépendance des organisations et des partis ouvriers indispensables pour la suite de notre combat, condition indispensable pour espérer vaincre notre ennemi, et ouvrir la voie au rassemblement de la classe contre le régime pour l'abattre.

Ceux qui se prétendent indépendants du capitalisme et des institutions sont en réalité des renégats, des traîtres qui livrent notre classe à l'ennemi, morceau par morceau, voilà la leçon qu'on peut tirer de cette expérience.

Extrait de l'Éditorial de Jean-Claude Mailly, daté du mercredi 20 mars 2013.

- Le Bureau confédéral a décidé, à l'unanimité, de signer l'accord sur les retraites complémentaires.

Comme les autres régimes sociaux, les régimes complémentaires sont victimes de la crise et de l'austérité qui plombent les recettes. Depuis quelques années, s'agissant des retraites complémentaires, nous puisons ainsi dans les réserves.

Les régimes paritaires, gérés par accord interprofessionnel entre syndicats et patronat, sont donc en difficulté financière. Ne rien faire, c'est se retrouver sans réserves en 2016 à l'AGIRC, en 2019 à l'ARRCO. Ce qui imposerait soit une baisse drastique des pensions versées, soit la fin des retraites complémentaires, deux schémas inacceptables. Ne rien faire, c'est ouvrir en grand la porte à une réforme globale ou systémique des retraites, ce à quoi nous sommes opposés. (...)

Nous avons accepté une revalorisation temporaire un peu moins forte par rapport à l'inflation.

Ce n'est pas la première fois. Dans les années 1994 à 1997 ce fut déjà le cas, y compris à l'époque avec deux années de gel pour l'AGIRC.

D'aucuns en tirent pour conséquence que le gouvernement pourrait s'en inspirer pour les retraites de base (ce qu'il n'avait d'ailleurs pas fait dans les années 1990). Nous ne sommes pas d'accord, tout simplement parce que les plus petites retraites sont dans le régime de base (retraite maximale de 1.400 euros mensuels), les retraites complémentaires, comme leur nom l'indique, viennent en complément!

Ce qui peut valoir pour elles temporairement ne le vaut donc pas pour les retraites de base.

S'agissant des retraites complémentaires, contrairement à ce qu'on lit ou entend ici et là, il n'y a ni baisse des pensions, ni gel.

Concrètement en 2013:

- Pour la plus petite retraite ARRCO, il y aura une revalorisation mensuelle inférieure à 42 centimes à ce qui aurait pu être fait;
- Pour une retraite moyenne ARRCO, la différence sera de 1,82 euro;
- Pour une retraite AGIRC moyenne, l'écart sera de 3,82 euros.

Attachée au paritarisme –rempart contre l'étatisation et la privatisation–, attachée aux régimes par répartition, opposée à toute réforme dite systémique qui s'apparente à une implosion des régimes des retraites et pensions, Force Ouvrière prend en toute liberté de comportement ses responsabilités, comme elle l'a toujours fait pour assurer l'objectif de pérennité des retraites complémentaires.

Le paritarisme, c'est la cheville ouvrière de la collaboration de classes... Si pour sauver notre classe le capitalisme doit s'effondrer, qu'il s'effondre. FO n'y tient pas, on l'aura compris.

Notre classe ne parviendra pas à son émancipation sans subir d'importants sacrifices à côté desquelles les misérables calculs d'épicier de FO sont grotesques. Quand elle sera durement frappée et que les conditions (objectives) mêmes de sa survie seront menacées, elle se mobilisera contre l'Etat, et c'est au cours de cette période que sa conscience de classe progressera et que nous pourrons construire le parti révolutionnaire, si toutefois nous nous y sommes préparés nous-mêmes, je parle de l'avant-garde consciente, ce qui à ce jour n'est pas le cas.

[Annulation de la dette, à bas la troïka et le gouvernement chypriote des banksters !](#)

On vient d'apprendre que "*les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%*", ce n'est pas un canular, la source est un diplomate européen qui a souhaité demeurer anonyme, on le comprend.

Quand on rappelle de quoi ils sont capables, on nous tourne le dos, on se refuse à regarder la réalité en face jusqu'au jour où on ne peut plus l'éviter et on se la prend violemment en pleine figure, mais là très souvent il est trop tard pour réagir. Nous ne sommes ni des extrémistes ou des provocateurs, nous partons tout simplement des faits et rien que les faits, n'en déplaisent à nos détracteurs.

Cela rappelle les dépressions des années 20-30 lorsque des millions de petits épargnants furent ruinés en 24 heures ou quelques jours suite à un coup d'Etat des banquiers. La suite sera à l'avenant...

- Le Parlement chypriote rejette la taxe sur les comptes bancaires - Reuters

Les députés chypriotes ont rejeté mardi soir à une très large majorité le projet de loi sur la taxation des comptes bancaires, remettant en question le déblocage d'une aide financière européenne de 10 milliards d'euros.

Face à la colère des épargnants, le gouvernement avait modifié son projet de loi, exonérant les dépôts inférieurs à 20.000 euros et prévoyant de taxer à 6,75% les sommes situées entre 20.000 et 100.000 euros et à 9,9% les comptes de plus de 100.000 euros.

Mais le Parlement, où aucun parti ne dispose de la majorité absolue, s'est prononcé contre le projet de loi par 36 voix contre et 19 abstentions (les députés du parti au pouvoir; le 56e député n'a pas pris part au vote).

A Francfort, la Banque centrale européenne (BCE), a "*pris acte*" de la décision du Parlement chypriote et souligné qu'elle était en contact avec ses partenaires de la troïka, l'UE et le FMI. Dans son communiqué, elle "*réaffirme son engagement à apporter des liquidités si nécessaire et dans le cadre des règles existantes*".

L'annonce du rejet de la taxe sur les comptes bancaires a été saluée dans la liesse par la foule réunie devant le Parlement. "*Chypre appartient à son peuple*", ont scandé les manifestants.

On ignore pour l'heure ce qui va advenir du plan négocié à Bruxelles, mais l'Union européenne avait clairement indiqué avant la décision des députés chypriotes qu'il n'y aurait pas d'aide financière sans contribution des titulaires de comptes bancaires et, à Paris, le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici déclarait que la zone euro et le FMI n'iraient pas au-delà de dix milliards.

"Nous ne pouvons pas prêter plus. Aller au-delà de 10 milliards d'euros, ça fait exploser la dette de Chypre", a-t-il dit lors d'une rencontre avec des journalistes, à Paris. Reuters 19.03

- Chypre: la taxe sur les dépôts bancaires que personne n'assume - L'Expansion.com avec AFP

- Quatre jours après la mise au point du plan d'aide pour Chypre qui comprend une ponction sur les dépôts bancaires, les partenaires européens se rejettent la responsabilité de l'initiative.

Deux jours après avoir ficelé l'accord en contrepartie d'une aide internationale de 10 milliards d'euros, Nicosie dénonçait un "chantage" de ses bailleurs de fonds. "Le président Nicos Anastasiades s'est démené pour ne pas arriver à une telle issue qui a été imposée par ceux qui tentent de justifier leur décision", s'est défendu le gouvernement chypriote.

"Ce que nos bailleurs cherchaient à faire était de fermer les deux principales banques du pays, transférer les dépôts en-dessous de 100 000 euros dans une banque saine et tirer un trait sur tous les autres dépôts. Cela se serait traduit par une perte de valeur de 40% sur les dépôts, selon le FMI, et les comptes auraient été bloqués pendant 5 à 10 ans", a dénoncé lundi dans un communiqué le porte-parole du gouvernement chypriote. C'est pour éviter ce scénario catastrophe que les autorités chypriotes auraient accepté le principe d'une taxe sur tous les dépôts.

Un tableau simpliste que réfutent certains observateurs. Chypre aurait une lourde responsabilité, selon un diplomate, pour qui le président Anastasiades a refusé de taxer les dépôts au-dessus de 100 000 euros "avec un taux à deux chiffres", afin de protéger l'attractivité de sa place financière. D'où le seuil de 9,9% retenu pour les gros dépôts. En contrepartie, il a accepté d'imposer un taux important aux épargnants moins fortunés pour que la taxe rapporte 5,8 milliards d'euros comme prévu. Ce que Nicosie dément.

Selon une source diplomatique européenne qui s'exprime sous couvert d'anonymat, "les Allemands et le FMI ont voulu taxer les déposants à Chypre jusqu'à 40%". "Il y a eu des mises en garde mais ils n'ont pas voulu écouter. Le comble maintenant est qu'ils n'assument pas", s'emporte-t-elle.

Malgré ces craintes, le gouvernement allemand, tout comme le FMI, a proposé une solution qui protège les petits épargnants, a assuré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, mettant en cause à la fois le gouvernement chypriote, la Commission européenne et la Banque centrale pour avoir mis en place la taxe qui touche tous les déposants, sans exception. Ce sont "eux qui ont choisi cette solution et ils doivent maintenant s'en expliquer auprès du peuple chypriote", a-t-il affirmé à la télévision allemande. Protéger les petits dépôts est "la position que j'ai défendue vendredi face à des positions beaucoup plus dures", a renchéri le ministre français Pierre Moscovici.

Selon des sources concordantes, la Commission européenne a travaillé sur l'hypothèse d'une taxe pour tous les déposants mais a proposé des taux moins pénalisants, autour de 3%, pour les moins fortunés. C'est la zizanie en Europe. L'Expansion.com avec AFP 19.03

Ce qu'il faut retenir de cette partie de poker menteur, c'est que la taxation imposée à la population chypriote, le racket des banquiers, a été votée à l'unanimité vendredi, par la BCE, le FMI et l'ensemble des ministres de l'Economie et des Finances de l'Eurogroupe, ce que ne précise pas l'auteur de cet article, et pour cause cela mettrait en lumière le véritable nature ou les véritables intention de ces institutions supranationales illégitimes qui n'auraient pas pu être fondées sans l'accord des banquiers de la Fed et leurs alliés européens dont ils servent les intérêts, ainsi que la collusion permanente qui existe entre ces institutions et la totalité des gouvernements de l'UE et ceux qui les ont précédés.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Un parti régional indien a annoncé mardi son retrait de la coalition au pouvoir, affaiblissant davantage le gouvernement qui ne dispose que d'une minorité au parlement, même si un ministre a démenti toute crise politique.

Le Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), deuxième parti plus important de la coalition, avait fait pression, en vain, sur le gouvernement de centre-gauche dirigé par le parti du Congrès pour condamner le Sri Lanka, accusé de crimes de guerre contre la minorité tamoule lors du conflit ethnique achevé en mai 2009.

Le chef de ce parti basé dans l'Etat du Tamil Nadu (sud), Muthuvel Karunanidhi, a annoncé lors d'une conférence de presse à Chennai (sud, anciennement Madras) que son parti allait quitter la coalition de l'United Progressive Alliance (UPA), au pouvoir depuis 2009.

A moins d'un compromis de dernière minute, cette annonce accroît la probabilité d'élections générales plus tôt que la date prévue mi-2014, l'UPA ne jouissant que d'une minorité depuis le retrait d'un parti régional clé en septembre l'an dernier.

Depuis la fin du sanglant conflit au Sri Lanka, Colombo a été accusé à maintes reprises d'exactions commises par les forces gouvernementales lors des derniers mois. Mais le Sri Lanka dément toutes allégations de crimes de guerre et refuse l'ouverture d'une enquête internationale.

Le conflit entre l'armée sri-lankaise et la guérilla tamoule, qui se battait pour obtenir un territoire indépendant, a duré de 1972 à mai 2009. Il a fait, selon des estimations de l'ONU, environ 100.000 morts.

Des organisations de défense des droits de l'homme estiment que 40.000 civils ont été tués au cours des derniers mois par les forces gouvernementales. Les rebelles tamouls ont aussi été accusés d'exactions et d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains.

Le ministre des Finances, P. Chidambaram, a toutefois démenti que le gouvernement avait perdu le gouvernail: "*Le gouvernement est stable, le gouvernement va continuer*", a-t-il déclaré devant des journalistes. "*Il n'y pas de crise*", a-t-il ajouté.

P. Chidambaram a aussi estimé que le chef du DMK pourrait revenir sur sa décision si le parlement adoptait une résolution condamnant le Sri Lanka: "*Il révisera sa décision si cette résolution est examinée par le gouvernement*", a-t-il espéré.

Un porte-parole du parti DMK, T.K.S. Elangovan, a indiqué à l'AFP que les ministres du DMK allaient démissionner.

Mais il a aussi laissé entendre que l'annonce du parti pourrait être une tactique pour contraindre le parti du Congrès à durcir ses critiques à l'égard du Sri Lanka: "*Les ministres n'ont pas encore présenté leur démission*", a-t-il ainsi souligné. AFP 19.03

Le DMK a été laminé aux dernières élections législatives en 2012, il lui fallait trouver un os à ronger pour ses troupes. C'est un parti bourgeois.

Muthuvel Karunanidhi est la troisième ou quatrième plus grande richesse de l'Etat du Tamil Nadu (sud) qui compte 60 millions d'habitants, c'est un gangster, ces rejetons sont impliqués dans des assassinats et des extorsions de fonds... Vous savez comment il a appelé son fils aîné amené à lui succéder ? Staline, je ne déconne pas.

SOCIAL

1- France

1.1- La papeterie de Condat va supprimer 150 emplois.

Plus de 150 emplois, sur un total de 658, sont menacés de suppression à la papeterie de Condat en Dordogne, a-t-on indiqué lundi de source syndicale, alors que la direction a dit envisager un "*projet de réorganisation*" avec des "*conséquences pour l'emploi*". Selon Guy Bretou, délégué CGT à la papeterie Condat, la direction a convoqué un comité d'entreprise pour "*annoncer la fermeture de la ligne 6 de fabrication de papier*" à échéance de juin prochain, ce qui signifierait la perte de 144 emplois, entre les "*gens travaillant sur la ligne et ceux derrière*".

En prenant en compte dix départs en retraite non remplacés début 2013, ce sont 154 emplois au total menacés de suppression, selon le délégué syndical, qui a évoqué un "*coup de poignard*", une annonce "catastrophique" pour le site situé sur le Lardin Saint-Lazare et Condat-sur-Vézère, dans l'est de la Dordogne. AFP 18 03

1.2- Ce qu'ils ont fait de la société : un monstre !

Samedi vers 22h, entre 20 et 30 personnes ont attaqué un RER stationné en gare de Grigny-Centre. Ils sont entrés dans la rame et s'en sont pris aux gens qui s'y trouvaient pour les forcer à leur remettre portables et argent, a expliqué une source policière. Une dizaine de personnes ont été agressées. "*J'étais dans le RER en direction de Corbeil-Essonnes, et à Grigny nous avons entendu beaucoup de bruits et de cris et nous avons vu des gens courir sur les quais*", a déclaré à l'AFP un jeune homme sous couvert d'anonymat.

«Une attaque de diligence de l'époque moderne»

Après avoir tiré le signal d'alarme, les jeunes gens, qui avaient le visage dissimulé, sont passés de wagon en wagon et ont attaqué «le plus de monde possible», a-t-il expliqué. «Moi j'ai pris un coup de poing et du gaz lacrymogène dans les yeux. Ils ont arraché le sac à main de mon amie et m'ont pris mon argent. C'était rapide, violent et cela avait l'air très organisé», a ajouté ce jeune homme, étudiant à Evry. «Cela ressemble à une attaque de diligence de l'époque moderne», a estimé la source policière. «De cette ampleur, ce n'est pas habituel.» 20minutes.fr 19.03

2- Italie

Les journalistes du principal quotidien italien Il Corriere della Sera sont en grève mardi et mercredi pour protester contre un plan de restructuration prévoyant 110 suppressions d'emplois sur un total de 355, selon un communiqué syndical visible mardi sur son site internet. Suite à ce mouvement, le site du journal ne sera pas mis à jour mardi et mercredi et la version papier sera absente des kiosques mercredi et jeudi. lefigaro.fr 19 03

3- Allemagne

La rémunération moyenne des patrons allemands du Dax s'est élevée à 5,33 millions d'euros l'an dernier, un chiffre en hausse de 3% par rapport à l'année précédente, selon une étude publiée aujourd'hui. AFP 19 03

ECONOMIE

1- UE

Le Parlement européen et les Etats de l'Union ont abouti mardi à un accord pour confier à la Banque centrale européenne (BCE) la supervision de l'ensemble des banques de la zone euro, une évolution censée prévenir de nouvelles crises dans la région.

Cet accord marque l'aboutissement du projet lancé l'an dernier pour confier à la BCE les pouvoirs lui permettant d'encadrer dès la mi-2014 toutes les banques de la région, un premier pas vers la création d'une véritable union bancaire au sein de l'UE.

L'accord prévoit que la BCE supervisera toutes les banques dont les actifs dépassent 30 milliards d'euros ou 20% du produit intérieur brut (PIB) de leur pays d'origine. La prochaine étape de la construction de l'Union bancaire devrait être la création d'un mécanisme et d'un fonds uniques de "résolution" destiné à gérer le démantèlement éventuel d'établissements en grande difficulté en lieu et place des Etats. Mais la réticence de plusieurs pays, Allemagne en tête, à alimenter un tel fonds pourrait poser problème. Pour Paul De Grauwe, économiste à la London School of Economics, le projet de taxation des dépôts à Chypre illustre d'ailleurs le manque de soutien de certains Etats à la mutualisation des ressources nationales.

"C'est un coup presque fatal porté à l'union bancaire", a-t-il dit. "L'élément clé de l'union bancaire, c'est un système qui permet de s'aider mutuellement et de partager les coûts quand une crise bancaire se produit dans un pays donné. Mais la volonté d'y parvenir est absente." Reuters 19 03

2- France

La croissance restera bien proche de zéro cette année en France, faisant dérapier les déficits, mais le gouvernement doit multiplier les réformes structurelles sans pour autant durcir la rigueur budgétaire, estime l'OCDE dans un rapport publié mardi.

L'organisation rejoint la Commission européenne dans son diagnostic, et le ministre de l'Economie Pierre Moscovici a assuré mardi qu'il s'agissait là d'une "base de travail" pour la prévision gouvernementale attendue dans les prochains jours.

"Le calendrier politique offre une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie ambitieuse de réformes permettant d'accroître l'efficacité et de réduire le coût des politiques publiques", insiste le club des pays riches. Les récentes mesures en faveur de la compétitivité et sur le marché du travail "constituent des signaux encourageants" à ses yeux.

Ses experts publient tout un catalogue de mesures susceptibles, selon eux, de diminuer le niveau des dépenses publiques, dont la France détient le record au sein de l'OCDE juste derrière le Danemark.

Parmi les recommandations, certaines sont déjà à l'étude (amélioration de la formation professionnelle, réforme des retraites...) mais d'autres risquent de déplaire à la majorité de gauche, comme la simplification du licenciement ou la fusion des petites

communes et la suppression du département. AFP 19.03

3- Espagne

Le taux de créances douteuses dans les banques espagnoles a repris sa hausse au mois de janvier, à 10,78% du total des créances contre 10,44% en décembre, selon les données publiées mardi par la Banque d'Espagne.

Les créances douteuses, principalement des crédits immobiliers susceptibles de ne pas être remboursés, ont atteint 170,69 milliards d'euros en janvier, contre 167,45 milliards d'euros en décembre. lefigaro.fr 19 03

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mars 2013

CAUSERIE

A tous les lecteurs, amis et camarades francophones dans le monde qui se connectent sur le portail.

J'ai dressé une liste des villes d'où vous vous connectez, j'ai laissé de côté la France et l'Europe occidentale, ceux que j'ai oubliés m'excuseront. C'est en anglais puisque la société qui héberge le portail les a inscrites dans cette langue qui nous est familière. J'ai relevé 55 pays, si on ajoute les pays de la zone euro on atteint les 70 annoncés hier.

Au passage, si vous avez des articles ou des infos qui peuvent intéresser nos lecteurs sur la situation, les luttes sociales ou politiques qui se déroulent dans le pays où vous êtes, n'hésitez pas à me les envoyer.

United States-Bellevue
United States-Minnetonka
United States-Kansas City
United States-Houston
United States-Phoenix
United States-San Francisco
United States-Mountain View
United States-Madison
United States-Woodstock
United States-Spirit Lake
United States-Las Vegas
United States-San Diego
United States-Venice
United States-Lewiston
United States-Renton
United States-Payette
United States-Hailey
United States-Atlanta
United States-Elfers
United States-North Miami Beach
United States-Tampa
United States-EI Paso
United States-Ann Arbor
United States-Windermere
United States-Houma
United States-Dallas
United States-Albuquerque
United States-Philadelphia
United States-North Andover
United States-Boston
United States-Dunn Loring
United States-Bloomington
United States-Bluefield
United States-Rockford
United States-Cottonwood
United States-Bakersfield
United States-Boise

United States-Marina Del Rey
United States-Lombard
United States-Edison
United States-New York
United States-Arlington
United States-Evanston
United States-Ripley

Canada-Longueuil
Canada-Quebec
Canada-Mississauga
Canada-Sherbrooke
Canada-Scarborough
Canada-Shawinigan
Canada-Val-Morin
Canada-Ottawa
Canada-Dorion
Canada-Laval

Mexico-Mexico City
Mexico-Culiacan
Ecuador-Quito
Venezuela-Caracas
Brazil-Canoas
Brazil-Campinas
Brazil-Belo Horizonte
Brazil-Apucarana
Brazil-Sao Paulo
Brazil-Rio de Janeiro
Brazil-Uberlandia
Brazil-Pocos de Caldas
Brazil-Brasilia
Brazil-Goiania
Chile-Santiago
Chile-Providencia
Chile-Concepcion
Colombia-Medellin

Martinique-Fort-de-France
Guadeloupe-Pointe-a-Pitre
Haiti-Port Au Prince
Reunion-St-Denis
Reunion-Le Port

Algeria-Setif
Algeria-Algiers
Algeria-Annaba
Tunisia-Tunis
Morocco-Casablanca
Morocco-Agadir
Morocco-Rabat
Morocco-Ifrane
Morocco-Marrakech
Spain-Las Palmas de Gran Canaria
Mauritania-Nouakchott

Cameroon-Yaounde
Cameroon-Douala
Nigeria-Lagos
Togo-Lome
Cote d'Ivoire-Abidjan
Senegal-Dakar
Benin-Cotonou
Rwanda-Kigali
Burundi-Bujumbura

Burkina Faso-Bobo Dioulasso

Niger-Niamey

Mali-Bamako

South Africa-(not set)

Madagascar-Antananarivo

Kuwait-Kuwait

Israel-Rosh Haayin

Israel-Tel Aviv

Iran-Yazd

Qatar-Doha

Lebanon-Beirut

Turkey-Izmir

Turkey-Istanbul

India-Chennai

India-Mahape

India-Bangalore

Indonesia-Medan

Malaysia-Kuala Lumpur

Singapore-Singapore

Thailand-Nakhon Si Thammarat

Thailand-Bangkok

China-Shenzhen

China-Beijing

Japan-Shibuya

Japan-Tokyo

South Korea-Seoul

Russian Federation-Aleksandrovsk-Sakhalinskiy

Russian Federation-Tolyatti

Russian Federation-Penza

Russian Federation-Stupino

Russian Federation-Moscow

Russian Federation-St Petersburg

Russian Federation-Tomsk

Russian Federation-Samara

Ukraine-Kharkov

Ukraine-Kiev

Ukraine-Vinnitsa

Ukraine-Sevastopol

Ukraine-Odessa

Ukraine-Nikolayev

Ukraine-Ternopil

Ukraine-Chernigov

Moldova-Chisinau

Lithuania-Vilnius

Estonia-Tallinn

Slovenia-Ljubljana

Poland-Krakow

Poland-Nowa Huta

Poland-Wroclaw

Czech Republic-Prague

Romania-Constanta

Romania-Bucharest

Romania-Timisoara

Romania-Botosani

Romania-Arad

Hungary-Budapest

Finland-Oulu

Sweden-Stockholm

Sweden-Lund

Sweden-Bromma

Sweden-Karlskrona

Sweden-Halmstad
Norway-Oslo
Norway-Kristiansand
Denmark-Odense

Australia-Melbourne
Australia-Victoria Point
French Polynesia-Papeete
New Caledonia-Noumea

La suite demain.

Je ne suis pas satisfait de ma contribution d'aujourd'hui, je suis complètement crevé, ils ont recommencé à couper le courant toutes les heures la nuit. Mon convertisseur de courant avait brûlé parce qu'il était alimenté en 290 volts au lieu de 220.

[Le destin qu'ils nous préparent si on les arrête pas.](#)

Connaissez-vous le slogan qui accompagne le sigle de l'OCDE ? *Des politiques meilleures pour une vie meilleure*, alors qu'ils s'emploient méticuleusement à nous la pourrir ! J'ai ajouté plusieurs articles de l'OCDE dans la rubrique économie qui le confirment.

- Seules les politiques structurelles peuvent nous permettre de forger une croissance plus forte et plus durable. Elles comprennent le renforcement des filets de sécurité sociale et l'investissement dans le capital humain, dans des pays à développement rapide comme le Brésil, la Chine, le Mexique et l'Afrique du Sud, et des actions pour rétablir le dynamisme des économies avancées en soutenant les marchés, en renforçant la concurrence et en réformant les finances publiques et les systèmes fiscaux, sans parler des stratégies d'innovation.(<http://www.oecd.org/fr>)

Les "*politiques structurelles*" consistent à réduire l'Etat à ses fonctions régaliennes d'appareil répressif, justice, police, armée, les taxes et impôts ponctionnés sur les travailleurs servant à son fonctionnement, tandis que l'ensemble des services sociaux sont livrés au marché et servent ainsi à "*forger une croissance plus forte et plus durable*", autrement dit, les besoins élémentaires ou vitaux de la population sont devenus une source de rente garantie puisqu'elle ne peut pas s'en passer.

Ce qu'ils entendent par "*filets de sécurité sociale*" destiné aux travailleurs des pays cités consisterait dans l'obligation de cotiser à des organismes sociaux privés genre fonds de pension et non le développement d'un service social public collectif. Idem pour "*l'investissement dans le capital humain*" qui serait géré par des organismes privés dont les fonds pourraient être ponctionnés sur les travailleurs eux-mêmes ou sur le budget de l'Etat.

Quant au sort réservé aux travailleurs des "*économies avancées*" il ne serait guère meilleur puisqu'il serait également totalement subordonné au diktat des marchés, l'exploitation serait aggravée du fait du "*renforçant (de) la concurrence*" et la "*réforme*" des "*finances publiques et (des) systèmes fiscaux*" se traduirait par davantage encore d'inégalités, l'affaiblissement ou la liquidation de la classe moyenne.

Leurs véritables intentions et les objectifs de leur politique se situent à l'opposé extrême de ceux qu'ils affichent, ce qui rend leur combat d'autant plus difficile que les masses éprouvent un culte envers les institutions en général ou tout ce qui représente le pouvoir en place.

Leur modèle de société infâme repose sur la marchandisation de tous les besoins de la population qui doivent être une source de profit pour les capitalistes, la mise en compétition ou concurrence de l'ensemble de la société favorisant ainsi les nantis, les couches les plus favorisées, les inégalités entre les classes et les différents couches d'exploités devenant la règle, l'individualisme poussé à l'extrême.

Car seuls ceux qui seront issus de milieux privilégiés ou qui disposeront de dispositions physiques ou de conditions favorables à leur développement intellectuel pourront bénéficier de conditions d'existence relativement normales ou confortables, tandis que l'immense majorité croupira dans la précarité et la misère, sera livrée à elle-même pour parvenir à survivre, à la violence aveugle et durement réprimée dans un climat de guerre civile larvé permanent.

A l'opposé nous proposons aux travailleurs une société débarrassée du capitalisme, du marché, des banquiers et autres rentiers, une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux qui accablent les travailleurs, de la décomposition de tous les rapports, des guerres, une société où chacun pourra s'épanouir librement, une société à laquelle chacun participera en fonction de ses capacités et recevra en échange de quoi satisfaire ses besoins et aspirations, où les peuples vivront en paix et en harmonie, nous proposons aux travailleurs une société, un monde débarrassé de toutes les institutions du capital qui ont été fondées pour dresser les hommes les uns contre les autres, les peuples à s'entretuer au seul

profit d'une infime minorité de misérables privilégiés cyniques et criminels, assoiffés de pouvoir, un monde où les hommes et les femmes ne seront plus livrés à une compétition ou une concurrence concourant à les opposer sans cesse entre eux, à créer une atmosphère délétère, angoissante, insupportable, qui fera leur malheur, nous leur proposons un projet de société profondément humaniste, un terme totalement exclu de la société qu'ils vous préparent et dont on peut déjà percevoir les contours dramatiques quotidiennement à travers la barbarie qui s'étend à l'humanité entière.

Ce que nous venons de vous décrire porte un nom : le socialisme, le communisme.

La compétitivité, c'est l'apologie des inégalités et des injustices

Une fois n'est pas coutume, en guise de causerie je vous propose un excellent article daté d'octobre 2012 du portail belge Les dessous de Bruxelles, mais qui est toujours d'actualité, il traite de la compétitivité.

Il faut briser cet engrenage au nom duquel tous nos droits sociaux et politiques sont broyés. Il faut développer une argumentation simple, concise et précise qu'on pourra utiliser dans notre agitation pour faire prendre conscience aux masses de l'antagonisme qui existe entre leurs droits légitimes et la compétitivité qui en est la négation au profit des nantis.

Cet article est bien fait mais il y manque deux volets ou deux questions qui ne sont pas abordées. La première, la compétitivité par rapport à quoi, la seconde comment se traduit-elle sur le plan économique?

Qui dit compétitivité, dit compétition, mise en concurrence entre des éléments réputés de même nature. Là en l'occurrence il s'agit de mettre en concurrence des entreprises à travers le monde qui ne bénéficient pas des mêmes conditions économiques et sociales, fiscales, parfois technologiques ou environnementales. Certaines seront avantagées sur plusieurs plans par rapport à d'autres, tandis que toutes doivent se plier à la réglementation en vigueur dans le pays où elles sont implantées. Le seul élément variable sur lequel individuellement elles peuvent jouer réside dans les conditions de travail et de rémunération des travailleurs, la durée et le coût du travail qu'elles imposent à leurs salariés, donc leur nombre en fonction des marchandises qu'elles se destinent à produire ou service qu'elles doivent rendre à leur clientèle.

Avec la division du travail internationale qui concerne pratiquement tous les secteurs économiques, la concurrence entre les entreprises favorisent celles qui pratiquent des bas salaires et des journées de travail plus longues, qui bénéficient d'une législation du travail particulièrement avantageuses au détriment des travailleurs, ce qui permet aux capitalistes ou actionnaires d'engranger un maximum de profit. Dans ces conditions pourquoi des entreprises devraient-elles accepter de continuer de produire dans certains pays où les conditions leur sont défavorables, ce qu'elle peuvent par ailleurs produire dans d'autres pays dans de meilleures conditions, leur permettant de rivaliser avec la concurrence ? Il y a quelques années déjà j'avais abordé la situation sous cet angle-là, cette question se pose dorénavant avec acuité, elle est même devenue quasi omniprésente. Ceux qui n'avait pas compris la ligne politique que je défendais la comprendront peut-être mieux maintenant.

La compétitivité signifie donc rechercher le coût du travail le plus bas pour une journée de travail la plus longue possible ou l'utilisation des installations industrielles non pas à 60 ou 70% mais proche de 100% quand le marché le réclame, moins quand il reflue, d'où la nécessité pour les capitalistes d'introduire des éléments de flexibilité maximum dans les contrats de travail au point de rendre la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. La seconde question a directement un rapport avec la première que nous venons d'aborder, elle en est le complément, on vient de l'effleurer, l'augmentation de la productivité, de l'exploitation. Elle peut se réaliser par l'augmentation de la journée de travail mais aussi par la formation du personnel qui sera amené à accomplir des tâches nouvelles sans que sa qualification ou sa rémunération évolue en conséquence. Un employé administratif sans qualification remplissant une fonction donnée et percevant un salaire de 1.300 euros brut pourrait se voir proposer une formation en gestion par exemple, à l'issue de laquelle il rejoindrait le service de la comptabilité pour remplir une nouvelle fonction moyennant une augmentation de salaire de 100 euros, alors que ses collègues sont rémunérés 1.800 euros brut. Il n'aurait pas le choix, s'il refusait il serait licencié et n'aurait aucun recours après l'accord scélérat du 11 janvier 2013.

Jusqu'à présent, que l'entreprise ait des commandes ou non et du travail à donner ou non à ses salariés elle devait les conserver sur place et leur payer intégralement leurs salaires. Dorénavant la donne va changer, ils viendront travailler et seront rémunérés par l'entreprise quand elle aura du travail à leur donner, sinon ils resteront chez eux et ils verront leur rémunération diminuer à moins que l'Etat ou la région prennent en charge tout ou partie de la différence si une convention a été signée avec eux, dans tous les cas, les capitalistes seront gagnants, car l'Etat ou la région sont financés avec les impôts et les taxes que paient les travailleurs, exactement comme ce qui se produit déjà avec les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises compensées par l'Etat.

Dans tous les cas de figure les travailleurs seront perdants, c'est ce que les syndicats ont accepté de signer à travers différents accords.

Nous allons réfléchir plus à fond à cette question pour apporter une réponse sous la forme d'un mot d'ordre contre la compétitivité, en montrant la nature barbare puisqu'elle consiste à dresser les travailleurs les uns contre les autres dans une course effrénée au profit, tout en encourageant un individualisme enragé qui est l'antithèse des principes humanistes les plus élémentaires.

La compétitivité, ou la loi des multinationales (ellynn.fr/dessousdebruxelles - octobre 2012)

Après avoir annoncé un nécessaire « *choc de compétitivité* » appelé des vœux de la droite et du MEDEF, le gouvernement souhaite désormais construire un « pacte de compétitivité » sur l'ensemble du quinquennat de François Hollande. Une préoccupation bien ancrée dans l'air du temps : la « *compétitivité* » est désormais sur toutes les lèvres, omniprésente dans le débat public. Sans qu'on se donne la peine de se demander : d'où vient, au juste, cet impératif de compétitivité ?

Depuis les années 90, la compétitivité est devenue le maître mot du discours politique, un véritable mantra. Aujourd'hui encore, depuis le Parti socialiste jusqu'à la droite, la compétitivité serait l'unique voie de sortie de la crise. Pourquoi au juste ? Parce qu'il n'y a pas le choix. Dans un contexte de libéralisation et de concurrence généralisées, la compétitivité, c'est l'équation gagnante : compétitivité des entreprises = croissance = créations d'emploi.

Cette simple équation permet de comprendre comment la compétitivité s'est imposée comme un objectif ultime, un modèle « gagnant-gagnant » : les entreprises, les salariés et les gouvernements, tout le monde y gagne ; c'est la fin de la lutte des classes, sous la bénédiction bienveillante du capitalisme financier.

Cette potion magique ne s'applique pas seulement à l'économie, mais à la société toute entière. Bien entendu, sur le plan économique, il faut plus de libre-échange, moins de régulation, moins d'impôts pour les (grandes) entreprises, moins de droit du travail, moins de cotisations sociales... Mais il faut aussi mettre l'école, la recherche, les services publics, l'écologie, la culture, nos villes, nos régions... et nous-mêmes au service de la compétitivité.

Sauf que, sauf que... appliquées depuis plus de 20 ans, les bonnes recettes de la compétitivité n'ont jamais tenues leurs promesses. Loin d'apporter des perspectives pour les économies européennes, ces mesures ont en grande partie préparé la crise financière de 2008, puis elles ont contribué à l'empirer [1].

Pourtant, la quête de la sacro-sainte compétitivité n'a pas été en pertes pour tous. Les privatisations, dérégulations, et autres flexibilisations du marché du travail, menées au nom de la compétitivité semblent finalement aboutir aux mêmes conséquences : les bénéfices de quelques-uns ne cessent d'enfler, au détriment des conditions de vie de la majorité. Alors, quid de la compétitivité ? Un petit retour historique s'impose.

Le rêve des industriels

En 1967, le premier ministre Georges Pompidou donnait déjà les premiers éléments de ce que va devenir le discours de la compétitivité : la menace de la concurrence sera l'occasion de sortir la France et ses industriels de la léthargie, de la paresse dans laquelle l'ont plongée les protections douanières.

Si Pompidou laisse entendre que l'effort d'ajustement coûtera aux industriels, l'économiste de la CGT Jean Duret percevait déjà en 1956 la feinte derrière les velléités de libéralisation du marché commun européen : « *On invoquera les dures lois de la compétition internationale pour démontrer qu'un niveau d'emploi élevé ne pourra être assuré que si les travailleurs se montrent "raisonnables" [2]* ».

C'est pourtant à partir des années 80 que prend forme une véritable doctrine européenne de la compétitivité, sous l'impulsion décisive de la Table ronde des industriels européens (European Round Table ou ERT), puissant lobby industriel rassemblant quelques 45 dirigeants de grands groupes européens [3].

La Table ronde se donne pour objectif d'influencer la structure même de la construction européenne, pour la rendre favorable au développement de l'industrie. Elle est bien implantée dans les réseaux de pouvoir bruxellois puisque fondée à l'initiative de deux commissaires européens dont Etienne Davignon, futur dirigeant... de la Société générale de Belgique [4].

Ses premiers succès ne se font pas attendre. Le lobby industriel participera activement à l'élaboration de l'Acte unique européen, qui détaillait les barrières commerciales et réglementaires à supprimer pour permettre l'émergence du marché unique. Le traité se basait sur le Livre Blanc publié par la commission Delors en 1985. Ce document était, comme le reconnurent ses auteurs, lui-même directement inspiré du rapport « *Europe 1990* » rédigé par le lobby industriel [5].

Le marché unique sera un premier pas dans l'imposition de la compétitivité comme impératif catégorique [6]. Ce n'était qu'un début : lorsque Delors rend en 1993 son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, il remercie les industriels pour leur soutien lors de sa préparation [7]. Une semaine plus tôt, il avait pris part à la conférence de presse de la Table ronde des industriels qui présentait son dernier rapport, selon lequel la compétitivité était LA solution pour « *vaincre la crise* ».

Ce n'est donc pas une surprise : le Livre Blanc approuvé par les gouvernements européens reprend les analyses et préconisations des industriels. Cette séquence témoigne de l'« *alliance objective* » qui voit le jour pendant les années Delors entre

la Commission et les milieux d'affaires. Elle permettra notamment la construction du marché unique face à des gouvernements parfois peu enthousiastes, et se poursuivra après le départ de Delors.

Les termes de cette relation « *gagnant-gagnant* » semblent se résumer ainsi : la Table ronde appelle à plus d'intégration européenne et de nouveaux pouvoirs pour la Commission, et celle-ci, de son côté, contribue à promouvoir la doctrine des industriels au sommet de l'agenda des politiques européennes [8].

Pas d'alternative à la compétitivité

La stratégie de Lisbonne proposée par la Commission et adoptée en mars 2000 apparaît comme l'aboutissement de cette symbiose entre la commission et le lobby industriel. Elle sacrait pour 10 ans la compétitivité comme objectif n°1 de l'Union européenne, appelée à devenir « *l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010* ».

Pour les lobbies industriels comme l'ERT, le rêve se réalisait : l'Union européenne, dévouée toute entière au bien-être des grands groupes privés. Cette orientation sera confirmée en mars 2010 avec la stratégie « *Europe 2020* » qui reprenait avec quelques ajouts les recettes pro-compétitivité promues dans le cadre de la stratégie de Lisbonne [9].

Dans le cadre de cette croisade pour la compétitivité, la commission préconise d'accroître la concurrence dans le marché intérieur. Au programme, la déréglementation des marchés, et notamment du marché des services, une politique de libre-échange exacerbée, et la libéralisation et privatisation des services publics, notamment l'énergie et le transport. Autant de mesures que l'on retrouve à nouveau dans le « Pacte de croissance » promu en juin par le Président Hollande [10].

En fait, ces politiques de concurrence sont la seule voie possible pour les gouvernements souhaitant stimuler l'économie, puisque, côté macro-économique, les politiques « *alternatives* » sont exclues : on impose un carcan sur les salaires (« *modération salariale* ») pour assurer d'une part la compétitivité du coût du travail, et de l'autre la stabilité de la monnaie unique.

Dans le même temps, la mise en place de la monnaie unique empêche tout ajustement par dévaluation de la monnaie. Une perspective qui n'est pas sans déplaire à l'économiste Bulchadani, de la banque Morgan Stanley, qui expliquait en 1998 : « *Si l'on supprime la devise nationale comme soupape de sécurité, les gouvernements devront se concentrer sur les changements concrets à effectuer pour devenir plus compétitifs : impôts plus bas, flexibilité du marché du travail et cadres réglementaires plus favorables à l'industrie.* »

Les gouvernements doivent par ailleurs renoncer à toute politique budgétaire ambitieuse : obligés d'emprunter sur les marchés financiers, ils doivent désormais faire preuve de « *rigueur* » budgétaire. Et plus question d'augmenter les impôts... là encore, compétitivité oblige.

Dès lors, comme disait Margaret Thatcher, « *il n'y a pas d'alternative* ». Les élus n'ont plus le choix : comme de bons entrepreneurs, ils doivent s'assurer de garantir partout, à tous les niveaux de décision, un contexte « *favorable aux entreprises* » (business friendly). Le principe avait été décrit par Jean Duret un demi-siècle auparavant : « *Les capitaux auront tendance à désertir les régions et les pays où les salaires seront relativement élevés, où certaines lois sociales seront susceptibles de gêner une exploitation trop éhontée.* [11] »

A l'échelle des Etats, des régions, des villes, les élus deviennent des « *managers* », et leurs performances sont comparées à l'échelle européenne (le « *benchmark* ») pour déterminer les « *bonnes pratiques* ». A l'aune... de la compétitivité, bien sûr. C'est le triomphe du nouveau management public, qui se traduit en France par la RGPP (revue générale des politiques publiques).

La compétitivité s'impose partout

Depuis 2000, la commission emboîte le pas aux lobbies industriels, pour qui presque tout finit par se rapporter à la compétitivité, y compris les politiques écologiques et sociales. C'est la raison pour laquelle l'ERT encourage l'« *évaluation comparative* », c'est-à-dire l'utilisation de la comparaison quantitative des effets des politiques de compétitivité pour déterminer les nouvelles mesures à adopter. L'évaluation comparative, cela signifie « *scruter le monde afin d'y découvrir ce que les autres ont de meilleur, où que ce soit, pour ensuite, essayer de l'égaliser ou de le surpasser* [12] »

A commencer par l'aménagement du territoire. Les élus locaux deviennent des « *managers* » de territoire qui doivent désormais tout faire pour attirer entreprises et investissements privés. Fiscalité aux petits oignons, partenariats publics-privés, infrastructures adaptées... Les grands projets d'infrastructures, autoroutes, lignes à grande vitesse, aéroports (comme celui de Notre-Dame des Landes) deviennent des éléments essentiels de l'« *attractivité* » des régions [13].

L'université et la recherche n'y échappent pas : elles doivent, elles aussi, se soumettre au dogme de la compétitivité. La stratégie de Lisbonne, puis la stratégie « *Europe 2020* », stipulent que l'université doit permettre de former une main d'œuvre adaptée

aux demandes du marché du travail, c'est-à-dire des entreprises. La commission en appelle même à enseigner « *l'esprit d'entreprise* » dès le plus jeune âge [14]. La recherche doit, elle, se focaliser sur l'« *innovation* », et donner aux entreprises européennes des avantages compétitifs.

Les politiques écologiques sont elles aussi soumises à l'impératif de « *compétitivité* ». Face aux enjeux climatiques, la commission en appelle à une « *croissance verte* » fondée sur le développement des « *technologies vertes* » (dont certaines controversées, comme les biocarburants, par exemple). Les mécanismes de compensation comme la « *finance carbone* » sont censés inciter les industriels à modifier leurs comportements... alors que toute régulation contraignante sur le changement climatique ou les produits chimiques des industries polluantes est exclue... là encore, compétitivité oblige.

Enfin, la protection sociale doit, elle aussi, se mettre au service de la compétitivité : il faut, d'une part, flexibiliser le droit du travail, en finir avec le CDI et les conventions collectives pour faciliter les licenciements – et ainsi permettre aux entreprises de mieux s'adapter aux fluctuations des marchés et mettre en œuvre la « *modération salariale* ». De l'autre part, il faut « *activer* » les politiques de l'emploi, c'est-à-dire inciter les chômeurs à accepter des emplois qu'ils n'accepteraient pas spontanément en durcissant les règles ou en diminuant les allocations. Enfin, la sécurité sociale, dont le financement pèserait trop sur les entreprises, doit être confiée aux assurances privées.

Une équation truquée

En stipulant que toute mesure en faveur des entreprises allait automatiquement réduire le chômage et donc bénéficier à tous, l'« *équation magique* » de la compétitivité a contribué à propager l'idée que les mesures politiques qui vont dans l'intérêt immédiat des plus grandes firmes internationales sont également, par transitivité, dans l'intérêt de tous.

En voyant, encore aujourd'hui, la quasi-totalité de la classe politique sauter comme un cabri en criant « *compétitivité ! compétitivité !* », on ne peut s'empêcher de se dire que les lobbies industriels ont bien joué leur coup. Et on ne peut qu'être perplexe en se demandant comment tout ce beau monde peut-il tomber dans un tel panneau si facilement.

Car il est pourtant évident que cette équation est truquée.

Tout d'abord parce que la centralisation de la production et de la distribution catalysées par le Marché unique ont permis aux multinationales de diminuer les coûts en réduisant considérablement leur main-d'œuvre. Les mesures de concurrence, le libre-échange et la dérégulation du marché du travail censément prises pour stimuler la « *compétitivité* » ne font qu'accroître cette tendance.

Sur une durée de cinq ans à partir de 1989, la compagnie d'électronique hollandaise Philips a réduit son personnel de 22 % – environ 68 000 emplois [15] ; British Telecom a pu se glorifier d'avoir réduit son effectif de 235 000 à 125 000 entre 1985 et 1996 [16]. À la fin des années 1990, une nouvelle vague de fusions, d'acquisitions et de restructurations industrielles a encore eu pour résultat d'engendrer à la fois des bénéfices record et d'importantes suppressions d'emplois [17].

Le discours orwélien des industriels atteint des sommets, lorsqu'un rapport de la Table ronde des industriels explique que lutter contre les plans de licenciements, c'est lutter contre l'emploi : « *lutter contre la restructuration revient simplement à faire obstacle au changement et à la création d'emplois* [18] »

Le dogme de la compétitivité exclut toute mesure structurelle qui pourrait être prise pour endiguer le chômage : la modération salariale, la rigueur budgétaire pèse sur l'activité et maintient un taux de chômage élevé. Dès lors, la « *lutte contre le chômage* » mise en œuvre par les gouvernements européens relève au mieux du trompe l'œil. Au pire, elle contribue à flexibiliser davantage les conditions de travail, à développer les contrats précaires et à accroître les contraintes sur les chômeurs à travers « *le durcissement des critères d'éligibilité, la réduction des montants et des durées d'indemnisation, [et] le renforcement des contrôles* [19] ».

La conclusion est donc claire. La compétitivité, ce n'est pas l'emploi : c'est le chômage, la précarité, et l'explosion des inégalités. Tout ce que l'on nous a imposé depuis plus de vingt ans.

Un modèle de société

C'est Georges Pompidou qui vend la mèche, dans l'interview citée plus haut. La doctrine de la compétitivité, qui s'impose à toutes les strates de la décision publique, contribue à forger, par le biais d'une menace permanente, une société sous tension. Dans la même veine, Laurence Parisot se demandait en 2005 dans le Figaro : « *La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail ne serait pas précaire ?* ».

Cette tension est inhérente à nos sociétés « *compétitives* ». Elle n'a de cesse de s'accroître, et avec elle les profits des grands groupes. A mesure que les prétendus « *remèdes* » prouvent leur inanité, on les prescrit avec d'autant plus de force.

Georges Pérec avait donné une image qui pourrait illustrer ce modèle : une île, W, où les habitants sont des athlètes contraints à la compétition et qui deviennent obsédés par la victoire - condition de leur survie. Une société toute entière tournée vers la « *compétitivité* »... où l'on découvre finalement que les performances des athlètes sont dérisoires :

« *Il faut voir fonctionner cette machine énorme dont chaque rouage participe, avec une efficacité implacable, à l'anéantissement systématique des hommes, pour ne plus trouver surprenante la médiocrité des performances enregistrées : le 100 mètres se court en 23"4, le 200 mètres en 51" ; le meilleur sauteur n'a jamais dépassé 1,30m [20].* »

La farce a assez duré. Il est grand temps d'en finir avec la « *compétitivité* », et d'inventer un autre imaginaire... plus vivable.

[1] La modération salariale a été un des facteurs déclencheurs de l'endettement des ménages, la consommation étant "dopée" à la dette (notamment aux Etats-Unis). La dérégulation, censée donner un coup de fouet à la compétitivité de l'industrie (y compris financière et bancaire) a permis le développement des produits dérivés incriminés dans la crise des subprimes. Le détricotage de la régulation bancaire a contribué à l'ampleur de la crise bancaire. Enfin, le dogmatisme néolibéral qui préside aux politiques de compétitivité n'a pas permis de mettre en place les mesures pour relancer l'activité après la crise : poursuite accrue des politiques d'austérité, pas de relance publique, on préfère invoquer et favoriser en vain des investissements privés... mais les surplus enregistrés par les grands groupes grâce aux mesures "pro-compétitivité" alimentent les dividendes et la spéculation.

[2] Jean Duret, « *Que signifie le Marché commun dans une Europe capitaliste ?* », Cahiers internationaux, n°78, juillet 1956, p.19-30, cité dans le Plan B n°13

[3] Lire la présentation de la Table rondes des industriels européens : <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[4] Lire Quand le Vicomte Davignon privatisait la Commission <http://ellynn.fr/dessousdebruxelles...>

[5] Bastiaan van Apeldoorn et Otto Holman, « *Transnational Class Strategy and the relaunching of European Integration : The Role of the European Roundtable of Industrialists* », 35e convention de l'International Studies Association, Washington, 28 mars-1er avril 1994, p. 21.

[6] Delors déclarera en 1986, devant ses collègues socialistes : « *J'ai toujours pensé, en France, qu'il n'y avait pas assez de marché et que l'Etat était, pour des raisons historiques, omniprésent et trop souvent étouffant ou dominant. La plupart des Français n'ont pas encore acquis cette mentalité d'ouverture au monde sans laquelle nous ne pouvons pas édifier une économie compétitive* » (Jacques Delors s'adressant à ses camarades socialistes, 1986, cité dans « *Delors...* » de Charles Grant)

[7] Agence Europe, 12 décembre 1993 ; cité in Bastiaan Van Apeldoorn, op. cit., p. 246.

[8] « *Nous sommes en train de réduire les prérogatives de l'Etat et du secteur public en général de par les privatisations et la dérégulation... [...] L'unification européenne progresse, et elle favorise les entreprises internationales telles que les nôtres* », expliquait le président de l'ERT Daniel Janssen - "The Pace of Economic Change in Europe", 2000 Tokyo Meeting, Trilateral Commission.

[9] L'Europe des industriels n'est pas en panne <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[10] 5 recettes socialistes pour réorienter l'Europe <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[11] Jean Duret, op.cit.

[12] ERT, Benchmarking for Policy-Makers : The Way to Competitiveness, Growth and Job Creation, Bruxelles, 1996.

[13] Sur le marketing territorial, lire : <http://dessousdebruxelles.ellynn.fr...>

[14] Lire Esprit d'entreprise : consultation sur les actions futures au niveau de l'UE : <http://europa.eu/rapid/press-releas...>

[15] Nicholas Hildyard, Colin Hines et Tim Lang, « *Who Competes ? Changing Landscapes of Corporate Control* », The Ecologist, vol. 26, n° 4, juillet / août 1996, p. 131.

[16] Competitiveness Advisory Group, « *Capital Market for Competitiveness : Report to the President of the European Commission, the Prime Ministers and Heads of State* », juillet 1998.

[17] La compagnie Ericsson, membre suédois de l'ERT, a par exemple annoncé début 1999 son projet de supprimer 11 000 emplois – soit 10 % de sa main-d'œuvre mondiale. Pilkington, géant de la verrerie et membre de l'ERT, basé au Royaume-Uni, a supprimé 9 000 emplois en 1998 et prévoit finalement de diminuer de moitié sa main-d'œuvre par rapport à 1990. Annonçant ces suppressions, Paolo Scaroni, directeur exécutif de la compagnie, a expliqué que cette mesure faisait partie du processus de « restructuration » en cours pour diminuer les coûts et augmenter les profits. À la même époque, il déclarait fièrement à la presse que Pilkington empochait un minimum de 20 % de bénéfices sur ses investissements de capitaux et 12 % sur les ventes (lire Magnus Grimond, « *Pilkington lops 1500 job in costs drive* », Associated Newspapers Ltd, 29 octobre 1998)

[18] ERT, « *La création d'emplois et la compétitivité par l'innovation* », Bruxelles, nov.1998.

[19] Florence Lefresne, « *Regard comparatif sur l'indemnisation du chômage : la difficile sécurisation des parcours professionnels* », Chronique internationale de l'IRES, n° 115 : Indemnisation du chômage : débat sur les réformes, novembre 2008, p. 3-28, <http://www.ires-fr.org/IMG/File/C11....>

[20] Georges Pérec, *W ou le souvenir d'enfance*, Gallimard coll. "l'imaginaire", 1993, 219p. lire : <http://www.ouvrir.info/zinc/spip.p...>

Ils ont décidé de liquider l'agriculture et l'élevage en France.

- Des pesticides dans les pâtes, les céréales et les biscuits - LePoint.fr

La PAC coûte trop cher et l'UE est en crise, il faut couper dans les subventions accordées aux agriculteurs et éleveurs, on a là le fin mot de l'histoire qui a démarré avec les "révélations" sur le cheval mélangé à du boeuf dans des plats préparés. Un coup monté de toutes pièces, car ils ont sorti cette affaire au moment opportun, et s'ils savaient quoi chercher pour savoir de quoi il retournait.

Bref, cette escroquerie était un secret de polichinelle dont ils étaient tous complices, du début à la fin de la chaîne en passant par les autorités concernées qui pouvaient suivre à la trace le cheminement des produits incriminés.

Parole d'internaute

1- *"Extraordinaire invention des marchands du Temple appelés banquiers. Ils nous ont obligé à déposer notre argent sur un compte dans leurs établissements afin de l'utiliser à leur seul fin en taxant les dépôts si besoin. Quel talent !"*

L'existence des banquiers peut être assimilé à un coup d'Etat permanent couvert par l'Etat, ce qui justifie qu'il faille liquider à la fois leur Etat et les banquiers.

2- *"Depuis Nicole Notat et l'épuration au sein de la CFDT, celle-ci n'est plus qu'un partenaire du patronat. La CGT a tous les défauts du monde mais elle reste aux côtés des travailleurs. L'ère autogestionnaire de la CFDT, post-68, chrétienne de Gauche, a été liquidée. SUD est né de ces décombres.*

Désormais, sur le terrain, la CFDT sabote toutes les négociations selon une méthode maximaliste bien éprouvée : réclamer l'inaccessible puis signer à la première occasion. Cela permet de se montrer comme la plus offensive puis celle qui a obtenu quelque chose. La CGT qui ne réclame que ce qu'elle juge honnêtement gagnable, se retrouve toujours sur le bas côté, par son refus de brader.

La CFDT n'est plus un syndicat de salariés. Elle est un auxiliaire du patronat."

J'ajouterai que la totalité des syndicats refusant d'inscrire leur action dans la perspective de l'émancipation du salariat sont de ce fait subordonnés au capitalisme. Socialisme ou capitalisme, si l'on ne choisit pas l'un, c'est qu'on a adopté l'autre, CQFD. Comment, ce n'est pas le discours de vos dirigeants ?

Au nom de leur indépendance les syndicats ont refusé de choisir le socialisme, parce qu'en étant attelés au capitalisme voyez-vous ils seraient indépendants, très sérieusement, ne vous marrez pas, c'est ce que prétendent les dirigeants qui vantent l'indépendance des syndicats. Comment est-ce possible, comment en sont-ils arrivés là ? Demandez-leur. Non, là ce n'est pas sérieux, vous allez perdre votre temps...

ACTUALITE EN TITRES

[Un patron de droit divin qui l'emportera au paradis.](#)

- Villejuif: Un homme agresse son patron à la hache et tente de se suicider - Par 20minutes.fr

Son patron venait de lui signifier sa mise à pied, il s'est vengé, légitime, non ?

[Le gouvernement des riches, des rentiers et des banquiers : dehors !](#)

- Le Conseil d'Etat pourrait enterrer l'idée de la taxation à 75% - Reuters

- Royaume-Uni: nouveau budget d'austérité malgré une conjoncture sombre - AFP

[Charrette et déboire](#)

- Veolia prévoit de supprimer 1.500 emplois dans l'eau en France - AFP

- Industrie solaire: le géant chinois Suntech se déclare en faillite - AFP

[A bas les banquiers !](#)

- Les Français ne croient pas en leur système bancaire - 20minutes.fr

- Près de 90% des Français satisfaits de leur banque, selon un sondage - AFP

D'après une étude réalisée par le cabinet Deloitte, seul un Français sur trois (34%) déclare avoir confiance dans le système bancaire français. Près de 9 Français sur 10 (88%) se déclarent satisfaits de leur banque. 20minutes.fr 20.03

Jusqu'où va se nicher l'amour propre mal placé !

[Putréfaction de leur société.](#)

- 150 crimes et délits par jour sur le réseau ferré d'Ile-de-France - LePoint.fr

[Les supporters du sionisme donnent de la voix.](#)

- Barack Obama en Israël : '*Notre alliance est éternelle*' - LeMonde.fr

- Hollande dénonce l'antisémitisme sur les réseaux sociaux - lemonde.fr

[Tout de suite les grands mots !](#)

- Irak, dix ans après: «*On aurait pu éviter cette guerre illégale*» - 20minutes.fr

On ne vous pardonnera jamais de l'avoir couverte ainsi que tous les crimes de l'impérialisme américain, notamment.

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Au garde-à-vous devant leur maître : la Commission européenne.](#)

"*Il n'y aura pas de cassure*", souligne-t-on, jugeant que Bernard Cazeneuve, bien au fait des négociations européennes, pourra présenter sans problème les engagements de la France en matière de finances publiques à la Commission européenne. Reuters 20.03

Quoi qu'il en soit, c'est tout de même (encore) un ministre du gouvernement de la France qui prépare le budget, et c'est lui qui accepte de passer sous les Fourches Caudines de la Commission européenne, c'est donc contre le gouvernement qu'il faut axer notre politique, car s'il y avait un gouvernement ouvrier il refuserait de se soumettre à cette instance illégitime, il commencerait par rompre avec l'UE et l'euro.

Il ne pourra pas dire qu'il ne savait pas.

Jean-Marc Ayrault, mercredi à la tribune de l'Assemblée nationale, a opposé sa volonté d'un "*compromis historique*" pour "*réarmer le pays*" et remporter la "*bataille*" de l'emploi.

"*Je sais combien les efforts que je demande sont difficiles. Je sais que, pour ceux qui souffrent, aucun changement n'est assez rapide. Ce que je veux, c'est que chaque Français soit partie prenante du redressement*", a-t-il expliqué, formulant le vœu de "*réveiller l'espoir*".

S'engageant à une "*fiscalité stable*" et "*juste*", il a réitéré l'engagement de ramener les comptes publics à l'équilibre en 2017, essentiellement par un "effort sur la dépense publique". Reuters 20.03

C'est vrai que pour les familles qui finissent à la rue "*aucun changement n'est assez rapide*", que voulez-vous on ne peut pas faire cadeaux de dizaines de milliards d'euros aux capitalistes, épargner les riches et satisfaire tout le monde, on a des priorités à respecter, on prend nos responsabilités...

Maintenant ils veulent mettre la main sur les retraites des Chypriotes.

La BCE a versé en début d'année 1.000 milliards d'euros aux banques de l'UE, mais il lui est impossible de trouver 5,8 milliards d'euros préférant racketter la population chypriote.

Vous lirez plus loin que Hollande n'a pas été en reste en affirmant la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen, autrement dit que le gouvernement mette à contribution les Chypriotes pour renflouer un Etat que l'UE a conduit à la faillite.

- Les dirigeants chypriotes sont appelés à se prononcer jeudi sur un "*plan B*" destiné à empêcher une faillite de l'île après le rejet par le Parlement d'un plan d'aide européen prévoyant une taxe sur les dépôts bancaires.

Le président de Chypre, Nicos Anastasiades, a réclamé mercredi qu'une décision soit prise "jeudi au plus tard" par les élus chypriotes sur une version amendée du plan de sauvetage européen, selon l'agence de presse chypriote CNA.

Selon la chaîne publique de la télévision chypriote, ce Plan B, débattu par le gouvernement et qui devrait être présenté aux partis politiques jeudi matin, pourrait comprendre un prélèvement sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros. La première version du plan prévoyait une ponction sur tous les comptes.

M. Anastasiades a convoqué une réunion des chefs de file parlementaires à 07H30 GMT.

En raison des discussions en cours, les banques chypriotes, fermées depuis cinq jours, le resteront cinq jours encore.

A Nicosie, le gouvernement s'est à nouveau réuni mercredi en fin d'après-midi.

Selon la radio publique, les autorités chypriotes envisagent une loi restreignant les sorties en liquide du pays une fois les banques rouvertes, et scindant les établissements en deux catégories, bonnes et mauvaises banques.

Les établissements financiers, qui n'ont pas réouvert après le week-end pour empêcher une ruée aux guichets de clients inquiets et une fuite massive de capitaux, vont rester fermer jusqu'à mardi, a indiqué la Banque centrale.

S'il est encore possible de retirer de l'argent aux guichets, tous les virements sont bloqués.

La Commission européenne a souligné que Nicosie devait présenter une solution garantissant que la dette publique chypriote reste soutenable -- or si Chypre sollicitait un prêt plus important que celui accordé par la zone euro et le FMI, sa dette publique dépasserait mécaniquement le seuil de 100% du PIB en 2020 retenu dans le plan de sauvetage initial.

Le président français François Hollande a souligné lors d'un entretien avec M. Anastasiades la nécessité que Chypre apporte la "*contribution convenue*" au plan d'aide européen.

Selon un porte-parole du gouvernement chypriote, une éventuelle nationalisation des fonds de pensions d'institutions publiques et semi-publiques pourrait rapporter 3 milliards d'euros. Une autre solution pourrait être la fusion des deux principales banques pour réduire le montant de la recapitalisation nécessaire.

Autre piste: une aide de la puissante Eglise orthodoxe de Chypre. Son chef, l'archevêque Chrysostomos II, a déclaré que l'Eglise était prête à mettre son énorme patrimoine foncier et ses avoirs à la disposition de l'Etat, sous forme de garantie.

Nicosie pourrait aussi jouer la carte énergétique grâce aux réserves de gaz récemment découvertes au large de ses côtes, qui laissent présager des revenus massifs d'ici une décennie.

Selon le quotidien russe Vedomosti, la banque russe Gazprombank, détenue à 41% par le géant public gazier Gazprom, a proposé à Chypre une aide financière en échange de licences d'exploitation du gaz naturel. AFP 20.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

L'administration Obama a franchi mercredi un nouveau pas vers le lancement des négociations sur un accord de libre-échange avec l'Union européenne en informant formellement le Congrès de ses intentions.

"Nous avons l'intention de lancer les négociations sur ce nouvel accord après un délai de 90 jours à partir de cette notification", a écrit le représentant au commerce extérieur américain par intérim, Demetrios Marantis, dans un courrier adressé aux chefs de file du Congrès et communiqué à la presse.

Le président américain, Barack Obama, et la Commission européenne veulent créer entre les Etats-Unis et l'Europe une des plus importantes zones de libre-échange. Bruxelles doit encore officiellement donner son aval. AFP 20.03

2- Venezuela

Le Venezuela a suspendu le *"canal de communication"* établi fin 2012 avec les Etats-Unis pour tenter de normaliser les relations entre les deux pays, a annoncé mercredi le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Elias Jaua.

"Ce canal de communication reste suspendu tant qu'il n'y aura pas de message clair identifiant le type de relations que veulent les Etats-Unis avec le Venezuela", a annoncé M. Jaua après une nouvelle série de crispations diplomatiques entre les deux pays.

"Cela n'a pas de sens de continuer à perdre du temps", a encore estimé M. Jaua, évoquant des *"ingérences"* américaines dans les affaires intérieures, en écho à de récentes accusations de *"tentative de déstabilisation"* formulées à l'encontre du président américain et de deux ex-diplomates par le président par intérim Nicolas Maduro.

Ce dernier, candidat du parti au pouvoir à la prochaine présidentielle du 14 avril, a accusé le président Barack Obama de fomenter un plan secret avec l'ex-ambassadeur américain Roger Noriega et l'ancien responsable du Département d'Etat pour les Amériques (et également ex-ambassadeur au Venezuela) Otto Reich.

Selon M. Maduro, ce plan viserait à attenter à la vie du chef de file de l'opposition Henrique Capriles aux fins de déstabiliser le pays.

Mercredi, M. Jaua est allé encore plus loin dans ces accusations en assurant que MM. Noriega et Reich *"recrutaient des mercenaires"* en Amérique centrale pour mener ce plan à bien.

Lundi, les Etats-Unis ont nié avec insistance être impliqués dans une tentative d'assassinat du chef de l'opposition vénézuélienne pour créer le *"chaos"* avant le scrutin du 14 avril.

L'expulsion de deux attachés militaires américains par Caracas le 5 mars, jour du décès du président Chavez, avait jeté un nouveau coup de froid sur les relations entre les deux pays. Ces deux hommes ont été accusés d'avoir voulu conspirer contre le gouvernement vénézuélien.

Une semaine plus tard Washington annonçait l'expulsion de deux diplomates vénézuéliens *"en réponse à l'action du gouvernement vénézuélien"*.

Les deux hommes ont été décorés mercredi par le chef de la diplomatie vénézuélienne. AFP 20.03

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mars 2013

CAUSERIE

Jeudi, 22h10.

Avec un peu d'avance, je vous livre le travail brut que j'ai effectué entre 20 h et 22h. Bonne lecture et à plus tard.

Je vais écouter un peu de musique pour me détendre un peu. Def Leppard, Ted Nugent, Juda Priest, Metallica, de quoi faire péter en éclats le vieux monde ! Je ne sais pas pourquoi je vous dis cela, ce que vous allez lire est très sérieux et je m'emploie à passer pour un rigolo, comme si je tenais à briser par avance la confiance que vous pourriez me manifester, peut-être parce que je n'ai rien de plus à vous proposer et que j'en suis désolé. Un jour peut-être qui sait ?

Le discours de l'OCDE décrypté. Il s'agit d'extraits commentés des trois documents que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

- La France doit faire davantage pour stimuler sa compétitivité et créer des emplois - 19/03/2013

- ... appelle la France à s'attaquer aux goulots d'étranglement persistants qui ont limité sa croissance économique et maintenu le chômage à un niveau élevé ces dernières décennies.

Alors que c'est la subordination concertée entre les différents gouvernements qui se sont succédés en France et les institutions du capital tel l'OCDE de l'Etat au marché pour se financer qui a conduit à son endettement massif. A les entendre ils regretteraient le niveau atteint par le chômage alors que c'était l'objectif qu'il s'était fixé pour faire accepter aux travailleurs n'importe quelle condition de rémunération et de travail, c'est directement le résultat de la politique qu'ils ont préconisée.

- « L'économie française possède de très nombreux atouts et un potentiel considérable, mais une réglementation excessive et une fiscalité élevée érodent progressivement sa compétitivité », a déclaré M.Gurría

La réglementation excessive, c'est celle du travail qu'il faut liquider, quant à la fiscalité élevée, elle est relative aux impôts sur les bénéfices des entreprises et sur les revenus des plus riches, il faudrait les diminuer pour que les nantis et plus riches le soient encore davantage.

- " À l'heure actuelle, la France a une occasion unique de mettre en oeuvre une stratégie vigoureuse et ambitieuse de réformes".

Entendez par là qu'il faut profiter qu'un parti se prétendant socialiste parvenu au pouvoir pour aller encore plus loin dans la remise en cause de tous acquis, ce que n'aurait pas pu envisager de faire le parti officiel de l'ordre, le PS au pouvoir est une aubaine pour eux, merci on l'avait compris avant le 6 mai 2012.

Ensuite l'OCDE "*félicite*" le gouvernement français pour les avancées importantes réalisées au cours des derniers mois, c'est peu dire que sa politique a été entièrement tournée contre la classe ouvrière.

- Une réduction des dépenses publiques s'impose pour diminuer le déficit budgétaire et permettre la baisse des prélèvements sur le travail et les entreprises – une composante essentielle des futurs programmes en faveur de la compétitivité.

Le budget de l'Etat ne doit plus servir à financer des services sociaux mais doit être entièrement destiné aux entreprises, exonérations de cotisations sociales, aide à la recherche et subventions de tout ordre qui participent à la baisse du coût du travail. D'autant plus que c'est faire d'une pierre deux coups, puisque ce sont les travailleurs à travers les impôts et taxes qu'ils paient à l'Etat qui contribueront à la baisse de leur niveau de vie.

- Des réformes du marché du travail – notamment une nouvelle définition du licenciement économique, la simplification des procédures de licenciement et l'amélioration de l'efficacité de la formation professionnelle et des services d'accompagnement vers l'emploi – sont indispensables pour stimuler la création d'emplois.

Tout cela est contenu dans l'accord pourri du 11 janvier 2013. Il faut entendre dans leur bouche par "*services d'accompagnement vers l'emploi*" l'obligation pour un chômeur d'accepter n'importe quel emploi sous peine de perdre ses droits. Dès lors la "*création d'emplois*" sera possible une fois que ces conditions auront été remplies, sinon le chômage de masse persistera, il s'agit là d'un chantage.

- Le renforcement de la concurrence dans le secteur des services et la rationalisation des politiques du logement seront essentiels pour augmenter le pouvoir d'achat, créer des emplois et améliorer la compétitivité.

La privatisation des services et la gestion des parcs HLM par des sociétés privées aboutit en réalité à l'effet inverse de celui qui est indiqué là puisque les ponctions sur les assurés sociaux augmentent pour une couverture moindre et les loyers augmentent, les sociétés privées du secteur de la santé et du bâtiment engrangent ainsi davantage de profit qu'ils peuvent réinvestir en partie dans leur activité respective ce qui peut se traduire effectivement par des créations d'emplois sur le modèle qui a été défini plus haut, le profit supplémentaire à en attendre tombant évidemment dans l'escarcelle des capitalistes. - Une réforme du système de prélèvements et de transferts est essentielle.

Ils visent à la liquidation du système de retraite par répartition.

- Une réforme de l'indemnisation du chômage contribuerait à réaliser des économies et à stimuler l'emploi.

On a évoqué cette question plus haut, pour eux il faudrait réduire les allocations que perçoivent les chômeurs ou la durée pendant laquelle ils les perçoivent.

- Le maintien du rythme d'amélioration des finances publiques est nécessaire L'Etat doit continuer de tailler à la hache dans tous les budgets sociaux, de réduire le nombre de fonctionnaires, etc.

- Les difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes imposent d'entreprendre des réformes de grande ampleur.

Il faudrait les contraindre à accepter une formation ou un emploi inférieur au smic. Lire la suite.

- Le niveau élevé du salaire minimum français évince les jeunes les moins qualifiés du marché du travail.

Désormais, un jeune sans qualification ne devrait plus bénéficier d'un salaire minimum, le smic c'est encore trop.

Perspectives de l'économie française - 19 Mars 2013

- l'OCDE préconise : l'assainissement des finances publiques, le redressement de la compétitivité des entreprises et la réforme du marché du travail. C'est la seule façon de ramener la confiance et de sortir de cette crise.

Mettez-vous au diapason des entreprises qui exploitent le plus leurs travailleurs et engrangent un maximum de profit et vous pourrez "*sortir pour de bon de cette crise*", encore faudrait-il que le marché mondial soit extensible à volonté, car en multipliant les entreprises proposant les mêmes produits et les mêmes performances en terme de compétitivité à l'échelle mondiale, ces entreprises vont certes se retrouver en concurrence les unes avec les autres selon des critères semblables, mais cela ne multipliera pas pour autant les clients potentiels ou solvables, tout au plus cela renforcera la concurrence féroce qui s'exerce entre les entreprises et alimentera les tensions politiques entre les différents pays.

- ... il faut garder le cap de l'assainissement des finances publiques au-delà de 2013, et concentrer cet effort sur la réduction des dépenses. Suite à une hausse quasi-ininterrompue depuis plusieurs décennies, ces dépenses atteignent en effet un niveau très élevé, le second des pays de l'OCDE en pourcentage du PIB. Cette situation est due en particulier à l'accroissement des dépenses de retraite, de santé et, dans une moindre mesure, de celles liées aux politiques familiales.

Ils annoncent la suite du programme que Hollande va mettre en oeuvre en s'attaquant dès juillet aux retraites et au financement de la Sécu.

- L'enjeu est donc de réaliser partout des gains d'efficience, ceci afin de préserver le haut niveau de protection sociale cher aux Français.

En réalité cette politique réactionnaire sur toute la ligne aboutit à l'objectif exactement inverse.

- En termes de réformes structurelles, l'adoption récente du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi et l'accord de janvier entre partenaires sociaux sur le marché du travail sont des signaux bienvenus et très importants.

L'OCDE vote l'accord scélérat du 11 janvier 2013, normal. Cependant cela ne sera pas suffisant, on s'y attendait.

- Ils contribueront sans aucun doute à redresser la compétitivité de l'économie française et créer de nouveaux emplois. Cependant,

il faudra poursuivre ces politiques afin d'assurer une croissance plus robuste.

On a là la confirmation que le redémarrage de l'emploi s'il se produisait est conditionné à la remise en cause des conditions de travail et de rémunération actuelle. A mon avis, il n'en sera rien au regard de la situation prévalant en Grèce, ils vont réclamer d'autres mesures encore plus brutales.

- Il faudra aussi continuer à atténuer la dualité des contrats de travail.

Le CDI doit totalement disparaître, même fortement édulcoré avec l'accord du 11 janvier 2013, l'idéal serait une main d'oeuvre jetable.

- Dans un souci d'équité, mais aussi pour accroître la mobilité professionnelle, un régime universel de retraite - par points ou en comptes notionnels - devrait également être mis en oeuvre.

En guise d'équité, ce serait l'inégalité devant le droit à la retraite qui serait consacrée. Tu es usé par le boulot ou par la vie dans leur société de merde, tu décides d'arrêter de bosser, tu n'as pas assez de points pour prétendre à une retraite décende, tant pis pour toi tu finiras ta vie dans la misère, c'est cela qu'ils appellent leur "*souci d'équité*". On devine tout de suite quelles couches de travailleurs en seront les premières victimes. Et si malgré tout, bien que tu sois usé jusqu'à la corde tu continues de gratter pour accumuler des points supplémentaires, tu as toute les chances ou la malchance de crever peu de temps après avoir pris ta retraite. C'est injuste, c'est dégueulasse, c'est toute leur société qui est à vomir, quand on dit qu'il faut faire table rase on n'exagère vraiment pas, on pense aussi à nos gosses, nos petits-enfants et à nos vieux.

Ensuite ils versaient une larme sur la jeunesse qu'ils ont délibérément sacrifiée, je vous fais grâce de ce passage qui est à pleurer de rage.

Ils ont pondu un troisième article dans lequel ils reprenaient les thèmes qui viennent d'être abordés, ils ont toutefois ajouté quelques précisions qui méritent d'être relevées et qui sonnent comme un avertissement, elles confirment ce que j'ai pu évoqué dans des causeries précédentes, à savoir que le capitalisme s'était effondré même si jusqu'à présent cela n'a pas pris la forme brutale d'une violente ou soudaine dépression et qu'ils tentaient d'atteindre les mêmes objectifs sur le plan social et politique sans recourir pour le moment à une guerre ou ayant mis ce scénario de côté provisoirement, objectif social qui se résume à l'acceptation par les travailleurs de n'importe quelle condition de rémunération et de travail pour survivre, et objectif politique dans la mesure où la construction européenne progresse et la mise en oeuvre du marché unique transatlantique est dans les rails notamment.

Les réformes structurelles plus importantes que jamais pour le retour d'une croissance forte et équilibrée
- 15/02/13

- Le chemin menant à une forte reprise reste parsemé d'embûches. Néanmoins les mesures prises en Europe et aux Etats-Unis permettent d'écarter la probabilité d'un scénario-catastrophe, a ajouté M. Gurría.

Nous venons d'évoquer par quoi se traduirait "*un scénario-catastrophe*" qu'ils ont écarté pour le moment.

- Depuis son lancement en 2005, Objectif croissance présente chaque année les grandes réformes à entreprendre en priorité pour stimuler l'activité économique et rehausser le niveau de vie dans chacun des pays de l'OCDE.

Les Grecs, les Irlandais, les Portugais, les Espagnols principalement qui ont vu leur niveau de vie diminué parfois drastiquement apprécieront. Ici ils se trahissent car la réalité apporte un démenti cinglant à cette affirmation, la crédibilité de l'OCDE atteint le niveau zéro. On s'en félicite évidemment. Il faut le faire savoir. Quelle est l'origine de la situation sociale dans ces pays ? Ils le disent et s'en vantent, comme quoi s'était bien l'objectif recherché :

- (le rapport Objectif croissance publié par l'OCDE) Il révèle que le rythme des réformes s'est accéléré là où c'était le plus nécessaire – dans les pays européens les plus durement touchés par la crise de la dette souveraine, tels que l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal – alors qu'il est plus modéré dans d'autres pays de la zone euro, notamment ceux qui affichent un excédent des paiements courants comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

Partant de là, la menace hypothétique évoquée plus haut est d'autant plus crédible qu'ils avouent faire face à des obstacles qu'ils n'auraient pas prévus, le chômage massif qui s'est installé pour durer, alors qu'en réalité ils devaient apparaître inévitablement, ils ne pouvaient pas ne pas y avoir pensé, même le New Deal de Roosevelt n'en était pas venu à bout, seule l'économie de guerre et la perspective de la guerre permettront de réduire le chômage de masse aux Etats-Unis qui s'était développé dans la foulée de la grande dépression qui avait suivi le krach d'octobre 1929.

- Affronter les conséquences de la crise sur le marché de l'emploi est sans doute le plus grand défi auquel sont actuellement confrontés les pays membres de l'OCDE et du G20, d'après les auteurs de l'étude.

Le chômage de masse est source d'instabilité politique ou d'explosion sociale incontrôlable, et donc particulièrement dangereux pour eux, à l'heure où tous les partis institutionnels sont rejetés dans tous les pays de l'UE.

Il ne manquerait plus que les travailleurs se rassemblent et axent leur combat contre les institutions pour que la coupe soit pleine. On les rassure, aucun parti n'a décidé de les organiser dans cette direction. Entre nous, ils le savent et s'en réjouissent.

La suite de vendredi après-midi

Bon week-end à tous, ne soyez pas activistes, vous allez gaspiller votre temps et votre énergie en pure perte, prenez le temps de lire, de réfléchir tranquillement à la situation, de vous distraire, occupez-vous de vos enfants et ne négligez pas votre compagne ou compagnon.

Au passage, j'ai mis en ligne deux excellents articles dans la rubrique International :

- *Les chiffres invraisemblables sur la destruction programmée de l'Irak*
- *Libye : ce sont les rebelles qui bombardaient, pas Kadhafi* (michelcollon.info)

[La véritable nature de la direction de la CGT. On n'en veut pas de votre unité frelatée, fondée sur la braderie de nos droits.](#)

On nous a toujours dit qu'il fallait distinguer les dirigeants des militants ou des adhérents, qu'il s'agisse d'un syndicat ou d'un parti. On aurait dû ajouter les travailleurs, oui, les travailleurs qu'ils n'organisent pas, vous savez ceux qui sont les plus nombreux, beaucoup plus nombreux puisque syndicats et partis n'organisent qu'une infime minorité d'entre eux. Sauf que voilà, on a commis l'énorme erreur de les oublier.

Comment cela direz-vous, c'est impossible et vous auriez raison de le penser, car en réalité ils se sont arrangés pour qu'on ne pose cette question en les réintroduisant par la petite porte, en affirmant qu'ils les représentaient, ainsi toute discussion était close avant même d'avoir commencé, et nous, nous sommes tombés dans le panneau de ce tour de passe-passe, involontairement ou inconsciemment cela va de soi.

Ce qu'on a pu constater depuis des lustres s'avère en totale contradiction avec le postulat que nous avons posé au début, en réalité les militants ou adhérents des syndicats (et des partis) ne sont pas différents de leurs dirigeants ou pas autant qu'on a voulu nous le faire croire, et on a (encore) eu la démonstration avant-hier au cours du congrès de la CGT lorsque la résolution n°1 sur les «responsabilités du syndicalisme aujourd'hui» a recueilli 83,5% des suffrages exprimés, nouvelle mouture du "syndicalisme rassemblé" avec la CFDT, ce qui témoigne d'une part que la caste de bureaucrates corrompus qui contrôlent la CGT n'a pas changé depuis que les staliniens ont mis le grapin dessus au milieu des années 20, d'autre part, que l'immense majorité de ses adhérents ignorent ou ont rompu avec l'objectif de l'émancipation du capital qui était celui du combat du mouvement ouvrier révolutionnaire du début du XXe siècle, objectif et mouvement ouvrier auquel sont étrangers les dirigeants de la CGT depuis cette époque jusqu'à nos jours.

On pourrait objecter à cette analyse qui s'appuie sur les faits, que les délégués qui se sont succédés aux congrès de la CGT pendant près d'un siècle, les dirigeants mis en place à la tête des différentes instances du syndicat, n'auraient fait qu'incarner une classe ouvrière qui s'était embourgeoisé et détournée du socialisme, qu'en cela ils n'auraient pas failli ou trahi, ils auraient tout simplement suivi la classe, ils n'auraient fait qu'exprimer ou incarner le niveau de conscience politique des masses, aussi il ne faudrait pas leur en vouloir, sauf que la question n'est pas celle-ci, nous ne sommes pas des procureurs adeptes de la chasse aux sorcières, la question consiste à mettre en évidence que ce syndicat a cessé depuis belle lurette d'incarner consciemment le processus historique devant conduire à la chute du capitalisme et à la prise du pouvoir par les travailleurs, qu'il a rompu avec les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière pour ne plus représenter que l'aristocratie ouvrières ou les couches supérieures du prolétariat, tendance qui n'a cessé de s'accroître au cours des dernières décennies, qui de par leurs conditions privilégiées par rapport au reste de la classe sont les plus aptes à se soumettre, s'accommoder ou s'adapter au capitalisme au lieu de le combattre. La signature d'accords pourris avec les gouvernements successifs ou le patronat, l'alliance (intersyndicale) avec la CFDT en est l'expression la plus visible ou éloquente. Partant de là, le reste est à l'avenant et on va le vérifier immédiatement.

En réalité, il aurait fallu s'orienter vers la fondation d'un nouveau syndicat ouvrier révolutionnaire dès l'après-guerre ou profiter de la création de FO, une occasion qu'on a laissé passer. On y reviendra une autre fois, passons à l'actualité.

Nos dirigeants passent leur temps à cirer les pompes de Mailly et Thibault, à épargner leurs appareils en camouflant leurs véritables intentions, à les croire les dirigeants de la CGT et de FO combattraient pour le rejet ou le retrait de l'accord du 11 janvier 2013, des naïfs ou crétins ont été jusqu'à le croire.

Hier lors du congrès de la CGT, Lepaon a réitéré que la CGT ne demandait "*pas le retrait*" du projet de loi (AFP 21.03). Il l'a "*réitéré*", cela signifie qu'il l'avait affirmé précédemment, or, on nous l'avait caché, personnellement je n'ai pas eu le temps d'aller sur le portail de la CGT ou de lire autre chose que les infos disponibles quotidiennement sur le Webb.

Lepaon n'exige "*pas le retrait*" du projet de loi, car il ne veut pas d'"*une mauvaise loi*" pour les salariés (AFP 21.03), il y tient autant que ceux qui sont à l'origine de cette démarche, car voyez-vous, rédigée par le Medef et son gouvernement, cette loi pourrait finalement être favorable aux travailleurs, c'est ce que prétend Lepaon, Mailly aussi de son côté.

Au passage, il confirme ce que nous n'avons cessé de marteler, à savoir que dès le départ ils s'étaient entendus sur un partage des rôles entre dirigeants syndicaux qui devrait aboutir à cet accord patronal ensuite retranscrit par le législateur. Car que dit Lepaon : maintenant qu'on y est et que cet accord est sur le point de se transformer en loi, d'être gravé dans le marbre, ce n'est pas le moment de reculer ou de caner, il faut boire la lie de la trahison jusqu'à la dernière goutte, pas question de se battre pour son retrait, ce qui signifie, et l'essentiel à retenir est ici, que quel que soit le contenu que devrait avoir cet accord puis cette loi, ces pseudo négociations devaient coûte que coûte se concrétiser par un accord puis une loi puisque le patronat le réclamait, autrement dit la direction de la CGT (et de FO) n'ont fait qu'incarner du début jusqu'à la fin que les intérêts du patronat.

Effectivement, ce sont bien des lieutenants du capital infiltrés dans les rangs du mouvement ouvrier, ils sont bien étrangers à la classe ouvrière. A défaut de pouvoir les en chasser, il faut les démasquer, démonter le personnage qu'ils jouent, démolir pièce par pièce l'argumentation qui leur sert de couverture, combattre leur politique en exposant la nôtre est une chose, mais c'est insuffisant. Il faut aussi en exposer les tenants et les aboutissants, à chaque occasion il faut déterminer son origine et son véritable objectif, c'est seulement ainsi qu'on pourra briser le lien qui existe entre ces militants et délégués dociles ou corrompus avec les dirigeants des syndicats, faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs syndiqués ou non.

On admettra que c'est impossible pour les dirigeants des partis politiques qui sont subordonnés aux appareils pourris des syndicats, où dont leurs propres appareils sont liés organiquement à ceux des syndicats. En fait d'indépendance, leurs discours ne servent qu'à masquer l'absence d'indépendance de leurs partis vis-à-vis des appareils des syndicats inféodés au régime en place, c'est valable pour le POI, le NPA et LO.

Lepaon a également dit : "*On peut envisager un 1er mai dynamique et unitaire*", avec la CFDT évidemment, en réalité ils s'entendent comme larrons en foire, il l'a confirmé en ajoutant qu'il y a aussi "*des sujets d'accord*" avec la CFDT notamment sur "*les salaires, les retraites*" (AFP 21.03). Sur les salaires, alors que l'accord du 11 janvier servira à les tirer vers le bas, comme quoi le signer ou non n'avait aucune importance, les retraites alors que la CFDT a signé tous les accords les bradant, il se démasque ici et confirme tout ce qui a été dit plus haut.

Pour revenir sur ce qui a été dit plus haut sur l'attitude à avoir avec les appareils et dirigeants des syndicats, après avoir été faire des courses et grignoter un morceau à midi j'ai un dernier mot à ajouter.

L'attitude de nos dirigeants pose la question de savoir s'ils ont véritablement une conscience, je m'explique.

Quand j'ai obtenu un poste de cadre en janvier 1990 avec une rémunération d'environ 3.000 euros bruts, il y a 23 ans, aujourd'hui elle devrait tourner aux alentours de 5.000 ou plus, j'ai été embauché dans des conditions précises et mon patron a changé la règle du jeu six mois plus tard. Je devais diriger un service (SAV) selon certains critères et objectifs bien définis et assumer toutes les décisions. Bien, je m'y suis appliqué consciencieusement et le service fonctionnait correctement. A un moment donné mon patron a estimé qu'il y avait trop de techniciens et qu'il fallait que j'en licencie au moins deux ou trois sur une douzaine. Je lui ai remarqué que dans ce cas-là il ne serait plus possible d'intervenir dans un délai inférieur à quatre heures comme il l'avait exigé, objectif que nous tenions jusqu'à présent. Il m'a expliqué que ce serait à moi de me débrouiller quitte à suivre à la trace chaque technicien, à les harceler, à me transformer en flic quoi, sauf que je n'avais surtout pas été embauché dans cette perspective. Je lui ai tenu tête, il m'a viré.

Quand j'ai atterri dans un village de pêcheurs en juillet 2000, j'étais plein de bonnes intentions et j'envisageais de m'investir dans la vie du village. Rapidement j'ai compris que j'étais tombé dans un village particulièrement malsain dominé par des familles de voyous. Cela dit, tous les pêcheurs de ce village n'étant pas des malfrats je leur ai apporté mon soutien pendant des années, notamment contre les autorités et la police. Malheureusement nos rapports ne cessant d'empirer, je m'en tins par la suite à des relations minimums, uniquement avec un de mes ex-élèves de l'Alliance française histoire de savoir ce qui se passait dans le village et que je pourrais utiliser plus tard contre eux en cas de nécessité. La situation devenant insupportable nous décidâmes de tout faire pour quitter ce village, donc de revendre notre maison. Pour avoir de bonnes relations avec eux il aurait suffi que je leur verse un peu d'argent, que j'organise des beuveries chez moi et que j'accepte la présence de prostituées, que je les aide à dépouiller quelques étrangers de passage et là nous aurions eu les meilleures relations du monde, mon cauchemar aurait pris fin immédiatement. Sauf que je m'y suis refusé et j'ai préféré aller vivre ailleurs, quelque part quitter un endroit idyllique, je vivais sur une plage et mon terrain était recouvert de cocotiers.

J'ai relaté ces deux exemples pour montrer que lorsqu'on a une conscience, des principes et des convictions il est possible de s'y tenir et de s'en sortir, pour peu qu'on saisisse la bonne occasion au bon moment.

Quand j'étais cadre, j'étais promis à un avenir sans souci matériel, à une vie confortable, j'aurais très bien pu accepter les nouvelles conditions que m'imposait mon patron et m'en foutre de licencier deux ou trois techniciens et rendre la vie infernale à ceux qui devaient rester, j'aurais pu me dire, au diable tes principes, pense à toi, un autre à ta place aurait agi ainsi, ne déconne pas tu ne retrouveras jamais un tel poste, et c'est bien ce qui se produisit et qui me décida à quitter la France pour l'Inde la première fois en décembre 1990, quatre mois après avoir été viré. Pour solde de tout compte j'avais reçu un misérable chèque de 25.000 francs. Nous avons fait des économies avant, c'est cela qui nous permis de tenter notre chance en Inde, nous partîmes avec une somme dérisoire, à peine 150.000 francs.

Quand nous avons quitté ce village de pêcheurs, nous ne sommes pas partis sans rien puisque nous avons revendu notre maison et le terrain 4 millions de roupies, ils en valaient le double mais il nous manquait un document pour le vendre à ce prix-là, un document que ce village refusa toujours de nous donner car il espérait tout simplement nous piquer notre terrain, ils échouèrent et nous nous en sommes bien tirés. Depuis je vis tranquille et j'ai en principe de quoi vivre pendant encore un bon moment.

En ce qui me concerne, à aucun moment quelle que soit la situation dans laquelle je me suis retrouvé, quelles que soient les difficultés ou les expériences éprouvantes que j'ai dû affronter, jamais dans la vie quotidienne ou dans ma vie professionnelle je n'ai accepté de brader mes principes, mes convictions, mon idéal, jamais, jamais je n'ai sombré dans la facilité qui aurait consisté à les mettre de côté même provisoirement, il était facile de le justifier, de se raconter des histoires pour garder bonne conscience, parlons-en, quelle conscience, quelle conscience reste-t-il à nos dirigeants ?

Alors pourquoi devrions-nous accepter de brader nos principes pour soutenir des appareils syndicaux pourris, ne serait-il pas possible de mener la lutte de classe dans les syndicats et de les combattre sans avoir à se compromettre avec eux. Qu'est-ce qui nous en empêche, le fait qu'on ne parviendrait pas à s'immiscer dans les instances des syndicats, à obtenir des postes, pendant qu'ils continueraient de soutenir le patronat et le régime... Alors dites-nous, à quoi servirait-il que vous vous compromettiez ainsi si ce n'est pas pour rendre aux syndicats leur véritable mission, et cela au bout de 70 ans de relations sans relâche avec leurs appareils, à part en tirer profit personnellement ? Quel est le bilan de votre refus de rompre avec eux, de votre refus de fonder un nouveau syndicat ? Votre bilan on l'a tous les jours sous les yeux, il est misérable, un échec total, une faillite politique complète, pire, vous vous êtes totalement salis, compromis, déshonorés en agissant de la sorte, vous ne méritez pas l'estime ou la confiance de vos militants, vous n'avez absolument rien apporté à notre classe et au mouvement ouvrier, vous avez contribué à les pourrir avec les illusions que vous n'avez cessé de colporter dans les appareils et le régime, derrière vos belles intentions qui n'engageaient que vous et les ignorants qui vous croyaient sur parole et que vous avez délibérément abusés.

Et surtout n'allez pas nous dire que vous avez contribué à maintenir le niveau de vie des travailleurs, vos semblables aujourd'hui seraient bien en peine de le dire en Grèce, au Portugal ou en Espagne, c'est avec ce genre d'arguments que vous voulez une nouvelle fois tromper travailleurs et militants, rien ne vous arrête en vérité, nous, nous le savons, finalement si vous vous êtes accommodés de ces rapports avec les dirigeants syndicaux pendant si longtemps, c'était peut-être que vos intentions étaient plus proches des leurs que de la cause que vous prétendez défendre.

A eux de démontrer le contraire s'ils ne sont pas d'accord avec cette analyse, nous les mettons au défi. Oui nous sommes des jusqu'au boutistes, nous le revendiquons, nos principes ne sont pas négociables, l'objectif de notre combat n'est pas négociables, nos convictions non plus, notre programme et notre drapeau non plus, notre combat contre l'opportunisme non plus.

Nous combattons pour construire un nouveau parti révolutionnaire, nous revendiquons le pouvoir politique pour les masses exploitées, c'est l'objectif de notre combat politique et syndical, nous terminerons par une simple question dont la réponse à elle-seule donne une indication sur la nature de ces dirigeants et leurs partis, où est-ce que cela figure tel quel dans votre journal et non de manière édulcorée, vos publications, vos tracts, vos déclarations, où dites-nous, où ? Nulle part, absolument nulle part.

ACTUALITE EN TITRES

Les affaires continuent

- Nike fait mieux que prévu avec un bénéfice pour le troisième trimestre en hausse de 55% - AFP
- Hermès brille avec une nouvelle année de résultats records en 2012 - AFP

Dictature du capital

- Chypre: SP abaisse la note d'un cran à "CCC" et redoute un défaut de paiement - AFP
- La zone euro adresse un ultimatum à Chypre - Reuters

- GM condamne l'usine Opel de Bochum après un vote des salariés - Reuters

- Le Haut Conseil des finances publiques mis en place - Reuters

[Le pouvoir, l'argent et le sexe à la place du cerveau.](#)

- Financement communautaire: et pourquoi pas dans le porno ? - L'Express.fr

- L'Essonne relance l'idée controversée d'assistants sexuels pour les handicapés - AFP

[Une simple question de survie](#)

- "La sécurité de l'emploi est en tête dans presque tout le Vieux Continent" - L'Express.fr

- Alimentation: le prix, premier critère d'achat des Français - AFP

[Il faut savoir saisir l'occasion.](#)

- A Chypre, «l'Europe n'a rien fait pour nous, il est temps d'en sortir» - Libération.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Effet d'annonce et cadeaux au patronat](#)

- François Hollande dévoile un plan d'urgence pour le logement - Reuters 21.03

En 2012, le Venezuela a construit 350.000 logements sociaux, le gouvernement français propose d'en construire 150.000 pas à partir de ... 2017, question : qui était le dictateur ?

Sans entrer dans le détail, la réaction du patronat et ses représentants après l'annonce de ces mesures.

- "C'est bien qu'il y ait une prise de conscience", a dit à Reuters François Bertière, PDG du promoteur Bouygues Immobilier, qui a cependant déploré un manque de précision.

- La Fédération française du bâtiment (FFB), qui représente les deux-tiers de l'activité de ce secteur en crise s'est pour sa part félicitée de l'intervention de l'Etat.

- Le député François de Mazières, porte-parole du groupe UMP (opposition) à l'Assemblée nationale en matière de logement, a pour sa part salué "le pragmatisme des mesures annoncées" mais regretté qu'il n'y ait rien sur l'accession à la propriété. Reuters 21.03

Ils sont satisfaits, ils sont servis ! Des dérogations au plan d'occupation des sols leur ont été aussi accordées...

[Encore plus impérialiste.](#)

Depuis plusieurs semaines, la France livrerait des armes aux rebelles syriens, malgré l'embargo imposé par l'Union européenne, qui interdit de telles livraisons, selon Vincent Jauvert, du Nouvel Observateur:

«Selon une source fiable au sein de l'appareil d'Etat français, François Hollande a décidé mi-décembre de livrer des armes à l'Armée syrienne libre à des groupes sélectionnés par les services de renseignement. Cette décision a été prise en concertation avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis, qui, selon cette source, ont fait le même choix. Elle fait suite à la visite à l'Elysée le 17 novembre du président de la Coalition nationale syrienne, Ahmed Moaz al-Khatib, que les autorités françaises ont, trois jours auparavant et à la surprise générale, reconnu comme "le seul représentant du peuple syrien".»

Les premiers envois auraient eu lieu début janvier selon le site de l'hebdomadaire.

Quant aux Etats-Unis, Business Insider rapportait dès décembre 2012 que les Etats-Unis envoyaient ouvertement des armes lourdes depuis la Libye aux rebelles syriens. lenouvelobs.fr 21.03

Nous aurons au passage une bien triste pensée pour ceux qui estiment que les conflits internationaux devraient être réglés dans le cadre des institutions internationales telle l'UE ou l'ONU. Ils n'ont pas de bol décidément, à peine ont-ils eu le temps de formuler leur exigence, et patatras la réalité leur joue un vilain tour en démontrant que les puissances impérialistes se moquent de ces institutions et des engagements, des traités qu'ils ont bien pu signés eux-mêmes.

Croyez-vous qu'ils rectifieront le tir et changeront de position ? Evidemment non, car quelle autre position pourraient-ils bien adopter sinon se ranger à la nôtre et condamner l'ensemble des institutions politiques internationales du capital, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils adoptent le socialisme, franchement un peu de sérieux, cela vaut pour le Réseau Voltaire, le Comité Valmy et une multitude d'intellectuelles finalement incapables de rompre avec l'impérialisme américain. Certains y viendront, plus tard, espérons-le.

Pourquoi y a-t-il une telle différence entre vous et eux ? Chez eux leurs convictions partent de la tête, les nôtres viennent du ventre quand il est vide, et voyez-vous c'est une impression qu'on ne peut pas vraiment se représenter sans l'avoir vécu soi-même, je parle en général.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- L'armée libanaise a lancé une vaste offensive contre les terroristes armées positionnant sur les frontières libano-syriennes.

Selon Al Mayadeen, l'armée libanaise a procédé à des dizaines d'arrestations de terroristes près des frontières, de là où les "*mercenaires armés lancent des attaques contre le sol syrien*" mercredi les accrochages entre les opposants et les partisans d'Assad au nord du Liban ont fait un mort et quatre blessés . Le 14 mars envoie des armements aux terroristes salafistes en action en Syrie. french.irib 21.03

2- Est-ce un Igoure issue de cette province de Xinjiang sur laquelle les américains comptent beaucoup pour lancer leur "*printemps chinois*"?

Quelle que soit la réponse, toujours est-il que la photo figure sur un compte facebook appartenant aux terroristes salafistes en action en Syrie. Les terroristes annoncent d'ailleurs en grande pompe l'adhésion de ce "*combattant chinois*". Al Nosra a renforcé son action de recrutement des "*combattants*" de presque dans tous les pays musulmans et la province démunies de Xinjiang ne semble pas avoir été épargnée : les petrodollars qataris et saoudiens se sont avérés bien efficace face au laisser-aller de Pékin à investir mieux dans ses provinces musulmanes. french.irib 21.03

SOCIAL

1- Grande-Bretagne

Le nouveau directeur général d'AstraZeneca a annoncé jeudi 2.300 suppressions de postes supplémentaires dans les fonctions administratives et commerciales suivant une nouvelle stratégie censée raviver la croissance du groupe pharmaceutique.

Cela signifie que le groupe pharmaceutique supprimera au total 10% environ de ses effectifs, soit 5.050 emplois, d'ici 2016, en réponse à la baisse des ventes provoquée par la perte de brevets de plusieurs "blockbusters", ses médicaments à gros chiffre d'affaires.

L'ensemble des programmes prévus débouchera sur une charge exceptionnelle de 2,3 milliards de dollars et doit procurer des gains annuels de l'ordre de 800 millions de dollars d'ici 2016.

Beaucoup d'analystes estiment qu'AstraZeneca pourrait facilement dépenser 20 milliards de dollars en acquisitions, compte tenu d'un trésor de guerre dépassant les sept milliards de dollars et de sa capacité d'emprunt reposant sur de solides cash flows à

court terme. Reuters 21.03

2- Allemagne

2.1- Grève chez Lufthansa

La première compagnie aérienne allemande Lufthansa a annulé plus de 670 vols prévus jeudi en Europe en raison d'une grève d'avertissement de son personnel au sol dans les aéroports allemands, a déclaré à l'AFP un porte-parole.

La grève, à l'appel du syndicat Verdi, vise à faire pression sur la direction avant l'ouverture de nouvelles discussions vendredi sur des revendications salariales.

Verdi réclame une hausse de salaire de 5,2% sur 12 mois pour quelque 33.000 salariés au sol de Lufthansa en Allemagne et demande des garanties d'emploi.

Mais d'après la responsable des négociations au sein du syndicat, Christine Behle, citée par l'agence de presse allemande DPA, les discussions s'annoncent longues et difficiles et aucun accord ne devrait être trouvé vendredi. AFP 21.03

2.2- Les salariés rejettent le plan de restructuration chez General Motors

Les salariés de l'usine Opel de Bochum, en Allemagne, ont rejeté un plan de restructuration négocié par les syndicats et la direction, ce qui conduira la filiale européenne de General Motors à y cesser toute production fin 2014, a annoncé jeudi la direction.

Celle-ci avait proposé de maintenir l'activité du site pendant deux années supplémentaires, soit jusqu'à fin 2016, puis de conserver sur d'autres sites 1.200 salariés sur un total de plus de 3.000 en échange d'un report des augmentations salariales.

Mais 76% des salariés ayant pris part au vote ont rejeté cet accord, a annoncé le syndicat IG Metall. Des représentants syndicaux ont expliqué que les salariés jugeaient trop vagues les engagements de la direction.

Opel prévoit donc d'arrêter définitivement à la fin de l'an prochain la production de la Zafira Tourer sur le site.

"Je considère le résultat comme un vote clair de défiance envers la direction d'Opel", a déclaré le secrétaire régional d'IG Metall Knut Giesler.

Opel a pour sa part regretté le rejet de ses propositions. Reuters 21.03

3- Etats-Unis

Coca-Cola a annoncé jeudi qu'il supprimerait 750 postes aux Etats-Unis dans le cadre d'un passage en revue des activités du numéro un mondial des boissons non alcoolisées.

Ces suppressions représentent environ 1% des effectifs du groupe en Amérique du Nord.

"Nous devons devenir un groupe nord-américain plus intégré. Cela passe par l'amélioration de nos structures, de nos procédures et de nos systèmes", lit-on dans la note. Reuters 21.03

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mars 2013

CAUSERIE

Pas le temps de causer. Je suis à la recherche de portails économiques intéressants, les deux ou trois que je consultais régulièrement ont fermé ou ne sont plus actualisés ou ont sombré lamentablement.

[L'esclavage condamné à sourire](#)

En entretien d'embauche, «il faut toujours sourire» - 20minutes.fr

Il faut sourire, être bien coiffé, bien habillé, éviter le genre relax, être très poli, il faut mentir, surtout il faut dire ce que votre interlocuteur à envie d'entendre, ne s'attendant pas à ce que vous procédiez ainsi vous le bernerez facilement, d'autant plus qu'il est certain de sa supériorité et de posséder les qualités d'un fin psychologue. Entraînez-vous, avec un peu d'expérience cela devient un jeu d'enfant de les tromper. Pour bien faire, avant un entretien d'embauche renseignez-vous sur Internet sur le secteur d'activité de cette entreprise, si vous trouvez des éléments sur cette entreprise même, sortez-en quelques bribes lors de votre entretien, ce sera du meilleur effet, faites comme si vous étiez déjà un salarié de cette entreprise, montrez à votre interlocuteur que vous témoignez un intérêt sincère dans celle-ci, son histoire, le formidable destin qui l'attend, vous voulez en être et c'est pour cela que vous avez posé votre candidature, sinon à quoi bon, il faut s'investir à fond...

Oui, c'est cela, il faut sortir le grand jeu, mais pas n'importe comment, il faut être crédible, dites les choses simplement comme si c'était naturel chez vous, et je vous garantis que vous pouvez tromper le DRH du plus grand cabinet de recrutement de France. Si vous rencontrez des difficultés, contactez-moi, j'ai une solide expérience en la matière, je vous aiderai.

Votre lettre de motivation doit être parfaite, sans faute évidemment, une merveille, je ne déconne pas, si elle doit être manuscrite votre écriture doit être aussi belle que celle des écrivains publics du XVIe siècle, vous devez mettre toutes les chances de votre côté, cela compensera peut-être les faiblesses que présente par ailleurs votre candidature. Personnellement je les rédigeais à la manière de Diderot ou Voltaire, ouais de la prose je leur servais à ces crétins, la syntaxe et les tournures de phrases devaient être absolument parfaites, tellement parfaite que les phrases s'enchaînaient au point de faire entendre à celui qui devait la lire une petite musique agréable à l'oreille, je ne déconne pas, et je ne gribouillais pas 10 lignes, je leur servais au minimum une pleine page ou plutôt deux à ces fainéants qui généralement ne prennent pas le temps de les lire jusqu'au bout et les foutent avant à la poubelle, soit je m'étais appliqué et je leur donnais envie de la lire entièrement et j'avais une bonne chance de décrocher un rendez-vous, soit j'étais tombé sur un crétin qui ne savait même pas lire et c'était foiré.

Ces gens-là, il faut les surprendre, ce n'est pas si difficile qu'on le pense, ils sont imbus de leur médiocrité, ils n'ont que mépris pour les pauvres types qui cherchent désespérément un boulot, ils vous méprisent, donc pour attirer leur attention il faut apparaître différent des autres, sortir du lot, se distinguer de la masse des candidats. Vous pouvez être handicapé par votre expérience ou votre formation professionnelle par rapport à d'autres candidats qui eux aussi auront leurs faiblesses, il ne faut donc pas s'avouer vaincu d'avance, sinon on ne peut pas s'en sortir.

Je me suis retrouvé au chômage une quarantaine de fois alors je sais de quoi je cause. C'était plus facile dans les années 70-80, plus difficile par la suite, mais bon, je me présentais tiré à quatre épingles pour une place d'aide-magasinier, en costard cravate et pompe impeccable, sans chewing-gum dans la bouche, sans renifler ou me mettre un doigt dans le pif ou les mains dans les poches, bien droit, solide, prêt à l'emploi quoi. Parfois je cachais certains emplois que j'avais occupés ou mon véritable niveau d'études, en maths sup et électronique, parfois au contraire j'en rajoutais une couche, il faut être malin, rusé, bref posséder toutes les qualités de nos dirigeants et que je me refuse à utiliser en politique, mais face à un patron, cela doit être la règle absolue, on est en guerre pour trouver un boulot, sinon on va finir dans la rue merde, et si on a des gosses, c'est toute la famille qui va vivre un vrai cauchemar, alors tous les coups sont permis contre cette saloperie de patrons, on n'a pas le choix.

Ne leur dites pas que vous êtes aux abois, soyez digne, ne leur demandez pas d'avoir pitié de vous, ils en sont incapables, prenez votre courage à deux mains et donnez le meilleur de vous-même, et dites-vous que si cela n'a pas marché cette fois-ci, cela marchera un jour, c'est certain, sinon c'est que vous avez vraiment la poisse ou que vous ne faites pas tout ce qu'il faut pour y arriver. Maintenant il doit y avoir des cas désespérés, des travailleurs qui cumulent tellement d'handicaps qu'ils ne peuvent pas s'en sortir dans cette jungle, car c'est bien ce qu'ils ont fait de la société. Dans ce cas-là, on comprendra qu'ils s'en sortent comme ils peuvent en bravant la légalité, cette putain de légalité devant laquelle nos dirigeants ne cessent de se vautrer au point d'être indignes de parler en notre nom.

Chinoiserie indo-américaine

- Crimes de guerre : le Sri Lanka sous pression de l'ONU - Liberation.fr

Ici tous les jours les manifestations se succèdent contre le Sri Lanka accusé des pires méfaits sur les Tamouls dans sa lutte pour liquider le LTTE. Accusation sans doute justifiée, en réalité rien de plus que les atrocités qui ont lieu en temps de guerre. Alors pourquoi toute cette agitation entre l'Inde et le Sri Lanka ?

L'Inde craignait que le Sri Lanka échappe à son ère d'influence et passe sous le contrôle d'un pays ennemi, soutenu pas les Etats-Unis, il faut donc chercher l'ennemi ailleurs, dans la région, son principal concurrent, la Chine, la Chine qui a justement livré des armes aux autorités de Colombo pour en finir avec le mouvement tamoul séparatiste LTTE, on a vu que le résultat n'avait pas tardé et le LTTE a été quasiment liquidé en un rien de temps alors que cette guerre durait depuis les années 70.

Entre temps Delhi avait cessé d'armer le LTTE, depuis l'assassinat de Rajiv Gandhi en 1991, mais apparemment il avait trouvé d'autres sources d'approvisionnement en armes, ce qui ne fut pas suffisant manifestement, du coup, au fur et à mesure son stock d'armes a diminué et ainsi très affaibli il était devenu à la portée des autorités sri lankaises d'en venir à bout

définitivement. On peut aussi penser que les nouvelles couches de la bourgeoisie sri lankaise voulait solder ce conflit et jouir de ses privilèges en paix, disons que c'est plus confortable et cela prête moins à polémique qu'en temps de guerre.

Evidemment les Américains ont vu d'un mauvais oeil ce rapprochement avec Pékin allié du Pakistan, et l'ouverture de la dictature birmane qu'ils soutenaient n'avait eu pour objectif que d'en conserver le contrôle afin d'éviter que le Birmanie se tourne à son tour vers la Chine pour résoudre ses problèmes économiques.

Autre élément d'explication, la présence en grande quantité de thorium dans le détroit de Palk entre la pointe sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka nommé le Pont d'Adam, thorium qui pourrait remplacer l'uranium, sauf que Delhi ne veut pas en entendre parler, le parti du Congrès préfère que l'Inde dépende de l'étranger pour alimenter ses centrales nucléaires, chaque contrat faisant l'objet de commissions occultes considérables qui tombent dans l'escarcelle de ses principaux dirigeants ou alimente sa trésorerie, la corruption étant généralisée en Inde.

Un Indien m'a expliqué que la navigation était restreinte dans le détroit de Palk et que le gouvernement de Delhi avait donné son feu vert aux Américains pour y effectuer des manoeuvres militaires, mais pour qu'elles puissent avoir lieu il l'avait aussi autorisé à draguer le fond de la mer à cet endroit. En réalité, il serait agi de disperser le thorium concentré à cet endroit-là pour justifier l'achat d'uranium à l'étranger, sans doute à des sociétés américaines ou sous tutelle américaine, cela reste à vérifier. Sauf que voilà, le principal adversaire du Parti du Congrès, le BJP, un parti bourgeois nationaliste au relent d'extrême droite flanqués de deux alliés hindouistes orthodoxes le VHS et le RRS ont mis en avant qu'une telle opération était contraire au Ramayana, texte mythologique qui avec le Mahabarata constitue la bible des hindouistes, qu'elle détruirait le pont qui existe entre la pointe sud de l'Inde et le nord de Sri Lanka qu'avait emprunté jadis Hanuman (le dieu à tête de singe) et son armé pour délivrer Rama prisonnier à Sri Lanka, j'ai oublié les détails, bref, briser ce pont qui existerait toujours serait porter atteinte à l'hindouisme, ils ont fait un tel bordel que le gouvernement a dû annuler son projet.

Quel que soit la bonne explication, dans les deux cas les Américains sont impliqués, c'est ce qu'on peut retenir de certain. A suivre.

ACTUALITE EN TITRES

[Au chevet des institutions antidémocratiques.](#)

- Le Sénat adopte à son tour la réforme bancaire en la durcissant légèrement AFP -
- Noël Mamère appelle Sarkozy à démissionner du Conseil constitutionnel - AFP
- « *On peut pas faire de politique quand on aime trop l'argent* » - LeFigaro.fr
- Le Conseil d'Etat enterre la 'taxe à 75 %', le gouvernement en prend acte - LeMonde.fr
- Jean-Luc Mélenchon rêve d'un "*changement de gouvernement*" - L'Express.fr

[Le Second empire s'est déjà trouvé un nouveau Bonaparte : Hollande.](#)

- La mise en examen de Nicolas Sarkozy compromet son éventuel retour en politique - 20minutes.fr
- Après le porno chic, halte à la prostitution chic - Liberation.fr

[Il aurait bien besoin de le prouver...](#)

- La CGT restera « *un syndicat exigeant* », promet Thierry Lepaon - Liberation.fr

... on comprend mieux pourquoi

- CGT : Thierry Lepaon tend la main à la CFDT - Le Nouvel Observateur

[L'élégance d'un vaurien](#)

- Patrick Balkany à l'avocat de l'ex-majordome de Liliane Bettencourt : "*Je vous emmerde*" - 20minutes.fr

Fermer comme une huître qui protège sa perle, son trésor

- Espagne : l'ancien trésorier du parti de Mariano Rajoy refuse de répondre au juge - LeMonde.fr

On devrait le foutre en prison pour l'aider à changer d'avis, non ? Il est protégé par les institutions héritées du franquisme que le PSOE n'a pas aboli...

Condescendance et mépris.

- "*La reconnaissance du travail des salariés est un élément essentiel de leur motivation*" - L'Express

- "*Vendre aux pauvres: les limites de la microfinance*" - L'Express.f

Du vol légal de notre force de travail à l'escroquerie généralisée, le vrai visage du capitalisme

- Viande de cheval: le directeur de fait de Spanghero a été écarté - L'Expansion.com

- «*Chevalgate*»: Le scandale s'étend aux boîtes de conserve - 20minutes.fr -

- Viande de cheval : nouveau scandale en Angleterre - LePoint.fr

L'argent n'a pas d'odeur. Si : elle pue !

- Mexique: «*En Europe et aux Etats-Unis, les banques acceptent l'argent du narco-trafic*» - 20minutes.fr

- République dominicaine : démantèlement d'un réseau de trafic de drogue vers la France - LeMonde.fr

Sans doute des relations à Didier Schuller, au clan Pasqua... Saint-Domingue, Neuilly, Levallois, les Hauts-de-Seine, c'est la même banlieue... Bettencourt, Servier, Sarkozy, simple coïncidence...

Tiens donc, encore une guerre totalement "*désintéressée*" ... La preuve.

- Mali, la nouvelle ruée vers l'or - LeFigaro.fr

Incroyable, n'est-ce pas ?

L'encercllement de la Syrie se renforce.

- Netanyahu et Erdogan soldent le contentieux de la flottille de Gaza en 2010 - AFP

- Turquie: Öcalan appelle les rebelles kurdes à déposer les armes - LePoint.fr

Tous les besoins doivent être satisfaits... sauf les besoins sociaux élémentaires.

- Assistance sexuelle: «*Oui, une personne de 80 ans, hémiplegique, a aussi besoin de sexualité*» - 20minutes.fr

D'ailleurs c'est bien simple : elle ne pense plus qu'à cela !

Ces gens-là sont frustrés sexuellement, ils ont un sexe à la place du cerveau, ce sont des psychopathes. Et dire qu'on leur donne la parole, cela en dit long sur l'état de putréfaction de la société.

Besoin d'un travail (correctement rémunéré), pour quoi faire ? La mendicité est légale !

Besoin d'un logement qui ne soit pas insalubre, pour quoi faire ? Un taudis ou un bout de trottoir peu faire l'affaire!

Besoin de me soigner, pour quoi faire ? Nous sommes tous programmés pour mourir un jour !

Ils racontent vraiment n'importe quoi :

- Le prix moyen d'une voiture neuve atteint des sommets - LeFigaro.fr

...mais, mais les temps sont durs alors, pas vraiment :

- L'achat d'oeuvres d'art est "accessible à tous les budgets" - L'Expansion.com

Dans un pays où il y a officiellement plus de 10 millions de travailleurs pauvres et leurs familles... Où avais-je la tête, pour l'Expansion ces couches de la population n'existent tout simplement pas, elles ne font pas partie de leurs lecteurs, assurément et elles ont bien raison, c'est un torchon...

Les charrettes.

- Boeing supprime jusqu'à 2.300 emplois liés aux programmes 787 et 747 - AFP

- Bosch tourne à son tour la page du photovoltaïque, 3.000 emplois en jeu - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Bas les masques : vive les riches !

Le Conseil d'Etat a scellé le sort de la "taxation à 75 %" des très hauts revenus. La section des finances de la haute juridiction administrative, dont l'avis est consultatif, a recommandé au gouvernement s'oppose à une taxation marginale cumulée des revenus supérieure à 66 %. Le ministère de l'économie et des finances en déduit que le taux marginal d'imposition des revenus, hors prélèvements sociaux, ne doit pas dépasser pas 60 %, suivant l'avis du Conseil d'Etat.

Le gouvernement a "pris acte" de ces limitations et prévient, prudent : "Ces contraintes encadrent fortement les marges de manœuvre". Dans un communiqué, le ministère de l'économie et des finances affirme étudier "l'ensemble des options techniques envisageables". "Les mesures retenues seront mises en œuvre au plus tard dans le cadre du projet de loi de finances pour 2014", précise-t-il. lemonde.fr 22.03

En famille. Le Parti de Gauche prêt à gouverner avec un président social-libéral-impérialiste-sioniste.

"On lâche rien." Tel est le mot d'ordre du Congrès du Parti de Gauche qui s'est ouvert ce vendredi après-midi à Bordeaux. Ce congrès "vise à affirmer une stratégie autonome et indépendante de la politique du gouvernement", montrer "que nous sommes une alternative à gauche", précise Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de Gauche.

Jean-Luc Mélenchon, co-président du parti, va un cran plus loin dans cette "confrontation de deux lignes possibles pour la gauche", dans une interview accordée à L'Humanité: "C'est une réorientation générale qui est à l'ordre du jour avec un changement de gouvernement! Le Front de gauche est prêt à y parvenir. (...) Nous sommes candidats au pouvoir", ajoute l'ex-candidat à l'élection présidentielle qui n'a jamais manqué d'interpeller François Hollande depuis dix mois.

"Dans le contexte politique et social actuel, il faut montrer que les propositions portées par le Parti de Gauche sont possibles", précise Martine Billard, co-présidente du parti. "Nous ne sommes pas juste une force de contestation, nous savons comment gouverner le pays", ajoute Eric Coquerel.

Pendant trois jours, "près de 800 congressistes vont renouveler leurs instances et revoir les statuts du Parti qui aujourd'hui compte 12 118 adhérents (dont un tiers de femmes)", selon le parti qui participe au Front de Gauche. "Nous avons beaucoup de jeunes et une arrivée très notoire de syndicalistes" parmi les adhérents, souligne Martine Billard. "Il y a un côté éducation populaire pour ce congrès", explique Eric Coquerel, secrétaire national du PG. l'express.fr 22.03

Après avoir été ministre de Chirac qui avait présidé le parti de l'ordre avant de devenir chef de l'Etat, Mélenchon s'est tellement compromis qu'il n'est plus à cela près. Il fait partie de ces gens sans principe que la honte ne peut pas atteindre, on comprend aussi pourquoi il a pu rester 30 ans au PS, au près de ceux qui sont justement au gouvernement aujourd'hui.

Et il faudrait faire confiance à de tels dirigeants, un tel tel parti, le Parti de gauche, un tel mouvement, le Front de gauche ? Jamais, désolé !

50e congrès de la CGT : rien n'a changé, l'appareil demeure inamovible, monolithique.

- L'appareil pourri conforté : plus de 80% des délégués ont voté le bilan de la direction sortante et son document d'orientation, tout le reste est secondaire, du baratin.
- Toujours en quête de reconnaissance par le bonaparte de service : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy.*" Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"
- L'unité à tout prix, même avec les jaunes ou au prix d'une capitulation : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (...). Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" a rappelé Thibault.
- Pour Lepaon le désaccord avec CFDT sur l'accord scélérat du 11 janvier "*c'est une mini fracture*", autrement dit il minimise le contenu de cette formidable régression sociale, qui serait finalement une pacotille, "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai oblige.
- Pas question d'exiger le retrait de cet accord patronal signé par des syndicats minoritaires, car "*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*", a dit Lepaon, il a été signé par le Medef et trois syndicats c'est suffisant pour exiger son retrait, c'est même plus facile que de faire abroger une loi par la suite, on en a la preuve quand on observe que le gouvernement social-libéral n'a abrogé finalement aucune loi anti-ouvrière ou liberticide majeure adoptée sous Chirac ou Sarkozy.

Comme d'habitude certains se gargariseront des prises de parole de délégués opposés tout ou en partie à l'appareil qui finalement ne représentaient que 15% des délégués (lire plus loin), beaucoup de bruit et de gesticulation sans direction politique précise. Si vous avez des infos qui apportent d'autres précisions, elles seront les bienvenues.

1- Thierry Lepaon, à peine élu à la tête de la CGT, a été confronté au Congrès de Toulouse à la première fronde de la part de délégués qui ont exigé qu'il se prononce clairement pour "le retrait" de l'accord sur l'emploi.

La salle reprend en chœur "*retrait, retrait*"

Au dernier jour du Congrès, la direction a proposé le vote d'une résolution proposant une journée de grève et de manifestation contre le projet sur l'emploi, "*dans la première quinzaine d'avril*" pour "*empêcher la transposition dans la loi de l'accord*". Le texte de la résolution ne mentionne pas expressément le retrait du projet de loi. Mais des délégués sont montés au créneau pour demander que le mot retrait soit clairement écrit dans le texte tandis que la salle reprenait en chœur "*retrait, retrait*".

La résolution adoptée malgré tout

Finalement la résolution, présentée par Agnès Naton, membre de la nouvelle direction, a été adoptée par un vote à main levée avec une forte minorité d'opposants. La veille devant la presse, Thierry Lepaon avait affirmé que la CGT ne demande "*pas le retrait*" du projet de loi - car ce serait "*revenir à l'ère Sarkozy*"- mais qu'elle ne voulait pas d'"*une mauvaise loi*".

Le 1er mai unitaire contesté

Thierry Lepaon avait également souhaité "*un 1er mai dynamique et unitaire*", malgré les désaccords avec la CFDT. Un délégué a enflammé les congressistes en s'écriant: "*le 1er mai, je manifesterai contre le projet de loi sur l'emploi (...) je ne défilerais pas avec la CFDT*", sous les applaudissements de la salle qui a longuement sifflé la proposition d'un 1er mai unitaire.

Par ailleurs, un couac est survenu concernant la journée d'action contre l'accord emploi: alors que M. Lepaon avait ouvert le Congrès lundi en annonçant une journée d'action début avril, des fédérations lui ont fait remarquer que le délai était trop rapproché pour déposer des préavis de grève. "*Malheureusement, on n'est pas en mesure de donner la date*" de cette mobilisation, a concédé Mme Naton. "*Pour créer les conditions de réussite de cette mobilisation*", elle a "*proposé de laisser le temps*" pour que "*l'ensemble des professions déposent les préavis de grève*". "*Le principe est arrêté de la première quinzaine d'avril*" et "*la date sera choisie lundi*", a-t-elle conclu. L'Expansion.com avec AFP 22.03

2- "*Nous avons certains points de désaccords, mais nous ne voulons pas renouer avec le repli identitaire*", a-t-il affirmé lors de la conférence de presse qui a suivi la clôture du cinquantième congrès de la CGT, à Toulouse. "*Nous ne sommes pas d'accord avec la CFDT sur le texte réformant le marché du travail, mais c'est une mini fracture*". Thierry Lepaon a même souhaité un "*rassemblement unitaire*" pour le 1er mai. Pas question non plus de demander le retrait de ce texte : "*Nous ne voulons pas revenir à l'ère Sarkozy. Et puis, nous avons déjà obtenu quelques modifications*". Le gouvernement de François Hollande ? "*Il a moins de mépris à notre égard que le précédent.*"

François Hollande, "*je le rencontrerai sans doute prochainement pour lui réaffirmer le besoin de changement*", a-t-il déclaré devant

la presse à l'issue du 50e congrès de la CGT.

Le nouveau numéro 1 a par ailleurs répondu à la fronde, vendredi matin, de militants lui demandant de se prononcer «*clairement*» pour le «*retrait*» du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi : «*Notre position est claire (...), tout ce que nous pourrions faire bouger dans le projet existant, nous le ferons bouger.*» Mais «*pour réclamer le retrait encore faudrait-il qu'il ait été voté*», a-t-il ajouté.

Une «*fracture existe bien*» avec la CFDT, signataire de l'accord emploi, «*mais notre volonté de travailler avec les autres organisations syndicales reste intacte*», a-t-il affirmé alors que cette ligne a été critiquée au congrès.

Ce «*désaccord*» ne doit «*pas contraindre*» la CGT à «*un repli identitaire*», et «*nous allons essayer de construire un 1er mai le plus unitaire possible*», notamment avec la CFDT, a-t-il réitéré, alors que cette proposition avait recueilli des sifflets. «*Il y a eu parfois des débats vifs*», mais «*la feuille de route est maintenant tracée*» et l'approbation (à plus de 80%) du bilan de la direction sortante et du document d'orientation sont «*encourageants*» après la crise de succession qu'a connue la CGT en 2012, a-t-il estimé.

Bernard Thibault a tenu à préciser : plus de la moitié des intervenants représentait seulement 15 % des délégués présents à Toulouse.

La fin du congrès a par ailleurs été marquée par un moment fort émouvant. Bernard Thibault, en larmes, a remercié les participants, et ceux, absents, qui lui ont fait confiance. Avec deux remarques, à l'intention des thuriféraires de la CFDT : "*Le mouvement syndical, pour être efficace, a besoin d'unité (...). Divisés, nous sommes toujours affaiblis.*" lenouvelobs.fr et libération.fr 22.03

3- La CGT reporte de quelques jours la journée d'action qu'elle envisageait entre le 2 et le 5 avril contre l'accord interprofessionnel du 11 janvier sur la réforme du marché du travail, a annoncé vendredi une de ses dirigeantes, Agnès Naton.

Elle a justifié ce report par la difficulté rencontrée par certains syndicats composant la CGT pour déposer un préavis de grève dans les délais légalement requis.

Le bureau exécutif de l'organisation devrait annoncer la date précise de cette journée d'action lundi prochain. Reuters 22.03

Il va bientôt leur falloir un mois pour déclencher une grève, à croire qu'ils n'y tiennent pas vraiment ou font tout pour qu'elles soient un échec.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Le Parlement chypriote a adopté vendredi soir les premières mesures liées au plan de sauvetage que l'île méditerranéenne, paralysée depuis une semaine, doit conclure avant lundi avec ses partenaires européens pour éviter la banqueroute.

Signe de l'importance du dossier pour l'Union européenne, le sommet UE-Japon prévu la semaine prochaine a été officiellement reporté, et les ministres des Finances de la zone euro vont se réunir dimanche en fin d'après-midi à Bruxelles pour trouver une solution à la crise chypriote, selon plusieurs sources.

Sur l'île, où les banques sont fermées depuis le 17 mars et où tous les virements sont interdits, la situation devenait critique pour nombre d'entreprises, incapables de payer leurs fournisseurs ou d'être payées. Et dans le reste de l'UE, l'énerverment des partenaires de Chypre se fait de plus en plus palpable.

Réunis en séance extraordinaire vendredi soir, les députés chypriotes ont approuvé une restructuration du secteur bancaire du pays, la création d'un fonds de solidarité et une limitation des mouvements de capitaux pour éviter une trop forte pression sur les banques à leur réouverture, prévue mardi.

Les députés se sont séparés peu avant minuit (22H00 GMT), sans fixer de date ou d'heure pour l'examen des autres textes prévus, dont le plus controversé doit établir une taxe exceptionnelle, qui pourrait s'élever à 15% selon la télévision publique, sur les dépôts bancaires à partir de 100.000 euros.

Des manifestants, en particulier des employés des banques menacées, se sont rassemblés vendredi soir devant le Parlement, où une trentaine de jeunes au visage cagoulé ont brûlé un drapeau européen devant les barricades de la police aux cris de "*La taxe c'est du vol*".

Chypre doit trouver d'ici lundi 7 milliards d'euros -- plus du tiers de son PIB annuel --, pour débloquer l'aide internationale et obtenir que la Banque centrale européenne (BCE) continue de fournir des liquidités d'urgence aux banques chypriotes, dont certaines feraient alors immédiatement faillite.

La restructuration des banques vise à séparer des bonnes dettes des mauvaises au sein des banques menacées, en particulier de la Popular Bank (Laiki en grec), deuxième banque commerciale du pays.

Selon un responsable du parti de M. Anastasiades, elle permettra de garantir tous les dépôts à hauteur de 100.000 euros, mais que ceux dépassant ce montant pourraient devoir attendre des années avant de récupérer tout leur argent.

"Le Parlement va bientôt être invité à adopter des décisions difficiles. Certains aspects seront douloureux, mais il faut sauver le pays", a prévenu le président chypriote Nicos Anastasiades dans un tweet vendredi, tandis que son porte-parole assurait que Chypre resterait dans l'euro.

La taxe sur les dépôts semble d'autant plus inévitable que l'option d'une aide russe, caressée par Nicosie afin d'obtenir une partie de l'aide nécessaire, s'est refermée.

Après deux jours de discussions à Moscou avec le ministre chypriote des Finances Michalis Sarris, la Russie a indiqué ne pas être intéressée par les propositions de Nicosie. Le Premier russe Dmitri Medvedev a assuré cependant que la Russie "*ne fermait pas la porte*" à un soutien à Chypre, mais que Nicosie devait trouver avec l'UE une issue à la crise.

Du côté de l'Union européenne et de la zone euro, dont Chypre fait respectivement partie depuis 2004 et 2008, l'énervement monte, en particulier à Berlin.

La chancelière allemande Angela Merkel a prévenu vendredi matin qu'il ne fallait "*pas abuser de la patience des partenaires de la zone euro*", selon des propos rapportés par des députés de sa coalition, à qui elle s'est adressée lors de réunions fermées à la presse.

Le fonds de solidarité voté vendredi soir doit utiliser en particulier les liquidités des fonds de retraites de la fonction publique, et pourrait également être garanti sur les revenus à venir dégagés par l'exploitation, encore à l'étude, du gaz naturel récemment découvert au large des côtes de l'île.

Mais l'Allemagne refuse une implication des fonds de pension dans le plan d'aide. Selon un porte-parole du ministère allemand des Finances, la troïka avait déjà rejeté une telle proposition le week-end dernier.

A Nicosie, où l'activité semble tourner au ralenti, de nombreux cafés, restaurants ou stations-service refusent désormais les paiements par carte de crédit ou par chèque.

"Durant ces trois derniers jours, j'ai constaté une baisse de 70% de la fréquentation. Généralement, les réservations sont complètes le vendredi et durant le week-end. Mais je n'ai presque aucune réservation pour les jours à venir. Je ne sais pas si je vais ouvrir la semaine prochaine", a ainsi déclaré Demos Strouthos, le gérant d'un restaurant dans le centre de Nicosie. AFP 22.03

2- Russie-Chine

Le président russe Vladimir Poutine et son homologue chinois Xi Jinping ont affiché des relations au beau fixe entre les deux pays qui ont conclu d'importants accords dans le pétrole et le gaz pour le premier déplacement à l'étranger du nouveau chef de l'Etat chinois.

"Nous pouvons vraiment dire que c'est une visite historique avec des résultats positifs", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse commune au Kremlin, au cours de laquelle aucune question n'a pu être posée par les journalistes.

MM. Poutine et Xi ont rivalisé d'amabilités au cours de cette rencontre marquée par l'approfondissement des liens économiques et stratégiques entre les deux pays qui veulent développer leur partenariat.

Le géant pétrolier russe Rosneft a signé des accords prévoyant de doper ses ventes de pétrole au chinois CNPC, avec qui il va en outre coopérer sur huit bloc d'exploration dans l'Arctique russe.

"*Actuellement, nous fournissons 15 millions de tonnes par an, et 50 millions de tonnes n'est pas un objectif inaccessible*", a déclaré le président de Rosneft, Igor Setchine, soulignant qu'il s'agissait d'un "*marché prioritaire*".

En échange de cette augmentation des livraisons, Rosneft va bénéficier d'un crédit chinois de deux milliards de dollars, a-t-il précisé.

De son côté, le géant gazier russe Gazprom a signé avec CNPC un accord en vue de livrer à la Chine à compter de 2018 un volume de 38 milliards de mètres cubes de gaz par an et jusqu'à 60 milliards de mètres cubes par la suite .

"*Nous sommes reconnaissants de votre décision d'avoir choisi notre pays pour votre première visite à l'étranger*", a déclaré M. Poutine à M. Xi, investi la semaine dernière comme président de la République populaire après avoir pris les rênes du Parti communiste en novembre.

"*Les relations entre la Russie et la Chine n'ont jamais été aussi bonnes*", a souligné pour sa part le président chinois, qualifiant M. Poutine de "*vieil ami, bon ami*".

M. Xi, qui a entamé une visite de trois jours en Russie avant de se rendre en Afrique, était accompagné par son épouse Peng Liyuan.

Samedi, le président chinois doit s'entretenir à Moscou avec le Premier ministre russe Dmitri Medvedev, avant de rencontrer des sinologues russes, des étudiants apprenant le chinois et des journalistes.

Au cours des deux dernières décennies, les échanges économiques ont dominé la relation sino-russe, Moscou fournissant à Pékin des technologies militaires et spatiales ainsi que du pétrole, tout en important massivement des produits de consommation courante chinois.

"*Au cours des 20 dernières années, les échanges commerciaux bilatéraux ont été multipliés par 14 et ont atteint l'année dernière la somme record de 88,2 milliards de dollars*", a souligné M. Xi dans une interview à des médias officiels russes.

Les deux pays entendent porter le volume des échanges à "*100 milliards de dollars dans un avenir proche*", a déclaré M. Poutine lors de la conférence de presse.

"*Les projets économiques vont raviver nos liens qui ont connu une stagnation ces dernières années*", a déclaré à l'AFP Sergueï Sanakoïev, secrétaire de la Chambre sino-russe pour la promotion du commerce de produits industriels d'innovation.

La Russie cherche à diversifier ses livraisons d'hydrocarbures en dehors de l'Europe.

"*Les Chinois sont pragmatiques, pour eux l'économie l'emporte sur tout le reste*", a indiqué l'analyste Dmitri Trenine, du centre Carnegie à Moscou.

La Syrie, dont les deux pays sont alliés, et la Corée du Nord, qui a effectué le mois dernier son troisième essai nucléaire, étaient également au menu des entretiens des deux dirigeants.

M. Xi a souligné que les deux pays avaient les mêmes points de vue sur les grands dossiers internationaux. AFP 22.03

3- Liban

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a démissionné vendredi en raison d'un désaccord avec le Hezbollah sur les préparatifs des élections législatives et sur le prolongement du mandat d'un haut responsable de la sécurité.

"*J'annonce la démission du gouvernement, qui est peut-être le seul moyen pour les principaux blocs politiques libanais d'assumer leurs responsabilités et de se rassembler pour sortir le Liban d'un tunnel d'incertitude*", a-t-il déclaré à l'issue d'un conseil des ministres infructueux. Najib Mikati a en outre prôné la formation d'un gouvernement d'union pour mettre le Liban à l'abri des "*feux de la région et (...) des divisions internes*".

Le Premier ministre avait pris ses fonctions en 2011 après la chute du gouvernement d'union emmené par Saad Hariri, déjà précipitée par les chiïtes du Hezbollah et leurs alliés.

Lors du conseil des ministres qui a précédé sa démission, le Hezbollah s'est opposé à la création d'une commission chargée de superviser les prochaines élections législatives et à la prolongation du mandat du général Achraf Rifi, directeur général des Forces de sécurité intérieure.

Comme le Premier ministre, cet officier supérieur, qui doit prendre sa retraite au début du mois prochain, est un sunnite de Tripoli auquel le Hezbollah ne fait pas confiance.

Durant ses deux années au pouvoir, Najib Mikati s'est efforcé de protéger le Liban des débordements de la guerre civile qui fait rage en Syrie voisine.

Le conflit a toutefois attisé les tensions entre les différentes communautés, provoquant notamment des violences dans les rues de Tripoli, la grande ville du Nord. Il a en outre mis le chef du gouvernement en porte-à-faux avec le Hezbollah qui l'a porté au pouvoir et qui soutient fermement le président syrien Bachar al Assad.

Les législatives doivent avoir lieu en juin, mais l'absence d'accord sur le code électoral et la chute du gouvernement pourraient entraîner leur report.

"Il semble que la nouvelle loi électorale ne sera pas adoptée dans un délai qui permette la tenue des élections parlementaires à la date prévue", a ajouté Najib Mikati. Reuters 22.03

SOCIAL

1- Espagne

Plus de 75.000 Espagnols surendettés ont été expulsés en 2012, soit 16,7% de plus que pour l'année 2011. L'Andalousie, la Catalogne et Valence sont les régions les plus touchées.

Les expulsions de propriétaires ou de locataires surendettés ont connu un nouveau record en 2012 en Espagne, en hausse de 16,7% par rapport à 2011, portant leur nombre à près de 253.000 depuis 2008, selon les chiffres publiés vendredi par les autorités judiciaires.

Depuis 2008, 415.117 ordres d'expulsion ont été prononcés et 252.826 ont été exécutés, soit près de 61%, a annoncé le Conseil général du pouvoir judiciaire. Ces chiffres concernent les locataires et propriétaires de logements ou de locaux commerciaux qui ne payaient plus leur loyer ou leur crédit. L'Expansion.com 22.03

2- Canada

La police de Montréal a interpellé près de deux cents manifestants vendredi 22 mars lors d'une marche déclarée illégale, organisée par deux associations étudiantes, à l'occasion du premier anniversaire de la plus grande manifestation du 'printemps érable'. Deux groupes d'une centaine de personnes chacun ont été encerclés en début de soirée par les policiers anti-émeute dans le centre ville. Les manifestants 'ont tous été identifiés, se sont vu infliger une amende et ensuite ont été libérés', selon un responsable de la police. Il n'y a eu aucun incident ni aucune arrestation, selon la même source

Une militante du parti d'opposition de gauche Québec solidaire, Manon Massé, citée par Radio-Canada, a réaffirmé la demande de sa formation de mettre en place une commission d'enquête publique indépendante sur le comportement de la police lors des manifestations. La marche avait été organisée par une association de la faculté de sciences politiques et de droit de l'université du Québec à Montréal (UQAM) et par le syndicat radical étudiant ASSE, qui demande la gratuité complète des études.

Les manifestants entendaient protester contre l'indexation des droits de scolarité, soit une augmentation de 3 % par an, décidée par le gouvernement provincial de Pauline Marois. lemonde.fr 22.03

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mars 2013

CAUSERIE

Le portail grec OkeaNews.fr a décidé de faire payer ses lecteurs, autrement dit ses articles ne seront plus libres d'accès. Pour une presse indépendante, c'est le comble ! Son auteur entend vivre de son activité, on peut le comprendre, il n'accepte pas qu'il y ait quelque 17.000 connexions à son portail pour une donation autour de 600 euros. Moi je fais mieux, je récolte 0 euro par an ! C'est ainsi. C'est un boulot ingrat qui procure peu de satisfaction pour celui qui s'y colle.

La différence entre lui et moi, c'est que ses articles ou les infos qu'ils délivrent seront en ligne via Reuters ou des blogs 24 ou 48h plus tard, alors que mes analyses ne figureront nulle part ailleurs que dans mon site, et si je le fermais les militants et travailleurs en seraient privés. Il est vrai que si je récoltais un peu d'argent cela me faciliterait la vie, il n'irait pas dans ma poche ou n'améliorerait pas mon quotidien, je n'en ai pas besoin, par contre je pourrais le consacrer à rémunérer une femme de service pour me soulager des tâches ménagères, balayer la maison et laver le sol une fois par semaine, nettoyer le jardin et l'arroser, faire les poussières et plein de petites choses encore que je ne fais pas faute de temps, je ne vis pas pour autant dans la crasse et le désordre, je suis un adepte de l'ordre et j'ai ma dignité, mais il est vrai que je dois sans cesse cavalier, j'ai une vie de dingue et mon épouse ne le supporte plus, les militants n'en ont pas conscience ou s'en foutent, il faut bien dire les choses comme elles sont, aussi parfois je me laisse aller, je n'ai pas le choix ou je devrais actualiser le site à moitié ou un jour sur deux ou trois. Parfois cela me fait mal au coeur et je dois me faire violence pour ne pas y penser, je crois que mettre les lecteurs au pied du mur précipiterait la fermeture du site, ce qui arrivera sans doute à OkeaNews.fr, je ne leur souhaite pas, mais il fait fausse route.

Je vais vous dire un truc, je ne me connecte jamais à Mediapart, je ne suis pas abonné évidemment, et je m'en passe très bien, ce qui me fait dire que les dizaines de milliers qui s'y sont abonnés étaient décidément trop riches ! Si demain il n'était plus possible d'accéder aux articles que je me mets en ligne ou que j'utilise pour actualiser le site, je n'aurais pas d'autre alternative que vous demander de participer financièrement au portail pour que je puisse payer les abonnements aux différents médias, et si vous vous y refusez, dans ce cas-là je n'aurais pas d'autre solution que fermer le site, car je me refuserais de payer des centaines d'euros par an, et si vous ne le compreniez pas tant pis, de mon côté pour continuer à m'informer à bas coût, il me suffirait de m'abonner à l'Alliance française de Pondichéry pour pouvoir avoir accès aux principaux journaux et magazines. Evidemment je ne me verrais pas scanner des pages entières pour actualiser le site, ce serait un travail de dingue, ce n'est plus 12 ou 14 heures par jour que je devrais y consacrer mais 18 ou 20, impossible matériellement.

A ce jour je ne vous demande rien, je n'ai pas besoin de votre argent, mais si un jour je vous demandais de contribuer financièrement au site, sachez que ce serait parce que je n'aurais plus le choix, ensuite ce serait à vous de voir si le portail vous semble vraiment indispensable ou si vous pouvez vous en passer. Vous aurez compris que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette affaire, que des sacrifices à endurer et des emmerdements à la clé en guise de récompense, peu de satisfaction en retour.

Il s'est trompé de cour.

Il est sorti de sa talonnette pour menacer un juge qui avait osé le mettre en examen.

La petite frappe de Neuilly qui est sortie des dessous sulfureux du Sac pour passer par la jet-set pour finalement atterrir dans les bras d'une Barbie fortunée n'en finit plus de se la jouer, mais la partie est bien finie pour le petit monarque déchu, renvoyé à ces petites affaires minables au bout d'une mandature, la honte suprême.

La bande de cloportes et de courtisans nazillons qui lui sert de garde rapprochée n'a pu s'empêcher de déverser sa verve nauséabonde tout droit sortie des entrailles putrides du régime qu'incarne l'ectoplasme de leur maître qui hante les couloirs du Château.

C'était inévitable que ces oiseaux malfaisants crachent leurs venins, tant ils sont animés par une haine vengeresse et sourde qui les rongent telle une gangrène purulente et puante qu'ils parviennent difficilement à contenir ou camoufler. Ils transpirent la haine féroce de la justice des misérables dictateurs.

En costards cravate de luxe, trop propres sur eux pour être honnêtes, la plèbe aura à coeur de découvrir que ceux qu'elle prenait pour des gens respectables ne méritaient même pas qu'on les méprise, le moment approche où elle ne s'embarrassera pas de manières chics et distinguées pour les juger à sa façon, pragmatique et expéditive, sans pitié pour cette racaille infâme.

Parole d'internaute

- " Jusqu'en 1975 tous les grands pays avaient un taux d'imposition marginal de 75% (USA, France, RFA, RU etc.) et c'est bizarre les Etats n'avaient pas de dettes, l'argent rentrait dans les caisses. Ce sont les néolibéraux qui ont ensuite vidé les caisses des Etats en baissant les impôts et en imposant le crédit privé (cher) aux états et le crédit quasi gratuit aux... banques qui se sont mises à spéculer et à créer une économie artificielle.....qui conduit à la ruine de l'économie "réelle" comme ils disent. Dehors les néolibéraux qui en sont arrivés à actionner la planche à billet du désespoir et même à confisquer les dépôts bancaires à Chypre, du jamais vu depuis 1929....."

Il faut donc mettre dehors l'UMP et ses satellites, le PS, ses satellites et ses alliés qui soutiennent le gouvernement de l'extérieur, l'UE, l'euro, le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'OCDE, la Fed, car la planche à dollars et à euros il a bien fallu que quelqu'un valide son fonctionnement, le justifie, ferme les yeux, et le pouvoir des marchés, de la finance, de l'oligarchie financière, des banquiers, il a bien fallu que quelqu'un leur donne, tous les gouvernements et les partis qui se sont succédés au pouvoir au cours des 40 dernières années, il faut faire table rase, les chasser du pouvoir, abattre les institutions qui leur servent de caution juridique, de façade légale et démocratique, prendre le pouvoir et changer les bases de la société...

Brève réflexion sur la situation.

L'insulte, la surrenchère des petites phrases, la radicalisation du verbe ne fait pas un programme et ne change pas un parti ou son orientation politique. Le spectacle médiatique, la mise en scène de comédiens professionnels, l'agitation, la gesticulation de marionnettes actionnées pour distraire la galerie à l'état d'esprit morose ou en peine de bonnes nouvelles, qui rêvent discrètement d'une sourde vengeance sans oser le dire parce que le courage leur fait défaut, portés par la situation qui fait des vagues avant de retomber comme un soufflé ou rentrer dans le rang en ordre bien sagement, tout cela fait partie de la règle du jeu et des contradictions que les uns et les autres cultivent, tandis que le bon peuple observe ces guignols amusé ou avec une pointe d'amertume, car il a la fâcheuse impression qu'on se fout de lui et qu'on ne lui a pas tout dit, surtout pas la vérité qu'il découvre effaré et impuissant, pour le moment, le temps qu'il reprenne ses esprits, hier le peuple chypriote dont personne n'avait jamais entendu parler et qu'on croyait apathique a soudainement fait irruption, où, dans la rue, sur la scène politique au point d'occuper tout l'espace et de devenir incontournable.

Et pas n'importe comment, devant le palais présidentiel et le siège du gouvernement, devant le Parlement, contre le Parlement, il exige que sa souveraineté soit respectée, la sienne pas celle du Parlement, il s'en prend directement aux institutions qu'ils accusent d'être les complices de la troïka, des gangsters de l'oligarchie financière, voyez-vous cela, quelle audace, quelle perspicacité, il menace même par une grève quasi insurrectionnelle de paralyser le pays et de faire chuter le régime en place, de balayer les institutions, d'imposer la rupture avec l'euro et l'UE qui ont fini par l'étrangler complètement.

Quelle belle leçon à tirer pour le mouvement ouvrier en Europe, non ? Le peuple chypriote indique la direction dans laquelle il faut axer notre combat pour prendre le pouvoir politique, c'est notre seul objectif. Nos dirigeants doivent en faire des cauchemars les faits confirment notre analyse. Maintenant sans parti révolutionnaire il ne pourra pas vaincre, mais il aura courageusement résisté et montré la voie à suivre à tous les exploités.

Après avoir voulu faire main basse sur ses petites économies déposées en banque, le gouvernement a affiché son intention de taper dans ses caisses de retraite, et voilà que maintenant il s'apprête à les licencier tout en continuant de menacer de les taxer. Trop c'est trop, c'est le régime capitaliste et ses institutions politiques qu'il faut licencier pour avoir fait faillite, c'est aux travailleurs de prendre leur destin entre leurs mains et personne d'autres à leur place, et de créer leurs propres institutions pour réorganiser la société en fonction de leurs besoins et non pour engraisser une minorité de parasites avides de profit et de pouvoir. C'est la voie du socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Pourquoi insistons-nous en disant que c'est la voie du socialisme ? Parce que sans théorie révolutionnaire, pas de révolution victorieuse, sans le fil pour nous guider vers notre objectif il est impossible d'arriver à bon port ou que le processus parvienne à son terme, on a besoin de cette boussole pour être conscient au fil des étapes qui se succèdent de la direction à prendre et aller de l'avant, se rapprocher de notre objectif, balayer les obstacles qui se dressent sur notre chemin et définir les tâches pour atteindre l'objectif suivant jusqu'à la victoire finale, car nous combattons pour vaincre notre ennemi et non pour en obtenir des concessions.

Et pour mener ce combat à bien, on dispose du socialisme qui est un outil extraordinaire, irremplaçable, qui concentre plus d'un siècle et demi d'enseignements de lutte de classes contre le capitalisme. Il n'existe pas d'équivalent, vous pouvez chercher partout, vous ne trouverez rien, rien d'aussi efficace que le marxisme pour analyser, interpréter et tirer les conclusions pratiques, conscientes du processus de la lutte des classes et de l'évolution du capitalisme, des transformations qu'a subies la société et le monde.

Malheureusement les idées du socialisme, nos dirigeants les ont rangées soigneusement au fond d'un tiroir, apparemment en espérant ne jamais avoir à s'en servir, il faut donc les violenter et les ressortir au grand jour pour que les masses s'en saisissent à nouveau. Bon, ils vont prendre le train en marche et s'épancher en grands discours pour faire bonne figure, ils oseront même prétendre qu'ils avaient prévu ce qui se produit sous nos yeux puisque rien ne les arrête, mais les militants ne sont pas dupes, certains m'ont écrit qu'ils avaient fait le même constat que moi, alors il va falloir redoubler de vigilance et surtout ne pas prendre à la lettre leurs déclarations.

Hier Mélenchon et d'autres dirigeants du PG ont fait les pîtres lors du congrès de leur parti, comme je l'ai dit plus haut, ils peuvent traiter de "salopards" les 17 ministres de l'Economie et des Finances de la zone euro, cela ne change rien aux rapports établis entre le PG et l'UE avec laquelle ils ne veulent pas rompre mais réformer, autrement dit nous empêcher de briser cette camisole de force dans laquelle nous étouffons...

La situation sociale empire de jour en jour dans tous les pays, France, Portugal, Belgique, la situation politique et les rapports entre les classes se tendent également, Grèce, Espagne, Italie, dans l'UE mais aussi dans bon nombre de pays du Maghreb et d'Afrique, Tunisie, Egypte, Liban, Mali (journalistes) en Asie aussi, Vietnam, Cambodge, Inde, Bangladesh, bref, c'est le vieux monde capitaliste qui craque de partout. Ce serait encourageant si nous disposions de partis révolutionnaires et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Lucien Gauthier a relevé dans un article du n°243 d'Informations ouvrières, page 16 (une info qui vient du Nouvel Observateur) :

"En 2 000, 500 firmes accaparaient 70 % du commerce mondial, employaient directement 90 millions de personnes et produisaient 25 % du PIB de la planète.

En 2012, les 2 000 premiers groupes mondiaux génèrent 36 000 milliards de dollars de chiffres d'affaires, 2 640 milliards de profits et valent 37 000 milliards en Bourse."

Il suffirait donc d'exproprier ces 500 firmes ou ces 2 000 multinationales ou holdings sans leur verser un centime évidemment, pour que le capitalisme soit en voie d'éradication sur la surface de la planète. Je suggère donc que cela figure au programme de l'Internationale ouvrière socialiste et que tous les partis qui y adhèrent l'inscrivent à leur programme. Cet objectif étant inséparable du combat pour l'émancipation du capital, l'incarnant, il est non négociable.

Il est 4h30 du matin et je viens encore de me taper une nuit blanche, avec tous les emmerdements que j'ai eu ces derniers mois à cause de mon épouse, plus les coupures de courants intempestives, je suis complètement détraqué, donc pour parler légèrement parce que je suis crevé, c'est fastoche d'écrire le programme de l'Internationale ou les quelques points essentiels qui serviraient de ligne directrice à son action. Vous comparez ce qui vient d'être écrit avec la déclaration adoptée à l'issue de la conférence que le POI vient d'organiser, et vous n'aurez plus besoin de vous demander ce qui nous sépare, nous ne combattons pas pour le même objectif, voilà tout.

Hier on disait que les masses (les couches les plus déterminées) étaient en avance sur les militants, et les militants sur les dirigeants, maintenant il faudrait affirmer que l'écart n'a cessé de se creuser entre eux et qu'ils sont à des années lumières en avances sur eux.

"Le Parti ouvrier indépendant, qui prépare son IVe Congrès, ouvre la discussion : comment aider à réaliser la mobilisation de millions qui interdira que notre pays connaisse le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal ?

Pour l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe !"

C'est quand même beau la liberté en régime capitaliste ! C'est marrant, j'avais cru retenir de Marx et Engels qu'elle ne profitait qu'à la classe des privilégiés, j'ai même cru le constater de mes propres yeux, j'en suis même totalement convaincu.

20 ans avant Maastricht je n'ai jamais eu l'impression d'être libre. Issu d'une famille d'ouvriers pauvres, j'ai préféré ou plutôt, j'ai été poussé à arrêter mes études à 16 ans pour me retrouver dans un centre d'apprentissage avant d'aller bosser. Franchement, vous ne croyez pas que j'aurais pu mieux faire, n'avais-je pas les capacités pour poursuivre mes études et avoir un autre avenir que celui que je me suis coltiné, la précarité tout au long de ma vie en fait, pour finalement me retrouver dans ce trou en Inde ? Quelle liberté !

Si des peuples peuvent se dire libres en étant enchaînés au capitalisme, pourquoi devraient-ils combattre pour briser ces chaînes ? Ils s'y adaptent ou font en sorte qu'elles soient desserrées et l'oiseau en cage à le sentiment d'être libre, le sentiment seulement, pour la liberté il lui faudra encore attendre, un clin d'oeil à Prévert. Il y a des couches d'exploitées plus favorisées qui ont apparemment moins d'efforts que d'autres à fournir pour faire naître ce sentiment ou cette impression.

Des nations libres qui se livrent à une guerre économique sans merci dans le cadre de la concurrence du marché mondial, tu parles d'une liberté. Elles ont la liberté de se faire ou non la guerre !

Le POI veut mobiliser les travailleurs pour qu'ils ne connaissent pas une situation comparable à celle des travailleurs en Grèce, en Espagne ou au Portugal. C'est extraordinaire, ils ont oublié Chypre, sauf que voilà il leur faut justement être confrontés à une telle situation pour se soulever contre le régime...

Partant de là on est en droit de se poser la question suivante : qui des travailleurs ou du régime le POI tient donc à épargner, devinez ? Tout le POI tient ici. Maintenant vous connaissez les réelles intentions de ses dirigeants qui sont opposés au socialisme, en réalité ils le combattent. Voyez-vous ils sont trop intelligents pour avoir fait une si grossière erreur, c'est délibérément qu'ils mènent cette politique qui conduit infailliblement dans une impasse politique ou tout droit à la défaite.

Nous, nous souhaitons ardemment que la situation en France devienne aussi critique ou tendue qu'en Grèce, car c'est dans cette situation que l'on peut construire le parti, que la conscience des masses se radicalisent, qu'elles sont tentées de se soulever et de faire voler en éclats le régime, c'est bien nos objectifs n'est-ce pas ? Si on prétend épargner aux masses cette situation, c'est leur interdire qu'une révolution se produise. En fait ils prennent le problème à l'envers, il faut aider les travailleurs à se préparer à affronter le sort imposé aux travailleurs en Grèce, en Espagne et au Portugal qu'ils vont connaître à un moment donné dans la perspective de la mobilisation de millions qui renverseront le régime en place et prendront le pouvoir, c'est mieux ainsi, n'est-ce pas ? Il est clair ici qu'on ne poursuit pas le même objectif et qu'on n'assigne pas les mêmes tâches aux masses, bref, notre politique s'inscrit en totale opposition à celle du POI. Question : qui est fidèle au socialisme ?

On imagine qu'en Grèce, en Espagne et au Portugal, les organisations similaires au POI, les sections de leur IVe Internationale fantôme ont tenu le même discours aux travailleurs, colporté les mêmes illusions en fait, car rien ne pouvait empêcher les différents gouvernements d'appliquer la politique qui a conduit à la situation actuelle, les conditions n'étaient pas réunies pour qu'il en soit autrement, absolument aucun facteur n'était favorable aux travailleurs, on peut s'en désoler et être tenté de travestir la réalité parce qu'elle nous est insupportable, nous, nous préférons procéder autrement et la regarder en face, la prendre telle qu'elle est, ce n'est pas facile mais pour influencer sur elle ou la changer un jour à notre connaissance c'est préférable. Vous entendez le bruit du canon qui résonne au loin et se rapproche et vous vous exclamez qu'il faut se mobiliser pour interdire la guerre, ce n'est pas sérieux, elle a déjà commencé, combattons ceux qui l'ont déclenchée pour y mettre fin le plus tôt possible ce sera mieux, non ?

Le capitalisme va s'effondrer, il est en train de s'effondrer, alors aidons-le à s'effondrer totalement pour reconstruire une société meilleure sur ses cendres, au lieu de gémir et tenter d'éviter que la situation en arrive là. Diable, faites donc confiance à la classe, faites enfin votre boulot et nous serons sûrs de vaincre, cela ne fait aucun doute.

Les Grecs sont profondément malheureux et nous le sommes avec eux, ils ne le méritent pas, le plus triste c'est qu'ils le sont sans savoir réellement pourquoi, pour rien, c'est cela l'aspect tragique de la situation, les choses étaient faites de telle sorte que c'était inévitable qu'ils connaissent un jour ou l'autre ce sacrifice, alors qu'au moins cela serve à leur émancipation du capital, à leur liberté, oui elle est la liberté et pas ailleurs. J'ai écrit tout cela à des Grecs qui malheureusement sont sourds. Il est 6h du matin et je vais essayer de dormir un peu.

ACTUALITÉ DU JOUR

A propos du congrès du Parti de gauche.

Quand on prend le train en marche, c'est qu'on avait l'esprit ailleurs.

"*Qu'ils dégagent tous*", "*salopards*", "*échec du gouvernement*"... le vocabulaire utilisé samedi lors du 3e Congrès, à Bordeaux, du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a traduit une radicalisation provoquant de vifs débats avec le PS.

Durant ces assises qui s'achèvent dimanche, et qui ont été largement dirigées contre les "*politiques d'austérité*" du gouvernement et de l'Europe, les dirigeants du PG s'en sont en particulier pris au ministre de l'Economie Pierre Moscovici provoquant un échange acerbe avec le PS.

François Delapierre, secrétaire national, a dénoncé "*les 17 salopards de l'Europe*" faisant référence à l'attitude des 17 gouvernements de la zone euro à l'égard de Chypre. *Dans ces 17 salopards, il y a un Français, il a un nom, il a une adresse, il s'appelle Pierre Moscovici et il est membre du Parti socialiste*", a-t-il dit vivement applaudi par les 800 délégués.

"*Une très belle expression*", dit en souriant aux journalistes Jean-Luc Mélenchon, en qualifiant le ministre de "*petit intelligent qui a fait l'ENA*" et qui "*ne pense pas français, qui pense finance internationale*".

(Lui, il pense Union européenne. - Ndlr)

Ces propos ont été qualifiés "*d'inacceptables*" par le 1er secrétaire du PS, Harlem Désir, qui a demandé à M. Mélenchon de les "*retirer*". "*C'est un vocabulaire des années 30 que l'on ne pensait plus entendre de la bouche d'un républicain et encore moins d'un dirigeant de gauche*", a dit M. Désir à l'AFP.

(C'est pour dire depuis quand le PS (SFIO) a abandonné cet horrible "*vocabulaire*" qui incarne le combat à mort classe contre classe, pas le combat que mène le PG, pas de confusion. Cela conforte ma position sur le PS. Il est formidable Désir, si, si, on devrait lire attentivement toutes ses déclarations. Je m'y attendais quand ils l'ont nommé premier secrétaire du PS, je ne sais pas, il porte cela sur lui, il ne respire pas une intelligence débordante. En réalité, c'est le 3 août 1914 que le PS (SFIO) a cessé d'utiliser ce vocabulaire, quand il a rejoint le camp des "*salopards*". - Ndlr)

"*Une diversion, à la méthode socialiste habituelle : insulter et insinuer plutôt que de répondre sur le fond*", a répondu Jean-Luc Mélenchon. Harlem Désir "*ferait bien de nous dire ce que pense le PS du vote des ministres français sur Chypre*", a-t-il ajouté.

(La radicalisation du PG n'est que verbiage, c'est aussi une manière de faire diversion. Désir pourrait lui renvoyer que Die Linke ne fait pas mieux en Allemagne et que Syriza a donné des gages de bonne conduite au FMI et à l'impérialisme américain récemment. Ils sont tous sortis du même tonneau, alors pourquoi le contenu devrait-il être différent ? - Ndlr)

"On a un congrès qui ressemble à ce qu'on croit nécessaire de faire. La situation se tend, on va accompagner le mouvement", avait prévenu plus tôt Jean-Luc Mélenchon. "On est dans une époque où les citoyens cherchent des réponses claires et fermes", justifie Martine Billard qui coprésède le parti avec M. Mélenchon.

(Il vont "accompagner le mouvement", dit autrement cela s'appelle prendre le train en marche et faire de la récupération. Pour le compte de qui, devinez ? - Ndlr)

Pour François Delapierre, le gouvernement "emmène la France à la catastrophe" et "chaque jour prépare le terrain et facilite la tâche à l'extrême droite". "On ne veut pas laisser le FN être le seul à parler fort", ajoute Martine Billard pour qui il s'agit "d'une course de vitesse avec le FN". (Mais pas jusqu'à rompre avec l'euro et l'UE. - Ndlr)

"On est plus radicaux parce que le coup de bambou en face (au gouvernement) a changé de nature", ajoute Pascale Le Neouannic, secrétaire nationale. "Nous créons le conflit partout, le conflit crée la conscience", répète Jean-Luc Mélenchon.

(C'est le seul mérite qu'on leur concède, et encore, les conditions du conflit existent malgré eux. -Ndlr)

La situation de Chypre a constitué "la goutte qui fait déborder le vase", souligne Eric Coquerel, secrétaire national. "Il faut incarner de manière très claire la rupture avec la politique social-libérale", ajoute-t-il.

(Des paroles sans lendemain et qui ne coûtent rien. - Ndlr)

"Chypre c'est un franchissement, c'est un acte de guerre", estime M. Mélenchon qui décrit un euro "censé être le fluide qui unit les pays" et qui "au contraire est le moyen de serrer la gorge". "Hollande a tout lâché, il a tout faux. Il a peur", ajoute-t-il. AFP 23.03

(Tiens donc, depuis quand l'euro aurait-il été conçu pour briser nos chaînes ou participer à notre émancipation du capital ? Jamais, Mélenchon s'est pris à son propre piège, se vend, il signifie ici qu'il a participé à cette illusion ou qu'il y a cru lui-même, excellent. Non, Hollande est pareil à lui-même. Pourquoi fallait-il en attendre autre chose par hasard ? Ah encore un de vos tour d'illusionniste de l'avoir fait croire, vous êtes formidable monsieur Mélenchon quand vous êtes spontané, vous découvrez vos véritables intentions. - Ndlr)

Euro et BCE. Les alchismistes entrent en action.

Vendredi soir devant les délégués de son Parti de gauche (PG) réunis en congrès au parc des expositions de Bordeaux, Jean-Luc Mélenchon a mis un certain doute dans les têtes d'une partie de ses militants sur la question de l'euro. «En substance, il nous a dit qu'on allait tout droit vers une sortie de l'euro, raconte Sébastien, adhérent du PG dans les Landes. Demain, il y a un meeting, il semblerait qu'on aille vers là.» «Je trouve cette démarche dangereuse, s'inquiète Christophe Batardy, dirigeant PG en Loire-Atlantique. Ce serait s'inscrire dans une ligne nationaliste».

(Ils sont tellement subordonnés à l'UE qu'en sortir ce serait faire preuve de nationalisme, comme sortir du capitalisme ce serait faire preuve de socialisme, quelle horreur ! - Ndlr)

Depuis la crise chypriote, l'ancien candidat Front de gauche à la présidentielle convient d'une évolution dans sa perception de l'euro. «S'il faut choisir entre la souveraineté des Français et l'euro allemand, nous n'aurons pas peur de choisir la souveraineté», explique-t-il ce samedi dans Sud-Ouest. Dans un communiqué publié mercredi soir, Mélenchon parlait de la monnaie européenne comme d'«un luxe merkélien coûteux, mais aussi un dangereux moyen d'action contre la souveraineté du peuple». Et interrogé vendredi après une rencontre avec des ostréiculteurs sur le bassin d'Arcachon, il a convenu qu'il était prêt au «bilan des faits»: «Il y a des colères qu'il faut savoir épouser à temps», confiait-il.

(En fonction des circonstances ou des interlocuteurs qu'il a en face de lui il tient un discours différent. -Ndlr)

Alors, Mélenchon va-t-il annoncer dans son meeting de dimanche matin qu'il souhaite voir la France sortir de l'euro comme le pensent certains de ses militants? «L'Europe a fait la démonstration avec l'exemple de Chypre qu'il y a des moments où on aura à choisir entre la souveraineté du peuple et l'euro. Je choisis la souveraineté du peuple», répond-t-il Mais dans son discours de dimanche, «je n'irai pas plus loin», assure-t-il. «Je ne vais pas dire "sortie de l'euro", sinon c'est une capitulation devant l'Allemagne», justifie-t-il.

(Quel tartuffe ! C'était juste histoire de causer, il témoigne ainsi qu'il est enchaîné à l'euro, fer de lance de ce qu'il appelle lui-même la remise en cause de la "souveraineté du peuple", comme quoi il s'en fout complètement en fait, c'est un bouffon et rien d'autres. - Ndlr)

Et un risque d'assimilation avec le Front national et Marine Le Pen? «Le FN a une longue tradition de capitulation devant

l'Allemagne», ironise le député européen. «La grande différence entre nous et le FN, c'est qu'on veut transformer l'euro, poursuit Guillaume Etievant, président de la commission économie du PG. On ne veut pas être dans une position de repli, ni laisser le FN maître du jeu sur le sujet avec ses réformes simplistes. Le retour au franc n'apporte rien.»

(Ce sont les alchimistes du XXI^e siècle, les fourvoyeurs des sciences, dont la science sociale par excellence : le marxisme. On aura compris qu'ils sont lancés dans une course poursuite avec le FN pour savoir lequel des deux est le plus populiste, on leur laissera le trophée ! - Ndlr)

Ce jeune responsable détaille le plan de route qu'aurait le Front de gauche s'ils étaient au pouvoir pour arriver à modifier les statuts de la Banque centrale européenne (BCE) et s'attaquer à l'euro fort - au PG on parle désormais d'«euro Merkel»: «*La méthode classique de négociation ne suffira pas. Le rapport de force doit se mener par la désobéissance européenne», dit Etievant. La BCE ne veut pas prêter directement aux Etats? «Ce qu'elle refuse de faire, nous pourrions le faire en France avec la Banque de France», explique-t-il.*

(Toujours les alchimistes à l'oeuvre, après l'euro, c'est au tour de la BCE. En réalité leur VI^e République est du même tonneau, ils ne veulent pas liquider les institutions du capital, ils n'y tiennent pas du tout, mais pas du tout. Autrement dit, il ne faut pas compter sur le PG pour briser nos chaînes. - Ndlr)

Au risque d'être exclu de la zone euro? «D'autres pays du sud de l'Europe pourraient nous suivre et on aurait alors deux zones euros, une au nord et une au sud», répond-t-il. Et une dernière «extrémité» possible: «Avoir une monnaie commune à l'échelle européenne où chaque pays garderait sa propre monnaie nationale», conclut Etievant.

(Ils en arrivent à tout dire et son contraire, ainsi vous ne pourrez pas les accuser de ne pas vouloir rompre avec l'euro et vous ne pourrez pas les accuser de vouloir rompre avec lui. C'est la définition même du populiste qui cherche à vous enfumer. - Ndlr)

Pourtant, samedi matin, lors de la discussion générale des députés sur leur «plate-forme de synthèse», plusieurs intervenants ont fait par de leurs doutes. «Que la monnaie soit un problème, je comprends. Mais on ne peut pas se retirer de la bataille, lance un jeune congressiste. J'ai envie de me battre pour que l'euro soit une monnaie sociale. Qu'est-ce qu'on propose? L'euro franc? Qu'est-ce ça veut dire?» «Nous ne pouvons nous passer d'un projet européen clair, surtout à un an des élections européennes», poursuit une militante de Bruxelles.

(Ah la gamelle ! Il serait capable d'inventer le banquier social, l'oligarque humaniste ! - Ndlr)

Dans les couloirs du congrès, d'autres ne comprennent pas trop pourquoi cette question sur l'euro est remise en débat. «*Cela n'a pas été préparé, s'étonne Thierry, venu de région parisienne. Sur plusieurs points, je trouve qu'on se rapproche des positions du FN.» «La ligne du PG, ce n'est pas la sortie de l'euro, rétorque Dominique, de Paris. Je suis contre l'euro fort. Et si la France dit non, ils ne peuvent pas faire sans nous! Même Hollande peut le faire s'il montrait plus de détermination.»*

(Ah ben alors, encore un petit effort, pensez-le très très fort et Hollande va le faire ! On est en présence de charlatans. - Ndlr)

«Beaucoup de camarades sont arrivés il y a un an et demi après que l'on a eu nos discussions et nos débats sur l'euro, fait valoir Martine Billard, coprésidente du PG. Il faut qu'on reforme nos militants sur cette question.» Et Mélenchon va s'y employer dimanche matin: «Il ne faut pas une monnaie allemande pour les Français, ça ne convient qu'aux Allemands.» libération. fr 23.03

(Ils martèlent qu'il ne faut pas prendre une position qui un relent nationaliste et ils ne cessent de parler de l'Allemagne comme un ennemi à abattre, comme si c'était encore le "boche" l'ennemi, c'est terrible, ils seraient prêts à voter les crédits de guerre contre l'Allemagne ces dangereux aventuriers. -Ndlr)

J'allais oublier de le caser : mais au fait Mélenchon a déjà fait partie d'un gouvernement de l'euro et de la BCE ou je m'abuse, la loi de 1973 s'appliquait, le traité de Maastricht aussi, cela ne lui a pas vraiment posé de problèmes, sa mission de ministre, il l'a bien assumé dans ce cadre-là, n'est-ce pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Chypre

Gouvernement chypriote et représentants de la troïka se sont mis d'accord samedi sur la création d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros de nature à satisfaire les attentes des pays de la zone euro avant la réunion des ministres des Finances, dimanche à Bruxelles.

Le ministre chypriote des Finances, Michael Sarris, a fait état de "*progrès significatifs*" dans les négociations avec les créanciers internationaux.

L'accord prévoit un prélèvement de 20% sur les dépôts supérieurs à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus, principale banque du pays et une taxe de 4% sur les comptes affichant un solde identique gérés par les autres institutions bancaires, a indiqué un haut responsable chypriote.

La nationalisation des fonds de pension, mesure adoptée vendredi par le Parlement chypriote, ne fera pas partie de l'accord nécessaire à la mise en oeuvre d'un plan de sauvetage européen de Chypre, a-t-il précisé, s'exprimant sous le sceau de l'anonymat.

Les autorités chypriotes, qui continuent de négocier avec les représentants de la troïka, avaient envisagé de taxer à hauteur de 25% les comptes en banque présentant un solde supérieur à 100.000 euros détenus par la Bank of Cyprus.

Les ministres des Finances de la zone euro ont prévu de se réunir dimanche à 18h00 GMT à Bruxelles pour examiner à nouveau le dossier chypriote.

Chypre a jusqu'à lundi pour trouver le moyen de lever 5,8 milliards d'euros nécessaires pour compléter le plan de sauvetage de 10 milliards négocié avec la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

"*Nous poursuivons nos importants efforts. J'espère que nous aurons une solution rapidement*", a commenté le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Le chef de l'Etat, au pouvoir depuis à peine un mois, est également attendu dimanche à Bruxelles, a-t-on appris de sources européennes et à Nicosie.

Il doit y rencontrer Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso, présidents du Conseil et de la Commission européenne, ainsi que Christine Lagarde, directrice générale du FMI.

"*Nous espérons que demain à Bruxelles, nous aurons l'accord de nos partenaires*", a commenté Averof Neophytou, vice-président du Rassemblement démocratique au pouvoir.

Le Commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, a estimé que Chypre devait se préparer à un avenir très difficile à court terme mais que le pays devait prendre les mesures qui s'imposaient en l'absence de solution idéale.

Rehn a estimé qu'il était indispensable que les ministres des Finances de l'Eurogroupe parviennent à un accord lors de leur réunion dimanche soir.

"*Malheureusement, les événements des derniers jours ont conduit à une situation dans laquelle il n'existe plus de solution idéale. Il ne reste aujourd'hui que des choix difficiles à faire*", a déclaré Olli Rehn dans un communiqué.

Une autre loi permettra au gouvernement de contrôler les capitaux bancaires afin d'éviter des retraits massifs à la réouverture des banques, prévue mardi après plus d'une semaine de fermeture forcée.

Les banques chypriotes gèrent 68 milliards d'euros de dépôts bancaires, dont 38 milliards sur des comptes présentant un solde supérieur à 100.000 euros - des sommes énormes pour un pays de 1,1 million d'habitants qu'expliquent les dépôts massifs de ressortissants étrangers, notamment russes, dans les banques chypriotes. Reuters 23.03

Complément lenouvelobs.fr 23.03

Des centaines d'employés de banques ont manifesté samedi 23 mars dans l'après-midi à Nicosie et menacé de se mettre en grève si les autorités chypriotes, engagées dans une course contre la montre pour sauver les banques et l'île de la faillite, ne garantissaient pas leur avenir.

Parti du siège de l'Union chypriote des employés de banques (Etyk), le cortège s'est rendu devant le palais présidentiel puis devant le Parlement, avant de commencer à se disperser dans le calme, même si la colère était palpable.

"Si vous ne garantissez pas nos fonds de pension, nous nous mettrons en grève à partir de mardi", date prévue de la réouverture des banques fermées depuis le 17 mars, a lancé Loizos Hadgicostis, président d'Etyk.

"Nous reviendrons manifester demain [dimanche, NDLR] devant le Parlement et cette fois-ci ce ne seront pas seulement les employés de banques, mais tous les Chypriotes", a-t-il ajouté, pendant que la foule scandait "Honte au Parlement" et "Nous allons faire la grève".

"Ce que la troïka (UE-BCE-FMI) fait est horrible. C'est un complot, pas seulement pour prendre notre argent mais aussi nos emplois. Nous sommes contre ce plan de restructuration des banques", a déclaré Andreas, un manifestant, tout en se disant d'accord pour le prélèvement sur les gros dépôts.

Les manifestants, qui craignent pour leur emploi en cas de faillite ou de restructuration des banques, portaient des pancartes proclamant "Pas touche aux fonds de pension", "Non à la banqueroute de Chypre" ou encore "Laissez-nous rêver".

A Bruxelles, plusieurs sources proches des négociations ont indiqué que le plan comprenait la restructuration de la Bank of Cyprus et de la Popular Bank (Laiki en grec), qui "doivent disparaître". Une nouvelle banque serait créée avec les actifs sains des deux banques.

La mesure doit être complétée par une décote sur les actifs sains tirés des deux banques. La fourchette en négociation varie entre 15 à 20%.

La Laiki Bank emploie à elle seule plus de 8.000 personnes à Chypre, soit 1% des 840.000 habitants, ce qui illustre la disproportion du secteur bancaire que l'Union européenne dénonce dans l'économie chypriote. lenouvelobs.fr 23.03

2- Centrafrique

La France a envoyé des troupes en Centrafrique pour sécuriser l'aéroport de Bangui face à l'avancée des rebelles du Séléka qui affirment être entrés dans la capitale et disent se diriger vers le palais où se trouve le président François Bozizé.

"Une compagnie a été envoyée pour renforcer et sécuriser l'aéroport de Bangui. L'aéroport est désormais sécurisé", a dit une source diplomatique française à Paris.

quelque 250 soldats français se trouvaient dans la capitale centrafricaine avant l'arrivée du nouveau contingent militaire.

Les rebelles centrafricains du Séléka sont entrés samedi dans la capitale Bangui et, selon leur porte-parole, ils progressent vers le palais présidentiel tout en menant des combats contre les forces gouvernementales.

Selon les habitants de la capitale, l'armée régulière conservait samedi soir le contrôle du centre ville où se trouve le palais présidentiel.

"Le président Bozizé est toujours au pouvoir", a indiqué à Reuters le porte-parole du gouvernement Crépin Mbolli-Goumba. "Bangui n'est pas encore tombée", a-t-il ajouté.

Avec la tombée de la nuit, les combats semblaient avoir cessé à Bangui où l'électricité demeurerait coupée après la prise de la centrale de Boali par les insurgés.

Les rebelles ont relancé les hostilités cette semaine dans le pays et se sont fixé pour but de renverser le président François Bozizé qu'ils accusent de ne pas avoir respecté un accord de paix conclu en janvier, prévoyant leur intégration dans les forces armées.

Un journaliste de Reuters, présent dans les faubourgs nord de la capitale, a vu les combattants du Séléka repousser les unités de l'armée régulière et prendre position dans le quartier autour de la résidence personnelle de Bozizé.

Un responsable a indiqué que le chef de l'Etat se trouvait dans le palais présidentiel situé dans le centre de la ville.

Nelson Ndjadder, porte-parole du mouvement, a confirmé l'information, ajoutant qu'un hélicoptère de l'armée utilisé depuis vendredi contre les insurgés avait été abattu.

"Nos deux colonnes se dirigent maintenant vers le palais présidentiel", a-t-il déclaré à Reuters.

Un membre de la force africaine de maintien de la paix ayant requis l'anonymat a lui aussi fait état de combats entre les rebelles et l'armée à Bangui et indique également qu'un hélicoptère de combat a été abattu.

"Les rebelles pourraient s'emparer de Bangui ce soir", a-t-il reconnu, précisant que les casques bleus s'occupaient de la sécurité de l'aéroport. "Les combats se poursuivent mais il y a des résistances".

Le Séléka, qui regroupe différents groupes d'insurgés, avait réussi une avancée jusqu'aux portes de Bangui l'an passé reprochant à Bozizé de ne pas avoir honoré un engagement de fournir du travail et un salaire aux combattants en échange de l'arrêt des combats.

L'Afrique du Sud a dépêché quelque 400 soldats pour entraîner l'armée centrafricaine et selon des sources au sein de la force de maintien de la paix, les Sud-Africains se battraient aux côtés de l'armée régulière.

La radio sud-africaine a rapporté vendredi que Pretoria avait l'intention de renforcer son soutien militaire après une rencontre entre Bozizé et le président Jacob Zuma. Reuters 23.03

3- Burkina Faso

Le 15 octobre 1987, Thomas Sankara, président du Burkina Faso depuis le 4 août 1984, était assassiné à Ouagadougou. Les circonstances du complot qui aboutit à son élimination au profit de Blaise Compaoré, toujours au pouvoir à la tête du Burkina, n'ont jamais été élucidées. Étant donné la personnalité de Sankara, son rayonnement international, ses positions révolutionnaires, il est évident que ce complot débordait les frontières du Burkina. Houphouët Boigny, qui redoutait la contagion des idées sankaristes dans sa population, très liée à celle du Burkina – les deux pays n'ont longtemps formé qu'un seul territoire au sein de l'Afrique Occidentale Française – était intéressé au premier chef à la disparition de Sankara.

La France, puissance tutélaire, alors sous la présidence de François Mitterrand, était offensée par les paroles et les actes d'un président qui avait toutes les audaces. Le Burkina venait de voter à l'ONU pour l'inscription de la Nouvelle Calédonie dans la liste des territoires à décoloniser. Le pacte néocolonial était bafoué.

La famille, les amis et les partisans de Thomas Sankara, soutenus par Survie, n'ont pas renoncé à faire la lumière sur cet assassinat. Pour la deuxième fois une demande de commission d'enquête sur l'implication de la France vient d'être déposée à l'Assemblée Nationale, signée de députés du Front de Gauche et de Europe Écologie-Les Verts. Elle ne peut guère aboutir sans l'accord du Parti socialiste majoritaire.

Interrogé à ce sujet par Médiapart, Pouria Amirshahi, apparatchik socialiste, député et secrétaire de la commission des affaires étrangères, a eu des propos curieux : « *la création d'une commission d'enquête parlementaire implique l'existence préalable d'éléments probants car il s'agit de l'engagement d'une institution républicaine qui ne se fait pas à la légère* ». Si on comprend bien, on enquêtera sur l'implication de la France si celle-ci est d'abord démontrée, ce qui rendrait cette enquête inutile. Tout en prétendant ne pas vouloir « *s'immiscer dans les affaires du Burkina Faso* », l'apparatchik socialiste n'hésite pas à affirmer que « *Thomas Sankara est un personnage à double face [...] qui a aussi été tenté par la violence* », sans apporter aucun élément susceptible d'étayer ce procès d'intention. Ces propos sonnent comme un aveu : quel besoin de tenter de dégrader ainsi l'image de Sankara, sinon pour justifier sa liquidation ?

L'aveu est confirmé par l'éloge de Compaoré : « *il ne faut pas être binaire, il a aussi été stabilisateur dans la région* ». Étrange façon de « *stabiliser* » cette région que de soutenir la rébellion de Charles Taylor au Liberia, celle de Sierra Leone, celle des milices du nord en Côte d'Ivoire, celle du MNLA au Mali. On ne saurait mieux reconnaître que le remplacement de Sankara par Compaoré a été une bénédiction pour les intérêts français, qui sont bien les seuls à avoir été « *stabilisés dans la région* ».

En dépit des habituelles promesses de rupture, rien n'a changé. La France de 2013 s'oppose à ce qu'on dévoile les agissements de celle de 1987. L'apparatchik socialiste répète les arguments des apparatchiks gaullistes pour justifier les exactions françaises : les grands leaders africains admirés par les grandes âmes n'auraient pas manqué de révéler le monstre sanguinaire qu'ils portaient en eux si nous n'y avions pas mis le holà en les remplaçant par nos garde-chiourme.

En 2001, à l'issue des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur la mort de Patrice Lumumba, les députés belges avaient conclu à la « *responsabilité morale* » de l'État belge, arguant notamment du fait que des fonds secrets avaient financé l'opposition à Lumumba. Ils avaient également recommandé la conservation et l'ouverture de toutes les archives et l'approfondissement des recherches historiques, pour « *exorciser le passé* ». Rien de tel en France, où tout ce travail de mémoire est stigmatisé du nom de « *repentance* ». C'est précisément la raison pour laquelle le fantôme de Sankara y restera vivant. survie.org 13.03

Haut de page ↗

Le 25 mars 2013

CAUSERIE

La situation sociale et politique se tendant un peu plus chaque jour dans bon nombre de pays, nous sommes bien obligé d'en tenir compte, sans en rajouter, nous ne sommes pas du tout dans le même cas de figure que l'illusionniste Mélenchon, il va falloir que les âmes sensibles en prennent conscience ou s'y habituent rapidement. Quant aux bonnes nouvelles, il faudra se contenter de peu ou attendre des jours meilleurs, c'est ainsi.

Nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires, pour noircir le tableau, on a déjà notre dose et ce n'est qu'un début, ni pour présenter la situation sous un angle avantageux ou faire preuve d'un excès d'optimisme qui n'a pas lieu d'être. L'espoir existe toutefois, tout comme parfois la chance ou ce qu'on appelle le hasard penche de notre côté, sans plus, soyons lucide, regardons la réalité en face, c'est là que se trouve la solution à nos difficultés, et surtout ne nous berçons pas d'illusions qui pourraient nous être fatales.

Manipulation des masses et propagande. Instrumentalisation, diabolisation, amalgame, identification.

Comme toujours, ce sont les imposteurs parlant au nom des travailleurs qui fournissent force arguments à la réaction pour se mobiliser contre la classe ouvrière comme si les occasions lui faisaient défaut.

En quoi affirmer selon Mélenchon que Moscovici aurait "*le comportement de quelqu'un qui ne pense pas français, qui pense finance internationale*", serait faire preuve d'antisémitisme, faudrait-il taire aussi par exemple que les principaux banquiers de la Fed sont des sionistes, les pires antisémites qui n'aient jamais existé ?

Il s'agit là d'un amalgame qui vise à interdire toute critique de l'oligarchie financière, de la dictature de la finance internationale dont on se fout de savoir si elle compte parmi ses membres des juifs, de la même manière que toute critique du gouvernement israélien ou du comportement en général d'un juif devrait être proscrite pour être immédiatement assimilée à une manifestation antisémite, le "*peuple*" juif étant supérieur à tous les autres, "*élu*" pour régner sur la terre, tandis que le peuple palestinien et les Arabes appartiennent à une espèce inférieure qui ne mérite même pas d'exister, qu'il faut dominer, contrôler, espionner, intimider, réprimer par la force à défaut de pouvoir les éliminer. On est en présence de schizophrènes, de dangereux criminels psychopathes.

Ce sont ceux qui retiennent ce critère, l'antisémitisme, qui ont rappelé que Moscovici était juif et non Mélenchon à notre connaissance (confirmation plus loin).

Pour notre part nous ne retiendrons qu'une chose, deux dirigeants de l'UMP, Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet, sont montés au créneau pour défendre le ministre des Finances du PS et sa politique économique et antisociale, qui effectivement aurait tout à fait sa place dans leur parti puisqu'il applique la même politique.

L'UMP par là procède à un autre amalgame entre ce qu'elle appelle l'extrême gauche, Mélenchon, le PG, le FdG, et l'extrême droite, qui a une autre époque dénonçait un complot judéo-maçonnique fomenté par la finance internationale dominée par des banquiers juifs comme responsable de la situation économique du pays et dépeignant les juifs en général comme rongés par la cupidité et l'avarice, la pire vermine à exterminer.

Voilà de quoi ils accusent Mélenchon, visant en réalité la classe ouvrière, ses organisations et partis qu'il faudrait museler pour que le gouvernement puisse tranquillement appliquer la politique dictée par l'oligarchie financière dont la troïka est le porte-parole. C'est un procédé utilisé par les dictatures, comme le sont effectivement les institutions de Bruxelles et de Washington, ajoutons le gouvernement israélien qui martyrisent le peuple palestinien depuis plus d'un demi-siècle.

Comme beaucoup j'imagine, je ne savais pas que Moscovici était juif et on s'en fout totalement. Ma compagne est noire et je n'ai jamais remarqué sa couleur de peau. Ces gens-là sont ignobles, pour le coup il est parfaitement légitime de faire table rase du vieux monde pourri qu'ils incarnent et de se débarrasser de cette vermine. Non, on ne se trompe pas en affirmant que les sionistes sont les pires antisémites, les pires ennemis de la classe ouvrière internationale, ils viennent une nouvelle fois d'en administrer la preuve.

En complément de cet article rédigé hier soir.

Mélenchon cite la Bible, pris à son propre piège il se sent obligé de s'expliquer parce qu'il ne peut pas aller au bout de son analyse et expliquer qu'on est en présence de sionistes et qu'ils sont les pires antisémites et ennemi du prolétariat, du socialisme, et la mise en avant de la religion juive ou leur appartenance à la communauté juive ne sert qu'à camoufler leurs véritables intentions politiques, leur véritable nature.

Mélenchon obligé de s'expliquer est sur la défensive, parce qu'il a des comptes à rendre au PS qu'il le veuille ou non puisqu'il n'a pas réellement rompu avec lui, les élections de 2012 l'ont démontré si nécessaire, celles de 2014 le confirmeront.

Jésuitisme ou quand l'hypocrisie sert de principe pour gouverner.

Rappel. Le samedi 16 mars, à Bruxelles, lors de la réunion de avec les autorités grecques de l'Eurogroupe, de la BCE et du FMI, à l'unanimité était votée la taxation de tous les dépôts bancaires, donc Moscovici l'avait votée.

Le dimanche 24 mars Pierre Moscovici a estimé qu'il n'était pas raisonnable de songer à taxer les dépôts bancaires chypriotes de moins de 100.000 euros. (Reuters 25.03)

Quand celui qui est à la fois l'assassin et le bourreau se pose en victime.

- Pierre Moscovici lui-même, qui est d'origine juive, a déclaré dimanche que M. Mélenchon "*est en train, par détestation de la social-démocratie, par détestation du parti socialiste, de franchir certaines bornes*". "*Il y a des choses auxquelles on ne touche pas*", a dit le ministre lors de l'émission Dimanche+ sur Canal+.

(On ne touche pas à la dictature du capital qu'incarne le pouvoir exorbitant acquis par l'oligarchie financière. - Ndlr)

"*J'ignorais quelle était la religion de Pierre Moscovici et je n'ai pas l'intention d'en tenir compte dans l'avenir, pas davantage que dans le passé*", a dit dimanche M. Mélenchon lors du meeting de clôture du congrès. "*Mais si un jour parce qu'il est juif*", Pierre Moscovici était menacé, "*il nous trouverait tous, comme un seul corps, pour le défendre*", a-t-il ajouté.

(Quelque part cela va de soi, mais il faut aussi tenir compte de la personne qui tient un tel discours, Mélenchon qui a un autre point commun avec les dirigeants du PS et les principaux ministres, peut-être Moscovici aussi je n'en sais rien, c'est d'être franc-maçon, une compromission de plus, il les accumule après s'être allié au squelette du stalinisme. - Ndlr)

"*Harlem Désir instrumentalise l'antisémitisme et de façon insupportable*", a-t-il déclaré quelques minutes plus tard aux journalistes.

(Il le peut parce que vous ne dites rien sur la véritable nature du sionisme. C'est vous monsieur Mélenchon qui l'autorisez à se servir de cet instrument de propagande parce que vous menez en permanence un double langage, parce que vous avez une double nature, ce qu'ils savent parfaitement, en réalité une seule puisque vous êtes incapable de rompre avec la franc-maçonnerie et les institutions du capital, l'UE, l'ONU, l'euro. - Ndlr)

"*Un coup, une blessure*", a admis au sujet de cette polémique Jean-Luc Mélenchon qui trouve les propos du premier secrétaire du PS "*très offensants et humainement spécialement blessants de la part de quelqu'un qui a milité avec moi pendant des années*".

(On ne peut se sentir "*blessé*" que de la part de quelqu'un qui se situe dans le même camp que vous, dont on est proche, qu'on estime, qui fait partie de votre famille politique, mais non de la part de quelqu'un que l'on caractérise comme notre ennemi. D'où l'importance de caractériser très précisément le PS, avis à ceux qui s'y refusent ou lui trouvent des circonstances atténuantes pour ne pas le situer dans le camp de notre ennemi. - Ndlr)

Durant la journée de dimanche, les réactions se sont succédé, notamment celles de plusieurs ministres, Manuel Valls, Arnaud Montebourg ou Nicole Bricq condamnant les déclarations de M. Mélenchon. Pour la ministre de l'Environnement, Cécile Duflot (EELV) le co-président du PG "*n'est pas antisémite*" mais "*il flirte avec le dérapage à chaque instant, notamment sur les questions de nationalisme*".

(Les chiens aboient et la caravane passe ! -Ndlr)

Jean-François Copé et Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) ont également fustigé les propos de Jean-Luc Mélenchon sans toutefois accuser explicitement le coprésident du parti de gauche d'antisémitisme.

(Eux ils assument le camp dans lequel ils sont, les dirigeants du PS n'en sont pas capables et l'on comprend pourquoi, toute la différence est là, pour le reste, c'est la même pourriture. - Ndlr)

Mélenchon. "*Il (le gouvernement) ne pense qu'à cajoler la finance*", a-t-il lancé sur scène.

(Ne le saviez-vous pas avant d'appeler à voter pour Hollande ? - Ndlr)

"*Si le président de la République ne se réveille pas, s'il ne comprend pas qu'il n'est pas dans un congrès permanent du PS à la tête de l'Etat (...) bientôt il verra que les autres n'en ont rien à faire de sa gentillesse et de ses blagues*", a-t-il dit.

(Et c'est reparti avec son numéro d'illusionniste, il est là le double langage permanent de Mélenchon (et de Laurent). Hollande pourrait se "*réveiller*", il pourrait "*comprendre*" que le PS et l'Etat sont deux choses différentes, car voyez-vous, s'il est endormi et réalise cette confusion, ce serait malgré lui ou eux, une simple erreur qu'il pourrait corriger, non, cela n'a rien à voir avec sa nature, la classe dont il représente les intérêts et qu'il ne trahira jamais, c'est ainsi que Mélenchon épargne Hollande et soutient le régime. - Ndlr)

"*La finance internationale a fait son cahier de brouillon en Grèce, elle en fait un deuxième à Chypre, c'est nous les suivants*", a affirmé l'ex-candidat Front de gauche à la présidentielle pour qui "*l'affaire de Chypre a été un franchissement*".

(Erreur, le "*brouillon*" a eu lieu il y a fort longtemps, aux Etats-Unis, au pays du cartel des banquiers qui ont acheté littéralement les institutions et liquidé l'essentiel des droits politiques de la classe ouvrière et la démocratie au passage, qui a servi de modèle à l'UE, à la BCE, à l'euro, la même dictature se mettant en place des deux côtés de l'Atlantique. Au passage, voilà une autre faiblesse de Mélenchon qui ne met pas en avant cet argument.

La différence entre nous et monsieur Mélenchon, c'est que nous avons une vision globale, universelle de la situation, à 360°, alors que lui il en a une vision étriquée, ethnocentrique. La nôtre englobe le passé, le présent et le futur, la sienne se limite au présent, et l'on comprend pourquoi, se pencher sur son propre passé pourrait s'avérer particulièrement douloureux, et le futur pourrait lui être fatal car il n'en aura pas comme il est parti. C'est là aussi qu'on s'aperçoit que nos analyses et nos positions sont libres de tout intérêt individuel ou ambition personnelle, alors que les siennes sont liées à sa petite personne. Cela permet également de comprendre pourquoi lui et ses semblables du Front de gauche sont finalement dans l'impossibilité de représenter et défendre les intérêts collectifs de notre classe. - Ndlr)

"*Nous ne sommes pas en train de dire que nous proposons de sortir de l'euro*", a-t-il toutefois précisé. "*En sortir, serait accepter +l'euro Merkel+*", a dit M. Mélenchon qui souhaite "*un euro des peuples*".

(Encore heureux que vous ne souhaitez pas "*sortir de l'euro*", autant vous compromettre jusqu'au bout sinon vos mentors ne vous le pardonneraient pas.

Sérieusement que dit ici Mélenchon ? Rompre avec l'UE, la BCE, le FMI, serait leur donner raison, alors autant collaborer avec eux pour qu'ils se mettent au service des peuples au lieu de servir la finance. Il n'est pas sorti du même tonneau que Hollande, Moscovici, Fabius et Cie pour rien, et il y a fort à parier que replacer dans le contexte des années 30, il aurait adopté les mêmes positions que leurs semblables, autant face aux banquiers qu'au régime nazi, c'est le même poison qu'il nous sert en vérité derrière son discours qui se veut radical en direction des naïfs ou des privilégiés qui espèrent ainsi maintenir leur niveau de vie confortable de petits-bourgeois. Les affronter, Mélenchon, le PG et le FdG en sont incapables, voilà une autre leçon à retenir. - Ndlr)

"*L'infecte propagande du parti solférinien va se mettre en route*", a-t-il annoncé, en parlant du PS, dont le siège est rue de Solférino.

Un "*parler cru et dru*", qu'a revendiqué sur scène Jean-Luc Mélenchon "*fier d'être tribun*". "*Je ne leur reconnais aucune suprématie intellectuelle parce que ma manière de parler les dérange, parce que j'appelle un chat, un chat et mon camarade, un salopard, un salopard*", a-t-il lancé sous les applaudissements d'une salle pleine.

(Plus la crise du capitalisme s'aggrave, plus les rapports entre les classes se tendent et plus les uns et les autres doivent radicaliser leurs discours en direction de leurs troupes pour donner le change, sans que cela change quoi que ce soit à leurs véritables intentions ou à leur action, car c'est à cela qu'on les juge en dernier ressort, les paroles s'envolent seuls les actes comptent ou demeurent. En la matière, Mélenchon refuse de rompre avec l'UE, l'euro et l'ONU, on en restera là, tout le reste n'est que baratin. - Ndlr)

"*Dans la Bible, il est écrit que Dieu vomit les tièdes*", a-t-il rappelé. AFP 24.03

Au-delà des apparences, Mélenchon pataude dedans ! Si elle "*vomit les tièdes*", on imagine le sort qu'elle réserve aux faibles : l'enfer de l'exploitation de l'homme par l'homme de l'esclavage de l'Antiquité aux temps modernes en régime capitaliste, que justifient ou légitiment toutes les religions.

Les intellectuels, qui en général sont des gens fort modestes, c'est bien connu, s'imaginent qu'ils peuvent se passer de penser ou réfléchir avant de parler comme si tout ce qui sortait de leur bouche était forcément sensé ou parole divine, ce qu'on peut discerner quand on se penche attentivement sur leurs discours. On n'en a pas toujours le temps, il faut dire.

Mélenchon est misérable et méprisable quelque part, car il répond à ses adversaires ou ennemis sur le terrain qu'ils ont choisi pour l'attaquer, celui de la religion, une concession ou une faiblesse (de plus) qu'ils pourront exploiter par la suite, car ils savent autant que nous à quoi s'en tenir à propos de cet histrion après avoir décrypté son double langage, sans parler qu'ils ne sont pas sans savoir que c'est un renégat du marxisme, une proie facile qu'ils peuvent utiliser ou manipuler à leur guise selon les circonstances.

On ne peut comprendre ces joutes médiatiques ou ces polémiques que si on prend en compte les qualités et les défauts de chacun des acteurs en scène au-delà de leurs réelles intentions, leur nature sociale respective, leur place et leur rôle au sein des institutions...

Vous estimerez peut-être que je passe trop de temps sur ce genre de sujets. Je pense au contraire que je n'y consacre pas suffisamment de temps. Car l'air de rien j'applique une méthode d'analyse critique que bien des militants ne maîtrisent pas et qui leur sera fort utile pour analyser par la suite tout un tas de questions, événements, articles, déclarations ou discours. Si je ne suis pas utile à grand chose ou que je n'ai rien de plus à vous proposer, à mon niveau je peux au moins faire oeuvre de pédagogie pour servir notre cause. Après cela vaut ce que cela vaut, je n'ai aucune prétention en la matière, j'explique les choses telles que je les comprends aussi simplement que possible.

Tenez, je vais vous avouer un truc. Personnellement je considère Mélenchon et les siens comme des gens fort malhonnêtes, qui trichent et mentent comme des arracheurs de dents, ils me dégoûtent profondément. Pour moi un simple mensonge vaut une condamnation sans appel, définitive, c'est insupportable, détestable, indigne de la moindre confiance, en politique j'entends, moins dans la vie quotidienne en admettant que chacun puisse connaître un moment de faiblesse puisqu'il nous faut subir bien des difficultés que la société nous impose et qu'on n'a pas choisis.

En politique, c'est forcément en connaissance de cause, délibérément qu'on adopte un certain comportement, qu'on se complait dans certains rapports, on n'emploie pas par hasard ou par caprice un double langage, un discours radical, une posture d'opposant virulent, d'ennemi juré du capital pour finalement s'en accommoder, on ne s'allie pas avec l'ennemi juré du léninisme, de la révolution socialiste internationale, les restes putrides du stalinisme en déclarant qu'on ne sent rien de tel, non, non et non, il ne faut avoir aucun principe ou alors à géométrie variable, aucune conviction ou si peu assurée qu'on est prêt à les brader au plus offrant, aucun idéal ou alors qui se réduit à la bonne conscience qui agit comme un somnifère pour ne pas faire de cauchemar la nuit pour croire une chose pareille.

On a besoin d'un parti bâti sur le modèle du parti bolchevik et de dirigeants irréprochables, qui fassent preuve d'une honnêteté absolue, dont les faiblesses ou imperfections sont somme toute aussi naturelles que pour chacun d'entre nous ne constituent pas des handicaps pour assumer leur mandat, il leur faut donc pour les compenser posséder des qualités exceptionnelles, car dans le cas contraire pour justifier leur politique à un moment donné ils seront tentés de mentir, tricher, manoeuvrer, de recourir à des méthodes détestables, etc. et une fois mis le doigt de cet engrenage infernal, c'est tout le parti qui sera gangrené et y passera, il sera foutu pour notre cause. Engels disait que dans ce cas-là il est irrécupérable et il faut impérativement en construire un nouveau avec d'autres dirigeants... L'expérience à montrer amplement au cours du XXe siècle qu'il ne s'était pas trompé, hélas, mais c'est ainsi. On ne se refait pas.

ACTUALITE EN TITRES

La réaction se mobilise.

- Sarkozy: le juge Gentil accusé de manque d'impartialité - AFP
- Mariage homo: Boutin demande la démission de Valls - AFP
- Débordements à la manifestation anti-mariage gay: la tentation de la radicalité - L'Express.fr

Où, à Doha, Jérusalem, Saint-Domingue ?

- Sarkozy a encore un avenir politique pour 63% des Français - AFP -

En famille.

- Copé et NKM condamnent les propos de Mélenchon sur Moscovici - AFP
- Julien Dray «peut comprendre la colère» de Nicolas Sarkozy - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Pourquoi se permettent-ils une telle arrogance ?

Des centaines de milliers d'opposants au mariage gay et à l'adoption par les couples homosexuels se sont rassemblés dimanche à Paris contre le projet de loi sur le "*mariage pour tous*" en voie d'adoption par le Parlement.

Ils étaient 300.000, estime la préfecture de police, selon laquelle les chiffres définitifs ne seront connus qu'en début de semaine. Les organisateurs revendiquent pour leur part 1,4 million de participants.

Des heurts ont éclaté entre les forces de l'ordre et des manifestants qui tentaient de franchir des barrages interdisant l'accès à l'avenue des Champs-Élysées.

Les forces de l'ordre "*ont été contraintes de faire usage ponctuellement de gaz aérosols compte tenu du comportement très agressifs de certains manifestants*", a expliqué à la presse le directeur de cabinet du préfet de police, Laurent Nunez.

Des manifestants, parfois des pères ou mères de familles, ont vigoureusement protesté contre l'usage de ces gaz. Certains ont commencé à scander "*Hollande démission !*"

"*C'est inacceptable d'envoyer des gaz contre des enfants. Est-ce qu'il est normal qu'on ait des forces de l'ordre dans la République qui tirent sur des familles et des enfants ?*" s'est indigné l'ancien ministre UMP Laurent Wauquiez.

"*Un gouvernement républicain ne peut pas rester sourd à une mobilisation pareille*", a renchéri Henri Guaino, qui avait lancé un appel à "*censurer le gouvernement dans la rue*". Reuters 24.03

Mais alors, comment un "*gouvernement républicain*" a-t-il pu rester "*sourd*" quand des millions sont descendus dans la rue pour manifester contre la remise en cause de leur droit à la retraite ? Ah, là c'était pour la bonne cause, ce n'était pas les mêmes couches de la population ou la même classe qui étaient concernées, on comprend, on comprend, la démocratie ne peut exister qu'à condition de la confisquer à la majorité de la population, n'appellerait-on pas cela une dictature ?

Et puis les voilà qu'ils rouspètent les pauvres chéris, les forces de l'ordre se sont retenus et ont fait usage "*ponctuellement*" de "*gaz aérosols*", voyez-vous cela pour un peu ils ont utilisé du désodorisant pour désinfecter les abords de vos quartiers chics, et vous vous plaignez, en fait il s'agissait d'un pesticide, franchement, ils ne sont jamais contents les nantis, à côté les ouvriers de chez Goodyear n'ont pas vraiment bénéficié du même traitement de faveur, s'ils avaient pu il les aurait tout simplement gazés !

Cela lui fait les pieds à cette vermine, à ces réacs pourris, je ne suis pas pour le mariage pour tous, je suis contre le mariage tout court, mais j'ai par dessus tout en horreur cette saloperie immonde, que la bête meurt et l'humanité, notre planète sera sauvée !

Chypre. L'arnaque. Coup d'Etat de l'oligarchie financière.

Les discussions étaient très tendues dimanche soir à Bruxelles entre les autorités chypriotes et les bailleurs de fonds internationaux sur le sauvetage de Chypre, sous la menace d'une faillite et d'une sortie de l'euro.

"*Les négociations continuent. Nous faisons le maximum pour Chypre*", a indiqué en début de soirée le président Nicos Anastasiades sur son compte Twitter.

Il a même mis sa démission dans la balance. "*Vous voulez me forcer à démissionner?*", a-t-il demandé aux responsables de la troïka des bailleurs de fonds (UE, BCE, FMI), selon l'agence de presse CNA, citant des sources au palais présidentiel. "*Si c'est ce que vous voulez, dites-le moi*", a-t-il ajouté.

"*Je vous fais une proposition, et vous ne l'acceptez pas. Je vous en donne une autre et c'est la même chose. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse?*" a-t-il lancé.

M. Anastasiades s'était entretenu toute l'après-midi avec les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, de la Commission, José Manuel Barroso, de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, ainsi que la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ces discussions, dont l'objectif était initialement de faciliter une "*solution pour Chypre*" avant l'Eurogroupe convoqué dans la foulée, sont devenues centrales pour trouver un accord permettant le déblocage des 10 milliards d'euros que doivent octroyer l'UE et le FMI.

Les ministres des Finances de la zone euro, qui attendaient l'issue de ces tractations, ont débuté leur réunion vers 22H00

(21H00 GMT), avec plus de quatre heures de retard, selon plusieurs sources diplomatiques.

Mais la confusion régnait dans l'immédiat, un diplomate chypriote affirmant que la réunion n'avait en fait pas commencé. Selon des sources diplomatiques, elle pourrait être interrompue et reprendre lundi.

"J'espère qu'on arrivera à un résultat", a déclaré le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. "Mais cela suppose que les Chypriotes voient la situation de façon réaliste(...). La décision est dans leurs mains", a-t-il insisté à son arrivée à Bruxelles.

Pour le Français Pierre Moscovici, "les paramètres d'une solution existent mais le diable est souvent dans les détails". Il a insisté sur la nécessité de taxer les dépôts les plus importants à Chypre et de mettre fin à ce qu'il qualifie d'"économie-casino". "Sinon c'est vous, c'est moi, c'est nous qui allons payer la facture", a-t-il ajouté.

En cas d'échec des discussions, le bras de fer entre Nicosie et ses potentiels bailleurs de fonds pourrait précipiter la banqueroute du pays et sa sortie de la zone euro. Chypre est sous la menace directe de la BCE, qui coupera les vivres à ses banques dès lundi faute d'accord.

"Nous avons une obligation de trouver un accord cette nuit car il faut assurer la stabilité de la zone euro", a prévenu le ministre luxembourgeois, Luc Frieden. Son homologues espagnol, Luis De Guindos, ministre d'un pays fragile, a souligné qu'en cas d'échec, il pourrait y avoir "contagion" de la crise chypriote à d'autres pays de la zone euro.

Samedi, des négociations-marathon ont eu lieu à Nicosie entre des représentants de la troïka -UE, BCE et FMI- et les autorités chypriotes sur les moyens de réunir les 5,8 milliards d'euros exigés en échange d'un prêt international de 10 milliards.

Cette somme devait provenir d'une taxe exceptionnelle sur les dépôts bancaires, même les plus modestes. Mais ce plan, qui a mis le feu aux poudres, a été rejetée mardi par le Parlement chypriote. Nicosie devait également combler ses besoins financiers en procédant à des privatisations et en augmentant son impôt sur les sociétés pour atteindre un total de 7 milliards d'euros.

Selon un haut responsable du gouvernement chypriote, cité par l'agence CNA, les tractations butent notamment en raison de l'attitude "rigide" du FMI, qui formule "chaque demi-heure une nouvelle exigence". AFP 24.03

Je vous laisse apprécier l'hypocrisie qui transpire à travers ces déclarations, évidemment, ils ignoraient que l'"économie-casino" était la règle à Chypre. J'ai comme l'impression qu'ils ont décidé de faire d'une pierre deux coups, réaliser un hold-up sur les dizaines de milliards d'euros déposés dans les banques par des oligarques russes et mettre ainsi à bas l'économie du pays, pour ensuite justifier de saigner à blanc les masses chypriotes. A suivre.

En Grèce, il n'est pas question de récupérer les quelque 300 milliards d'euros que les nantis ont planqué dans des banques à l'étranger ou dans des paradis fiscaux. Idem pour l'Espagne et demain d'autre pays. Mais où sont donc passés les 1.000 milliards d'euros que la BCE a versé généreusement aux banques en début d'année ? A côté les quelques milliards d'euros qui manquent à Chypre, c'est de la pacotille. Pourquoi ces arguments ne sont-ils pas repris par les opposants déclarés à ces régimes ? Cherchez l'erreur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Le chef de l'opposition syrienne Ahmed Moaz al-Khatib a annoncé dimanche sa démission et la principale composante de la rébellion a désavoué le "Premier ministre" rebelle, illustrant publiquement la difficulté des opposants à unifier les rangs face au régime de Bachar al-Assad.

Ces annonces coup sur coup montrent aussi l'âpre rivalité des parrains des opposants, notamment le Qatar et l'Arabie saoudite, qui entendent garder la main sur ceux qui pourraient un jour parvenir au pouvoir en cas de chute de l'actuel président syrien, selon des sources politiques.

En revanche, sur le terrain les rebelles ont poursuivi leur offensive, en prenant dans le sud du pays le contrôle d'une bande de 25 km allant de la Jordanie à la ligne de cessez-le feu avec Israël sur le plateau du Golan, a affirmé dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A la tête depuis novembre de la Coalition nationale de l'opposition, groupe reconnu comme le représentant légitime du peuple syrien par des dizaines de pays et d'organisations internationales, M. Khatib a annoncé qu'il démissionnait pour "*pouvoir oeuvrer avec une liberté que je ne peux pas avoir au sein d'une organisation officielle*".

Cette annonce est survenue deux jours après l'échec des pays européens à se mettre d'accord sur l'envoi d'armes aux rebelles syriens, un projet défendu par Londres et Paris.

De plus, la communauté internationale n'arrive pas à s'entendre sur les moyens de régler le conflit déclenché le 15 mars 2011 par une révolte militaire qui s'est militarisée face à la rébellion. L'Occident veut le départ de M. Assad et la Russie, alliée du régime, refuse toute ingérence dans la crise.

Mais l'opposition syrienne n'est pas non plus à l'abri des divisions.

Selon des opposants, M. Khatib aurait voulu démissionner depuis un certain temps car il était opposé à la nomination d'un Premier ministre rebelle d'intérim, Ghassan Hitto, élu le 18 mars pour former un gouvernement chargé de gérer les territoires sous contrôle rebelle.

Et selon l'un d'eux, il reprochait "*à certains pays, notamment le Qatar, de vouloir contrôler l'opposition*" et d'avoir imposé l'élection de M. Hitto, soutenu par les Frères musulmans.

En visite à Bagdad, le secrétaire d'Etat américain John Kelly a affirmé que sa démission n'était "*pas une surprise*". "*C'est un homme que j'aimais et dont j'appréciais le leadership*".

M. Hitto a été élu à Istanbul par 35 voix sur 49 après 14 heures de discussions à huis clos. Des membres de la Coalition, dont son porte-parole Walid al-Bounni, ont gelé leur appartenance après cette élection.

Dimanche, l'armée syrienne libre (ALS), la principale composante de la rébellion, a annoncé son refus du nouveau "*Premier ministre*".

"*Avec tout notre respect pour Ghassan Hitto*", nous ne le reconnaissons pas comme Premier ministre car la Coalition ne l'a pas choisi par consensus", a déclaré à l'AFP, Louaï Moqdad, un responsable de l'ASL.

Selon un politologue syrien qui requis l'anonymat, cette crise "*illustre la rivalité entre le Qatar, qui s'appuie sur les Frères musulmans et est opposé à tout compris avec le régime, et l'Arabie saoudite et les Etats-Unis qui souhaitent une solution pour mettre fin à la guerre*".

Ces annonces ont pris de court les ministres arabes des Affaires étrangères, réunis à Doha, qui ont évité de se prononcer sur une participation de l'opposition syrienne au sommet de Doha mardi. AFP 25.03

2- L'armée du régime sioniste vient de frapper une base de l'armée syrienne, dans la localité de "*Tal Fars*", sur les hauteurs du Golan, en réponse à des tirs contre une patrouille militaire israélienne.

Selon *Russia Today*, c'est le journal "*Yediot Aharonot*", qui rapporte cette information, sans être en mesure de confirmer si l'attaque a fait ou pas des morts ou des blessés. La chaîne 10 de la télévision israélienne avait annoncé, quelques heures plus tôt, l'attaque contre une patrouille de l'armée israélienne, attaque qui n'a pas fait de victime. Les terroristes d'Al-Nosra auraient joué, sans doute, le rôle d'informateur, dans cette attaque. c'est la seconde fois, depuis le début de la guerre contre la Syrie, qu'Israël entre, directement, en action.

L'aviation sioniste a bombardé, il y a quelques semaines, un centre de recherche militaire, dans la banlieue de Damas. Les terroristes de l'ASL et d'Al-Nosra, qui ont conclu, récemment, un accord avec Israël, pourraient, aussi, être à l'origine des tirs contre une patrouille sioniste. Après tout, le schéma a été le même, sur les frontières syro-turques ! french.trib.ir 25.03

3- Le courant Bana al Dola , opposition interne accuse Ghassan Hitto de vouloir démembrer la Syrie à l'aide de la Turquie .

Quiconque veuille décrocher un siège au sein de la Ligue arabe et d'autres instances internationales par des moyens aussi pervers est complice des courants qui cherche la désintégration de la Syrie, le courant accuse les parties internationale d'avoir foulé au pied la déclaration de Genève et cherché à bloquer toute solution politique de la crise .

La Ligue arabe a exercé d'intenses pressions sur le CNS pour qu'il forme vie Hitto un cabinet d e transition et pour qu'il puisse occuper le siège syrien au sein de ce conseil... ce cabinet s'il venait à voir le jour ne sera qu'un jouet entre les mains des puissances régionales et internationales et l'administration des régions du nord de la Syrie est un prélude à la désintégration. Le Qatar succède à l'Irak à la tête de la Ligue et il a invité Hitto en lieu et place de l'Etat syrien. french.trib.ir 25.03

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mars 2013

CAUSERIE

J'ai mis en ligne 25 articles supplémentaires.

Précision. L'adresse qui figure dans la page d'accueil à la suite des titres des différents articles est celle des portails à partir desquels j'ai téléchargé ces articles, mais pas forcément celle du portail qui les a publiés à l'origine, cette précision figure dans l'en-tête ou à la fin des articles en question.

J'avais prévu plusieurs sujets de causerie et puis je viens d'apprendre que mon épouse a eu un malaise (A Aubagne en France où elle est toute seule), elle a atterri aux urgences puis a été mise en soins intensifs il y a deux jours, apparemment elle serait sauvée. Je dois aller en moto à Pondichéry pour l'appeler. A demain.

1er avril

A la suite du scandale, le gouvernement britannique avait inséré des dispositions dans la loi sur les services financiers qui doit entrer en vigueur le 1er avril, afin que le Libor puisse être contrôlé. Sa fixation ne sera plus du ressort de l'Association des banquiers britanniques (BBA) mais d'une nouvelle institution qui doit encore être nommée. AFP 25.03

Nommé par qui ? La Banque d'Angleterre dont le nouveau gouverneur est issu de Goldman Sachs ?

Le saviez-vous ?

Le Royaume-Uni, la Suisse, l'Irlande ou encore le Luxembourg ont refusé l'application de la taxe sur les transactions financières imposée par la Commission européenne et soutenue par la France notamment. Reuters 25.03

Ils font ce qu'ils veulent, la Commission européenne ne les met pas en demeure de respecter cette réglementation européenne, ne les menace pas de représailles ?

Non, parmi ces pays il y a au moins trois paradis fiscaux, trois et demi puisque l'Irlande se distingue par une législation particulièrement avantageuse en terme d'impôts sur les bénéfices des entreprises, qui en réalité déclarent ce qu'elles veulent.

ACTUALITE EN TITRES

L'amalgame de trop.

- Mélenchon : « *Irresponsable* » mais pas « *antisémite* » - LeFigaro.fr

- Mélenchon, la colère d'un frustré - LePoint.fr

- Valls: le mot "*salopard*" pour Moscovici est "*inacceptable*" - AFP

Manipulation. Comment faire monter le FN. Mode d'emploi médiatique.

Les faits.

- Juin 2012, la participation dans la 2ème circonscription de l'Oise a été de 58,82% au premier tour et de 59,75% au second. L'abstention avait été de 41,18% au premier tour.

- 24 mars 2013, la participation a été d'à peine 35%, au second tour et de 32% au premier tour.

- En juin 2012 la candidate du FN Florence Italiani a récolté au premier tour 11 185 voix.

- En mars 2013 au second tour où elle était présente 13.120 voix.

Cela qui signifie que sur quelque 86 000 électeurs inscrits, le FN a progressé de 1935 voix, soit une progression tout a fait vertigineuse et présentant un danger extrême de 2,25% !

Titres de la presse à grand spectacle avide des jeux du cirque de l'Antiquité dans sa version moderne genre extermination en masse.

- Dans l'Oise, le FN fait trembler l'UMP - LeParisien.fr

- L'UMP accuse le PS de faire le jeu du FN - LeFigaro.fr

- Le FN vante les mérites de sa "*victoire*" dans l'Oise - L'Express.fr

- Oise: 40% des voix du PS se seraient reportées sur le FN - Slate.fr

- Municipales : le FN veut des alliances locales avec l'UMP - LeFigaro.fr

Ce qui menace le PS et l'UMP, c'est l'abstention massive, le rejet de leur politique dont les électeurs comprennent qu'elle sont finalement identiques, et si certains votent davantage FN que FdG, ce n'est pas par conviction mais parce qu'ils estiment que le FN est plus sérieux ou présente mieux à leurs yeux, le FN incarnant le pouvoir et la société ou les rapports auquel ils sont subordonnés, tandis que le FdG incarne la classe dominée, leurs propres faiblesses ou contradictions dont ils ne comprennent pas la nature.

[Le petit notable de province est un cabotin.](#)

- Arnaud Montebourg se réclame de Roosevelt mais est-il bien conscient du vrai bilan du "*New Deal*" ? - Atlantico.fr

Il est dorénavant admis que le "*New Deal*" n'avait pas réalisé le miracle tant attendu, et que c'est seulement la perspective de l'entrée en guerre des Etats-Unis et sa reconversion à l'économie de guerre qui a permis d'endiguer (provisoirement) le chômage de masse.

[La palme du populisme du jour.](#)

- Laurence Parisot : "*Certains voudraient faire du patronat un outil de combat systématique*" - LePoint.fr

- Pourquoi vouloir taxer les riches revient toujours à taxer les pauvres - Atlantico.fr

[Les dictateurs font des envieux.](#)

- Les autres Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne, selon Schäuble - AFP

- Le plan pour Chypre est «*équitable pour tous*» selon Berlin - Liberation.fr

[Evident, non ?](#)

- L'âge de la déflation : les économies mondialisées sont-elles condamnées à la spirale dépressive ? - Atlantico.fr

Depuis quand le capitalisme pourrait-il échapper à la crise, ne pas s'effondrer ?

[Les charrettes.](#)

- TNT Express supprime 4.000 postes après l'échec de sa reprise par UPS - AFP

- Gary Klesch va liquider une partie de Kem One - AFP

- Saint-Gobain va fermer une usine belge de pare-brise: 263 emplois supprimés - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de rapine internationale de l'oligarchie financière de Kaboul à Bamako en passant par Nicosi, Damas, Athènes, Tripoli, Madrid, Bagdad...

Annulation de la dette, à bas le gouvernement à la solde des banquiers et complice de la troïka, grève générale du secteur bancaire contre les licenciements annoncés.

Les porte-parole de l'oligarchie financière transatlantique viennent de décider du démantèlement d'une banque d'Etat dans un pays souverain et d'imposer du même coup des milliers de licenciements. Ce n'est pas seulement sur les dépôts des riches qu'ils vont faire main basse mais aussi sur une partie des économies de la classe moyenne. Au-delà ils ont prévu d'imposer des privatisations à ce pays, ainsi que des réformes structurelles qui se traduiront par des coupes drastiques dans les budgets sociaux de l'Etat, comme dans tous les pays de l'UE.

Toutes ces mesures décidées par la troïka avec l'accord à l'unanimité des ministres des Finances de la zone euro, dont le Français Moscovici, ainsi que le gouvernement chypriote, ont été prise en violation de la souveraineté du peuple chypriote qui de toute évidence était plus théorique que réelle, en recourant à un artifice juridique rendant seul le gouvernement responsable de ces mesures, grâce à ce tour de passe-passe elles ne feront même pas l'objet d'un vote à son parlement de crainte qu'elles soient rejetées, ce qui constitue un coup d'Etat de la finance et du gouvernement contre le peuple chypriote dont les droits politiques sont piétinés.

Mieux encore, le président de l'Eurogroupe a déclaré au Financial Times que des mesures similaires pourraient être appliqués dans n'importe quel pays de la zone euro après l'avoir sciemment conduit à la faillite. Ainsi la dictature de l'Union européenne contre les peuples s'étale au grand jour ainsi que celle de tous les gouvernements qui la compose.

S'organiser, se mobiliser dans la perspective d'abattre ces gouvernements, les institutions de ces pays pour rompre avec la troïka et le capital, telle est la seule voie pour s'émanciper du joug de cette dictature et pendre le pouvoir politique, reconstruire la société sur la base de nos besoins et non plus sur celle de la compétitivité et du profit qui ne profite qu'à une minorité de parasites qu'il faut dépouiller de tous leurs pouvoirs afin de les neutraliser.

Au passage, nous venons de l'évoquer mais il faut insister sur le fait qu'à Chypre comme en France notamment, on a fait croire aux travailleurs qu'ils vivaient dans une démocratie, qu'ils avaient des droits politiques, qu'ils s'exprimaient à travers les institutions et la Constitution qui en étaient les garants, pour s'apercevoir à l'arrivée, quand il était trop tard, que tel n'était pas le cas en réalité, que c'était une supercherie que tous les partis s'étaient minutieusement employés à couvrir en participant à ces institutions, aux différentes élections, etc.

On nous a reproché de vouloir axer notre combat politique contre les institutions parce que ce combat n'était soi-disant pas à l'ordre du jour ou en décalage par rapport aux préoccupations des travailleurs, en réalité avec l'idéologie dominante qui a fini par empoisonner tous les esprits et empêche les dirigeants des différentes formations politiques de penser librement sur le terrain de classe du prolétariat.

A les écouter, il faudrait attendre le jour où les travailleurs se verraient ouvertement spolier tous leurs droits politiques pour orienter leur attention et leur combat contre les institutions, sauf que dans la plupart du temps pour ne pas dire toujours, quand on s'y prend de la sorte il est trop tard et les travailleurs préfèrent encore supporter de nouveaux sacrifices que de prêter l'oreille à un discours auquel ils n'ont pas été préparé, ils demeurent incapables de faire le lien entre l'issue politique qu'on leur propose et les difficultés qui leur sont imposées, ils restent sourds à tout changement politique radical qui pour eux s'avèrent impossible à envisager, et préfèrent encore s'accrocher au régime moribond en place qu'ils détestent que de se lancer dans une aventure à laquelle ils ne se sont pas du tout préparés. Comme disait Lénine ou Trotsky, le sort d'une révolution dépend en grande partie du niveau de conscience acquis par les travailleurs au moment où elle éclate. Leur niveau aujourd'hui est proche de zéro, donc ce serait se leurrer d'en attendre grand chose.

Passons aux dernières infos sur la situation à Chypre.

- Après avoir initialement annoncé une réouverture mardi, sauf pour les deux plus grosses banques du pays, Laïki Bank et Bank of Cyprus, la Banque centrale chypriote a finalement repoussé l'ouverture à jeudi, dans un communiqué publié dans la nuit de lundi à mardi.

Actionnaires et créanciers obligataires de la Laiki Bank, fondée en 1901 à Limassol, perdent tout. Et les 2488 salariés de la banque, dont une partie manifestait vendredi devant le Parlement, risquent de se retrouver au chômage. Ils ne disent pas merci

à l'Europe.

Le texte, approuvé peu après par les ministres des Finances de la zone euro, prévoit le démantèlement de Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois, et le transfert à Bank of Cyprus des dépôts inférieurs à 100.000 euros.

Les comptes dont le solde dépasse 100.000 euros seront gelés et utilisés pour payer des dettes de Laïki et pour recapitaliser Bank of Cyprus par le biais d'une conversion en capital.

Les avoirs bancaires supérieurs à 100.000 euros à la Bank of Cyprus vont subir une ponction d'"environ 30%", selon les termes de l'accord conclu par Chypre avec les bailleurs de fonds européens, a annoncé lundi le porte-parole du gouvernement chypriote.

Les autorités chypriotes vont également signer dans les prochaines semaines avec la troïka (UE, Banque centrale européenne et FMI) un protocole d'accord prévoyant des réformes structurelles, des privatisations et une hausse de l'impôt sur les sociétés qui passera de 10 à 12,5%.

Les syndicats, eux, menacent d'une grève pour protester contre les plans de restructuration du secteur, imposé par la "troïka" (Banque centrale et Commission européennes, Fonds monétaire international).

Quelques réactions.

- Merkel : *"Je crois que nous avons trouvé une répartition juste des charges"* (AFP 25.03), le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble : *"Le résultat (des négociations) est équitable pour tous les intéressés"*, les 2 000 salariés de la banque Laïki qui risquent d'être licenciés apprécieront.

- Le texte, approuvé par les ministres des Finances de la zone euro réunis à Bruxelles, prévoit de liquider Popular Bank of Cyprus, dite Laïki, provoquant ainsi des milliers de suppressions d'emplois.

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage

- Dans un entretien à Reuters et au Financial Times, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a déclaré que le choix de faire participer les déposants et les créanciers obligataires au renflouement des banques chypriotes pourrait servir de modèle à l'ensemble de la zone euro.

- La Russie va étudier les conséquences pour ses intérêts du plan conclu lundi à Bruxelles entre Chypre et ses bailleurs de fonds, qui va ponctionner les gros dépôts des deux premières banques de l'île, a indiqué le Premier ministre Dmitri Medvedev. *"Il nous faut comprendre ce que va donner cette histoire et quelles en seront les conséquences pour le système financier et monétaire international, ainsi que pour nos intérêts"*, a déclaré le chef du gouvernement russe, cité par les agences. AFP, Reuters, lefigaro.fr lemonde.fr 25.03

Elle peut revendiquer son bilan.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, dénonce, dans un entretien aux Echos lundi, ceux qui veulent faire de l'organisation patronale *«un outil de combat»*.

«Certains voudraient (...) se servir du patronat pour en faire un outil de combat systématique, quitte à risquer la paralysie de notre pays ou à favoriser le populisme», a-t-elle déclaré. Selon la patronne des patrons, *«certains voudraient une opposition frontale au gouvernement et aux syndicats»*.

Elle tient à rappeler que *«d'autres»*, dont elle fait partie, *«préfèrent, tout en restant très fermes sur nos valeurs, un travail coopératif, constructif avec les syndicats et le gouvernement»* .

«Nous ne concevons pas le patronat comme un club fermé qui devrait jouer la confrontation, nous devons avancer», ajoute Laurence Parisot. Lefigaro.fr 25.03

Pourquoi changer une équipe qui gagne, franchement ?

Entre Parisot et les délégués syndicaux, c'est une vraie histoire d'amour, face à une femme de caractère la plupart des hommes sont des lavettes, chez ceux-là c'est tellement naturel qu'il faudrait être idiot pour ne pas en profiter un maximum, n'est-ce pas ? Messieurs du Medef, la conscience de classe doit l'emporter sur tout autre considération...

[INFOS EN BREF](#)

SOCIAL

Belgique

1- BNP Paribas Fortis va supprimer 1.800 postes.

BNP Paribas Fortis fermera d'ici 2015 quelque 150 de ses 936 agences en Belgique -diminuant ses effectifs de 1.800 "équivalents temps plein"- dans le cadre d'un plan d'économies de 300 millions d'euros, a indiqué aujourd'hui la première banque belge. Ces réductions d'effectifs se réaliseront "via la mobilité interne et les départs naturels", précise dans un communiqué la première banque belge, propriété à 75% de groupe français BNP Paribas et à 25% de l'Etat belge. AFP 25.03

2- Saint-Gobain Sekurit va supprimer 263 emplois

La société Saint-Gobain Sekurit, spécialisée dans les pare-brise pour l'automobile, a annoncé aujourd'hui son intention de fermer son usine d'Auvelais, dans le sud de la Belgique, avec la suppression prévue de 263 emplois, en raison de la chute des commandes. Attendue par les syndicats, l'annonce de "*arrêter toute activité et de fermer*" l'usine proche de Namur a été faite au cours d'un conseil d'entreprise extraordinaire qui s'est tenu dans la matinée, selon les syndicats.

La décision est liée "*à la profonde dégradation du marché automobile en Europe*", avec une chute des immatriculations de voitures neuves de 24% en cinq ans), a expliqué la direction dans un communiqué. "*En Belgique particulièrement, des arrêts de lignes d'assemblage des constructeurs ont été récemment annoncés*", a-t-elle ajouté, faisant ainsi allusion à la fermeture annoncée de l'usine Ford à Genk (nord), l'une des clientes de Saint-Gobain Sekurit. AFP 25.03

ECONOMIE

France

A qui profite le crime... organisé ?

L'action Eurofins Scientific signe aujourd'hui à la mi-journée la meilleure performance de l'indice SBF 120 à la Bourse de Paris, le spécialiste de la bioanalyse ayant été retenu par la Commission européenne pour un programme de quatre ans portant sur la détection d'allergènes alimentaires. A 12h04, le titre s'octroie 4,12%

"*Le groupe profite du contexte pour faire sa publicité*", ajoute-t-il en référence au scandale de la viande chevaline, dont Eurofins est l'un des principaux gagnants. Le groupe, valorisé 2,5 milliards d'euros en Bourse (+36% depuis le début de l'année), se paye 22,9 fois ses résultats attendus sur les 12 prochains mois (PE) et 5,3 fois sa valeur comptable (PB), contre en moyenne un PE de 16,5 et un PB de 3,2 pour les autres groupes pharmaceutiques équivalents, selon des données Thomson Reuters.

Eurofins a annoncé au début du mois avoir atteint avec un an d'avance son objectif de chiffre d'affaires avec des revenus 2012 supérieurs à un milliard d'euros. Et le spécialiste de la bioanalyse a indiqué viser désormais un doublement de son chiffre d'affaires à l'horizon de 2017 pour atteindre à cette date deux milliards d'euros de revenus. Reuters 25.03

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mars 2013

[CAUSERIE](#)

Un petit mot personnel.

Hier soir je suis allé à Pondichéry pour téléphoner à la clinique où mon épouse est hospitalisée depuis trois ou quatre jours. Je me rends en moto dans la boutique Internet située à 10 kilomètres de chez moi, je me tape les embouteillages. Je tombe sur une boîte vocale : si vous voulez un rendez-vous répondez par oui ou par non, je réponds non, si vous voulez parler à un patient répondez par oui ou par non, je réponds oui, veuillez patienter on va vous mettre en contact avec une hotesse, puis cela sonne, je laisse sonner quelques minutes, rien, je raccroche et je suis rentré chez moi, j'ai perdu 1h15.

Je vais réessayer cet après-midi du consulat sur proposition de l'assistante sociale que j'ai eu au bout du fil hier après-midi, un médecin Indien francophone devrait demander à parler à son cardiologue pour savoir dans quel état elle est au juste. Je suis inquiet évidemment.

La pauvre femme ne supporte plus son existence depuis la pose de ces deux prothèses cardiaques mécaniques, le tic-tic incessant de ces deux valves qui s'ouvrent et se ferment la rend folle, à chaque instant elle se demande si elle est vivante et ne va pas mourir, il faut se mettre à sa place, c'est à devenir dingue ! Elle est devenue insomniaque évidemment, sa vie est complètement détraquée, du coup pour compliquer les choses elle pète les plombs et fait n'importe quoi, c'est grave parfois, elle m'a rendu deux fois malades pendant son dernier séjour en Inde et elle a failli tuer le chien, et je ne parle pas de la porte du congélateur laissée ouverte ou le chauffe eau, le gaz, un robinet, et quand elle fait des courses elle achète n'importe quoi, j'ai une réserve de papier toilette pour un an au moins, du sirop d'orange pour six mois, etc. le réfrigérateur étant plein à craquer, elle a dû laisser dehors des légumes qui ont fini par pourrir, etc. Elle avait ramené tellement de bouffe de France que je me suis goinfré littéralement pour ne pas en jeter ou le moins possible, du coup j'ai repris les 6 kilos que j'avais perdus en son absence. J'ai dû jeter de la bouffe, en Inde, cela m'a rendu malade. Je lui avais dit que je n'avais besoin de rien, rien du tout, rien n'y a fait.

Ce qui se passe aussi, ce qui a changé depuis qu'elle vit seule en France, c'est que je n'ai plus aucun pouvoir sur elle et c'est une catastrophe parce qu'elle est arriérée et agit avant de penser, elle se fout, elle me fout dans une sacrée merde parfois. Il y en a qui ne vont pas comprendre cela, ceux qui n'ont jamais vécu dans un tel milieu, je leur dit ceci : c'est comme avec un gosse, s'il prend le dessus sur ses parents, c'est foutu, il risque de faire d'énormes conneries, vous ne pourrez plus rien en tirer, il va vous pourrir la vie et mettre parfois la sienne en danger, c'est grave, c'est le lot des masses les plus arriérées que je connais bien, je suis moi-même issu de ce milieu-là, toute la famille était arriérée au possible et n'a jamais évolué, qu'ils aient 20, 40 ou 90 ans ils en sont toujours restés au même point, ah c'est quelque part effrayant à voir, je suis l'exception dans la famille, un peu le paria aussi du même coup, vous savez le mouton noir.

Depuis que ma compagne a pris le dessus sur moi, j'ai l'impression de revivre ce que j'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans chez mes parents, c'est terrible, je ne m'attendais pas à cela. Bon maintenant elle partage ma vie je ne vais pas la jeter ce serait dégueulasse de ma part et je ne me le pardonnerais jamais. Il a suffi d'une occasion pour que cela se produise, il en faudrait peut-être une autre pour que je reprenne le dessus, mais merde, ce n'est pas mon truc de me battre pour m'imposer à quelqu'un, oui mais c'est pour la bonne cause, certes, je le comprends bien, c'est pour son bien aussi, surtout qu'elle n'a jamais été malheureuse avec moi, mon ex-épouse non plus d'ailleurs, j'avoue ne pas savoir comment m'y prendre pour résoudre ce problème, là elle a fini aux urgences, la prochaine fois cela pourrait être pire, elle me dit souvent qu'elle veut mourir, qu'elle aurait mieux fait de mourir lors de sa dernière opération, cela me fait mal au coeur et me rend profondément triste, je crains de ne pas avoir de solution, et je ne peux pas la forcer à rester en Inde, elle dit ne plus supporter la chaleur écrasante de l'été, je vais y réfléchir.

Un dernier mot.

J'ai failli mettre un article du portail wikistrike au contenu particulièrement réactionnaire, qui confirme tout le bien que l'on pense de ces intellectuels qui ont pour conscience de classe le capitalisme, on verra cela demain avec d'autres articles qu'il me faut lire avant. Eux aussi il faut les démasquer et les combattre. Vive le socialisme ! A demain et bon courage, il en faut.

Passons à la politique. Quelques réflexions.

1- L'argent que vous déposez en banque a été honnêtement gagné à la sueur de votre front, vous ne l'avez volé à personne. Je parle pour ceux qui ont les moyens.

Selon la législation en vigueur, le pays, la banque dans laquelle vous déposez votre argent, il est sécurisé, personne ne viendra vous le voler, en principe, mieux, dans certains pays ou établissements bancaires vos dépôts sont rémunérés. Là en l'espèce, à Chypre par la volonté de la troïka, une partie vous sera volé pour secourir les banquiers qui ont plumé l'Etat, légalement. Que faut-il en déduire ?

Qu'on est en présence d'un système mafieux dont les banquiers sont aux commandes et dont leurs hommes de main de la troïka exécutent leurs ordres pour faire main basse sur vos économies à défaut de trouver de quoi éponger leurs propres dettes ou plutôt les profits qu'ils se sont octroyés frauduleusement via des mécanismes financiers et la spéculation.

2- Ils font de la compétitivité un dogme, un idéal qui s'inscrit en contradiction avec les principes élémentaires que l'on prête à l'humanisme. C'est abaisser la morale à la quête d'un vulgaire gain matériel, individuel, la soumettre à cet objectif qui à lui seul devrait guider tous nos gestes et pensées.

3- Le capitalisme souffrirait-il d'une malformation congénitale qui le condamnerait à la putréfaction ou la disparition ou serait-il en proie à une déformation qui le mettrait en péril et qu'il suffirait de corriger pour assurer le bien-être de l'humanité ? Les philistins et opportunistes de tous poils optent pour la seconde version qui a l'avantage d'exclure d'emblée toute confrontation directe et violente avec lui. Ce sont des couards en général.

Il en va ainsi de ceux qui estiment qu'il faudrait établir un moratoire sur la dette des Etats, dissocier celle qui serait légitime de celle qui ne le serait pas et que les travailleurs devraient régler coûte que coûte, alors qu'en réalité ils sont les seuls à l'origine de la création des richesses dont ils sont sans cesse spoliés. Les véritables créanciers, les bailleurs de fonds, de richesses, ce sont les travailleurs et pas les rentiers, ces parasites qui vivent sur leurs dos.

Les mêmes intellectuels prétendent que tous les maux dont souffrent la société proviendrait du libre échange, alors que les crises antérieures du capitalisme se sont produites alors qu'il n'existait pas et cela depuis la moitié du XVIIIe siècle.

J'avais rédigé un article particulièrement polémique contre ces intellectuels, puis je me suis ravisé pour les attaquer sous un autre angle plus incisif encore mais moins personnel si l'on veut, ils auraient estimé que je les méprisais, dans la mesure où je leur offre la possibilité de corriger leur erreur sans les condamner d'une manière définitive.

Il consacre tout un article à cette question en passant à côté de celle qui est essentielle selon nous. Voici en quoi elle consiste, une question en entraînant une autre comme très souvent quand on a l'habitude de s'en poser librement : pourquoi le capitalisme mondial a dû recourir au libre échange? Pourquoi à un moment donné la financiarisation de l'économie est-elle devenue la règle ? Pourquoi ont-ils créé tous ces mécanismes économiques si complexes que même les banquiers ne s'y retrouvent pas ? A quoi voulaient-ils ainsi échappé ? Qu'ont-ils ainsi voulu éviter ? Pourquoi ? N'étaient-ils pas les maîtres du monde ? Apparemment pas tout à fait encore.

Vous avez peut-être deviné à quoi cela nous ramène : aux fondements et aux contradictions du capitalisme qui demeurent incontournables et alimentent la lutte des classes et que nos intellectuelles occultent systématiquement, consciemment ou non, ne leur jetons pas la pierre pour une fois, soyons charitable et admettons qu'ils ont aussi leurs faiblesses.

C'est le seul facteur qui permet de comprendre la situation mondiale et les mises en scène auxquels se livrent les uns et les autres pour nous en détourner autant que pour tenter de surmonter ces contradictions sans jamais y parvenir définitivement, les apparences faisant long feu, la crise serait terminée, patatras quelques jours, quelques semaines ou mois plus tard ils sont obligés de convenir du contraire et que le chaos menace l'UE et le monde. Depuis 2008, quasiment toutes les semaines on assiste à ce genre de pitrerie et nos intellectuels n'en ont pas encore saisi l'origine, c'est incurable ou maladif, ou alors ils ne sont pas à la hauteur de la situation, ce qui revient au même. A suivre.

[Les charrettes et autres régressions sociales annoncées cette semaine. \(Source: blog de Jovanovic\)](#)

- Environ 80 sous-préfectures seront supprimées. Les Français devront faire entre 50 et 150 km de plus,
- Avoir les licenciements, DreamWorks baisse les salaires
- AstraZeneca supprime 5.050 emplois au total entre demain et 2016
- Bosch sort du solaire et 3.000 postes vont passer à la trappe
- Veolia licencie 1.500 personnes
- ST Ericsson disparaît et 1.600 postes passent à la trappe
- Boeing vire 2.300 personnes de plus
- Alerte: BlackRock va virer 300 personnes. Même eux
- Macopharma veut supprimer 67 emplois sur 3 de ses sites, sur un total de 1 370 emplois
- Veolia Eau prévoit la suppression de 1.500 postes en France

- Coca-Cola va supprimer 750 postes aux Etats-Unis
- "Siemens is preparing to eliminate 1.200 to 1.400 jobs at three sites of its energy and infrastructure businesses". J'en ai déjà parlé, mais là le pire est arrivé: Scooter Store a décidé de virer 1800 personnes d'un coup, plutôt que de les mettre au chômage technique
- L'Anglais HomeServe vire 300 british
- Les vraies pertes via PSA, lettre de Mr Harnist: " Je viens de parler à un ami qui travaille pour un sous-traitant (qui fait des sièges des voitures) sur le site de Peugeot Sochaux Il circule que d'après le plan social, fin juillet de cette année, donc juste pour les vacances, ce sont 23.000 personnes qui auront perdues leur emploi. Eh oui, les intérimaires ne sont pas comptés dans le plan social Peugeot... Ils ne sont pas licenciés, pour le moment ils ont du travail! Ils ne seront juste pas renouvelés après les congés=>Une équipe sur deux va être supprimée rien que sur le site de Sochaux! Donc résumé de la situation, Peugeot aura détruit, à lui seul, 23000 emplois en France avant début septembre. La rentrée s'annonce musclée, parce que les intérimaires concernés ne seront apparemment pas averti (du moins officiellement) avant leur fin de mission (donc fin juillet!)"
- L'Insee prévoit 74.000 destructions d'emplois au premier semestre. Pour une fois, l'Insee de bidouille pas les chiffres
- Le journal Equipe supprime 40 postes
- American Express Voyages d'Affaires va virer 250 personnes, 18% de son effectif. Les cadres ne voyagent plus.
- Avec la fermeture en série de 30% des écoles aux US, ce sont 50% des chauffeurs qui sont virés dans les entreprises de remassage scolaire, soit environ 3000 personnes depuis le début de l'année - Apicil va virer 40 personnes
- La Liechtensteinische Landesbank, connue comme LLB, vire 250 banquiers,
- La destruction des PME: 15 en liquidation dans le Morbihan
- EDF Luminus 100 emplois menacés
- Les US ferment 150 tours de contrôle pour cause d'absence de budget
- Transcom est bien mort et 400 personnes au chômage
- Condat Papeteries vire 154 personnes au total
- Terra Lacta (lait) va supprimer 100 à 150 emplois
- Et maintenant les journalistes régionaux français!!! Mr Martinet: "On connaissait les délocalisations de construction de voitures, d'usines de chaussures dans des pays où la main-d'oeuvre est à moindre coût. A l'heure d'internet, c'est maintenant l'info qui se délocalise. Plusieurs sites d'informations locales en France sont en réalité écrits depuis la... Tunisie. Lorsqu'il fait une recherche sur le nouveau pont ouvert Chaban-Delmas inauguré le week-end dernier à Bordeaux, ou sur Airbus à Toulouse, le lecteur toulousain ou bordelais est loin de s'imaginer que ces deux articles sont écrits...depuis Tunis. C'est pourtant le cas. Une agence basée à Tunis travaille en réalité pour plusieurs médias d'information locale en France : Bordeaux.actu.fr, Lyon.actu.fr, et Toulouse.actu.fr. En lisant les mentions légales de ces sites, tout en bas, on découvre en effet l'adresse de leur rédaction : "Hi-Content SARL 2 rue Mahrajène 1082, cité Mahrajène, Tunis""
- Socoval vire 50 personnes
- RDM Sparcraft en sursis
- Nouveau plan social en vue chez Goss, 160 personnes risquent de perdre leur emploi.

ACTUALITE EN TITRES

[Vous vous sentez menacé...](#)

- Italie: la récession fait peser un "*risque*" sur le système bancaire, selon le FMI - AFP

... on vous rassure...

- Hollande érige la garantie des dépôts bancaires en "*principe absolu, irrévocable*" - AFP

La garantie des dépôts est un "*principe essentiel dans l'Union bancaire*", à savoir que "*ceux qui mettent de l'argent dans les banques de la zone euro ont une garantie sur les fonds qui sont déposés*", a insisté François Hollande. AFP 26.03

... et pourtant il n'y a pas de quoi l'être...

La solution retenue de la taxation des dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros à Chypre était toutefois, selon Hollande un "*traitement qui ne pouvait être qu'exceptionnel, spécifique, unique et qui néanmoins devait être fait*". AFP 26.03

On aura compris que cette "*garantie*" ne vaut pas davantage qu'un traité qui peut être violé à la première occasion. Ou un "*principe*" adopté, une preuve supplémentaire.

- Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était "*une affaire de semaines*".

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

Ils violent régulièrement, que dis-je quotidiennement le traité de Maastricht... Chut s'écrient en chœur nos dirigeants : c'est pour la bonne cause, pour éviter que le système s'effondre ! Ah oui, c'est vrai qu'on l'aime tellement qu'on n'a pas vraiment envie qu'il disparaisse... Mais non, mais non, qu'allez-vous chercher, cesser de nous calomnier, c'est pour votre bien andouille, évidemment, je n'y avais pas pensé ; là ce n'est pas l'enfer mais le paradis qui est pavé de bonnes intentions... qui s'avèreront tôt ou tard avoir été particulièrement criminelles. A suivre.

[Comment ils se foutent du monde. Parce que Bruxelles ou les banquiers ce ne serait pas la même chose.](#)

- Bruxelles veut que les contribuables arrêtent de payer pour les banques - AFP

Alors il faut annuler immédiatement et sans condition la dette de tous les Etats de l'UE.

[Chut ! Il y a des choses qu'on ne dit qu'à huis clos ou à voix basse.](#)

- Selon la BCE, Dijsselbloem "a eu tort" de présenter le sauvetage de Chypre comme modèle - L'Expansion.com

[Qu'ils s'étripent !](#)

- Chypre s'angoisse, l'Europe s'empoigne - Liberation.fr

- Élection au Medef : l'ambiance s'envenime - LePoint.fr

[Quelle saloperie !](#)

- 26 000 : le nombre de bactéries présentes sur un seul billet en euro - Atlantico.fr

[Le dictateur.](#)

- Selon Schäuble, les Européens sont "*jaloux*" de l'Allemagne - LePoint.fr

... il n'y a vraiment pas de quoi...

- Après le sauvetage de Chypre, l'Allemagne renvoyée à son passé nazi - L'Expansion.com

[Ce n'est pas nouveau...](#)

- "Les classes populaires n'attendent plus rien de François Hollande" - L'Express.fr

... mais le pire est à venir...

- Les Français broient du noir, inquiets pour leur niveau de vie - L'Expansion.com

C'est dans le noir qu'on cherche la lumière...

[Il a raison. Sur la forme seulement.](#)

- Le peuple a besoin de dirigeants qui parlent «*dru et cru*», selon Jean-Luc Mélenchon - 20minutes.fr

Sur le fond, c'est là que les choses se gâtent. Autrefois dru voulait aussi dire gai, joyeux, comme les fables que nous sert Mélenchon.

[Bonnes nouvelles.](#)

- La Banque du Portugal aggrave sa prévision de récession pour 2013 - AFP

- Espagne: récession et chômage en hausse en 2013, prédit la Banque centrale - AFP

[Qu'ils aillent manifesté avec le MEDEF ou l'UMP !](#)

La CFDT ne veut pas d'un défilé commun avec la CGT le 1er mai - L'Expansion.com

[Le linge sale se lave en famille. Il ne sait même pas ce que cela veut dire.](#)

- Péresse : "L'honneur de Sarkozy sera rapidement lavé" - LePoint.fr

[Qui leur vend les armes ?](#)

- Syrie: Les pays arabes s'accordent le droit d'armer les rebelles - 20minutes.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Chypre

1- Le président de la première banque de Chypre a remis sa démission mardi et plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Nicosie, où les banques sont restées fermées pour le 11e jour consécutif au lendemain d'un plan de sauvetage qui s'annonce douloureux.

Après s'être réunis devant le Parlement, les manifestants se dirigeaient en fin de matinée vers le palais présidentiel en scandant notamment en anglais: "*Troika out of Cyprus*", "*ceux qui ont volé notre argent doivent payer et aller en prison*" ou "*nous devons nous battre car ils boivent notre sang*".

"*Nous ne savons pas ce que sera notre avenir, nous sommes en colère car les choses ne s'arrêteront pas à ces mesures, d'autres seront prises*", dit Christos, 16 ans.

"*Nous devons être tous ensemble pour sauver notre pays, il ne s'agit pas seulement de nos parents, c'est aussi notre avenir*" qui est en jeu, dit un autre adolescent également prénommé Christos.

En passant sous les fenêtres du ministère du Travail, les jeunes, sac sur le dos et capuche sur la tête, ont été applaudis par des fonctionnaires venus aux fenêtres, les manifestants les applaudissant en retour.

Dans l'après-midi, environ 200 employés de Bank of Cyprus inquiets pour leur avenir ont manifesté devant le siège de la Banque centrale à Nicosie, avant de se rendre au siège de leur banque, où ils ont été reçus par un haut responsable. «*Nous*

sommes là pour apporter tout notre soutien aux dirigeants de la Bank of Cyprus pour qu'ils gardent le contrôle de la banque. Nous ne voulons pas quelqu'un de l'extérieur qui prenne des décisions pour nous sans nous consulter», a déclaré une manifestante, Soderoula Papaiohanou. AFP et libération.fr 26.03

2- Les agences bancaires ne rouvriront que jeudi à Chypre et toutes les transactions financières resteront ensuite strictement encadrées pour empêcher une fuite des capitaux.

Selon une estimation de Reuters, quelque 3.000 lycéens et étudiants ont défilé devant le parlement, première manifestation de la colère populaire depuis l'accord conclu lundi matin à Bruxelles, qui doit sauver le système bancaire chypriote mais implique sans doute des années d'austérité.

Le président de Bank of Cyprus, Andreas Artemis, a quant à lui remis sa démission, a-t-on appris d'une source au sein de la banque.

"Il a envoyé ce matin une lettre de démission qui va être étudiée en conseil d'administration cet après-midi", a précisé la source, qui a requis l'anonymat.

Un administrateur judiciaire, Dinos Christofides, a déclaré à Reuters avoir été désigné dans la nuit par la banque centrale pour superviser *"la restructuration de la banque et l'absorption d'une partie de Cyprus Popular Bank"*.

Les conditions exactes de l'encadrement des mouvements de capitaux -*"très temporaire"* selon Nicos Anastasiades- ne sont pas encore clairement définies.

Michael Sarris a estimé que la durée de l'encadrement des flux financiers était *"une affaire de semaines"*.

De tels contrôles vont à l'encontre du principe de libre circulation en vigueur dans l'Union européenne, mais cette entorse est jugée nécessaire pour éviter un mouvement de panique et une ruée vers les guichets bancaires qui ajouterait encore aux difficultés du pays. Reuters 26.03

3- A Chypre, il y aurait deux poids, deux mesures. D'un côté, les clients chypriotes faisant des files d'attente interminables devant les banques. De l'autre, des clients VIP utiliseraient des techniques pour retirer leur argent et le placer en-dehors des banques chypriotes. Pour rappel, sur l'île les banques sont fermées depuis plusieurs jours. Des rumeurs, reprises notamment par le site belge l'Express citant Reuters, affirment en effet que de l'argent a pu sortir des banques.

"Personne ne sait exactement combien d'argent est sorti des banques de Chypre, ni où il est allé. Les deux banques au centre de la crise, Cyprus Popular Bank, aussi appelée Laiki, et Bank of Cyprus, ont des succursales à Londres qui sont restées ouvertes tout au long du weekend et qui n'ont fixé aucune limite pour les retraits. Bank of Cyprus possède également 80% de la banque russe Uniastum Bank, qui n'a pas fixé non plus de restrictions sur les retraits exécutés en Russie" explique une source à l'Express.

De même, la Tribune affirme qu' *"une partie de l'argent russe placé à Chypre aurait ainsi été déplacé, principalement vers la Lettonie. Plusieurs responsables de la BCE ont ainsi contacté leurs collègues lettons pour les mettre en garde contre l'argent russe qui pourrait chercher refuge dans les banques locales, soulignant que cela pourrait mettre en péril le processus d'intégration à la zone euro du pays"*. Toujours selon le quotidien économique *"Bruxelles serait en train de faire des recherches pour savoir quelles sont les quantités d'argent russe qui auraient pu quitter en l'espace d'une semaine Chypre. Le ministre des Finances allemand a tenté de minimiser le problème en déclarant que cette fuite de capitaux serait infime comparé aux chiffres en jeu"*. Mais trop tard, le problème existe. Et ce ne sont donc pas les oligarques russes qui vont subir la crise chypriote de plein fouet. mais bel et bien les citoyens ordinaires. Atlantico.fr 26.03

Ce qui expliquerait pourquoi Poutine et Medvedev se soient faits plutôt discrets après des déclarations tonitruantes contre l'UE. Ce ne sont pas seulement les riches russes qui ont retiré leur magot des banques chypriotes... Quand on voit qu'un simple appartement ou une modeste maison vaut plusieurs centaines de milliers d'euros, on peut estimer que c'est surtout la classe moyenne chypriote qui va être ainsi dépouillée, ainsi que des étrangers issus de la même classe ou plus modeste qui avaient déposé leurs économies dans les banques chypriotes.

Imaginez un ouvrier britannique qui avait acheté une petite maison ou un appartement en Grande-Bretagne il y a 30 ans, et qui parvenu à la retraite s'est retrouvé avec de quoi à peine survivre, son habitation valant aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'euros, il a très bien pu décider de la revendre et prendre son argent pour aller vivre dans un pays où il pourrait mieux vivre ou encore où le coût de la vie était beaucoup plus bas, lui aussi il va être dépouillé.

Personnellement, c'est un peu ce que j'ai fait en revendant ma maison en Inde il y a 20 mois car j'avais tout juste de quoi survivre et que demain le gouvernement Indien décidait de me piquer le fric que j'ai déposé dans une de ses banques d'Etat qui me verse des intérêts annuels de 8,75% (taux actuel). Je serais dans une sacrée merde entre nous et voué à la misère le restant de mes jours... que j'écouterais sans doute dans ces conditions-là.

J'ai placé tout mon argent en banque, que faire d'autres, je n'ai ni salaire ni retraite ? Vous mettre à contribution, en voilà une bonne idée, et je retire mon argent de la banque, j'achète de l'or à la place que je planque dans mon jardin, mais vous ne voulez pas contribuer financièrement au fonctionnement du portail, je ne peux pas vous y forcer, comme dirait l'autre à chacun ses responsabilités.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grande-Bretagne.

David Cameron a annoncé lundi une série de mesures destinées à limiter les droits des immigrés en matière d'aide au logement, d'indemnité chômage et de couverture maladie. Le premier ministre a estimé que le système actuel était trop laxiste et qu'il ne devait pas être «*un droit automatique*».

Selon les nouvelles règles, les immigrants ne pourront prétendre à un logement social qu'après cinq ans dans le pays. Ceux qui sont d'origine extracommunautaire pourraient être bannis du système de santé national gratuit et devront souscrire une assurance privée. «*Soyons clairs: nous avons un service de santé national (National Health Service, NHS), ce n'est pas un système de santé international*», a déclaré David Cameron, dénonçant le «*tourisme médical*».

Le gouvernement entend également priver d'indemnités chômage (plafonnées à 85 euros par semaine) les Européens sans emploi depuis au moins six mois s'ils n'ont pas une réelle chance de retrouver un travail.

Avec la montée de l'United Kingdom Independence Party (UKIP), parti souverainiste désormais crédité de 14 % d'intentions de vote, la question de l'immigration s'est imposée au centre du débat en Grande-Bretagne.

Les trois partis traditionnels se sont récemment prononcés pour un contrôle plus strict des arrivées. Même le libéral-démocrate (centriste) Nick Clegg a évoqué la semaine dernière l'idée d'exiger une caution de 1000 livres pour les demandeurs de visas en provenance de pays «*à risques*». «*Ils jouent sur notre terrain maintenant*», s'est amusé Nigel Farage, leader de l'UKIP.

Des chercheurs soulignent que les immigrés contribuent plus à la richesse nationale du pays, notamment par leurs impôts, qu'ils ne lui coûtent en prestations sociales. Selon une étude de l'University College London, le surplus était de 37 % en 2009, contre un déficit de 20 % pour les Britanniques de souche. Sur 2,2 millions d'immigrés venus d'Europe de l'Est depuis 2004, seuls 12.850 touchaient une allocation chômage il y a un an. Et les étrangers sont, proportionnellement, moitié moins nombreux que les Britanniques parmi les bénéficiaires de logements sociaux. lefigaro.fr 26.03

Il a reçu le soutien de la Le Pen, en famille c'est la moindre des choses. Comment cela, Cameron ce n'est pas l'extrême droite ? Ah bon ! il fait bien la politique de l'extrême droite, non ?

Espagne

Un troisième ancien trésorier du Parti populaire, au pouvoir en Espagne, a été inculpé mardi de blanchiment d'argent dans l'enquête sur une affaire de corruption qui touche la droite espagnole et fragilise le gouvernement de Mariano Rajoy.

Angel Sanchis sera entendu le 10 avril par le juge Pablo Ruz, magistrat instructeur à l'Audience nationale.

Le juge veut entendre ses explications sur les accusations selon lesquelles il aurait aidé Luis Barcenas, un autre ex-trésorier du PP, à dissimuler jusqu'à 38 millions d'euros sur des comptes bancaires ouverts en Suisse.

Barcenas est inculpé de corruption passive, d'évasion fiscale et de blanchiment via des sociétés écrans.

Un autre ex-trésorier du parti de droite, Alvaro Lapuerta, est lui aussi poursuivi pour son implication présumée dans ce réseau de corruption.

Le quotidien El País a publié fin janvier des documents présentés comme les " *carnets de Barcenas*", des extraits d'une comptabilité occulte qu'il aurait tenue entre 1990 et 2009 et qui démontrerait que le Parti populaire a bénéficié de commissions versées par des entreprises, notamment du BTP, en échange de l'attribution de marchés publics.

Cette "casse noire" aurait financé des compléments de salaires en liquide à des permanents du parti, dont Mariano Rajoy.

Le président du gouvernement a rejeté ces allégations. "Tout ce qui a été dit et tout ce qu'on a pu insinuer est faux", a-t-il affirmé début février, quelques jours après la publication des "carnets de Barcenas". "Il est faux de dire que nous avons reçu des sommes en liquide que nous aurions dissimulées au fisc."

Luis Barcenas dément lui aussi toute malversation. Il a récemment entamé une procédure contre le Parti populaire pour licenciement abusif. Reuters 26.03

SOCIAL

France

1- Le gouvernement du chômage de masse.

Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté pour le 22e mois consécutif en France en février et n'est plus qu'à quelques milliers d'unités du record établi en janvier 1997, selon les chiffres publiés mardi par le ministère du Travail.

Le nombre de chômeurs inscrits en catégorie A (ceux qui n'ont pas travaillé) a augmenté de 18.400 le mois dernier en France métropolitaine (+0,6%) pour atteindre 3.187.700, proche du record de 3.195.500.

Sur un an, la hausse est de 10,8%.

En tenant compte des personnes exerçant une activité réduite (catégories B et C), le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 0,6% le mois dernier, soit 26.500 personnes, pour atteindre 4.706.700, soit une augmentation de 9,8% sur un an.

En incluant l'Outre-mer, il atteint 4.997.600 personnes, proche du chiffre symbolique de 5 millions.

En pourcentage de la population active, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail s'est établi à 10,2% au quatrième trimestre 2012 en métropole et 10,6% avec les départements d'Outre-mer, au plus haut depuis 1999, selon les chiffres publiés début mars par l'Insee.

En février comme en janvier, les travailleurs les plus âgés ont été les plus touchés par la hausse du chômage.

Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a ainsi augmenté de 0,9% en catégorie A en métropole (+16,6% sur un an) et de 0,9% en A, B, C (+15,2% sur un an). Ceux de moins de 25 ans ont vu leur nombre augmenter de 0,6% en A, et de 0,4% en A, B, C, soit des hausses respectives de 10,0% et 9,9% sur un an.

"Pour les demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie A, cette hausse est marquée depuis février 2008 avec, sur cinq ans (60 mois), huit mois de baisse et 52 mois de hausse", poursuit le ministère. "Pour les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A+B+C, la hausse est ininterrompue depuis mai 2008, soit depuis 57 mois."

La Commission européenne prévoit que le taux de chômage continuera à progresser cette année et l'an prochain pour atteindre respectivement 10,7% et 11,0%. L'OCDE prévoit quant à elle des taux de 11,0% cette année et 11,2% en 2014. Reuters 26.03

1- Journée d'action bidon et lâchés de ballons le 9 avril.

La CGT et FO appellent à des manifestations et des rassemblements contre l'accord sur la sécurisation de l'emploi le 9 avril, jour du vote de ce projet de loi en séance publique à l'Assemblée nationale.

"Après la forte mobilisation du 5 mars qui a réuni 200.000 manifestants, la CGT appelle l'ensemble des salariés du privé comme du secteur public, des retraités et des privés d'emploi, à une nouvelle journée de grèves et de manifestations le 9 avril" pour "empêcher la transposition dans la loi du contenu de l'accord du 11 janvier", indique la centrale dans un communiqué.

La CGT "va poursuivre les rencontres avec les parlementaires dans les tout prochains jours afin de leur démontrer la nocivité de l'accord pour les salariés et son inefficacité en matière économique", ajoute-t-elle.

Dans un communiqué, Force ouvrière "*appelle ses structures et militants à participer aux rassemblements et actions qui auront lieu le 9 avril*" et estime que "*l'accord du 11 janvier, comme le projet de loi actuel, constituent une régression des droits sociaux*".

FO poursuivra aussi ses "*démarches auprès des parlementaires*".

L'union syndicale Solidaires appelle également salariés et chômeurs à "*participer massivement*" à la journée d'action du 9 avril : "*Il s'agit d'amplifier et d'élargir la mobilisation après la réussite de la première étape du 5 mars pour montrer notre détermination au gouvernement*", indique Solidaires dans un communiqué. AFP 26.03

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mars 2013

CAUSERIE

Mercredi 14h30.

J'ai terminé ce que j'avais à faire chez moi, et comme il me restait un peu de temps avant d'aller au consultat, j'ai rédigé l'article suivant. La suite ce soir et demain.

On croir rêver.

1- La face cachée du libre-échange - 25 mars 2013 - (<http://michelcollon.info>)

- "*Pour sortir des crises actuelles, nous avons besoin d'un renforcement de la démocratie, ce qui passe par un renforcement des politiques de solidarité et un encadrement beaucoup plus strict des activités des multinationales...*"

Ils veulent mieux "*encadrer*" les multinationales qui ont toutes des comptes off shore dans les paradis fiscaux...

Est-ce que ces intellectuels se rendent compte des grosses conneries qu'ils écrivent et colportent, ce qui est le pire ? On a l'impression que non.

Les multinationales, de deux choses l'une, soit on les laisse faire ce qu'elles veulent parce qu'il est impossible de faire autrement dans la situation actuelle, soit on mène le combat dans la perspective de les exproprier, c'est l'un ou l'autre et il n'existe pas d'autres alternatives, de juste milieu, de demie mesure ou de compromis possible.

2- Ce que l'accord de libre-échange entre l'UE et les USA pourrait changer - 25 mars 2013 - (<http://michelcollon.info>)

- "*Condamnant le marché transatlantique (ainsi que les projets européens ou américains similaires menés avec d'autres pays), nous voulons que nos responsables politiques se positionnent clairement contre ce projet et y mettent un terme en exigeant des institutions européennes (Conseil, Commission, Parlement) ...*"

Vos "*responsables politiques*", ils sont tous subordonnés à ce projet et n'ont eu de cesse de soutenir le capitalisme depuis des décennies et des décennies, pourquoi demain devraient-ils changer de camp ? C'est une pure vue de l'esprit, pure fabulation ou invention. On est en présence de charlatans, d'aventuriers ou de prétendants au trône, ce sont des Belges, une fois, et on leur signale au passage que la place est déjà prise ! On a quand même envie de leur donner une occasion de rectifier le tir et c'est le but de cet article.

On atteint là le comble de la confusion, de l'incohérence, quand ils s'en remettent à nos bourreaux, ceux qui sont justement chargés de mettre en oeuvre cette politique antisociale et liberticide pour le compte de l'oligarchie financière et les actionnaires des multinationales. Ils auraient voulu nous démontrer que finalement ils ne comprenaient rien ou presque à la situation et aux rapports entre les classes et leurs différentes institutions qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement.

Nous, nous n'exigeons rien des institutions de l'UE, nous combattons pour leur abolition pure et simple, contrairement à ces intellectuels au cerveau décidément bien mal formaté ou déformé par l'idéologie dominante, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité, en aucun cas elles ne peuvent représenter les intérêts ou aspirations des travailleurs dans la mesure où elles ont été fondées par son ennemi de classe pour défendre exclusivement ses intérêts.

Un peu de sérieux, cet organisme supranational conçu par le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux est par nature réactionnaire, il a pour unique fonction de broyer tous nos droits sociaux et politiques dans la perspective de l'établissement d'un gouvernement mondial dont il devrait être à terme l'institution transatlantique réunissant l'Amérique du Nord à l'Union européenne englobant les pays du Maghreb et éventuellement l'Afrique, ce qui va s'avérer beaucoup plus compliqué pour ce dernier continent, les Brics revendiquant sa part du gâteau...

Tournez-vous donc vers la classe ouvrière au lieu de vous tourner vers celle des capitalistes, vous verrez que dans ce cas-là il est beaucoup plus facile d'envisager un avenir meilleur pour le monde, le capitalisme appartenant au passé.

En vous tournant vers la classe qui représente le passé, une époque révolue, vous ne pouvez qu'épouser ses thèses réactionnaires, quoi que vous en pensiez il en est ainsi.

A l'opposé, la classe ouvrière qui produit les richesses représente le futur, l'avenir de l'humanité débarrassée du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, puisque cette classe n'en a engendré aucune autre et n'en exploitera pas une nouvelle une fois qu'elle aura pris le pouvoir politique et économique. Même le stalinisme (dans ses différentes représentations) n'a pas été capable d'en engendrer une nouvelle, l'avez-vous seulement remarqué ? Il avait confisqué le pouvoir à la classe ouvrière pour le remettre finalement aux mains de la bourgeoisie, à l'oligarchie russe d'aujourd'hui.

Pourquoi ne lui faites-vous pas confiance ? Elle est la plus nombreuse, elle représente la majorité de la population, il faut entendre par là l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des secteurs publics et privés, rassemblée, unie, elle est invincible, rien ne peut lui résister et elle a eu l'occasion de le montrer au cours de révolutions dans le passé, il lui faut juste un cadre pour s'organiser, un guide pour l'aider à surmonter les obstacles qui se dressent sur le chemin qui mène à son émancipation, une lumière qui éclaire la voie qu'elle doit emprunter pour atteindre son objectif.

Cet outil irremplaçable, c'est son parti de classe, qui incarne son combat révolutionnaire pour briser les chaînes du capitalisme qui est la cause de tous ses maux et malheurs.

Sans théorie révolutionnaire, sans parti révolutionnaire, sans une Internationale révolutionnaire, jamais nous ne pourrions vaincre le capitalisme.

La suite de jeudi après-midi

Je n'ai pas le temps de causer ni l'envie non plus, je vous renvoie au commentaire que j'ai inséré à la suite de l'article de presse que j'ai mis en ligne aujourd'hui.

J'ai enfin pu avoir mon épouse au téléphone hier après-midi, dans la clinique où elle est hospitalisée. Elle m'a dit en pleurant qu'elle voulait mourir et que la société, le monde était trop pourri, qu'elle n'en pouvait plus... Je n'ai pas trouvé les mots, pour quoi au fait, la convaincre du contraire, lui dire qu'elle se trompe et que nous vivons dans un monde merveilleux, je n'en ai pas trouvé la force, à lire ce qui suit on aurait plutôt envie de vomir, le pire étant encore les partis censés parler en notre nom sur lesquels on ne peut pas compter à moins de ne pas avoir toute sa tête, être lucide et regarde la réalité en face à un prix, on le paie très cher mais on n'a pas le choix.

Combien sont-ils dans le cas de mon épouse les malheureux dont tout le monde se fout éperdument, des centaines de millions, tenez, cela pourrait peut-être la reconforter, elle se sentirait moins seule la pauvre femme. Allez donc vous adresser à ces ordures du PS et leurs satellites, y compris le Front de gauche, qui nous pourrissent la vie, nous, nous avons juste envie de leur faire la peau, apparemment on ne vit pas vraiment la même chose, on ne vit pas dans le même monde et on ne représente certainement pas les intérêts de la même classe.

[On croir rêver. \(suite\)](#)

Social-patriotisme ou front unique derrière les banquiers et capitalistes chypriotes.

Chypre: Un universitaire demande au peuple de prendre lui-même les commandes des banques - mardi 26 mars 2013 - (<http://www.wikistrike.com>)

- *"Dans une lettre ouverte à ses compatriotes, un universitaire chypriote les exhorte à faire preuve de patriotisme et à retrousser leurs manches afin de sauver eux-mêmes leur système bancaire. Car il faut tourner la page du plan d'aide négocié le 25 mars à Bruxelles au plus"*

- *"En fait, si nous nous sommes retrouvés au bord du gouffre, c'est en grande partie à cause de nos fautes."*

- "C'est pour cela que je veux, à travers ces lignes, m'adresser à mes compatriotes, aux gens simples, et leur demander d'inscrire dans leur vie cet objectif de redresser notre système bancaire afin d'obtenir le départ de la troïka et la redéfinition de nos liens de solidarité. C'est maintenant qu'il faut montrer notre patriotisme."

- "Il faut aider notre Etat à se relever"

L'absence de conscience de classe est cruelle et fatale pour celui qui en est dépourvu, elle le conduit à remettre son destin entre les mains de son ennemi de classe qui n'en demandait pas tant.

L'Etat, celui des capitalistes qui a conduit le pays à la banqueroute, il fallait l'abattre pour en construire un autre basé exclusivement sur les besoins de la population, telle était la tâche de la classe ouvrière chypriote.

Cet universitaire chypriote fait acte de soumission devant les mesures qu'impose l'oligarchie financière. De très nombreux portails ou blogs se présentant comme de gauche ou animés par des anticapitalistes ou anti-impérialiste colportent les mêmes illusions envers le capitalisme parce que leurs auteurs ne sont pas prêts à sauter le pas et à adopter le socialisme.

Je ne mettrai pas cet article en ligne, vous pouvez le lire en entier dans le portail cité.

ACTUALITE EN TITRES

L'aube du féodalisme ou le retour à l'Ancien Régime

- Des investisseurs qataris seuls propriétaires du Printemps d'ici juillet - AFP

- Le Koweït engrange 60 milliards de dollars d'excédent budgétaire en dix mois - AFP

Les conditions objectives sont en train de mûrir.

- Baisse historique du pouvoir d'achat en 2012, année sans croissance - AFP

Le pouvoir d'achat des Français a baissé en 2012 pour la première fois depuis près de 30 ans, en raison notamment des augmentations d'impôts au deuxième semestre, témoignant d'une année sans croissance et augurant mal d'une reprise en 2013. AFP

- Les Français sacrifient les sorties au restaurant - LeFigaro.fr

Pacotille de nantis, bien d'autres sacrifices seront nécessaires pour qu'ils se soulèvent, nous sommes des millions à connaître une situation cent fois pire, nous sommes prêts pour le combat, mais il n'y a personne pour nous organiser et nous proposer une perspective politique qui correspond à notre attente...

Bientôt l'effondrement.

- L'Espagne contrainte de réviser le déficit 2012 à presque 7% - AFP

Les hommes de main du parti de l'ordre à l'oeuvre.

- Le juge Gentil a reçu des menaces de mort, selon le Syndicat de la magistrature - LeMonde.fr

Le juge Jean-Michel Gentil, qui a mis en examen Nicolas Sarkozy pour abus de faiblesse dans l'affaire Bettencourt, a reçu mercredi un courrier contenant des menaces de mort et des cartouches à blanc, annonce le Syndicat de la magistrature. LeMonde.fr 27.03

On sait ce que valent les "bonnes" intentions.

- Chypre doit rester un cas unique disent Hollande et Rajoy - Reuters

- Zone euro : Hollande souhaite que la garantie des dépôts bancaires soit "un principe irrévocable" - Atlantico.fr

- Chômage : Hollande a "*la volonté*" d'inverser la courbe à la fin 2013 - Atlantico.fr

[Confirmation. Bien joué !](#)

- Mariage gay : la Cour suprême des Etats-Unis pour l'égalité des droits - LeMonde.fr

Et l'une des institutions les plus réactionnaires que compte le monde serait progressiste, décidément on aura tout vu et entendu !

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Union nationale au grand complet.](#)

Le Sénat a infligé mercredi un camouflet au gouvernement en votant contre son avis, à la quasi-unanimité, un texte UMP prévoyant la suppression des allocations familiales et de l'allocation de rentrée scolaire aux familles qui ont perdu la garde de leurs enfants par décision de justice.

La proposition de loi (PPL) de Christophe Béchu et Catherine Deroche prévoit que lorsqu'un enfant est placé auprès des services d'aide à l'enfance, le juge peut décider du maintien partiel des allocations -seulement à hauteur de 35% maximum de leur montant-, et d'autre part que le versement de l'allocation de rentrée scolaire soit automatiquement attribué au service d'aide à l'enfance.

La PPL a été adoptée par 330 voix contre 16 à l'issue d'un débat vif où la ministre de la Famille Dominique Bertinotti, opposée au texte, a été durement critiquée y compris par les sénateurs PS. Seuls le groupe écologiste et quatre socialistes ont voté contre.

Un amendement du sénateur PS Yves Daudigny prévoyant la suppression des allocations au bout d'une "*période d'observation*" de 3 mois après le placement a été adopté.

Les communistes, applaudis par la droite, ont également soutenu le texte UMP mettant en garde au passage le gouvernement contre toute suppression des allocations même pour les plus riches.

C'est la première fois depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir qu'un tel mouvement de mauvaise humeur des élus locaux s'exprime ainsi au Sénat.

"*Il y a des jours où on peut être fier du Sénat*", a conclu l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin.

La députée UMP Valérie Pécresse s'est réjouie en début de soirée du vote du Sénat. AFP 27.03

Voilà les institutions pourries jusqu'à l'os auxquelles s'adressent les dirigeants syndicaux et plusieurs partis dits ouvriers au lieu de rompre avec elles et de les combattre dans la perspective de les renverser. Camarades, ils ont déserté le combat de classe, ils ont abandonné notre classe à son triste sort, ce sont des vendus ! Aucun ne combat véritablement pour le socialisme, voilà la réalité.

Oui, le Front de gauche a mêlé ses voix à cette racaille. L'UMP ou le PS aurait proposé de fixer le smic à 2.000 euros que Marx et Engels vivant à notre époque auraient appelé à voter contre, cherchez l'erreur.

Mais dans quel camp sont vraiment les uns et les autres ? Certainement pas dans celui de Marx et Engels qui incarnaient la classe ouvrière et le socialisme. Leur attitude ou leurs positions étaient subordonnées à l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés, construire le parti ouvrier (social-démocrate à l'époque) dans la perspective de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, tandis que celles de tous les partis aujourd'hui sont subordonnées à d'autres objectifs qui n'ont rien à voir avec le socialisme de Marx et Engels.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) du contestataire Beppe Grillo a répété mercredi qu'il n'accorderait pas sa confiance à un gouvernement de coalition dirigé par Pier Luigi Bersani, chef de file d'un centre gauche majoritaire à la Chambre des députés mais pas au Sénat.

"Il n'existe aucune condition qui nous permettrait de voter la confiance à un gouvernement composé de ces partis, car ils n'ont aucune crédibilité", a déclaré Vito Crimi, président du groupe M5S au Sénat, à l'issue d'un entretien avec Pier Luigi Bersani.

La fin de non-recevoir des partisans de Beppe Grillo complique singulièrement la tâche de Pier Luigi Bersani, que le président Giorgio Napolitano a chargé de trouver une hypothétique majorité parlementaire.

Le M5S exclut également d'apporter un soutien au coup par coup aux réformes d'un gouvernement formé par le centre gauche.

Dans la journée, Beppe Grillo a publié sur son blog un billet dans lequel il traite entre autres Pier Luigi Bersani et Silvio Berlusconi de *"vieux michetons"* (*"Padri Puttanieri"*) ayant abandonné la jeune génération et *"qui se foutent chaque jour allègrement du monde avec leurs appels à la gouvernabilité"*.

Faute d'accord, le chef de l'Etat pourrait charger une personnalité respectée de former un gouvernement d'experts avant de renvoyer les Italiens aux urnes. Reuters 27.03

2- Syrie

Le Qatar est le principal soutien du terrorisme dans la région, a estimé l'agence officielle syrienne. SANA en condamnant, aujourd'hui, mercredi, l'attribution du siège de la Syrie au sein de la Ligue Arabe aux groupes terroristes, a qualifié le Qatar de plus grand fonds de soutien aux terroristes dans la région, a indiqué al-Youm al-Sabaa. Cette décision a été prise lors du sommet arabe, qui a, récemment, eu lieu à Doha, capitale qatari, dans le but de renverser l'Etat de Bachar al-Asad, a ajouté cette agence.

La Ligue Arabe agi en faveur des intérêts de l'Occident et non pas de ceux du peuple arabe et le cheikh Hamed Ben Khalifa Al-e Thani a violé, en demandant à la coalition des opposants syriens d'occuper le siège de la Syrie au sein de cette instance, la charte de cette Ligue, a affirmé SANA. Lors du 24 sommet de la Ligue Arabe le siège de la Syrie a été remis à Moaaz al-Khatib, président de la coalition des opposants syriens. french.irib.ir 27.03

3- Qatar

Selon des rapports de services secrets arabes, le Cheikh réputé, Yusuf el Karadawi, influent théologien, d'origine égyptienne, basé au Qatar, serait un agent du Mossad, et parlerait, couramment, l'hébreu, il aurait rencontré et cotoyé, en 2010, de nombreux agents des services de renseignements israéliens.

Qaradawi aurait reçu un certificat d'appréciation du Congrès américain, qui représente la majorité juive américaine, ainsi que des fonds, pour la mise en œuvre de ce rôle, pour le succès des plans élaborés, dans les chambres occultes de la Knesset, et exécutés, dans le monde arabe, d'où l'insistance de l'Emir du Qatar à exploiter sa fonction religieuse, dans la Ligue islamique mondiale. Ce Cheikh de malheur a lancé une fatwa contre Mouammar kadhafi, le guide de la Jamarihyia libyenne, demandant aux Musulmans de l'assassiner... french.irib.ir 27.03

4- Bahreïn

Le silence de la communauté internationale et le soutien des gouvernements occidentaux ont permis au régime dictateur des Al-e Khalifa de poursuivre la répression musclée de ses citoyens. Lundi, un Bahreïni, touché par les gaz toxiques que les forces du régime utilisent contre les manifestants, est mort.

L'Association islamique du Wefaq (opposition) a annoncé, dans un communiqué, que plus de 50 citoyens ont été tués, jusqu'à présent, par les gaz toxiques que les forces de sécurité utilisent contre les manifestants. Par ailleurs, de nombreux contestataires ont été tués ou blessés, sous la torture. Depuis deux ans, les forces de sécurité bahreïniennes, épaulées par les militaires occupants saoudiens, répriment, avec violence, les citoyens, qui exigent, pacifiquement, des réformes politiques et sociales. Les gouvernements occidentaux ne cessent de soutenir les crimes que le régime des Al-e Khalifa commet contre les contestataires.

Récemment, la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain a demandé au régime de Manama d'avoir recours à des méthodes plus musclées, pour mettre fin aux protestations populaires. Le Comité bahreïni des droits de l'Homme a publié des documents concernant la situation déplorable des prisonniers politiques, et a demandé au représentant du Haut-Commissariat

des Nations Unies, pour les droits de l'Homme, au Moyen-Orient, de réagir, avec plus de sérieux, aux crimes, que le régime bahreïni commet contre les prisonniers.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, ce comité a demandé la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, dont le militant des droits de l'Homme, Nabil Rajab. En tout état de cause, les protestations se poursuivent contre la dictature, et les protestants ne reviennent pas sur leur position de principe, qui consiste à demander des changements démocratiques, à Bahreïn. french.trib.ir 27.03

SOCIAL

1- France

Quelques éléments sur l'emploi et le chômage.

Radiations des listes A,B,C,(D,E) de Pôle Emploi par motifs, Février 2013 :

- Défauts d'Actualisation : 211 700, 45,4 % des sorties des listes
- Radiations Administratives (les punis) : 36 400, 7,8 % des sorties
- Autres Cas (mystérieuse rubrique, les morts, suicidés, emprisonnés ?) : 50 700 10,9 % des sorties. soit 298 800 radiés des listes (64,1 %) pour autres motifs que :
- Stages parking : 36 100, 7,7 % des sorties.
- Arrêts maladie, maternité etc : 34 100, 7,3 % des sorties.
- Reprises d'emploi déclarées : 97 700, ne représentent que 20,9 % des sorties des listes de pôle emploi, et encore, y compris contrats aidés, etc ..

Demandeurs d'emploi par catégories :

- A : 3 187 700 + 0,6 % (+ 10,8 % sur 1 an)
- B : 624 400 - 0,1 % (+ 9,8% sur 1 an)
- C : 894 600 + 1 % (+ 6,4 % sur 1 an)
- D : 261 200 + 0,2 % (+ 9,7 % sur 1 an)
- E : 351 200 - 0,7 % (- 4,7 % sur 1 an)

TOTAL : 5 319 000 (données corrigées), hors DOM TOM, soit + 8,7 % sur 1 an, + 24 300 en 1 mois.

TOTAL, dom-tom compris : 5 742 000 (page 15 du rapport de la DARES, lien en bas de page)

Quelques chiffres qui parlent :

- Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 11 % sur 1 an
- Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,3 % sur 1 an
- Chômage des 50 ans et +, + 15,2 % sur 1 an

+ d'1 chômeur inscrit à pôle emploi sur 2 (51,3 %) ne perçoit AUCUNE INDEMNITE, ni ARE (allocation retour à l'emploi), ni allocation de solidarité (ASS, AER ...)

Offres d'emploi dispo, dernier chiffre connu : 135 214

Le + scandaleux, les demandeurs d'emploi invisibles, complètement en dehors des statistiques

Ne sont pas comptés dans ces 5 742 000 demandeurs d'emploi et travailleurs pauvres occasionnels :

1 280 600 foyers bénéficiaires du RSA, en effet sur 2 100 000 environ de foyers (chiffre sous estimé datant de l'an passé) , seuls 819 400 sont inscrits à Pôle Emploi, les autres bénéficient d'autres suivis (associations, collectivités locales etc) en sachant qu'un foyer bénéficiaire, comporte parfois + d'un demandeur d'emploi en son sein.

+ 1 000 000 au bas mot, de bénéficiaires de l'AAH ou d'une pension d'invalidité, ne sont pas inscrits à Pôle emploi

+ des centaines de milliers, voire peut être + d'1 million de SANS-DROITS, principalement :

- des jeunes de moins de 25 ans, primo demandeur d'emploi, qui comme vous le savez n'ont même pas droit au RSA. (quasi unique en Europe)

- des sans droits, pour motif, dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, exemple, votre conjoint(e) perçoit 650 € d'allocation chômage, ou 743€ d'allocation adulte handicapé, vous n'aurez même pas droit au RSA, car vous dépasserez le plafond couple qui est de 608€ par mois, si vous êtes NON SDF.

- on peut parler également de retraités qui cherchent un emploi car leur retraite ne couvre pas les charges fixes pour survivre (loyer, énergie, assurances, voiture, téléphone, eau, nourriture, santé (lunettes, dentiste ..) incalculable

- des bénéficiaires de pensions de reversions (veufs, veuves) de 55 ans et +, qui dépassent les plafonds du RSA, et qui n'ont pas encore l'age pour la retraite ou le minimum vieillesse "ASPA" (67 ans) ASPA récupérable sur le patrimoine au décès.

- des bénéficiaires de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA

- on peut également évoquer, des étudiants, boursiers ou non, qui cherchent des petits jobs alimentaires, qui sont donc bien demandeurs d'emploi, en concurrence avec les autres (même si beaucoup sont aussi exploités en stages sous payés, voir gratuits)

- on peut évoquer enfin, des auto-entrepreneurs, qui ne gagnent rien ou presque, et sont demandeurs d'emploi en parallèle.

Faites le calcul vous même, on arrive au total, à + de 9 millions demandeurs d'emploi en France, et travailleurs pauvres occasionnels. (www.wikistrike.com 27.03 source : Dares mars 2013)

2- Allemagne

Près de 16% des habitants en Allemagne vivent sous le seuil de pauvreté, plus qu'en France, mais moins que la moyenne européenne, selon des données publiées ce mercredi par Destatis.

La France se situe en-deçà de la moyenne européenne, avec 14% de la population sous ce seuil, le même niveau qu'en Suède. La part des habitants sous le seuil de pauvreté est la plus faible en République tchèque (9,8%), aux Pays-Bas (11%), en Autriche (12,6%), au Danemark et en Slovaquie (13%).

A l'autre extrémité du tableau figurent la Bulgarie (22,3%), la Roumanie (22,2%), l'Espagne (21,8%) et la Grèce (21,4%).

Selon une définition européenne, une personne risque de tomber dans la pauvreté quand son revenu (incluant les aides sociales) est inférieur à 60% du revenu moyen de la population d'un pays, rappelle Destatis. Pour l'Allemagne, ce seuil était évalué pour 2010 à un revenu annuel de 11 426 euros, soit 952 euros par mois. Pour la France, il s'élevait à 11 997 euros sur une année. L'Expansion.com 27.03

ECONOMIE

1- Grèce

La Bourse d'Athènes s'est effondrée pour la deuxième journée consécutive, perdant 6,83% à la mi-séance, dans le sillage du règlement par l'UE et le FMI du cas chypriote, dont la Grèce craint des retombées sur son économie.

A 13h10 GMT, l'indice général réduisait toutefois légèrement ses pertes, à -5,16% (839,29 points), avec des valeurs bancaires relativement épargnées, subissant une chute limitée à 2,71%. Les craintes suscitées par la situation à Chypre avaient déjà fait chuter mardi la place d'Athènes de 4,9%, les économies des deux pays étant très interconnectées. lexpansion.com et lejournalduusiecle.com 27.03

2- Chypre

Pendant que les Chypriotes faisaient la queue devant les distributeurs automatiques pour retirer quelques centaines d'euros, certains non-résidents ont-ils réussi à siphonner leurs comptes bancaires de plus de 100 000 euros en toute discrétion ?

C'est le scénario choquant qui se dessine alors que le nouveau plan de sauvetage européen, annoncé dans la nuit de dimanche à lundi, vise précisément à taxer lourdement les comptes bancaires les plus garnis des banques en difficulté, détenus, pour la plupart, par des non-résidents attirés par la faible taxation des entreprises.

Malgré la fermeture des banques chypriotes depuis le 16 mars dernier et le gel des transactions bancaires, certains détenteurs britanniques, libanais, grecs et des ressortissants des ex-Républiques soviétiques auraient en effet trouvé la parade pour récupérer leur argent jusqu'au 25 mars.

Selon Jacques Sapir, spécialiste de la finance, qui dit obtenir ses informations par un réseau de "correspondants", notamment d'anciens élèves, dans les deux capitales, il existe d'autres moyens qu'un simple transfert de fonds entre la maison mère et sa filiale. "Prenons l'exemple d'un Libanais installé à Londres. Il va voir la filiale de sa banque chypriote et lui demande de lui faire un prêt du montant de son compte bancaire. Il lui suffit d'apporter en collatéral les dépôts sur son compte pour l'obtenir. Il n'a aucune intention de rembourser ce prêt, la filiale se servira directement sur le compte", explique le directeur d'études à l'EHESS.

Une manoeuvre, selon lui, à la limite de la légalité, mais que les autorités ne peuvent pas empêcher. "La Banque centrale européenne ne peut légalement pas s'y opposer, car les mouvements effectués à l'intérieur d'un groupe bancaire ne sont pas considérés comme des transactions." Les clients des deux banques chypriotes à Londres et à Moscou auraient aussi utilisé d'autres méthodes de contournement comme les exceptions au gel des comptes instaurées pour le commerce de produits humanitaires, de médicaments ou encore d'approvisionnement de jets en carburant. Les entreprises confrontées à des demandes de remboursement pouvaient aussi se voir accorder des fonds pour honorer leurs appels de marge sur certains contrats. lepoint.fr 27.03

3- Finlande

La Finlande a appelé mardi à épargner les contribuables de la zone euro dans les plans de sauvetage des banques européennes à l'avenir, estimant que la facture devrait être imputée aux actionnaires et créanciers.

« Partout en Europe nous devrions passer à une économie de marché normale, où les propriétaires et les investisseurs accusent des pertes en cas de débâcle de banque », a déclaré mardi le Premier ministre Jyrki Katainen lors d'un discours à Helsinki sur l'Europe.

Il a souhaité que l'union bancaire européenne, en cours de création, en fasse un principe fondateur, sinon nous resterons dans la situation actuelle où le contribuable paie les crises bancaires et a dit vouloir que les décisions sur l'union bancaire soient prises dans l'année. AFP et lejournalduisiecle.com 26.03

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mars 2013

CAUSERIE

Je mettrai en ligne plus tard une vingtaine de nouveaux articles. Jeudi on a explosé le compteur avec 266 connexions sans que je puisse en déterminer la raison. Les autres jours on tournait à une moyenne de 150 connexions. J'ai corrigé l'actualité en titre du 23, j'avais oublié de formater une partie.

Ce week-end je vais encore m'occuper de mes affaires personnelles que j'ai trop tendance à délaissier. Mon épouse va mieux, elle va être transférée dans une maison de repos à la Ciotat en attendant qu'on lui trouve un appartement salubre, avec du chauffage.

Hier matin comme tous les jours j'ai visionné l'actualité économique, social et politique, j'ai téléchargé 17 articles seulement et quelques-uns la veille au soir. En les lisant je n'ai rien trouvé d'intéressant, je n'avais pas pris connaissance du contenu de la prestation télévisée de Hollande.

Du coup j'ai profité de ma journée pour faire ce que j'avais à faire chez moi depuis des semaines, une journée épuisante sous une chaleur écrasante. J'ai transféré mon bureau d'une des chambres de la maison dans une pièce beaucoup plus grande séparée de la pièce centrale ou patio par une double porte coulissante que je laisse ouverte quand je travaille ce qui me donne une vision sur un espace beaucoup plus vaste qu'avant. Du coup j'ai moins l'impression d'être enfermé dans un bunker, je ne supporte plus d'être confiné entre quatre murs, j'ai l'impression d'étouffer, cette pièce devait faire à peine 12 m², alors que celle où je suis installé fait presque le double et le patio trois fois plus. Et puis je ne supporte pas longtemps que les meubles soient à un endroit, il faut que cela bouge, il y a quelque chose de pas naturel dans notre sédentarisation forcée, elle a peut-être été propice au développement de la civilisation mais elle pourrait bien être aussi sclérosante à la longue. Tous les grands penseurs du passé étaient aussi de grands voyageurs, les artistes aussi.

La politique est un art aussi ne l'oublions pas ! Reproduire la réalité aussi fidèlement possible à partir d'éléments épars fournis par différentes source l'est assurément. Pas toujours facile. A défaut de maîtriser un art, hélas, je n'ai jamais cultivé suffisamment

mon imagination pour cela, je me contenterai de la politique et d'apprécier celui des autres, c'est plus aride, plus ingrat, mais peut-être pas plus difficile à vivre, car la source de mon inspiration ne risque pas de s'éteindre puisque c'est la réalité.

Beaucoup de gens après s'être laissés aller à passer des heures et des heures devant la télé en passent autant ou plus devant l'écran d'un ordinateur. Je ne sais pas comment vous fonctionner, mais moi je suis le plus disponible pour réfléchir à une question quand je fais totalement autre chose, en arrosant le jardin ou en préparant le repas du chien, sur la moto en allant faire des courses ou plus simplement encore avant de m'endormir le soir. J'en déduis qu'on pense mieux ou plus librement quand on est déconnecté des médias ou de toute influence d'où qu'elle vienne. Dans mon cas, j'en ai acquis la conviction par expérience, je ne pense jamais mieux que par moi-même, je ne me reconnais pas dans la manière dont on nous présente les choses quelle que soit la source en général. Assez bavardé.

J'ai quand même bossé toute la matinée pour notre portail, notre cause quoi.

J'ai ajouté quelques articles extraits d'un portail que j'ai découvert avant-hier. Les thèmes abordés ou la manière dont leur contenu est présenté pourraient rebuter certains lecteurs, ce serait regrettable ou une méprise, comment cela voici ce que son auteur écrit à la fin d'un article consacré à la crise du capitalisme, je pense qu'il vous enlèvera un fâcheux doute de l'esprit:

- *"Pour les travailleurs, il n'y a pas d'autre programme valable face à la crise de l'économie capitaliste qu'une politique visant à détruire ce système économique, c'est-à-dire la révolution sociale. Est-ce utopique ? Certainement pas plus que de croire qu'en restant dans le cadre du capitalisme, il est possible d'éviter la catastrophe !" (http://lereveilmondial.over-blog.com)*

J'ignore qui est l'auteur de ces lignes, j'aurais pu les écrire et j'y souscris évidemment. Et ailleurs il reprend à son compte une citation stupidement anticommuniste, mais bon, le monde ne s'est pas fait en un jour !

Ce blog est apparemment spécialisé sur l'économie et la monnaie, une chance cela nous manquait dans la panoplie de nos sources.

Qui a dit ?

- *« M. le Président, nous avons dans ce pays une des institutions les plus corrompues que le monde ait jamais connu. Je fais référence au Conseil de la Réserve fédérale et aux Banques de la Réserve Fédérale [...] (qui) ont ensemble coûtées à ce pays assez d'argent pour payer la dette nationale plusieurs fois. [...] Cette mauvaise institution a appauvri et ruiné le peuple des États-Unis [...] a pratiquement mis en faillite notre Gouvernement. Elle l'a fait par les défauts de la loi conformément à laquelle elle fonctionne [...] et par les pratiques corrompues des vautours argentés qui la contrôlent [...] (les Banques de la Réserve Fédérale) sont des monopoles de crédit privés qui font du peuple des États-Unis leur proie pour leur bien et celui de leurs clients étrangers ; spéculateurs et escrocs domestiques et étrangers ; et riches prédateurs bailleurs de fonds. »*

Réponse : Congressiste Louis T. McFadden, discours à la Chambre des Représentants (10 Juin 1932)

Depuis ces banquiers ont étendu leur pouvoir de nuisance au monde entier, en particulier en Europe dont ils sont les véritables maîtres, dictateurs.

Manipulation. Lu à la page 2 du n°244 d'**Informations ouvrières**.

- *"Au niveau de l'Union européenne, cela ne va guère mieux : il a suffi, le 19 mars, que la petite île de Chypre, sa population et son Parlement, refusent le plan élaboré par Bruxelles et le FMI, pour provoquer un affolement mondial. La preuve est faite qu'il est possible de rejeter la politique de destruction de l'Union européenne."*

L'auteur de cet article passe volontairement sous silence que les mesures finalement imposées au peuple chypriote par la troïka avec l'accord du gouvernement de ce pays ne feront pas l'objet d'un vote au Parlement chypriote, l'eurogroupe, la troïka et le gouvernement chypriote ayant affirmé que ces mesures étaient uniquement du domaine du secteur bancaire et ne relevaient pas dès lors du mandat du Parlement ainsi contourné sans que celui-ci ne réagisse puisqu'il est inféodé au capital et la boucle est bouclée. Les Parlements en Europe (et ailleurs), les institutions des différents pays de l'UE ne servent plus qu'à cautionner la politique néolibérale impulsée par la troïka aux ordres de l'oligarchie financière.

Ils n'ont pas de bol décidément les dirigeants du POI, chaque fois qu'ils se saisissent d'un fait ou d'un argument pour justifier leur politique, il tombe à l'eau ou ils doivent violer la réalité, mentir effrontément à leurs militants qu'ils prennent pour des crétins. Nous aurons une pensée toute particulière pour nos camarades du POI qui se connectent sur le site, et qui à force d'avaloir des couleuvres risquent de finir empoisonnés à leur tour par le venin de l'opportunisme que ne cesse de leur inoculer leurs dirigeants. Vous connaissez ainsi leur véritable nature, Hollande n'a rien d'un socialiste, eux n'ont rien à voir avec le trotskisme.

La preuve.

Pour rappel, dans l'actualité du jour du 26 mars, d'agences de presse :

- Wolfgang Schäuble, ministre allemand des Finances, a précisé lundi que le nouvel accord ne devrait pas forcément être approuvé par le parlement de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui ont fait voter vendredi une loi sur les résolutions bancaires, n'auront en revanche pas besoin de repasser devant le Parlement pour adopter le nouveau plan de sauvetage.

Au POI ils tiennent tellement aux institutions qu'ils sont prêts à leur prêter un beau rôle, on soutient le régime comme l'on peut. Quand nous affirmons qu'ils prétendent vouloir abolir la Ve République sans la combattre vraiment, franchement, est-ce que nous exagérons ? La preuve que non vient d'être fournie ici.

Ce sont des fervents défenseurs de la légalité et de l'Etat (des capitalistes) au point de se vautrer dans le pire opportunisme qui soit. Leur défense de l'Etat-nation, de la République une et indivisible, les a rendue aveugles au point qu'ils doivent manipuler les faits pour justifier leur théorie foireuse.

Nous, nous affirmons que le meilleur moyen de lutter contre les institutions, contre le mondialisme qui conduit effectivement à la destruction des Etats-nations, consiste à lutter pour un Etat ouvrier, une République sociale, une fédération des Républiques sociales d'Europe, une République sociale universelle, ce qui nécessite de rompre immédiatement avec les institutions de la Ve République et l'ensemble de ses représentants politiques et syndicaux, ce à quoi le POI se refuse.

Cet épisode chypriote est intéressant, puisqu'il valide notre ligne politique, qui hélas n'est reprise par aucun parti. Les faits, rien que les faits comme ils savent si bien dire et si peu respecter. On serait presque désolé d'avoir raison !

Pourquoi leur laisse-t-on le champ libre ?

J'ai écrit cet article en m'y reprenant à plusieurs fois, il est un peu désordonné et présente des répétitions, je n'ai pas le temps de le réécrire correctement.

Titre : Une gouvernance mondiale de plus en plus urgente - Libération.fr 28.03

Avant-propos

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Nous sommes en présence de trois thèmes : 1- la crise du capitalisme ; 2- le néolibéralisme ; 3- l'ONU.

L'auteur va s'employer à articuler sa critique et entraîner le lecteur dans une direction qui n'est pas précisée ici, mais qu'il nous révèle à la fin une fois le conditionnement opéré, en principe.

Autant dire d'emblée que nous sommes en présence d'un article de propagande en faveur d'un gouvernement mondial ou un Nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière qui détient le pouvoir, puisque à aucun moment il ne sera question de le renverser.

Pour lire cet article je vous propose une grille de lecture que vous adopterez, modifierez ou rejetterez, à vous de voir, qui consiste à dire, à partir du constat que l'ONU correspond à un projet inachevé, que l'auteur se destine à définir les moyens qui permettraient de lever les obstacles ou les résistances qui s'y opposent afin d'en venir à bout sans jamais révéler ses véritables intentions et l'on va comprendre tout de suite pourquoi, le tour de passe-passe ou la supercherie consistant à vouloir faire croire au lecteur que les institutions supranationales ou intergouvernementales (G5 à G20) pourraient se libérer de la tutelle de l'oligarchie financière, alors que leurs représentants ont été désignée par elle pour en être les porte-parole.

Sa démonstration repose également sur une contrevérité ou une interprétation frauduleuse du rôle de l'ONU depuis sa création, qui consiste à faire croire au lecteur qu'il fut une époque où cette institution fonctionnait selon un certain nombre d'"idéaux et de valeurs" auxquels ses participants auraient adhéré, et que par la suite seulement sa mission aurait été dévoyée par le néolibéralisme, alors qu'en réalité depuis 1947 elle n'a jamais respecté ces "idéaux ou valeurs", la preuve en étant qu'elle s'est accommodée du refus d'Israël de se soumettre à la centaine de résolutions qu'elle a votées avec le soutien de l'impérialisme américain. Une dernière précision ou rappel, le néolibéralisme est une pure création idéologique du sionisme.

- Alors que la crise invalide les thèses de la vague néolibérale des années 1980, il est indispensable de réinventer l'ONU.

Remettons les choses à leur place. Ce constat est erroné pour au moins deux raisons.

Un, la crise existait avant le néolibéralisme. Deux, ceux qui ont recouru au néolibéralisme n'ont jamais envisagé de réduire cette crise, mieux, comme elle leur profitait, ils n'ont cessé de développer des mécanismes financiers qui allaient l'alimenter et l'amplifier (à des fins politiques...). Il y a donc là une profonde confusion, avant même d'aborder la première ligne de cet article. A moins que nous ne soyons pas en possession de tous les éléments pour en juger, après tout, son auteur ne regretterait-il pas que le néolibéralisme ait échoué ? Pas à pas nous allons en avoir confirmation. Et quand vous lirez dans l'épilogue quelle organisation est l'origine de cet article vous n'aurez plus l'ombre d'un doute sur la réponse à apporter à cette question.

En aparté, la crise, la dette, la banqueroute menaçant l'Etat, ne serait-ce pas (notamment) ce qui a précipité la chute de la monarchie en France et la Révolution française ? Tous les intellectuels qui par ailleurs nous ramènent à 1973, à la Banque de France battant monnaie, qui voit le diable dans le libre-échange, dans le néolibéralisme, dans la financiarisation de l'économie, etc. produisent des analyses incohérentes qu'il ne faut surtout pas croire sur parole, car les faits quand on les examine de plus près les contredisent.

Ils se sont servis de cette crise en poursuivant un autre objectif, politique cette fois. Ils n'ont pas cherché à la réduire parce qu'ils savaient depuis le début des années 70 que ce serait impossible sans recourir au moyen employé déjà à deux reprises au XXe siècle : la guerre. Arrêtons-nous là. Cela ne vous fait-il pas penser à un sujet évoqué récemment dans notre portail ? Un Nouvel ordre mondial qui se jouerait des contradictions du système capitaliste une fois maîtriser la lutte des classes qu'elles alimentent en permanence.

On a l'habitude d'aborder ce sujet avec une certaine légèreté ou désinvolture, avec mépris même, de considérer qu'il s'agit tout au plus d'une lubie ou d'un caprice de maniacs illuminés tellement fortunés qu'ils se voient déjà en maîtres du monde. Sauf que les institutions supranationales qu'ils ont contribué à fonder sont bien réelles et concentrent de plus en plus de pouvoir, j'entends celles qui sont reconnues comme telles, l'ONU, l'UE, le FMI, etc. Le projet d'établissement d'un marché unique transatlantique s'inscrit dans cette perspective. Les entreprises financières et les multinationales qui contrôlent l'essentiel du marché mondial également.

Quant à l'ONU, leur création, de l'impérialisme américain et ses vassaux, elle a parfaitement fonctionné en soutenant toutes les guerres contre les peuples confortant l'hégémonie américaine, première puissance mondiale qui avait les mains libres pour agir à sa guise et contourner aussi bien le fonctionnement de l'ONU que toute opposition ou obstruction à sa politique internationale. Mais qui était à l'origine de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, de l'UE ? Le cartel des banquiers de la Fed et leurs alliés occidentaux, les mêmes qui ont constitué le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le CFR...

L'ONU s'est très bien adaptée au néolibéralisme qu'elle a adoptée. Toutefois, elle n'est pas parvenue à venir à bout des résistances qui existaient en Europe et chez les ennemis d'hier des Américains, les Russes et les Chinois, en Amérique latine aussi, les particularités économiques et politiques, historiques, ainsi que les disparités et les différents degrés de développement entre ces pays et d'autres dans chaque continent constituant des freins à cette entreprise qui devait servir de modèle économique universel qu'un gouvernement mondial viendrait consacrer. Pour la troisième fois on y revient, cet article doit avoir un rapport avec ce qu'il faut bien appeler ce complot mondial de l'aristocratie financière internationale, complot car le travailleur lambda en ignore tout, soit qu'on lui a tout caché, soit qu'on lui a menti sur toute la ligne.

On pourrait ajouter que le développement économique et l'intégration de l'ex-URSS et de la Chine dans le marché mondial va précéder (accélérer) l'alignement de ces puissances sur le modèle économique adopté par les Américains, leur appartenance à différentes structures supranationales le préfigure déjà, institutions qui seront intégrées dans le gouvernement mondial au titre de la région qu'ils administreront. A ce titre, l'ONU et son conseil de sécurité limité à une dizaine de membres est obsolète et ne répond plus aux tâches et aux objectifs du capitalisme mondial passé sous le contrôle de l'oligarchie financière, elle est même devenue l'obstacle à abattre pour cette dernière, ce dont l'auteur de cet article se fait le porte-parole. Avec l'affaire syrienne, on a assisté à la paralysie de l'ONU, du coup Poutine et Obama agissent chacun de leur côté ou de concert comme si elle n'existait déjà plus.

L'établissement du néolibéralisme à l'échelle de la planète n'a pas pu se réaliser dans les pays émergents ou sous-développés qui rassemblent plus des trois quart de la population mondiale, car il aurait conduit à un appauvrissement pire encore de centaines de millions de travailleurs et leurs familles et aurait été une source d'instabilité sociale et politique incontrôlable pas seulement dans ces pays, mais au niveau mondial en offrant un spectacle effroyable de misère noire qui n'aurait fait qu'accélérer sa condamnation dans les pays où il avait été adopté. Il pourrait s'agir de le réaliser ainsi que ses conséquences une fois les conditions réunies, cet article participerait à cette entreprise criminelle.

On ne va pas citer ici toutes les contradictions qui sont à l'origine des difficultés que rencontrent le néolibéralisme pour s'imposer à l'humanité, on peut retenir que la démographie mondiale qui a explosé au cours de la seconde moitié du XXe siècle constitue le principal obstacle au néolibéralisme (et menace la survie du capitalisme) et qu'il lui sera impossible dorénavant d'en venir à bout. Ils peuvent déclencher des épidémies, des guerres, mettre en place des régimes dictatoriaux ou des institutions supranationales qui confisquent à leur profit le pouvoir politique aux peuples, mais ils ne peuvent pas réduire les 7 milliards d'hommes, femmes et enfants dans des proportions gigantesques, qui de leur côté font valoir de façon pressante leurs besoins et leurs droits

légitimes, pour cela il leur faudrait déclencher une guerre mondiale nucléaire qui de toute manière les emporterait aussi, nous savons qu'ils sont animés par une détermination sans faille et un cynisme sans fond, cependant ils ne peuvent pas franchir une certaine limite.

Ils sont contraints de faire avec des contradictions qui les, qui nous ramènent aux fondements du capitalisme, à son fonctionnement et à son développement historique qui met à l'ordre du jour la nécessité de passer à un mode de production permettant de libérer les forces productives prisonnières du carcan du capitalisme et se transforment en forces destructrices, afin de pouvoir satisfaire les besoins et les droits sociaux de l'humanité entière. Nous sommes plus de 7 milliards à frapper à la porte avec nos droits, nos besoins, nos aspirations, contre quelques millions de nantis qui à travers le monde captent l'essentiel des richesses et doivent accroître encore la pauvreté dans le monde pour conserver leurs privilèges exorbitants.

C'est cette extraordinaire inégalité de besoins (et de droits) qui existe entre une infime minorité de privilégiés qui possèdent les moyens de production, en réalité qui concentrent tous les pouvoirs économiques et politiques, et cette masse gigantesque d'exploités qui en est dépossédé, spolié, aliéné qui ne possèdent que leur force de travail qu'ils vendent pour survivre quand ils ne sont pas voués au chômage, qui estiment que leurs besoins sont légitimes, qui combattent inlassablement pour qu'ils soient satisfaits, qui mine le capitalisme, qui l'a condamné dès le premier jour, qui va finalement l'emporter, cédant la place au socialisme, puis au communisme, et enfin au règne de la liberté une fois conquise définitivement, certes, après avoir subi de terribles sacrifices, subi de lourdes pertes humaines, mené un âpre et long combat, etc. un faible prix inévitable à payer à côté duquel la survie du capitalisme et ses méfaits monstrueux, le sort qu'il réserverait à l'humanité si elle s'avérait incapable de se libérer de ses chaînes, des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme, serait incommensurablement plus lourd à supporter, terrifiant par la nature de la dictature mondiale qu'ils projetaient d'instaurer et d'imposer à tous les peuples. Les auteurs de cet article ont bien conscience que sans mettre fin aux fondements de ces inégalités, elles ne vont cesser de se développer pour prendre une tournure dramatique, ce n'est pas leur problème parce qu'ils se situent du "*bon*" côté, ils représentent l'élite intellectuelle qui a pour tâche de présenter sous un angle avantageux les projets de leurs maîtres pour qu'ils finissent pas s'imposer, c'est leur mission et ils sont rétribués pour cela.

Deux voies sont possibles, celle que nous propose l'auteur de cet article qui consiste à vouloir "*réformer*" l'ONU, ce qui revient en fait à se jeter dans la gueule du loup, à faire en sorte que les tenants du néolibéralisme parviennent à leur fin, car c'est le véritable objectif du néolibéralisme, l'instauration d'une dictature mondiale dirigée par l'oligarchie financière internationale assistée d'une élite intellectuelle qui lui soit entièrement soumise, et celle à l'opposé qui consiste à combattre pour sa liquidation et l'instauration d'une République sociale universelle basée uniquement sur les besoins et aspirations de la population mondiale, ce qui implique de se débarrasser du capitalisme à l'échelle de la planète entière. Je n'avais pas encore consulté leur site Internet que j'avais deviné où ils voulaient en venir, parmi eux Rocard, Kouchner, feu-Hessel, Morin, Virilio, Passet et je vous passe la liste des ex-présidents de la République, chancelier, ministres, économistes, philosophes...

Je ne vais pas aborder l'intégralité de cet article, on va continuer en commentant les passages les plus savoureux qui confirment notre analyse et mettent en lumière la confusion savamment distillée à laquelle se livre son auteur, son incapacité à penser le monde au-delà du capitalisme puisque sa fonction officielle est d'en être le porte-parole.

Il se fait volontiers l'agent de cette gouvernance mondiale que le groupe Bilderberg appelle de ses vœux, relayé par les chefs d'Etat de Bush père et fils à Sarkozy, Merkel, Barroso, Hollande, etc.

- Or, une gouvernance mondiale est incontournable pour pouvoir surmonter la répétition de crises financières de plus en plus graves ou répondre à la crise systémique résultant de l'enchevêtrement des dérèglements de dimension planétaire qui s'accroissent dans les domaines interconnectés de l'environnement (traités de manière parcellaire par des conférences spécialisées ou divers organismes: PNUE, OMI, PNUD, Banque mondiale...), financiers (à peine effleurés par le FMI, la BRI ou le G20), commerciaux (OMC) et sociaux (BIT)?

A l'entendre la "*répétition de crises financières*" ou la "*crise systémique*" résulterait des différentes "*dérèglements*" mis en oeuvre au cours des 40 dernières années par les maîtres du monde, alors que cette dérèglementation avait pour objet de contourner cette crise du système capitalisme, de continuer à vivre et s'enrichir malgré elle, quitte à l'amplifier, ils n'avaient pas le choix étant dans l'impossibilité de l'affronter, d'affronter directement le prolétariat, de lui imposer des mesures qui auraient pu palier à ses conséquences, pas sur les travailleurs, mais pour eux les nantis, mesures qui s'avèreront toujours insuffisantes comme on peut l'observer quotidiennement.

Quand on connaît la nature exacte de leur projet de gouvernance mondiale, qui consiste à instaurer une dictature mondiale une fois tous les droits politiques des travailleurs liquidés, autrement dit une fois la lutte des classes muselée, réduite à néant ou à l'impuissance, on conçoit très bien qu'un fois parvenus à cet objectif il ne serait plus correct d'évoquer une crise à proprement parler puisque toute opposition ou résistance aurait disparu, toute opposition de classes à l'origine des crises appartenant au passé.

Poursuivons la lecture de cet article.

- D'aucuns estiment que l'impasse dans laquelle se trouve la communauté internationale résulte de la prégnance du

système wesphalien de l'État-Nation, lequel n'est plus adapté et devrait d'autant plus être remis en cause que les gouvernements nationaux sont désormais dépassés par le capitalisme de marché du fait des forces autonomes de l'économie et de la technologie.

Il ne remet pas en cause l'État-Nation. Il nous explique ensuite que l'impuissance de l'ONU à remplir son rôle, selon la définition qu'il en a donnée, proviendrait du fait que les représentants des États-Nations auraient privilégié d'autres institutions internationales (G5 au G20) qui à leur tour n'auraient pas respecté non plus leur mandat (lequel, donné par qui ?) se subordonnant au néolibéralisme que les États-Nations auraient finalement adopté également. Bref, tout ce beau monde aurait opté pour le même modèle économique sans trop savoir ce qu'il faisait, sans savoir qui faisait quoi, qui représentait qui, le tout sans lien entre eux, au point de défendre l'ONU, c'est dans l'ordre des choses, et de vanter le mérite des réunions intergouvernementales (G5 au G20) dont il aurait fallu attendre quelque chose de positif pour les peuples.

On ne nous avait pas encore fait ce coup-là, combiner à la fois la défense des États-Nations, de l'ONU et du G20 !

- Il est vrai que l'on peut déplorer l'absence tragique de résultats tangibles du système onusien depuis plusieurs décennies en raison de l'absence de volonté politique ou du double langage des États, mais aussi parfois du fait de la logique propre à des institutions tant intergouvernementales qu'internationales désireuses avant tout de protéger leur pré carré et le pouvoir de leur technocratie? Mais la cause essentielle de cet échec réside dans le fait que les dirigeants les plus influents des États occidentaux - subjugués par la doctrine néolibérale que la presse dite sérieuse a d'ailleurs embrassée sans aucun recul ni état d'âme - ont sciemment organisé cette dépossession de pouvoir des organisations intergouvernementales, comme des États, au profit d'institutions financières privées et de groupes multinationaux.

- Les palinodies des G5, G7, G8, G20, censées pallier la carence de l'ONU, ont démontré la vanité, l'incompétence, l'inconscience ou l'hypocrisie de leaders dépassés par les événements dramatiques qu'ils ont contribué à déclencher depuis le début des années 80. Aucun de ces forums aussi prestigieux qu'intermittents n'a été capable de régler les problèmes qui se posent à la planète de manière plus efficace qu'un Conseil économique et social des Nations Unies ou qu'une Cnuced qui avaient le mérite d'être au moins plus structurés, plus représentatifs et plus démocratiques.

On retiendra que l'ONU a failli, les G5, G7, G8, G20 ont failli, les dirigeants les plus influents des États occidentaux ont failli, dites-le, donc, ce sont les mêmes qui siègent à la tête des différents États-Nations, à l'ONU, à l'UE, il faudrait peut-être faire table rase et s'en débarrasser, je parle de ces institutions et ces représentants du capital. Au profit de quoi, de qui ?

Et l'auteur de cet article, à quelle conclusion est-il parvenu, que nous proposent-ils ? Rien, à absolument rien, à part le « *nouvel ordre économique mondial* » ! Cela ne vous étonne pas, n'est-ce pas ?

- Par égoïsme ou par arrogance, ils ont raté l'occasion de négocier les conditions d'un développement équilibré et d'une transition ordonnée dans le contexte du « *nouvel ordre économique mondial* » lorsqu'il était encore temps, pour succomber à la tentation du « *veau d'or* » que représentait le mythe du marché roi, la remise en cause du rôle de l'État et le dogme de la dérégulation. Les nouvelles puissances, qui ont vu le jour au Sud veulent désormais profiter de la nouvelle donne, seront demain des interlocuteurs plus agressifs et sûrs d'eux sans avoir cédé dans l'intervalle à la mode du moins d'État ou de la concurrence débridée.

Comment, dans ce contexte, revenir aux idéaux et valeurs qui ont permis de créer cet outil irremplaçable et lui permettre de se réinventer ? C'est le défi majeur des années à venir alors que le temps est compté ! Fin.

Le temps de qui, du capitalisme ? Pourquoi ? Parce que 7 milliards d'exploités frappent à la porte et s'impatientent, réclament leur dû ? Les "idéaux et valeurs" en question sont ceux des puissants qui les ont définis pour devenir les maîtres incontestés du monde, non seulement on ne peut les partager, on doit les combattre. Ils s'inquiètent de la part grandissante des "nouvelles puissances" sur le marché mondial face à l'impérialisme transatlantique dont l'hégémonie est contestée, engluée dans une dette abyssale. Qu'ils se rassurent, la Russie et la Chine, l'Asie n'a jamais compté autant de milliardaires en dollar, chacun aura sa place au sein de la gouvernance mondiale selon le rapport de force existant entre les différentes institutions supranationales qui la composeront... s'ils parviennent à l'imposer à tous les peuples.

Finalement le rôle de cette élite d'intellectuels corrompus ou conquis à l'idéologie néolibérale contrairement à ce qu'ils affirment, consiste à reprendre à leur compte les idéaux et les valeurs chers à tous les peuples, à tous les humanistes, au socialisme pour mieux creuser leur tombe au profit de leurs maîtres de la finance internationale, de la même manière que Bush et Obama ensuite guerroyaient à travers le monde pour la paix et la démocratie, le bien-être de l'humanité.

Ils font usage dans leurs discours de ces idéaux et valeurs de paix et de justice sociale pour les confisquer, les vider de leur substance, les détourner de l'objectif pour lesquels ils ont vu le jour à l'aube du capitalisme alors qu'il est entré en putréfaction et ne peut survivre qu'en les piétinant.

Ce discours est du domaine de la propagande pour tromper les masses ignorantes qui ne comprennent pas ce qui se cache

derrière les mots, dans quelle orientation politique ils s'inscrivent. Décrypter leur discours, démasquer leurs véritables intentions, tel est notre devoir, tel devrait être celui d'un parti ouvrier révolutionnaire.

En guise d'épilogue.

Vous constaterez que le "*creuset politique*" qu'ils appellent de leurs vœux et qui devrait concentrer le pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale ne procéderait pas d'un processus démocratique. Il existe déjà et ils ne sont pas sans l'ignorer, il s'appelle le groupe Bilderberg, sont également présents à ses réunions "*des représentants de la société civile et des autorités morales, intellectuelles et scientifiques*", dont dans le passé certains participants à cette organisation dénommée Collegium International, un think-tank atlantiste ou néoconservateur, néolibéral. Hollande vient d'affirmer qu'il n'était plus socialiste, ce sont de soi-disant socialistes dont Rocard qui ont fondé cette organisation mondialiste. Voici comment ils présentent leur projet, un programme de guerre contre tous les peuples.

La mise en œuvre effective suppose :

- de réaffirmer l'ensemble des droits fondamentaux des individus présents, de les étendre aux générations futures et d'en renforcer l'application dans les limites nécessaires, dans une société démocratique mondiale, au respect de l'ordre public national et supranational ;

(Des "*droits fondamentaux des individus*" conçus par les dictateurs du gouvernement mondial dans des "*limites nécessaires*" fixées par eux, on en a déjà un aperçu avec le moins social qui sert de référence à l'Union européenne. Qui plus est serait soumis à l'ordre "*supranational*", c'est-à-dire à leur pouvoir exclusif une fois les peuples dépossédés de tout pouvoir politique comme c'est également le cas de l'UE. Ils confirment que leur projet consiste bien à instaurer une dictature mondiale. - Ndlr)

- de reconnaître que la détention d'un pouvoir d'échelle globale, qu'il soit économique, scientifique, médiatique, religieux ou culturel, implique le corollaire d'une responsabilité globale, c'est-à-dire étendue à tous les effets de ce pouvoir ;

(Ils confirment une nouvelle fois que leur pouvoir serait absolu sans qu'il soit possible de le contester ou de le remettre en cause. C'est la seule réponse qu'ils ont trouvée à la crise du capitalisme, une dictature implacable qui s'accompagnera d'un contrôle totale sur les populations. - Ndlr)

- d'inciter les Etats souverains à reconnaître la nécessité d'intégrer l'ordre public supranational à la défense des valeurs et intérêts communs dont ils sont l'indispensable support ;

(Les Etats qui n'auront plus de souverain que le nom ou dont la souveraineté ne sera plus qu'un lointain souvenir, doivent "*intégrer l'ordre public supranational*", donc disparaître en tant que tel, c'est ainsi que les peuples seront dépossédés de tout pouvoir politique, n'ayant aucune emprise que cet "*ordre supranational*" au pouvoir tentaculaire, absolu. - Ndlr)

- de favoriser le développement des institutions représentatives des communautés internationales régionales, en même temps que de renforcer la Communauté mondiale et l'émergence d'une citoyenneté globale afin d'élaborer une politique commune pour la régulation des flux ainsi que la prévention des risques et la répression des crimes.

(Ces "*nstitutions représentatives des communautés internationales régionales*" ne sont rien d'autres que l'UE ou la Commission Trilatérale, l'ASEAN, le NAFTA, le MERCOSUR, etc. qui seraient intégrées ou constitueraient les agences régionales du gouvernement mondial constitué et dirigé par l'oligarchie financière. - Ndlr)

Signataires, membres du Collegium International :

Edgar Morin, Michel Rocard, Mireille Delmas-Marty, Richard von Weitzsäcker, Milan Kucan, Stéphane Hessel, Fernando Henrique Cardoso, René Passet, Peter Sloterdijk,

Bernard Miyet, Patrick Viveret, Ahmedou Ould Abdalah, Ruth Dreifuss, William vanden Heuvel, Michael W. Doyle, Ricardo Lagos.
En attente d'autres signataires.

Dans d'autres documents, il figure beaucoup d'autre noms, dont celui de Kouchner et de Cohn Bendit. (A suivre)

ACTUALITE EN TITRES

Les prédateurs

- Le secteur de la prise en charge de la dépendance ne connaît pas la crise - AFP

Medica, Orpea, Korian: trois gestionnaires de maisons de retraite ont dévoilé cette semaine des bénéfices en hausse de 7% à 21% pour 2012 et présenté de solides perspectives pour 2013, illustrant la bonne santé d'un secteur qui ignore la crise. AFP

- Louis Dreyfus, le géant français qui revendique 9% des échanges mondiaux de produits agricoles - L'Expansion.com

Louis Dreyfus Commodities a dégagé en 2012 un bénéfice net record de 1,1 milliard de dollars. L'Expansion.com

- Le marché du chocolat attend Pâques avec impatience - LeFigaro.fr

L'obscurantisme ne fait plus recette

- Le catholicisme poursuit son érosion - LePoint.fr

Dans 20 ou 30 ans, les catholiques seront probablement moins nombreux que les "sans religion" en France, estime l'institut CSA.

- La jeunesse allemande veut en finir avec les interdits chrétiens - LeFigaro.fr

Le patronat et Hollande jubile.

- Représentativité syndicale: "*La CFDT renforcée, une bonne nouvelle pour le gouvernement*" - L'Expansion.com

Ils l'entretiennent.

- Dette publique : elle atteint 90,2% du PIB fin 2012, soit 1 833 milliards d'euros - Atlantico.fr

Manqué...

- Désir (PS): Hollande "*a été au rendez-vous de la vérité*" - AFP

... la preuve

- Deux tiers des Français pas convaincus par la prestation de François Hollande - LeFigaro.fr

... du coup...

- Matignon remanie son service com - Le Nouvel Observateur

- Le PS nomme 2 nouveaux porte-parole pour "*être plus efficace*" - Lexpress.fr

C'est bien connu qu'il arrive un moment où les masses se bouchent les yeux et les oreilles et n'en font plus qu'à leur tête, quoi que les gouvernants disent ou fassent...

ACTUALITÉ DU JOUR

Un secret de polichinelle.

Jeudi soir, sur France 2, François Hollande confie : « *C'est mon rôle, non pas simplement parce que je suis un président socialiste, d'ailleurs maintenant je ne suis plus président socialiste, je suis le président de tous les Français, le président de la France.* »

C'est dans un entretien croisé avec Sigmar Gabriel, le président du SPD, publié dans Libération le 26 mars 2012, que le candidat avait été le plus affirmatif. Il s'agissait alors pour lui de nier être un véritable social-démocrate :

« *Mon projet est socialiste et je suis socialiste. Je ne suis ni sensible aux sirènes du néolibéralisme ni partisan d'un Etat qui décide de tout au-dessus de la tête des citoyens, des forces sociales et des partenaires sociaux. Je ne suis ni un socialiste modéré ni modérément socialiste. Je suis socialiste, c'est tout.* » politis.fr 29.03

Un secret de polichinelle que ceux qui ont appelé à voter pour lui et les candidats du PS aux législatives se sont bien gardés de mettre en lumière, trompant délibérément les travailleurs ou les militants qui avaient encore des illusions dans ce parti.

En famille. Numéro d'illusionnisme "**sans surprise**". Les fossoyeurs du socialisme.

Sans surprise, le président du Parti de gauche a pilonné l'interview télévisée de François Hollande, estimant que «*l'Élysée (était) enlisé*», dressant le portrait d'un président «*désincarné, presque déshumanisé*» et accusant celui-ci de ne pas être à la hauteur face à la crise. «*Il s'est totalement trompé de diagnostic, il le dit lui-même: "Je ne savais pas que la crise serait aussi dure et qu'elle durerait autant"*. Ce qui montre bien qu'il ne comprend rien aux mécanismes de la finance», a accusé vendredi sur Europe 1 l'ancien candidat à l'Élysée.

(Pour Mélenchon, Hollande aurait dû s'attaquer à la crise du capitalisme. Hollande feint de ne pas savoir où il a mis les pieds et le bouffon le prend au mot ! - Ndlr)

Sur le fond, les réactions sont tout aussi dures dans le camp socialiste, à l'aile gauche du parti. «*Quand on s'est appelé après l'émission, on était tous consterné, raconte la sénatrice PS de Paris Marie-Noëlle Lienemann. D'ailleurs, on n'a pas réagi tout de suite.*» Ne demandez surtout pas à l'ex-ministre du Logement de François Mitterrand comment elle va. «*Ça va comme une socialiste dont le président n'est plus socialiste*», répond Lienemann. Elle ajoute: «*Jamais le président François Mitterrand n'a dit qu'il n'était pas socialiste.*» lefigaro.fr 29.03

Parce qu'il l'était ? Autant que les membres du PS tous courants confondus.

Qu'avions-nous expliqué, qu'en 1983 le PS s'était officiellement rallié au marché, au capitalisme et qu'il lui faudrait aller toujours plus loin dans sa subordination au capital jusqu'à apparaître au grand jour comme un parti bourgeois ou du capital, ce que Hollande revendique aujourd'hui. Ce qu'il était déjà depuis près d'un siècle et que les partis ouvriers représentants les intérêts de couches privilégiées du prolétariat liées au capital se sont employés à nier pendant des décennies, plus d'un demi-siècle, pour préserver leurs appareils et leurs liens avec le PS ou les appareils des syndicats dans lesquels il était présent.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

Les banlieues : pour eux c'est un Etat de non-droit ou tout s'achète et se vend, même les voix.

- Une information judiciaire a été ouverte à Paris sur des soupçons d'achat de votes à Corbeil-Essonnes (Essonne) lors de la campagne municipale de 2010 remportée par le successeur de l'industriel Serge Dassault (UMP), a-t-on appris vendredi de source judiciaire, confirmant une information de *L'Express*.

Cette instruction a été ouverte pour achat de votes, corruption, blanchiment et abus de biens sociaux, selon la source judiciaire. Ces soupçons de pratiques électorales illégales faisaient auparavant l'objet d'une enquête préliminaire menée par la juridiction interrégionale spécialisée (Jirs) de Paris, à la suite d'un signalement par l'agence anti-fraude Tracfin.

L'industriel Serge Dassault a dirigé la commune de Corbeil-Essonnes de 1995 à 2009. Son successeur désigné, Jean-Pierre Bechter (UMP), a été élu en décembre 2010 après invalidation de son élection en octobre 2009.

Le Canard Enchaîné avait rapporté début décembre qu'une somme de 1,7 million d'euros en liquide aurait transité par le Liban avant d'arriver dans les mains d'intermédiaires, quelques semaines avant l'élection municipale de 2010, chargés de distribuer cet argent aux militants et aux électeurs.

L'hebdomadaire mentionnait des vidéos de jeunes d'un quartier de la commune estimant n'avoir pas touché leur dû et la voix de Serge Dassault évoquant une transaction avec un intermédiaire.

En 2009, plusieurs personnes avaient témoigné par écrit au Conseil d'Etat sur des dons d'argent dont ils accusaient Serge Dassault. Ils s'étaient finalement rétractés. Le Conseil d'Etat avait invalidé en juin 2009 la municipale de 2008.

A Paris, outre l'enquête préliminaire sur des achats de votes présumés, ont été ouvertes une information judiciaire pour appels téléphoniques malveillants et tentative d'extorsion de fonds, ainsi qu'une enquête préliminaire pour extorsion en bande organisée, ouverte après des plaintes des enfants Dassault. 20minutes.fr et AFP 29.03

SOCIAL

1- France

Des salariés d'une société d'édition en difficultés retenaient ce vendredi leur directeur et le PDG de leur maison-mère néerlandaise dans les locaux de l'entreprise à Cabestany, au sud-est de Perpignan, a-t-on appris auprès de leurs représentants.

L'entreprise compte 37 salariés dont 19 sont en cours de licenciement en raison de la situation économique de la société, a expliqué à l'AFP la secrétaire du comité d'entreprise, Danielle Casanovas. *"Ce matin, ils sont venus nous dire que les licenciés ne toucheraient ni leurs indemnités légales de licenciement ni une prime négociée par les représentants du personnel parce qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses. Les gens se sont mis en colère"*, a-t-elle dit. AFP 29.03

2- Portugal

Des centaines de jeunes ont défilé à Lisbonne, déguisés en bagnard, pour protester contre le plan de rigueur, qui a entraîné une montée du chômage et de la précarité du travail.

Certains manifestants portaient un masque à l'effigie du Premier ministre Pedro Passos Coelho.

«Le problème, pour moi, et pour toute la jeunesse portugaise, c'est le niveau élevé du chômage. Cela affecte 1,4 millions de Portugais, sachant que 40% d'entre eux ont moins de 35 ans», souligne un manifestant.

«Toutes les manifestations ont le même objectif : nous voulons être entendus pour que les choses changent. On ne se taira pas tant qu'on aura pas atteint cet objectif», ajoute une jeune femme. Euronews 28.03

ECONOMIE

Chypre

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a averti jeudi que l'économie du pays allait connaître une *"chute libre"*, avec une récession pouvant atteindre 20% dans les deux prochaines années.

Le Fonds monétaire international (FMI), un des trois bailleurs de fonds de l'île, a reconnu que la mise en oeuvre du plan d'aide ouvrait une période *"difficile pour les Chypriotes pendant un certain temps"*.

"Nous en sommes conscients mais cela débouchera au final sur un modèle économique qui sera plus viable et plus porté sur la croissance", a précisé porte-parole du Fonds, Gerry Rice.

Mais au-delà des difficultés économiques, les Chypriotes jugent aussi avoir été injustement traités par leurs partenaires de la zone euro.

"Je me refuse à parler de solidarité. L'Europe prétend nous aider mais le prix à payer est trop élevé", a déploré le chef de la diplomatie, qui dénonce *"rien moins que la destruction brutale"* du modèle économique de l'île, basé en grande partie sur le secteur bancaire.

Ce dernier génère environ un tiers du PIB chypriote et emploie près de 13.000 personnes dans le pays, soit environ 1,5% de la population. A elle seule, Laïki compte 2.300 salariés sur l'île, et Bank of Cyprus, l'autre banque visée par la restructuration, 3.300.

"Chypre est en train de pâtir de tous les coûts liés (...) à l'euro, sans avoir aucun des bénéfices", a sévèrement jugé le chef économiste de l'IIF, Philip Suttle, évoquant la "dépression" économique qui s'annonce.

Le lobby mondial des banques juge en conséquence qu'il y a une "réelle possibilité" de voir Chypre sortir de la zone euro après son sauvetage financier controversé. Le président chypriote Nicos Anastasiades a toutefois assuré vendredi que Chypre ne quitterait pas la zone euro, que l'île a rejointe en 2008. AFP 29.03

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mars 2013

CAUSERIE

J'ai créé un nouveau dossier (dossier4) où seront archivés les 500 ou 600 nouveaux articles à venir de sources diverses, à l'exception des infos économiques. Le dossier3 créée en début d'année comptait déjà 587 articles ou fichiers. Au total le portail contient environ 7.000 documents archivés.

Je n'ai pas eu le temps d'intégrer de nouveaux articles au site à part 4, ce sera pour demain. J'ai reçu un article de Grèce bien pourri comme on les aime, tendance proche de Syriza, le clone du Front de gauche ou Die Linke, à la gloire de la troïka. Il s'agit d'une association qui se veut apolitique ou quelque chose comme cela, qui entend se faire le porte-parole des besoins et aspirations des peuples en Europe.

Je vous livre leur présentation et leur objectif, le reste figure dans plusieurs documents que j'ai commencé à épilucher et que je commenterai d'ici quelques jours, cela pourra vous servir d'arguments (supplémentaires) contre la troïka.

- "Nous, le peuple, sommes l'Union européenne ! L'Europe nous appartient et ne peut nous être confisquée. Nous sommes reconnaissants à nos prédécesseurs d'avoir osé concevoir un projet politique ambitieux après-guerre basé sur l'état de droit." (Robert Schuman, Jean Monnet, Paul-Henri Spaak et Jacques Delors seraient fiers de leurs progénitures ! La dictature européenne, un Etat de droit, très fort ! - Ndlr)

- "Nous vous demandons, membres de la Troïka (Banque Centrale Européenne, Fonds Monétaire International, Commission Européenne) et gouvernement grec, de revoir les politiques d'austérité actuelles et de mettre l'humain au cœur de vos réflexions et décisions." (On croirait du Mélenchon, non ? Ils causent comme de serviles domestiques dont le sort dépend du bon vouloir de leurs maîtres, vous ne trouvez pas ? L'horreur quoi ! - Ndlr)

Je vous avais avertis, ils n'y vont pas avec le dos de la cuillère ! On va les broyer et disperser leurs cendres dans la mer Egée ou le Gange c'est moins loin pour moi ! En attendant je vous donne l'adresse de leur portail : <http://www.avantieurope.eu>

Nos dirigeants au lieu de passer leur temps à se masturber avec leurs syllogismes ou leurs sophismes feraient mieux de s'attaquer à cette saloperie qui ambitionnent de pourrir l'esprit des jeunes de l'UE, consciemment ou non n'est pas notre problème, quand un type braque un fusil sur nous on ne se demande pas à quelle classe il appartient ou s'il a conscience de son geste, on sauve sa peau en premier et on se pose ce genre de questions après si on estime que c'est nécessaire. C'est la guerre de classe, à mort ! (A suivre)

Bon dimanche et lundi à tous.

[Voilà ce qui justifie l'existence du capitalisme.](#)

Pourquoi doivent-ils s'enrichir toujours plus au détriment de la majorité de la population laborieuse ? Par cupidité, mais aussi par mégalomanie.

1- Le magnat australien de l'industrie minière, connu pour son excentricité, Clive Palmer, qui avait annoncé le mois dernier à New York sa volonté de faire naviguer un "Titanic II", a indiqué avoir commandé une centaine de grands robots animés de dinosaures de Chine pour les exposer dans un parc à thème en Australie. "Nous aurons la plus grande exposition de dinosaures dans le monde avec 165 modèles," a dit M. Palmer. AFP 30.03

2- La rémunération du PDG de Total Christophe de Margerie a grimpé de 18% l'an dernier, atteignant près de 5 millions d'euros, peut-on lire dans le document de référence mis en ligne jeudi par le groupe pétrolier français. AFP 28.03

- Le PDG de la banque James Gorman devrait gagner au total, au titre de 2012, en incluant salaire et diverses primes, 10,7 millions

de dollars. La directrice financière Ruth Porat va toucher pour l'an dernier 8,1 millions de dollars. Le directeur de la division de gestion d'actifs et de gestion de fortune 8,275 millions de dollars. AFP 29.03

Combien de centaines de millions de travailleurs à travers le monde doivent-ils être spoliés de leurs droits sociaux et vivre un cauchemar au quotidien pour que ces parasites continuent d'engranger de telles rémunérations, en toute légalité évidemment ?

[A propos de la dette des Etats.](#)

La dette et le service de la dette un puit sans fond qui profite aux marchés et qui ne risque pas de s'épuiser. Qui a aussi le mérite de justifier les coupes dans les budgets sociaux des Etats, la réduction du nombre de fonctionnaire, les privatisations, etc. la politique néolibérale que tous les gouvernements appliquent.

1- A propos des Pays-Bas, mais c'est valable pour tous les autres pays. "*La dette a augmenté plus que la valeur du déficit car l'Etat a fourni de l'argent à des pays qui en avaient besoin via le fonds de soutien européen FESF et via le dépôt de capitaux dans le nouveau fonds de soutien MES*", a précisé le CBS. L'Expansion.com avec AFP 29.03

2- A propos de l'Italie, mais c'est valable pour tous les autres pays, on vient de le voir avec la France et la Belgique avec la banque Dexia. Banca Monte dei Paschi di Siena a publié jeudi une perte annuelle plus lourde qu'attendu après avoir inscrit dans ses comptes d'importantes provisions et subi des pertes massives sur des produits financiers dérivés qui lui valent une enquête sur des soupçons de fraude.

Au total, la troisième banque italienne affiche au titre de 2012 une perte de 3,17 milliards d'euros. En 2011, sa perte nette avait atteint 4,7 milliards.

Monte Paschi, qui a reçu le mois dernier quatre milliards d'euros d'aide de l'Etat italien. Reuters 29.03

ACTUALITÉ DU JOUR

[Entreprises mafieuses. Les instituts de sondage sont une source d'enrichissement illégal, de détournements de fonds publics.](#)

- Les sondages de l'Elysée se sont évaporés - libération.fr

Où sont passées les enquêtes d'opinion commandées par Nicolas Sarkozy depuis l'Elysée en 2011 et 2012? Mystère... Ces sondages n'«*ont pas été conservés par la présidence de la République*», selon Sylvie Hubac, directrice de cabinet de François Hollande. Dans un courrier révélé cette semaine par Marianne et adressé mi-janvier à Raymond Avrillier, Hubac assure qu'il n'y a aucune trace de telles enquêtes. Ni au «*service des archives*» ni au «*service financier*». Envolées ! L'ancien chef de l'Etat en était pourtant grand consommateur : près de 900 000 euros en 2008 - sans compter les 1,5 million versés sans appel d'offres à la société de son conseiller très droitier Patrick Buisson -, plus de 680 000 euros en 2010 et près de 800 000 euros en 2011.

Les derniers sondages du quinquennat ont-ils fini à la broyeuse avant le départ de Sarkozy ? «*Soit ils n'ont jamais existé - ce que je ne crois pas -, soit ils ont disparu. Et, dans ce cas-là, pourquoi ? s'interroge Me Jérôme Karsenti, avocat de l'association anticorruption Anticor. On peut douter de la nature de ces sondages. Devaient-ils entrer dans les comptes de campagne ?*»

Dans son dernier rapport sur l'Elysée, la Cour des comptes s'interrogeait déjà fin décembre sur le «*rattachement de ces dépenses à l'activité présidentielle*». Le président-candidat Sarkozy aurait-il utilisé des enquêtes payées avec l'argent public pour sa propre campagne ? Si oui, le Conseil constitutionnel ne pourrait que confirmer le rejet de ses comptes de campagne. Privant de facto l'UMP d'un remboursement de 11 millions d'euros...

Marianne révélait en octobre que la ligne «*conseil en communication*» du compte de campagne du candidat Sarkozy était... vierge. A titre de comparaison, en 2007, il avait dépensé dans ce domaine près d'un million d'euros en sondages et communication. Bizarrie qui devrait intéresser le juge d'instruction Serge Tournaire. Ce magistrat enquête depuis janvier sur la régularité des marchés conclus sous Sarkozy entre l'Elysée, neuf instituts de sondage et la société de conseil de Buisson. libération.fr 29.03

[L'engrenage infernal.](#)

- PSA: discussions en vue sur une augmentation du temps de travail - lenouvelobs.com

Le constructeur automobile PSA Peugeot Citroën va engager des discussions avec les syndicats pour améliorer la compétitivité de ses sites de production français où il envisage d'augmenter la durée du travail, affirme le Figaro dans son édition du samedi 30 mars.

Une des pistes de réflexion consisterait à augmenter le travail dans la journée tout en supprimant le travail de nuit, plus onéreux, affirme le journal en citant "*une source interne*".

Ces deux mesures pourraient être proposées sur le site de Poissy (Yvelines) qui produit des DS3, des C3 et des 208, selon la même source.

Le directeur industriel du groupe Denis Martin compte lancer les discussions si possible en mai, peu après la fin de la validation du processus de restructuration, qui comprend la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), affirme Le Figaro.

La direction demandera dans un premier temps aux salariés des idées pour économiser 600 euros par voiture fabriquée en France, ajoute le quotidien. lenouvelobs.com 30.03

Je vous fais grâce de la réaction du délégué syndical de la CGT Mercier qui a accompagné la mise en oeuvre du plan de la direction de liquidation de plus de 11.000 emplois et la fermeture d'Aulnay.

Adoubés par leurs pairs

Une élue écologiste et un syndicaliste CGT ont été nommés au collège de la Commission de régulation de l'énergie, en dépit d'un avis négatif d'une commission sénatoriale pour la première, selon un décret présidentiel publié vendredi au Journal officiel.

Il s'agit d'Hélène Gassin, actuellement vice-présidente EELV du conseil régional d'Ile-de-France en charge de l'environnement, ancienne responsable de la campagne énergie chez Greenpeace France et qui s'était impliquée aussi dans la création du fournisseur d'électricité d'origine garantie renouvelable Enercoop. Le 2e nouveau membre est Jean-Pierre Sotura, responsable du collectif développement durable de la CGT et ancien ingénieur nucléaire chez EDF.

La commission des affaires économiques du Sénat avait donné mercredi un avis (purement consultatif) négatif à la nomination de Mme Gassin, tout en approuvant celle de M. Sotura, avait indiqué une source parlementaire à l'AFP. En revanche, les deux nouveaux membres avaient été adoubés par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. AFP 29.03

Quand vos factures d'électricité ou de gaz augmenteront vous saurez au moins qui vous devrez remercier ! En participant à cette commission, les syndicats cautionnent, légitiment toutes ses décisions.

Nous sommes farouchement contre la collaboration de classes, la participation à toutes formes d'institution, organisme, comité, haut conseil, commission, etc. au côté du patronat et/ou du gouvernement. Notre combat, c'est classe contre classe, sans collusion ni compromis avec l'ennemi. Sans indépendance de classe, pas de combat de classe.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

Jean-François Copé a balayé vendredi les accusations de deux journalistes qui, avec leur livre "*Le Coup monté*", ravivent les soupçons au sein de l'UMP en affirmant que le rival de François Fillon a ourdi une manipulation pour s'arroger la présidence du parti.

Dans ce livre paru jeudi, Bruno Jeudy et Carole Barjon décrivent avec force détails ce qu'ils présentent comme le "*putsch*" du 18 novembre 2012, date de l'élection à la présidence du premier parti d'opposition.

Ils citent notamment Patrice Gélard, l'ex-président de la commission de contrôle des opérations électorales (Cocoe) de l'UMP, qui leur aurait déclaré avoir été "*enfumé*" par l'entourage de Jean-François Copé.

"*On ne m'enlèvera pas de l'idée que c'est un coup monté*", déclare le sénateur de Seine-Maritime, qui avait proclamé la victoire de Jean-François Copé avec 98 voix d'avance le lundi 19 novembre, avant de reconnaître deux jours plus tard "*l'oubli*" de trois fédérations d'outre-mer dans le décompte des résultats.

Cette omission, avait-il alors concédé dans un communiqué, aurait abouti "*vraisemblablement à une inversion du résultat final*".

Patrice Gélard a démenti jeudi avoir tenu ces propos, affirmant qu'ils avaient été "*déformés*" par les auteurs, fin connaisseurs de la droite française.

L'ouvrage conforte ceux qui à l'UMP, notamment dans le camp des "*fillonistes*", militent ardemment pour une nouvelle élection en septembre, comme les deux protagonistes en sont convenus par un accord signé le 17 décembre dernier qui a instauré une direction paritaire (copéistes-fillonistes) à la tête du parti.

Des "*copéistes*", principalement, mais aussi d'anciens partisans de l'ex-Premier ministre de Nicolas Sarkozy, s'efforcent d'instiller l'idée de l'inutilité d'un nouveau scrutin.

"*Les militants ne veulent pas d'une nouvelle élection*", assure un proche de Jean-François Copé. "*Ils ont quelqu'un qui est bien là, qui fait le job de l'opposition*". Reuters 30.03

2- Allemagne

SPD = CDU/CSU ? Chut, c'est un tabou, il ne faut surtout pas le dire !

A un peu moins de six mois des législatives allemandes du 22 septembre, l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder fait l'éloge de son successeur conservateur, Angela Merkel, estimant qu'elle a "*assuré avec retenue le leadership*" de l'Union européenne.

Dans une interview au magazine Der Spiegel, Schröder félicite Angela Merkel de ne pas avoir hésité à prendre le leadership de l'Europe lors de la crise de la zone euro.

Schröder, qui a 68 ans et a été chancelier de 1998 à 2005, a estimé en outre qu'elle faisait du bon travail à la tête de l'Allemagne actuellement.

"*Mme Merkel a avec un certain retard pris les bonnes décisions quant aux efforts de sauvetage et de solidarité au sein de l'Union européenne*", déclare Schröder. "*Cela, sans aucun doute, a alourdi la note des efforts de sauvetage de l'euro. Mais elle ne s'est pas dérobée en ce qui concerne le rôle de leadership de l'Allemagne. Et, à mon sens, c'est une bonne chose.*" Reuters 30.03

SOCIAL

Belgique

Quelque 5000 personnes, selon la police, se sont rassemblées à Liège samedi matin pour une "*marche pour l'emploi et contre l'austérité*" à l'initiative des syndicats FGTB et CSC, peut-on lire sur le site Internet du Soir.

"*Les marcheurs portaient des banderoles affichant "Bloquons la machine à exclure", "C'est la finance qui nous prend en otage, pas les grévistes" ou encore "Sans notre travail, leur capital ne vaut pas un ballon"*», rapporte le site belge. lefigaro.fr 30.03

Ils les ont baladés, quoi ! Il faut bien briser leur détermination... En France, ce sera le 9 avril prochain le prochain lâché de ballons !

ECONOMIE

1- France

Le déficit public de la France s'est élevé à 4,8% du produit intérieur brut en 2012 (-98,2 milliards d'euros) contre 4,5% prévu par le gouvernement, selon les premiers résultats des comptes nationaux publiés vendredi par l'Insee. La dette publique s'élevait à 90,2% du PIB fin 2012, soit 1.833,8 milliards d'euros. AFP 29.03

2- Belgique

Le gouvernement belge a décidé samedi de procéder à 1,4 milliard d'euros supplémentaires d'économies et de procéder à la vente d'un milliard d'euros de biens de l'Etat pour atteindre les objectifs budgétaires fixés par l'Union européenne et éviter d'être attiré dans la crise financière de la zone euro.

Les 1,4 milliard d'euros d'économies, qui s'ajoutent aux réductions budgétaires déjà annoncées l'an dernier pour 2013, vont contribuer à réduire le déficit structurel du budget de l'Etat d'un point de pourcentage, a indiqué le gouvernement.

Les mesures portent sur une réduction des dépenses (baisse de la masse salariale dans la fonction publique, Défense et Coopération...), sur une augmentation des recettes (prix du tabac, soins de santé), ainsi que des recettes non fiscales, notamment les dividendes tirés de la Banque nationale de Belgique. En revanche, le gouvernement a voulu favoriser les investissements dans les PME en réduisant la taxation sur les dividendes.

"Le gouvernement réaffirme sa volonté de ramener son budget à l'équilibre structurel en 2015. Il s'agit là d'une mesure nouvelle, importante, pour atteindre cet objectif", a déclaré le Premier ministre belge, Elio Di Rupo, lors d'une conférence de presse.

Le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn avait donné le feu vert la semaine dernière à la Belgique pour que son déficit budgétaire en 2013 dépasse les 2,15% du PIB prévus, a-t-on déclaré de source gouvernementale. Reuters et AFP 30.03

3- Chypre

3.1- Les détenteurs de gros dépôts à la plus grande banque de Chypre, Bank of Cyprus, pourraient enregistrer des pertes allant jusqu'à 60%, plus que ce qui était d'abord envisagé dans le cadre du plan de sauvetage, ont indiqué samedi des responsables.

Les détenteurs de dépôts de plus de 100.000 euros verront au moins 37,5% de leurs fonds transformés en actions, et 22,5% en plus qui sera immobilisé jusqu'à ce que les autorités sachent si elles peuvent remplir les conditions du plan de sauvetage, a indiqué samedi soir la Banque centrale.

«La première estimation a été que 37,5% des dépôts au-delà de 100.000 euros seront convertis en actions», a également indiqué à la presse le ministre des Finances Michalis Sarris.

«Pour être sûrs -une fois que tous les calculs auront été faits sur le montant de la somme dont on a besoin-, 22,5% a été mis de côté», a-t-il ajouté.

La Banque centrale a indiqué que la décision finale sur le pourcentage à déduire serait faite et le reste serait rendu au dépositaire.

A la question de savoir si la ponction pourrait être supérieure à 60%, Mario Skandalis, un expert et cadre de la Bank of Cyprus, a indiqué que c'est «une possibilité mais je dirais qu'elle reste assez lointaine».

Selon Marios Mavrides, député de Disy, le parti de droite du président Nicos Anastasiades, les 40% restants seront placés *«dans un compte bloqué pendant six mois pour empêcher les gens de retirer tout leur argent»*, mais doivent au final revenir à leur propriétaire, a ajouté M. Mavrides, tout en rappelant que ce délai de six mois menaçait la survie de nombreuses entreprises.

De façon générale, la restructuration drastique du paysage bancaire va avoir des conséquences dramatiques pour l'économie, ont prévenu de nombreux experts.

L'Institut de la finance internationale (IIF), qui représente les plus grandes banques du globe, a estimé que le pays allait connaître une «chute libre», avec une récession pouvant atteindre 20% sur les deux prochaines années.

Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. Mais plusieurs personnes citées ont démenti tout favoritisme ou délit.

A ce sujet, le ministre des Finances a indiqué que les *«banques, de temps en temps, font le choix de récupérer ou non l'argent qu'elles ont prêté»*. *«Ces pratiques ne sont pas rares»*, a-t-il ajouté. libération.fr 30.03

La banque vous octroie un prêt et puis décide si elle le souhaite que vous ne lui devez plus rien avant même que vous ayez fini de rembourser votre prêt, elle n'est pas belle la vie à Chypre ! Question : Pour qui, car on imagine que ce n'est pas le pauvre type du coin ou le travailleur lambda qui profite de telle largesse ?

Ce qui est extraordinaire, c'est que le ministre des Finances l'avoue ouvertement, quoi, mais la corruption qui profitait aux nantis voyons. Et ce brave Parlement, il en dit quoi ? Rien, ses membres sont tout autant corrompus. Non, sans blague, on a voulu nous faire croire le contraire...

Ceux (POI notamment) qui refusent de combattre contre les institutions en place, sont toujours prêts à la première occasion à redorer leur blason, à y participer aussi. Vous avez ici le contenu politique qu'aurait une Assemblée constituante que certains appellent de leurs vœux, et dans quel cadre devrait se réaliser l'« union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe » (POI). Qu'y aurait-il de changer pour les travailleurs par rapport à la situation actuelle ? Rien !

Une autre fois on reviendra sur cette question en partant de trois cas de figure : des institutions auxquelles participent de véritables partis ouvriers ou déformés mais dans lesquels les travailleurs se reconnaissent encore, des partis ouvriers complètement dégénérés et qui n'ont plus d'ouvrier que le nom, dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent plus, et enfin, quand une fois évacué le ou les partis ouvriers devenus des partis bourgeois, demeurent des partis ouvriers nouveaux ou anciens dans lesquels les travailleurs ne se reconnaissent pas non plus. On pourrait multiplier les cas en tenant compte de leur participation ou non au pouvoir dans le passé.

Les institutions et les partis qui y participent reflètent le rapport de forces qui existent entre les classes sur le plan national et international, qui a son tour dépend de plusieurs facteurs, dont notamment la situation économique et le niveau atteint par la conscience de classe du prolétariat, le déroulement de la lutte de classes, son contenu et son orientation. Cela pour dire qu'on ne peut se prononcer sur cette question qu'après avoir pris en compte un certain nombre d'éléments et de rapports, de quelle manière ils agissent les uns sur les autres, leur évolution, etc.

Partant de là, il serait fort improbable qu'un principe unique soit suffisant ou prévale pour définir une position qui serait en quelque sorte gravée dans le marbre et valable en toutes circonstances. C'est ce qu'on voudrait nous imposer et c'est ce que nous rejetons. On vient de voir où cela conduit, à soutenir (aveuglément) des institutions antidémocratiques. Le combat contre l'Union européenne est indispensable, mais il ne doit pas nous mener à soutenir des Etats dont en réalité les représentants en sont les complices, auquel cas on ne peut lutter efficacement ni contre l'UE ni contre ces Etats, on défend une ligne politique qui ne peut mener qu'à une impasse, qui se traduira par l'impossibilité de construire le parti ouvrier révolutionnaire.

3.2- Les autorités chypriotes se sont engagées ce samedi à enquêter sur l'effacement présumé de dettes contractées par des personnalités politiques de l'île, après la publication dans la presse d'une liste de prêts octroyés à ces personnalités, qui n'ont pas été remboursés. *"En réaction à des informations de presse au sujet d'effacements de dettes par des banques au bénéfice d'hommes politiques, le gouvernement réaffirme sa volonté d'enquêter pleinement sur tous les aspects de la crise dans le secteur bancaire"*, a fait savoir Christos Stylianides, porte-parole du gouvernement.

Il a assuré que l'enquête couvrirait aussi *"l'octroi, l'effacement ou la réduction de prêts (...) ou d'autres services fournis par les banques de la République à la fois à Chypre et à l'étranger"*. Selon la presse grecque, Bank of Cyprus, Laïki et Hellenic Bank ont effacé des millions d'euros de dettes ces cinq dernières années au bénéfice de députés, de proches ou de sociétés liées à des personnalités politiques. AFP 30.03

A quelques jours d'intervalle seulement on a pu observer à quel point l'ensemble des institutions chypriotes sont gangrenées, corrompus, y compris le Parlement. En attendre quelque chose, c'est comme demander grâce à votre bourreau.

4- Etats-Unis

Un tribunal de New York a rejeté hier une *"part importante"* des accusations portées contre plusieurs grandes banques aux États-Unis, dont Bank of America ou la britannique Barclays, dans le scandale de la manipulation du taux interbancaire du Libor. *"Cela peut sembler inattendu que nous rejetions une part importante des accusations portées par les plaignants (...) mais cette décision est bien moins infondée qu'il n'y paraît"*, écrit la juge Naomi Buchwald dans un jugement consulté par l'AFP.

Des établissements financiers américains locaux associés et les États de New York et du Connecticut avaient saisi la justice, estimant avoir été lésés par la manipulation du Libor, un taux interbancaire central dans la finance mondiale et influençant un grand nombre de produits financiers grand public comme les prêts étudiants.

Tout en reconnaissant que certaines banques incriminées ont déjà accepté de payer des amendes aux régulateurs pour échapper aux poursuites, la juge Buchwald ajoute que *"seules quelques accusations"* portées par les plaignants pourront être examinées par la justice. Dans sa décision, la juge a notamment rejeté ainsi les accusations de violations de lois fédérales antitrust et de racket, estimant que ces griefs ne reposaient pas sur des bases légales assez solides.

Plusieurs des banques impliquées dans le scandale du Libor ont ces derniers mois versé d'importantes amendes pour éviter d'être poursuivies en justice par les autorités de régulation. AFP 30.03

Non, cela n'a rien d'"*inattendu*", c'est normal, logique, dans le cadre de ce scandale ces banques ont versé des amendes insignifiantes de quelques centaines de millions de dollars dans les caisses de l'Etat qui finiront dans celles des banquiers de la Fed, tandis que les différents États, dont ceux de New York et du Connecticut, continueront de ponctionner, de racketter leurs citoyens pour éponger leurs dettes contracter auprès des mêmes banquiers et la boucle est bouclée, n'est-ce pas aux travailleurs, à la classe moyenne de les payer ?

[Haut de page ↗](#)